



**HAL**  
open science

# Le Bien Vivre entre théorie politique et politique publique : analyse à partir du cas de la Révolution Citoyenne en Equateur

Matthieu Le Quang

► **To cite this version:**

Matthieu Le Quang. Le Bien Vivre entre théorie politique et politique publique : analyse à partir du cas de la Révolution Citoyenne en Equateur. Philosophie. Université Paris Cité, 2022. Français. NNT : 2022UNIP7300 . tel-04485520

**HAL Id: tel-04485520**

**<https://theses.hal.science/tel-04485520>**

Submitted on 1 Mar 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris Cité  
Ecole doctorale 624 - Sciences des sociétés  
*Laboratoire du Changement Social et Politique*

# **Le Bien Vivre entre théorie politique et politique publique.**

*Analyse à partir du cas de la Révolution Citoyenne en  
Equateur*

Par Matthieu LE QUANG

Thèse de doctorat de Philosophie politique

Dirigée par Fabrice Flipo

Présentée et soutenue publiquement le 28 novembre 2022

Devant un jury composé de :

Marie CUILLERAI, Professeure de philosophie, Université Paris Cité, examinatrice.  
David GARIBAY, Professeur de science politique, Université Lyon 2, rapporteur.  
Franck GAUDICHAUD, Professeur en histoire et études des Amériques latines  
contemporaines, Université Toulouse Jean Jaurès, rapporteur.  
Michael LÖWY, Directeur de recherche émérite, CNRS, examinateur.  
Diana SARRADE COBOS, Maîtresse de Conférences en études hispano-  
américaines, Université de Bordeaux, examinatrice.  
Emmanuelle SINARDET, Professeure en civilisation latino-américaine, Université  
Paris-Nanterre, examinatrice.

## **Titre :**

Le Bien Vivre entre théorie politique et politique publique. Analyse à partir du cas de la Révolution Citoyenne en Equateur.

## **Résumé :**

A la fin du XXème siècle et au début du nouveau millénaire, l'Amérique latine a connu une série de changements d'orientation politique avec l'arrivée de gouvernements post-néolibéraux. L'Equateur fait partie de ces pays avec l'élection de Rafael Correa dont le mandat a duré de 2007 à 2017. Avec l'approbation de la nouvelle Constitution en 2008, un nouveau concept a surgi dans les débats politiques et académiques : le Bien Vivre. En tant que signifiant vide, il a fait l'objet de diverses interprétations dont les débats théoriques ne sont pas isolés des conflits et des controverses que l'on peut trouver au sein des gauches équatoriennes durant la transition post-constitutionnelle et ont des répercussions politiques concrètes sur la direction politique du post-néolibéralisme de la Révolution Citoyenne. L'objectif de ce travail est de montrer quels sont les obstacles et les limites tant internes qu'externes pour la mise en œuvre d'une transition post-néolibérale vers une société du Bien Vivre dans un capitalisme périphérique. Pour cela, nous positionnons les débats du Bien Vivre au sein de la prolifique écologie politique latino-américaine faite de rencontres et de débats entre intellectuels et acteurs sociaux s'intégrant ainsi dans la longue tradition de la pensée critique latino-américaine. Une de nos hypothèses de travail est que le Bien Vivre est un concept encore en construction par sa définition assez large : une vie en harmonie avec soi-même, entre êtres humains et entre ceux-ci et la nature. A partir de cette hypothèse, nous avons identifié trois courants : le courant « culturaliste et indigéniste », l'« écologiste et post-développementaliste » et l'« éco-marxiste et étatiste ». Les interprétations et les débats autour de ce concept peuvent s'expliquer par le fait que la diversité des auteurs et acteurs socio-politiques, qui composent ces trois courants, viennent d'horizons et ont des intérêts différents. La trajectoire sociale et politique de ces auteurs influe sur leur pensée politique d'où les débats que l'on peut rencontrer autour des thèmes comme l'abandon ou non de la notion de développement, le rôle des ressources naturelles dans la transition vers un post-extractivisme ou encore dans la résolution des conflits socio-environnementaux. Ces débats théoriques seront mis à l'épreuve de l'étude du cas de la

Révolution Citoyenne en Equateur. La richesse de ce processus politique vient du fait que l'on se trouve face à un gouvernement en dispute dû à son hétérogénéité politique. Les rapports de pouvoir au sein du gouvernement mais aussi la complexité des relations entre le gouvernement et les différents acteurs socio-politiques sont fondamentaux pour comprendre les difficultés de la transition post-néolibérale vers une société du Bien Vivre, tout comme les facteurs géopolitiques et la place de l'Equateur dans la division internationale du travail. L'expérience équatorienne se confronte à une tension, présente dans la Constitution, entre développement économique, extension des droits sociaux et protection de la nature, tout en considérant le respect des droits culturels des peuples et nationalités indigènes, dans un pays dont d'économie dépend de l'exploitation et de l'exportation de ses matières premières. La construction d'un horizon de sens était nécessaire pour dissocier le développement de la simple recherche de la croissance économique et l'associer avec la défense de la nature et des droits culturels et territoriales des peuples indigènes. Quel est le sens à donner à la transition post-néolibérale pour résoudre les tensions entre justice environnementale et justice sociale ?

### **Mots clefs :**

Ecologie politique ; Bien Vivre ; post-néolibéralisme ; Equateur ; développement ; extractivisme.

### **Title :**

Good Living between political theory and public policy. Analysis based on the case of the Citizen Revolution in Ecuador.

### **Abstract :**

At the end of the 20th century and the beginning of the new millennium, Latin America experienced a series of changes in political orientation with the arrival of post-neoliberal governments. Ecuador is one of these countries with the election of Rafael Correa whose mandate lasted from 2007 to 2017. With the approval of the new Constitution in

2008, a new concept arose in political and academic debates: the Good Living. As an empty signifier, it has been the subject of several interpretations whose theoretical debates are not isolated from the conflicts and controversies that can be found within the Ecuadorian lefts during the post-constitutional transition and have political repercussions on the political direction of the post-neoliberalism of the Citizen Revolution. The objective of this work is to show the internal and external obstacles and limits for the implementation of a post-neoliberal transition towards a society of Good Living in a peripheral capitalism. For this, we position the debates on Good Living within the prolific Latin American political ecology made up of meetings and debates between intellectuals and social actors, thus integrating themselves into the long tradition of Latin American critical thought. One of hypotheses is that Good Living is a concept still under construction by its fairly broad definition: a life in harmony with itself, between other human beings and between themselves and nature. From this hypothesis, we have identified three currents: the “culturalist and indigenist” current, the “ecologist and post-developmental” and the “eco-Marxist and statist”. Interpretations and debates around this concept can be explained by the fact that the diversity of authors and socio-political actors, who make up these three currents, come from different backgrounds and have different interests. The social and political trajectory of these authors influences their political thinking, hence the debates that can be encountered around themes such as whether or not to abandon the notion of development, the role of natural resources in the transition to a post -extractivism or in the resolution of socio-environmental conflicts. These theoretical debates will be put to the test in the case study of the Citizen Revolution in Ecuador. The richness of this political process emanates from a government in dispute due to its political heterogeneity. The power relations within the government but also the complexity of the relations between the government and the several socio-political actors are fundamental to understanding the difficulties of the post-neoliberal transition towards a society of Good Living, as are the geopolitical factors and the role of Ecuador in the international division of labour. The Ecuadorian experience confronts a tension, present in the Constitution, between economic development, extension of social rights and protection of nature, while considering respect for the cultural rights of indigenous peoples and nationalities, in a country whose economy depends on the exploitation and export of its raw materials. The construction of a horizon of meaning was necessary to dissociate development from the mere pursuit of economic growth and associate it with the

defense of nature and the cultural and territorial rights of indigenous peoples. What meaning should be given to the post-neoliberal transition to resolve the tensions between environmental justice and social justice?

**Keywords :**

Political ecology ; Good Living ; post-neoliberalism ; Ecuador ; development ; extractivism.

## Sommaire

Table des illustrations.....	7
Introduction .....	9
I. Contexte régional : crise politique du néolibéralisme et arrivée de gouvernements post-néolibéraux en Amérique Latine.....	10
II. L'Equateur : de l'instabilité politique à la Révolution Citoyenne .....	15
III. Problématique et hypothèses de recherche.....	23
IV. Méthodologie de la recherche et choix des études de cas .....	26
V. Annonce du plan de la thèse.....	33
Chapitre 1 : Généalogie et écologie politique des courants du Bien Vivre.....	36
I. Une base commune : racines indigènes et critique de la modernité .....	37
II. Catégorisation des intellectuels du Bien Vivre.....	62
III. Particularités des trois courants du Bien Vivre.....	79
Chapitre 2 : Bien Vivre et régimes d'accumulation .....	104
I. Le Bien Vivre : autre développement ou alternative au développement ? .....	104
II. Les débats autour de l'extractivisme et du post-extractivisme.....	124
III. La remise en cause du consumérisme comme modèle d'accumulation .....	149
Chapitre 3 : Populisme, post-néolibéralisme et extractivisme dans l'Equateur de la Révolution Citoyenne .....	167
I. Populisme, hégémonie et antagonisme durant la Révolution Citoyenne .....	168
II. Post-néolibéralisme et enjeux de la transition écosociale .....	206
III. Les difficultés de la Révolution Citoyenne pour changer la matrice productive.....	233
Chapitre 4 : L'initiative Yasuní-ITT en Equateur, entre Bien Vivre et capitalisme vert .....	269
I. Des objectifs en relation avec le Bien Vivre.....	274
II. L'initiative Yasuní-ITT et la transition vers la société du Bien Vivre .....	312
Conclusions : Le Bien Vivre : un nouveau projet d'émancipation pour les capitalismes périphériques ?.....	333
I. Contexte international d'apparition du Bien Vivre.....	334
II. Bien Vivre et construction d'une contre-hégémonie post-capitaliste .....	337
III. Bien Vivre et transition écosociale dans les capitalismes périphériques .....	340
IV. Rôle de l'Etat dans la transition écosociale.....	345
Bibliographie .....	359

## Table des illustrations

Carte 1. Changements de l'usage du sol en Equateur 2008-2014 .....	237
Carte 2. Géographie des activités extractivistes sur le territoire équatorien .....	239
Carte 3. Localisation du Parc national Yasuní .....	270
Graphique 1. Prix mensuel du pétrole 2007-2017 .....	223
Graphique 2. % de la rente pétrolière para rapport au PIB en Equateur 1998-2017....	224
Graphique 3. Part des recettes fiscales dans le du PIB (%).....	225
Graphique 4. % du PIB en dépenses sociales, éducation et santé 2000-2016 du gouvernement central .....	226
Graphique 5. Estimation de la part du secteur informel dans l'emploi total (%) 2001-2017 .....	227
Graphique 6. Taux de salariés affiliés à un régime de sécurité sociale (%) 2001-2017	227
Graphique 7. Taux de pauvreté et pauvreté extrême 2006-2017 (%).....	228
Graphique 8. Coefficient de Gini 2001-2017 .....	229
Graphique 9. PIB par habitant en dollars 1998-2017 .....	230
Graphique 10. Taux de croissance annuelle du PIB (%) 2007-2017.....	230
Graphique 11. Pourcentage des remises migratoires par rapport au PIB 1990-2017...	231
Graphique 12. Participation des 1% les plus riches et des 50% des plus pauvres dans la distribution du revenu national .....	232
Graphique 13. Pourcentages des exportations réelles des produits primaires et des produits manufacturés dans les exportations totales de l'Amérique latine et des Caraïbes 1990-2018.....	245
Graphique 14. Pourcentage des exportations de combustible et d'aliments dans les exportations de marchandises 1990-2017.....	246
Graphique 15. Pourcentage des exportations de combustible dans les exportations de marchandises 1990-2017 .....	247
Graphique 16. Production de pétrole en Equateur 1995-2016 (milliers de barils).....	248
Graphique 17. Part du secteur primaire et du secteur pétrolier et minier dans le PIB 2000-2016 (%).....	249
Graphique 18. Part de l'industrie dans le PIB 1990-2017 (%).....	250
Graphique 19. Dette externe de l'Equateur para rapport au PIB 1993-2017 (%) .....	257



Graphique 20. Pourcentage du PIB de l'entrée nette de capital des investissements étrangers directs.....	265
Graphique 21. Taux de pauvreté par revenu (%) en Amazonie et au niveau national 2007-2015.....	284
Graphique 22. Taux de pauvreté par nécessités basiques insatisfaites (%) au niveau national et régional 1990-2010.....	285
Graphique 23. Proportion des aires protégées terrestres par rapport au territoire équatorien (%).....	291
Graphique 24. Demande mondiale d'énergie primaire 2000-2040 selon le type de ressource en million de tonnes équivalent pétrole (Mtoe).....	299
Graphique 25. Croissance de la demande de pétrole selon le secteur économique 2000-2040 en millions de barils par jour (Mb/j).....	300
Tableau 1. Dépôts effectués (dollars) dans le fidéicommissé géré par le PNUD.....	273
Tableau 2. Quelques indicateurs sociaux des provinces d'Orellana et de Sucumbíos en 2010.....	286
Tableau 3. Moyenne annuelle de déforestation 2000-2016.....	293
Tableau 4. Politiques prévues de l'Initiative Yasuní-ITT selon les objectifs du Plan national pour le Bien Vivre 2009-2013.....	314

## Introduction

Le 28 septembre 2008, le peuple équatorien, à travers un référendum, approuve une nouvelle Constitution, considérée à ce moment-là comme une des plus progressistes du monde, notamment pour mettre au centre de son projet de société le *Buen Vivir* ou Bien Vivre<sup>1</sup>. Son irruption pendant les débats constitutionnels en Equateur et en Bolivie, entre 2007 et 2009, l'a positionné dans l'agenda politique de ces deux pays, en remettant en question les modèles de développement qui ont été mis en œuvre en Amérique latine. Il tient ses origines des cultures des nationalités et peuples indigènes et il s'est aussi alimenté de luttes contemporaines surtout écologistes et anti-néolibérales, remettant en cause un modèle de vie individualiste, utilitariste et destructeur de la nature. Il s'agit d'une confluence d'apports qui proviennent aussi bien des traditions andino-amazoniennes qu'occidentales, comme l'écologie politique ou les théories critiques du capitalisme qui sont apparues parallèlement et dans le contexte de la renaissance des débats autour du bonheur ou de la vie bonne d'Aristote ou Amartya Sen.

Le Bien Vivre peut être considéré comme une nouvelle théorie critique dans le sens où « elle réfléchit non seulement sur ce qui est, mais aussi sur ce qui est souhaitable. En cela, elle comporte nécessairement une dimension politique. Sont critiques les théories qui remettent en question l'ordre social existant de façon globale. »<sup>2</sup> Nous verrons que le Bien Vivre répond parfaitement à cette définition, qu'il nous permet de penser de manière critique la société dans laquelle nous vivons et nous donne des éléments pour la transformer. Il s'agit d'une utopie mobilisatrice dans le sens où elle mobilise politiquement pour aller vers un projet de société idéale et désirée avec une vision du juste et de ce qui devrait être. Selon Martin Buber, l'utopie « reste circonscrite à l'espace de la société, bien que parfois elle cache dans son image une transformation interne de l'homme. [...] pour l'utopie, tout est soumis à la volonté consciente de l'homme, et on peut jusqu'à la qualifier d'image de la société ébauchée comme s'il n'y avait pas d'autres facteurs que cette volonté. [...] l'utopie, si elle est philosophique, [a]

---

<sup>1</sup> Dans le reste du texte, nous utiliserons la traduction française Bien Vivre. Nous verrons plus tard que les traductions d'une langue à l'autre peuvent entraîner des conséquences sur leur compréhension et leur réception au niveau international.

<sup>2</sup> Keucheyan, Razmig, 2017 (2010), *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, La découverte, p. 9.

un caractère réaliste. »<sup>3</sup> Ce projet de société a pour but de dépasser l'individualisme moderne pour replacer l'être humain au centre de la politique et de la société mais aussi au milieu de son environnement naturel.

Avant d'approfondir sur les caractéristiques du Bien Vivre, il faut rappeler que celui-ci ne surgit pas dans n'importe quel contexte que ce soit au niveau régional ou national.

### **I. Contexte régional : crise politique du néolibéralisme et arrivée de gouvernements post-néolibéraux en Amérique Latine**

Il est difficile de comprendre l'émergence du Bien Vivre sans analyser le contexte régional, à partir de la mise en œuvre du néolibéralisme, et l'arrivée d'un acteur social fondamental dans l'apparition et la construction du Bien Vivre : le mouvement indigène. L'Amérique latine est une aire où s'affirment clairement les contradictions des « consolidations démocratiques »<sup>4</sup>, car si les transitions démocratiques représentent l'immense progrès de la fin des dictatures et le retour à un Etat de droit, elles signifient aussi l'apparition de démocraties désenchantées, parfois dites de « basse intensité », où les nouveaux régimes s'accompagnent d'une forte exclusion, économique et politique, de larges fractions de la population et d'une dérégulation/privatisation accélérée des droits sociaux. En effet, les transitions politiques post-dictatoriales qui ont eu lieu tout au long des années 1980 (de 1979 en Equateur à 1988 au Chili) ont amené avec elles un modèle socio-économique : le néolibéralisme.

Pierre Dardot et Christian Laval soulignent « le brouillard sémantique et la confusion conceptuelle qui entourent la question du libéralisme et du néolibéralisme »<sup>5</sup>. Selon les définitions, le néolibéralisme est une nouvelle phase du capitalisme où prédomine le secteur financier<sup>6</sup>, une idéologie politique<sup>7</sup>, une « foi religieuse dans l'efficacité économique *et sociale* du marché libéré de toute entrave »<sup>8</sup> ou une rationalité qui régit

---

<sup>3</sup> Buber, Martin, 2014 (1950), *Caminos de Utopía*, México, Fondo de Cultura Económica, p. 18.

<sup>4</sup> Hermet, Guy, 1996, *Le Passage à la démocratie*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques ; Cohen, James A., 1995, « Quelle démocratie? Perspectives critiques sur les transitions démocratiques en Amérique latine », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 2, n°2, septembre, p. 353-368 ; Ducatenzeiler, Graciela, 2001, « Nouvelles approches à l'étude de la consolidation démocratique », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 8, n°2, p.191-198.

<sup>5</sup> Dardot, Pierre, Laval, Christian, 2007, « La nature du néolibéralisme : un enjeu théorique et politique pour la gauche », *Mouvements*, n° 50, juin-août, p. 108.

<sup>6</sup> Duménil, Gérard, Lévy, Dominique, 2000, *Crise et sortie de crise : ordres et désordres néolibéraux*, Paris, PUF ; Harvey, David, 2014 (2005), *Brève histoire du néo-libéralisme*, Paris, Les Prairies Ordinaires.

<sup>7</sup> Denord, François, 2007, *Néolibéralisme version française : histoire d'une idéologie politique*, Paris, Demopolis.

<sup>8</sup> Dixon, Keith, 1998, *Les évangélistes du marché*, Paris, Raisons d'Agir Editions, p. 103.

les pratiques gouvernementales et les conduites individuelles<sup>9</sup>. Gilles Christoph l'appréhende comme « un système complexe » c'est-à-dire « un ensemble d'éléments unis par des relations d'interaction et d'interdépendance, desquelles émerge une structure cohérente, ordonnée. »<sup>10</sup> Quant à Gilles Dostaler, il soutient qu'« il s'agit tout à la fois d'une idéologie, d'une vision du monde, d'un ensemble de politiques et d'une collection de théories qui ne sont pas nécessairement cohérentes les unes avec les autres »<sup>11</sup>. Nous expliciterons ce qu'est le néolibéralisme dans le chapitre 3. Toutefois, tout au long de ce travail le néolibéralisme ne sera pas défini comme une simple idéologie économique, mais comme une « forme de société » et même une « forme d'existence »<sup>12</sup>. C'est-à-dire qu'il ne s'occupe pas seulement de la sphère économique mais qu'il s'étend à toutes les sphères de la vie.

A partir des années 1980, l'Amérique latine commence à expérimenter les recettes néolibérales du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale pour faire face aux crises économiques et financières dans lesquelles plusieurs pays du continent ont sombré, à cause de niveaux d'endettement élevés. En faisant fi des contextes spécifiques de chaque pays, les principales caractéristiques de l'agenda du consensus de Washington<sup>13</sup> sont : une combinaison de politiques destinées à contraindre les dépenses publiques à travers une stricte discipline budgétaire et une réorientation des dépenses publiques vers des secteurs de base pouvant diminuer les inégalités de revenu (soins médicaux, enseignement primaire, infrastructure) ; la déstabilisation de l'économie avec la privatisation des monopoles ou entreprises d'Etat ; la dérégulation des marchés du travail et financier ; la libéralisation du commerce ; entre autres options de politiques qui tendaient à promouvoir l'expansion du libre marché.

A partir des années 1980, face aux conséquences désastreuses pour les populations locales de ces politiques (en particulier celles associées à la libéralisation de l'économie) qui ont aggravé la pauvreté et approfondi les inégalités sur tout le continent, plusieurs mouvements sociaux sont apparus ou se sont renforcés, dont les

---

<sup>9</sup> Dardot, Pierre, Laval, Christian, 2010, *La Nouvelle Raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte.

<sup>10</sup> Christoph, Gilles, 2010, « Le néolibéralisme: un essai de définition », in Espiet-Kilty, Raphaële (dir.), *Libéralisme(s) ?*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise Pascal, p. 82.

<sup>11</sup> Dostaler, Gilles, 2001, *Le Libéralisme de Hayek*, Paris, La Découverte, p. 107.

<sup>12</sup> Voir Dardot, Pierre, Laval, Christian, 2016, *Ce cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, Paris, La Découverte.

<sup>13</sup> Panizza Francisco, 2009, *Contemporary Latin America: Development and Democracy beyond the Washington Consensus*, Londres, Zed Books ; Grugel Jean, Ruggirozzi, Pia (ed.), 2009, *Governance after Neoliberalism in Latin America*, New York, Palgrave Macmillan.

multiples organisations indigènes. Leurs critiques et leur opposition au néolibéralisme et à ses conséquences socio-économiques et environnementales se sont ajoutées au retour de revendications identitaires dans le contexte des célébrations des 500 ans de l'arrivée de Christophe Colomb sur le continent, synonyme de colonisation pour les peuples indigènes. Parmi les revendications de ces organisations indigènes, il y a celles liées à la rénovation des liens entre société et environnement : redistribution de la terre, reconnaissance des territoires indigènes avec leur autonomie politique et économique respective, entre autres demandes.<sup>14</sup> Toutefois, et sans entrer dans les détails qui seront explicités dans le chapitre 1, comme le relate Philipp Altmann dans un de ses articles qui retrace le concept de *sumak kawsay* dans le discours du mouvement indigène en Equateur<sup>15</sup>, celui-ci n'apparaît pas avant le changement de millénaire et les publications de certains intellectuels et militants aymaras en Bolivie<sup>16</sup> et quichuas en Equateur<sup>17</sup>.

Les années 2000 restent marquées par ce qu'on a appelé le « virage à gauche » de l'Amérique latine<sup>18</sup>. Il est clair que l'aggravation des inégalités, les mobilisations sociales pour les affronter et la crise de représentativité ont été des conditions qui ont

---

<sup>14</sup> Voir entre autres références françaises : Verdo, Geneviève, Vidal, Dominique (coord.), 2012, Dossier « L'ethnicité ordinaire dans les démocraties d'Amérique latine », *Critique internationale*, n° 57 ; Le Quang, Matthieu, Andrés, Lydia (coord.), 2011, Dossier « Mobilisations et dynamiques identitaires en Amérique andine », *Civilisations*, n° 60-1 ; Bataillon, Gilles, Devineau, Julie (coord.), 2009, Dossier « Ethnicité », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 72 ; Gros, Christian, 2007, « Ethniciser la politique, politiser l'ethnicité ? : le dilemme latino-américain », in Georges Couffignal (coord.), *Amérique latine, les surprises de la démocratie*, Paris, La Documentation française ; Laurent, Virginie, 2007, « Indianité et politique en Amérique latine. Variations andines autour d'un phénomène continental », in Transcontinentales, Sociétés, idéologies, système mondial, *Amérique latine*, n°4, 1<sup>er</sup> semestre, p. 59-76 ; Gros, Christian, Strigler, Marie-Claude (sous la dir. de), 2006, *Etre indien dans les Amériques : spoliations et résistance : mobilisations ethniques et politiques du multiculturalisme*, Paris, Ed. de l'IHEAL ; Del Pozo, Ethel, 1997, *Organisations paysannes et indigènes en Amérique latine : mutations et recompositions vers le troisième millénaire*, Paris, Ed. Charles Léopold Mayer ; Le Bot, Yvon, 1994, *Violence de la modernité en Amérique latine, Indianité, société et pouvoir*, Paris, Karthala.

<sup>15</sup> Altmann, Philipp, 2013, « El Sumak Kawsay en el discurso del movimiento indígena ecuatoriano », *INDIANA*, n°30, p. 283-299.

<sup>16</sup> Torrez, Mario, 2001, « Estructura y proceso de desarrollo del *Qamaña*. Espacio de bienestar », *Pacha*, n°6, p. 45-67 ; Medina, Jorge (ed.), 2001, *Suma Qamaña. La comprensión indígena de la Buena Vida*, La Paz, GTZ.

<sup>17</sup> Viteri Gualinga, Carlos, 2002, « Visión indígena del desarrollo en la Amazonía », *Polis*, n°3, <http://polis.revues.org/7678>

<sup>18</sup> Gaudichaud, Franck, Posado, Thomas (dir.), 2021, *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018). La fin d'un âge d'or*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes ; Gaudichaud, Franck, Webber, Jeffery R., Modonesi, Massimo, 2020, *Fin de partie ? Amérique Latine : les gouvernements progressistes dans l'impasse*, Paris, Syllepse ; Posado, Thomas (coord.), 2016, « Tournant à gauche en Amérique Latine: fin de cycle ? », *Recherches internationales*, n°107 ; Posado, Thomas (coord.), 2012, « Les gauches latino-américaines », *Recherches internationales*, n°93 ; Dabène, Olivier (dir.), 2012, *La gauche en Amérique latine, 1998-2012*, Paris, Presses de Sciences Po ; Gaudichaud, Franck (dir.), 2008, *Le volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme au Sud du rio Bravo*, Paris, Textuel ; Vommaro, Gabriel (coord.), 2008, *La « Carte rouge » de l'Amérique latine*, Paris, Editions du Croquant ; Saint-Upéry, Marc, 2007, *Le rêve de Bolivar. Le défi des gauches sud-américaines*, Paris, La Découverte.

rendu possible l'émergence de ces expériences progressistes. Le chemin choisi par l'Amérique latine diffère de celui de l'Asie et encore plus de l'Afrique. François Houtart, dans un de ses articles, pose fort justement la question suivante : « *Pourquoi en Amérique latine ?* »<sup>19</sup>. Il donne diverses causes : peu de réformes agraires, la perception de la période néo-libérale comme une véritable agression pour la majorité des groupes sociaux, le faible développement industriel et le fait que ce fut le premier lieu des crises financières (Mexique en 1995 ; Brésil et Equateur en 1999 ; Argentine en 2001 ; etc.) ; la renaissance des mouvements indigènes ; ou encore l'organisation des premiers forums sociaux.

Ce continent a aussi une longue histoire de mobilisations sociales. Pourtant, depuis les années 1980 et jusqu'à ce récent virage à gauche, les partis politiques de gauche, la révolution, la lutte armée, les discours maximalistes et la littérature sur la transition au socialisme ne faisaient plus recette. Au contraire, la lutte quotidienne pour un avenir et une société plus justes a toujours été présente. En effet, les valeurs de gauche ont beaucoup influencé les pratiques du peuple avec aujourd'hui une lutte pour la souveraineté nationale et alimentaire, la quête du développement avec une meilleure justice sociale, la recherche de la paix, du droit à la citoyenneté, de la reconnaissance des identités, de l'autonomie, de l'accès aux ressources, etc.

De nombreux débats ont eu lieu pour qualifier ce « virage à gauche », tout d'abord pour savoir s'il s'agissait de deux gauches ou plus<sup>20</sup>, et ensuite pour qualifier ces expériences : gouvernements « post-néolibéraux », « populistes », « progressistes », « néo-développementistes » ou « socialismes du XXI<sup>ème</sup> siècle ». Ici, nous n'allons pas entrer dans ces débats<sup>21</sup> mais nous pouvons toutefois affirmer que, si chaque pays a son expérience particulière, avec des histoires politiques, économiques, sociales et culturelles différentes, deux points communs peuvent les caractériser : la mise en œuvre d'un agenda de politiques publiques avec comme objectif de démanteler le noyau dur du néolibéralisme et du Consensus de Washington, et la récupération des capacités

---

<sup>19</sup> Houtart, François, 2008, « De la résistance aux alternatives en Amérique latine : un défi pour l'analyse sociale » in Bajoit, Guy, Houtart, François, Duterme, Bernard, 2008, *Amérique latine. A gauche toute ?*, Bruxelles, Couleur Livres, CETRI, p.71.

<sup>20</sup> Castañeda, Jorge, 2006, « Latin America's Left Turn », *Foreign Affairs*, n°85, p. 28-43 ; Ramírez Gallegos, Franklin, 2006, « Mucho más que dos izquierdas », *Nueva Sociedad*, n°205, p. 30-44.

<sup>21</sup> Voir Gaudichaud, Franck, Posado, Thomas (dir.), 2021, *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018). La fin d'un âge d'or*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes ; Stoessel, Soledad, 2014, « Giro a la izquierda en la América Latina del siglo XXI. Revisitando los debates académicos », *Polis*, vol. 13, n°39, p. 123-149.

régulatrices de l'Etat ce que beaucoup d'acteurs politiques ont appelé le « retour de l'Etat ».<sup>22</sup>

S'il existe de grandes différences entre les pays concernant les résultats socio-économiques et la construction socio-politique de ces expériences politiques, nous pouvons toutefois affirmer que ces gauches ont apporté de nouvelles logiques économiques et des politiques sociales et culturelles en faveur des populations les plus pauvres et les plus exclues, en utilisant l'Etat comme un instrument de régulation, d'accumulation et de redistribution sociale. Plus que d'un « retour de l'Etat », nous pourrions parler d'une transformation du rôle de l'Etat. En effet, celui-ci n'a pas disparu durant la période néolibérale mais son rôle a été réduit et il a été utilisé pour imposer les règles pour que le marché soit le mécanisme de coordination sociale. Les gouvernements post-néolibéraux ont changé cette logique en repositionnant l'Etat comme acteur central de mise en œuvre de politiques publiques, de redistribution de la richesse et d'inclusion sociale. Pour cela, deux types de stratégies ont été mises en œuvre : « d'un côté, certains pays ont opté pour une “rupture radicale” [...] ou une “refondation” [...] de l'ordonnement politique (tant du régime politique que de la forme-Etat), comme dans les cas de la Bolivie, l'Equateur et le Venezuela. [...] D'un autre côté, certains pays ont opté pour une stratégie réformiste de changements graduels dans le cadre du système et régime politique en vigueur, comme dans les cas du Brésil, l'Uruguay et l'Argentine. »<sup>23</sup> Quelle que soit la stratégie choisie, la mise en place d'un agenda post-néolibéral et le « retour de l'Etat » ont été possibles grâce à la volonté politique des dirigeants politiques mais aussi grâce au boom des prix des *commodities*, sur lequel nous reviendrons dans le chapitre 3.

Le « virage à gauche » a aussi favorisé un rapprochement des gouvernements de la région, ce qui a abouti à une plus forte intégration économique et politique des pays d'Amérique latine ces dernières années, condition *sine qua non* pour dynamiser le développement économique du continent. Les deux projets d'intégration les plus ambitieux sont assurément l'UNASUR (Union des Nations Sud-américaines) et la CELAC (Communauté des États Latino-américains et des Caraïbes). Selon François

---

<sup>22</sup> Lavinas, Lena, 2014, « La asistencia social en el siglo XXI », *New Left Review*, Vol. 84, p. 7-48 ; Ouviaña, Hernán, Thwaites Rey, Mabel (Comp.), *Estados en disputa. Auge y fractura del Ciclo de Impugnación al Neoliberalismo en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, IEALC, Editorial El Colectivo; Thwaites, Mabel, 2010, « Después de la globalización neoliberal: ¿qué estado en América Latina ? », *OSAL*, n° 27, p. 19-44.

<sup>23</sup> Dardot Pierre, Laval, Christian, 2010, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, p. 132.

Houtart, ces nouvelles intégrations continentales « possèdent également une orientation anti-impérialiste très claire »<sup>24</sup>. Ces intégrations politiques, dont l'Equateur est un des moteurs, motivent des rapprochements sur différents points et particulièrement une tentative d'avoir des positions communes avant d'aller dans des forums internationaux comme les sommets sur les changements climatiques.

## **II. L'Equateur : de l'instabilité politique à la Révolution Citoyenne**

### **1. Petite histoire politique de l'Equateur depuis le retour à la démocratie**

Le système politique équatorien est l'un des plus instables d'Amérique latine. Le retour à la démocratie de ce pays andin en 1979 s'est fait dans un relatif consensus, notamment parce que la dictature militaire des années 1970 y a été moins répressive que dans les pays du Cône Sud ou d'Amérique Centrale. Depuis 1979, un système de partis stable s'est installé. Quatre partis politiques se sont partagé le pouvoir jusqu'en 1996 : l'un était situé à droite du champ politique (le Parti Social-Chrétien, PSC), deux autres au centre-droit (le Parti Roldosiste Equatorien, PRE, et la Démocratie Populaire, DP) et le dernier au centre-gauche (la Gauche Démocratique, ID). Ceux-ci cohabitaient avec d'autres petits groupes politiques qui aspiraient à obtenir une représentation au Congrès et dans les institutions locales. L'instabilité politique était caractéristique de cette période, en raison d'un système politique fragmenté mais dominé par ces quatre partis qui se succédaient les uns après les autres, le pourcentage de voix qui leur était attribué restant pratiquement inchangé jusqu'en 2006.

Ces partis ont mis en œuvre les réformes néo-libérales préconisées par le Consensus de Washington. L'Etat s'est fortement endetté et la libéralisation des banques a conduit à une crise bancaire sans précédent à la fin des années 1990. Jamil Mahuad, Président à cette période, a décidé de « dollariser » l'économie : le *sucre* a disparu et le dollar est devenu la monnaie officielle de l'Equateur en 2000. Ce fait est très important puisque, depuis, aucun gouvernement ne dispose de la monnaie comme instrument de régulation en temps de crise économique.

A cela s'est ajouté la libéralisation des terres, la privatisation des ressources naturelles (surtout le pétrole) et leur exploitation par des entreprises multinationales étrangères, la paupérisation d'une grande partie de la population, en particulier des paysans et des

---

<sup>24</sup> Houtart, François, 2008, « De la résistance aux alternatives en Amérique latine : un défi pour l'analyse sociale » in Bajoit, Guy, Houtart, François, Duterme, Bernard, 2008, *Amérique latine. A gauche toute ?*, Bruxelles, Couleur Livres, CETRI, p.87.



classes moyennes. Les Equatoriens ont perdu une partie de leurs économies lors de la fermeture des banques en 1999 et ont vu les prix augmenter avec l'arrivée du dollar. Les inégalités se sont fortement accrues, les riches étant de plus en plus riches et la classe moyenne ayant fortement régressé du fait de l'augmentation du chômage, de l'affaiblissement de l'Etat et de la quasi-disparition de l'industrie. Mais tout cela ne s'est pas fait sans une forte réaction de la population.

La contestation face à ces réformes a fait surgir un nouvel acteur sur la scène nationale, d'abord au niveau social à partir de 1990, puis comme mouvement politique en 1995 : le mouvement indigène. Celui-ci s'est peu à peu organisé depuis les années 1960 avec, notamment, la création de la première organisation indigène en Amazonie en 1964, la Fédération des Centres Shuar. Les années 1970 et 1980 ont marqué l'émergence d'organisations indigènes qui se sont petit à petit différenciées des syndicats et organisations paysannes. En partant des communautés et en s'organisant au niveau cantonal, provincial et régional, ce processus a abouti à la création de la Confédération des Nationalités Indigènes d'Equateur (CONAIE) au niveau national en 1986.

## **2. Le mouvement indigène équatorien : du mouvement social à la participation politique**

En Equateur, l'histoire du mouvement indigène rend compte d'un processus de construction d'un sujet social qui cherche à se constituer en sujet politique.<sup>25</sup> A partir de 1990 et de son émergence au niveau national, la Confédération Nationale des Indigènes d'Equateur (CONAIE) s'est peu à peu transformée en un référent inévitable au sein des mouvements sociaux équatoriens et les différents soulèvements indigènes ont démontré sa capacité de mobilisation sociale.

Lors des années 1990, est apparue la question de la participation au pouvoir et de la prise de responsabilité politique de la part des différentes organisations indigènes. En Equateur, même s'il existe de nombreux débats quant aux répertoires d'actions collectives et quant aux revendications avec notamment une différenciation au niveau géographique (les Andes, l'Amazonie et la côte Pacifique), les organisations indigènes ont fait un effort pour être reconnues comme un nouvel acteur politique capable de

---

<sup>25</sup> García, Fernando, 2007, « Equateur : mouvement indigène et participation (1990-2007) », *Outre-Terre*, n° 18, p. 295-308; Massal, Julie, 2005, *Les mouvements indiens en Equateur. Mobilisations protestataires et démocratie*, Paris, Karthala; Larrea Maldonado, Ana María, 2004, « El Movimiento Indígena Ecuatoriano: participación y resistencia », *OSAL*, n°13, janvier-avril, p. 67-76; Sánchez López, Francisco, Freidenberg, Flavia, 1998, « El proceso de incorporación política de los sectores indígenas en el Ecuador. Pachakutik, un caso de estudio », *América Latina Hoy*, n° 19, p. 65-79.

proposer un projet politique, au début pour la population indigène, et ensuite pour la société équatorienne dans son ensemble. Cela a été possible avec la création du mouvement Pachakutik, le parti indigéniste, véritable bras politique de la CONAIE.

L'idée de construire un instrument politique a aussi pris des années de maturation. Depuis 1993, des dirigeants de l'Amazonie annonçaient publiquement leur décision de le créer. Le MUPP-NP (Mouvement d'Unité Plurinationale Pachakutik-Nouveau Pays) s'est constitué dans la conjoncture électorale de 1996 et a été intégré par la CONAIE, la CMS (Coordination des Mouvements Sociaux), les travailleurs pétroliers, le Mouvement Citoyen Nouveau Pays et quelques groupes de gauche. Les principaux fondements du Mouvement Pachakutik (PK) ont été la plurinationalité de l'Etat, les droits collectifs pour les peuples indigènes, la défense de l'environnement et du territoire, la transformation de l'économie en mettant la production au service du bien-être des peuples et la démocratie participative.<sup>26</sup>

La trajectoire de PK s'est basée sur des postulats qui ont élargi le discours traditionnel de la gauche dans le pays. Comme nous l'avons vu, la diversité ethnique et culturelle, la politisation de l'ethnicité, se sont articulées avec les demandes redistributives surtout pendant les années de confrontation du mouvement indigène avec les politiques néolibérales. On ne peut pourtant pas considérer PK comme une organisation purement indigène. Au contraire, c'est un mouvement alternatif qui intègre aussi bien des demandes strictement indigènes que des revendications d'autres secteurs sociaux. La capacité d'articulation du mouvement indigène démontrée durant les années 1990 s'est révélée dans les caractéristiques de son vote, vote à la fois indigène et métis, leurs candidats au niveau national étant en majorité des métis.

S'est alors instauré une caractéristique qui a perduré depuis lors : son renforcement au niveau local, beaucoup plus qu'au niveau national<sup>27</sup>, et une concentration de l'appui, au niveau régional, dans les Andes et l'Amazonie, tout particulièrement dans les provinces avec une grande présence indigène, mais aussi en réussissant de bons scores dans des moyennes et grandes villes des Andes comme Quito, Cuenca et Riobamba. En effet, il existe de nombreux districts électoraux dans lesquels les votants sont, pour la plupart, indigènes. L'objectif de la CONAIE puis du mouvement Pachakutik a été de prendre le

---

<sup>26</sup> Voir Massal, Julie, 2005, *Les mouvements indiens en Equateur. Mobilisations protestataires et démocratie*, Paris, Karthala.

<sup>27</sup> Les élections présidentielles et législatives de février 2021 représentent une exception. Emmené par leur candidat Yaku Pérez qui a fini troisième aux présidentielles, le mouvement Pachakutik a remporté 27 sièges à l'Assemblée nationale, son meilleur résultat depuis sa création. Une de ses députés, Guadalupe Llori, a présidé l'Assemblée nationale pendant une année.

pouvoir au niveau local dans ces zones par la voie des urnes pour éventuellement accéder ensuite au pouvoir national.

Si, aux niveaux provincial et cantonal, PK a réussi à s'implanter durablement dans certaines zones en développant notamment une nouvelle façon de faire de la politique avec une démocratie participative qui invite tous les citoyens à prendre part dans des projets locaux et leur gestion<sup>28</sup>, en revanche, au niveau national, la situation est plus morose, notamment en ce qui concerne la participation politique. PK est sorti très affaibli de sa participation au gouvernement Gutiérrez et le choix de présenter son propre candidat lors des élections présidentielles de 2006, en la personne de Luis Macas, leader historique du mouvement indigène, alors que Rafael Correa leur proposait le poste de vice-président de la République, a été une grande erreur politique. En effet, ce dernier a basé sa campagne électorale sur le ressentiment anti-parti politique très fort en Equateur, ce qui constituait une des forces du PK. De plus, Alianza País, mouvement politique de Rafael Correa, s'est positionné sur la scène politique avec une idéologie de gauche, espace qu'occupait quasiment seul le mouvement indigène. Le résultat est l'effondrement de PK qui ne représentait plus que 2% des voix (et cinq députés à l'Assemblée constituante) en 2006 alors que sa base électorale se situait autour de 10%. Pire, PK n'a pas présenté de candidat aux élections présidentielles de 2009, une première depuis sa création.

Différentes causes<sup>29</sup> ont été avancées pour expliquer cet affaiblissement politique du mouvement Pachakutik, parmi lesquelles celle la plus souvent mise en avant était la participation de certains de ses membres au gouvernement Gutiérrez. Cette alliance insolite entre une partie de l'armée et les indigènes a entraîné des divisions internes dans le mouvement indigène équatorien, et les a même exacerbées. En effet, le mouvement indigène n'est pas homogène. De nombreux débats l'ont toujours parcouru avec des questions importantes : faut-il ou non participer aux élections et au système politique ? Des alliances avec des organisations métisses qui n'ont jamais accordé beaucoup d'importance aux questions ethniques sont-elles nécessaires et si oui, avec qui le mouvement indigène peut s'allier ? C'est notamment à ces deux questions principales

---

<sup>28</sup> Ortiz, Santiago, 2004, *Cotacachi: una apuesta por la democracia Participativa*, Quito, FLACSO; Ospina, Pablo (coord.), 2006, *En las fisuras del poder. Movimiento indígena, cambio social y gobiernos locales*, Quito, Instituto de Estudios Ecuatorianos.

<sup>29</sup> Nous ne reviendrons pas ici sur des causes plus structurelles, par exemple le problème que pointe la sociologie des mouvements sociaux : l'institutionnalisation des mouvements sociaux et leurs difficultés à se transformer en parti politique. Ceci a fait l'objet d'une présentation de l'auteur lors du colloque GRESAL à Grenoble le 25 juin 2010 intitulée « Le "repli ethnique" du Mouvement Pachakutik en Equateur ».

que le mouvement indigène a dû répondre à partir des années 1990 lorsque la création d'un instrument politique devenait un thème important afin de porter des revendications oubliées par les autres formations politiques participant aux élections.

Le sociologue Franklin Ramírez différencie quatre « sensibilités »<sup>30</sup> au sein du mouvement indigène. Les deux principales sont les « ethno-pragmatiques » et les « ethno-progressistes ». Les premiers « associaient l'accent mis sur le particularisme de l'identité indigène et une relation consciemment opportuniste aux ressources offertes par l'Etat. Les représentants de cette tendance avaient déjà une longue expérience en matière de cogestion de programmes de développement local avec les ONG, les compagnies pétrolières (en Amazonie) et l'Etat et incarnaient une sorte de néo-corporatisme ethnique peu regardant sur la couleur idéologique de ses alliés d'occasion. ». Les seconds ont des exigences de changement social avec une double vision indigène et pauvre : ils veulent à la fois une reconnaissance identitaire et une justice redistributive. Les deux autres sensibilités minoritaires sont les « ethno-radicaux » et les « néo-léninistes indianisés ». Pour résumer, selon Ramírez, les « pragmatiques » ont réussi à contrôler les organisations provinciales et parfois la CONAIE et les « progressistes » ont contrôlé PK de 1996 à 2003.

La participation au gouvernement Gutiérrez en 2003 a été un événement crucial puisque c'était la première fois que des indigènes partageaient le pouvoir en tant que représentants du mouvement indigène. Celui-ci avait décidé lors des élections présidentielles de 2002 de ne pas présenter son propre candidat mais de faire une alliance électorale avec le *Partido Sociedad Patriótica* (PSP), parti nouvellement créé par le colonel Lucio Gutiérrez. Les principaux points d'accord du programme politique entre PK et le PSP se présentaient surtout autour de grands principes : la lutte contre la corruption, la réforme de l'Etat et principalement du Congrès et du système d'administration de la justice, la récupération de la production nationale, la réaffirmation de la souveraineté du pays dans ses négociations avec les organismes internationaux, la consolidation de la participation des indigènes aux institutions publiques avec pour objectif de démocratiser l'Etat et sur le plan extérieur, l'indépendance vis-à-vis du plan Colombie et l'opposition à toute forme d'intervention militaire dans la région.

---

<sup>30</sup> Ramírez Gallegos, Franklin, 2008, « Le mouvement indigène et la reconstruction de la gauche en Equateur. Le cas du Mouvement d'Unité Plurinationale Pachakutik – Nouveau Pays » in Vommaro, Gabriel (coord.), *La « Carte rouge » de l'Amérique latine*, Paris, Editions du Croquant, p. 87-88.

Le problème est que la CONAIE a été surprise par ce triomphe<sup>31</sup> et s'est vue obligée de participer au gouvernement, ce qui venait trop tôt dans la vie politique du mouvement indigène<sup>32</sup>. Il manquait un véritable programme politique qu'il voulait construire à partir de la base. Mais il n'a pas eu le temps de renforcer ses bases ainsi que ses principes de changement social. « Quoi qu'il en soit la CONAIE fut très critiquée pour son manque de maturité et de clairvoyance politiques et pour son engagement prématuré dans le gouvernement, ce qui l'avait empêchée d'entamer toute action positive en faveur des indigènes. »<sup>33</sup> Bien que des ministères importants leur aient été accordés, les dirigeants indigènes se sont rendu compte qu'ils ne disposaient pas d'une marge de décision importante et ont décidé de démissionner quelques mois plus tard, encouragés par le changement de cap politique de Lucio Gutiérrez qui a appliqué, malgré ses promesses, une politique néo-libérale.

Après la sortie du gouvernement Gutiérrez en juillet 2003, de nombreuses tensions sont apparues entre indigènes et métis, entre « pragmatiques » et « progressistes » et entre organisations de la région andine et celles de l'Amazonie. Ces tensions étaient renforcées par les pratiques clientélistes du pouvoir. Les nombreuses alliances conclues par PK lors des élections et au sein même du Congrès, ont changé l'image du mouvement indigène qui luttait contre la *partidocracia*<sup>34</sup> dans la rue mais qui s'alliait avec certains de ses représentants les plus notoires (DP, PSC, ID) dans les institutions politiques. Le mouvement Pachakutik qui rejetait l'étiquette de parti politique a souffert de ce pragmatisme et les divisions internes au mouvement indigène se sont creusées et ont laissé place à un repli ethnique.

La mobilisation d'avril 2005, motivée par la destitution de la majorité des juges de la Cour Suprême de Justice en décembre 2004 qui rendait indiscutable une ingérence des partis politiques dans la fonction judiciaire, a été marquée par l'absence visible et

---

<sup>31</sup> Massal, Julie, 2007, « Le discours de la surprise électorale en contexte de démocratisation. L'exemple des élections équatorienne et bolivienne en 2002 », in Dabène, Olivier, Hastings, Michel, Massal, Julie (dir.), *La surprise électorale. Paradoxes du suffrage universel*, Aix-en-Provence, Karthala-CSPC-IEP, p. 107-126.

<sup>32</sup> L'objectif annoncé par la CONAIE, lors de la création de PK, était d'arriver au pouvoir en 2006 ce qui constituait, selon elle, le temps nécessaire pour renforcer ses bases et élaborer un programme politique solide.

<sup>33</sup> Rudel, Christian, 2009, *Réveils amérindiens. Du Mexique à la Patagonie*, Paris, Karthala, Les Terrains du siècle, p. 172.

<sup>34</sup> Ce terme, qui pourrait être traduit par « partitocratie », est beaucoup utilisé par les dirigeants de la Révolution Citoyenne pour désigner, de manière péjorative, le système politique, souvent inefficace, corrompu et clientéliste, qui a prédominé lors de la période néolibérale et qui était dominé par les partis politiques. La déqualification de la forme parti oblige à un renouvellement de la manière de faire de la politique mais aussi du personnel politique.

remarquée du mouvement indigène dans les rues et les espaces de contestation. Cette mobilisation, avec des formes de contestation très différentes de celles des indigènes (manifestation avec des casseroles, chants, assemblées populaires dans certains quartiers, etc.), représentait un premier signe de déclin du mouvement indigène même s'il garde une certaine capacité de mobilisation. Mais le camp progressiste a montré qu'il pouvait se mobiliser sans la présence du mouvement indigène pour la première fois depuis les années 1990. « L'expérience – frustrante – de pouvoir du MIE [mouvement indigène équatorien] et son absence de participation aux journées d'avril 2005 étaient les indices de *la fin d'un cycle* de forte présence politique et d'intense mobilisation indigène en Equateur. »<sup>35</sup> En ce qui concerne le mouvement Pachakutik, en décembre 2005, un groupe important de dirigeants urbains et d'organisations sociales (qui comptaient pour certains parmi les fondateurs de PK) ont quitté le mouvement. Ces derniers, métis, appartenaient au bloc « ethno-progressiste » ce qui a entraîné un repli ethnique. PK était ainsi privé d'une base organisationnelle urbaine possédant une forte expérience militante. C'est une partie de ces dirigeants urbains qui sont à l'origine du programme et de la campagne d'un candidat assez méconnu sur la scène politique nationale et qui allait être élu en décembre 2006 : Rafael Correa.

### **3. L'arrivée de l'*outsider* Rafael Correa : restructuration de l'espace politique de la gauche équatorienne**

La création de PK a marqué une profonde reconfiguration de la gauche en Equateur qui n'avait jamais vraiment réussi, jusque-là, à percer dans l'espace politique. Il est à l'origine de l'élargissement du discours marxiste traditionnel de la gauche vers des questions ethniques et de différences culturelles. Il occupait seul pendant dix ans cet espace politique vacant dû à l'affaiblissement des partis de gauche depuis le retour de la démocratie au profit des partis de droite, du centre ou partis dits populistes. A côté de sujets comme la plurinationalité et l'interculturalité, PK a décidé qu'il ne devait pas être constitué seulement d'indigènes ou pour les indigènes mais qu'il devait essayer d'intégrer différents secteurs sociaux et culturels. Les affrontements constants avec le modèle néo-libéral et les mobilisations de la CONAIE ont démontré des conceptions de la souveraineté face aux entreprises pétrolières étrangères ainsi que leur forte opposition au Traité de libre-échange avec les Etats-Unis.

---

<sup>35</sup> Ramirez Gallegos, Franklin, 2008, « Le mouvement indigène et la reconstruction de la gauche en Equateur. Le cas du Mouvement d'Unité Plurinationale Pachakutik – Nouveau Pays » in Vommaro, Gabriel (coord.), *La « Carte rouge » de l'Amérique latine*, Paris, Editions du Croquant, p. 100.

Pourtant, « [l]e projet de construction de l'hégémonie culturelle *depuis* la société a été mis entre parenthèses, tandis que le MIE était de plus en plus perçu par l'opinion comme un acteur politique *comme les autres*. »<sup>36</sup> Ceci explique en partie son affaiblissement électoral. Il laissait ainsi une place dans l'espace politique pour l'arrivée d'un autre acteur politique qui va être incarné par Rafael Correa, puis son mouvement politique *Alianza PAIS*, lesquels vont inclure, en grande partie, dans leur programme politique, les revendications du mouvement indigène.

L'arrivée au pouvoir de Correa a chamboulé l'arène politique équatorienne qui n'est plus comparable à ce qu'elle était depuis le retour de la démocratie en 1979. Surtout, entre 2007 et 2017, le processus politique de Rafael Correa, qui s'est dénommé la Révolution Citoyenne, a transformé l'Équateur dans toutes ses facettes : politiques, économiques, sociales, culturelles, institutionnelles, etc. Ces changements ne se sont pas réalisés sans résistance, ni conflits. Nous reviendrons dans le chapitre 3 sur ces conflits et sur la caractérisation du processus politique mené par Rafael Correa.

Durant ces dix années, le pays s'est peu à peu polarisé autour de la figure de Correa. D'un côté, les suiveurs de la Révolution Citoyenne défendent la récupération de l'État ; le nouveau paradigme politique qui a conduit le projet politique qu'est le Bien Vivre ; les investissements dans la santé, l'éducation, les infrastructures routières et de communication, et les services publics en général ; la démocratisation de l'éducation supérieure ; les politiques publiques en direction des plus exclus comme les handicapés, les indigènes, les afro-équatoriens ; la lutte contre les inégalités ainsi que les résultats importants en terme de pauvreté et d'extrême pauvreté ; etc.

D'un autre côté, les opposants à la Révolution Citoyenne dénoncent le néo-extractivisme, la reprimarisation de l'économie, le manque de démocratie, l'absence d'institutionnalisation, la disparition de la liberté d'expression, un exercice autoritaire du pouvoir, l'élitisation de l'université, le gaspillage des ressources publiques, une politique qui va à l'encontre des droits des travailleurs, le poids trop important des impôts et de la dette dans le budget de l'État, l'absence d'une révolution agraire, la rupture d'initiatives éducatives locales et alternatives, une priorité au quantitatif plus que le qualitatif dans des secteurs comme l'éducation et la santé, etc. Toutefois, ces dix années de Révolution Citoyenne mettent en évidence un processus politique qui n'est pas linéaire comme nous le verrons tout au long de ce travail.

---

<sup>36</sup> *Ibidem*, p. 98

### III. Problématique et hypothèses de recherche

Le Bien Vivre est un concept traversé par des tensions politiques qui résultent d'interprétations différentes dont les débats théoriques ne sont pas isolés des conflits et des controverses que l'on peut trouver au sein des gauches équatoriennes durant la transition post-constitutionnelle et ont des répercussions politiques concrètes sur la direction politique du post-néolibéralisme de la Révolution Citoyenne. Ici, il ne s'agira pas de montrer si le Bien Vivre a bien été appliqué en Equateur. La question va être la suivante : à partir de l'analyse de cas de la Révolution Citoyenne durant les mandats de Rafael Correa (2007-2017), quels sont les obstacles et les limites tant internes qu'externes pour la mise en œuvre d'une transition post-néolibérale vers une société du Bien Vivre dans un capitalisme périphérique ?

Nous étudierons cette problématique en positionnant les débats du Bien Vivre au sein de la prolifique écologie politique latino-américaine. Cette écologie politique s'alimente à la fois des réflexions académiques et intellectuelles de chercheurs et chercheuses qui travaillent sur les relations de pouvoir existantes dans les rapports entre sociétés et leur environnement naturel, mais aussi des conflits socio-écologiques de plus en plus nombreux sur le continent latino-américain<sup>37</sup>. Pour reprendre les mots du sociologue environnemental mexicain Enrique Leff, « l'écologie politique s'intéresse non seulement aux conflits de répartition écologique, mais aussi à l'exploration sous un nouveau jour des relations de pouvoir qui s'entremêlent entre les mondes vécus des gens et le monde globalisé. »<sup>38</sup> Cette écologie politique est donc faite de rencontres et de débats entre intellectuels et acteurs sociaux s'intégrant ainsi dans la longue tradition de

---

<sup>37</sup> Alimonda, Héctor, Toro Pérez, Catalina, Martín, Facundo (coord.), 2017, *Ecología política latinoamericana. Pensamiento crítico, diferencia latinoamericana y rearticulación*, Buenos Aires, CLACSO, UNAM, Ciccus (Volumen I et II); Alimonda, Héctor (coord.), 2006, *Los tormentos de la materia. Aportes para una ecología política latinoamericana*, Buenos Aires, CLACSO; Martínez Alier, Joan, 2015, « Ecología política del extractivismo y justicia socio-ambiental », *Interdisciplina*, vol. 3, n° 7, p. 57-73 ; Martínez Alier, Joan, 2014, « Entre la economía ecológica y la ecología política », *Crítica y Emancipación*, n° 12, décembre, p. 263-275; Delgado Ramos, Gian Carlo (coord.), 2013, *Ecología política del extractivismo en América Latina. Casos de resistencia y justicia socio-ambiental*, Buenos Aires, Clacso; Chartier, Denis, Löwy, Michael, 2013, « L'Amérique Latine, terre de luttes socio-écologiques », *Ecologie & politique*, n° 46, p. 13-20 ; Martín, Facundo, Larsimont, Robin, 2014, « L'écologie politique depuis l'Amérique Latine », in *Actes du Premier Colloque « Penser l'écologie politique: Sciences sociales et interdisciplinarité »*, Paris ; Leff, Enrique, 2004, *Racionalidad ambiental. La apropiación social de la naturaleza*, México, Siglo XXI Editores.

<sup>38</sup> Leff, Enrique, 2006, « La ecología política en América Latina. Un campo en construcción », in Alimonda, Héctor (coord.), *Los tormentos de la materia. Aportes para una ecología política latinoamericana*, Buenos Aires, CLACSO, p. 22.



la pensée critique latino-américaine.<sup>39</sup> Il est aussi important de préciser que l'écologie politique (ou l'écologisme) peut être considérée comme une idéologie politique<sup>40</sup> constituée de différents courants qui proposent un projet politique<sup>41</sup> tout comme le Bien Vivre.

Une de nos hypothèses de départ est que le Bien Vivre est un concept encore en construction par sa définition assez large : une vie en harmonie avec soi-même, entre êtres humains et entre ceux-ci et la nature. Si cette définition prend en compte trois caractéristiques fondamentales de l'être humain – sa relation avec sa propre identité (culture), avec la société (social) et avec la nature (écologique) – elle a aussi permis que diverses interprétations se manifestent autour du Bien Vivre, qui met plus l'accent sur l'une ou l'autre de ces trois caractéristiques. A partir de cette hypothèse que nous avons commencé à développer dans un de nos premiers travaux sur la question<sup>42</sup>, nous avons identifié trois courants : le courant « culturaliste », l'« écologiste » et l'« éco-marxiste ». Par la suite, Antonio Luis Hidalgo-Capitán et Ana Patricia Cubillo-Guevara ont coïncidé avec notre travail et ont également identifié trois courants : l'« indigéniste et "pachamamiste" », l'« écologiste et la post-développementaliste » et le « socialiste et étatiste »<sup>43</sup>. Cette caractérisation nous a permis d'affiner la nôtre et depuis 2016, nous utilisons les courants suivants que nous expliciterons dans le premier chapitre de cette thèse et sur lesquels nous nous appuyerons tout au long de notre travail : le « culturaliste et indigéniste », l'« écologiste et post-développementaliste » et l'« éco-marxiste et étatiste »<sup>44</sup>.

Proposer l'existence de trois courants permet de montrer que le sens du Bien Vivre n'est pas figé dans le marbre. Au contraire, il est l'objet d'interprétations diverses ce qui démontre qu'il peut s'adapter à des contextes variés et proposer ainsi différents chemins d'émancipation. Les interprétations et les débats autour de ce concept peuvent s'expliquer par le fait que la diversité des auteurs et acteurs socio-politiques, qui

---

<sup>39</sup> Alimonda, Héctor, 2016, « Notas sobre la ecología política latinoamericana: arraigo, herencias, diálogos », *Ecología Política*, n° 51, p. 36-42.

<sup>40</sup> Flipo, Fabrice, 2017, « Qu'est-ce que l'écologisme ? », *Socio-logos*, n° 12, mis en ligne le 17 juin, <http://socio-logos.revues.org/3143>; Flipo, Fabrice, 2016, « Penser l'écologie politique », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Vol. 16, n° 1, mai, <http://journals.openedition.org/vertigo/16993>

<sup>41</sup> Zin, Jean, 2010, « Qu'est-ce que l'écologie-politique ? », *Ecologie & politique*, n° 40, p. 41-49.

<sup>42</sup> Le Quang, Matthieu, Vercoutère, Tamia, 2013, *Ecosocialismo y Buen Vivir. Diálogo entre dos alternativas al capitalismo*, Quito, IAEN.

<sup>43</sup> Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, Cubillo-Guevara, Ana Patricia, 2014, « Seis debates abiertos sobre el sumak kawsay », *Iconos*, n°48, p. 25-40.

<sup>44</sup> Le Quang, Matthieu, 2016, « Le Bien Vivre, une alternative au développement en Equateur ? », *Revue du MAUSS permanente*, <http://www.journaldumauss.net/?Le-Bien-Vivre-une-alternative-au>

composent ces trois courants, viennent d'horizons et ont des intérêts différents. En plus de socialisations variées avec une conception différente de la condition humaine, du rapport au monde et à la vie en société, les auteurs de ces courants ne pensent pas depuis les mêmes espaces politiques : certains depuis l'académie, d'autres depuis certaines organisations sociales, principalement écologiques ou indigènes, ou encore depuis la gestion publique ou des postes à responsabilité politique. Nous verrons que la trajectoire sociale et politique de ces auteurs influe sur leur pensée politique d'où les débats que l'on peut rencontrer autour des thèmes comme l'abandon ou non de la notion de développement, le rôle des ressources naturelles dans la transition vers un post-extractivisme ou encore dans la résolution des conflits socio-environnementaux.

Ces débats théoriques seront mis à l'épreuve de l'étude du cas de la Révolution Citoyenne en Equateur. La richesse de ce processus politique vient du fait que l'on se trouve face à un gouvernement en dispute dû à son hétérogénéité politique. Reprendre cette hypothèse nous permet de mettre en avant le fait que les rapports de force au sein du gouvernement ont été un enjeu central des dix années de la Révolution Citoyenne de Rafael Correa. Ces rapports de pouvoir mais aussi la complexité des relations entre le gouvernement et les différents acteurs socio-politiques sont fondamentaux pour comprendre les difficultés de la transition post-néolibérale vers une société du Bien Vivre, tout comme les facteurs géopolitiques et la place de l'Equateur dans la division internationale du travail. Entre ce qui est proposé dans un programme de gouvernement et ce qui est mis en œuvre, il peut exister une distance, de magnitudes distinctes suivant le thème en question. Cette réalité peut avoir plusieurs causes : un gouvernement qui doit interagir avec une société dont le niveau de politisation est faible, voire est méfiante avec la politique<sup>45</sup> ; l'existence d'autres groupes et intérêts qui luttent pour des espaces de pouvoir à l'intérieur et en dehors de l'Etat ; des disputes internes au gouvernement et au mouvement *Alianza PAIS* qui ont mis en lumière de grandes contradictions idéologiques sur des questions comme l'avortement, l'Accord commercial avec l'Union Européenne ou la non exploitation du Yasuní-ITT. Il existe aussi des conditions externes et historiques qui ne peuvent pas être laissées de côté : la globalisation néolibérale avec ses institutions et ses règles obligatoires ; l'héritage de modèles d'accumulation et d'insertion internationale dépendants de l'exploitation des ressources

---

<sup>45</sup> Ramírez, Franklin (coord.), Le Quang, Matthieu, Bastidas, Cristina, 2013, *La Nuda Política. Democracia, participación y conflictos. Ecuador 2009-2012*, Quito, FES-ILDIS, FLACSO-Ecuador, Perfiles de Opinión.

naturelles ; le fait de ne pas avoir de monnaie propre et de ne pas pouvoir recourir à des stratégies comme la dévaluation lors des situations de crise ; entre autres. Il faut donc analyser de manière critique cette transition post-néolibérale afin d'identifier les tensions et les conflits politiques autour de certaines politiques publiques qui ont généré de la conflictualité sociale.

Les conflits à l'intérieur du gouvernement et entre celui-ci et les organisations sociales viennent des tensions qui se trouvent dans la Constitution. L'incorporation du paradigme du Bien Vivre – et ses corollaires comme la reconnaissance des droits de la nature, les limites aux activités extractives – se heurte à la volonté d'étendre les droits économiques et sociaux qui passe par le renforcement d'un régime d'accumulation de l'Etat pour ensuite le redistribuer, accumulation dépendant largement de l'exploitation des ressources naturelles. Projections développementistes et imaginaires du bien vivre coexistaient donc au cœur des orientations du changement. L'expérience équatorienne se confronte à une tension, présente dans la Constitution, entre développement économique, extension des droits sociaux et protection de la nature, tout en considérant le respect des droits culturels des peuples et nationalités indigènes, dans un pays dont l'économie dépend de l'exploitation et de l'exportation de ses matières premières. La construction d'un horizon de sens était nécessaire pour dissocier le développement de la simple recherche de la croissance économique et l'associer avec la défense de la nature et des droits culturels et territoriaux des peuples indigènes. Quel est le sens à donner à la transition post-néolibérale pour résoudre les tensions entre justice environnementale et justice sociale ?

#### **IV. Méthodologie de la recherche et choix des études de cas**

Pour répondre à ces différentes hypothèses, nous allons nous appuyer à la fois sur l'étude théorique du Bien Vivre et de ses trois courants, des principaux débats dans lesquels il s'insère mais aussi sur l'analyse critique de la Révolution Citoyenne.

L'analyse du Bien Vivre s'effectuera à partir de deux types de méthodologie. Le premier est l'étude du contenu des discours sur le Bien Vivre à partir d'un corpus d'une centaine de textes de différents genres : livres, articles académiques, articles de presse et de revue grand public, programmes politiques d'organisations sociales et politiques, plans gouvernementaux, Constitutions, discours. Selon Bonnafous et Krieg-Planque, « il n'y a pas de bons corpus a priori, mais des corpus cohérents ou non avec des hypothèses

et des problématiques »<sup>46</sup>, cette pertinence apparaissant « dans sa relation à des hypothèses et à des pistes d'interprétation »<sup>47</sup>. C'est pour cela que notre corpus ne comporte pas tous les textes écrits sur le Bien Vivre mais ceux qui nous semblent fondamentaux pour répondre à nos hypothèses.

L'évolution chronologique de ce corpus est assez marquée et peut être divisée en trois grandes périodes. Les premières publications sur le Bien Vivre datent de 2001 en Bolivie<sup>48</sup> et 2002 en Equateur<sup>49</sup>. Jusqu'en 2007 et le début des assemblées constituantes dans ces deux pays, très peu de textes ont été écrits sur ce thème, s'agissant surtout de textes politiques au sein des organisations indigènes. Ces textes viennent d'auteurs faisant partie du courant « culturaliste et indigéniste ». Entre 2008 et 2012, on peut observer une explosion du nombre de textes traitant du Bien Vivre qui cherchent à expliquer ce nouveau concept intégré dans les nouvelles Constitutions équatorienne et bolivienne et à lui donner une légitimité politique. Nous trouvons alors des textes politiques, des publications militantes, des essais philosophiques, quelques articles académiques, des numéros de revues spécialisées ainsi que les premiers plans gouvernementaux et politiques publiques relatives à ce concept. Ce sont alors principalement des textes intellectuels en différents milieux militants. C'est durant ces années que se sont amorcés les conflits politiques autour de l'interprétation du Bien Vivre à partir desquels nous avons pu construire les trois courants vus auparavant. Cette période voit aussi l'apparition de l'intérêt pour ce concept d'universitaires, de militants écologistes, de la décroissance ou d'organisations altermondialistes, non latino-américains. Cet intérêt va s'accroître au cours des années suivantes durant lesquelles les articles et les numéros de dossiers académiques vont se multiplier tant dans le but d'analyser le Bien Vivre, à partir d'étude de cas empiriques, que de le renforcer sur le

---

<sup>46</sup> Bonnafous, Simone, Krieg-Planque, Alice, 2013, « L'analyse du discours », in Olivesi, Stéphane (dir.), *Sciences de l'information et de la communication. Objets, savoirs, discipline*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, p. 228.

<sup>47</sup> *Ibidem*, p. 229.

<sup>48</sup> Torrez, Mario, 2001, « Estructura y proceso de desarrollo del *Qamaña*. Espacio de bienestar », *Pacha*, n°6, p. 45-67 ; Medina, Jorge (ed.), 2001, *Suma Qamaña. La comprensión indígena de la Buena Vida*, La Paz, GTZ.

<sup>49</sup> Viteri Gualinga, Carlos, 2002, « Visión indígena del desarrollo en la Amazonía », *Polis*, n°3, <http://polis.revues.org/7678>. Ce texte a commencé à circuler en 2000 pour être discuté dans certains cercles académiques et militants. Il a aussi été diffusé plus tard dans des journaux nationaux comme el Hoy en 2004. Toutefois, Hidalgo-Capitán et Cubillo-Guevara affirment, à partir d'entretiens avec des dirigeants indigènes, que des textes sur le *Sumak Kawsay* existaient dans les années 1990. Mais même eux n'ont pas eu accès à ces textes. Voir Cubillo-Guevara, Ana Patricia, Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, 2015, « El *sumak kawsay* genuino como fenómeno social amazónico ecuatoriano », *OBETS. Revista de Ciencias Sociales*, vol. 10, n° 2, p. 301-333 et Cubillo-Guevara, Ana Patricia, 2016, « Genealogía inmediata de los discursos del Buen Vivir en Ecuador (1992-2006) », *América Latina Hoy*, n° 74, p. 125-144.

plan théorique. Ces travaux venant de différentes disciplines des sciences sociales (philosophie, science politique, sociologie, anthropologie, économie, etc.) sortent le Bien Vivre des tensions dues aux conjonctures politiques équatoriennes et boliviennes et le font entrer dans les débats théorico-académiques sur le thème du changement climatique, des alternatives au développement, de l'écologie politique ou encore des transitions éco-sociales pour sortir du capitalisme. Même si ces textes peuvent s'inspirer directement d'un courant en particulier, nous ne les faisons pas entrer dans ces courants car nous considérons qu'ils restent à la marge des discussions partisans sur les gouvernements progressistes. Les autres textes politico-militants continuent à être écrits, mais à un degré moindre par rapport à la période antérieure, et tendent à se concentrer sur les débats autour de l'extractivisme et du post-extractivisme afin d'analyser les avancées ou reculs des processus politiques latino-américains dans le changement du modèle d'accumulation.

L'analyse de ce corpus de textes ne se dissociera pas du « contexte discursif »<sup>50</sup> et d'action politique d'émergence du Bien Vivre et des débats dans lesquels s'insère ce concept. L'idée n'est pas seulement de rester dans l'analyse des textes et des différents écrits sur le Bien Vivre mais aussi d'étudier les acteurs politiques et sociaux qui tournent autour du Bien Vivre. En plus de l'analyse théorique du Bien Vivre, on se situera aussi dans une sociologie politique qui examinera les jeux des acteurs.<sup>51</sup> Autour du Bien Vivre, il existe des processus de construction de rapports de force et de sens politique.

Le Bien Vivre constitue une idée politique qui s'intègre dans les conflits politiques et idéologiques de son époque, la fin du XX<sup>ème</sup> siècle et le début du XXI<sup>ème</sup> siècle, notamment en lien avec l'écologie politique, les changements climatiques, la question du développement, la décolonisation de l'Etat et des savoirs, les modèles d'accumulation ou la démocratisation de la démocratie. Globalement, le Bien Vivre se positionne dans les débats critiques sur la crise de civilisation, les moments de crise étant propices à la réappropriation d'idées. Matonti prévient que moment critique et production d'idées nouvelles ne sont pas forcément liés « et quand bien même il y aurait production d'idées politiques nouvelles [...], sans doute ces dernières reposent-elles en partie sur des réarrangements de théories, de croyances et de mythes déjà existants, dans

---

<sup>50</sup> Matonti, Frédérique, 2012, « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°59-4bis, p. 92.

<sup>51</sup> Tilly, Charles, Tarrow, Sidney, 2008, *Politique(s) du conflit*, Paris, Presses de Sciences Po ; Tilly, Charles, 1978, *From Mobilization to Revolution*, Reading, Addison-Wesley.

des sens souvent partiellement contradictoires. »<sup>52</sup> Nous verrons, surtout dans le chapitre 2 lorsque nous analyserons les critiques à la notion de développement, que cette affirmation est particulièrement vraie pour le Bien Vivre.

Toutefois, nous ne pouvons pas nous arrêter à l'étude de la « contextualisation politique »<sup>53</sup> du Bien Vivre, mais nous devons aussi nous intéresser à ses producteurs et à ses diffuseurs.<sup>54</sup> Ici, nous ne nous concentrerons que sur les auteurs et les intellectuels du Bien Vivre qui ont tous une trajectoire politique, sociale, culturelle qui influencent leur pensée et leurs écrits. Nous entendons par producteurs du Bien Vivre, non seulement les intellectuels qui ont participé à son élaboration première, qui correspondent à la première période de notre corpus de textes, mais aussi les intellectuels et militants socio-politiques qui se sont réappropriés ce concept et en ont renforcé les contenus théoriques et politiques. Ainsi, le texte lui-même ne sera pas le seul objet de l'analyse que nous ferons du Bien Vivre (même s'il aura une place centrale), celui-ci ne pouvant se dissocier de son contexte de production et de ses producteurs. La majorité des auteurs du Bien Vivre peuvent faire l'objet tant d'une « interprétation textualiste (la participation à un dialogue multiséculaire sur les fins de la vie ») que [d'une] interprétation contextualiste (un dialogue avec ses contemporains pour chercher à intervenir dans la vie politique de son temps). »<sup>55</sup>

Au niveau empirique, cette thèse s'appuie sur une expérience de terrain en Equateur d'une dizaine d'années qui ne peut être séparée de notre expérience personnelle. En effet, outre que « le penseur politique accède à un penser-politique par un engagement envers le fait de son expérience politique »<sup>56</sup>, il est difficile de dissocier notre travail académique de notre engagement politique. Mais pour qu'il y ait production d'un penser-politique, il faut aussi « s'interroge[r] sur cette expérience [et] tente[r] de lui donner un sens, sens qui ne quitte jamais la singularité de l'expérience »<sup>57</sup>. Nous pouvons diviser cette expérience personnelle en quatre étapes. La première s'est effectuée entre 2008 et 2009 lors d'une première thèse (non achevée) qui cherchait à

---

<sup>52</sup> Matonti, Frédérique, 2012, « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°59-4bis, p. 98-99.

<sup>53</sup> Rioufreyt, Thibaut, 2017, « La réanalyse au service de l'histoire sociale des idées politiques. Retour d'enquête sur deux revues de parti : *La revue socialiste* et *La nouvelle critique* », *Recherches Qualitatives*, hors-série, n° 21, p. 137.

<sup>54</sup> *Ibidem*, p. 99.

<sup>55</sup> Giroux, Dalie, Karmis, Dimitrios, 2013, « L'étude des idées politiques : défis et approches », in Giroux, Dalie, Karmis, Dimitrios (dir.), *Ceci n'est pas une idée politique. Réflexions sur les approches à l'étude des idées politiques*, Laval, Presses de l'Université de Laval, p. 9.

<sup>56</sup> *Ibidem*, p. 8.

<sup>57</sup> *Ibidem*.

analyser la participation politique des organisations indigènes aux niveaux national<sup>58</sup> et local, dans le canton de Saquisilí dans la province de Cotopaxi<sup>59</sup>. Les neuf mois de travail de terrain de cette première étape ont permis d'apprendre sur les dynamiques politiques de l'Équateur, les principaux conflits socio-politiques, les codes culturels, d'avoir une première approche critique de la thématique indigène mais aussi d'entrer dans un milieu académique assez particulier. En effet, lors des débats constitutionnels de 2008 et des premières années de la transition post-constitutionnelle, la FLACSO, université où j'étais chercheur invité, fonctionnait quasiment comme un *think tank* du gouvernement de la Révolution Citoyenne, organisant des débats académiques autour des principaux thèmes politiques en discussion. Avec les premières divisions au sein des gauches équatoriennes, elle s'est peu à peu transformée en un lieu de conflit entre les enseignants favorables au gouvernement et ceux qui s'y opposaient.

La deuxième période s'étend de 2009 à 2013 et pourrait se caractériser par un militantisme politico-académique autour de l'Initiative Yasuní-ITT, qui constituera l'étude de cas du chapitre 4, afin de disputer le sens politique de cette politique publique tant au niveau national qu'international, avec des allers-retours constants entre recherches académiques et militantisme politique. Ces quatre années ont permis de collecter des informations de première main et de pouvoir observer le jeu des différents acteurs politiques et sociaux, grâce à l'utilisation d'outils méthodologiques académiques mais aussi de stratégies d'entrée sur le terrain. Les premières approches avec l'Initiative Yasuni-ITT ont permis d'occuper dès le début une position d'acteur et d'analyste politique, ces deux positions s'alimentant l'une de l'autre : être acteur de cette politique publique permettait d'accéder à des lieux et des informations difficilement accessibles au chercheur ; en même temps, l'analyse politique et théorique approfondie de l'Initiative légitimait et renforçait la position et les arguments de l'acteur politique. Le choix de travailler sur cette politique publique, en plus de l'orientation politique, est aussi lié à une rencontre, celle avec Alberto Acosta, ancien président de l'Assemblée Constituante, un an après la fin de cette assemblée, et promoteur politique en 2007 en tant que ministre des Mines et de l'électricité, de ce qui s'appelait encore le projet ITT.

---

<sup>58</sup> Voir Le Quang, Matthieu, 2012, « La reestructuración de la izquierda en Ecuador: del movimiento indígena hasta Rafael Correa » in Gaudichaud, Franck (coord.), *El volcán latino-americano. Izquierdas, movimientos sociales y neoliberalismo al sur del Río Bravo. Balance de una década de luchas: 1999-2009*, Barcelone, Otramérica, p.111-120.

<sup>59</sup> Le Quang, Matthieu, « La gestion politique dans le canton de Saquisilí en Equateur : entre démocratie participative et "néo-corporatisme indigène" », *Actes des Premières Journées doctorales sur la participation*, 28 novembre 2009, Lyon, <http://ped.ish-lyon.cnrs.fr/sites/default/files/37Matthieu%20Le%20Quang.pdf>

Le fait de travailler en face de son bureau au 8<sup>ème</sup> étage de la FLACSO a facilité cette rencontre et un long entretien<sup>60</sup> est ressorti des discussions informelles que nous avons eues.

En plus de l'approfondissement théorique à travers l'utilisation d'une bibliographie centrée sur les conséquences du changement climatique et les discussions théoriques autour de l'écologie politique (et principalement du capitalisme vert et de l'écোসocialisme), deux types de méthodologie ont été utilisés dans notre recherche, parfois de manière séparée ou simultanément. La première est la collaboration directe comme acteur de l'Initiative Yasuni-ITT : la participation à des réunions avec des autorités gouvernementales en charge de l'Initiative pour la définition de la stratégie nationale et internationale de diffusion du projet ; la participation à des réunions avec des acteurs sociaux et politiques pour la présentation du projet ; la divulgation massive à travers des conférences, articles d'opinion ; la diffusion stratégique vers des acteurs socio-politiques spécifiques ; la formation des futurs « ambassadeurs » de l'Initiative sur le sens politique du projet ; la construction de réseaux internationaux d'appui. La seconde méthodologie a été l'observation participante depuis la position de chercheur : participation à des réunions politiques et des rencontres diplomatiques officielles en tant qu'observateur ; entretiens avec des acteurs de l'Initiative ; et aussi les discussions informelles et échanges de mails avec des membres de la commission en charge de cette politique ou d'autres acteurs internationaux intéressés par cette politique, ce qui permet l'accès à des analyses et ressentis qui n'apparaîtraient pas dans un entretien formel.

Les stratégies d'entrées ont été multiples et ont mélangé les positions politiques (accès à des réseaux de mouvements de gauche ou d'organisations altermondialistes), sociales (chercheur en science politique à la FLACSO, puis à l'IAEN), culturelles (le fait d'être français facilite l'entrée dans certaines sphères sociales) ou internationales (la connaissance du champ politique français et européen). La large diffusion sur internet de l'entretien avec Alberto Acosta a rendu possible l'entrée dans des réseaux européens (principalement français, espagnols, belges ou suisses) de mouvements écologistes, anticapitalistes, altermondialistes. Le gouvernement équatorien n'ayant pas forcément accès à ce type de réseaux, cela nous a légitimé en tant qu'acteur politique à laquelle il faut ajouter la légitimité académique. L'analyse que nous ferons de l'Initiative Yasuni-

---

<sup>60</sup> Voir Le Quang, Matthieu, 2009, « Le projet ITT en Equateur : entre transformation du modèle économique et construction d'une autre société. Entretien avec Alberto Acosta. », *DIAL*, n°3075, octobre. Cet entretien publié en espagnol et en français a été repris et diffusé dans plusieurs journaux et sites internet militants, contribuant à me positionner comme acteur de l'Initiative Yasuni-ITT.



ITT s'appuie sur ces quatre années d'expérience politique, d'observation du jeu des acteurs et de collecte d'informations.

La troisième période de notre expérience en Equateur s'ouvre en novembre 2013 et se termine fin décembre 2015. Ces deux années constituent l'expérience directe de gouvernement en tant que conseiller politique, tout d'abord au Secrétariat National de Gestion de la Politique, puis au Secrétariat National de Planification et du Développement. Pour notre travail de recherche, cela a été d'une grande utilité pour plusieurs raisons : connaître de première main certains lieux de pouvoir et de prise de décision ; être présent dans les espaces gouvernementaux (exécutif, législatif), militants (parti politique) et de la société civile ; mieux connaître et comprendre les spécificités territoriales de l'Equateur et les problématiques des différentes provinces ; entre autres. Le Secrétariat National de Planification et du Développement (Senplades) est un des deux ministères les plus importants et constitue une institution emblématique du post-néolibéralisme de la Révolution Citoyenne. En effet, le Senplades est le symbole du retour de l'Etat dans son organisation, planification et régulation des politiques publiques. Les deux principales fonctions de ce ministère sont la planification générale de l'Etat, à travers les plans quadriennaux de développement, les plans annuels d'investissement public et la génération d'un système national d'informations ; et la transformation de l'Etat c'est-à-dire la réforme de la décentralisation et de la déconcentration de l'Etat. Penser de manière simultanée la planification et la transformation de l'Etat est une des spécificités de la planification équatorienne. En plus de ces activités ministérielles, en tant que conseiller politique, mes fonctions consistaient aussi à représenter le ministre au sein du parti politique, celui-ci étant responsable du *think tank* d'*Alianza PAIS*, l'Institut de Pensée Politique, ainsi que de faire partie du *Consejo de asesores políticos*, une instance informelle réunissant tous les conseillers politiques ministériels.

Enfin, le 15 juin 2015, le Président Correa a chargé le Senplades de coordonner le « Dialogue National pour l'équité et la justice sociale », un mécanisme de participation *ad hoc* afin de répondre au conflit social lié à l'envoi de deux projets de loi à l'Assemblée Nationale : le premier créait un impôt sur l'héritage et le second voulait réguler la spéculation des sols. Un des objectifs de ce dialogue national était d'élargir les espaces de participation citoyenne à partir du débat sur tous les secteurs de politique publique qui intervenaient dans la construction de plus d'équité et de justice sociale. Ce dialogue a duré plus de trois mois et le travail du Senplades (et le mien en tant que

conseiller politique) était d'élaborer la méthodologie générale du dialogue, de leur facilitation et de la systématisation des résultats. Une fois cela réalisé avec l'aide du PNUD, il fallait identifier les acteurs sociaux et politiques ouverts au dialogue et se réunir avec eux afin de créer un climat de confiance et d'accorder les thèmes à débattre. Cette étude de cas est intéressante puisque l'ouverture de ce dialogue national a été réalisée dans une période d'antagonisme très important, transformant cet antagonisme en agonisme<sup>61</sup>. C'est aussi la seule expérience de participation au niveau national réalisé après l'approbation de la Constitution de 2008.

Enfin, la dernière période, depuis 2016, est celle de la prise de distance critique avec cette participation politique directe et le retour dans le champ académique. L'un des objectifs de notre travail est la réflexion théorique et analytique postérieure sur le processus politique équatorien et sur cette expérience personnelle avec l'accès à des sources primaires d'informations.

## **V. Annonce du plan de la thèse**

A partir des hypothèses que nous avons émises, nous allons diviser la thèse en quatre chapitres. Les deux premiers serviront à situer le concept de Bien Vivre dans les discussions théoriques contemporaines à partir de l'analyse des textes et des discours autour du Bien Vivre mais aussi de leur contexte de production et de leurs producteurs. Les deux derniers nous permettront d'appliquer ces discussions théoriques à l'analyse de cas de la Révolution Citoyenne durant les mandats de Rafael Correa (2007-2017).

Dans le premier chapitre, nous allons traiter de la généalogie du Bien Vivre c'est-à-dire d'où vient cette idée politique, quel est son contexte d'apparition, quels sont les intellectuels qui le nourrissent. Cela nous permettra de réaliser une différenciation des trois courants du Bien Vivre, leurs principaux traits communs autour des trois caractéristiques du Bien Vivre que sont le social, l'écologie et le culturel. Enfin, pour différencier des courants, il faut analyser leurs particularités.

Le chapitre 2 nous amènera à approfondir certains débats qui opposent ces trois courants. Pour cela, nous présenterons les débats théoriques autour des régimes d'accumulation. Nous commencerons par poser la question de savoir si le Bien Vivre est une alternative au développement ou s'il consiste en une rénovation des discours du

---

<sup>61</sup> Mouffe, Chantal, 2014, *Agonística. Pensar el mundo políticamente*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica ; Mouffe, Chantal, 2011, *En torno a lo político*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica.

développement. Ensuite, nous entrerons dans un débat qui est un des principaux apports de l'écologie politique latino-américaine mais aussi du Bien Vivre en particulier : les controverses qu'il peut y avoir autour de l'extractivisme et surtout du post-extractivisme, c'est-à-dire de la transition vers une société post-capitaliste du Bien Vivre. Enfin, nous analyserons les questionnements du Bien vivre contre le consumérisme comme modèle d'accumulation dont le lien avec l'extractivisme est évident.

A partir du chapitre 3, nous analyserons le cas particulier de la Révolution Citoyenne en Equateur autour des trois principales caractéristiques à partir desquelles les principaux auteurs l'ont analysé. Tout d'abord en tant qu'expérience populiste : ici il s'agira de resituer ce processus politique dans les discussions sur le populisme, et principalement à partir des théories d'Ernesto Laclau. Cela nous permettra d'analyser la manière de faire de la politique de Rafael Correa, ses relations avec la société organisée et les conflits ou antagonismes qui ont surgi lors de cette période. Ensuite, nous reviendrons sur la Révolution Citoyenne comme gouvernement post-néolibéral en étudiant les tensions entre développement économique, élargissement des droits sociaux et protection de l'environnement, ce qu'a signifié le « retour de l'Etat » et certaines avancées sociales. Enfin, un des enjeux de la transition écosociale a été le changement de la matrice productive. Nous nous concentrerons sur trois difficultés qu'a pu rencontrer la Révolution Citoyenne pour cet objectif : la question de l'extractivisme et la reprimarisation de l'économie, les contradictions idéologiques internes au gouvernement et les obstacles internationaux de la géopolitique du néolibéralisme.

Quant au chapitre 4, il nous permettra d'analyser en profondeur une politique publique particulière qu'est l'Initiative Yasuní-ITT. Cette étude de cas montre bien les tensions, les contradictions idéologiques, les difficultés internes et externes pour mettre en œuvre une politique révolutionnaire et une transition sociale et écologique. Nous mettrons en relation les objectifs de cette politique publique avec le Bien Vivre. Ensuite nous étudierons ce que signifie le fait de laisser le pétrole sous terre tant en Equateur que dans le monde. Mais l'Initiative Yasuní-ITT c'est aussi penser la transition vers la société du Bien Vivre, le post-extractivisme ou la société post-pétrolière. Enfin, nous analyserons comment cette politique publique que nous avons qualifiée de première expérience de politique écosocialiste s'est confrontée aux idéologies dominantes du capitalisme vert dans le cadre des négociations internationales et du néo-développementisme dans les conflits internes au gouvernement équatorien.

La conclusion sera consacrée à voir si le Bien Vivre pourrait constituer un nouveau projet d'émancipation pour les capitalismes périphériques comme contre-hégémonie post-capitaliste. Nous verrons ensuite quel type de transition écosociale dans les capitalismes périphériques à partir du Bien Vivre et le rôle de l'Etat dans cette transition.

## Chapitre 1 : Généalogie et écologie politique des courants du Bien Vivre

Dans son préambule, la Constitution équatorienne établit que « Nous, peuple souverain de l'Equateur [...] décidons de construire [...] une nouvelle forme de vie en commun, citoyenne, dans le respect de la diversité et en harmonie avec la nature, pour atteindre le Bien Vivre, *sumak kawsay* ». En plus d'apparaître dans le préambule comme horizon utopique, le Bien Vivre fait l'objet d'un ensemble de droits contenus dans le deuxième chapitre du titre II – divisé en huit sections : Eau et alimentation ; Environnement sain ; Communication et information ; Culture et science ; Education ; Habitat et logement ; Santé ; Travail et sécurité sociale – ainsi que d'un régime, alternatif au régime de développement, contenu dans le titre VII.

La Constitution bolivienne, quant à elle, reconnaît le *suma qamaña* comme un « principe éthico-moral de la société plurielle » (art. 8)<sup>62</sup>. Si la Bolivie et l'Equateur sont les deux seuls pays d'Amérique Latine à reconnaître le Bien Vivre dans leur Constitution comme utopie mobilisatrice de leur pacte de vivre ensemble, il existe des termes similaires dans d'autres pays du continent, notamment au sein des peuples indigènes « comme les mapuche (Chili), les guaranies de Bolivie et du Paraguay, qui parlent de *Ñande Riko* (vie harmonieuse), et de *Tiko Kavi* (vie bonne), les achuar (Amazonie équatorienne), [...], mais aussi dans la tradition maya (Guatemala), au Chiapas (Mexique), entre les kunas (Panama), etc. Ainsi le peuple tseltal parle de *Lekil Kuxlejal*, la Vie Bonne, non comme un rêve inexistant, mais comme un concept qui, malgré sa dégénérescence, peut se récupérer. »<sup>63</sup>. Si les débats autour de ces concepts au sein de ces populations peuvent être plus ou moins vifs, ils n'atteignent pas le niveau de résonance comme en Equateur et en Bolivie où les discussions sont aussi promues depuis l'Etat.

*Sumak kawsay* et *suma qamaña* sont très souvent présentés et/ou perçus comme des concepts récupérés, intacts, des traditions kichwa et aymara, respectivement. Les peuples indigènes, fer de lance de la lutte contre le néolibéralisme dans les années 1990

---

<sup>62</sup> En réalité, la Constitution bolivienne reconnaît l'importance des notions de *suma qamaña* en aymara, *allin kawsay* en quechua et *ñandereko* en guaraní, équivalents exprimés dans les langues des trois principaux peuples indigènes de la Bolivie.

<sup>63</sup> Houtart, François, 2012, « El concepto de Sumak Kawsay (Buen Vivir) y su afinidad con el bien común de la humanidad », in Houtart, François, Daiber, Birgit (comp.), *Un paradigma poscapitalista: el bien común de la humanidad*, Panamá, Ruth Casa Editorial, p. 251.

et début des années 2000, apparaissent comme des sources légitimes d'alternatives au système économique et aux modes de vie qui ont précipité une crise, désormais, globale. Or, bien qu'exprimés dans les langues de certains peuples indigènes de ces deux pays, ces termes ne pourraient être tenus comme étant essentiellement indigènes comme nous allons le discuter ci-après. Même si on ne saurait contredire cette affirmation pour diverses raisons, elle peut aussi ne pas rendre compte de la complexité de la pensée des peuples indigènes, d'une part, et des processus de construction collective des propositions, des concepts, d'autre part.

Ainsi, le Bien Vivre se compose de différents apports théoriques, politiques et identitaires provenant de secteurs sociaux variés ce qui nous permet une catégorisation de ce concept en trois courants comme nous l'avons vu dans l'introduction. Cette catégorisation est une création théorique et le positionnement d'un auteur particulier dans tel courant peut sembler arbitraire. Ce découpage en courants n'implique pas qu'ils soient hermétiques et qu'il n'y ait pas des auteurs qui pourraient appartenir à un autre courant que celui dans lequel nous le plaçons. A partir de ce constat, dans ce chapitre, nous analyserons les particularités générales des trois courants du Bien Vivre ainsi que les types d'intellectuels qui les composent, ces derniers ayant des trajectoires et des intérêts différents qui légitiment l'existence de ces trois courants.

## **I. Une base commune : racines indigènes et critique de la modernité**

L'émergence du Bien Vivre s'effectue à partir des critiques contre l'imposition de la modernité, de sa compréhension homogénéisatrice du développement et de sa vision anthropocentriste et utilitariste de la nature. Toutefois, il n'aurait pas eu autant d'écho sans l'irruption dans les années 1980, sur tout le continent et en Equateur, des mouvements indigènes. Ceux-ci se sont opposés au néolibéralisme et ont fortement critiqué les conséquences socio-économiques et environnementales de ce système. Leurs discours se centrent sur la relation entre la société et la nature, une des principales revendications étant l'accès à la terre et la reconnaissance de territoires indigènes.

Ce contexte historique spécifique pose une première base commune qui démontre que les différents courants du Bien Vivre ne peuvent être appréhendés comme étant complètement isolés les uns des autres. Avant d'analyser, dans les parties suivantes, les traits particuliers qui justifient la pertinence de cette catégorisation, nous verrons qu'ils

partagent des éléments en commun, d'autant plus qu'ils s'inscrivent dans un même processus de construction épistémologique et politique.

## 1. Les racines indigènes du Bien Vivre

Une première base commune sur laquelle s'accordent tous les auteurs est la suivante : le Bien Vivre est la traduction du *kichwa sumak kawsay* dont les racines se trouvent dans les traditions et les cultures des peuples indigènes. Il a peu à peu évolué surtout à partir de sa traduction dans la Constitution équatorienne de 2008. Beaucoup d'auteurs ont tenté de trouver l'origine de ce concept, d'autant plus que certaines recherches ont montré que le *sumak kawsay* était relativement méconnu dans les communautés indigènes et dans les peuples de la nationalité *kichwa* en Equateur. Par exemple, dans leur introduction au dossier sur le Bien Vivre de la revue académique équatorienne *Iconos*, Bretón, Cortez et García montrent que lorsque l'on questionne des indigènes *kichwas* sur ce que représente l'incorporation de ce concept dans la Constitution, la réponse est la suivante : « quelle chose pourrait être ce *sumak kawsay* ? »<sup>64</sup>.

Quant au linguiste et philosophe *kichwa* Armando Muyolema, il soutient que le *sumak kawsay* n'existe dans aucun dictionnaire de *quechua*, ni de *kichwa* : « chacun des mots est enregistré et défini séparément. *Sumak* signifie "joli, beau, mignon", alors que *kawsay* signifie "vie, vivre". La combinaison des deux concepts, qui est possible dans la communication quotidienne, ne reflète pas un rang épistémologique extraordinaire comme le sont d'autres concepts comme *pacha* (temps-espace), *pachakutik* (transformation profonde de l'ordre des choses), etc. »<sup>65</sup>. Il ne s'agit donc pas d'une catégorie épistémologique ancestrale même si son usage est possible dans le langage quotidien.

Le fait que le *sumak kawsay* n'ait pas une importance particulière dans les communautés indigènes est confirmé par Philipp Altmann.<sup>66</sup> En retraçant le *sumak kawsay* dans le discours du mouvement indigène, il affirme que, malgré l'observation de certaines revendications écologiques depuis la formation des premières organisations

---

<sup>64</sup> Bretón, Víctor, Cortez, David, García, Fernando, 2014, « En busca del sumak kawsay », *Iconos*, n° 48, p. 10-11.

<sup>65</sup> Muyolema, Armando, 2012, « Pueblos indígenas de América. Las poéticas del Sumak Kawsay en un horizonte global », in Houtart, François, Daiber, Birgit (comp.), *Un paradigma poscapitalista: el Bien Común de la Humanidad*, Panamá, Ruth Casa Editorial, p. 353.

<sup>66</sup> Altmann, Philipp, 2013, « El Sumak Kawsay en el discurso del movimiento indígena ecuatoriano », *INDIANA*, n° 30, p. 283-299.

indigènes équatoriennes à partir des années 1920, il n'y a aucune trace du lien entre société et nature avant la création et le renforcement des organisations indigènes dans les années 1970 et 1980. Ce lien apparaît avec les exigences de « reconnaissance des nationalités indigènes et de leur territoire [...] au sein d'un régime d'autonomie politique et économique. Avec cette étape conceptuelle, la relation entre peuple et terre a changé, caractérisée jusqu'au milieu de la décennie 1970 par une vision matérialiste de la terre comme moyen de production »<sup>67</sup>. Malgré cela, on ne voit toujours aucun signe d'existence des termes *sumak kawsay* ou Bien Vivre dans aucun texte.

Dans cette partie, nous allons analyser deux manières d'appréhender les débats sur les origines du Bien Vivre. La première démontre que le *sumak kawsay* est un « phénomène social »<sup>68</sup> tandis que la seconde s'appuie sur le fait qu'il s'agit d'une construction qui s'alimente des luttes écologiques dans un monde en crise et du style de vie des indigènes, dans le but de donner de la substance y une signification à ce concept. Dans les deux cas, nous pouvons reprendre ce que dit Guillaume Fontaine sur le fait que « l'ethnicité repose sur le pouvoir de la tradition, dans la mesure où elle fait appel à des origines communes (supposées ou réelles) pour faire irruption dans le champ social. En ce sens, la tradition est un instrument de mobilisation parmi d'autres, offerts par la réactivation des liens primordiaux (l'habitat, la langue, la religion, etc.) »<sup>69</sup>

Avec ce débat, on touche à un problème qui revient souvent dans les analyses de certains anthropologues mais aussi dans les discours de dirigeants indigènes (et qu'on peut retrouver parfois chez les intellectuels du courant « culturaliste et indigéniste ») : le fait de renvoyer les savoirs des peuples indigènes à leur dimension ancestrale, c'est-à-dire la préservation au cours du temps de ces traditions.<sup>70</sup> Cette appréciation ne tient pas compte de l'évolution des conditions matérielles et sociales de la vie des peuples indigènes. Autrement dit, on se trouve face à un certain déni d'intégrer ces peuples et leurs savoirs dans leur contemporanéité. De plus, on nie leur possibilité d'interaction

---

<sup>67</sup> *Ibidem*, p. 285.

<sup>68</sup> Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, Arias, Alexander, Ávila, Javier, 2014, « El pensamiento indigenista ecuatoriano sobre Sumak Kawsay », in Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, Guillén, Alejandro, Deleg, Nancy (eds.), *Sumak Kawsay Yuyay*, Huelva, CIM, p. 29-73; Cubillo-Guevara, Ana Patricia, Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, 2015, « El *sumak kawsay* genuino como fenómeno social amazónico ecuatoriano », *OBETS. Revista de Ciencias Sociales*, vol. 10, n° 2, p. 301-333; Cubillo-Guevara, Ana Patricia, 2016, « Genealogía inmediata de los discursos del buen vivir en Ecuador (1992-2016) », *América Latina Hoy*, n° 74, p. 125-144.

<sup>69</sup> Fontaine, Guillaume, 2010, *Gaz et pétrole en Amazonie. Conflits en territoires autochtones*, Paris, L'Harmattan, p. 38.

<sup>70</sup> Je remercie Tamia Vercoutère, enseignante à l'Université d'Otavalo en Equateur, pour ses réflexions sur ce sujet.



avec d'autres peuples et leur porosité à d'autres savoirs. Réfuter la contemporanéité de leur existence revient à nier la réalité du caractère changeant de l'identité et de l'évolution constante de la tradition. Les formes de vie et les savoirs actuels des peuples indigènes peuvent avoir une filiation avec les savoirs, pratiques et organisations ancestrales mais ils ont également évolué en fonction des transformations de la réalité dans laquelle ont vécu et vivent ces peuples : « Toute production de sens a lieu dans un contexte précis et possède des fonctions propres »<sup>71</sup>. Il en est de même avec le Bien Vivre qui serait, en quelque sorte, une transculturation du concept de *sumak kawsay*.

#### A) *Le Bien Vivre comme « phénomène social » de l'Amazonie équatorienne*

Les travaux de Cubillo-Guevara et Hidalgo-Capitán caractérisent le Bien Vivre comme un « phénomène social amazonien », c'est-à-dire s'appuyant sur des formes de vie encore présentes dans les communautés *kichwas* de l'Amazonie équatorienne qui a réussi à circuler dans les organisations indigènes régionales puis nationales et continentales grâce à des passeurs.<sup>72</sup> Pour cela, ils remontent l'apparition du *sumak kawsay* en Equateur dans des textes du peuple sarayaku écrits dans les années 1990 : la première référence se trouve dans le Plan *Amazanga* de l'Organisation des peuples indigènes de Pastaza (OPIP), une des organisations provinciales les plus influentes de la CONAIE, en 1992. Le peuple sarayaku et ses dirigeants seront fondamentaux dans la diffusion du *sumak kawsay*. Avant d'analyser cela, il faut souligner que Cubillo-Guevara et Hidalgo-Capitán précisent, même si c'est dans une note de bas de page, que, dans la première systématisation sur le *sumak kawsay* réalisée par « les intellectuels *kichwas* amazoniens, il y avait des influences des anthropologues et des agents de la coopération internationale qui venaient travailler dans l'Amazonie depuis les années 1980 »<sup>73</sup>.

Pourtant, cette influence devrait être analysée de plus près puisque les dirigeants sarayakus ont conceptualisé le *sumak kawsay* comme une alternative à la notion

---

<sup>71</sup> Houtart, François, 2012, « El concepto de *sumak kawsay* (Buen Vivir) y su afinidad con el bien común de la humanidad », in Houtart, François, Daiber, Birgit (comp.), *Un paradigma poscapitalista: el bien común de la humanidad*, Panamá, Ruth Casa Editorial, p. 246.

<sup>72</sup> Voir le numéro de la Revue française de science politique intitulé « Sociologie politique des passeurs : acteurs dans la circulation des savoirs, des normes et des politiques publiques », 2020/5, Vol. 70 ; Rioufreyt, Thibaut, 2013, « Les passeurs de la « Troisième Voie ». Intermédiaires et médiateurs dans la circulation transnationale des idées », *Critique internationale*, n° 59, p. 33-46.

<sup>73</sup> Cubillo-Guevara, Ana Patricia, Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, 2015, « El *sumak kawsay* genuino como fenómeno social amazónico ecuatoriano », *OBETS. Revista de Ciencias Sociales*, vol. 10, n° 2, p. 308-309.

occidentale de développement dans le cadre de leur lutte contre l'exploitation pétrolière sur leur territoire, largement internationalisée grâce à leurs réseaux d'ONG en Europe et aux Etats-Unis.<sup>74</sup> On peut affirmer que les intérêts du peuple sarayaku et ceux de la coopération internationale, et principalement allemande<sup>75</sup>, ont coïncidé dans l'émergence du Bien Vivre et dans leur volonté de trouver une alternative au développement. Ici, le personnage qui va jouer le rôle de passerelle entre ces deux mondes et qui sera le principal passeur du concept de *sumak kawsay* au niveau national et international, est Carlos Viteri Gualinga, originaire du peuple sarayaku. En Equateur, son texte, écrit en 2000, mais publié dans la revue académique chilienne *Polis* en 2002<sup>76</sup>, est considéré comme le premier dans lequel apparaît le concept de *sumak kawsay*, en s'appuyant sur des résultats d'une recherche menée par une équipe de la Fondation ILDIS<sup>77</sup>.

Un autre auteur, Philipp Altmann, met en avant le rôle des Sarayakus dans l'émergence du *sumak kawsay* même s'il ne remonte pas l'origine de ce concept dans les années 1990 et les textes difficilement trouvables de l'OPIP. Altmann parle de deux « attaques conceptuelles » c'est-à-dire « la tentative de changer le discours du mouvement à travers l'introduction de concepts qui peuvent servir de contre-concepts »<sup>78</sup>. Selon lui, il existe un double antagonisme à l'intérieur du mouvement indigène qui serait à l'origine de l'émergence du concept de *sumak kawsay* en son sein. Le premier est une compétition externe entre la plus grande organisation indigène, la Confédération des Nationalités Indigènes d'Equateur (CONAIE), et la deuxième organisation indigène en nombre de communautés, la Confédération Nationale des Organisations Paysannes, Indigènes et Noires (FENOCIN), au sujet du type d'Etat qui permettrait l'intégration des populations indigènes dans la nation : la revendication de la CONAIE est l'instauration d'un Etat plurinational alors que la FENOCIN est en faveur d'un Etat interculturel. Nous reviendrons sur ce débat au moment d'aborder le thème de la

---

<sup>74</sup> Voir par exemple le projet Frontière de vie (<https://www.frontieredevie.net/>) qui soutient l'instauration d'une frontière contre l'exploitation pétrolière sur le territoire des Sarayakus.

<sup>75</sup> Le rôle de la coopération allemande est particulièrement important car elle a notamment financé des publications sur le Bien Vivre en Bolivie, avec la GTZ, et des recherches en Equateur avec la fondation Friedrich-Ebert-Stiftung (FES). Cette dernière est arrivée en Equateur en 1974 comme Institut Latinoaméricain de Recherches Sociales (ILDIS par ses sigles en espagnol) et est connue aujourd'hui comme FES-ILDIS.

<sup>76</sup> Viteri Gualinga, Carlos, 2002, « Visión indígena del desarrollo en la Amazonía », *Polis*, n°3, <http://polis.revues.org/7678>. Il sera diffusé plus tard dans des journaux nationaux comme *el Hoy* en 2004.

<sup>77</sup> Fernández, Blanca; Pardo, Liliana, Salamanca, Katherine, 2014, « El buen vivir en Ecuador: ¿marketing político o proyecto en disputa? », *Iconos*, n° 48, p. 101-117.

<sup>78</sup> Altmann, Philipp, 2013, « El Sumak Kawsay en el discurso del movimiento indígena ecuatoriano », *INDIANA*, n° 30, p. 284.

plurinationalité dans ce chapitre. L'autre antagonisme est une compétition interne à la CONAIE entre les organisations des Andes et celles de l'Amazonie. Sans entrer dans les détails de ces différenciations discursives, il s'agit plutôt de voir comment le *sumak kawsay* est entré dans le discours du mouvement indigène en Equateur, dans ce cas-là la CONAIE, notamment à partir de la publication, en octobre 2003, du texte intitulé "*Sarayaku Sumak kawsayta Ñawpakma Katina Killka / El libro de la vida de Sarayaku para defender nuestro futuro*".

C'est avec ce texte que le *sumak kawsay* entre dans le discours du mouvement indigène. Altmann interprète « l'attaque discursive de Sarayaku avec l'introduction du nouveau concept de Sumak kawsay comme une tentative de réorienter l'approche politique et discursive de la CONAIE vers le rural et les régions périphériques »<sup>79</sup>. En effet, les mobilisations sociales des années 1990 et la participation politique du mouvement indigène des années 1990 et début des années 2000, ont concentré les efforts politiques des dirigeants vers Quito et la scène politique nationale, laissant de côté l'organisation politique dans les communautés. Cette déconnexion entre la direction nationale de la CONAIE et ses bases locales est une des causes de la crise du mouvement indigène à laquelle il faut ajouter la sortie de ses ministres du gouvernement de Lucio Gutierrez en août 2003. C'est à partir de ce contexte des premières difficultés politiques de la CONAIE qu'il faut interpréter l'attaque conceptuelle de certaines organisations amazoniennes pour faire évoluer le discours du mouvement indigène et réorienter son action vers le local.

C'est avec la création de l'Université Interculturelle Amawtay Wasi, en 2004, que la CONAIE intègre le Bien Vivre dans son discours et ses textes. Celui-ci est ainsi présent dans le slogan de cette université indigène créée par la CONAIE : « Apprendre dans la Sagesse et le Bien Vivre »<sup>80</sup>. Toutefois, il n'a qu'une diffusion restreinte. Même dans le document de propositions de la CONAIE pour l'Assemblée nationale Constituyente de 2007, ce concept ne fait pas partie des lignes directrices. Toutefois, il est bien présent pour définir « une société post-capitaliste et post-coloniale, une société qui promeut le Bien Vivre transmis de génération en génération par nos anciens *taitas* [pères] et *mamas*

---

<sup>79</sup> *Ibidem*, p. 292.

<sup>80</sup> Universidad Intercultural "Amawtay Wasy", UNESCO, 2004, *Aprender en la Sabiduría y el Buen Vivir / Sumak Yachaypi Alli Kawsaypipash Yachaikuna / Learning Wisdom and the Good Way to Live*, Quito, Amawtay Wasi Pakta kawsaypak Sumak Yachay Wasi.

[mères], une société qui récupère les enseignements de ses peuples ancestraux et puisse vivre en harmonie avec la nature »<sup>81</sup>.

Il faut attendre 2006 et le Plan de Gouvernement d'*Alianza PAIS* 2007-2011 pour qu'il sorte du secteur indigène. En effet, il constitue l'inspiration finale de ce projet politique : « un Bien vivre en harmonie avec la nature [comme] une finalité partagée »<sup>82</sup>. Ici, nous pouvons noter l'importance d'Alberto Acosta, un des rédacteurs du premier programme de gouvernement de la Révolution Citoyenne avec, aussi, René Ramírez et Fander Falconi<sup>83</sup>. Enfin, l'arrivée de Rafael Correa au gouvernement va positionner le Bien Vivre au centre des débats politiques, surtout à l'Assemblée Constituante, et va permettre son inclusion, non sans tensions, dans la Constitution et les trois plans nationaux de développement que la Révolution Citoyenne a publiés entre 2007 et 2017. L'institutionnalisation du Bien Vivre va être très critiquée par les organisations indigènes et sociales proches de la CONAIE, comme nous le verrons par la suite.

Pour résumer le cheminement du Bien Vivre depuis cette perspective, nous pouvons reprendre les mots de Monica Chuji, dirigeante indigène originaire de Sarayaku, ex-Secrétaire de Communication du premier gouvernement de Correa et ex-députée à l'Assemblée Constituante pour le mouvement de Correa : « [Le *sumak kawsay*] est un thème pensé depuis la cosmovision amazonienne (...), [qui] est allé petit à petit dans l'univers académique. Dans cet environnement académique, certains académiques qui s'identifient avec la gauche et le mouvement indigène se sont fait contaminer, et ces académiques, en arrivant dans la sphère publique et politique, commencent à positionner ces thèmes, bien entendu en articulation avec les organisations [indigènes] et avec d'autres acteurs. »<sup>84</sup>

#### A) *La création du Bien Vivre et la « tradition réinventée »*<sup>85</sup>

---

<sup>81</sup> CONAIE, 2007, *Propuesta de la CONAIE frente a la Asamblea Constituyente. Principios y lineamientos para la nueva constitución del Ecuador. Por un Estado Plurinacional, Unitario, Soberano, Incluyente, Equitativo y Laico*, Quito, CONAIE, p. 1.

<sup>82</sup> Alianza PAIS, 2006, *Plan de Gobierno de Alianza PAIS*, Quito, p. 11.

<sup>83</sup> Fander Falconi et René Ramírez seront les deux premiers Secrétaires nationaux de Planification (SENPLADES) et, en tant que tel, seront les responsables de penser le Bien Vivre depuis l'Etat.

<sup>84</sup> Entretien avec Monica Chuji réalisé par Antonio Luis Hidalgo-Capitán à Cuenca en mars 2014, cité dans Cubillo-Guevara, Ana Patricia, Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, 2015, « El *sumak kawsay* genuino como fenómeno social amazónico ecuatoriano », *OBETS. Revista de Ciencias Sociales*, vol. 10, n° 2, p. 324.

<sup>85</sup> Viola Recasens, Andreu, 2014, « Discursos “pachamamistas” versus políticas desarrollistas: el debate sobre el *sumak kawsay* en los Andes », *Iconos*, n° 48, p. 64.

Le Bien Vivre comme recréation ou réinvention d'une tradition est l'hypothèse que nous défendons, sans toutefois rejeter le fait que les modes de vie de certaines communautés indigènes actuelles puissent avoir influé sur ce concept. Même si Cubillo-Guevara et Hidalgo-Capitán affirment que le peuple Sarayaku et les peuples *kichwas* amazoniens utilisaient déjà le *sumak kawsay* pour qualifier leur manière de vivre, « une forme de vie médiatisée par les croyances et les mythes propres à la culture amazonienne »<sup>86</sup>, ils précisent bien qu'il a fallu l'intervention d'intellectuels pour donner un contenu à ce concept. S'il avait été central dans la conception de la société et dans leur relation à la nature, on retrouverait des traces du *sumak kawsay* dans les études historiques ou dans les recherches anthropologiques sur les peuples indigènes andins ou amazoniens. Or ce n'est pas le cas avant les années 2000 et sa médiatisation depuis son introduction dans les Constitutions équatorienne et bolivienne. Il ne faisait pas partie non plus des discours des organisations indigènes avant le changement de millénaire. L'apparition simultanée en Equateur et en Bolivie, respectivement du *sumak kawsay* et du *sumaq qamaña*, au début des années 2000, ainsi que le rôle de la coopération internationale, dans leur émergence, nous amène à analyser le Bien Vivre comme une construction conceptuelle dans un contexte international particulier, ouvert aux questions écologiques et, comme nous le verrons plus tard, aux débats critiques autour du développement durable. Cette approche, à partir de laquelle les différents auteurs vont essayer de doter ce concept d'une signification, va aboutir à l'apparition des diverses interprétations et, ainsi, aux trois courants que nous avons identifiés.

L'analyse du Bien Vivre comme recréation ou réinvention peut s'inscrire dans ce qu'Eric Hobsbawm a appelé « tradition inventée »<sup>87</sup>. Avant toute chose, il faut préciser que, pour Hobsbawm, toutes les traditions ne sont pas inventées et qu'il faut les différencier des traditions anciennes véritables. Ce concept de « tradition inventée » est le résultat d'une rencontre entre historiens et anthropologues « d'où le double mouvement d'historicisation d'un présent ethnographique ou folklorique trop rapidement confondu avec une réalité ancestrale et d'anthropologisation du regard historique qui conduit notamment à insister sur la dimension rituelle et symbolique des

---

<sup>86</sup> Cubillo-Guevara, Ana Patricia, Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, 2015, « El *sumak kawsay* genuino como fenómeno social amazónico ecuatoriano », *OBETS. Revista de Ciencias Sociales*, vol. 10, n° 2, p. 313.

<sup>87</sup> Hobsbawm, Eric, Ranger, Terence, 1983, *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press.

pratiques “traditionnelles” »<sup>88</sup>. Il renvoie au fait que certaines traditions sont des productions modernes mobilisant des références dans le but de stabiliser une société moderne en continuel changement. C’est aussi un moyen de créer des attachements historiques à une nation ou à un groupe particulier. Ces traditions inventées peuvent être le produit du regard projeté par la puissance coloniale sur les sociétés colonisées, regard que celles-ci peuvent se réappropriier dans la période de décolonisation et de construction d’une unité nationale. On se trouve face à des phénomènes de réinterprétation symbolique de la tradition qui peut se transformer en instrument de lutte contre la domination.

De nos jours, certaines caractéristiques que l’on attribue aux peuples indigènes, la vie en communauté et l’image du « natif écologiste »<sup>89</sup>, sont des exemples de ces traditions inventées. Or, en ce qui concerne la communauté, on sait que « la colonisation espagnole a imposé des politiques territoriales qui ont divisé ces royaumes originels en *reducciones* et ces nouveaux districts administratifs ont perduré jusqu’à aujourd’hui sous la forme de bourgades. On peut donc remarquer ici que si, de nos jours, les communautés dites traditionnelles sont en continuité avec le passé, c’est avec les formes d’organisation sociale issues de la colonisation et non avec celles de l’époque précoloniale. »<sup>90</sup> Le processus de colonisation a mis en œuvre des processus sociaux complexes qui ont transformé le mode de vie et l’organisation des sociétés colonisées, celles-ci ayant mis en place aussi des mécanismes d’appropriation de certaines impositions. Ici, nous pouvons de nouveau prendre l’exemple de la communauté qui n’en est pas moins devenue un moyen de propager dans le temps certaines caractéristiques culturelles, d’en adapter d’autres ou de s’approprier certaines de la culture dominante.

Selon Andreu Viola, « certains intellectuels, en divulguant une version idéalisée de la cosmovision et des valeurs des cultures andines et en les transformant en une alternative à la vision développementaliste [...] auraient contribué à surdimensionner et réifier sa

---

<sup>88</sup> Introduction d’André Mary, Karim Fghoul et Jean Boutier de la traduction en français de l’introduction du livre d’Hobsbawm : Hobsbawm, Eric, 1995, « Inventer des traditions », *Enquête*, n° 2, <http://enquete.revues.org/319> (consulté le 29 septembre 2016), p. 1-2.

<sup>89</sup> Ulloa, Astrid, 2004, *La construcción del nativo ecológico. Complejidades, paradojas y dilemas de la relación entre los movimientos indígenas y el ambientalismo en Colombia*, Bogota, Instituto Colombiano de Antropología e Historia.

<sup>90</sup> Poupeau, Franck, 2011/2, « L’eau de la Pachamama. Commentaires sur l’idée d’indigénisation de la modernité », *L’Homme*, n° 198-199, p. 262.

signification »<sup>91</sup>. En plus de Viola, cette thèse du Bien Vivre comme tradition inventée a été défendue par plusieurs auteurs que ce soit en Bolivie ou en Equateur.<sup>92</sup> Dans un entretien avec Andrés Uzeda, Alison Spedding considère que « ce *suma qamaña* n'existe pas, c'est une invention de Simón Yampara [un des premiers intellectuels aymaras à avoir écrit sur le Bien Vivre en Bolivie] et de je ne sais plus qui. [...] Bon, en vrai, je n'ai jamais eu aucune sympathie pour le mysticisme en général, non?, et encore moins pour ce *suma qamaña* qui me paraît totalement visqueux, non ? J'ai vécu 20 ans dans une communauté de producteurs de coca dans les Yungas et je vous jure, je n'ai jamais entendu la phrase *suma qamaña* une seule fois »<sup>93</sup>. Si elle n'a pas existé, il a donc fallu inventer cette tradition qu'est le Bien Vivre, notamment à partir des images que l'on peut se faire du monde indigène en dehors de celui-ci.

D'un autre côté, parler de récréation paraît moins radical que l'analyse précédente dans l'interprétation du présupposé traditionnel du Bien Vivre. En effet, cela part du principe que des formes de vie en harmonie avec la nature et les autres êtres humains ont pu exister dans le passé mais ont disparu car elles n'ont pas résisté à la colonisation ou à la pénétration du capitalisme dans des territoires de plus en plus éloignés. On rencontre une sorte d'idéalisation des manières d'être et de vivre des populations précoloniales au sein de sociétés non ou peu hiérarchisées, dans lesquelles les décisions se prenaient collectivement, même si les études archéologiques ont démontré le contraire. Même si le *sumak kawsay* n'est pas une catégorie épistémologique ancestrale, il a ses origines dans l'existence d'une forme de vie des sociétés indigènes précoloniales « basée sur une organisation communautaire, une forme de vie sauvage et rurale et une culture traditionnelle, empirico-naturelle et magico-religieuse »<sup>94</sup>. Mais cette récréation ou reconstruction s'alimente des luttes contemporaines surtout écologistes et anti-néolibérales. C'est ainsi que certains auteurs du courant « écologiste et post-développementaliste » comme Alberto Acosta présentent le Bien Vivre comme un concept en reconstruction et en construction permanente qui propose des solutions et

---

<sup>91</sup> Viola Recasens, Andreu, 2014, « Discursos “pachamamistas” versus políticas desarrollistas: el debate sobre el *sumak kawsay* en los Andes », *Iconos*, n° 48, p. 64.

<sup>92</sup> Par exemple Spedding, Alison, 2010, « “Suma qamaña”, ¿kamsañ muni? (¿Qué quiere decir “vivir bien”?) », *Fe y Pueblo*, n° 17, p. 4-39; Sánchez Parga, José, 2011, « Discursos re(tro)volucionarios: *Sumak Kawsay*, derechos de la naturaleza y otros pachamamismos », *Ecuador Debate*, n° 84, p. 31-50.

<sup>93</sup> Uzeda Vasquez, Andrés, 2009, « *Suma qamaña*, visiones indígenas y desarrollo », *Traspacios*, n° 1, p. 33.

<sup>94</sup> Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, 2012, *El Buen Vivir. La (re)creación del pensamiento del PYDLOS*, Cuenca, PYDLOS Ediciones, p. 18.

des visions différentes, selon le type de société, afin de construire collectivement ces nouvelles formes de vie.<sup>95</sup>

Ce débat sur les origines du Bien Vivre en tant que phénomène social amazonien, recreation ou tradition réinventée, montre qu'il ne s'agit pas d'une tradition figée dans le temps, mais plutôt d'une confluence d'apports qui se nourrissent tant des cultures indigènes andines et amazoniennes que de théories occidentales, par exemple les théories critiques du capitalisme, l'écologie politique et la pensée critique latino-américaine. Ce débat n'enlève donc en rien au Bien Vivre sa légitimité philosophique de questionnement d'un modèle de vie individualiste, utilitariste et destructeur de la nature qui surgit parallèlement à la renaissance – et s'intègre dans – des débats autour du bonheur ou de la vie bonne. Ainsi, le Bien Vivre est « un outil très puissant pour la discussion et la transformation politique »<sup>96</sup>, objectif des acteurs qui se réclament de ce concept. En effet, à partir de ses trois caractéristiques fondamentales – culture, social et écologique –, il se présente comme solution aux problèmes générés par le néolibéralisme comme l'aliénation personnelle ou identitaire, les inégalités sociales et la destruction de l'environnement. Le Bien Vivre doit donc être resitué dans son contexte spatio-temporel et s'insère dans les luttes et tensions présentes dans l'espace dans lequel il émerge.

## **2. Les caractéristiques communes aux trois courants du Bien Vivre à partir de la critique de la modernité**

Dans la littérature sur le Bien Vivre, la critique du capitalisme est liée à celle de la modernité dont certaines valeurs sont remises en cause : la notion de développement et la vision économiciste et homogène des sociétés, comme nous le verrons dans le prochain chapitre ; la recherche incessante du progrès qui génère d'importantes menaces pour la sauvegarde de l'environnement ou, à moyen terme, pour la survie de l'espèce humaine ; la vision utilitariste de la nature dans sa relation avec les sociétés humaines ; ou la colonialité du pouvoir et du savoir<sup>97</sup>. Les critiques à la notion de développement ont porté tant sur les pratiques qu'il a inspirées qu'au niveau conceptuel notamment

---

<sup>95</sup> Acosta, Alberto, 2013, *El Buen Vivir. Sumak Kawsay, una oportunidad para imaginar otros mundos*, Barcelona, Icaria.

<sup>96</sup> Fernández, Blanca; Pardo, Liliana, Salamanca, Katherine, 2014, « El buen vivir en Ecuador: ¿marketing político o proyecto en disputa? », *Iconos*, n° 48, p. 106.

<sup>97</sup> Quijano, Aníbal, 2007, « "Race" et colonialité du pouvoir », *Movements*, n° 51, p. 111-118.



autour de deux questions : l'impossibilité pour les pays du Sud d'atteindre les niveaux de vie des pays du Nord et le caractère non viable au niveau écologique de la concrétisation des promesses du développement. Ainsi, les limites naturelles de la planète et la faible distribution sociale qu'il a générée entraînant de fortes inégalités font que le développement est vu comme une utopie qui n'est pas réalisable.

Dans cette partie, nous allons expliquer les caractéristiques communes des trois courants du Bien Vivre à partir de la critique de la modernité, perçue comme une spécificité occidentale qui tente de s'imposer au reste du monde. Pour cela, nous reprendrons les trois dimensions du Bien Vivre que nous avons vues dans l'introduction : écologique, sociale et culturelle. Nous ne traiterons pas ici une autre caractéristique de ces courants qui est l'urgence d'entreprendre une transition vers une société post-extractiviste, celle-ci faisant l'objet d'une partie du chapitre suivant pour son importance dans les débats et les tensions tant entre courants du Bien Vivre mais aussi pour les pays latino-américains en général et la société équatorienne en particulier, notamment en ce qui concerne l'accroissement des conflits socio-environnementaux au niveau territorial.

#### *A) La question centrale de l'écologie et le dépassement de la vision anthropocentrée de la nature*

L'écologie entendue comme l'étude du rapport entre les sociétés humaines et la nature, est centrale dans les différents textes sur le Bien Vivre qui s'intègre ainsi dans les débats sur la relation entre société et environnement, avec la nécessité « de revendiquer [...] notre relation métabolique entre l'être humain et la nature »<sup>98</sup>. L'apparition de ce concept coïncide aussi bien avec la centralité qu'a commencée à avoir la question écologique dans les organisations internationales et les revendications du mouvement altermondialiste, dans les années 1990, qu'avec les critiques du développement durable, présenté comme une rénovation du discours du développement. Pour les auteurs du Bien Vivre, la variation du discours du développement vers le développement durable, en voulant tenir compte des problèmes environnementaux, n'a pas altéré l'axe central de l'idéologie moderne du progrès.

---

<sup>98</sup> García Linera, Álvaro, 2015, *Socialismo comunitario. Un horizonte de época*, La Paz, Vicepresidencia del Estado Plurinacional, Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional, p. 24.

Cette idéologie est remise en question par les écrits sur le Bien Vivre car elle se base sur l'appropriation des ressources naturelles, impulse un processus linéaire d'évolution, essentiellement économique, motivé par l'efficacité et la rentabilité économique, et orienté vers l'émulation du style de vie occidental.<sup>99</sup> Tout cela a conduit à une dégradation de l'environnement naturel. Le concept de Bien Vivre réactualise certains débats théoriques sur les conséquences environnementales du modèle de développement qui existent depuis la publication du Rapport Meadows dans les années 1970, en questionnant l'imaginaire moderne de contrôle rationnel du monde naturel.

Les désastres sociaux et environnementaux actuels obligent à questionner le modèle d'accumulation et remettent à l'ordre du jour les critiques sur les fondements de ce modèle, notamment la croissance économique. Ce que Dominique Méda qualifie de « mystique de la croissance »<sup>100</sup> est, selon les auteurs du Bien Vivre, une des causes de la crise civilisatrice dans laquelle nous nous trouvons, à la fois crise socio-économique, écologique, politique et morale, se rapprochant des débats autour de la décroissance ou de la post-croissance. L'idée de croissance, en tant qu'accumulation infinie du capital, demande l'entrée de nouveaux secteurs au sein du marché ce qui entraîne une expansion de la sphère marchande à chaque élément de la vie. Les conséquences de cette crise sont multiples et s'expriment dans la croissance des inégalités socio-économiques, l'individualisme ou le réchauffement climatique. Pour y remédier, les auteurs du Bien Vivre s'interrogent sur le lien réduit entre croissance et bien-être et cherchent à imaginer des modes de vie alternatifs à ce système dominant.

Une autre critique écologique des auteurs du Bien Vivre par rapport au capitalisme est que celui-ci a pu se développer à partir de la dépossession des terres, principalement indigènes, et aujourd'hui « à travers les mécanismes d'appropriation de la nature par le biais de l'ethno-bio-prospection et les droits de propriété intellectuelle du Nord sur les droits de propriété des nations et peuples du Tiers Monde »<sup>101</sup>. Le corolaire de cette critique est la dette écologique : si le capitalisme et les pays du Nord ont pu se

---

<sup>99</sup> Acosta, Alberto, 2013, *El Buen Vivir – Sumak Kawsay, una oportunidad para imaginar otros mundos*, Barcelona, Icaria; Gudynas, Eduardo, 2011, « Debates sobre el desarrollo y sus alternativas en América latina: Una breve guía heterodoxa », in Lang, Miriam, Mokrani, Dunia (Comp.), *Más allá del desarrollo*, Quito, Fundación Rosa Luxemburgo/Abya Yala, p. 21-53; Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas - CAOI, 2010, *Buen Vivir/Vivir Bien. Filosofía, políticas, estrategias y experiencias regionales andinas*, Lima, CAOI Prensa.

<sup>100</sup> Méda, Dominique, 2013, *La mystique de la croissance. Comment s'en libérer?*, Paris, Flammarion.

<sup>101</sup> Leff, Enrique, 2006, « La ecología política en América Latina. Un campo en construcción », in Alimonda, Héctor, *Los tormentos de la materia. Aportes para una ecología política latinoamericana*, Buenos Aires, CLACSO, p. 24.

développer et arriver à des niveaux de vie très supérieurs aux pays du Sud, avec ces différents mécanismes de dépossession et de pillage de la nature, la dette économique et financière des pays du Sud devrait être dénoncée et au contraire les pays du Nord devrait rembourser la dette écologique qu'ils ont envers les pays du Sud. Selon Enrique Leff, « la destruction de la base des ressources naturelles des pays qualifiés de sous-développés, dont l'état de pauvreté n'est pas consubstantiel à une essence culturelle ou à ses limitations en ressources, mais à leur insertion dans une rationalité économiques globale qui a surexploité leur nature, dégradé leur environnement et appauvri leurs peuples. »<sup>102</sup> Nous reviendrons plus tard sur la dette écologique mais celle-ci, en plus d'être une revendication écologique, représente une alternative face aux relations internationales échanges commerciaux inégaux. Les auteurs du Bien Vivre reprennent cette revendication qui questionne la légitimité de la dette économique des pays pauvres.

Ces auteurs posent donc la nécessité de changer le système socio-économique sur lequel est basée notre société en reconnaissant les limites biophysique de la nature et donc de son exploitation. Il faut repenser la soutenabilité du système en fonction des capacités de charge et de résilience de la nature, retirer la nature du marché et subordonner l'économie à l'écologie : « la nature fixe les limites et la portée de la soutenabilité et de la capacité de renouvellement que possèdent les systèmes pour s'auto-renouveler, dont dépendent les activités productives. En d'autres termes, si la nature est détruite, la base de l'économie elle-même est détruite. »<sup>103</sup> Selon Acosta, cela est possible si les êtres humains repensent radicalement leur approche de la nature et passe d'une conception anthropocentrée de l'organisation économique et sociale qui met en péril la survie de l'espèce humaine et la vie sur la planète à une conception biocentrée.

La conception anthropologique de la nature est celle où l'être humain se pense au centre ou en dehors de la nature alors que la vision biocentrée est celle dans laquelle l'espèce humaine fait partie de cette nature et est une espèce parmi les autres espèces : « Avant de commencer n'importe quelle réflexion nous acceptons que l'humanité ne se trouve pas en-dehors de la nature et que celle-ci a des limites physiques »<sup>104</sup>. La nature n'est plus le milieu physique dans lequel se développent les activités humaines mais devient une entité supérieure au sein de laquelle l'être humain fait partie.

---

<sup>102</sup> *Ibidem*, p. 24.

<sup>103</sup> Acosta, Alberto, 2013, *El Buen Vivir. Sumak Kawsay, una oportunidad para imaginar otros mundos*, Barcelona, Icaria, p. 91.

<sup>104</sup> *Ibidem*, p. 76.

La vision biocentrique a pour conséquence que la nature vaut pour elle-même indépendamment de l'usage que peut en faire l'être humain. Suivant ces principes, cela impliquerait une dé-marchandisation de la nature puis la subordination des objectifs économiques aux lois de fonctionnement des systèmes naturels, sans perdre de vue le respect à la dignité humaine et la nécessaire amélioration de la qualité de vie des personnes et des communautés. Mais cela nous obligerait, également, à penser la conservation de la biodiversité non pas selon les idées de l'écologie conservationniste selon lesquelles la nature ne saurait être préservée sans qu'elle soit protégée de toute influence humaine<sup>105</sup> mais en incluant l'être humain – et, les peuples indigènes en premier – comme pièce centrale de cette conservation de la biodiversité.

Ainsi les êtres humains ne dominent plus la nature. Ce dépassement de la domination de la nature passe aussi par l'indispensable reconnaissance de droits à la nature. Cette revendication n'est pas nouvelle et est même une revendication récurrente des écologistes.<sup>106</sup> Contrairement à la vision traditionnelle du droit qui n'octroie des droits qu'aux êtres humains, les auteurs du Bien Vivre insistent sur le fait que la nature doit être aussi un sujet de droits. Selon René Ramírez, « Loin d'un quelconque essentialisme nativiste, il s'agit de récupérer une relation humain-nature qui ne soit pas une relation instrumentale sujet-objet, mais plutôt une relation de reconnaissance sujet-sujet. »<sup>107</sup>

Il est nécessaire de préciser ici que dans le document de 2007 de propositions de Constitution de la CONAIE, il n'est pas fait mention de droits de la nature mais de « droit à l'environnement »<sup>108</sup>. Ils ne se trouvent pas non plus dans la Constitution bolivienne de 2009 mais font l'objet d'une loi postérieure. L'introduction des droits de la nature dans la Constitution équatorienne est le fait des principaux auteurs du courant « écologiste et post-développementiste » du Bien Vivre, avec Alberto Acosta en tête, qui ont mis en relation le Bien Vivre avec les droits de la nature : ces derniers sont partie fondamentale du Bien Vivre. C'est pour cela que nous reviendrons plus tard sur ces droits de la nature en tant que spécificité de ce courant.

---

<sup>105</sup> Diegues, Antonio Carlos, 2000, *El mito moderno de la naturaleza intocada*, Quito, Abya-Yala.

<sup>106</sup> Fabrice Flipo remonte l'apparition des droits de la nature à 1972. Voir le premier chapitre de Flipo, Fabrice, 2014, *Nature et Politique. Contribution à une anthropologie de la modernité et de la globalisation*, Paris, Editions Amsterdam.

<sup>107</sup> Ramírez Gallegos, René, 2019, « Los “bienes relacionales” en la socioecología política de la vida buena », *Crisol*, serie numérique, n° 8, p. 15.

<sup>108</sup> Chapitre 8 de CONAIE, 2007, *Propuesta de la CONAIE frente a la Asamblea Constituyente. Principios y lineamientos para la nueva constitución del Ecuador. Por un Estado Plurinacional, Unitario, Soberano, Incluyente, Equitativo y Laico*, Quito, CONAIE, p. 66.

La vision de la nature développée par le Bien Vivre correspond à la construction de l'image du « natif écologiste »<sup>109</sup> théorisé par Astrid Ulloa c'est-à-dire l'idée que les indigènes doivent vivre en communauté et ont nécessairement une relation proche et harmonieuse avec la nature. A partir des années 1970 et 1980, s'est construite l'image d'un « indigène écologique » tant depuis les mouvements indigènes eux-mêmes que depuis l'académie, les organisations environnementales, les ONG, ou les organisations internationales. Dans ces années-là, les conflits étaient liés aux questions ethniques et culturelles, notamment aux droits à la terre et l'autonomie sur leurs territoires. Toutefois, « dans les dernières décennies, le processus de construction de l'identité des mouvements indigènes est lié avec les idées écologiques »<sup>110</sup>.

A partir des revendications pour la terre et leurs territoires, cette identité s'est construite en fonction de la préservation de l'environnement<sup>111</sup>, comme « des gardiens de la nature, des éco-héros ou des natifs écologiques »<sup>112</sup> qui devraient aider l'humanité à lutter contre le changement climatique et à résoudre la crise écologique, avec les concepts proposés par les organisations indigènes. Leurs savoirs et leurs connaissances sont mis en avant, avec le risque d'être expropriés, dans certains cas, par le capitalisme et certaines entreprises. Il s'agit aussi d'une reconnaissance de la lutte des organisations indigènes quant à leur droit sur les ressources naturelles qui se trouvent sur leurs territoires. L'identité culturelle est basée sur la relation culture/territoire : « la politique culturelle et environnementale des mouvements indigènes propose comme vitale pour la conservation et la protection de la biodiversité, la reconnaissance de la propriété des territoires indigènes et la garantie que les réserves puissent assumer leur fonction écologique tandis que les peuples indigènes peuvent exercer leurs fonctions d'autorités environnementales dans leurs territoires. »<sup>113</sup>

La construction du « natif indigène », que l'on retrouve dans les écrits sur le Bien Vivre, est le résultat à la fois des stratégies de positionnement des mouvements indigènes, sur les scènes nationale, régionale et internationale, comme des acteurs importants de la

---

<sup>109</sup> Ulloa, Astrid, 2001, « El nativo ecológico: movimientos indígenas y medio ambiente en Colombia », in Archila, Mauricio, Pardo, Mauricio (Ed.), *Movimientos sociales, estado y democracia en Colombia*, Bogotá, CES/Universidad Nacional, ICANH, p. 286-320.

<sup>110</sup> *Ibidem*, p. 289.

<sup>111</sup> Pacari, Nina, 2009, « Naturaleza y territorio desde la mirada de los pueblos indígenas », in Acosta, Alberto, Martínez, Esperanza (comp.), *Derechos de la Naturaleza. El futuro es ahora*, Quito, Ediciones Abya-Yala, p. 31-38.

<sup>112</sup> Ulloa, Astrid, 2001, « El nativo ecológico: movimientos indígenas y medio ambiente en Colombia », in Archila, Mauricio, Pardo, Mauricio (Ed.), *Movimientos sociales, estado y democracia en Colombia*, Bogotá, CES/Universidad Nacional, ICANH, p. 289.

<sup>113</sup> *Ibidem*, p. 298-299.

préservation de l'environnement et de la biodiversité, à partir de la défense de leur autonomie sur leurs territoires ; mais aussi de la projection d'idées et représentations sociales de la part d'ONG, organisations environnementales et internationales venant du Nord sur les indigènes. Dans ce cas-là, il s'agit de réactualiser le mythe du « bon sauvage » qui vit en communauté et en harmonie avec la Pachamama : « toutefois, la notion d'harmonie répond aux idéaux occidentaux d'un Eden perdu et parfait. Cela implique une nature qui échappe à l'ordre culturel et donc le *natif écologique* devient partie intégrante de cette nature idéale, où l'indigène représente le désir de revenir à un monde primitif, à un mode de vie préindustriel et à un mode de vie écologiquement durable. De cette façon, les indigènes sont considérés comme “sauvages”, par opposition aux populations des sociétés industrielles. »<sup>114</sup>

Nous allons voir dans la partie suivante comment les auteurs du Bien Vivre présentent et construisent une autre partie de l'identité des indigènes en se focalisant sur la dimension communautaire de la vie.

#### *B) L'être humain en tant qu'être social et la dimension communautaire de la vie*

Le Bien Vivre surgit face à la crise de civilisation que traverse l'humanité symbolisée notamment par l'individualisme et la rupture des liens communautaires. Depuis le courant « culturaliste et indigéniste », le Bien Vivre est proposé comme « la culture de la vie, qui correspond au paradigme non plus individualiste mais communautaire, lequel appelle à reconstruire la vision de communauté (commun-unité) des cultures ancestrales »<sup>115</sup>. La vie en communauté est une caractéristique commune aux populations indigènes d'Amérique latine. Même s'il existe une forte migration des zones rurales vers les grandes villes, dans certains cas, ces populations indigènes recréent des dynamiques communautaires dans les périphéries de ces grandes villes.<sup>116</sup>

Dans les cosmogonies indigènes, la communauté est vue comme un tout : « nous concevons la vie de manière communautaire, non pas seulement comme une relation

---

<sup>114</sup> *Ibidem*, p. 308-309.

<sup>115</sup> Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas - CAOÍ, 2010, *Buen Vivir/Vivir Bien. Filosofía, políticas, estrategias y experiencias regionales andinas*, Lima, CAOÍ Prensa, p. 12.

<sup>116</sup> Doré, Emilie, Matta, Raúl, 2011, « L'andinité à Lima. Regards sur le racisme ordinaire en haut et en bas de l'échelle sociale », *Civilisations. Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines*, vol. 60, n° 1, p. 43-57.

sociale mais comme une profonde relation de vie. »<sup>117</sup> Tout est connecté : les êtres humains, la nature, les animaux, les esprits, les ancêtres, etc. « Pour cela, la compréhension basique est que le producteur de tout cela est la Terre Mère et que l'être humain est seulement le cultivateur de tout ce qui existe et fait la vie. C'est-à-dire, l'être humain est un élément en plus dans le cycle de vie, et ainsi il n'est ni le centre, ni la fin de la vie, ni pour accumuler (capitalisme) ni pour l'égalité (socialisme) entre les hommes, mais pour réactiver notre conscience individuelle à une conscience totale, en étant capables de coexister et partager en harmonie avec le Tout (holisme). »<sup>118</sup>

La conception décrite ci-dessus est particulière au courant « culturaliste et indigéniste » qui, comme nous le verrons plus tard, identifie le culturel avec le spirituel. Celui-ci se retrouve dans tous les textes de ce courant ce qui en fait une des spécificités de ce courant. Toutefois, la dimension communautaire de la vie, qui renvoie au fait que l'être humain est avant tout un être social, est centrale pour les auteurs du Bien Vivre depuis son apparition dans les années 1990. C'est pour cela qu'il faut considérer le concept de Bien Vivre comme appartenant à un ensemble de propositions, concepts, théories critiques par rapport au capitalisme et au développement actuel basé sur le consumérisme qui participe à la construction de l'individualisme moderne. En effet, selon Jean-Pierre Le Goff, « le développement de la production, de la consommation et des loisirs s'est accompagné d'un nouvel individualisme et d'une "révolution culturelle" qui ont divisé les pays démocratiques d'une manière qui ne ressemble guère aux conflits sociaux du passé. »<sup>119</sup>

Cet individualisme, « inséparable de la dynamique de la modernité et de la démocratie qui rompt avec l'ordre ancien et les sociétés traditionnelles »<sup>120</sup>, est problématique dans le sens où il rend plus flous les liens sociaux, le sentiment d'appartenance à une collectivité commune, délite les relations de communauté et entraîne des tensions culturelles.<sup>121</sup> Ses conséquences sur la vie en communauté sont importantes puisqu'il

---

<sup>117</sup> Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas - CAOI, 2010, *Buen Vivir/Vivir Bien. Filosofía, políticas, estrategias y experiencias regionales andinas*, Lima, CAOI Prensa, p. 27.

<sup>118</sup> Oviedo Freire, Atawallpa, 2011, *Qué es el Sumakawsay. Más allá del socialismo y el capitalismo*, Quito, Sumak Ediciones, p. 254.

<sup>119</sup> Le Goff, Jean-Pierre, 2016, *Malaise dans la démocratie*, Paris, Stock, p. 16.

<sup>120</sup> *Ibidem*, p. 24.

<sup>121</sup> Chuji, Mónica, 2014, « Sumak Kawsay versus desarrollo », in Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, Guillén García, Alejandro, Deleg Guazha, Nancy (Ed.), *Sumak Kawsay Yuyay. Antología del Pensamiento Indigenista Ecuatoriano sobre Sumak Kawsay*, Huelva, Cuenca, CIM, PYDLOS, FIUCUHU, p. 229-236; Maldonado, Luis, 2014, « Interculturalidad y políticas públicas en el marco del Buen Vivir », in Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, Guillén García, Alejandro, Deleg Guazha, Nancy (Ed.), *Sumak Kawsay Yuyay*.

amène à un désinvestissement dans la vie publique et la politique, se concentrant ainsi sur la sphère privée qui est considérée comme le noyau de base pour l'émancipation et le respect de la liberté des individus.

Ce qui ne veut pas dire que les individus ont perdu toute forme de socialisation dans des collectifs comme le montre l'importance de la vie associative, l'appartenance à des syndicats et organisations sociales, les associations de solidarité nationale et internationale, etc. Toutefois, la désaffection pour la politique est réelle et s'exprime, entre autres, par des pourcentages d'abstention de plus en plus importants lors des élections – dans les pays occidentaux – ou par un éloignement des citoyens par rapport aux partis politiques. Cet individualisme est marqué aussi par la « culture du narcissisme »<sup>122</sup>, le culte de l'ego, le souci de l'image de soi et de la séduction, la recherche de l'épanouissement personnel, etc.<sup>123</sup> La satisfaction des besoins et des désirs individuels et l'épanouissement individuel sont les objectifs principaux de cet individualisme afin d'atteindre le bonheur.

La recherche permanente de ce bien-être personnel consiste à « parvenir à un rapport harmonieux avec soi-même (“être bien dans son corps et dans sa tête”), avec les autres (“maîtriser ses émotions et les conflits”) et avec la nature (“vivre en harmonie avec elle”) »<sup>124</sup>. Cette affirmation est assez proche de la définition ample du Bien Vivre et pourrait expliquer aussi le succès de ce concept dans les pays du Nord en tant que nouvelle spiritualité, qui plus est, venant des cultures indigènes synonymes d'authenticité, notamment dans leur rapport à la nature. Toutefois, une grande différence avec le Bien Vivre, c'est que ce dernier insiste sur la dimension communautaire des êtres humains : il ne s'agit pas pour un individu isolé de vivre en harmonie avec soi-même, avec les autres et avec la nature, mais de l'être humain en tant qu'être social : « Le référent central est un individu social et solidaire qui se réalise dans la vie partagée avec les autres. »<sup>125</sup>

René Ramírez, dans sa théorisation des biens relationnels sur laquelle nous reviendrons plus tard, insiste sur le fait que les êtres humains sont interdépendants et qu'il faut donc

---

*Antología del Pensamiento Indigenista Ecuatoriano sobre Sumak Kawsay*, Huelva, Cuenca, CIM, PYDLOS, FIUCUHU, p. 211-220.

<sup>122</sup> Lasch, Christopher, 1981, *La culture du narcissisme*, Paris, Robert Lafont.

<sup>123</sup> Lipovetsky, Gilles, 1983, *L'ère du vide*, Paris, Gallimard.

<sup>124</sup> Le Goff, Jean-Pierre, 2016, *Malaise dans la démocratie*, Paris, Stock, p. 44.

<sup>125</sup> Ramírez, René, 2010, « La transición ecuatoriana hacia el Buen Vivir », in León, Irene (coord.), *Sumak Kawsay/Buen Vivir y cambios civilizatorios*, Quito, FEDAEPS, 2ème édition, p. 128.



récupérer l'« autre ».<sup>126</sup> L'autre correspond aux populations historiquement exclues et discriminées comme les peuples et nationalités indigènes, les afro-descendants, mais aussi les femmes ou les pauvres. En termes d'organisation politique, cela signifie un élargissement de la démocratie et l'inclusion de ces populations dans la participation politique. La démocratisation de la politique et de la société est un des objectifs des auteurs du Bien Vivre et passe par la récupération de l'activité publique et la vertu civique. La démocratie représentative doit se compléter par la démocratie participative, délibérative et directe.

« En résumé, le Bien Vivre vise une éthique de la suffisance pour toute la communauté, et non pas seulement pour l'individu. »<sup>127</sup> Les auteurs du courant « culturaliste et indigéniste » s'opposent au « vivre mieux » qui sous-entend une idée de progrès indéfini et donc d'accumulation permanente de biens, confrontant les individus entre eux et mettant en danger la vie des générations futures. Le « vivre mieux » est assimilé au « vivre mieux qu'une autre personne », au succès individuel au détriment des autres, à l'accumulation économique, à la compétition, à l'exploitation, à la concentration des richesses, c'est-à-dire aux valeurs capitalistes qui caractérisent l'Occident.<sup>128</sup> Le Bien Vivre lui oppose des valeurs comme la solidarité ou la réciprocité afin de renforcer l'harmonie dans la société.

Donc, les auteurs du Bien Vivre s'opposent à la société capitalisme et au libéralisme économique qui mettent en avant la recherche de la liberté de chaque personne, cet individualisme reposant sur la propriété privée, le libre marché et la compétition. La recherche de la « vie en harmonie » (avec la nature et entre êtres humains) est beaucoup mise en avant et s'oppose à la confrontation sociale et à l'esprit de compétitivité du capitalisme. Cela implique une distribution et redistribution immédiate des richesses de la société pour aller vers une société plus juste et équitable. Il s'agit d'une éthique de la vie qui a pour ambition de renouer les liens sociaux et collectifs, sans nier pour autant les possibles conflits mais en ne les exacerbant pas à travers le consumérisme et le

---

<sup>126</sup> Ramírez Gallegos, René, 2019, « Los “bienes relacionales” en la socioecología política de la vida buena », *Crisol*, serie numérique, n° 8, p. 3-4.

<sup>127</sup> Acosta, Alberto, 2013, *El Buen Vivir. Sumak Kawsay, una oportunidad para imaginar otros mundos*, Barcelona, Icaria, p. 61.

<sup>128</sup> Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas - CAOÍ, 2010, *Buen Vivir/Vivir Bien. Filosofía, políticas, estrategias y experiencias regionales andinas*, Lima, CAOÍ Prensa, p. 31.

productivisme. Remettre en cause cette logique nécessite une transition qui commence par la transformation de l'Etat vers un Etat plurinational et interculturel.<sup>129</sup>

C) *La dimension culturelle et la construction d'un Etat plurinational et interculturel*

La dimension culturelle est fondamentale dans les écrits sur le Bien Vivre. Si elle est centrale pour les auteurs du courant « culturaliste et indigéniste » qui l'associe à la spiritualité, comme nous le verrons plus tard, elle est très présente aussi dans les deux autres courants. L'essor des mouvements indigènes dans les années 1970 et 1980 ont permis la mise à l'agenda politique de l'ethnicité et des revendications culturelles. Il s'agit ici d'un processus d'auto-construction et d'appropriation d'une catégorie qui avait été assignée aux populations autochtones lors de la colonisation européenne, ce qu'Elizabeth Cunin appelle un « processus de renversement de l'appartenance ethnique »<sup>130</sup> et ajoute que « l'ethnicité devient une source de pouvoir (*empowerment*), combinant inclusion et autonomie socio-politique »<sup>131</sup>.

Cet essor de l'ethnicité fait partie d'un mouvement mondial et d'une dynamique de reconnaissance culturelle au sein de la globalisation. L'ouverture sur le monde et la tolérance envers les autres cultures et leurs valeurs qui se trouvent dans d'autres pays est une des caractéristiques de cette période. En Equateur, cela se traduit notamment par une admiration pour les pays du Nord, pour ce qui vient de l'extérieur, tout en rendant invisibles les richesses culturelles du pays et en critiquant les revendications culturelles des mouvements indigènes comme étant une volonté de revenir en arrière et de vivre dans le passé. La tolérance culturelle envers l'extérieur ne se traduit pas dans une dénonciation de la domination culturelle au niveau interne.

Comme le montre la littérature académique<sup>132</sup>, le racisme en Amérique latine est toujours largement présent. Il se manifeste dans la confrontation d'une culture dominante – celle des blancs et des métis qui continuent en général à détenir le pouvoir

---

<sup>129</sup> Ramírez, René, 2010, « La transición ecuatoriana hacia el Buen Vivir », in León, Irene (coord.), *Sumak Kawsay/Buen Vivir y cambios civilizatorios*, Quito, FEDAEPS, 2ème édition, p. 135.

<sup>130</sup> Cunin, Elizabeth, 2006, « Introduction : L'ethnicité revisitée par la globalisation », *Autrepart*, n° 38, p.5.

<sup>131</sup> *Ibidem*, p. 10.

<sup>132</sup> Entre autres, De la Cadena, Marisol, 2004, *Indígenas mestizos. Raza y cultura en el Cusco*, Lima, IEP; De la Torre, Carlos, 2002, *Afroquiteños: ciudadanía y racismo*, Quito, Centro Andino de Acción Popular; Wade, Peter, 2000 (1999), *Raza y etnicidad en Latinoamérica*, Quito, Abya-Yala; Almeida José (comp.), 1999, *El racismo en las Américas y el Caribe*, Quito, Abya-Yala.

économique et politique – avec des cultures qui ont été historiquement opprimées et dévalorisées, principalement les populations indigènes et afro-descendantes. Selon Quijano, le racisme est une des manifestations de la colonialité du pouvoir, s’intègre dans des formes de subjectivités et se matérialise dans des rapports sociaux et de pouvoir.<sup>133</sup>

Le racisme a configuré les sociétés latino-américaines depuis la colonisation et n’a pas disparu avec les nouvelles républiques indépendantes. Il utilise différents mécanismes pour mettre en œuvre une hiérarchisation des groupes sociaux basée sur la race : « Le racisme est une idéologie ancrée dans les imaginaires, un ensemble de représentations qui servent à se positionner dans la société, fruit d’un processus historique [...] durant lequel les sociétés andines se sont vues divisées en catégories hiérarchisées selon la couleur de la peau et des caractéristiques phénotypiques associées à des caractéristiques morales, psychiques, culturelles. »<sup>134</sup>

Une autre forme de racisme est l’homogénéisation de la catégorie « indien ». Toutefois, même si la société les voit comme identiques, c’est-à-dire comme « indiens », ceux-ci « assument entre eux cette condition d’indiens, de nations différentes, et cette notion de nationalité comme ensemble de référents culturels et symboliques, avec des langues, des habitudes et territoires propres »<sup>135</sup>. Dans un article<sup>136</sup>, le premier président de la CONAIE, Luis Macas, explique comment, dans les années 1970 et 1980, les différents peuples indigènes ont commencé à se rencontrer, à se connaître, à échanger sur leurs luttes et leurs vies quotidiennes pour aboutir à la création de la CONAIE avec comme objectif la construction d’un Etat plurinational. La logique qui le sous-tend est la lutte contre la citoyenneté qui, selon Macas, fait partie de la modernité de l’individu et détruit les liens communautaires mais aussi leur auto-reconnaissance comme nationalités indigènes : « La lutte pour la plurinationalité signifie premièrement nous reconnaître comme nations indigènes et reconnaître l’autre, franchir les frontières culturelles. »<sup>137</sup>

---

<sup>133</sup> Quijano, Aníbal, 2007, « “Race” et colonialité du pouvoir », *Mouvements*, n° 51, septembre-octobre, p. 111-118.

<sup>134</sup> Le Quang, Matthieu, Andrés, Lydia, 2011, « Introduction. Mobilisations collectives et dynamiques identitaires en Amérique andine », *Civilisations. Revue internationale d’anthropologie et de sciences humaines*, vol. 60, n° 1, p. 14-15. Voir aussi Andrés, Lydia, 2008, *Imaginarios en formación*, Quito, FLACSO Ecuador, Abya Yala.

<sup>135</sup> Dávalos, Pablo, 2002, « Movimiento indígena ecuatoriano: construcción política y epistémica », *Yachaykuna*, n° 3, juin, p. 97.

<sup>136</sup> Macas, Luis, 2009, « Construyendo desde la historia. Resistencia del movimiento indígena en el Ecuador », in Acosta, Alberto, Martínez, Esperanza (comp.), *Plurinacionalidad. Democracia en la diversidad*, Quito, Abya Yala, p. 81-98.

<sup>137</sup> *Ibidem*, p. 93.

La mise à l'agenda de l'ethnicité s'est articulée avec la volonté d'intégration des populations indigènes dans l'Etat pour lutter contre leur exclusion et leur exploitation historiques. C'est ainsi que la notion de plurinationalité de l'Etat a été mise en avant, notamment par la CONAIE en Equateur qui en a fait sa principale revendication depuis sa création dans les années 1980. Selon la CONAIE, il est nécessaire de transformer l'Etat qu'ils qualifient d'uninational en un Etat plurinational qui donnerait une autonomie économique et politique aux peuples et nationalités indigènes et leur accorderait des droits collectifs.<sup>138</sup> Selon les auteurs du courant « culturaliste et indigéniste », il est impossible de dissocier le Bien Vivre et la construction de l'Etat plurinational : « le sumak kawsay n'est pas un concept qui peut se comprendre pour soi-même, il est nécessairement lié à celui de Plurinationalité »<sup>139</sup>. Dans la proposition de la CONAIE pour la nouvelle Assemblée constituante, en octobre 2007, son titre est sans équivoque : « Notre Constitution pour un Etat plurinational ». Dans ce texte, l'objectif de la CONAIE est de positionner la plurinationalité alors que le Bien Vivre n'est cité que dans la présentation faite par Luis Macas.<sup>140</sup>

La construction d'un Etat plurinational et interculturel a pour objectif de visibiliser les différents peuples et cultures qui ont été invisibilisés et exclus par la colonisation et le racisme : « la proposition de plurinationalité de l'Etat équatorien signifie, d'une part, la reconnaissance de l'échec des élites pour construire une identité nationale, et, d'autre part, la nécessité d'admettre la différence radicale que représentait l'existence de peuples et de nations ancestrales à l'intérieur de l'Etat nation dénommé Equateur. »<sup>141</sup> Pour cela, il est nécessaire de repenser les structures de l'Etat qualifié de colonial pour le transformer en un Etat plurinational et interculturel. L'Etat est vu comme un espace de luttes, de disputes d'intérêt et de pouvoir. Pour Anibal Quijano, il est fondamental d'entamer un véritable processus de décolonisation du pouvoir et des Etats : « l'idée de

---

<sup>138</sup> Voir Acosta, Alberto, Martínez, Esperanza (comp.), 2009, *Plurinacionalidad. Democracia en la diversidad*, Quito, Abya Yala ; Tapia, Luis, 2012, « La configuración de un horizonte contrahegemónico en la región andina », in Hidalgo Flor, Francisco, Márquez Fernández, Álvaro (Ed.), *Contra hegemonía y Buen Vivir*, Quito, Universidad Central del Ecuador y Universidad del Zulia – Venezuela, p. 147-163.

<sup>139</sup> Simbaña, Floresmilo, 2011, « El sumak kawsay como proyecto político », *Línea de Fuego*, 12 avril, <https://lalineadefuego.info/2011/04/12/el-sumak-kawsay-como-proyecto-politico/> (consultée le 20 octobre 2015).

<sup>140</sup> Macas, Luis, 2007, « Presentación », in CONAIE, *Propuesta de la CONAIE frente a la Asamblea Constituyente. Principios y lineamientos para la nueva constitución del Ecuador. Por un Estado Plurinacional, Unitario, Soberano, Incluyente, Equitativo y Laico*, Quito, CONAIE, p. 20; Ramírez Gallegos, René, 2019, « Los “bienes relacionales” en la socioecología política de la vida buena », *Crisol*, serie numérique, n° 8, p. 2.

<sup>141</sup> Davalos, Pablo, 2002, « Movimiento indígena ecuatoriano: construcción política y epistémica », *Yachaykuna*, n° 3, juin, p. 102.

“race” s’est constituée, avec l’Amérique, comme partie d’un même mouvement historique, le système-monde du capitalisme colonial, avec l’Europe comme centre de ce système et de la modernité »<sup>142</sup>. Quant à Alvaro García Linera, il parle de relations de domination politique, économique, culturelle et symbolique.<sup>143</sup>

Le thème de la reconnaissance de l’autre, de la diversité des cultures, de l’existence de différentes organisations de la société et de la vie en commun est central dans la plurinationalité. Selon Boaventura de Sousa Santos<sup>144</sup>, la diversité ne doit pas remettre en cause l’unité de la nation, cette dernière étant différente de l’uniformisation de la nation. Le pluralisme de l’Etat plurinational « repose aussi sur une approche relationnelle de complémentarités et réciprocités. »<sup>145</sup> et implique la reconnaissance de divers systèmes politiques, juridiques, d’échanges économiques, d’éducation, de santé mais aussi sur une nouvelle territorialité. Celle-ci devrait venir avec un nouveau pouvoir économique et politique. Cette autonomie territoriale indigène devrait « avoir un contrôle sur l’accès aux ressources qui se trouvent sur ses territoires parce que, sinon, leur autonomie serait vide. Mais l’accès doit s’exercer dans le cadre de la solidarité nationale. »<sup>146</sup> Nous reviendrons plus tard sur ce point qui est central dans les conflits socio-environnementaux concernant l’accès aux ressources ou l’exploitation des ressources naturelles sur les territoires indigènes.

Il existe de nombreux débats autour de la plurinationalité. Certains auteurs et organisations lui préfèrent l’interculturalité. Dès sa création, la CONAIE s’est différenciée d’une autre grande organisation nationale indigène, la FENOCIN, organisation plus classiste proche des syndicats et du Parti Socialiste. A la proposition de la CONAIE de construire un Etat plurinational pour revendiquer l’autonomie des territoires indigènes, la FENOCIN lui a opposé le concept d’interculturalité comme alternative car elle voyait en la plurinationalité un « fondamentalisme ethnique »<sup>147</sup>.

---

<sup>142</sup> Quijano, Anibal, 1998, « Colonialidad del poder, cultura y conocimiento en América latina », *Ecuador Debate*, n° 44, p. 229.

<sup>143</sup> García Linera, Alvaro, 2015, *Socialismo comunitario. Un horizonte de época*, La Paz, Vicepresidencia del Estado Plurinacional, Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional, p. 38.

<sup>144</sup> De Sousa Santos, Boaventura, 2009, « Las paradojas de nuestro tiempo y la Plurinacionalidad », in Acosta, Alberto, Martínez, Esperanza (comp.), *Plurinacionalidad. Democracia en la diversidad*, Quito, Abya Yala, p. 21-62.

<sup>145</sup> León, Irene, 2010, « Resignificaciones, cambios sociales y alternativas civilizatorias », in León, Irene (coord.), *Sumak Kawsay/Buen Vivir y cambios civilizatorios*, Quito, FEDAEPS, 2ème édition, p. 10.

<sup>146</sup> De Sousa Santos, Boaventura, 2009, « Las paradojas de nuestro tiempo y la Plurinacionalidad », in Acosta, Alberto, Martínez, Esperanza (comp.), *Plurinacionalidad. Democracia en la diversidad*, Quito, Abya Yala, p. 59.

<sup>147</sup> Altmann, Philipp, 2013, « El Sumak Kawsay en el discurso del movimiento indígena ecuatoriano », *INDIANA*, n° 30, p. 288.

Selon Pablo Davalos, il y avait aussi une différence au sein de la CONAIE : d'un côté, les peuples amazoniens qui revendiquaient la « nation » qui se basait sur la notion de « territorialité » pour revendiquer leur habitat et lieux de vie ; d'un autre, les organisations indigènes de la Sierra regroupées au sein de l'Ecuadorunari qui s'attachaient à l'interculturalité, notamment comme espace d'ouverture à partir de l'éducation. Pour ces derniers, l'explication vient du fait qu'ils ont vécu au sein du système d'hacienda, inconnu pour les peuples amazoniens, et leurs terres, en plus d'être un moyen de travail, constituent aussi une référence culturelle.<sup>148</sup>

Une autre critique de la plurinationalité vient de l'historien Galo Ramón Valarezo : « La plurinationalité est un concept ambigu et plus étroit que l'Interculturalité, pour trois raisons : (i) la Plurinationalité reconnaît seulement la diversité, mais ne met pas l'accent sur l'unité dans la diversité ; (ii) incite l'Etat à traiter les peuples indigènes comme des minorités nationales, et ne transforme pas de manière active toute la structure raciste, excluante, inéquitable et monoculturelle dominante ; et (iii) la plurinationalité est partiellement applicable à des zones où se trouvent des territoires habités par un seul peuple, mais n'est pas applicable à des territoires fluides, qui sont la majorité en Equateur, où coexistent divers peuples et citoyen/nes. »<sup>149</sup> Cette dernière critique fait écho à celle qui perçoit la plurinationalité comme une tentative de fracturer la souveraineté nationale et de menacer l'unité de l'Etat équatorien, notamment pour la revendication du droit des peuples indigènes d'exercer leur souveraineté sur leurs territoires sous conditions d'autonomie et de décentralisation. Selon Galo Ramón, l'interculturalité permet la prise en compte de l'unité dans la diversité et une meilleure intégration, notamment des populations afro-descendantes qui ne vivent pas sur un même territoire mais aussi des populations métisses, pour construire une nation plus inclusive.

Pour résumer, citons Alberto Acosta : « La plurinationalité n'est pas seulement une reconnaissance passive de la diversité des peuples et nationalités [indigènes]. C'est fondamentalement une déclaration publique du désir d'incorporer différentes perspectives par rapport à la société. »<sup>150</sup> Toutefois, malgré la reconnaissance de la

---

<sup>148</sup> Davalos, Pablo, 2002, « Movimiento indígena ecuatoriano: construcción política y epistémica », *Yachaykuna*, n° 3, juin, p. 95-96.

<sup>149</sup> Ramón Valarezo, Galo, 2009, « ¿Plurinacionalidad o interculturalidad en la Constitución? », in Acosta, Alberto, Martínez, Esperanza (comp.), *Plurinacionalidad. Democracia en la diversidad*, Quito, Abya Yala, p.125.

<sup>150</sup> Acosta, Alberto, 2013, *El Buen Vivir. Sumak Kawsay, una oportunidad para imaginar otros mundos*, Barcelona, Icaria, p. 116.

plurinationalité dans les Constitutions équatorienne et bolivienne, il reste à concrétiser cette revendication historique des mouvements indigènes en politiques publiques qui visent une véritable inclusion politique, économique, sociale et culturelle des populations.

## **II. Catégorisation des intellectuels du Bien Vivre**

Le Bien Vivre a connu dans les années 2010 une explosion dans la production de textes et l'organisation de débats militants sur ce concept, avec comme objectif non seulement de diffuser ce nouveau concept repris dans les Constitutions bolivienne et équatorienne mais aussi de préciser, et même de débattre, sa signification.

Pour comprendre la diffusion et l'influence du Bien Vivre, il est nécessaire de revenir sur les personnes qui ont permis cela que nous allons appeler les intellectuels du Bien Vivre. Qu'entend-on par intellectuel ? Quels types d'intellectuels sont-ils ? L'existence des trois courants du Bien Vivre pourrait-elle s'expliquer en partie par la différenciation du type d'intellectuels qui les intègrent ? Telles sont quelques-unes des questions que nous allons traiter par la suite.

### **1. Caractérisation des intellectuels du Bien Vivre**

Dans cette partie, nous allons nous différencier de la définition restrictive que Roberto Follari fait des intellectuels en les délimitant à « ceux qui travaillent professionnellement comme enseignants, professionnels, chercheurs et/ou écrivains en sciences sociales, en humanités et en littérature. C'est-à-dire, ceux qui réalisent une pratique sociale dont la finalité explicite est l'analyse des activités sociales et leurs effets sur la subjectivité humaine »<sup>151</sup>. Et aussi d'une autre définition couramment citée : celle que Julien Benda fait de ceux qu'il appelle les clercs « désignant sous ce nom tous ceux dont l'activité, par essence, ne poursuit pas de fins pratiques, mais qui, demandant leur joie à l'exercice de l'art ou de la science ou de la spéculation métaphysique, bref à

---

<sup>151</sup> Follari, Roberto, 2012, « Los intelectuales en su laberinto (la ilusión de lo político) », *Ecuador Debate*, n°85, avril, p. 50.

la possession d'un bien non temporel »<sup>152</sup>. Leur « fonction est de défendre les valeurs éternelles et désintéressées, comme la justice et la raison »<sup>153</sup>.

Quant à la définition que Sartre peut faire de l'intellectuel comme « l'homme qui prend conscience de l'opposition, en et dans la société, entre la recherche de la vérité pratique (avec toutes les normes qu'elle implique) et l'idéologie dominante (avec son système de valeurs traditionnelles) »<sup>154</sup>, elle reste encore trop particulière même si elle peut nous aider à comprendre certaines difficultés des intellectuels au moment de comprendre leur société. La contradiction entre la vérité pratique et l'idéologie, c'est-à-dire entre l'universalité et le particularisme, n'est rien d'autre, selon Sartre, que la contradiction engendrée par des conflits de classes et « au sein de la classe dominante elle-même, d'un conflit organique entre la vérité qu'elle réclame pour son entreprise et les mythes, valeurs et traditions qu'elle maintient et dont elle veut infecter les autres classes pour assurer son hégémonie »<sup>155</sup>. Selon Sartre, le véritable intellectuel doit être radical et doit donc s'engager dans les conflits de son temps car tous ces conflits (classes, genre, nations, territoire, écologie, etc.) représentent un cas particulier de l'oppression des dominés par les dominants. Mais, pour cela, l'intellectuel doit d'abord « se situer dans l'univers social pour saisir et détruire en lui et hors de lui les limites que l'idéologie prescrit au savoir »<sup>156</sup>. Ici, Sartre fait surtout référence au particularisme de l'idéologie dominante dont l'hégémonie imprègne toutes les personnes, soit parce que l'intellectuel est issu de la classe dominante, soit parce que cette idéologie a pénétré les classes dominées.

Le rôle de l'intellectuel n'est pas de donner une idéologie aux classes dominées mais d'analyser le monde et la société pour mieux les connaître et les transformer. C'est cela qu'il nomme vérité pratique c'est-à-dire le fait de « se saisir à la fois dans leur *particularité historique* [...] et dans *leur lutte pour l'universalisation* (c'est-à-dire contre l'exploitation, l'oppression, l'aliénation, les inégalités, le sacrifice des travailleurs au profit) »<sup>157</sup>. Une erreur que peut commettre un intellectuel est de faire une représentation mythique des opprimés qu'il veut aider, ce qui peut aboutir, en quelque sorte, à les enfermer dans une essentialisation politique, sociale ou culturelle. Nous verrons plus tard que certains intellectuels du Bien Vivre peuvent tomber dans ce

---

<sup>152</sup> Benda, Julien, 2003 (1927), *La trahison des clercs*, Paris, Les Éditions Grasset, p. 127.

<sup>153</sup> *Ibidem*, p. 11.

<sup>154</sup> Sartre, Jean-Paul, 1972, *Plaidoyer pour les intellectuels*, Paris, Gallimard, p. 41.

<sup>155</sup> *Ibidem*.

<sup>156</sup> *Ibidem*, p. 48.

<sup>157</sup> Sartre, Jean-Paul, 1972, *Plaidoyer pour les intellectuels*, Paris, Gallimard, p. 68.



piège, notamment en essentialisant les populations indigènes et donc en les enfermant dans une vision de leur identité qui ne correspond pas à la réalité.

Nous prendrons un sens plus ample de l'intellectuel en nous appuyant sur Gramsci et son étude du rôle des intellectuels dans la société que l'on retrouve dans différents endroits de ses Carnets de prison. Pour lui, toutes les personnes sont susceptibles d'être des intellectuels puisqu'elles ont toutes les facultés intellectuelles et rationnelles pour cela, mais cela ne veut pas dire que toutes ont cette fonction dans la société. Au milieu des débats de la gauche italienne sur les difficultés à construire une hégémonie ouvrière dans un pays à majorité rurale et avec une culture catholique prédominante, Gramsci va aborder la question des intellectuels en tant que partie d'un groupe social déterminé et en différenciant les « intellectuels traditionnels » et les « intellectuels organiques ». On peut dire que, pour Gramsci, « les intellectuels sont un groupe social qui remplit un rôle de premier plan dans la relation entre les classes dominantes et les classes subalternes »<sup>158</sup>. Il existe divers degrés d'intellectuels : « En effet, même du point de vue intrinsèque, il faut distinguer dans l'activité intellectuelle différents degrés qui, à certains moments d'opposition extrême, donnent une véritable différence qualitative : à l'échelon le plus élevé il faudra placer les créateurs des diverses sciences, de la philosophie, de l'art, etc. ; au plus bas, les plus humbles « administrateurs » et divulgateurs de la richesse intellectuelle déjà existante, traditionnelle, accumulée. »<sup>159</sup>

La définition de Gramsci nous permet d'inclure au sein des intellectuels, non seulement, les scientifiques sociaux, les philosophes, les économistes qui observent et théorisent les faits sociaux et politiques, mais aussi certains acteurs de ces faits sociaux qui, même s'ils ne les théorisent pas forcément, sont des producteurs d'idées qui aideront à la formation de théories et concepts. Si on l'applique au Bien Vivre, nous incluons dans les intellectuels du Bien Vivre tant les universitaires que les dirigeants des organisations indigènes et les acteurs sociaux et politiques qui ont apporté aux débats pour construire ce concept.

La plupart des intellectuels du Bien Vivre sont ce que Gramsci a appelé des « intellectuels organiques »<sup>160</sup>. Contrairement à la majorité des théoriciens critiques

---

<sup>158</sup> Ibarra, Hernan, 2012, « Gramsci y los intelectuales », *Ecuador Debate*, n° 85, avril, p. 65.

<sup>159</sup> Gramsci, Antonio, 2001, *Textes*, [https://cras31.info/IMG/pdf/gramsci\\_textes.pdf](https://cras31.info/IMG/pdf/gramsci_textes.pdf), p. 148. Edition électronique réalisée par Jean-Marie Tremblay, à partir de l'édition d'André Tosel, Paris, Éditions sociales, 1983.

<sup>160</sup> Gramsci, Antonio, 2008, *Introducción a la filosofía de la praxis*, Séville, Editorial Doble J.

actuels<sup>161</sup>, ils sont en prise avec des processus politiques réels, surtout en Equateur et en Bolivie. Ils sont soit en rapport avec des organisations sociales (surtout indigènes), soit avec des partis politiques (en particulier le MAS dans le cas de la Bolivie), soit à des postes politiques au sein des gouvernements bolivien et équatorien. Leur pensée politique et leurs travaux intellectuels sur le Bien Vivre sont bien entendu en tension avec l'avancée et l'évolution de ces processus politiques. Penser depuis le gouvernement et la mise en œuvre de politiques publiques est différent du fait de se situer depuis les mouvements sociaux, la société civile ou l'université. Les positions stratégiques et politiques quant au Bien Vivre et à la transition vers un autre type de société sont directement liées à leurs positions face à ces gouvernements.

Dans sa cartographie des nouvelles pensées critiques, Razmig Keucheyan propose une typologie des intellectuels critiques avec six catégories dont deux peuvent nous aider pour classer les auteurs du Bien Vivre : les « novateurs » et les « dirigeants ».<sup>162</sup> Quelle que soit leur position sociale et politique, il faut tout d'abord souligner que ces intellectuels confrontent la société et le monde dans lequel ils vivent à leur vision critique tout en formulant des propositions et des alternatives pour les transformer, ce qui les oppose totalement aux intellectuels « pessimistes », tout comme leur engagement politique gouvernemental ou auprès des mouvements sociaux. De même, ils ne peuvent pas appartenir à la catégorie des « convertis », ni à celle des « résistants » par leur opposition frontale au néolibéralisme mais aussi pour leur critique aux socialismes réels du XXème siècle dont l'une des conséquences est leur position critique face au marxisme, particulièrement sur son côté démocratique comme nous le verrons plus tard. Enfin, ils pourraient s'inscrire dans la catégorie des « experts » (ou « contre-experts ») mais leur engagement intellectuel dans le Bien Vivre n'est pas directement lié à leur domaine d'expertise : par exemple, les textes des économistes René Ramirez ou Alberto Acosta sur le Bien Vivre sont plus philosophiques et politiques qu'économiques.

En quoi ces intellectuels du Bien Vivre pourraient-ils se classer dans les catégories des « novateurs » et des « dirigeants », parfois dans les deux à la fois ? Selon Keucheyan, les « novateurs » font partie d'une catégorie d'intellectuels dont « l'innovation [passe

---

<sup>161</sup> Keucheyan, Razmig, 2017 (2010), *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, La découverte, p. 120.

<sup>162</sup> Les autres catégories sont les suivantes : les « convertis », les « pessimistes », les « résistants » et les « experts ». Keucheyan, Razmig, 2017 (2010), *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, La découverte, p. 83-120.

par] l'*hybridation* » et le « brassage de références hétérogènes »<sup>163</sup>. Une autre condition de l'innovation théorique est « l'apparition de nouveaux objets » comme l'écologie ou « la réinterprétation d'anciens courants à la lumière des nouvelles problématiques »<sup>164</sup>. Tout comme l'écosocialisme, cité en exemple par Keucheyan, dont les auteurs confrontent le marxisme classique avec l'écologie politique, le Bien Vivre fait partie de ces théories critiques novatrices. Il se caractérise par la mobilisation d'objets nouveaux et l'utilisation d'une gamme de références assez hétérogènes venant de l'économie écologique, de l'écologie critique, du marxisme, de la décroissance, de la théorie critique du développement, etc. permettant ainsi une critique et une rénovation de la notion de développement durable, comme nous le verrons plus tard, ou la mise en relation des thèmes de l'ethnicité, de l'écologie ou de l'aliénation à la société de consommation.

Quant à la catégorie des « dirigeants », y sont inclus « des penseurs qui exercent des fonctions de direction dans un parti politique ou un mouvement social, et qui ont simultanément ou successivement contribué de manière significative aux théories critiques »<sup>165</sup>. On peut ajouter à cette définition les fonctions de dirigeant politique au sein d'un gouvernement. On observe une tendance structurelle à la diminution du nombre d'intellectuels appartenant à la catégorie de « dirigeants ». Cette dissociation entre intellectuels critiques et partis politiques est aussi une des conséquences de la crise de la gauche. Pourtant, il faut bien remarquer que les intellectuels du Bien Vivre constituent une exception car les intellectuels du courant « éco-marxiste et étatiste » ou d'autres comme Alberto Acosta, Carlos Viteri ou Luis Macas font partie de cette catégorie, en ayant ou en occupant toujours des postes politiques au sein des gouvernements équatorien et bolivien et aussi au sein des partis politiques que sont le MAS (*Movimiento al Socialismo*) en Bolivie ou *Alianza PAIS* et Pachakutik en Equateur. Les autres intellectuels du Bien Vivre sont en relation ou appartiennent directement aux organisations sociales ou indigènes.

Comme le précise Keucheyan, ces catégories peuvent être poreuses entre elles, ce qui est le cas avec les intellectuels du Bien Vivre. D'ailleurs, Keucheyan prend Alvaro Garcia Linera comme exemple : « Alvaro Garcia Linera, l'actuel vice-président de la Bolivie, est peut-être le seul des penseurs évoqués dans cet ouvrage à être un intellectuel

---

<sup>163</sup> *Ibidem*, p. 102.

<sup>164</sup> *Ibidem*, p. 104.

<sup>165</sup> *Ibidem*, p. 114.

critique novateur et un dirigeant politique de première importance. A ce titre, il constitue un spécimen rare, sorte de « marxiste classique » perdu dans une époque supposée ne plus en produire. »<sup>166</sup> Nous étudierons la trajectoire intellectuelle de Garcia Linera plus tard mais son intégration dans le livre de Keucheyan est vue, par Hervé Do Alto et Franck Gaudichaud, comme une sacralisation<sup>167</sup> de ses écrits dans la communauté scientifique francophone et la gauche radicale hors des frontières boliviennes. Do Alto et Gaudichaud proposent de prendre une distance critique face à un intellectuel critique qui a occupé une certaine position dans les mouvements sociaux et occupe aujourd'hui une position étatique dans la conjoncture politique qu'il analyse. Nous reviendrons après sur l'évolution de sa pensée politique selon les positions sociales et politiques qu'il occupe, ce qui n'enlève en rien à l'intérêt de ses écrits si toutefois on les analyse avec une distance suffisante. Ce qui est intéressant avec un intellectuel comme Garcia Linera (et d'autres intellectuels du Bien Vivre) c'est leur volonté de différencier leur espace politique de leur espace académique même s'ils s'alimentent l'un de l'autre que ce soit leur pensée académique à leur action politique et vice et versa.

## 2. Différentiation des intellectuels suivant les courants du Bien Vivre

Les trois courants du Bien Vivre se différencient par leurs contenus qui résultent de la trajectoire des intellectuels qui les composent. Il est certes possible qu'un intellectuel puisse être proche de deux courants, toutefois, dans la majorité des cas, il n'en est rien. L'apparition de ces courants provient principalement de l'émergence de la littérature sur le Bien Vivre à partir du début des années 2000 et surtout entre 2007 et 2012, comme nous l'avons vu auparavant. La profusion de cette littérature provient d'intellectuels, le plus souvent militants, venant d'horizons politiques et d'espaces organisationnels différents. Ces producteurs d'idées se sont imposés comme des « médiateurs ventriloques »<sup>168</sup> du fait de leur insertion dans des milieux de gauche influents, la sphère

---

<sup>166</sup> *Ibidem*, p. 114-115.

<sup>167</sup> Do Alto, Hervé, Gaudichaud, Franck, 2014, « L'émancipation des indigènes de Bolivie vue de France : retour critique sur l'importation de l'œuvre d'Álvaro García Linera », in Cagiao y Conde, Jorge, Gómez Muller, Alfredo (ed.), *Le multiculturalisme et la reconfiguration de l'unité et de la diversité dans les démocraties contemporaines*, Bruxelles, Peter Lang, p. 172-199.

<sup>168</sup> Guerrero, Andrés, 1994, « Una imagen ventrílocua: el discurso liberal de la "desgracia raza indígena" a fines del siglo XIX », in Muratorio, Blanca (Ed.), *Imágenes e imagineros. Representaciones de los indígenas ecuatorianos, siglos XIX y XX*, Quito, FLACSO, p. 197-252.

académique ou des institutions publiques et politiques, comme les assemblées constituantes en Equateur et en Bolivie, ainsi que leur propension à parler au nom des populations dominées, le plus souvent exclues de ces institutions. Durant cette période 2000-2012 pendant laquelle se forment les courants du Bien Vivre, ces auteurs vont s'insérer dans une pratique très courante dans les sciences sociales latino-américaines qui est l'« *ensayismo* » (l'essai) que Do Alto et Gaudichaud caractérise comme « une production théorique fondée sur un matériau empirique minimal et surdéterminée par la conjoncture politique »<sup>169</sup>. Les auteurs qui tentent d'expliquer et de théoriser le Bien Vivre ne fondent que très peu leur théorie sur des matériaux empiriques. Au fur et à mesure, beaucoup vont utiliser leur propre vision du Bien Vivre, soit pour s'opposer aux gouvernements équatorien et bolivien, en ce qui concerne les courants « culturaliste et indigéniste » et « écologiste et post-développementaliste », soit pour justifier l'action de ces gouvernements ou débattre le sens de la transition post-néolibérale au sein de ces gouvernements, pour le courant « éco-marxiste et étatiste ».

#### A) *Le courant « culturaliste et indigéniste »*

Au sein du courant « culturaliste et indigéniste », il existe deux types d'acteurs auxquels nous ajouterons un groupe d'intellectuels plus périphérique mais qui alimente et soutient les deux autres groupes par leurs travaux académiques. Tous ces acteurs font partie ou sont proches des organisations indigènes.

Le premier type d'acteurs sont les intellectuels indigènes et militants du mouvement indigène. Les figures les plus connues sont, par exemple, Carlos Viteri Gualinga, Luis Macas, Nina Pacari en Equateur, et Fernando Huanacuni Mamani ou David Choquehuanca Céspedes en Bolivie. Toutes ces personnes, en plus d'avoir été dirigeants de la CONAIE en ce qui concerne les Equatoriens et d'organisations syndicales pour les Boliviens, ont occupé des postes politiques importants : Luis Macas et Nina Pacari ont été ministres sous la présidence de Lucio Gutierrez lors des huit premiers mois de 2003, respectivement à l'agriculture et aux affaires étrangères, ensuite candidat présidentiel en 2006 pour le premier et juge à la Cour Constitutionnelle entre 2007 et 2012 pour la seconde ; Carlos Viteri Gualinga a été Secrétaire d'Etat de

---

<sup>169</sup> Do Alto, Hervé, Gaudichaud, Franck, 2014, « L'émancipation des indigènes de Bolivie vue de France : retour critique sur l'importation de l'œuvre d'Álvaro García Linera », in Cagiao y Conde, Jorge, Gómez Muller, Alfredo (ed.), *Le multiculturalisme et la reconfiguration de l'unité et de la diversité dans les démocraties contemporaines*, Bruxelles, Peter Lang, p..

l'Institut pour l'Écodéveloppement de l'Amazonie équatorienne (ECORAE) de 2009 à 2012 puis député pour *Alianza PAIS* ; David Choquehuanca Céspedes a été Ministre des Affaires Étrangères pendant les dix premières années du gouvernement d'Evo Morales, poste auquel lui a succédé Fernando Huanacuni Mamani.

Le second type d'acteurs sont des académiques non indigènes, proches des mouvements indigènes, qui ont un discours indigéniste. Le plus connu d'entre eux est Pablo Dávalos, ancien conseiller de la CONAIE, qui fut aussi vice-ministre de l'Économie quand Rafael Correa était ministre de l'Économie du président Alfredo Palacio pendant trois mois en 2006. Son rôle a été important lors de l'Assemblée constituante puisqu'il était conseiller parlementaire du député Pedro Morales, du mouvement Pachakutik, président de la Table 7 (Modèle de développement) à l'Assemblée constituante, qui a proposé l'intégration du *sumak kawsay* dans la Constitution.

Enfin, on trouve aussi dans ce courant des intellectuels liés aux travaux sur la décolonisation du savoir et du pouvoir comme Arturo Escobar ou associés au groupe modernité-colonialité – véritable creuset de la décolonialité – comme Aníbal Quijano, Walter Dignolo ou Enrique Dussel : « au sein de ce groupe, le bien vivre est interprété comme une opportunité pour la décolonisation du savoir. [...] cette position oppose diamétralement le bien vivre et la modernité, et utilise le bien vivre comme outil pour soutenir la cause antimoderne-anticoloniale. »<sup>170</sup>

La mobilisation de leur identité culturelle ou leurs travaux sur les problématiques touchant à l'ethnicité indigène en Amérique Latine caractérisent les personnes appartenant à ce courant. Ici, nous pourrions entrer dans le débat sémantique sur la dénomination de ce courant, à savoir s'il faudrait l'appeler « indigéniste » ou « indianiste » mais ce débat est assez confidentiel en Amérique latine (en dehors peut-être de la Bolivie). Il faut toutefois signaler que Jean-Pierre Lavaud, sociologue et bolivianiste, distingue l'indigénisme, c'est-à-dire « l'indigène parlé par l'autre », de l'indianisme, « l'indigène parlé par lui-même »<sup>171</sup>. L'indianisme, en tant que courant politique revendiquant l'identité indigène et l'autonomie politique de ces peuples, tend à se différencier de l'indigénisme comme un ensemble de politiques publiques traitant les problèmes ethniques depuis l'État, apparu en Amérique latine, et surtout au Mexique, dès le début du XX<sup>e</sup> siècle. Toutefois, ces distinctions sont assez floues et le mot

---

<sup>170</sup> Vanhulst, Julien, Beling, Adrian, 2013, « Buen vivir et Développement durable : rupture ou continuité ? », *Revue Ecologie & Politique*, n° 46, p. 49.

<sup>171</sup> Lavaud, Jean-Pierre, 1992, « De l'indigénisme à l'indianisme : le cas de la Bolivie », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 7, p. 63-78.

« indianisme » est surtout utilisé pour marquer une différence entre le « réveil indien »<sup>172</sup> de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle et la défense des populations et revendications autochtones portées par l'indigénisme des années 1920 jusqu'aux années 1970 par certaines organisations ou certains Etats.

Ici, nous utilisons « indigéniste » dans un sens assez large puisque, dans ce courant du Bien Vivre, on trouve des indigènes et des non-indigènes, ces derniers pouvant être interprétés comme « l'autre parlant de l'indigène ». Toutefois, tous ces acteurs mobilisent l'ethnicité comme caractéristique principale de leur analyse et de leurs revendications : « Le discours de l'ethnicité en Amérique latine se présente avant tout comme un discours éthique, en ce sens qu'il s'appuie sur les droits de l'homme pour défendre le droit à un style de vie qui résiste aux conséquences négatives de la modernité introduite dans la région avec le développement du capitalisme [...]. Cette dimension s'exprime à travers l'idée selon laquelle les autochtones œuvrent "pour l'humanité" en même temps qu'ils agissent pour la reconnaissance de leurs droits spécifiques, de sorte que la revendication culturelle acquiert une légitimité universelle. »<sup>173</sup>

Ces acteurs investissent le champ politique avec un projet politique articulé autour de l'autodétermination et l'autonomie des peuples indigènes d'où la centralité de la création de l'Etat plurinational dans leurs revendications. Le Bien Vivre ou *sumak kawsay* n'est que périphérique et on peut s'en apercevoir à la lecture du programme de la CONAIE pour l'Assemblée constituante<sup>174</sup> dans lequel il n'apparaît que dans sept références assez brèves. Pablo Davalos admet que, lorsqu'ils ont proposé l'introduction du *sumak kawsay*, ils avaient pour objectif l'intégration de la plurinationalité dans la Constitution.<sup>175</sup> D'ailleurs, les premiers textes de Davalos sur le Bien Vivre datent de 2008 au moment de défendre son intégration dans la Constitution et de lui donner un fondement théorique. Et dans un texte de 2002 sur la construction politique et

---

<sup>172</sup> Materne, Yves, 1976, *Le réveil indien en Amérique latine*, Paris, Les Éditions du cerf ; voir aussi Le Bot, Yvon, 2009, *La Grande révolte indienne*, Paris, Robert Laffont.

<sup>173</sup> Fontaine, Guillaume, 2010, *Gaz et pétrole en Amazonie. Conflits en territoires autochtones*, Paris, L'Harmattan, p. 37.

<sup>174</sup> CONAIE, 2007, *Propuesta de la CONAIE frente a la Asamblea Constituyente. Principios y lineamientos para la nueva constitución del Ecuador. Por un Estado Plurinacional, Unitario, Soberano, Incluyente, Equitativo y Laico*, Quito, CONAIE.

<sup>175</sup> Communication personnelle avec l'auteur citée dans Cubillo-Guevara, Ana Patricia, 2016, « Genealogía inmediata de los discursos del buen vivir en Ecuador (1992-2016) », *América Latina Hoy*, n° 74, p. 130.

épistémique du mouvement indigène<sup>176</sup>, il n'est fait aucune mention du Bien Vivre, contrairement aux notions de plurinationalité et d'interculturalité notamment pour l'éducation.

Dans ce courant, il existe une différence très nette entre les acteurs équatoriens et boliviens : les premiers, à l'exception de Carlos Viteri Gualinga, se sont opposés au gouvernement de Rafael Correa depuis 2009, alors que la majorité des auteurs boliviens soutiennent le gouvernement d'Evo Morales. Ils sont même les représentants de l'aile radicale indianiste, surtout repris dans le discours international du Président, ce qui coïncide avec leur forte présence au ministère des Affaires Etrangères. Par exemple, en Equateur, les auteurs de ce courant n'hésitent pas à dire que le Bien Vivre est « un mot usurpé »<sup>177</sup> par les gouvernements équatorien et bolivien qui utilisent un concept provenant des cultures indigènes sans pour autant mettre en œuvre des politiques en faveur de ces populations. Il n'est pas possible de séparer leur analyse de leur position politique par rapport à ces gouvernements, dans ce cas-là les auteurs de l'article précédemment cité étant des dirigeants et députés indigènes en claire opposition à la Révolution Citoyenne.

Pour terminer avec ce courant, il faut noter que celui qui a joué le rôle de principal divulgateur du *sumak kawsay* à partir de son rôle de dirigeant de la communauté de Sarayaku dans l'Amazonie équatorienne, puis en tant qu'anthropologue à l'Université Salésienne de Quito, est Carlos Viteri Gualinga, le seul intellectuel équatorien de ce courant à soutenir Rafael Correa et son gouvernement.<sup>178</sup> Il fait partie d'une des principales familles du peuple Sarayaku, les Viteri Gualinga, dont les quatre frères ont été des dirigeants indigènes amazoniens importants, notamment de l'Organisation des Peuples Indigènes du Pastaza (OPIP)<sup>179</sup>. C'est d'ailleurs dans le programme politique de cette organisation qu'apparaît pour la première fois le concept de *sumak kawsay* en 1992. Mais c'est le rôle de « pivot intellectuel »<sup>180</sup> de Carlos Viteri Gualinga qui a permis la diffusion de ce concept au-delà de ces espaces. En effet, à travers ces

---

<sup>176</sup> Davalos, Pablo, 2002, « Movimiento indígena ecuatoriano: construcción política y epistémica », *Yachaykuna*, n° 3, juin, p. 88-105.

<sup>177</sup> Kowii, Ariruma, Pérez Guartambel, Carlos, Tibán, Lourdes y Fiallos, Celso, 2014, « Sumak Kawsay, la palabra usurpada », *Plan V*, 28 avril, <http://www.planv.com.ec/historias/sociedad/sumak-kawsay-la-palabra-usurpada> (consulté le 29 avril 2014).

<sup>178</sup> Même après 2017, depuis l'Assemblée Nationale où il a été réélu pour la période 2017-2021, il est un des plus fervents soutiens de l'ancien président Correa depuis l'opposition.

<sup>179</sup> Pastaza est une province de l'Amazonie équatorienne où se trouve la communauté de Sarayaku.

<sup>180</sup> Cubillo-Guevara, Ana Patricia, Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, 2015, « El *sumak kawsay* genuino como fenómeno social amazónico ecuatoriano », *OBETS. Revista de Ciencias Sociales*, vol. 10, n° 2, p. 315.



différentes activités (étudiant dans une université de Quito, fonctionnaire à la Banque Interaméricaine de Développement, conseiller politique du mouvement indigène, éditorialiste au journal El Hoy, etc.), il a réussi à devenir un passeur entre le monde indigène amazonien et les espaces culturels occidentaux. On est face, ici, à un cas d'intermédiation c'est-à-dire un acteur social qui occupe plusieurs espaces qui lui permet une certaine mobilité sociale entre des univers sociaux différents ce qui lui permet d'occuper une « position-relai »<sup>181</sup> dans la circulation d'une idée. C'est ainsi que le *sumak kawsay*, puis le Bien Vivre, ont fait partie de l'agenda politique équatorien.

### B) Le courant « écologiste et post-développementaliste »

Le courant « écologiste et post-développementaliste » se nourrit d'intellectuels et académiques qui viennent de la critique du développement et qui ont intégré plus tard l'économie écologique, dans la lignée de l'économiste espagnol Joan Martínez Alier et de son institut de recherche, l'ICTA, de l'Université Autonome de Barcelone. Ces auteurs, dont les plus connus sont Alberto Acosta et Eduardo Gudynas, ont trouvé dans le Bien Vivre une « plateforme politique »<sup>182</sup> qui pourrait réunir les alternatives au développement. Ils insistent particulièrement sur cette notion d'« alternative au développement », que nous analyserons dans le chapitre suivant, pour transiter vers un post-développement en s'appuyant sur la tradition latino-américaine de la critique du développement dans laquelle s'inscrivent aussi des auteurs du courant « culturaliste et indigéniste » comme Arturo Escobar. D'ailleurs, Acosta, Escobar et Gudynas sont membres fondateurs de l'Alliance latino-américaine des études critiques du développement (Alianza Latinoamericana de Estudios Críticos del Desarrollo – ALECD). Ils sont regroupés aussi dans un groupe de recherche, le Groupe de travail permanent sur les alternatives au développement (*Grupo permanente de trabajo sobre alternativas al desarrollo*), formé au sein de la Fondation Rosa Luxembourg à Quito lorsque Miriam Lang était représentante de cette fondation pour le monde andin. Leur

---

<sup>181</sup> Rioufreyt, Thibaut, 2013, « Les passeurs de la « Troisième Voie ». Intermédiaires et médiateurs dans la circulation transnationale des idées », *Critique internationale*, n° 59, p. 46.

<sup>182</sup> Gudynas, Eduardo, 2011, « Debates sobre el desarrollo y sus alternativas en América latina: Una breve guía heterodoxa », in Lang, Miriam, Mokrani, Dunia (Comp.), *Más allá del desarrollo*, Quito, Fundación Rosa Luxemburgo/Abya Yala, p. 21-53; Gudynas, Eduardo, 2014, « Buen Vivir: sobre secuestros, domesticaciones, rescates y alternativas », in Oviedo Freire, Atawallpa (comp.), *Bifurcación del Buen Vivir y el Sumak Kawsay*, Quito, Ediciones Yachay, p. 23-45.

trajectoire intellectuelle a évolué d'une logique post-développementiste de négation du développement à la construction du Bien Vivre en tant qu'alternative au développement. Dans ce courant, nous rencontrons aussi des militants d'ONG écologistes comme Esperanza Martínez d'*Acción Ecológica*. Le mouvement écologiste en Equateur, contrairement à ce que peut laisser croire son influence sur la scène politique nationale et internationale, n'est pas très développé. Il s'agit surtout de militants venant des classes moyennes hautes, urbaines, possédant une éducation universitaire, utilisant les technologies de l'information et de la communication digitales (ce qui les différencie d'ailleurs du mouvement indigène). Selon Guillaume Fontaine, le seul projet politique commun entre les différentes fractions du mouvement écologiste en Equateur est le moratoire aux activités pétrolières en Amazonie.<sup>183</sup> Cela aboutira au soutien à l'Initiative Yasuní-ITT que nous étudierons dans le chapitre 4. Ce sont les fractions radicales du mouvement écologiste que l'on retrouve dans les discussions sur le Bien Vivre, autour de l'ONG *Acción Ecológica*.

Les intellectuels du courant « écologiste et post-développementaliste » ont été très importants pour l'inclusion du Bien Vivre dans la Constitution équatorienne. Cette influence vient du fait que l'un d'entre eux était l'ancien Président de l'Assemblée constituante, Alberto Acosta, et que d'autres ont occupé des postes de conseillers dans cette assemblée (principalement, pour ce courant, Eduardo Gudynas ou Esperanza Martínez qui a longtemps été présidente d'*Acción Ecológica*). Leur proximité aussi avec les organisations sociales, et principalement, dans le cas du Bien Vivre, avec le mouvement indigène, a facilité aussi les échanges autour de ce concept et donc son inclusion dans la Constitution. Pour eux, le Bien Vivre « se constitue comme un collage post-moderne de conceptions indigènes, paysannes, syndicalistes, coopératives, solidaristes, féministes, pacifistes, écologistes, socialistes, théologico-libérationnistes, décolonialistes... ». Ce courant « serait lié à la pensée constructiviste post-moderne. »<sup>184</sup>

Ainsi, on trouve chez les auteurs de ce courant une certaine attraction pour l'activisme local, les alternatives à petite échelle avec l'espoir qu'elles convergent vers un projet de plus grande ampleur. Cette gauche se caractérise par un certain antiétatisme libertaire, même s'ils ont participé aux institutions étatiques avec l'accompagnement des débuts de

---

<sup>183</sup> Fontaine, Guillaume, 2010, *Gaz et pétrole en Amazonie. Conflits en territoires autochtones*, Paris, L'Harmattan, p. 175.

<sup>184</sup> Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, 2012, *El Buen Vivir. La (re)creación del pensamiento del PYDLOS*, Cuenca, PYDLOS Ediciones, p. 49.

certaines processus progressistes, notamment lors des assemblées constituintes en Equateur et en Bolivie. Alberto Acosta a aussi occupé le poste de ministre de l’Energie et des Mines au début du mandat de Rafael Correa. Ces auteurs se présentent comme post-capitalistes et post-socialistes<sup>185</sup>, cherchant à sortir ainsi de la modernité, faisant partie de cette gauche que David Harvey critique comme ceux qui « ont remis ensemble les fragments post-modernes sous l’étendard d’un post-structuralisme en grande partie incompréhensible qui favorise les politiques identitaires et s’abstient des analyses de classes »<sup>186</sup>. En cela, ils s’opposent aux auteurs du courant éco-marxiste pour lesquels la priorité est la lutte contre la pauvreté et les inégalités sans laquelle une société du Bien Vivre ne serait pas possible alors que les autres courants privilégient les identités culturelles et l’écologie au-delà de celle de classe.

Les auteurs de ce courant, par leurs positions sociales et internationales, jouent un rôle de médiation<sup>187</sup>. En effet, ils se trouvent à la fois dans le monde des ONG, des organisations sociales et académique, exercent une influence au niveau national mais aussi international et participent de la circulation internationale du Bien Vivre. Le rôle d’Alberto Acosta et ses relations avec l’Allemagne, que ce soit avec la Fondation FES-ILDIS, avec certaines universités ou les organisations écologiques, mais aussi la forte présence de ces auteurs dans les réseaux hispanophones écologistes, ont fortement contribué à cette circulation internationale. Mais ils ne restent pas seulement dans la circulation de l’idée, ils lui donnent aussi une signification. Ils représentent ce que Frédérique Matonti appelle des « interprètes de renfort » qui « en participant activement à la diffusion et par conséquent aux “cadrages” de la réception d’un paradigme, contribuent de manière décisive à sa définition »<sup>188</sup>.

A partir de leur rôle d’interprètes du Bien Vivre, ces auteurs ont tendance à vouloir imposer leur interprétation, en cherchant principalement à discréditer le courant « éco-marxiste et étatiste » car ils considèrent que ces auteurs, en plus de soutenir les gouvernements progressistes latino-américains, utilisent le concept de Bien Vivre sans le comprendre ou en l’incluant dans la matrice occidentale de la modernité. Clairement ces jugements de valeur tombent dans une subjectivité morale de disqualification dans

---

<sup>185</sup> Gudynas, Eduardo, 2012, « Buen Vivir y críticas al desarrollo: saliendo de la modernidad por la izquierda », in Hidalgo Flor, Francisco, Márquez Fernández, Álvaro (Eds.), *Contra hegemonía y Buen Vivir*, Quito, Universidad Central del Ecuador, Universidad del Zulia – Venezuela, p. 67-87.

<sup>186</sup> Harvey, David, 2014, *17 contradicciones y el fin del capitalismo*, Quito, IAEN, p. 14.

<sup>187</sup> Rioufreyt, Thibaut, 2013, « Les passeurs de la « Troisième Voie ». Intermédiaires et médiateurs dans la circulation transnationale des idées », *Critique internationale*, n° 59, p. 33-46.

<sup>188</sup> Matonti, Frédérique, 2005, « La politisation du structuralisme. Une crise dans la théorie », *Raisons politiques*, n°18, p. 52.

le but d'appuyer leur opposition politique. L'exemple le plus symbolique vient de deux textes d'Eduardo Gudynas dans lesquels il cherche à catégoriser le Bien Vivre.<sup>189</sup> Pour cela, il identifie trois types d'usages du Bien Vivre : l'« usage substantif », l'« usage générique » et l'« usage restreint ». Plus que les définitions vagues de ces usages réalisées par Gudynas, ce qui est intéressant c'est que les deux points principaux de ces définitions sont leur degré de critique envers le développement et leur position par rapport aux gouvernements progressistes. Depuis cette perspective, il définit l'usage substantif ainsi : « un ensemble d'idées qui partagent une critique au développement conventionnel, comme une proposition pour surmonter celui-ci, et qui se conjugue depuis divers courants, certains pouvant être qualifiés comme “occidentaux” et d'autres, très importants, répondant à des éléments provenant des savoirs des peuples indigènes. D'après cette posture, le Bien Vivre est aussi bien post-socialiste que post-capitaliste. »<sup>190</sup> Même s'il admet que les deux autres usages ont le droit de se dénommer Bien Vivre, seul l'usage substantif correspond au sens originel du concept de Bien Vivre. C'est-à-dire celui qui coïncide avec son propre usage du Bien Vivre. Et cela, malgré le fait que ces auteurs insistent sur la nécessaire construction participative du Bien Vivre. Pour résumer, ces auteurs n'hésitent pas à utiliser le Bien Vivre pour polémiquer sur les gouvernements progressistes et leurs politiques extractivistes.

### C) *Le courant « éco-marxiste et étatiste »*

Le courant « éco-marxiste et étatiste » est intégré par des intellectuels inspirés par le socialisme et qui ont une expérience dans la gestion publique. Une partie de ces auteurs ont occupé des postes publics au sein des gouvernements de Rafael Correa en Equateur et d'Evo Morales en Bolivie. Deux auteurs représentent des figures clé de ce courant : René Ramírez, inspirateur de la conceptualisation du Bien Vivre gouvernemental en Equateur et un des idéologues de la Révolution Citoyenne, et Álvaro García Linera,

---

<sup>189</sup> Gudynas, Eduardo, 2012, « Buen Vivir y críticas al desarrollo: saliendo de la modernidad por la izquierda », in Hidalgo Flor, Francisco, Márquez Fernández, Álvaro (Eds.), *Contra hegemonía y Buen Vivir*, Quito, Universidad Central del Ecuador, Universidad del Zulia – Venezuela, p. 67-87; Gudynas, Eduardo, 2014, « Buen Vivir: sobre secuestros, domesticaciones, rescates y alternativas », in Oviedo Freire, Atawallpa (comp.), *Bifurcación del Buen Vivir y el Sumak Kawsay*, Quito, Ediciones Yachay, p 23-45.

<sup>190</sup> Gudynas, Eduardo, 2014, « Buen Vivir: sobre secuestros, domesticaciones, rescates y alternativas », in Oviedo Freire, Atawallpa (comp.), *Bifurcación del Buen Vivir y el Sumak Kawsay*, Quito, Ediciones Yachay, p. 27-28.

penseur, depuis la vice-présidence bolivienne, du « socialisme communautaire du Vivre Bien »<sup>191</sup> que nous définirons plus tard.

García Linera<sup>192</sup> est un intellectuel avec une formation marxiste-léniniste qui, par son militantisme dans le mouvement katariste<sup>193</sup>, a ajouté une approche indigéniste pour arriver à une idéologie qui mélange lutte des classes et défense des identités indigènes.<sup>194</sup> En parallèle de son cursus universitaire de mathématiques à l'UNAM au Mexique, il se forme de manière autodidacte à la sociologie et à la philosophie politique avec l'étude des textes de Marx. Selon Do Alto et Gaudichaud, « l'œuvre d'Álvaro García Linera est avant tout celle d'un "entrepreneur de cause" plus que d'un *social scientist* »<sup>195</sup>. En effet, dans leur article, ils démontrent que la base empirique sur laquelle repose sa théorie, notamment en ce qui concerne son analyse des questions indigènes et du fonctionnement démocratique de leur communauté et des relations sociales en leur sein, n'est pas très solide.

Sa pensée politique évolue parallèlement à sa trajectoire sociale et politique, passant d'un sociologue engagé dans les mouvements sociaux à un politique essayiste occupant le poste de Vice-président de la République. García Linera devient un sociologue incontournable dans les années 1990 en Bolivie avec ses travaux sur l'identité ouvrière. A la fin des années 1990, il fonde *Comuna*, un collectif d'intellectuels de gauche proches des mouvements sociaux et surtout des organisations indigènes. A partir de ce moment-là, il commence à s'inscrire dans l'essayisme et à occuper une place importante dans les médias boliviens : « Plus qu'un professeur de sociologie politisé, Álvaro García Linera peut être qualifié d'entrepreneur de cause, qui plus est un intellectuel médiatique

---

<sup>191</sup> García Linera, Álvaro, 2015, *Socialismo comunitario. Un horizonte de época*, La Paz, Vicepresidencia del Estado Plurinacional, Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional.

<sup>192</sup> Une partie des informations qui suivent viennent de Do Alto, Hervé, Gaudichaud, Franck, 2014, « L'émancipation des indigènes de Bolivie vue de France : retour critique sur l'importation de l'œuvre d'Álvaro García Linera », in Caggio y Conde, Jorge, Gómez Muller, Alfredo (ed.), *Le multiculturalisme et la reconfiguration de l'unité et de la diversité dans les démocraties contemporaines*, Bruxelles, Peter Lang, p. 172-199.

<sup>193</sup> Le katarisme est un mouvement politique et syndical apparu dans les années 1970 qui a ajouté une dimension ethnique à l'oppression économique et sociale des paysans. Il a été très important dans le syndicalisme paysan dans les années 1970 et 1980. Son nom provient du cacique aymara de la fin du XVIIIe siècle, Tupac Katari, dont la lutte contre les Espagnols lors du siège de La Paz entre 1780 et 1781 est devenue un symbole de la lutte anticoloniale en Bolivie.

<sup>194</sup> García Linera, Álvaro, 2008, « Indianismo y marxismo. El desencuentro de dos razones revolucionarias », in García Linera, Álvaro, *La potencia plebeya. Acción colectiva e identidades indígenas, obreras y populares*, Buenos Aires, Prometeo Libros Editorial/CLACSO, p. 373-391.

<sup>195</sup> Do Alto, Hervé, Gaudichaud, Franck, 2014, « L'émancipation des indigènes de Bolivie vue de France : retour critique sur l'importation de l'œuvre d'Álvaro García Linera », in Caggio y Conde, Jorge, Gómez Muller, Alfredo (ed.), *Le multiculturalisme et la reconfiguration de l'unité et de la diversité dans les démocraties contemporaines*, Bruxelles, Peter Lang, p..

dont l'opinion compte, qui doit à une brutale reconfiguration du champ politique bolivien le fait de pouvoir occuper lui-même une place toujours plus importante parmi les intellectuels boliviens. »<sup>196</sup> Ses choix politiques conditionnent son travail théorique en cherchant à légitimer, à travers ses écrits sur différents thèmes, ses propres positions politiques, utilisant les mêmes stratégies que ce soit avec le collectif *Comuna* ou à partir de la Vice-présidence de la République. C'est ainsi qu'il va passer, petit à petit, d'une vision très anti-étatique et mouvementiste (très proche de Toni Negri) dans laquelle l'impossibilité de transformer l'Etat entraîne la défense de l'autonomie politique des indigènes contre l'Etat et la construction d'un sujet de l'émancipation politique qui viendra des communautés indigènes, à une stratégie dont la centralité est la prise du pouvoir d'Etat. Sans entrer dans les détails, sa candidature au poste de Vice-président d'Evo Morales détermine l'évolution de ses écrits vers la défense de la lutte politique à l'intérieur de l'Etat, ce qu'il appelle « la lutte pour le pouvoir de l'Etat comme forme d'émancipation »<sup>197</sup> afin de transformer les relations de pouvoir et de construire de nouvelles structures de pouvoir dans lesquelles les organisations sociales et la société en général seraient les sujets de la construction de la démocratie par le bas.

García Linera a ainsi reproduit, depuis le pouvoir, les stratégies de diffusion de ses idées et de légitimation de sa pratique politique avec la création d'un *think tank* à l'intérieur de la Vice-présidence<sup>198</sup> et d'une maison d'édition qui s'occupe surtout de diffuser ses principaux discours et ses articles et essais politiques. Depuis son arrivée au pouvoir, ses écrits se concentrent sur les « tensions créatrices »<sup>199</sup> à l'œuvre dans la société bolivienne afin de penser la transition vers le socialisme. Ce dernier n'étant pas encore d'actualité en Bolivie, l'objectif est de construire tout d'abord un « capitalisme andin-amazonien » et de créer les conditions économiques, sociales et culturelles pour aller vers la société du Bien Vivre, comme nous le verrons plus tard. Ce capitalisme temporaire supposait « la construction d'un Etat fort qui régule l'expansion de l'économie industrielle, extrait ses excédents et les transfère au secteur communautaire pour renforcer des formes d'auto-organisation et de développement marchand proprement andin et amazonien, en évitant que le moderne exprime et enlève

---

<sup>196</sup> *Ibidem*, p.

<sup>197</sup> García Linera, Álvaro, 2011, *Las tensiones creativas de la Revolución. La quinta fase del proceso de cambio en Bolivia*, La Paz, Vicepresidencia del Estado Plurinacional, Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional, p. 14.

<sup>198</sup> Le Centre de recherche sociale (CIS, *Centro de investigación social*).

<sup>199</sup> García Linera, Álvaro, 2011, *Las tensiones creativas de la Revolución. La quinta fase del proceso de cambio en Bolivia*, La Paz, Vicepresidencia del Estado Plurinacional, Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional.

toutes les énergies au communautaire »<sup>200</sup>. Il s'agit de la coexistence entre différents modes de production aussi bien propres au capitalisme ou pouvant promouvoir une société socialiste : propriété privée, publique, étatique, communautaire ou coopérative. Même s'il a depuis un peu abandonné ce « capitalisme andin-amazonien », on retrouve dans cette définition deux des quatre principales tensions créatrices : la « relation entre Etat et Mouvements Sociaux » et le « Socialisme Communautaire du Bien Vivre » sur lesquels il fonde ses théories actuelles mais aussi sa critique envers ses anciens camarades de ce qu'il appelle la « gauche autonomiste »<sup>201</sup> qui veulent changer le monde à partir de micro-espaces laissant à la droite les affaires d'Etat.

En Equateur, un autre intellectuel, à la fois novateur et dirigeant selon la classification de Keucheyan, même s'il n'a pas la trajectoire sociale de Garcia Linera, a exercé une influence majeure sur la conceptualisation du Bien Vivre, dans ce pays, depuis l'Etat. Il s'agit de René Ramirez, ancien ministre de la Planification et du Développement (Senplades) de 2008 à 2011 et ancien ministre de l'Education Supérieure, Science, Technologie et Innovation du gouvernement de la Révolution Citoyenne entre 2011 et 2017. Après la période de l'Assemblée constituante, à partir de 2009, la Senplades, sous la direction de René Ramirez, est devenue l'institution qui, en plus d'être chargée de la planification et de la transformation de l'Etat (notamment avec la décentralisation et la réorganisation institutionnelle de l'Etat), sur laquelle nous reviendrons dans le chapitre 3, a été le symbole de la rénovation de certains concepts politiques et était considérée comme le *think tank* du gouvernement équatorien.

René Ramírez est un économiste qui s'est formé à l'étranger (aux Pays-Bas et aux Etats-Unis) qui commençait une carrière académique, principalement sur les études du développement et les politiques sociales, avant d'entrer au gouvernement de Rafael Correa. Il est un des symboles des jeunes économistes qui ont eu Correa comme professeur à l'Université San Francisco de Quito. Lors de ces années en tant que ministre du gouvernement, il n'a pas laissé de côté ses recherches académiques et s'est spécialisé sur le Bien Vivre, sa signification philosophique et sur la création d'indicateurs alternatifs pour mesurer le Bien Vivre à partir du temps. Tout comme Garcia Linera en Bolivie, les écrits de Ramírez ont été publiés par les institutions qu'il

---

<sup>200</sup> García Linera, Álvaro, 2006, « El capitalismo andino amazonico », *Le Monde Diplomatique*, janvier, <https://www.lemonediplomatique.cl/El-capitalismo-andino-amazonico.html> (consultée le 25 juillet 2018).

<sup>201</sup> García Linera, Álvaro, 2011, *Las tensiones creativas de la Revolución. La quinta fase del proceso de cambio en Bolivia*, La Paz, Vicepresidencia del Estado Plurinacional, Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional, p. 28.

dirigeait (la Senplades puis la Senescyt). Ces deux ministères ont aussi organisé de nombreux séminaires et colloques académiques, avec la présence de multiples intellectuels étrangers (par exemple Boaventura de Sousa Santos, François Houtart, Robin Blackburn, Goran Therborn, Chantal Mouffe, Joan Subirats, Nancy Fraser ou Íñigo Errejón). Les sujets étaient centrés sur le rôle des gauches au XXI<sup>ème</sup> siècle<sup>202</sup>, les relations entre socialisme et Bien Vivre<sup>203</sup> ou l'analyse de la crise de civilisation en cours.

### III. Particularités des trois courants du Bien Vivre

Comme nous venons de le voir, le Bien Vivre fait l'objet de différentes interprétations de la part d'auteurs qui viennent de divers horizons politiques et sociaux. S'il y a bien une base commune au Bien Vivre transversale aux trois courants qui le composent, ceux-ci ont leurs propres particularités qui font que la construction de ces courants est possible. L'objet de cette partie est de montrer les distinctions qui participent à l'existence de ces courants sans que cela les différencie de manière radicale. En effet, même si elles sont présentes dans les trois courants, il s'agira de montrer que chacun insiste sur une des trois caractéristiques de l'être humain : la culture, l'écologie et la société.

#### 1. Le courant « culturaliste et indigéniste »<sup>204</sup>

Pour comprendre le Bien Vivre à partir de la vision des peuples indigènes, on peut prendre en compte les mots de l'anthropologue kichwa Carlos Viteri Gualinga qui affirme déjà que ce concept ne peut pas être comparé à celui de développement : « Dans la cosmovision des sociétés indigènes, dans la compréhension du sens qu'a et doit avoir la vie des personnes, il n'existe pas le concept de développement. C'est-à-dire qu'il

---

<sup>202</sup> Blackburn, Robin, Fraser, Nancy, Therborn, Goran, Ramírez G., René, 2012, *Nuevas fronteras de la izquierda*, Quito, IAEN, Senescyt.

<sup>203</sup> Senplades, 2010, *Los nuevos retos de América Latina. Socialismo y Sumak Kawsay*, Quito, Senplades, IAEN.

<sup>204</sup> On peut trouver un certain nombre de textes de ce courant dans les références suivantes : Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, Guillén García, Alejandro, Deleg Guazha, Nancy (Ed.), 2014, *Sumak Kawsay Yuyay. Antología del Pensamiento Indigenista Ecuatoriano sobre Sumak Kawsay*, Huelva, Cuenca, CIM, PYDLOS, FIUCUHU; Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, 2012, *El Buen Vivir. La (re)creación del pensamiento del PYDLOS*, Cuenca, PYDLOS Ediciones; Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas - CAOÍ, 2010, *Buen Vivir/Vivir Bien. Filosofía, políticas, estrategias y experiencias regionales andinas*, Lima, CAOÍ Prensa.



n'existe pas la conception d'un processus linéal de la vie qui établisse un état antérieur ou postérieur, à savoir, de sous-développement et développement ; dichotomie par laquelle doivent transiter les personnes pour la réalisation du bien-être, comme il se produit dans le monde occidental. Il n'existe pas non plus les concepts de richesse et pauvreté déterminés par l'accumulation et carence de biens matériels. »<sup>205</sup>

Ces auteurs vont donner au Bien Vivre une signification essentialiste en insistant sur les éléments spirituels, comme celui de *Pachamama*, qui se trouvent dans la pensée indigène de *Sumak kawsay*. Ils utilisent ce dernier terme, et pas celui de Bien Vivre, car ils considèrent que ce concept « a été dépouillé de la dimension spirituelle qu'a le *Sumak kawsay* et en plus a été assaisonné avec des apports occidentaux qui n'ont rien à voir avec les cultures ancestrales. »<sup>206</sup> De plus, ils dénigrent la traduction de Bien Vivre pour leur proposition de *Sumak kawsay* comme nous le démontre l'ancien président et dirigeant historique de la CONAIE, Luis Macas : « SUMAK signifie plénitude, grandeur, le juste, complètement, le supérieur. KAWSAY c'est la vie dans sa réalisation permanente, dynamique et changeante. [...] Le Sumak kawsay, c'est la vie en plénitude, c'est le résultat de l'interaction, de l'existence humaine et naturelle. C'est-à-dire que le Sumak kawsay est l'état de plénitude de toute la communauté vitale. » Il poursuit : « En traduisant les deux concepts du kichwa à l'espagnol, nous voyons que la signification de Sumak kawsay n'est pas exacte. On ne peut pas le traduire par *Buen Vivir*, parce qu'en le traduisant dans la langue originelle cela signifie Alli Kawsay, qui fait allusion au bon, au désirable, à la conformité. Ainsi Alli Kawsay n'a pas la même signification que le Sumak kawsay, ils ne se correspondent pas ni dans la sémantique, ni comme pensée, le Sumak kawsay en le traduisant par *Buen Vivir*, on diminue sa véritable signification. Alors que le *Sumak kawsay* est une institution, une expérience qui naît des entrailles du système de vie communautaire et est seulement applicable dans ce système. Le concept de *Buen Vivir*, depuis la vision occidentale, correspond à la pensée du système en vigueur et s'inscrit dans son modèle, prétendant améliorer ce système. C'est pour cela que nous considérons que le Sumak kawsay et le *Buen Vivir* sont deux conceptions

---

<sup>205</sup> Viteri Gualinga, Carlos, 2002, « Visión indígena del desarrollo en la Amazonía », *Polis*, n° 3, <http://polis.revues.org/7678> (consulté le 24 avril 2014).

<sup>206</sup> Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, 2012, *El Buen Vivir. La (re)creación del pensamiento del PYDLOS*, Cuenca, PYDLOS Ediciones, p. 48.

totallement opposées. »<sup>207</sup> Le caractère ancestral du *Sumak kawsay* est mis en avant afin de récupérer des formes de vie qui ont disparu à cause de la colonisation.

A partir de l'exaltation de la filiation du *Sumak kawsay* aux peuples indigènes en général, et aux peuples andins en particulier, les auteurs du courant « culturaliste et indigéniste » vont se centrer sur l'opposition entre le monde occidental et les peuples indigènes. Pour eux, le système capitaliste étant une création de l'Occident, seul l'abandon de cette matrice culturelle permettrait le dépassement de la crise de civilisation actuelle<sup>208</sup>. Cette opposition culturelle pourrait compromettre la possibilité d'une construction collective du Bien Vivre qui, même si ses origines se trouvent dans les traditions des peuples indigènes, surgit dans un contexte spécifique et s'alimente des luttes de différents acteurs, comme nous l'avons vu auparavant.

#### A) *Une vision culturaliste du monde*

Dans ce courant, la culture et l'identité indigènes sont présentées comme définissant l'essence du Bien Vivre. Celui-ci est défini comme un principe ancestral qui doit s'appuyer sur « le principe de réciprocité promu par les communautés dans des pratiques comme la *minga*, le *randy randy*, le [...] *maki mañachi*. »<sup>209</sup> Cette revalorisation culturelle s'inscrit dans un contexte caractérisé par le rejet de l'individualisme moderne et par l'émergence des organisations indigènes comme forces sociales. Dans des sociétés marquées par l'individualisme et un système économique basé sur le postulat de l'homme individuel rationnel – *homo economicus* – qui a abouti à une crise sociale et économique sans précédent, les auteurs de ce courant exaltent la dimension communautaire de la vie des peuples indigènes, d'abord en réconciliant l'être humain et la nature comme faisant partie de cette même communauté où sont présents, en plus, des éléments spirituels. De cette conception élargie de la communauté devraient

---

<sup>207</sup> Macas, Luis, 2011, « El Sumak Kawsay », Intervention aux journées « Ideando alternativas. Encuentros decrecimiento y buen vivir », 8 février, <https://decrecimientoybuenvivir.files.wordpress.com/2011/01/sumak-kawsay-luis-macas.pdf> (consulté le 14 juillet 2018)

<sup>208</sup> León, Irene (coord.), 2010, *Sumak Kawsay/Buen Vivir y cambios civilizatorios*, Quito, FEDAEPS, 2ème édition.

<sup>209</sup> CONAIE, 2007, *Propuesta de la CONAIE frente a la Asamblea Constituyente. Principios y lineamientos para la nueva constitución del Ecuador. Por un Estado Plurinacional, Unitario, Soberano, Incluyente, Equitativo y Laico*, Quito, CONAIE, p. 21.

naître une société et un système économique différents, élément se trouvant au centre du concept de *Sumak kawsay*.<sup>210</sup>

Malgré la remise en cause de l'individualisme moderne, la diffusion internationale du discours indigène s'est appuyée sur un certain relativisme culturel présent dans les pays du Nord et qui constitue, selon Jean-Pierre Le Goff, un des principaux traits de l'individualisme moderne basé sur une connaissance très relative et sur des préjugés des autres civilisations : « La relation que l'individu des sociétés démocratiques européennes entretient avec les autres cultures et les autres peuples du monde se trouve d'emblée marquée par une dissymétrie qui confère à ces derniers un statut privilégié : ils sont considérés comme porteurs d'un dynamisme de vie et d'une "authenticité" dans le rapport à la nature, aux autres, à la spiritualité... qui semblent faire défaut à la civilisation européenne. »<sup>211</sup>

Les auteurs du courant « culturaliste et indigéniste » ont tendance à présenter les cultures indigènes comme des exemples de résistance face à l'avancée de la modernisation et à la domination et imposition de la culture occidentale. L'image de l'indigène qu'ils renvoient est celle d'une culture et d'une organisation ancestrales de la société : l'origine de la communauté, organisation territoriale de base des populations indigènes, serait millénaire et son fonctionnement démocratique est érigé en exemple tant pour la prise de décisions collective que pour la relation harmonique que les indigènes auraient avec la nature.<sup>212</sup> Pourtant, comme nous l'avons vu auparavant, la communauté est une construction coloniale imposée par l'empire espagnol.

Toutefois, les auteurs de ce courant persistent à lire les sociétés latino-américaines à partir de la dichotomie Occident/peuples indigènes. Si celle-ci est tributaire d'une histoire marquée par un processus de colonisation des corps et des esprits qui a profondément nui à l'intégrité des peuples indigènes, son affirmation obscurcit les complexités qui existent au sein de ces deux entités historico-politiques quant à leurs visions du monde, à leurs pratiques de vie, à leurs attentes ou leurs projections. Par exemple, Luis Macas affirme qu'il existe deux matrices civilisationnelles ayant vécu

---

<sup>210</sup> Simbaña, Floresmilo, 2011, « El sumak kawsay como proyecto político », in Lang, Miriam, Mokrani, Dunia (Comp.), *Más allá del desarrollo (Grupo permanente de trabajo sobre alternativas al desarrollo)*, Quito, Fundación Rosa Luxemburgo/Abya Yala, p. 219-256; Prada Alcoreza, Raúl, 2011, « El vivir bien como modelo de Estado y modelo económico », in Lang, Miriam, Mokrani, Dunia (Comp.), *Más allá del desarrollo (Grupo permanente de trabajo sobre alternativas al desarrollo)*, Quito, Fundación Rosa Luxemburgo/Abya Yala, p. 221-256.

<sup>211</sup> Le Goff, Jean-Pierre, *Malaise dans la démocratie*, Paris, Stock, 2016, p. 32.

<sup>212</sup> Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas - CAOI, 2010, *Buen Vivir/Vivir Bien. Filosofía, políticas, estrategias y experiencias regionales andinas*, Lima, CAOI Prensa.

côte à côte pendant plus de 500 ans : d'une part, la matrice occidentale chrétienne et centenaire et, d'autre part, la matrice indigène millénaire.<sup>213</sup> Ce clivage est souvent doublé d'une conception manichéenne qui diabolise l'Occident et accorde une aura messianique aux peuples indigènes : « soit nous poursuivons la voie de la civilisation occidentale, de la mort, la guerre et la destruction, soit nous empruntons la voie indigène de l'harmonie avec la nature et la vie »<sup>214</sup>. L'appréciation négative d'une culture, dans ce cas de la culture dominante occidentale, et l'idéalisation de l'autre pourraient être perçues comme une revalorisation nécessaire de cultures dominées et dénigrées pendant cinq siècles. Mais on pourrait aussi l'analyser comme l'inversement de l'ethnocentrisme européen vers un autre indigène.

Les intellectuels indigènes ne sont pas les seuls à opposer civilisation occidentale et peuples indigènes. Les intellectuels indigénistes non-indigènes sont même ceux qui défendent le plus le *sumak kawsay* comme changement de civilisation : « Le problème n'est pas seulement le post-développement, le post-capitalisme [...] mais la post-civilisation (post-patriarcalisme, post-matérialisme, post-économisme, post-historicisme, post-anthropocentrisme, post-rationalisme, post-politicisme, post-scientisme, post-chosification, post-sécularisation, et tous les réductionnismes et séparatismes créés et sous-crésés par la paradigme civilisationnel). »<sup>215</sup>

Un autre exemple est celui de l'anthropologue Catherine Walsh qui, d'un côté, se réjouit du fait que le Bien Vivre, étant au centre de la reconfiguration de l'Etat – tels que le font la Constitution équatorienne et le Plan National pour le Bien Vivre –, implique l'enclenchement d'un processus d'interculturalisation de la société car cela suppose que toute la population pense et agisse sous des principes et des connaissances ancestrales, reconnus comme valides pour tous.<sup>216</sup> Mais, d'un autre côté, elle exprime sa préoccupation quant à un changement du sens du Bien Vivre avec la possible incorporation d'éléments propres à des visions qui s'inscrivent dans le cadre du « développement » car le Bien Vivre, selon elle, constitue une alternative à celui-ci. Cette préoccupation vient de son aversion face à la pensée occidentale qu'elle réduit à son projet capitaliste et néolibéral.

---

<sup>213</sup> Macas, Luis, 2010, « Sumak Kawsay. La vida en plenitud », *América Latina en Movimiento (ALAI)*, n° 452, février, p. 14-16.

<sup>214</sup> Choquehuanca Céspedes, David, 2010, « Hacia la reconstrucción del Vivir Bien », *América Latina en Movimiento (ALAI)*, n° 452, février, p. 8-13.

<sup>215</sup> Oviedo Freire, Atawallpa, 2011, *Qué es el Sumakawsay. Más allá del socialismo y el capitalismo*, Quito, Sumak Ediciones, p. 240.

<sup>216</sup> Walsh, Catherine, 2010, « Development as *Buen Vivir*: Institutional arrangements and (de)colonial entanglements », *Development*, vol. 53, n° 1, p. 15-21.

Enfin, les auteurs de ce courant insistent sur le fait que le Bien Vivre est différent du capitalisme et du socialisme qui, selon eux, sont deux idéologies du monde occidental : « L'Occident propose deux paradigmes : un individuel extrême (individualisme) et un autre collectif extrême (communisme). Le paradigme individuel [...] depuis des siècles entraîne les sociétés du monde entier vers la désintégration, à cause d'un haut degré de désensibilisation des êtres humains. Cela a dévalorisé la vie dans son ensemble. Pour ce paradigme, le plus important est l'accumulation de capital. »<sup>217</sup> Face à cela, ils proposent le « paradigme d'action et d'essence communautaire »<sup>218</sup> dans lequel la spiritualité est fondamentale et doit être centrale dans la culture.

### B) *Le débat sur le Pachamamisme*

Fin avril 2010, Pablo Stefanoni a publié une tribune<sup>219</sup> dans le journal bolivien *Página 7* qui a été reproduite sur le site internet espagnol *Rebelión*. Le débat généré par cet article d'opinion est un exemple type des différences rencontrées au sein des courants du Bien Vivre. La critique de Pablo Stefanoni porte sur les contradictions à l'intérieur du gouvernement bolivien et ses positions durant le Sommet de Cochabamba qui a eu lieu en Bolivie en avril 2010. Il reproche à une partie du gouvernement, notamment Evo Morales et le ministre des Affaires Etrangères, David Choquehuanca, de faire des discours vers l'international à partir de l'image essentialiste de l'indigène nécessairement écologiste. Selon lui, les « pachamamiques » n'arrivent pas à émettre une alternative possible au capitalisme, à l'Etat colonial, à la crise environnementale, etc. Ils dissocient l'image idéale de l'indigène de la réalité socio-économique de ces populations ce qui fait que « le pachamamisme empêche de discuter sérieusement – entre autres choses – ce qu'est être indigène au 21<sup>ème</sup> siècle »<sup>220</sup>. Ils produisent un discours indigène global qui nierait l'influence du marché dans les communautés indigènes alors que la réalité nous montre que le capitalisme a désarticulé le mode de

---

<sup>217</sup> Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas - CAOÍ, 2010, *Buen Vivir/Vivir Bien. Filosofía, políticas, estrategias y experiencias regionales andinas*, Lima, CAOÍ Prensa, p. 23.

<sup>218</sup> Ibidem, p. 27.

<sup>219</sup> Pablo Stefanoni a publié trois tribunes en un mois sur le même thème : Stefanoni, Pablo, 2010, « ¿A dónde nos lleva el pachamamismo? », *Rebelión*, 28 avril, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=104803> (consulté en juin 2012) ; « Indianismo y pachamamismo », *Rebelión*, 4 mai, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=105233> (consulté en juin 2012) ; « Pachamamismo ventrílocuo », *Rebelión*, 29 mai, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=106771&titular=pachamamismo-ventr%EDlocuo-> (consulté en juin 2012).

<sup>220</sup> Stefanoni, Pablo, 2010, « Indianismo y pachamamismo », *Rebelión*, 4 mai, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=105233> (consulté en juin 2012).

vie, l'organisation sociale et productive des communautés, une conséquence de cela étant la forte migration de populations indigènes vers la périphérie pauvre des grandes villes. Pour résumer, Stefanoni questionne le sérieux de ce discours, qu'il qualifie de rhétorique vide ou d'ésotérisme, et ses implications pour la société bolivienne en termes de transformation sociale et politique.

Le ton ironique des deux premiers textes ainsi que l'emploi du mot « pachamamique » ont suscité de multiples réactions. Avant de revenir sur cela, il est nécessaire de reprendre la définition de ce mot. Selon son créateur, Félix Encinas, « pachamamique » n'est pas une insulte mais une catégorie politique qui critique les pratiques discursives d'Evo Morales et du MAS et leur action politique. Selon lui, « Le pachamamisme est l'expression politique de l'indianisme, les mêmes qui ne se définissent "ni de gauche, ni de droite" et qui revendiquent leur ethno-nationalisme, choisissent le culte essentiel à la Pachamama, ont un point de vue indien qui ne différencie pas les pauvres et les riches, les bourgeois q'amires et indigènes pauvres, entre l'oligarchie et la patrie ; le pachamamisme est donc une position de soutien au capitalisme. »<sup>221</sup> Félix Encinas rejoint ainsi Pablo Stefanoni dans sa critique des défenseurs du pachamamisme au sein du parti d'Evo Morales, notamment leur discours lyrique de défense de la Terre-Mère sans remettre en cause les structures capitalistes qui transforment la nature et la détruisent. La non prise en compte des relations de pouvoir et de l'exploitation des classes dominantes envers les classes dominées reviennent souvent dans les reproches faites au pachamamisme.

Certaines réactions ont démontré leur manque de discernement entre la critique d'un certain secteur indigène et non indigène appelé « pachamamique » – Stefanoni parle aussi des intellectuels non indigènes qui parlent au nom des indigènes – et le reste des mouvements indigènes. Hugo Blanco<sup>222</sup>, intellectuel indigéniste péruvien, et dans une moindre mesure l'anthropologue québécoise Mélanie Bélanger<sup>223</sup>, ont qualifié Stefanoni de raciste et rempli de préjugés insultants et dégradants sur les cultures indigènes et notamment sur le concept de *Pachamama*. Hugo Blanco oppose très clairement la

---

<sup>221</sup> Encinas, Félix, 2011, « Origen del pachamamismo », 24 septembre, <http://patriainsurgente.nuevaradio.org/index.php?p=432> (consulté en juin 2012).

<sup>222</sup> Blanco, Hugo, 2010, « Reivindicando el espíritu y las luchas indígenas », *Rebelión*, 12 mai, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=105723> (consulté en juin 2012); Blanco, Hugo, 2010, « El movimiento indígena lucha por un cambio de sistema », *Rebelión*, 9 juin, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=107493> (consulté en juin 2012).

<sup>223</sup> Bélanger, Mélanie, 2010, « Carta a Pablo Stefanoni sobre el Pachamamismo », *Rebelión*, 5 juin, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=107282> (consulté en juin 2012).

vision indigène du monde et de l'écologisme, celui qui lutte quotidiennement contre l'extractivisme et pour les droits de la *Pachamama*, à celle du monde occidental et son « écologisme civilisé » (c'est-à-dire le recyclage) qui détruit le monde. Cette vision dichotomique du monde empêche toute analyse critique de certains discours : un désaccord avec le discours indigène signifie l'accord total avec le discours opposé, celui de la modernité destructrice de la nature et des cultures indigènes. Quant à Mélanie Bélanger, elle n'oppose pas le monde occidental et les peuples indigènes mais préfère parler de cosmovisions et de cultures différentes qui devraient entrer en dialogue parce qu'il n'existe pas un modèle de développement mais plusieurs modèles. Cependant, elle montre une certaine analyse culturaliste des problèmes sociaux et écologiques, le capitalisme et sa relation utilitariste de la nature s'insérant dans la culture occidentale et la relation nature-société qui en découle. Ce qui l'amène à conclure sa réponse à Stefanoni en opposant totalement les cosmovisions indigène et occidentale, la première cherchant à construire un nouveau monde « qui n'est pas tant une affaire technique, mais surtout civilisationnelle et de culture »<sup>224</sup>.

Une autre critique aux textes de Stefanoni est venue d'Arturo Escobar qui propose une discussion à partir des connaissances et des savoirs, en utilisant encore l'opposition indigène/occident qui se reflète dans le titre de son texte « “pachamamiques” vs “moderniques” »<sup>225</sup>. Selon lui, Stefanoni adopte une position située socialement en tant qu'intellectuel argentin non indigène : il défendrait la modernité depuis une vision dominante euro-centrée et le fait que seules les connaissances modernes seraient valables alors que celles des pachamamiques seraient déficientes. Selon Escobar, la crise écologique actuelle est la conséquence d'un des modèles de connaissance et de construction de mondes. S'appuyant sur les affirmations des leaders indigènes, on serait face à une crise du modèle de civilisation occidentale d'où le fait que les connaissances pachamamiques seraient plus à même de nous apporter des solutions contre ce qu'il appelle « l'euro-modernité ». Toutefois Escobar met en avant qu'il « ne veut pas dire que les connaissances moderniques ne sont pas nécessaires, ni que les connaissances pachamamiques sont toutes avantageuses ». Comme Boaventura de Souza Santos qui soutient que nous faisons face à des problèmes modernes qui ne peuvent pas être résolus

---

<sup>224</sup> *Ibidem*.

<sup>225</sup> Escobar, Arturo, 2010, « ¿“Pachamámicos” versus “Modérnicos”? », *Rebelión*, 28 mai, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=106701&titular=%BF%94pacham%E1micos%94-contra-%93mod%E9rnicos%94?> (consulté en juin 2012).

par des solutions modernes<sup>226</sup>, il parie plutôt sur la coexistence de ces deux types de connaissances : « une politique qui assure que beaucoup de mondes sont possibles – une politique pour le plurivers – requiert d'épistémologies qui acceptent que beaucoup de connaissances sont possibles »<sup>227</sup>.

De ce débat, on peut en ressortir, depuis le courant « culturaliste et indigéniste » du Bien Vivre, que les problèmes du monde sont pensés principalement en termes culturalistes, toute critique à un discours indigène, quel qu'il soit, est assimilé à du racisme, même si finalement on peut accepter que certains traits de ce discours soient utilisés par des dirigeants sociaux et politiques pour leurs fins personnelles. L'assimilation du pachamamisme à l'indigénisme ou à l'indianisme empêche toute critique de s'exprimer et principalement celle qui pointe les dangers de tomber dans un essentialisme enfermant l'indigène dans une réalité qui n'est pas forcément la sienne : « antérieurement considérés comme “inférieurs”, “sauvages” ou “barbares”, ils se voient désormais parés de nombreuses vertus – l'écologie avant l'heure n'étant pas la moindre d'entre elles – dont on déplore l'absence dans les sociétés modernes, et ils sont même censés avoir un certain pouvoir de régénération. »<sup>228</sup> Ici, il est possible de reprendre la critique qui a été faite à Alvaro Garcia Linera : le sujet de l'émancipation est plus idéalisé que réel.

Cette opposition culturelle pose d'autres problèmes, comme les difficultés de la mise en place d'un dialogue culturel avec le rejet de la culture occidentale. D'autant plus dans les pays latino-américains où la grande majorité de la population est blanche ou métisse et donc a des racines occidentales. La volonté de mettre en œuvre un dialogue des savoirs et des connaissances se confronte à la résistance des auteurs de ce courant à reconnaître l'héritage et l'influence de la culture occidentale dans ces sociétés. Le refus de la domination des savoirs occidentaux et la volonté de revaloriser d'autres types de savoirs, et en particulier ceux des peuples indigènes, peuvent parfois entraîner un inversement de cette domination : les savoirs et connaissances indigènes étant considérés comme meilleurs, comme plus aptes à solutionner la crise de civilisation, ceux-ci devraient être pris en compte pour réparer les erreurs et les conséquences

---

<sup>226</sup> De Sousa Santos, Boaventura, 2009, *Una epistemología del Sur. La reinención del conocimiento y la emancipación social*, México, CLACSO/Siglo XXI Editores.

<sup>227</sup> Escobar, Arturo, 2010, « ¿“Pachamámicos” versus “Modérnicos”? », *Rebelión*, 28 mai, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=106701&titular=%BF%94pacham%EI%94micos%94-contra-%93mod%E9rnicos%94?-> (consulté en juin 2012).

<sup>228</sup> Le Goff, Jean-Pierre, *Malaise dans la démocratie*, Paris, Stock, 2016, p. 33.



négatives de la culture occidentale. Plus qu'à un dialogue interculturel, il y a un risque de changer une domination par une autre.

## **2. Le courant « écologiste et post-développementaliste »**

Les auteurs provenant de ce courant soutiennent que le Bien Vivre est une utopie à construire<sup>229</sup> ce qui leur permet d'affirmer qu'« en fonction des acteurs sociaux qui participent au processus de construction sur chaque territoire, le bien vivre a un signifiant différent pour chacun d'eux ; nous serions ainsi devant la construction de différents “bien vivres ou bien vivres ensemble” »<sup>230</sup> Même s'ils reconnaissent l'apport fondamental des peuples indigènes pour nourrir le contenu du Bien Vivre, ils prennent aussi en compte les idées qui proviennent d'autres secteurs et acteurs sociaux. Ils insistent sur la participation de tous les acteurs sociaux et de la société pour la construction du Bien Vivre, dans chaque territoire, sans jamais penser que cette construction pourrait ne pas correspondre à ce qu'ils appellent le sens originel du Bien Vivre, c'est-à-dire à ses origines indigènes, critique qu'ils font par exemple aux auteurs du courant « éco-marxiste et étatiste ». Cette contradiction entre, d'un côté, la construction collective et, de l'autre, la volonté d'imposer ce qu'est et ce que n'est pas le Bien Vivre, vient aussi du fait que, pour eux, il s'agit d'une opportunité ou une plateforme politique à partir de laquelle ils projettent leurs idéaux fondés principalement sur la lutte contre l'extractivisme et une écologie profonde autour des droits de la nature.

### *A) Ecologie profonde et droits de la nature*

Les auteurs de ce courant reprennent à leur compte l'assimilation – erronée – entre Pachamama et nature. Ils écrivent d'ailleurs ce dernier mot avec une majuscule, surtout pour bien marquer l'équivalence qu'ils font de la nature à une personne. L'adhésion à l'idée d'une reconnaissance de la Terre comme entité à partir de laquelle naît et se reproduit la vie, entité qu'il faut, par conséquent, respecter et protéger, suppose accepter que la Terre-mère – la Nature ou Pachamama – possède des attributs qui lui sont

---

<sup>229</sup> Acosta Alberto, 2009, « El Buen Vivir, una utopía por (re)construir », *CASA de las Américas*, n° 257, octobre-décembre, p. 33-46.

<sup>230</sup> Gudynas, Eduardo, Acosta, Alberto, 2011, « La renovación de la crítica al desarrollo y el buen vivir como alternativa », *Utopía y Praxis Latinoamericana*, n° 53, p. 80.

propres et qui sont indépendants de leur utilité pour les êtres humains.<sup>231</sup> Selon eux, dans la cosmovision des peuples indigènes, l'être humain et la nature constitueraient une communauté indivisible où tous les êtres vivants dépendraient et seraient complémentaires les uns des autres. Cela implique d'autres types de relation entre les sociétés humaines et la nature, notamment laisser de côté la vision économiciste de la nature dans laquelle les ressources naturelles sont vues comme une condition pour la croissance économique ou comme un simple objet des politiques de développement.<sup>232</sup> En suivant ce raisonnement, la nature serait dépositaire de valeurs intrinsèques et donc elle devrait être reconnue en tant que sujet et, de ce fait, posséder des droits. C'est précisément ce qu'établit la nouvelle Constitution équatorienne de 2008. Alberto Acosta, en tant que Président de l'Assemblée Nationale Constituyente, Esperanza Martinez, qui était sa conseillère parlementaire, et Eduardo Gudynas, un des nombreux experts étrangers ayant participé aux débats de cette Assemblée, sont les responsables de l'introduction dans la Constitution de 2008 des droits de la nature, comme conséquence du concept de Bien Vivre qui recherche le « nécessaire équilibre entre la Nature et les besoins et droits des êtres humains »<sup>233</sup>. Les droits de la nature sont pensés dans une logique historique d'ampliation des droits qui ont toujours été vus comme impossible dans l'histoire du droit : l'émancipation des esclaves, des femmes, des enfants.<sup>234</sup> Cette reconnaissance de la nature comme sujet de droits a pour objectif de veiller à ce que ses cycles de vie ne soient pas en danger et puissent se reproduire. Même si, pour le moment, il reste à traduire ces avancées symboliques dans une jurisprudence nationale et internationale, il n'en reste pas moins que cette introduction a fait l'objet de nombreux débats.

Ces droits se trouvent dans le chapitre 7 du titre II qui proclame la liste des droits en général. Des quatre articles (n° 72 à 75) de ce chapitre 7, le premier paragraphe de l'article 72 est celui qui pose la perspective des droits de la nature : « La nature ou Pachamama, où se reproduit et réalise la vie, a le droit à ce que soit respectée son existence et le maintien et régénération de ses cycles de vie, structure, fonctions et processus évolutifs ». Outre le fait que, dans le texte constitutionnel, la nature soit

<sup>231</sup> Gudynas, Eduardo, 2012, « El largo recorrido de los derechos de la naturaleza », *América Latina en Movimiento (ALAI)*, n° 479, octobre, p. 7-9.

<sup>232</sup> Acosta Alberto, 2009, « El Buen Vivir, una utopía por (re)construir », *CASA de las Américas*, n° 257, octobre-décembre, p. 33-46.

<sup>233</sup> *Ibidem*, p. 40.

<sup>234</sup> Le Quang, Matthieu, 2009, « El proyecto ITT en Ecuador: dejar el crudo en tierra o el camino hacia otro modelo de desarrollo. Entrevista a Alberto Acosta », *CIP-Ecosocial – Boletín ECOS*, n° 8, août-octobre. Cet entretien a été réalisé le 9 septembre 2009 à Quito.

synonyme de *Pachamama*, le point central de cet article est que « la Nature, en définitive, doit avoir la capacité de charge et de recombinaison nécessaire pour ne pas se détériorer irréversiblement sous l'effet de l'action de l'être humain »<sup>235</sup>. Les êtres humains peuvent profiter de la nature et utiliser ses ressources naturelles mais ne doivent pas mettre en danger ses cycles de vie et sa reproduction. Il est souvent rappelé que la Nature peut très bien exister sans l'espèce humaine alors que le contraire n'est pas vrai : « Nous insistons sans cesse que l'être humain ne peut pas vivre en marge de la nature. Par conséquent, garantir la soutenabilité est essentiel pour assurer la vie humaine sur la planète. »<sup>236</sup>

Cette vision se rapproche de celle de l'écologie profonde ou *Deep Ecology*<sup>237</sup> et rompt avec une vision utilitariste ou de contrôle de la nature. Ainsi, selon Acosta, la reconnaissance de la nature comme sujet de droits constituerait un effort politique afin de s'acheminer vers une transformation civilisationnelle et particulièrement vers le questionnement du capitalisme en tant que système détruisant ses propres conditions biophysiques d'existence avec l'exploitation démesurée de la nature.<sup>238</sup>

Les auteurs de ce courant s'appuient sur les écrits d'Arne Naess pour soutenir les droits de la nature, notamment son affirmation que « tous les êtres vivants ont la même valeur ». Gudynas revendique l'héritage de l'écologie profonde dans la théorisation du Bien Vivre. Il parle aussi d'« environnementalisme biocentrique »<sup>239</sup>. L'écologie profonde se base sur l'« égalité écologique », c'est-à-dire sur l'« égalité du droit à vivre et à s'épanouir » de toutes les espèces qui vivent au sein d'un même écosystème.<sup>240</sup> Certains discours du Bien Vivre tendent à s'incliner vers l'écologie profonde en reprenant certains des sept principes d'Arne Naess : le refus de l'anthropocentrisme ; les principes de diversité et de symbiose ; le combat contre la pollution et l'épuisement des ressources ; l'autonomie local et la décentralisation ; ou l'égalité biologique. Eduardo Gudynas parle d'« égalité biocentrique » dans laquelle tous les êtres vivants ont la

---

<sup>235</sup> *Ibidem*, p. 39.

<sup>236</sup> Acosta, Alberto, 2013, *El Buen Vivir. Sumak Kawsay, una oportunidad para imaginar otros mundos*, Barcelona, Icaria, p. 95.

<sup>237</sup> Naess, Arne, 2013 (1989), *Écologie, communauté et style de vie*, Paris, Dehors ; Naess, Arne, 2017, *Une écologie pour la vie. Introduction à l'écologie profonde*, Paris, Le Seuil.

<sup>238</sup> Acosta, Alberto, 2010, « Solo imaginando otros mundos, se cambiará éste », in Farah, Ivonne, Vasapollo, Luciano (coords.), *Vivir bien: ¿paradigma no capitalista?*, La Paz, CIDES-UMSA, p. 189-208.

<sup>239</sup> Gudynas, Eduardo, 2012, « Buen Vivir y críticas al desarrollo: saliendo de la modernidad por la izquierda », in Hidalgo Flor, Francisco, Márquez Fernández, Álvaro (Eds.), *Contra hegemonía y Buen Vivir*, Quito, Universidad Central del Ecuador, Universidad del Zulia – Venezuela, p. 67-87.

<sup>240</sup> Naess, Arne, 2007 (1973), « Los movimientos de la ecología superficial y la ecología profunda: un resumen », *Revista Ambiente y Desarrollo*, n° 23, p. 98-101.

même importance et donc méritent d’être protégés : « depuis une posture biocentrique, tous les écosystèmes et toutes leurs formes de vie doivent être protégés indépendamment de leur utilité économique, plaisir esthétique ou impact publicitaire. Par conséquent, il existe une égalité de valeur, où les espèces laides et désagréables, sans valeur commerciale ou culturellement répulsives, doivent être protégées avec le même zèle. »<sup>241</sup> Toutefois, ils peuvent prendre certaines distances avec l’écologie profonde « parce qu’il ne subordonne pas l’être humain à la nature, mais reconnaît son interdépendance et la nécessité d’harmonisation »<sup>242</sup>. Même s’il existe toujours le risque de tomber dans un nouveau fondamentalisme anti-humain, comme parfois le fait l’écologie profonde en dotant la nature d’une valeur intrinsèque qui inspire le respect. Bien que ce risque soit un peu éloigné, une autre menace peut émerger : la vision biocentrée du Bien Vivre inspirée par les droits de la nature, en mettant en avant l’égalité écologique, pourrait mettre de côté les inégalités sociales, se transformant ainsi en un nouvel outil pour les augmenter. Dans ses travaux sur « les pièges de la nature »<sup>243</sup>, Maria Carman nous avertit que certains discours de protection de la nature, d’embellissement des paysages, de récupération de la biodiversité, peuvent conduire à une ségrégation socio-spatiale des plus pauvres. Aborder aussi de manière critique les droits des animaux comme elle le fait<sup>244</sup>, ou plus amplement les droits de la nature, permet d’éviter que se déconnectent protection de la nature et lutte contre les inégalités sociales.

Il n’empêche que la reconnaissance de la nature comme sujet de droits par l’Etat équatorien pourrait constituer un point d’inflexion pour l’orientation du droit international relatif à l’environnement.<sup>245</sup> Gudynas et Acosta différencient les droits de la nature et le droit environnemental qui serait plus proche du droit à un environnement sain.<sup>246</sup> Ils identifient ce dernier comme faisant partie des droits humains et donc, dans ce sens, le droit environnemental serait anthropocentrique. De plus, selon eux, sa finalité

---

<sup>241</sup> Gudynas, Eduardo, 2009, « La ecología política del giro biocéntrico en la nueva Constitución de Ecuador », *Revista de Estudios Sociales*, n° 32, avril, p. 42.

<sup>242</sup> Vanhulst, Julien, Beling, Adrian, 2013, « Buen vivir et Développement durable : rupture ou continuité ? », *Revue Ecologie & Politique*, n° 46, p. 51.

<sup>243</sup> Carman, Maria, 2011, *Las trampas de la naturaleza. Medio ambiente y segregación en Buenos Aires*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica/CLACSO.

<sup>244</sup> Carman, Maria, 2015, « El caballito de Boedo y el cartonero sin nombre: un abordaje crítico de los derechos animales », *Theomai. Estudios Críticos sobre Sociedad y Desarrollo*, n° 32, deuxième semestre, p. 36-56.

<sup>245</sup> Murcia Riaño, Diana, 2012, « La Naturaleza, sus derechos y los derechos humanos », *América Latina en Movimiento (ALAI)*, n° 479, octobre, p. 13-15.

<sup>246</sup> Gudynas, Eduardo, 2009, *El mandato ecológico. Derechos de la naturaleza y políticas ambientales en la nueva Constitución*, Quito, Abya Yala.

est de donner une indemnisation aux personnes dont l'environnement est pollué (justice environnementale) alors que les droits de la nature ne s'inscrivent pas dans cette logique d'indemnisation : « ce sont des droits orientés vers la protection des cycles vitaux y les divers processus évolutifs, pas seulement les espèces menacées et les aires naturelles. »<sup>247</sup> C'est ce qu'Acosta appelle la justice écologique qui n'est pas équivalente à la justice environnementale : la première s'occupe de la restauration des écosystèmes affectés alors que la seconde se concentre sur l'indemnisation des personnes affectées.

Donc, dans le système juridique international actuel, le droit environnemental n'existe que par sa connexion avec les droits humains : par exemple, le droit de vivre dans un environnement sain, l'interdiction de polluer des cours d'eau, l'émergence de règles environnementales pour protéger la santé humaine, etc. Toutefois, il n'existe pas, dans le droit international, une seule clause qui assure la protection de l'environnement pour les valeurs intrinsèques de la nature. C'est une des revendications du gouvernement d'Evo Morales au niveau international : la signature par tous les Etats d'une Déclaration universelle des droits de la nature comme celle qui existe pour les droits de l'homme. Néanmoins, Gudynas<sup>248</sup> est critique par rapport à l'interprétation des droits de la nature de la part du gouvernement bolivien dans la mesure où, selon lui, elle privilégie une vision planétaire des droits de la nature. Cette vision permettrait d'autoriser, par exemple, la destruction des environnements locaux, tout en préservant les fonctionnalités écologiques de la planète. Pour Gudynas, les droits de la nature, tels qu'ils sont exprimés dans la Constitution équatorienne, ont forcément un ancrage territorial et dans les cultures locales.

### *B) Exploitation des ressources naturelles et malédiction de l'abondance*

« Derrière la crise écologique, derrière les modes de production et de consommation, derrière les guerres...se trouve le pétrole » affirme Esperanza Martínez<sup>249</sup>. Selon elle, les racines des différentes manifestations de la crise de civilisation ne se trouvent ni dans la culture ni dans la structure mais dans l'extractivisme. A partir de cette

---

<sup>247</sup> Acosta, Alberto, 2013, *El Buen Vivir – Sumak Kawsay, una oportunidad para imaginar otros mundos*, Barcelona, Icaria, p. 102.

<sup>248</sup> Gudynas, Eduardo, 2012, "El largo recorrido de los derechos de la naturaleza", *América Latina en Movimiento (ALAI)*, n° 479, octobre, p. 7-9.

<sup>249</sup> Martínez, Esperanza, 2011, « Sumak kawsay (buen vivir) », conférence lors du congrès d'ATTAC, Berlin, 21 mai, <https://www.youtube.com/watch?v=Pj5my0p4xVQ>.

allégation, les auteurs de ce courant développent leur critique contre l'extraction de ressources naturelles, essentiellement des hydrocarbures, qui serait, selon eux, en contradiction avec la proclamation du Bien Vivre comme principe central des Constitutions bolivienne et équatorienne. Le capitalisme est un système prédateur qui exige une exploitation démesurée de la nature pour maintenir la croissance de la production et les bénéfices des grandes entreprises, sans que les conditions de vie de la majorité de la population ne s'améliorent, notamment dans les pays du Sud.

En ce qui concerne l'extractivisme, les bases conceptuelles des auteurs de ce courant sont la théorie de la « maladie hollandaise »<sup>250</sup> et celle de la « malédiction de l'abondance »<sup>251</sup>. Pour résumer, la « maladie hollandaise » se déclare quand les booms associés à une seule ressource naturelle ont des impacts négatifs sur les économies de ces pays, notamment pour leur absence de diversification et leur vulnérabilité aux conditions extérieures défavorables. La théorie de la malédiction de l'abondance va encore plus loin : en plus des conséquences déjà citées, les pays abondants en ressources naturelles rencontrent des difficultés à lutter contre la pauvreté et la réduction des inégalités. Ils ont aussi de sérieux problèmes institutionnels, de construction de l'Etat, de propagation de la corruption et du clientélisme. A cela, il faut ajouter que la majorité de ces pays sont des régimes autoritaires. Sans oublier les impacts sociaux et environnementaux très importants de l'exploitation des ressources naturelles. Une exception dans cette théorie : la Norvège, pays producteur et exportateur de pétrole dont la particularité est d'avoir diversifié son économie avant la découverte de ses grandes réserves de pétrole.

En Amérique latine, tous les pays sont dépendants de l'exploitation et l'exportation des matières premières, donnant lieu à la formation d'un régime de développement, l'extractivisme, sur lequel nous reviendrons dans le chapitre 2. Il est important de développer ce thème au-delà de ce courant du Bien Vivre car la transition vers un post-extractivisme est un des sujets de conflit entre ces courants. Toutefois, les intellectuels du courant « écologiste et post-développementaliste » sont ceux qui ont le plus débattu et défini ce régime d'accumulation spécifique, héritage de la colonisation qui s'est prolongée au-delà des indépendances de ces pays. Selon eux, si, lors de l'arrivée au

---

<sup>250</sup> Voir les travaux de Sachs, Jeffrey, Warner, Andrew, 1999, « The Big Rush, Natural Resource Booms And Growth », *Journal of Development Economics*, vol. 59 (1), p. 43-76 ; Berry, Albert, 2008, « Growth, Employment, and Distribution Impacts of Minerals Dependency: Four Case Studies », *South African Journal of Economics*, vol. 76, n° 2, p. 148-174.

<sup>251</sup> Alberto Acosta, 2009, *La Maldición de la Abundancia*, Quito, Abya Yala.

pouvoir des gouvernements progressistes, au début du troisième millénaire, il existait une volonté de rompre avec la dimension coloniale des activités d'extraction, ceux-ci n'ont pas remis en cause les structures de dépendance à l'exploitation des ressources naturelles. Toutefois, des changements ont eu lieu, notamment le rôle plus actif de l'Etat dans l'entreprise extractiviste (surtout à travers les entreprises publiques) et surtout une meilleure distribution de la rente qu'elle génère. A partir de cette constatation, ces auteurs ont développé le concept de néo-extractivisme<sup>252</sup> qui reproduirait des dynamiques propres à l'extractivisme, sur lequel nous reviendrons dans le chapitre 2.

Sortir du néo-extractivisme est une priorité absolue pour les auteurs de ce courant. La difficulté réside dans les transitions de pays dépendants de l'extraction de matières premières vers des économies et des sociétés post-extractivistes. D'après Gudynas<sup>253</sup>, l'étude de ces transitions se doit d'explorer deux types de changements : la transformation de la matrice productive de ces économies, notamment à partir de la diversification des activités économiques ; et la nécessité de promouvoir des changements culturels afin d'influer sur les modes de consommation. Sur le plan politique, il s'agit de renforcer les structures et les dynamiques démocratiques pour assurer une plus ample participation sociale aux décisions politiques et de déployer des régulations sociales sur le marché et l'Etat. Il est intéressant de voir, dans ce courant, que la sortie de l'extractivisme doit passer par la construction de ce que Gudynas appelle le « régionalisme autonome »<sup>254</sup> : cette intégration régionale permettrait aux économies latino-américaines de récupérer leur capacité de décision face à la globalisation et de mettre en œuvre une planification commune afin de sortir de l'extractivisme. Néanmoins, la viabilité de cette proposition semble compromise dans un contexte régional marqué par le manque de concertation entre les gouvernements et la compétition commerciale entre les pays.

Dans les écrits de ces auteurs, le thème de l'extractivisme est fortement lié à celui de la critique du développement. Si la participation des pays du Sud au capitalisme mondial s'est faite sur le dos des ressources naturelles, il en est de même pour les politiques de développement. Cet attrait pour ce processus linéaire d'évolution et chemin vers le

---

<sup>252</sup> Schuldt, Jürgen *et al.*, 2009, *Extractivismo, Política y Sociedad*, Quito, CAAP, CLAES.

<sup>253</sup> Gudynas, Eduardo, 2011, « Debates sobre el desarrollo y sus alternativas en América latina: Una breve guía heterodoxa », *in* Lang, Miriam, Mokrani, Dunia (Comp.), *Más allá del desarrollo*, Quito, Fundación Rosa Luxemburgo/Abya Yala, p. 21-53.

<sup>254</sup> Gudynas, Eduardo, 2002, « El concepto de Regionalismo Autónomo y el desarrollo sustentable en el Cono Sur », *in* Gudynas, Eduardo (comp.), *Sustentabilidad y regionalismo en el Cono Sur*, Montevideo, Editorial Coscoroba, p. 177-211.

progrès, essentiellement matériel, mû par différentes versions de l'efficacité et la rentabilité économique et orienté vers l'émulation du style de vie occidental<sup>255</sup>, a cautionné la destruction de la nature (tout comme l'extractivisme). C'est à partir de cette base critique que les intellectuels de ce courant vont définir le Bien Vivre non pas comme une alternative de développement mais comme une alternative au développement. En effet, selon Eduardo Gudynas<sup>256</sup>, les alternatives de développement – comme le développement « humain », « durable », etc. – ne sortent pas de la base conceptuelle propre au développement, autour d'idées telles que la croissance perpétuelle, l'appropriation de la nature, l'idéal du progrès matériel indéfini ; alors que les alternatives au développement cherchent à établir d'autres fondements conceptuels qui passent par l'exploration d'autres cadres sociaux, économiques et politiques que ceux qui s'alignent avec la conception traditionnelle du développement pour aller vers un post-développement. Nous reviendrons dans le chapitre 2 sur ce débat autour du développement.

### 3. Le courant « éco-marxiste et étatiste »

Ce troisième courant est celui qui est le plus critiqué par les autres courants. Il va se différencier des autres principalement en priorisant la satisfaction des besoins de base de la population, avant toute autre chose comme nous le démontre cette phrase de René Ramirez : « Une économie qui cherche à être anti- (ou même post-) capitaliste et n'améliore pas les conditions matérielles de production et reproduction de la vie sociale de la population, ni ne permet de dépasser la pauvreté, n'est pas seulement politiquement non-viable, mais elle n'est pas non plus éthiquement souhaitable, pour plus de logique d'«accumulation non capitaliste» qu'elle suppose. »<sup>257</sup>

Au moment d'analyser ce courant, on ne peut pas négliger l'influence du fait que les différents auteurs qui le composent ont pensé et développé conceptuellement le Bien

---

<sup>255</sup> Gudynas, Eduardo, 2011, « Debates sobre el desarrollo y sus alternativas en América latina: Una breve guía heterodoxa », in Lang, Miriam, Mokrani, Dunia (Comp.), *Más allá del desarrollo*, Quito, Fundación Rosa Luxemburgo/Abya Yala, p. 21-53 ; Acosta, Alberto, 2010, « Solo imaginando otros mundos, se cambiará éste », in Farah, Ivonne, Vasapollo, Luciano (coords.), *Vivir bien: ¿paradigma no capitalista?*, La Paz, CIDES-UMSA, p. 189-208.

<sup>256</sup> Gudynas, Eduardo, 2011, « Debates sobre el desarrollo y sus alternativas en América latina: Una breve guía heterodoxa », in Lang, Miriam, Mokrani, Dunia (Comp.), *Más allá del desarrollo*, Quito, Fundación Rosa Luxemburgo/Abya Yala, p. 21-53.

<sup>257</sup> Ramírez Gallegos, René, 2012, « Izquierda y "buen capitalismo". Un aporte crítico desde América Latina », *Nueva Sociedad*, n° 237, janvier-février, p. 39.



Vivre depuis la gestion des affaires publiques et avec une certaine déconnexion avec les mouvements sociaux, surtout en Equateur. Ces auteurs ont fortement influé sur les contenus et la base théorique des plans de développement, principalement en Equateur. Ainsi, nous analyserons le rapprochement et la forte capacité de discussion avec l'écossocialisme développé en Europe et Amérique du Nord. De même, un des apports de ce courant, sur lequel insiste beaucoup René Ramirez, est le débat sur les biens relationnels.

#### A) *Rapprochement avec l'écossocialisme*

Dans différents textes, nous avons insisté sur le potentiel que pourrait avoir un dialogue entre le Bien Vivre et l'écossocialisme qui se présentent comme deux alternatives à la crise de civilisation actuelle.<sup>258</sup> Même si elles proviennent d'épistémologies et de bases théoriques diverses, et surtout qu'elles sont pensées dans des sociétés différentes, elles pourraient s'enrichir l'une de l'autre, tant pour leur critique du capitalisme, une des forces de l'écossocialisme, que des alternatives qu'elles proposent, surtout depuis le Bien Vivre.

Selon Michael Löwy, l'écossocialisme est un « courant de pensée et d'action écologique qui fait siens les acquis fondamentaux du marxisme tout en le débarrassant de ses scories productivistes. Pour les écossocialistes, la logique du marché et du profit [...] est incompatible avec les exigences de sauvegarde de l'environnement naturel. »<sup>259</sup> Ici, nous n'allons pas revenir sur un débat, important, dans le mouvement écossocialiste qui est d'analyser si Marx et Engels avaient traité, dans leurs écrits, une approche écologiste du monde. Pour John Bellamy Foster, la réponse est affirmative : il existerait une écologie de Marx.<sup>260</sup> A l'opposé, d'autres vont critiquer Marx en affirmant qu'une de ses erreurs est de ne pas avoir parlé d'écologie, d'avoir négligé les relations entre les êtres humains et la nature, voire de ne pas avoir prévu le réchauffement climatique. Ces deux positions nous semblent exagérées et relèveraient quasiment d'une vision

---

<sup>258</sup> Le Quang, Matthieu, Vercoutère, Tamia, 2013, *Ecosocialismo y Buen Vivir. Diálogo entre dos alternativas al capitalismo*, Quito, IAEN ; Le Quang, Matthieu, 2014, « Buen Vivir y ecosocialismo: reflexiones a partir de la iniciativa Yasuní-ITT en Ecuador », in Riechmann, Jorge, Carpintero, Óscar, Matarán, Alberto (coords.), *Los inciertos pasos desde aquí hasta allá: alternativas socioecológicas y transiciones poscapitalistas*, Granada, Ediciones de la Universidad de Granada, p. 223-249 ; Le Quang, Matthieu, 2015, « Introducción al dossier Buen Vivir y Ecosocialismo. Enfoques teóricos y políticas públicas », *Theomai. Estudios Críticos sobre Sociedad y Desarrollo*, n° 32, deuxième semestre, p. 4-12.

<sup>259</sup> Löwy, Michael, 2011, *Ecosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris, Mille et une nuits, p. 31-32.

<sup>260</sup> Bellamy Foster, John, 2011, *Marx écologiste*, Paris, Editions Amsterdam.

anhistorique de Marx en tant qu'icône qui aurait tout analysé ou aurait dû tout analyser. Ce qui est sûr c'est que « la sociologie environnementale d'inspiration marxiste n'a pas systématiquement fait le choix d'une lecture érudite des écrits de Marx, mais Foster, Benton et O'Connor ont, selon des voies différentes, puisé chez l'auteur du *Capital* des ressources épistémologiques et politiques pour comprendre les transformations socio-environnementales »<sup>261</sup>.

L'écosocialisme, par ses racines avec le marxisme, est, avant tout, anticapitaliste, mais son apport est que ce système ne peut pas être compatible avec l'écologie et la protection de la nature. En effet, l'expansion du capital ne peut pas être indéfinie car elle bute nécessairement, à un moment, sur les limites physiques des ressources de la nature, que ces ressources soient ou non renouvelables. L'accumulation infinie de capital, symbolisée par la croissance économique, ne peut plus résister aux désastres sociaux et environnementaux actuels dont elle est en partie responsable. De plus, l'écosocialisme se présente comme une possible réponse théorique alternative aux solutions dominantes, notamment le capitalisme vert, que l'on trouve dans les discussions internationales contre le dérèglement climatique.<sup>262</sup> Ce type de solution ne peut pas représenter une vraie issue. Celle-ci doit nécessairement passer par une remise en cause des modes de production et de consommation capitalistes. Pour les écosocialistes, et aussi pour les auteurs du courant « éco-marxiste et étatiste » du Bien Vivre, la crise civilisationnelle est étroitement liée aux valeurs capitalistes : une envie d'accumuler chaque fois plus basée sur un productivisme et un consumérisme infini qui ne peuvent se perpétuer qu'en accentuant le caractère destructeur du système envers son milieu social et naturel.

L'écosocialisme revendique son hérité avec la longue tradition socialiste. Toutefois, il cherche à développer une autocritique par rapport aux erreurs du passé, notamment face à ce qu'on a appelé le « socialisme réel », c'est-à-dire la tentative d'application des thèses marxistes dans l'ex-Union Soviétique ou dans d'autres pays comme la Chine ou les pays d'Europe de l'Est. Leur critique va se concentrer sur deux aspects de ces régimes : leur caractère antidémocratique et leur productivisme. Selon Michael Löwy, l'avenir de la société et les décisions importantes pour sortir du productivisme,

---

<sup>261</sup> Lamy, Jérôme, 2016, « Les palimpsestes de Marx. L'émergence de la sociologie marxiste de l'environnement aux États-Unis », *Ecologie & politique*, n° 53, p. 152.

<sup>262</sup> Nous reviendrons sur cette opposition au chapitre 4 avec l'analyse du cas de l'Initiative Yasuni-ITT.

notamment en ce qui concerne les politiques publiques, les buts et les nécessités de la production, ne peuvent pas être laissés à l'oligarchie et aux technocrates.

Les théoriciens écosocialistes montrent que le socialisme peut être aussi productiviste. Les expériences socialistes qui ont existé tout au long du XXème siècle n'ont pas remis en cause la production et la consommation comme éléments fondamentaux pour améliorer les conditions de vie des populations, à l'image du capitalisme. Socialisme réellement existant et capitalisme sont donc deux idéologies productivistes qui, de plus, s'intègrent dans l'idéal moderne de soumission de la nature aux êtres humains, son utilité consistant à être une ressource afin de produire indéfiniment des richesses.

On peut donc observer, chez les écosocialistes, une volonté de refonder le socialisme en remettant en question son productivisme et en s'appuyant sur le respect de la nature et de ses cycles de reproduction. L'urgence écologique ne peut pas être pensée indépendamment des exigences d'équité sociale et, inversement, les grandes inégalités sociales ne doivent pas négliger les impératifs écologiques. Cela implique à la fois de bouleverser les rapports des êtres humains avec la nature mais aussi les rapports des êtres humains entre eux : « L'enjeu planétaire de ce processus de transformation radicale des rapports des humains entr'eux et avec la nature est un changement de paradigme civilisationnel, qui concerne non seulement l'appareil productif et les habitudes de consommation, mais aussi l'habitat, la culture, les valeurs, le style de vie. »<sup>263</sup>

On peut voir ici un premier rapprochement avec le Bien Vivre et notamment avec le courant « éco-marxiste et étatiste » dont le marxisme peut s'exprimer dans leur priorité à satisfaire les besoins matériels de base de toute la population. Mais cela ne les empêche pas de critiquer le productivisme et le consumérisme du système capitaliste, sans laisser de côté le respect des droits de la nature. Contrairement aux autres courants, ils concentrent leurs attaques sur le capitalisme et ses structures socio-économiques inégalitaires et déprédateurs de la nature. La transition vers un post-capitalisme oblige à transformer ces structures, à lutter contre les fortes inégalités sociales et « la subsomption réelle du système intégral de la vie naturelle de la planète au capital »<sup>264</sup>. Cette citation de Garcia Linera constitue sa quatrième thèse sur le capitalisme et la

---

<sup>263</sup> Löwy, Michael, 2009, « Scénarios du pire et alternative écosocialiste », *Nouveaux Cahiers du Socialisme*, 31 août, <http://www.cahiersdusocialisme.org/2009/08/31/scenario-du-pire-et-alternative-ecosocialiste/> (consulté le 20 novembre 2012).

<sup>264</sup> García Linera, Álvaro, 2015, *Socialismo comunitario. Un horizonte de época*, La Paz, Vicepresidencia del Estado Plurinacional, Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional, p. 11.

communauté universelle, qui est proche de celles de l'écosocialisme. Il affirme qu'il n'existe pas de nature, ni de matières premières qui puissent soutenir le niveau actuel de production et de consommation de tous les produits proposés par le capitalisme ce qui démontre l'impossibilité de l'expansion indéfinie de ce système. Pour mettre en œuvre cette transition, l'outil fondamental est la planification participative rappelant l'éthique démocratique de l'écosocialisme. Cette société post-capitaliste pourrait s'appeler « socialisme communautaire du Vivre Bien » ou « socialisme du Sumak kawsay » ou « biosocialisme républicain »<sup>265</sup>.

García Linera définit le socialisme comme un champ de bataille, une lutte quotidienne pour la réappropriation des biens communs y surtout pour leur gestion communautaire. Il continue son dialogue entre marxisme et indianisme en proposant la collectivisation des moyens de production à travers leur gestion communautaire qu'il oppose à l'Etat : « le communautaire est l'antithèse de tout Etat »<sup>266</sup>. Cet Etat est un outil dont doit se servir la société, les syndicats ou les mouvements sociaux pour renforcer cette appropriation et accroître cette gestion communautaire. En somme, « le socialisme c'est, donc, un long processus de transition dans lequel l'Etat révolutionnaire et les Mouvements Sociaux se fusionnent pour démocratiser chaque jour de nouvelles décisions ; pour que, chaque jour, de plus en plus d'activités économiques entrent dans la logique communautaire au lieu de la logique du profit »<sup>267</sup>. Cette volonté de démocratiser la gestion économique et les décisions politiques est fortement partagée avec l'écosocialisme dans une autocritique du socialisme du XXème siècle, montrant ainsi leur détermination à condamner l'autoritarisme soviétique et à rénover ce socialisme afin de le réhabiliter comme alternative démocratique au capitalisme.

### B) *La notion de biens relationnels*

La base de la société alternative proposée par les auteurs de ce courant correspond au renouvellement des relations sociales et communautaires. Ici, la notion de biens relationnels est fondamentale dans le nouveau modèle de civilisation revendiqué par le Bien Vivre. Dans cette société du Bien Vivre, l'oisiveté ou les sentiments, aspects

---

<sup>265</sup> Ramírez Gallegos, René, 2010, « Socialismo del sumak kawsay o biosocialismo republicano », in Senplades, *Los nuevos retos de América Latina. Socialismo y Sumak Kawsay*, Quito, Senplades, IAEN, p. 55-76.

<sup>266</sup> García Linera, Álvaro, 2015, *Socialismo comunitario. Un horizonte de época*, La Paz, Vicepresidencia del Estado Plurinacional, Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional, p. 70.

<sup>267</sup> *Ibidem*, p. 71.

inestimables de toute relation humaine, occuperont un espace important. Cela présuppose aussi avoir du temps pour la participation politique, l'émancipation, la contemplation, les relations interpersonnelles, etc. Selon René Ramírez, « le Bien Vivre implique que les libertés, opportunités, capacités et potentialités réelles des individus s'élargissent et fleurissent de telle manière qu'elles permettent de réussir simultanément ce que la société, les territoires, les diverses identités collectives et chacun – vu comme un être humain à la fois universel et particulier – valorise comme objet de vie désirable [...]. Le concept de Bien Vivre nous oblige à nous reconnaître, à nous comprendre et à nous valoriser les uns les autres, afin de permettre l'épanouissement, l'autoréalisation et la construction d'un avenir partagé. »<sup>268</sup> En tant qu'idéologue du gouvernement et chargé de l'élaboration du Plan National pour le Bien Vivre 2009-2013, René Ramirez a fortement influencé la première définition gouvernementale du Bien Vivre que l'on trouve dans ce plan et qui définit le Bien Vivre comme : « la satisfaction des besoins, la réalisation d'une qualité de vie et de mort dignes, aimer et être aimé, et la floraison saine de tous et toutes, en paix et en harmonie avec la nature et la prolongation indéfinie des cultures humaines. »<sup>269</sup> La suite de la définition reprend textuellement la citation tirée du texte de Ramirez de 2008.

Penser la notion de « bien relationnel » implique de sortir de la logique capitaliste. Pour cela, reprenons la définition que Bolívar Echeverría, l'un des grands intellectuels latino-américains, fait d'un bien : c'est un objet pratique qui s'intègre dans un processus social de production et de consommation et de reproduction d'un sujet social. Cet objet pratique peut être « n'importe quel élément de la nature, qu'il soit physique, chimique, vital, psychique ; n'importe quel fait, qu'il soit matériel ou spirituel, etc., n'importe quelle parcelle de réalité extérieure ou intérieure, n'importe quel bout de matière, qu'importe sa matérialité »<sup>270</sup>. L'objectif d'un bien est la satisfaction d'un besoin. Il s'agit d'un élément de la richesse objective d'un sujet social qui possède une valeur d'usage pour la consommation.

Les besoins vitaux des êtres humains et les sociétés dépassent les besoins sociaux de base classiques (alimentation, eau, santé, habitat, éducation, etc.). Leur satisfaction s'effectue dans les relations sociales, c'est-à-dire, en d'autres termes, la reproduction de

---

<sup>268</sup> Ramírez, René, 2008, « La felicidad como medida del Buen Vivir en Ecuador. Entre la materialidad y la subjetividad », Quito, Senplades, document de travail n°1, p.10.

<sup>269</sup> Senplades, 2009, *Plan Nacional para el Buen Vivir 2009-2013*, Quito, Senplades, p. 10.

<sup>270</sup> Echeverría, Bolívar, 1998, *La contradicción del valor y el valor de uso en El Capital, de Karl Marx*, México, Editorial Itaca, p.13.

la vie passe aussi par la sociabilité entre êtres humains, la participation politique, la contemplation, les loisirs gratuits, etc. L'accès à la consommation des biens relationnels ne se réalise pas nécessairement à travers la médiation de l'argent. La consommation de biens relationnels permet de s'émanciper des relations marchandes, en participant à ces activités non marchandes, et de reprendre le contrôle de son temps, donc le contrôle de sa vie.

René Ramirez<sup>271</sup> reprend en partie ces caractéristiques mais il précise que ces biens relationnels sont surtout des biens immatériels. Toutefois, leur production et leur consommation sont conditionnées par les conditions matérielles de la société : la génération et jouissance de biens relationnels sont d'autant plus importantes lorsque les besoins matériels de base sont satisfaits, même si, dans certains cas, leur insatisfaction n'empêche pas de profiter de ces biens. On retrouve de nouveau ici la priorisation de disposer des besoins de base pour profiter au maximum des biens relationnels. La pauvreté et surtout les inégalités socio-économiques n'interdisent pas la production et consommation de ces biens mais elles conditionnent leur pleine jouissance. Selon Ramirez, « les obstacles pour l'épanouissement sont liés à l'insatisfaction des besoins humains (pauvreté) et l'aliénation des individus (ou la séparation du temps de travail et du temps libre). »<sup>272</sup>

En se basant sur une éthique aristotélicienne, Ramirez indique qu'il existe quatre types d'activités pour la génération et consommation de biens relationnels : produire de la société (les relations familiales, l'amour, l'amitié), engendrer de la contemplation (art, lecture, culture, récréation, réflexion, contemplation de la nature, etc.), promouvoir la vie publique (participation politique, syndicale, associative, activité sociale, etc.) et encourager le travail émancipateur. Il s'agit de lier « l'interdépendance social et la réalisation individuelle »<sup>273</sup>. L'individu et la société ne peuvent pas être envisagés, dans la société du Bien Vivre hors de la nature d'où la prise en compte de l'éco et de la biodépendance.<sup>274</sup>

On se trouve ainsi dans une conception de l'être humain comme un être social partageant son temps avec les autres au sein d'un territoire et d'un espace naturel. Cette vision entre en opposition avec la privatisation des espaces publics et oblige à récupérer

---

<sup>271</sup> Ramírez Gallegos, René, 2012, *La vida (buena) como riqueza de los pueblos. Hacia una socioecología política del tiempo*, Quito, IAEN, INEC.

<sup>272</sup> *Ibidem*, p. 31.

<sup>273</sup> Ramírez Gallegos, René, 2019, « Los "bienes relacionales" en la socioecología política de la vida buena », *Crisol*, serie numérique, n° 8, p. 2.

<sup>274</sup> *Ibidem*, p. 7.

et à se réappropriier l'espace public, à créer et à inciter la participation dans des actions collectives et la formation d'espaces de rencontres, de délibération, de débats, de discussion. Toutes ces activités ne peuvent aboutir qu'à une radicalisation de la démocratie, objectif partagé entre le Bien Vivre et l'écosocialisme.

## **Conclusions du chapitre**

L'analyse des textes et discours sur le Bien Vivre nous montre que la construction de cette idée politique ne peut pas être isolée du contexte à partir duquel elle est apparue, des intellectuels qui participent à sa théorisation et à sa complexité et aussi des idées et concepts face auxquels elle se pose comme une alternative politique. Le Bien Vivre se nourrit des débats autour de la crise civilisationnelle que traverse le monde, des savoirs, connaissances et expériences des peuples indigènes, de la théorie critique du capitalisme mais aussi de l'hétérogénéité des intellectuels qui composent les trois courants du Bien Vivre. Cette dernière est une richesse qui permet d'approfondir son contenu, de l'adapter aux réalités de l'Etat et des Constitutions, d'avoir un dialogue interculturel en sortant ce concept des mouvements indigènes mais aussi de participer à des débats et conflits politiques sur certains thèmes importants comme le post-extractivisme que nous verrons dans le prochain chapitre.

La critique de la modernité est une des caractéristiques communes des trois courants du Bien Vivre. La modernité est ici confondue avec le capitalisme et est vue comme une imposition de l'Occident, particulièrement de l'Europe, aux populations indigènes. Selon le philosophe Enrique Dussel, la philosophie de la modernité s'est construite sur la domination de l'Europe sur le reste du monde, à partir de la colonisation de l'Amérique au XVIème siècle, sans que cette domination soit questionnée. Avec la modernité sont apparus les premiers discours anti-modernes.<sup>275</sup>

Un danger pour le Bien Vivre est que la critique de la modernité peut tomber facilement dans une position anti-modernité qui pourrait enfermer ce concept dans ses propres débats, ce qui diminuerait son potentiel critique et de transformation sociale, en l'empêchant de pouvoir débattre avec d'autres théories qui s'inscrivent dans la modernité tout en la critiquant. Certains auteurs peuvent analyser la résistance des peuples indigènes face à la modernité à partir d'un certain repli communautaire, en

---

<sup>275</sup> Dussel, Enrique, 2020, *El primer debate filosófico de la modernidad*, Buenos Aires, CLACSO, TNI.

considérant celle-ci avant tout comme un projet européen avec des ambitions colonisatrices.

Pourtant, d'après José Figueroa<sup>276</sup>, différentes contributions des études postcoloniales montrent que d'importants groupes sociaux situés à la périphérie de la modernité revendiquent leur insertion dans celle-ci à partir de la critique de leurs propres traditions culturelles ou de ce que Edward Said appelle la « critique culturelle »<sup>277</sup>, c'est-à-dire la distance critique qu'il faut entretenir vis-à-vis de sa propre culture. La modernité ne serait donc pas un processus exogène aux périphéries qui la subiraient et, de ce fait, devraient s'y opposer mais bien une construction où participeraient le centre et la périphérie et, dans ce cas-là, les peuples indigènes.

Comme nous l'avons vu, les identités ne sont pas figées et sont en perpétuelle (re)construction. Le Bien Vivre participe aux changements et construction de l'identité et de l'ethnicité des mouvements indigènes que ce soit à travers l'image de l'indigène écologiste ou de l'appropriation de la communauté pour faire de l'indigène un être social qui vit en communauté et dont les décisions politiques se prennent au sein de la communauté avec la participation de tous ses membres. Mais le Bien Vivre n'est pas seulement un concept né au sein des mouvements indigènes. Son contenu s'est nourri des débats politiques qui ont eu lieu pendant les Assemblées constituantes en Equateur et en Bolivie mais aussi des conflits politiques qui ont surgi après l'approbation de ces Constitutions. Un des conflits les plus importants, qui va différencier et affronter les trois courants du Bien Vivre, est celui relatif au régime d'accumulation en Amérique latine basé sur l'extractivisme et le consumérisme. C'est ce que nous allons analyser dans le prochain chapitre.

---

<sup>276</sup> Figueroa, José Antonio, 2004, « Edward Said, la periferia y el humanismo o tácticas para trascender el postmodernismos », *Iconos*, n°18, p. 100-108.

<sup>277</sup> Said, Edward, 1983, *The World, the Text, and the Critic*, Cambridge, Harvard University Press.



## Chapitre 2 : Bien Vivre et régimes d'accumulation

Le Bien Vivre se présente comme une des alternatives au capitalisme dans le monde. Le capitalisme est vu comme un système socialement inégal et destructeur de ressources naturelles, qui s'est étendu en laissant de côté les pays du Sud dont l'appauvrissement va de pair avec la dégradation naturelle et la captation de leurs ressources naturelles. Les auteurs qui écrivent sur le Bien Vivre reprennent à leur compte la division du système-monde en centre et périphérie ce qui leur permet d'identifier deux types d'impasses : le productivisme et le consumérisme au Nord ; les problèmes du (mal) développement au Sud.

A partir de cette division, ils remettent en cause le régime d'accumulation sur lequel se base ce système. Selon Michel Juillard, « le régime d'accumulation apparaît comme un schéma ou un modèle de croissance d'une économie nationale à une certaine époque. »<sup>278</sup> Les auteurs du Bien Vivre affirment que ce régime repose sur trois caractéristiques : l'idéologie du développement, l'extractivisme et le consumérisme. Selon eux, le mal-développement des pays latino-américains est dû à la persistance de l'extractivisme. Le développementisme est lié en Equateur avec l'idée que l'exploitation du pétrole et des richesses naturelles devrait aboutir au fait que le pays sorte du sous-développement pour aller vers le progrès. L'extractivisme est un régime d'accumulation qui a une certaine compréhension du développement et qui soutient le capitalisme au niveau mondial qui se base sur le consumérisme pour pouvoir croître de manière infinie. Dans ce chapitre, nous allons analyser les différents débats et tensions entre les trois courants du Bien Vivre sur le développement, l'extractivisme et le consumérisme. S'ils sont tous d'accord pour critiquer ces modèles socio-économiques, les propositions et alternatives qu'ils présentent sont variables et parfois contradictoires ce qui se traduit par des tensions entre ces auteurs mais aussi des positionnements différents envers les gouvernements progressistes et des conflits socio-politiques avec eux.

### I. Le Bien Vivre : autre développement ou alternative au développement ?

Nous avons vu dans le chapitre 1 que le Bien Vivre a émergé à partir des réflexions critiques du peuple Sarayaku sur le développement durable importé par la coopération

---

<sup>278</sup> Juillard, Michel, 2002, « Régimes d'accumulation », in Boyer, Robert, Saillard, Yves (dir.), *Théorie de la régulation. L'Etat des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 225.

internationale et les ONG avec lesquelles ce peuple était en contact. Ils refusaient la vision utilitariste de la nature portée par cette notion d'où le fait d'aller chercher dans leur mode de vie une alternative à ce développement. Ces critiques à la notion de développement ne sont pas nouvelles et remontent aux années 1960. En effet, face à l'échec de ses prévisions, comme l'impossibilité pour les pays du Sud d'atteindre les niveaux de vie des pays du Nord, et face au caractère irréalisable de la concrétisation de ses espérances (surtout au niveau écologique), elles ont surgi tant au niveau conceptuel qu'au niveau des pratiques inspirées par le développement. Celui-ci a été qualifié de « fantôme »<sup>279</sup> et vu comme une utopie qui n'est pas réalisable pour les limites naturelles de la planète, pour les inégalités générées dues à sa distribution sociale limitée et pour ses liens assez faibles entre croissance et bien-être.

A partir de ce diagnostic, d'autres concepts sont apparus depuis les théories critiques comme celui du Bien Vivre, s'intégrant aux débats sur les relations entre société et environnement. Ce dernier réactualise certains débats autour du post-développement (Wolfgang Sachs, Serge Latouche, Ivan Illich, Arturo Escobar, entre autres), le mal-développement<sup>280</sup>, l'autre développement<sup>281</sup> et aussi avec le développement durable<sup>282</sup>. C'est ce que nous allons analyser dans cette partie en montrant les diverses approches du développement qu'ont les auteurs du Bien Vivre, approches qui recourent souvent les trois courants du Bien Vivre. Si ces auteurs sont d'accord sur le fait de critiquer la modernité et les défauts et conséquences du développement, ils diffèrent au moment de résoudre ce problème du développement : rénover cette notion ou penser à une alternative à celle-ci ?

---

<sup>279</sup> Quijano, Anibal, 2000, « El fantasma del desarrollo en América Latina », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, vol. 6, n° 2, p. 73-90.

<sup>280</sup> Tortosa, José Maria, 2011, *Maldesarrollo y Mal vivir. Pobreza y violencia a escala mundial*, Quito, Abya-Yala.

<sup>281</sup> Aguilar, Paula Lucía, Fiuza, Pilar, Glozman, Mara, Grondona, Ana, Pryluka, Pablo, 2015, « Hacia una genealogía del “Buen Vivir”. Contribuciones desde el Análisis Materialista del Discurso », *Theomai. Estudios Críticos sobre Sociedad y Desarrollo*, n°32, deuxième semestre, p. 96-127.

<sup>282</sup> Haidar Victoria, Berros Valeria, 2015, « Entre el sumak kawsay y la “vida en armonía con la naturaleza”: disputas en la circulación y traducción de perspectivas respecto de la regulación de la cuestión ecológica en el espacio global », *Theomai. Estudios Críticos sobre Sociedad y Desarrollo*, n°32, deuxième semestre, p. 128-150; Vanhulst, Julien, Elizalde Hevia, Antonio, 2016, « Los senderos bifurcados del desarrollo sostenible: un análisis del discurso académico en América Latina », in Floriani, Dimas, Elizalde Hevia, Antonio (Orgs.), *América Latina: Sociedade e Meio Ambiente. Teorias, Retóricas e Conflitos em Desenvolvimento*, Curitiba, Ed. UFPR, p. 173-217; Vanhulst, Julien, 2015, « El laberinto de los discursos del Buen vivir: entre Sumak Kawsay y Socialismo del siglo XXI », *Polis*, n° 40, <http://polis.revues.org/10727> (consulté le 21 juillet 2016); Vanhulst, Julien, Beling, Adrian, 2013, « Buen vivir et Développement durable : rupture ou continuité ? », *Revue Ecologie & Politique*, n° 46, p. 41-54.

## 1. Le Bien Vivre comme alternative au développement

Certains auteurs du Bien Vivre insistent sur le fait que ce concept n'est pas une alternative de développement mais une alternative au développement. Les premiers textes connus sur le *sumak kawsay* l'utilisent comme une alternative au développement. C'est notamment le cas de Carlos Viteri qui prône l'élimination de ce mot pour mettre en avant celui de *sumak kawsay*<sup>283</sup>, l'inscrivant ainsi dans les propositions sur le post-développement. Cette approche est fortement soutenue par le courant « écologiste et post-développementaliste » emmené principalement par Alberto Acosta et Eduardo Gudynas<sup>284</sup> mais aussi dans lequel nous pouvons inscrire les universitaires espagnols José Maria Tortosa<sup>285</sup>, Koldo Unceta<sup>286</sup> ou Joan Martinez Alier<sup>287</sup>.

Dans cette partie, nous allons voir que le Bien Vivre a une filiation avec d'autres théories qui ont critiqué le développement, s'intégrant ainsi à la longue tradition latino-américaine de critique du développement. Toutefois, ils ne sont pas restés seulement dans la critique de ce qu'Edgar Morin nomme la « tragédie du développement »<sup>288</sup> mais ils proposent aussi un horizon de ce que devrait être un possible post-développement, en faisant du Bien Vivre une utopie mobilisatrice. Ici, c'est le développement en soi qui est le problème, et donc la cible des critiques pour le dénoncer, ainsi que son discours et ses pratiques : « il faut assumer le développement comme une pathologie de la modernité. »<sup>289</sup>

### A) Les critiques du Bien Vivre au développement

Depuis les années 1960, peu de temps après le discours de Truman, les premières voix qui plaident pour la nécessité d'en finir avec la notion de développement, ont

---

<sup>283</sup> Viteri Gualinga, Carlos, 2002, « Visión indígena del desarrollo en la Amazonía », *Polis*, n°3, <http://polis.revues.org/7678>.

<sup>284</sup> Par exemple : Gudynas, Eduardo, Acosta, Alberto, 2011, « *La renovación de la crítica al desarrollo y el buen vivir como alternativa* », *Utopía y Praxis Latinoamericana, Revista Internacional de Filosofía Iberoamericana y Teoría Social*, n°53, p. 71-83.

<sup>285</sup> Tortosa, José Maria, 2011, « Vivir Bien y Buen Vivir: caminar con los dos pies », *Obets Revista de Ciencias Sociales*, vol. 6, n° 1, p. 13-17.

<sup>286</sup> Par exemple : Unceta, Koldo, 2013, « Decrecimiento y Buen Vivir .Paradigmas convergentes? Debates sobre el postdesarrollo en Europa y América Latina », *Revista de Economía mundial*, n° 35, p. 21-45.

<sup>287</sup> Martínez Alier, Joan, Sejenovich, Héctor, Baud, Michiel, 2015, « El ambientalismo y ecologismo latinoamericano », in de Castro, Fabio, Hogenboom, Barbara, Baud, Michiel (coord.), *Gobernanza ambiental en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, p. 39-72.

<sup>288</sup> Morin, Edgar, Kern, Anne-Brigitte, 1993, *Terre-Patrie*, Paris, Seuil, p. 90.

<sup>289</sup> Dávalos, Pablo, 2008, « Reflexiones sobre el Sumak Kawsay (el buen vivir) y las teorías del desarrollo », *América Latina en Movimiento (ALAI)*, 5 août, <https://www.alainet.org/es/active/25617> (consultée le 18 juillet 2017).

commencé à apparaître. Ces critiques coïncidaient avec la dernière grande vague de décolonisation et la formation du bloc du Tiers-Monde. Par exemple, dans les années 1960, apparaît un mouvement qui milite en faveur du post-développement, organisé autour de réseaux comme le Réseau pour le Post-développement, et qui se construit à partir des réflexions critiques sur l'économie et les échecs des politiques de développement. Selon eux, le questionnement radical de la notion de développement est le point de rupture dans la critique du capitalisme et la mondialisation. Ils s'opposent au fait de penser à un « autre » développement et remettent en question les notions de croissance, besoins, pauvreté, aide, etc. L'objectif du post-développement est de décoloniser les mentalités en mettant l'économie à sa véritable place, comme un moyen et non comme la fin de la vie : selon le Manifeste du Réseau pour le Post-développement, « Si le développement n'a pas été plus que la continuation de la colonisation par d'autres moyens, la *nouvelle* mondialisation, à son tour, n'est pas plus que la continuité du développement avec d'autres moyens. »<sup>290</sup>.

Si les politiques liées au développement ont échoué, la question est comment cette notion a réussi à subsister jusqu'à aujourd'hui, en se renouvelant avec différents adjectifs – soutenable, local, écodéveloppement, etc. Pourquoi continue-t-il d'avoir une connotation positive de progrès, d'avancée ou d'amélioration quand la réalité nous démontre que nous vivons dans un monde mal-développé<sup>291</sup> ? Selon Gilbert Rist<sup>292</sup>, c'est parce qu'il repose sur une croyance occidentale profondément ancrée dans la construction de notre société : l'évolutionnisme social à partir des idées de progrès et de croissance qui conduiraient à la modernité. Rist définit le développement comme un élément d'une religion moderne qui vient de mythes occidentaux, une croyance qui aboutit à la destruction de la nature et à la transformation des relations sociales : « parce qu'il se réduit finalement à l'extension indéfinie de la sphère marchande, le "développement" n'est que le stade suprême du capitalisme et le modèle de société qu'il propose n'est ni généralisable (pour des raisons écologiques), ni souhaitable. »<sup>293</sup>.

Les auteurs du Bien Vivre s'inscrivent dans cette ligne critique tant en ce qui concerne la modernité et ses idées de progrès, comme nous l'avons étudié dans le premier

---

<sup>290</sup> Latouche, Serge, 2009 (2003), *Decrecimiento y posdesarrollo. El pensamiento creativo contra la economía del absurdo*, Madrid, El Viejo Topo, p. 13.

<sup>291</sup> Tortosa, José María, 2011, *Maldesarrollo y Mal vivir. Pobreza y violencia a escala mundial*, Quito, Abya-Yala.

<sup>292</sup> Rist, Gilbert, 2006, « La supercherie du développement durable ? », *4D-L'Encyclopédie du Développement Durable*, n°21, [http://encyclopedie-dd.org/IMG/pdf/N-21\\_Rist.pdf](http://encyclopedie-dd.org/IMG/pdf/N-21_Rist.pdf) (consultée le 31 juillet 2017).

<sup>293</sup> *Ibidem*.

chapitre, ou pour la non-viabilité du développement, pas seulement dans les pays du Sud mais aussi dans les pays du Nord où « aujourd'hui la priorité n'est plus le développement mais la manière de réparer tous les dégâts qui ont été causés »<sup>294</sup>. Nous pouvons trouver trois types de reproches contre le développement pour lesquels les auteurs du Bien Vivre prônent l'abandon de son usage et confrontent leurs solutions avec le Bien Vivre.

La première critique est que les politiques de développement sont des solutions capitalistes qui oscillent entre donner un plus grand protagonisme au marché ou à l'Etat, sans que ces politiques n'aient eu un quelconque résultat, selon les auteurs du Bien Vivre, notamment sur les inégalités et sur la pauvreté. Au contraire, elles provoquent de graves conséquences sociales et environnementales, qu'elles soient d'inspiration néolibérale ou développementiste. D'ailleurs, ils condamnent la vision de la nature que peut avoir le capitalisme, soit comme simple objet des politiques de développement, soit comme condition pour augmenter la croissance économique à travers la consommation des ressources naturelles. Le développement est ici réduit à la croissance économique, objectif du capitalisme, et au style de vie consumériste qui lui est associé.<sup>295</sup> Cette critique du développement pour sa vision réductionniste et économiciste n'est pas nouvelle et a débuté dans les années 1970 lors de l'évaluation de la première décennie du développement.<sup>296</sup>

Face à cela, le Bien Vivre propose une relation dynamique entre marché, Etat et société : « Le marché est une relation sociale sujette aux besoins des individus et des collectivités, entendue comme un espace d'échange de biens et de services en fonction de la société et non seulement du capital. [...] En définitive, l'Etat devrait être citoyenennisé, alors que le marché devrait être civilisé, ce qui, dans les deux cas, implique une participation croissante de la société. »<sup>297</sup> Ainsi, le marché serait un outil au service des êtres humains et de la collectivité, sans être destructeur de la nature, et

---

<sup>294</sup> Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas - CAOI, 2010, *Buen Vivir/Vivir Bien. Filosofía, políticas, estrategias y experiencias regionales andinas*, Lima, CAOI Prensa, p. 24.

<sup>295</sup> Larrea, Ana María, 2010, « La disputa de sentidos por el Buen Vivir como proceso contrahegemónico », in Senplades, *Los nuevos retos de América Latina. Socialismo y Sumak Kawsay*, Quito, Senplades, IAEN, p. 15-28; Ramírez Gallegos, René, 2010, « Socialismo del sumak kawsay o biosocialismo republicano », in Senplades, *Los nuevos retos de América Latina. Socialismo y Sumak Kawsay*, Quito, Senplades, IAEN, p. 55-76; Acosta, Alberto, 2009, « El Buen Vivir, una utopía por (re)construir », *Casa de las Américas*, n° 257, p. 33-46.

<sup>296</sup> Fiuza, Pilar, Coviello, Ramiro, 2014, « Entre el Buen Vivir y los debates sobre Estilos de Desarrollo », *La revista del CCC*, juillet-décembre, n° 21: <http://www.centrocultural.coop/revista/articulo/493/> (consulté le 12 août 2016).

<sup>297</sup> Acosta, Alberto, 2009, « El Buen Vivir, una utopía por (re)construir », *Casa de las Américas*, n° 257, p. 42.

l'Etat devrait ouvrir des canaux de dialogues et des mécanismes de participation pour toute la société. Nous reviendrons dans le troisième chapitre sur la relation entre marché, Etat, société et nature et ses conséquences notamment en termes de régulations et planification pendant le gouvernement de la Révolution Citoyenne en Equateur.

Toutefois, certains auteurs, notamment des courants « culturaliste et indigéniste » et « écologiste et post-développementiste », insistent sur le fait que non seulement les solutions capitalistes ne sont pas viables, mais aussi que le communisme ne l'est pas non plus. En effet, selon eux, ce dernier partage les mêmes bases culturelles que le capitalisme, notamment la croyance dans le progrès matériel, en plus de s'inscrire dans les traditions politiques de la modernité. C'est pour cela que, selon certains auteurs de ces deux courants, le Bien Vivre est à la fois post-capitaliste et post-socialiste<sup>298</sup>. D'où l'affirmation d'Eduardo Gudynas qu'il ne peut pas exister de « socialisme du Bien Vivre »<sup>299</sup> comme proposé par le courant « eco-marxiste et étatiste ».

La deuxième critique est que la copie ou l'importation d'expériences étrangères à partir de réalités économiques, politiques, sociales, culturelles et historiques différentes est impossible et indésirable : « en aucun cas, il n'est possible de s'attendre à ce que la copie d'expériences étrangères produise les fruits attendus dans un autre contexte, car un aspect fondamental pour créer et consolider de bons marchés afin de satisfaire les demandes et les besoins d'une société réside dans la sphère culturelle de ladite société. »<sup>300</sup> En reprenant les mots d'Eduardo Gudynas, « le problème n'est pas l'absence de livres de recettes, mais l'insistance du développement conventionnel à les utiliser et à les imposer »<sup>301</sup>.

Si on reprend l'affirmation de Carlos Viteri Gualinga, que nous avons vu dans le premier chapitre, que la notion de développement n'existe pas dans les cultures indigènes, notamment pour la linéarité de son processus, il assure aussi qu'il « n'existe pas non plus les concepts de richesse et pauvreté déterminés par l'accumulation et

---

<sup>298</sup> Voir Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas - CAOI, 2010, *Buen Vivir/Vivir Bien. Filosofía, políticas, estrategias y experiencias regionales andinas*, Lima, CAOI Prensa; Gudynas, Eduardo, 2012, « Buen Vivir y críticas al desarrollo: saliendo de la modernidad por la izquierda », in Hidalgo Flor, Francisco, Márquez Fernández, Álvaro (Eds.), *Contra hegemonía y Buen Vivir*, Quito, Universidad Central del Ecuador, Universidad del Zulia – Venezuela, p. 67-87.

<sup>299</sup> Gudynas, Eduardo, 2012, « Buen Vivir y críticas al desarrollo: saliendo de la modernidad por la izquierda », in Hidalgo Flor, Francisco, Márquez Fernández, Álvaro (Eds.), *Contra hegemonía y Buen Vivir*, Quito, Universidad Central del Ecuador, Universidad del Zulia – Venezuela, p. 71.

<sup>300</sup> Acosta, Alberto, 2009, « El Buen Vivir, una utopía por (re)construir », *Casa de las Américas*, n° 257, p. 35.

<sup>301</sup> Gudynas, Eduardo, 2012, « Buen Vivir y críticas al desarrollo: saliendo de la modernidad por la izquierda », in Hidalgo Flor, Francisco, Márquez Fernández, Álvaro (Eds.), *Contra hegemonía y Buen Vivir*, Quito, Universidad Central del Ecuador, Universidad del Zulia – Venezuela, p. 80.

carence de biens matériels. »<sup>302</sup> Avec les programmes de développement, il existe une imposition d'une vision du monde où richesse et pauvreté dépendent de l'accumulation économique et l'acquisition de biens matériels. Ces programmes sont les mêmes en Europe, en Asie, en Afrique ou en Amérique latine et sont pensés depuis les organisations internationales ou les ONG sans prendre en compte les particularités de chaque région, pays ou territoire. L'échec des politiques de développement est en partie dû à cette uniformisation politique. Une des caractéristiques des luttes politiques en Amérique latine est le fait de mettre en relation le droit à l'égalité avec la reconnaissance des différences.<sup>303</sup>

Le Bien Vivre, dans sa prise en compte de la multiplicité des cultures, des systèmes économiques et des formes d'organisation politique, ne cherche pas à présenter et à imposer des recettes prêtes à être appliquées mais « offre un cadre de principes et d'évaluations pour concevoir ces plans ; détermine les significations, les conditions et les restrictions sur la façon dont des programmes spécifiques doivent être mis en œuvre »<sup>304</sup>. Cela est dû à l'existence de différentes formes de relation entre les êtres humains et entre ceux-ci et la nature.

La critique du développement de la part des auteurs du Bien Vivre cherche aussi à repenser le rôle de l'Etat. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, le Bien Vivre est inséparable de la transformation des structures actuelles des Etats, qualifiées de coloniales, avec pour objectif de construire un Etat plurinational dans lequel non seulement seraient garantis des droits individuels mais aussi des droits collectifs. Cette revendication historique des organisations indigènes ne peut être séparée du fait que l'auto-gouvernement indigène sur des territoires spécifiques soit une condition fondatrice d'une matrice de reconnaissance identitaire qui donne un pouvoir politique aux peuples et nationalités indigènes et ne se réduit pas à la gestion, plus ou moins démocratique, de la diversité culturelle.

La troisième critique, liée à la deuxième, est que le développement peut s'analyser comme un discours hégémonique qui génère des sens communs et écrase les différences culturelles. Cette homogénéisation culturelle, imposée par les pays du Centre et par les

---

<sup>302</sup> Viteri Gualinga, Carlos, 2002, « Visión indígena del desarrollo en la Amazonía », *Polis*, n° 3, <http://polis.revues.org/7678> (consulté le 24 avril 2014).

<sup>303</sup> De Sousa Santos, Boaventura, 2009, « Las paradojas de nuestro tiempo y la Plurinacionalidad », in Acosta, Alberto, Martínez, Esperanza (comp.), *Plurinacionalidad. Democracia en la diversidad*, Quito, Abya Yala, p. 51.

<sup>304</sup> Gudynas, Eduardo, 2012, « Buen Vivir y críticas al desarrollo: saliendo de la modernidad por la izquierda », in Hidalgo Flor, Francisco, Márquez Fernández, Álvaro (Eds.), *Contra hegemonía y Buen Vivir*, Quito, Universidad Central del Ecuador, Universidad del Zulia – Venezuela, p. 80.

classes dominantes, met en péril la diversité des cultures, connaissances, savoirs, des classes subalternes. Il est nécessaire ici d'analyser cette critique culturelle à partir de ce qu'Anibal Quijano, un des intellectuels qui a largement inspiré la plupart des auteurs sur le Bien Vivre, appelle le « caractère eurocentrique du débat sur le développement »<sup>305</sup>.

Selon Anibal Quijano, suivant la théorie d'Immanuel Wallerstein<sup>306</sup>, ce n'est pas un pays qui se développe mais un modèle de pouvoir ou une société.<sup>307</sup> Celui qui est en cours aujourd'hui est le modèle de société capitaliste qui s'est imposé au fil du temps sur tous les autres modèles alternatifs soit en les désintégrant, soit en les absorbant ou en les écrasant : « ce modèle de pouvoir est mondial, il ne peut pas en être autrement, mais se *développe* de manière différente et à des niveaux distincts dans différents espaces-temps ou contextes historiques. »<sup>308</sup> Dans l'après Seconde Guerre mondiale, le développement était surtout synonyme de modernisation. Un des principaux instruments du modèle de pouvoir capitaliste, selon Quijano, est le « modèle eurocentrique de connaissance » qui se base sur la « colonialité du pouvoir »<sup>309</sup>.

Quijano explique que le plus important instrument de domination du capitalisme qui s'est étendu avec la colonisation de l'Amérique était la hiérarchisation de la société en races avec l'existence de « races supérieures » et de « races inférieures ». Avec l'indépendance des pays d'Amérique, puis d'Asie et d'Afrique, la colonisation comme système de domination institutionnelle a été éliminée mais pas la relation coloniale de domination entre races : la « modernité/colonialité est l'expression centrale de la classification de la population mondiale autour de l'idée de race »<sup>310</sup>.

Suivant cette logique, le sens commun dominant, mais agissant à des niveaux différents selon les sociétés, est celui du capitalisme post-Seconde Guerre mondiale basé sur la société de consommation : la valeur de l'argent et du marché, la culture de la consommation et aussi l'idée que le travail est le plus important dans la vie. C'est à cette hégémonie culturelle que se confronte le Bien Vivre.

Pour cela il cherche à construire une contre-hégémonie culturelle. Si l'hégémonie fait référence à la construction du pouvoir politique, la contre-hégémonie est la capacité,

---

<sup>305</sup> Quijano, Anibal, 2000, « El fantasma del desarrollo en América Latina », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, vol. 6, n° 2, p. 78.

<sup>306</sup> Wallerstein, Immanuel, 1996, « La re-estructuración capitalista y el sistema-mundo », *Anuario Mariateguiano*, n° 8, p. 195-207.

<sup>307</sup> Quijano, Anibal, 2000, « El fantasma del desarrollo en América Latina », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, vol. 6, n° 2, p. 74.

<sup>308</sup> *Ibidem*, p. 75.

<sup>309</sup> *Ibidem*, p. 81-82.

<sup>310</sup> *Ibidem*, p. 83.



surtout des classes subalternes, à proposer de nouvelles conceptions politiques alternatives. La contre-hégémonie culturelle consiste en la dénonciation des systèmes de domination culturelle c'est-à-dire, en Amérique latine, la remise en cause du racisme et de la colonialité, ainsi que la récupération d'autres types de valeurs comme celles des populations indigènes.<sup>311</sup> Cela passe, entre autres, par la décolonisation du savoir et du pouvoir à partir du dialogue entre les savoirs et les connaissances, en valorisant ceux des communautés indigènes, paysannes ou autres mouvements sociaux. Comme indiqué auparavant, un des éléments de cette contre-hégémonie est l'Etat plurinational.<sup>312</sup>

Nous avons déjà vu, dans le premier chapitre, que l'on trouve dans la littérature et les discours sur le Bien Vivre, et de manière accentuée au sein du courant « culturaliste et indigéniste », une certaine vision culturaliste des problèmes du monde et comment les résoudre. Cette vision peut se rapprocher de celle des théories de la décroissance qui questionnent l'universalité fomentée par la modernité, et plus particulièrement de la « source anthropologique »<sup>313</sup> de la décroissance dont l'auteur principal est Serge Latouche et à laquelle, selon Fabrice Flipo, appartient Gilbert Rist : « Le développement fut l'occidentalisation du monde. Une véritable conversion des esprits a été nécessaire pour la réaliser ; et celle-ci a été réussie avec la force brute (la colonisation) ou à travers la violence symbolique (le mirage d'arriver à être riches et puissants comme les blancs). »<sup>314</sup> L'idée est qu'il n'existe pas seulement un modèle mais des formes et des visions variées de comment vivre et s'organiser qui devraient cohabiter dans « un monde où il y aurait de la place pour de nombreux mondes », pour reprendre la célèbre phrase zapatiste, ou aller vers un « pluriversalisme »<sup>315</sup> pour remplacer le rêve universaliste. Dans ce sens, le Bien Vivre affirme qu'une « politique qui affirme que

---

<sup>311</sup> Hidalgo Flor, Francisco, 2012, « Contrahegemonía y Buen Vivir en la fase postneoliberal », in Hidalgo Flor, Francisco, Márquez Fernández, Álvaro (Eds.), *Contra hegemonía y Buen Vivir*, Quito, Universidad Central del Ecuador, Universidad del Zulia – Venezuela, p. 96.

<sup>312</sup> Tapia, Luis, 2012, « La configuración de un horizonte contrahegemónico en la región andina », in Hidalgo Flor, Francisco, Márquez Fernández, Álvaro (Eds.), *Contra hegemonía y Buen Vivir*, Quito, Universidad Central del Ecuador, Universidad del Zulia – Venezuela, p. 156.

<sup>313</sup> Flipo, Fabrice, 2015, « Les cinq sources de la décroissance », <http://www.implications-philosophiques.org/actualite/une/les-cinq-sources-de-la-decroissance/>, (consulté en octobre 2016).

<sup>314</sup> Latouche, Serge, 2009 (2003), *Decrecimiento y posdesarrollo. El pensamiento creativo contra la economía del absurdo*, Madrid, El Viejo Topo, p. 49.

<sup>315</sup> Kothari, Ashish, Salleh, Ariel, Escobar, Arturo, Demarías, Federico, Acosta, Alberto, 2019, *Pluriverso. Un diccionario del posdesarrollo*, Barcelone, Editorial Icaria.

beaucoup de mondes sont possibles – une politique pour le *plurivers* – nécessite des épistémologies qui acceptent que beaucoup de connaissances sont possibles »<sup>316</sup>.

La remise en question de l’homogénéisation culturelle que sous-tend le développement est en droite ligne avec ce que signale Wolfgang Sachs. Selon lui, l’idée de développement était mal conçue depuis le début et que le monde serait ennuyeux si tous les pays arrivaient au même stade de développement que les pays « les plus avancés », rendant invisibles les différences culturelles et la diversité des populations. Au contraire, « depuis le début, l’agenda secrète du développement n’était pas autre chose que l’occidentalisation du monde. Le résultat est une formidable perte de diversité. La simplification planétaire de l’architecture, des vêtements, des objets de la vie quotidienne saute à la vue ; l’éclipse parallèle des langues, des coutumes et des gestes diversifiés est moins visible ; et l’homogénéisation des désirs et des rêves se produit profondément dans le subconscient des sociétés. »<sup>317</sup> Alors que, selon Alberto Acosta, le Bien Vivre vise tout l’inverse : sauvegarder et valoriser les diversités et l’autre à partir de la vie en harmonie entre êtres humains mais aussi avec la nature.<sup>318</sup>

### B) *Bien Vivre et post-développement*

Comme nous pouvons le voir, dans la littérature sur le Bien Vivre, le développement est souvent associé au développement économique, à la croissance économique, au néolibéralisme ou à l’accumulation de capital.<sup>319</sup> Il en résulte que le développement est un échec car la pauvreté mesurée en terme économique est toujours aussi importante dans les pays où se sont appliqués les programmes de développement. Pour reprendre la thèse du célèbre article d’André Gunter Frank, ce qui s’est développé ce sont les conditions du sous-développement.<sup>320</sup> Face à ce que certains auteurs du Bien Vivre, principalement venant du courant « écologiste et post-développementiste », considèrent

---

<sup>316</sup> Escobar, Arturo, 2010, « ¿“Pachamámicos” versus “Modérnicos”? », *Rebelión*, 28 mai, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=106701&titular=%BF%94pacham%E1micos%94-contra-%93mod%E9rnicos%94?> (consulté en juin 2012).

<sup>317</sup> Sachs, Wolfgang (Ed.), 1996 (1992), *Diccionario del desarrollo. Una guía del conocimiento como poder*, Lima, PRATEC, p. 5.

<sup>318</sup> Acosta, Alberto, 2013, *El Buen Vivir. Sumak Kawsay, una oportunidad para imaginar otros mundos*, Barcelona, Icaria, p. 60.

<sup>319</sup> Voir par exemple Dávalos, Pablo, 2014, « El *Sumak Kawsay* (“Buen Vivir”) y las cesuras del desarrollo », in Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, Guillén García, Alejandro, Deleg Guazha, Nancy (Ed.), *Sumak Kawsay Yuyay. Antología del Pensamiento Indigenista Ecuatoriano sobre Sumak Kawsay*, Huelva, Cuenca, CIM, PYDLOS, FIUCUHU, p. 133-142.

<sup>320</sup> Gunder Frank, André, 1967, « El desarrollo del subdesarrollo », *Pensamiento Crítico*, La Habane, n° 7, p. 159-172. Cet article avait été publié en 1966 par la Monthly Review.

comme l'échec des différentes versions du développement (soutenable, humain, social, local, etc.), ils proposent de remettre en cause la notion même de développement pour aller vers un post-développement<sup>321</sup>.

Pour Gudynas et Acosta, « le Bien Vivre représente une alternative au développement, et ainsi il constitue une des réponses possibles aux critiques les plus substantielles du post-développement »<sup>322</sup>. Celui-ci ne fait pas référence à un « après le développement » mais au fait de dépasser le développement en le déconstruisant et de faire en sorte qu'il ne soit plus le principe organisateur de la vie sociale. C'est la déconstruction de la notion de développement, des discours et des institutions qu'elle a généré depuis l'après-Seconde Guerre mondiale qui a permis l'apparition de l'idée de post-développement. Il s'agit de construire une alternative politique au développement dont une de ses priorités soit d'en finir avec l'économicisme et de remettre l'économie à l'endroit où elle devrait être c'est-à-dire subordonnée à la qualité de vie sociale et environnementale.

Pour les auteurs du Bien Vivre, un intellectuel important pour penser le post-développement est le colombien Arturo Escobar, un des principaux penseurs des études post-coloniales en Amérique latine. Selon lui, l'un des apports fondamentaux du post-développement se trouve dans la revendication d'autres types de discours, savoirs et connaissances que ceux du développement qui se définit par ce qu'il appelle « l'économie politique de la vérité »<sup>323</sup>. Si la réalité est définie dans d'autres termes que ceux du développement, la société pourra agir sur la base de ces définitions différentes. En effet, « la modernité et le capitalisme sont simultanément des systèmes de discours et de pratiques »<sup>324</sup>. Il y a un besoin de « décolonisation épistémique »<sup>325</sup>.

La question du rapport entre développement et modernité est fortement mise en avant par les auteurs du post-développement comme ceux du Bien Vivre. Pourtant, Boaventura de Sousa Santos a souligné les difficultés de penser au-delà des solutions modernes pour des problèmes modernes même si, pour affronter ces problèmes, il

---

<sup>321</sup> Acosta, Alberto, 2010, *El Buen Vivir en el camino del post-desarrollo. Una lectura desde la Constitución de Montecristi*, Quito, Fundación Friedrich Eber, FES-ILDIS.

<sup>322</sup> Gudynas, Eduardo, Acosta, Alberto, 2011, « *La renovación de la crítica al desarrollo y el buen vivir como alternativa* », *Utopía y Praxis Latinoamericana, Revista Internacional de Filosofía Iberoamericana y Teoría Social*, n°53, p. 78.

<sup>323</sup> Escobar, Arturo, 2005, « El "postdesarrollo" como concepto y práctica social », in Mato, Daniel (coord.), *Políticas de economía, ambiente y sociedad en tiempos de globalización*, Caracas, Facultad de Ciencias Económicas y Sociales, Universidad Central de Venezuela, p. 20.

<sup>324</sup> *Ibidem*, p. 23.

<sup>325</sup> Escobar, Arturo, 2016, « Décroissance, après-développement et transition », *Alternatives Sud*, vol. 23, n° 3, p. 62.

n'existe pas de solutions modernes.<sup>326</sup> Il faut donc essayer de chercher des solutions au-delà de la modernité pour essayer d'inventer une nouvelle émancipation sociale alternative à l'émancipation du développement et de la modernité. Le post-développement essaie pourtant de relever le défi, notamment en s'attaquant aux discours modernes et en remettant en cause la prédominance des savoirs experts et techniques que l'on retrouve au sein des politiques de développement. Selon Escobar, le post-développement marque la fin du discours dominant sur les connaissances expertes prônées par le développement.<sup>327</sup>

Le post-développement est lié avec la post-modernité et met en avant les identités et principalement la culture et l'ethnicité. Selon Ana Patricia Cubillo-Guevara et Antonio Luis Hidalgo-Capitán, le « post-développement post-moderne serait ce paradigme de bien-être qui poursuit le maintien de l'identité communautaire par la résistance aux impositions économiques, politiques et culturelles du développement moderne »<sup>328</sup>. L'incorporation de ces peuples au sein de la modernité est un acte de violence à laquelle il faut résister « parce qu'elle fragmente son être non-moderne et les intègre dans une logique pour laquelle ils ne sont pas préparés et à laquelle ils ne veulent pas non plus entrer. »<sup>329</sup> Cette violence est à la modernité et au système capitaliste qui, en plus d'imposer des normes comme le libre-marché ou le mode de vie consumériste, s'étend à travers la violence économique et militaire.<sup>330</sup>

Le contexte d'apparition du post-développement est important et doit être pris en compte : il est débattu à partir des années 1990 lors desquelles de nouveaux champs d'étude se sont consolidés comme les *cultural studies*, les théories féministes, l'écologie politique. Ces champs d'étude ont aidé à comprendre d'une autre manière comment agit le développement dans les pays du Sud et ainsi à penser des alternatives à celui-ci. En Amérique latine, les domaines de travail du post-développement sont la pensée

---

<sup>326</sup> De Sousa Santos, Boaventura, 2008, *Conocer desde el Sur. Para una cultura política emancipadora*, Buenos Aires, CLACSO, CIDES-UMSA, Plural Editores.

<sup>327</sup> Escobar, Arturo, 2005, « El "postdesarrollo" como concepto y práctica social », in Mato, Daniel (coord.), *Políticas de economía, ambiente y sociedad en tiempos de globalización*, Caracas, Facultad de Ciencias Económicas y Sociales, Universidad Central de Venezuela, p. 26.

<sup>328</sup> Cubillo-Guevara, Ana Patricia, Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, 2015, « El trans-desarrollo como manifestación de la trans-modernidad. Más allá de la subsistencia, el desarrollo y el post-desarrollo », *Revista de Economía Mundial*, n° 41, p. 130.

<sup>329</sup> Dávalos, Pablo, 2008, « Reflexiones sobre el Sumak Kawsay (el buen vivir) y las teorías del desarrollo », *América Latina en Movimiento (ALAI)*, 5 août, <https://www.alainet.org/es/active/25617> (consultée le 18 juillet 2017).

<sup>330</sup> Escobar, Arturo, 2005, « El "postdesarrollo" como concepto y práctica social », in Mato, Daniel (coord.), *Políticas de economía, ambiente y sociedad en tiempos de globalización*, Caracas, Facultad de Ciencias Económicas y Sociales, Universidad Central de Venezuela, p. 29.

décoloniale, le discours sur la crise du modèle civilisationnel, l'économie sociale et solidaire et les perspectives communautaire, relationnelle et « pluriverselle ».<sup>331</sup>

Les initiatives locales sont valorisées face à l'universalité de la globalisation, tout comme celles qui remettent en cause les mythes et les imaginaires à la base du modèle de développement dominant. Ces mythes et imaginaires construisent une réalité conditionnée par la vision occidentale du monde qui, en plus d'être homogénéisatrice, est « incapable de comprendre les valeurs des différentes cultures et civilisations, et leur apport au bien-être des êtres humains »<sup>332</sup>. Un des objectifs du post-développement est de revaloriser les diversités sociales et culturelles des sociétés où sont mises en œuvre les politiques de développement.

On retrouve donc dans les propositions du post-développement des questions qui sont posées par la théorie de la décroissance. Arturo Escobar propose de construire des ponts entre ces deux pensées et suggère même que la décroissance et le Bien Vivre, pensé comme alternative au développement, pourraient devenir des « compagnons de route »<sup>333</sup>. Ce rapprochement entre Bien Vivre et décroissance peut surprendre lorsque l'on aborde cette question dans les pays du Sud. Il est souvent reproché à la critique des auteurs de la décroissance d'être occidentalo-centrée.

Au fil des années, la réaction de certains auteurs du Bien Vivre, principalement du courant « écologiste et post-développementiste », a évalué par rapport à la décroissance. Au début, la méfiance face à la décroissance était très présente, mais aussi une certaine volonté de montrer que le Bien Vivre était une nouveauté et un apport des peuples indigènes pour résoudre la crise de civilisation. Par exemple, lors d'un colloque à Quito, en mai 2012, durant lequel j'avais présenté l'idée d'un possible dialogue entre Bien Vivre et décroissance<sup>334</sup>, Esperanza Martínez avait insisté sur l'impossibilité de ce dialogue car ces concepts venaient de deux cultures différentes. Autre exemple : lors d'une conférence en avril 2013 à Quito, à une question sur la possibilité de comparer Bien Vivre et décroissance, Eduardo Gudynas avait répondu que cela était impossible

---

<sup>331</sup> Escobar, Arturo, 2016, « Décroissance, après-développement et transition », *Alternatives Sud*, vol. 23, n° 3, p. 62.

<sup>332</sup> Unceta, Koldo, 2009, « Desarrollo, subdesarrollo, maldesarrollo y postdesarrollo. Una mirada transdisciplinar sobre el debate y sus implicaciones », *Carta Latinoamericana - Contribuciones en Desarrollo y Sociedad en América Latina*, n° 7, avril, p.18.

<sup>333</sup> Escobar, Arturo, 2016, « Décroissance, après-développement et transition », *Alternatives Sud*, vol. 23, n° 3, p. 56.

<sup>334</sup> Le Quang, Matthieu, « Del desarrollo al buen vivir. Cambio de paradigma sociopolítico a partir del caso Yasuní-ITT », *Jornadas Interuniversitarias "Los caminos del Sumak Kawsay"*, Quito, FLACSO, 19 mai 2012.

car la seconde venait du monde occidental, contrairement au premier qui venait des peuples indigènes. Dans un texte écrit avec Gérard Honty, il précise qu'il faut distinguer les alternatives post-développement, qui doivent mener au Bien Vivre, de la décroissance car « les propositions en faveur de la décroissance sont ancrées dans une situation propre aux pays industrialisés, très consuméristes, et sont liées à un contexte de crise économique et politique sévère vécue par beaucoup de ces pays. »<sup>335</sup> L'évolution est venue d'Alberto Acosta, à partir de 2016, à travers ses réseaux académiques et d'ONG allemands et espagnols et plus tard avec sa collaboration avec Federico Demaria, chercheur à l'Institut des Sciences et Technologies Environnementales (ICTA) de l'Université Autonome de Barcelone, spécialiste de la décroissance.<sup>336</sup>

Pourtant, l'idée qu'il serait impossible de penser la décroissance pour les pays du Sud comme l'Equateur par exemple reste très présente. Il est clair qu'il est difficile d'encourager la décroissance au niveau du pays quand celui-ci ne dispose pas des ressources pour lutter contre la pauvreté et permettre à sa population d'avoir accès aux services publics de base. Mais si l'on pense l'application de la décroissance au niveau des classes sociales, cela pourrait favoriser une certaine redistribution des richesses entre classes sociales : la décroissance des classes moyennes supérieures et des classes supérieures romprait l'accumulation de capital et contribuerait à la redistribuer aux classes populaires. Ces dernières pourraient ainsi sortir de la pauvreté sans que l'élévation de leur niveau de vie augmente la consommation de ressources naturelles et génère plus de déchets. La décroissance, tout comme le Bien Vivre, questionne le système capitalisme. Ainsi, il ne s'agit pas de faire moins en suivant la logique capitaliste mais de vivre avec moins et différemment, de revenir à l'échelle locale, réduire les quantités, tout en cherchant à redéfinir la conception de la prospérité dans d'autres domaines de la vie.<sup>337</sup>

---

<sup>335</sup> Honty, Gérard, Gudynas, Eduardo, 2016, « Alternatives au développement et processus de transition », *Alternatives Sud*, vol. 23, n° 3, p. 77.

<sup>336</sup> Ce qui a abouti à la publication du livre Kothari, Ashish, Salleh, Ariel, Escobar, Arturo, Demaría, Federico, Acosta, Alberto, 2019, *Pluriverso. Un diccionario del posdesarrollo*, Barcelone, Editorial Icaria.

<sup>337</sup> Kallis, Giorgos, Demaria, Federico, D'Alisa, Giacomo, « Introduction : décroissance », in D'Alisa, Giacomo, Demaria, Federico, Kallis, Giorgos (dir.), *Décroissance. Vocabulaire pour une nouvelle ère*, Neuvy-en-Champagne, Éditions le passager clandestin, p. 25-54.

## 2. Le Bien Vivre comme rénovation des discours du développement

Tous les courants du Bien Vivre critiquent le développement à partir des trois composantes du Bien Vivre : culture, social et écologie. Toutefois, cela n'aboutit pas nécessairement à présenter le Bien Vivre comme une alternative au développement. La définition générale du Bien Vivre est imprécise et ses trois composantes que nous avons définies – identité, équité, soutenabilité<sup>338</sup> – pourraient bien s'incorporer dans la rénovation de la notion de développement. Le thème de la relation entre la société et la nature se trouve au centre du discours du Bien Vivre et émerge à partir des critiques à l'imposition de la modernité avec sa vision homogénéisatrice du développement, anthropocentriste et utilitariste de la nature.

Malgré le fait d'insister aujourd'hui sur le Bien Vivre en tant qu'alternative au développement, dans un article de 2009 qui consistait à caractériser ce nouveau concept, défendre son inclusion dans la Constitution équatorienne de 2008 et expliquer la portée de cette utopie, Alberto Acosta écrivait que « Le Bien Vivre, plus qu'une déclaration constitutionnelle, se présente, donc, comme une opportunité pour construire collectivement un nouveau régime de développement [...]. Il constitue un pas qualitatif important en passant du développement durable et ses multiples synonymes, à une vision différente, beaucoup plus riche en contenus et donc plus complexe. »<sup>339</sup> Il parlait aussi d'une rénovation du concept de développement en droite ligne avec d'autres auteurs comme Manfred Max-Neef et Antonio Elizalde qui sont à l'origine du « développement à échelle humaine »<sup>340</sup>. Cet autre développement se centre sur la personne et non sur les objets ou l'accumulation matérielle et a comme objectif d'élever la qualité de vie des personnes : « Ce développement se concentre et se base sur la satisfaction des besoins humains fondamentaux, sur la génération de niveaux croissants d'auto-dépendance et sur l'articulation organique des êtres humains avec la nature et la technologie, des processus globaux avec les comportements locaux, du personnel avec le social, de la planification avec l'autonomie et de la société civile avec l'Etat. »<sup>341</sup>

---

<sup>338</sup> Cubillo-Guevara, Ana Patricia, Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, 2015, « El *sumak kawsay* genuino como fenómeno social amazónico ecuatoriano », *OBETS. Revista de Ciencias Sociales*, vol. 10, n° 2, p. 301-333.

<sup>339</sup> Acosta, Alberto, 2009, « El Buen Vivir, una utopía por (re)construir », *Casa de las Américas*, n° 257, p. 38.

<sup>340</sup> Max-Neef, Manfred (avec la collaboration d'Antonio Elizalde et Martín Hopenhayn), 1994, *Desarrollo a escala humana. Conceptos, aplicaciones y algunas reflexiones*, Barcelone, Editorial Nordan-Comunidad/Editorial Icaria.

<sup>341</sup> *Ibidem*, p. 30.

Ce développement se base sur le protagonisme réel des personnes et sur l'approfondissement démocratique des sociétés, surtout en articulation avec la protection de la nature, notion à laquelle se rapproche le Bien Vivre. Pourtant, le développement à échelle humaine se centre plus sur le développement des besoins humains alors que le Bien Vivre prend beaucoup plus en compte la nature et le fait que les êtres humains ne peuvent pas se penser en dehors de celle-ci. De plus la vie en communauté est fondamentale dans la perspective du Bien Vivre, beaucoup plus que pour le développement à échelle humaine.

Nous avons vu qu'une des principales critiques du développement de la part des auteurs du Bien Vivre, surtout depuis le courant « culturaliste et indigéniste », se base sur l'absence de prise en compte des différences culturelles dans les politiques et programmes préconisés par les agences de développement. Pour pallier ce manque, la dirigeante indigène *kichwa kayambi*, Silvia Tutillo, propose ce qu'elle appelle le « développement autonome » ou le « développement communautaire »<sup>342</sup> pour prendre en compte les réalités et les caractéristiques des communautés indigènes. Elle oppose à la vision occidentale du développement, qui est perçu comme un processus civilisationnel, celle des peuples indigènes qui « ont leur propre manière de comprendre le développement, qui est guidée par la conception holistique et qui ne recherche pas l'accumulation de capital, mais la subsistance. »<sup>343</sup> Les modèles occidentaux de développement ne doivent pas être imposés. Au contraire, le développement doit prendre en compte la manière de pensée des peuples indigènes à partir de la totalité c'est-à-dire non seulement l'économique, le social, la nature mais aussi l'expérience, les connaissances ancestrales, les mythes ou les croyances. L'amélioration des conditions de vie est liée à la transformation des conditions de vie familiale et communautaire, et donc au renforcement de la communauté.

Une autre critique faite au développement par les auteurs du Bien Vivre vient des conséquences environnementales. Quand le Bien Vivre affirme la nécessité d'une vie en harmonie avec la nature, il pose au centre du débat le thème de la soutenabilité. Il se situe dans la critique des discours et pensées hégémoniques autour de la soutenabilité, comme celui du développement durable dont la pluralité et fragilité théoriques

---

<sup>342</sup> Tutillo, Silvia, 2014, « La perspectiva de desarrollo sustentable desde las agencias de desarrollo y la forma de entender el desarrollo de los pueblos indígenas », in Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, Guillén García, Alejandro, Deleg Guazha, Nancy (Ed.), *Sumak Kawsay Yuyay. Antología del Pensamiento Indigenista Ecuatoriano sobre Sumak Kawsay*, Huelva, Cuenca, CIM, PYDLOS, FIUCUHU, p. 115-125. Ce texte a été publié en 2002 dans la revue Yachaykuna.

<sup>343</sup> *Ibidem*, p. 117-118.



favorisent son appropriation et transformation pour être synonyme aujourd'hui de croissance économique durable<sup>344</sup>. Vanhulst et Elizalde Hevia affirment qu'« avec une orientation normative critique, les auteurs soulignent que, si initialement la proposition d'un développement durable introduit une rupture avec la vision moderne occidentale de la séparation entre environnement et les problèmes socio-économiques, actuellement les propositions dominantes et institutionnalisées ont plus d'affinités avec le *statut quo*. »<sup>345</sup>.

L'ambiguïté de la définition du développement durable qui essaie d'articuler l'économique, le social et l'écologique fait qu'il peut aussi bien dialoguer avec le capitalisme vert, être utilisé comme *greenwashing* par certaines entreprises transnationales ou se proposer de rénover la notion de développement. Cette ambiguïté est accrue avec l'utilisation de l'expression de « la vie en harmonie avec la nature » que nous avons déjà étudiée dans le premier chapitre. C'est à partir de ce constat que Victoria Haidar et Valeria Berros<sup>346</sup> analysent comment le Bien Vivre circule entre le niveau national et international pour se proposer comme une alternative au développement durable discuté dans les instances de l'Organisation des Nations Unies. Selon elles, « la vie en harmonie avec la nature » est entrée dans les textes de l'Organisation des Nations Unies depuis 1982 et est un des outils de la régulation environnementale au niveau mondial. Dans les discussions internationales, principalement au niveau étatique comme c'est le cas de la Bolivie, le Bien Vivre se propose de remettre en cause l'anthropocentrisme du développement durable pour proposer une vision biocentrique d'une meilleure relation avec la Pachamama.

Donc, au niveau international, le Bien Vivre essaie de rénover le développement durable, usé après sa récupération, tout en se positionnant dans la tradition critique latino-américaine du développement durable. Dans le même sens, la thèse principale de l'article d'Aguilar *et al.* est que « les débats sur l'«autre développement» déployés entre 1968-1975, et obturés dans le «développement durable», opèrent comme domaine de la

---

<sup>344</sup> Voir Frémaux, Anne, 2011, *La nécessité d'une écologie radicale. La pensée à l'épreuve des problèmes environnementaux*, Paris, Editions Sang de la Terre, p. 49-52.

<sup>345</sup> Vanhulst, Julien, Elizalde Hevia, Antonio, 2016, « Los senderos bifurcados del desarrollo sostenible: un análisis del discurso académico en América Latina », in Floriani, Dimas, Elizalde Hevia, Antonio (Orgs.), *América Latina: Sociedade e Meio Ambiente. Teorias, Retóricas e Conflitos em Desenvolvimento*, Curitiba, Ed. UFPR, p. 176.

<sup>346</sup> Haidar Victoria, Berros Valeria, 2015, « Entre el sumak kawsay y la «vida en armonía con la naturaleza»: disputas en la circulación y traducción de perspectivas respecto de la regulación de la cuestión ecológica en el espacio global », *Theomai. Estudios Críticos sobre Sociedad y Desarrollo*, n°32, deuxième semestre, p. 128-150.

mémoire des actuels propositions du Bien Vivre »<sup>347</sup>. Les auteurs soulignent ce qu'il y a en commun avec les discours sur l'autre développement des années 1970 en Amérique latine : la volonté politique et l'importance de la participation dans la prise de décision ; la critique du savoir expert et la reconnaissance de la diversité des savoirs et donc des modes de vie alternatifs ; les limites socio-environnementales de la version dominante du développement. De plus, « tant dans les discours du [Bien Vivre] que dans les débats sur des alternatives de développement, émergent, dans le cadre d'une inquiétude pour le problème humain de l'*aliénation*, des problématisations par rapport à l'usage du temps, et en particulier du temps "libre". »<sup>348</sup> C'est ce que nous avons pu analyser dans le premier chapitre autour des besoins relationnels proposés par René Ramírez et surtout la question de l'usage du temps et de la fin de l'aliénation comme conditions antérieures à la construction de la société du Bien Vivre.

Selon Julien Vanhulst<sup>349</sup>, si les discours du Bien Vivre s'éloignent de certaines positions essentialistes qui peuvent le faire rester dans la nostalgie d'un passé lointain, le Bien Vivre possède un « potentiel prometteur » critique de l'espace discursif du développement durable. Il doit aussi éviter un autre danger qui est que la critique à la modernité peut tomber facilement dans une position anti-modernité qui enfermerait le concept du Bien Vivre dans ses propres débats et l'empêcherait de débattre avec d'autres théories qui puissent s'inscrire dans la modernité tout en la critiquant.

Finalement, en suivant Koldo Unceta qui nous avertit que « la projection atteinte par l'idée du Bien Vivre est inséparable de l'inclusion de celle-ci dans les textes constitutionnels de l'Equateur (2008) et de la Bolivie (2009), et son expression ultérieure dans les plans de développement de ces deux pays »<sup>350</sup>, nous pouvons aussi analyser le Bien Vivre en tant que pratique du pouvoir depuis l'Etat. Dès lors, depuis l'Etat, le Bien Vivre représente une alternative de développement plus qu'une alternative au développement.

Le philosophe équatorien David Cortez affirme que l'on doit différencier le Bien Vivre en tant que vision normative et utopique, du modèle de société alternative du Bien Vivre

---

<sup>347</sup> Aguilar, Paula Lucía, Fiuza, Pilar, Glozman, Mara, Grondona, Ana, Pryluka, Pablo, 2015, « Hacia una genealogía del "Buen Vivir". Contribuciones desde el Análisis Materialista del Discurso », *Theomai. Estudios Críticos sobre Sociedad y Desarrollo*, n°32, deuxième semestre, p. 98.

<sup>348</sup> *Ibidem*, p. 122.

<sup>349</sup> Vanhulst, Julien, 2015, « El laberinto de los discursos del Buen vivir: entre Sumak Kawsay y Socialismo del siglo XXI », *Polis*, n° 40, <http://polis.revues.org/10727> (consulté le 21 juillet 2016).

<sup>350</sup> Unceta, Koldo, 2014, « Desarrollo alternativo, alternativas al desarrollo y buen vivir: elementos para el debate », *PAPELES de relaciones ecosociales y cambio global*, n° 128, p. 30.

« entendu comme dispositif biopolitique de gouvernement »<sup>351</sup>. En s'appuyant sur les travaux de Michel Foucault, il définit la biopolitique comme « un ensemble de dispositifs de gouvernement destinés à rendre possible la gestion politique de la vie d'une population »<sup>352</sup>. Ici, ce qui est central c'est la population et la régulation de sa vie à travers de multiples interventions de l'Etat qui forment un dispositif qui est soumis à différentes relations de pouvoir en conflit.

Un de ces dispositifs est la Constitution. Dans celle de 2008, le Bien Vivre « constitue le paradigme de vie vers lequel doit s'orienter le “développement” »<sup>353</sup>. En effet, la Constitution équatorienne met le régime de développement (titre VI) au même niveau que le régime du Bien Vivre (titre VII), mais l'article 275 précise que « le régime de développement est l'ensemble organisé, soutenable et dynamique des systèmes économiques, politiques, socio-culturels et environnementaux, qui garantissent la réalisation du bien vivre, du *sumak kawsay* ». L'existence de ces deux régimes dans la Constitution a débouché sur des tensions au moment de son application, sur lesquels nous reviendrons plus tard, et sur diverses interprétations de la part d'acteurs socio-politiques car, pour reprendre les mots d'Alberto Acosta, « le *bien vivre* est en tension avec le régime de développement »<sup>354</sup>.

Pourtant, d'autres acteurs ne voyaient pas le Bien Vivre comme une alternative au développement mais plutôt comme un autre type de développement et donc comme la finalité du modèle de développement et de la transition post-néolibérale, comme nous pouvons l'observer dans les plans de développement exécutés par la Révolution Citoyenne. Ces plans, qui constituent un autre type de dispositifs pour réguler la vie de la population, avaient pour objectifs le changement de la matrice productive et l'éradication de la pauvreté, surtout celui de 2013-2017, objectifs que ne renieraient pas certaines agences de développement.

C'est pour cela que Cortez est d'accord avec les critiques normatives de plusieurs auteurs du Bien Vivre qui soutiennent que les processus progressistes qui se réclament

---

<sup>351</sup> Cortez, David, 2014, « “Buen Vivir”: ¿biopolítica o alternativa? », in Vallejo, María Cristina, Aguado Caso, Mateo (Comp.), *Reflexiones sobre los límites del desarrollo. Memorias del Sexto Congreso Iberoamericano sobre Desarrollo y Ambiente*, Quito, FLACSO/Senplades, p. 132.

<sup>352</sup> *Ibidem*, p. 134.

<sup>353</sup> Cortéz, David, 2010, « La construcción social del 'Buen Vivir' (Sumak Kawsay) en Ecuador. Genealogía del diseño y gestión política de la vida » [http://www.uasb.edu.ec/UserFiles/369/File/PDF/CentrodeReferencia/Temasdeanálisis2/buenvivirysumak\\_kawsay/articulos/Cortez.pdf](http://www.uasb.edu.ec/UserFiles/369/File/PDF/CentrodeReferencia/Temasdeanálisis2/buenvivirysumak_kawsay/articulos/Cortez.pdf) (consultée le 25 mai 2016).

<sup>354</sup> Fernández, Blanca; Pardo, Liliana, Salamanca, Katherine, 2014, « El *buen vivir* en Ecuador: ¿marketing político o proyecto en disputa? », *Iconos*, n° 48, p. 104.

du Bien Vivre n'ont implanté rien de plus qu'un modèle néo-développementaliste lié aux projets extractivistes et néo-extractivistes<sup>355</sup>. Toutefois, il affirme que « ces analyses [...] ont le désavantage de ne pas montrer la superposition complexe d'effets et de champs d'intervention dans lesquels s'inscrivent des discours comme, par exemple, celui de la "révolution citoyenne" et le "bien vivre" »<sup>356</sup>. Il défend aussi que « la mise en œuvre politique du "bien vivre" n'implique pas nécessairement la rupture ou le début d'un ordre post-capitaliste [...] [mais plutôt] une forme spécifique de gestion politique de la vie à l'intérieur des sociétés capitalistes. »<sup>357</sup>. Ces processus politiques ne peuvent pas échapper au développement historique et au moment spécifique dans lequel se trouve le capitalisme. Cette analyse se rapproche de celles des auteurs du courant « éco-marxiste et étatiste » qui plaident pour commencer à changer la base d'accumulation et de redistribution de ces sociétés à travers la mise en œuvre d'une planification à court et long termes sans oublier que la construction d'une société post-capitaliste n'est pas possible dans un seul pays<sup>358</sup>.

En conclusion de ces débats sur le développement et le Bien Vivre, reprenons la proposition de Cubillo-Guevara et Hidalgo-Capitán qui font du Bien Vivre une manifestation du trans-développement. Selon eux, le trans-développement serait une synthèse du paradigme pré-moderne de subsistance, du développement et du post-développement, qui « poursuit la satisfaction des besoins matériels et immatériels de la société, selon les principes d'équité sociale et de soutenabilité environnementale, à travers un processus participatif dans lequel il est décidé quels sont ces besoins et quels moyens doivent être utilisés pour les satisfaire. »<sup>359</sup>. A travers ce processus de participation, chaque communauté pourrait décider de la signification de son propre

---

<sup>355</sup> Nous reviendrons sur les critiques de l'extractivisme et post-extractivisme plus tard. Voir Acosta, Alberto, 2011, « Extractivismo y neoextractivismo: dos caras de la misma maldición », in Lang, Miriam, Mokrani Dunia (Comps.), *Más allá del desarrollo (Grupo permanente de trabajo sobre alternativas al desarrollo)*, Quito, Fundación Rosa Luxemburgo/Abya Yala, p. 83-118; Gudynas, Eduardo, 2010, « Si eres tan progresista, ¿por qué destruyes la naturaleza? Neoextractivismo, izquierda y alternativas », *Ecuador Debate*, n° 79, p. 61-82 ; Svampa, Maristella, 2013, « 'Consenso de los Commodities' y lenguajes de valoración en América Latina », *Nueva Sociedad*, n° 244, p. 30-46.

<sup>356</sup> Cortez, David, 2014, « "Buen Vivir": ¿biopolítica o alternativa? », in Vallejo, María Cristina, Aguado Caso, Mateo (Comp.), *Reflexiones sobre los límites del desarrollo. Memorias del Sexto Congreso Iberoamericano sobre Desarrollo y Ambiente*, Quito, FLACSO/Senplades, p. 134.

<sup>357</sup> *Ibidem*, p. 138.

<sup>358</sup> Ramírez Gallegos, René, 2010, « Socialismo del sumak kawsay o biosocialismo republicano », in Senplades, *Los nuevos retos de América Latina. Socialismo y Sumak Kawsay*, Quito, Senplades, IAEN, p. 55-76; García Linera, Álvaro, 2015, *Socialismo comunitario. Un horizonte de época*, La Paz, Vicepresidencia del Estado Plurinacional, Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional.

<sup>359</sup> Cubillo-Guevara, Ana Patricia, Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, 2015, « El trans-desarrollo como manifestación de la trans-modernidad. Más allá de la subsistencia, el desarrollo y el post-desarrollo », *Revista de Economía Mundial*, n° 41, p. 130.

bien-être, respectant ainsi les différences culturelles et territoriales. La nature et la société seraient au centre des préoccupations des individus. Avec le trans-développement, il s'agit de transcender les différences et les positions contraires principalement du développement et du post-développement pour chercher leur complémentarité et ainsi aboutir à une alternative politique de ces deux notions, qui pourrait être, selon ces deux auteurs, le Bien Vivre.

Dans la partie suivante, nous allons voir que les reproches du Bien Vivre envers le développement traditionnel sont liés aussi à leurs positions face à l'expansion des activités extractivistes en Amérique latine. Selon la vision développementiste, l'exploitation des ressources naturelles et leur exportation alimentent la croissance économique qui devrait permettre le développement d'un pays et l'amélioration du bien-être de sa population. Beaucoup d'auteurs du Bien Vivre critiquent cette logique et ce modèle d'accumulation. C'est l'un des principaux débats entre les courants du Bien Vivre que nous allons analyser dans la prochaine partie.

## II. Les débats autour de l'extractivisme et du post-extractivisme

Les activités extractivistes et les condamnations de leurs conséquences sur les populations locales ne sont pas une nouveauté en Amérique latine. Historiquement, cette région dépend de l'exploitation et de l'exportation de ses ressources naturelles. Il existe de nombreux débats sur l'extractivisme qui peut se comprendre de manière large : « extractivisme financier »<sup>360</sup>, « extractivisme épistémique »<sup>361</sup> ou « extractivisme urbain »<sup>362</sup>. Cela est dû au fait qu'il était un signifiant vide pouvant contenir des significations diverses<sup>363</sup>. Il peut aussi être compris comme un signifiant pouvant réunir un certain nombre de luttes sociales et écologiques, isolées au niveau local, qui font face à des grands projets d'exploitation de la nature. Anna Bednik le définit de manière large

---

<sup>360</sup> Gago, Verónica, Mezzadra, Sandro, 2015, « Para una crítica de las operaciones extractivas del capital. Patrón de acumulación y luchas sociales en el tiempo de la financiarización », *Nueva Sociedad*, n° 255, janvier-février, p. 38-52.

<sup>361</sup> Grosfoguel, Ramón, 2016, « Del “extractivismo económico” al “extractivismo epistémico” y “extractivismo ontológico”: una forma destructiva de conocer, ser y estar en el mundo », *Tabula Rosa*, n° 24, p. 123-143.

<sup>362</sup> Svampa, Maristella, Viale, Enrique, 2014, *Maldesarrollo. La Argentina del extractivismo y el despojo*, Buenos Aires, Editorial Katz.

<sup>363</sup> Monange, Benoit, Flipo, Fabrice, 2019, « Extractivisme : lutter contre le déni », *Écologie & Politique*, n° 59, p. 20.

comme une « exploitation industrielle de la nature, sous toutes ses formes »<sup>364</sup>. Dans sa définition, le terme « industrielle » caractérise à la fois les moyens d'exploitation et la destination des matières premières vers les chaînes de production industrielle au niveau national et international. Elle cherche ainsi à montrer que l'extractivisme n'est pas seulement un problème de dépendance d'une économie nationale envers l'exploitation des ressources naturelles mais qu'il s'agit de la matérialité écologique du système capitaliste et donc de sa dépendance croissante à des quantités chaque fois plus importantes et de plus en plus variées de ressources naturelles.

Ici, nous allons caractériser l'extractivisme comme un régime d'accumulation basé sur l'extraction et l'exportation de matières premières que ce soient les secteurs traditionnels d'exploitation minière et de combustibles fossiles (pétrole, gaz, charbon, argent, or, etc.) ou les produits agricoles et forestiers qui sont cultivés en monoculture (palme africaine, soja, canne à sucre, etc.). Ce sont des activités qui appartiennent au secteur primaire de l'économie, ne créent pas de valeurs ajoutées et sont vouées à l'exportation sans ou avec peu de transformation. A cela, Maristella Svampa ajoute qu'il existe une logique extractiviste commune : « grande échelle, orientation à l'exportation, occupation intensive du territoire et accaparement des terres, amplification des impacts environnementaux et socio-sanitaires, prééminence des grands acteurs corporatifs transnationaux et tendance à la démocratie à basse intensité »<sup>365</sup>. Nous reviendrons sur ces caractéristiques au cours de cette partie.

L'Amérique latine est une zone fondamentale pour le marché international des matières premières car, selon Michel Deshaies, « plus de la moitié de la valeur de la production mondiale de minerais métallifères vient du Nouveau Monde, en particulier l'or, l'argent et le cuivre. »<sup>366</sup> Depuis les années 1980, l'exploitation minière connaît une nouvelle phase de développement dans la région, notamment avec les nouvelles techniques d'extraction des minerais et l'utilisation de l'exploitation à ciel ouvert qui permet une exploitation plus rapide, de plus grande quantité et à plus grande échelle. Par exemple, « au Pérou, près de 90% des surfaces ayant fait l'objet de concessions minières l'ont été depuis 1990 et pour l'essentiel après 2000. En 2009, les concessions minières

---

<sup>364</sup> Bednik, Anna, 2019, « Le grande frontière », *Écologie & Politique*, n° 59, p. 36.

<sup>365</sup> Svampa, Maristella, 2017, « Cuatro claves para leer América Latina », *Nueva Sociedad*, n° 268, p. 56.

<sup>366</sup> Deshaies, Michel, 2016, « Mines et environnement dans les Amériques : les paradoxes de l'exploitation minière », *IdeAs*, n°8, Automne-Hiver, <http://ideas.revues.org/1639> (consultée le 06/01/2017).

couvraient près de 14 000 km<sup>2</sup>, soit 11% de la superficie du pays »<sup>367</sup>. Sans oublier l'exploitation pétrolière qui, depuis les années 1970, suit son cours, notamment au Venezuela, qui a les plus grandes réserves de pétrole conventionnel, au Mexique ou en Equateur, tout comme le gaz en Bolivie notamment. Et le début du XXI<sup>ème</sup> siècle a vu l'expansion des monocultures dans toute la région (palme africaine, soja, etc.) ainsi que des cultures transgéniques, notamment en Uruguay et en Argentine.

L'objectif de cette partie est d'analyser les principales caractéristiques du modèle actuel d'extractivisme en Amérique latine et les débats engendrés autour de cette question entre les intellectuels du Bien Vivre. Pour cela, nous reviendrons sur les principaux acteurs de l'extractivisme avec la prédominance des firmes transnationales, facilitée par l'action des Etats, ce qui entraîne des conflits sociaux-environnementaux avec les populations locales. Cet extractivisme a d'autres conséquences politiques et géopolitiques notamment en ce qui concerne l'insertion des Etats latino-américains dans la division internationale du travail, la dépendance aux fluctuations des prix du marché que celle-ci engendre et les difficultés pour changer de matrice productive. Enfin, nous détaillerons les débats entre les auteurs du Bien Vivre autour du post-extractivisme.

### **1. Histoire et géopolitique de l'extractivisme comme régime d'accumulation en Amérique latine**

L'histoire de l'extractivisme en Amérique latine, fortement liée à la formation et à la configuration du capitalisme mondial, peut être divisée en trois périodes avec des acteurs différents pour chacune d'entre elles<sup>368</sup>. La première est la période coloniale, du XVI<sup>ème</sup> au XIX<sup>ème</sup> siècle, qui a consisté en l'exploitation des minéraux (entre autres or, argent, cuivre) dont avaient besoin les pays européens colonisateurs, principalement l'Espagne et le Portugal. Cette exploitation minière a profité d'une main d'œuvre nombreuse et gratuite, tout d'abord avec les indigènes qui ont été renforcés ou remplacés ensuite par les esclaves venant d'Afrique. Cet extractivisme faisait partie d'une géopolitique particulière, le marché triangulaire au sein duquel la main d'œuvre était importée d'Afrique sous forme d'esclavage pour exploiter, dans les pays latino-américains, des ressources naturelles qui étaient ensuite exportées vers l'Europe.

---

<sup>367</sup> *Ibidem*.

<sup>368</sup> Seoane, José, 2012, « Neoliberalismo y ofensiva extractivista. Actualidad de la acumulación por despejo, desafíos de Nuestra América », *Theomai*, n° 26, second semestre, p. 123-149.

C'est ce que Marx a qualifié d'accumulation originaire ou primitive au début du capitalisme, c'est-à-dire le fait que certains groupes possédaient déjà des terres, des matières premières, des machines quand d'autres n'avaient que leur force de travail à vendre. Si on extrapole cela au niveau des pays, cette accumulation ou cette possession s'est réalisée à partir de la colonisation de pays qui ont mis à disposition ou vendu la force de travail de leur population. Marx parle d'expropriation originaire<sup>369</sup>, une série de processus historiques qui détruisent les liens entre les travailleurs et leurs moyens de travail qu'il analyse ainsi : « Dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole des propriétaires fonciers (le monopole de la propriété foncière est même la base du monopole capitaliste) *et* des capitalistes. »<sup>370</sup> Précisant que les statuts de l'Internationale parlent de « monopole des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie », il en conclut que « la terre et le sol sont compris dans les moyens de travail. »<sup>371</sup>

C'est ainsi qu'en Amérique latine, la colonisation a permis aux empires espagnols et portugais de mettre en œuvre un extractivisme qui consistait à s'appropriier la terre et le sol et à mettre en place une accumulation originaire basée sur l'esclavage ou le travail forcé, c'est-à-dire sur la rupture de la force de travail avec les moyens de travail. Cette appropriation de la terre fait partie des formes fondamentales de dépossession, au même titre que celle du travail et de l'argent, qui ont abouti à la création du capital.<sup>372</sup> Ces mécanismes qui ont représenté des aspects violents de la colonisation, se poursuivent aujourd'hui sous la forme des accaparements de terres, non seulement en Amérique latine mais aussi en Afrique ou en Asie, à travers des alliances entre Etats et entreprises transnationales.

Avec les indépendances des pays latino-américains tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, les nouvelles Républiques ont consolidé un modèle primario-exportateur au sein duquel émergent deux nouveaux acteurs principaux : les oligarchies nationales et le nouvel impérialisme des Etats-Unis. Il s'agit à la fois des « républiques bananières » en Amérique centrale exportant des produits agricoles sous le contrôle des entreprises états-uniennes et des pays d'Amérique du Sud qui continuaient d'exporter leurs ressources naturelles minières. La crise des années 1930 et la configuration de processus

---

<sup>369</sup> Marx, Karl, 2006, *Salaires, prix, profits*, Paris, Le Temps des Cerises.

<sup>370</sup> Marx, Karl, 2008, *Critique du programme de Gotha*, Paris, Les éditions sociales, p. 53.

<sup>371</sup> *Ibidem*.

<sup>372</sup> Harvey, David, 2014, *17 contradicciones y el fin del capitalismo*, Quito, Instituto de Altos Estudios Nacional, p. 69.



d'industrialisation hétérogènes selon les pays, surtout dans les années 1950 et 1960, suivant les lignes directrices de la Commission Economique pour l'Amérique latine (CEPAL), ouvrent une parenthèse dans l'extractivisme latino-américain qui reprendra à partir de la fin des années 1970, avec l'ouverture de la période néolibérale. Celle-ci marque la fin de la stratégie de substitution des importations et le début d'une reprimarisation des économies latino-américaines. Il s'agit du modèle extractiviste actuel, sur lequel nous allons nous concentrer par la suite, dont les principaux acteurs sont les firmes transnationales, les Etats et les communautés et populations locales. A partir des années 1970, et surtout des années 1990, ce nouveau modèle extractiviste se confronte à la fois à l'émergence des mouvements indigènes en Amérique latine et à la montée des thématiques environnementales au sein des organisations internationales et des sociétés civiles latino-américaines.

A partir des années 2000 et du boom des prix des matières premières, le continent latino-américain connaît une certaine tendance à la reprimarisation de ses économies, conséquence du « consensus des *commodities* ». Maristella Svampa utilise la définition suivante de *commodities* : « des produits de fabrication, disponibilité et demande mondiale, qui ont une gamme de prix internationale et ne demandent pas de technologie avancée pour leur fabrication et traitement »<sup>373</sup>. La reprimarisation des économies latino-américaines serait le résultat de la demande croissante en matières premières dans le monde qui n'est pas près de s'arrêter tant le système capitaliste global est énergivore. Cette augmentation de la demande joue un rôle sur l'élévation des prix des matières premières ce qui se traduit par un accroissement des investissements dans les secteurs extractivistes. Cette conjoncture basée sur cette hausse des prix ainsi que l'augmentation de la demande de pays comme la Chine et l'Inde a rendu possible la captation de fortes rentes que les gouvernements progressistes ont utilisé pour augmenter les dépenses sociales.

Toutefois, comme le rappelle Hans-Jürgen Burchardt, « le principal moteur de cette augmentation mondiale sont les dépenses énormes et soutenues en ressources des pays industrialisés dans leur sphère de production et de consommation. A cela s'ajoute l'escalade économique de plusieurs "pays émergents", spécialement la Chine, qui en 2010 a consommé 20% de la production d'énergie d'origine fossile de la planète, 23%

---

<sup>373</sup> Svampa, Maristella, 2013, « "Consenso de los *Commodities*" y lenguajes de valoración en América Latina », *Nueva Sociedad*, n° 244, p. 31.

des produits agricoles basiques les plus importants et 40% des métaux communs. »<sup>374</sup> Pour maintenir leurs hauts niveaux de vie qui, dans le capitalisme, se traduisent par une forte consommation et gaspillage de produits, d'objets et d'aliments, les pays du Nord ont besoin de matières premières agricoles, fossiles et minières. Ces ressources se trouvent dans les pays du Sud. La dépendance des pays latino-américains envers le système extractiviste repose ainsi sur des conditions d'existence du productivisme et de la société de consommation, principalement des pays du Nord mais aussi des strates moyennes et supérieures des pays du Sud. Ce modèle basé sur la croissance n'est possible qu'avec le recours à de grande quantité de ressources naturelles, renouvelables ou non.

Il faut préciser que c'est lors de cette dernière période que se sont multipliés les analyses et les études empiriques sur l'extractivisme et le néo-extractivisme en Amérique latine et que s'est diffusé ce concept hors de la région. Le concept d'extractivisme a été créé lors de ces années-là mais son sujet d'analyse n'est pas nouveau puisqu'il reprend la thématique du pillage colonial des ressources naturelles de l'Amérique latine développée dans le classique d'Eduardo Galeano, *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine*<sup>375</sup>. Son contexte particulier d'apparition est similaire à celui que nous avons décrit pour le Bien Vivre, où le thème de l'écologie mais aussi l'action des ONG en faveur de la conservation environnementale ont pris de l'importance. La dénonciation du (néo)-extractivisme est aussi une position politique des organisations sociales et politiques d'une partie de la gauche latino-américaine, principalement dans leur opposition aux gouvernements progressistes de la région, qui leur a permis une plus ample propagation de leurs idées au niveau international. C'est aussi lors de cette période que se sont accrus les conflits socio-environnementaux pour affronter les projets extractivistes, comme nous l'analyserons plus tard.

C'est ainsi que s'est mise en place une division internationale du travail au sein de laquelle les économies latino-américaines ne sortent pas de leur rôle classique de fournisseurs de matières premières au reste du monde, et principalement à la Chine ces dernières années. Même lors des deux dernières décennies lors desquelles les gouvernements progressistes ont diversifié leurs zones d'exportation notamment vers la Chine (qui représente 73% du commerce total de l'Amérique latine), l'Inde et l'ASEAN

---

<sup>374</sup> Burchardt, Hans-Jürgen, 2014, « Logros y contradicciones del extractivismo: bases para una fundamentación empírica y analítica », *Nueva Sociedad*, février, E-book.

<sup>375</sup> Galeano, Eduardo, 1971, *Las venas abiertas de América Latina*, México, Siglo XXI editores.

(Association des Nations de l'Asie du Sud-Est) en général, la dépendance envers l'exportation des matières premières n'a pas diminué voire a augmenté. Par exemple, cinq pays (Argentine, Brésil, Chili, Pérou et Venezuela) concentrent 90% des exportations de la région vers ces trois zones : 76% de ces exportations correspondent aux matières premières et seulement 24% à des biens manufacturés avec des degrés plus importants d'élaboration.<sup>376</sup>

Les théories marxistes, depuis Lénine et Rosa Luxembourg, évoquent l'impérialisme comme caractéristique du système de domination entre les Etats à l'échelle internationale. David Harvey parle de « nouvel impérialisme »<sup>377</sup>, surtout dans le cas du système financier à travers la dette, mais aussi concernant l'occupation de nouveaux territoires par le capitalisme : les firmes multinationales du Nord s'octroient, avec l'aide des Etats et des élites nationales du Sud, des concessions territoriales dans des zones où le capitalisme n'était pas encore trop développé. En Amérique latine, cela s'est traduit par l'avancée de la frontière extractive en Amazonie ou sur des territoires indigènes.

Dans les années 1950 et 1960, les théoriciens de la dépendance<sup>378</sup> ont analysé ces inégalités dans les échanges économiques et commerciaux. Réunis au sein de la CEPAL, ils expliquaient les problèmes de l'Amérique latine par le fait que ces pays périphériques exportaient des biens primaires vers le centre dont les prix sont plus bas que les biens avec valeur ajoutée qu'ils importaient depuis le centre. A ces inégalités économiques, les auteurs venant de l'économie écologique ont ajouté les inégalités environnementales<sup>379</sup> : les pays latino-américains doivent exporter plus de tonnes qu'ils n'en importent pour réaliser des échanges commerciaux dans les termes économiques du marché global. Selon María Cristina Vallejo, « bien que, dans les années récentes, le *boom* des prix internationaux des *commodities* parait avoir dérégulé cette relation d'échange inégale, plusieurs pays du sud maintiennent des inégalités structurales dans

---

<sup>376</sup> Bodemer, Klaus, 2018, « Más allá del neoextractivismo. Desafíos y oportunidades para una inserción internacional activa de América Latina », in Cáliz, Alvaro, Denzin, Christian (Ed.), *Las aguas en que navega América Latina: Oportunidades y desafíos para la transformación social-ecológica*, México, Friedrich Ebert Stiftung, p. 111-112.

<sup>377</sup> Harvey, David, 2004, « Le "nouvel impérialisme" : accumulation par expropriation », *Actuel Marx*, n° 35, p. 71-90.

<sup>378</sup> Voir, entre autres, Furtado, Celso, 1971, « Dépendance externe et théorie économique », *L'Homme et la société*, n° 22, p. 53-65 ; Gunder Franck, André, 1971, « Desarrollo del subdesarrollo : punto de vista de un economista comprometido », *Investigación económica*, vol. 31, n° 122, p. 389-401.

<sup>379</sup> Voir par exemple Martínez Alier, Joan, Roca Jusmet, Jordi, 2013 (2000), *Economía ecológica y política ambiental*, México, Fondo de Cultura Económica, 3ème édition.

leurs conditions d'échange économique. »<sup>380</sup> Selon elle, c'est le cas de l'Equateur qui doit « réaliser un plus grand effort environnemental en extrayant de grandes quantités de ressources naturelles pour les destiner à l'exportation »<sup>381</sup> c'est-à-dire qu'il doit exporter plus de tonnes qu'il n'en importe pour réaliser des échanges commerciaux dans les termes économiques du marché global.

Le commerce international, avec des pays du Sud vendeurs dont la capacité de négociation des prix des matières premières est moindre par rapport aux pays du Nord acheteurs, est inégal et est une des causes structurelles de leur fort endettement.<sup>382</sup> La position périphérique des pays latino-américains génère une dépendance aux marchés centraux et à la fluctuation des prix des *commodities* conditionnés par la demande mondiale et autres spéculations financières. Cela a pu être observé lorsqu'à partir de 2014, le cours des matières premières au niveau mondial a chuté ce qui a entraîné des répercussions économiques importantes pour les pays latino-américains, et principalement les gouvernements progressistes. Pour un pays comme l'Equateur, la principale conséquence a été la réduction des investissements publics dans la construction d'infrastructures et donc une baisse de la croissance du PIB. Le pays est entré en crise puisque son économie dépendait de l'investissement de l'Etat, comme nous le verrons dans le chapitre 3, qui, à son tour, bénéficiait des prix importants des matières premières.

On se trouve ici dans un cercle vicieux qui fait que sortir de la dépendance de l'exploitation des matières premières, et donc de la fluctuation du marché international, est d'autant plus difficile au cours d'une période de hausse de ces prix, surtout quand cette augmentation a des effets sur la réduction de la pauvreté, comme on peut le voir dans la majorité des pays latino-américains, et que cela peut aider les différents gouvernements dans leur objectif de court terme qui est de gagner les élections afin de rester au pouvoir. Des siècles de dépendance et de primauté à ses avantages comparatifs traditionnels, les ressources naturelles, ne peut pas disparaître en une décennie : dépasser la matrice extractiviste n'est pas facile ce qui ne veut pas dire que la transition vers un post-extractivisme n'est pas possible comme nous allons le voir par la suite.

---

<sup>380</sup> Vallejo, María Cristina, 2014, « Reflexiones sobre los límites del desarrollo en el marco del Sexto Congreso Iberoamericano sobre Desarrollo y Ambiente, FLACSO-Sede Ecuador », in Vallejo, María Cristina, Aguado Caso, Mateo, *Reflexiones sobre los límites del desarrollo. Memorias del Sexto Congreso Iberoamericano sobre Desarrollo y Ambiente*, Quito, FLACSO/Senplades, p. 18.

<sup>381</sup> *Ibidem*, p. 20.

<sup>382</sup> Oliveres, Arcadi, 2010 (2003), « Deuda externa ¿deuda eterna? », in Martínez Alier, Joan, *¿Quién debe a quién? Deuda ecológica y deuda externa*, Barcelone, Icaria, p. 13.

## 2. Ecologie politique de l'extractivisme actuel en Amérique latine

En Amérique latine, un des thèmes de l'écologie politique, en tant que champ théorique, est l'étude des conflits socio-écologiques<sup>383</sup> ou « conflits écologico-redistributifs »<sup>384</sup>. Ces luttes sont diverses. Dans sa classification, Joan Martínez-Alier comptabilise 14 types de conflits écologico-redistributifs regroupés en trois grandes catégories : les conflits dans l'extraction de matériaux et énergie (mines, hydrocarbure, pêche, biopiraterie, eau, etc.), ceux sur le transport et ceux sur les résidus et la pollution (luttes toxiques, l'exportation des résidus toxiques, pollution transfrontalière, etc.).<sup>385</sup> Le travail de l'écologie politique est d'analyser les résistances, les différents acteurs en conflit, leurs stratégies et intérêts ainsi que les rapports de force entre ces acteurs.

Ces conflits génèrent donc des luttes et des négociations au cours desquelles s'expriment différents « langage de valorisation »<sup>386</sup>. Ces valeurs peuvent être très différentes suivant les acteurs et les types de conflits écologiques. Selon Martínez-Alier, dans le cas de l'extractivisme en Amérique latine, un des langages les plus fréquents est l'écologisme indigène qui fait appel à la défense du territoire et des droits collectifs qui y sont attachés. L'extension de la frontière extractive (agricole, pétrolière, minière) a pour conséquence, le plus souvent, que beaucoup de communautés indigènes et paysannes sont confrontées à des firmes transnationales et à l'Etat et soient obligées de mettre en place des mécanismes de résistance face à la dépossession de leurs terres ou territoires. Nous avons ici trois des principaux acteurs de l'écologie politique de l'extractivisme que nous allons détailler dans cette partie.

### A) *Extractivisme, Etat et firmes transnationales*

---

<sup>383</sup> Leff, Enrique, 2006, « La ecología política en América Latina. Un campo en construcción », in Alimonda, Héctor, *Los tormentos de la materia. Aportes para una ecología política latinoamericana*, Buenos Aires, CLACSO, p. 21-39 ; Delgado Ramos, Gian Carlo, 2013, « ¿Por qué es importante la ecología política », *Nueva Sociedad*, n° 244, mars-avril, p. 47-60 ; Alimonda, Héctor, Toro Pérez, Catalina, Martín, Facundo (coord.), 2017, *Ecología política latinoamericana. Pensamiento crítico, diferencia latinoamericana y rearticulación epistémica*, Buenos Aires, CLACSO (Volumes I et II).

<sup>384</sup> Martínez-Alier, Joan, 2006, « Los conflictos ecológico-distributivos y los indicadores de sustentabilidad », *Polis*, n°13, <http://polis.revues.org/5359> (consulté le 07/04/2014).

<sup>385</sup> *Ibidem*.

<sup>386</sup> Martínez-Alier, Joan, 2006, « Los conflictos ecológico-distributivos y los indicadores de sustentabilidad », *Polis*, n°13, <http://polis.revues.org/5359>

Le modèle actuel d'extractivisme a pour acteur central les entreprises nationales et les firmes transnationales qui trouvent en l'Etat un acteur qui peut être un précieux allié ou un régulateur qui est susceptible de mettre des obstacles à de futurs projets d'exploitation ou à des rentes plus importantes. C'est pour cela qu'il faut éviter « la réduction des conflits à un antagonisme entre les communautés indigènes et l'Etat au service des multinationales » car cela « occulte la pluralité, et la complexité, des intérêts et des protagonistes en jeu. »<sup>387</sup> Cet avertissement de Franck Poupeau s'adresse aux critiques du néo-extractiviste des gouvernements progressistes comme Eduardo Gudynas, Alberto Acosta ou Maristella Svampa qui ont pourtant été proches de ces gouvernements au début. Nous reviendrons plus tard sur la différenciation que font ces auteurs entre extractivisme et néo-extractivisme, notamment quant au rôle redistributif de l'Etat.

Quel que soit le gouvernement en place, qu'il soit progressiste ou néolibéral, un concept utile pour caractériser le rôle de l'Etat et celui des firmes transnationales dans l'expansion territoriale de l'extractivisme est celui d'« accumulation par expropriation »<sup>388</sup>: il s'agit de l'accaparement des terres par des Etats ou des firmes transnationales au détriment des populations indigènes ou paysannes pour l'exploration et l'exploitation de ressources naturelles. David Harvey signale que cette dépossession des terres, et donc des moyens de production et de survie des populations locales et paysannes, n'est que la suite de l'accumulation primitive de Marx.

Dans cette nouvelle période de dépossession, l'alliance entre le capital privé et l'Etat est fondamentale non seulement pour faciliter l'expropriation mais surtout « comme une légitimation et une rationalisation institutionnelle *post facto* des résultats de cette violence de dépossession »<sup>389</sup>. Selon Harvey, de nos jours, les rentiers et les institutions financières contrôlent l'économie et profitent de la rente que peut leur procurer l'expropriation de la terre notamment au niveau de la plus-value que cela peut générer, particulièrement à partir de l'« appropriation des terres »<sup>390</sup> dans les pays du Sud et donc de toutes les ressources naturelles qui s'y trouvent. Un des risques est l'avènement d'une période de pénurie de terres à cause de la spéculation que ces secteurs engendrent.

---

<sup>387</sup> Poupeau, Franck, 2021, « Ce que l'Amérique latine fait aux sciences sociales », *AOC*, 14 décembre, <https://aoc.media/analyse/2021/12/13/ce-que-lamerique-latine-fait-aux-sciences-sociales/>

<sup>388</sup> Harvey, David, 2004, « Le "nouvel impérialisme" : accumulation par expropriation », *Actuel Marx*, n°35, p. 71-90.

<sup>389</sup> Harvey, David, 2014, *17 contradicciones y el fin del capitalismo*, Quito, Instituto de Altos Estudios Nacionales, p. 70.

<sup>390</sup> *Ibidem*, p. 87.

Le rôle de l'Etat est complexe puisqu'il est à la fois juge et partie dans les conflits liés aux activités extractivistes. Il doit veiller à l'intérêt général de sa population mais aussi, en tant que propriétaire des ressources du sous-sol, il est responsable de l'obtention des permis d'exploration et d'exploitation. Or, il « exerce traditionnellement un rôle coercitif à l'encontre des populations affectées, qui va de pair avec la protection des intérêts – nationaux ou étrangers – de l'industrie pétrolière. »<sup>391</sup>

L'Etat dispose de différents instruments pour faciliter ou non les investissements privés dans les secteurs liés à l'extractivisme : la priorisation des politiques publiques, le droit constitutionnel basé sur les principes des libertés individuelles et de la propriété privée, les réformes législatives, les incitations fiscales, la redistribution de la rente, le pouvoir de définir les niveaux d'imposition, la régulation des institutions et de la propriété privée, etc. Dans de nombreuses occasions, en tant qu'institution détenant le monopole de la violence légitime, l'Etat utilise aussi la répression à travers ses forces armées (police et militaires) et la criminalisation avec la judiciarisation des conflits socio-environnementaux.<sup>392</sup>

Il peut donc exister une alliance contradictoire entre le capital privé et les institutions publiques. Celle-ci s'appuie sur des réseaux complexes entre Etat central, entreprises transnationales et élites politiques locales, sans lesquels la pénétration des entreprises extractivistes dans certains territoires serait plus difficile. Malgré les pressions exercées par la société et les organisations sociales qui la conforment, un Etat capitaliste protégera en priorité les entreprises, notamment avec des politiques publiques favorisant un climat approprié pour les affaires, sans laisser de côté les avantages qu'il peut en tirer tant au niveau interne afin d'améliorer la gouvernance sur des populations mécontentes (par la redistribution de la rente par exemple) qu'au niveau externe en augmentant ses richesses, et son pouvoir au sein du système international.<sup>393</sup>

Même en Equateur, en Bolivie ou au Venezuela, pays dans lesquels les gouvernements progressistes ont mis en place une politique nationaliste en essayant de diminuer le poids et le pouvoir du capital privé dans le contrôle des exploitations, les réseaux n'ont pas disparu. Une régulation des secteurs extractivistes a été promue, en cherchant à garantir la mainmise publique sur ces secteurs stratégiques de l'économie nationale,

---

<sup>391</sup> Fontaine, Guillaume, 2010, *Gaz et pétrole en Amazonie. Conflits en territoires autochtones*, Paris, L'Harmattan, p. 63-64.

<sup>392</sup> Bos, Vincent, Lavard-Meyer, Cécile, 2015, « "Néo-extractivisme" minier et question sociale au Pérou », *Cahiers des Amériques latines*, n° 78, p. 29-55.

<sup>393</sup> Harvey, David, 2014, *17 contradicciones y el fin del capitalismo*, Quito, Instituto de Altos Estudios Nacional, p. 158-159.

sans toutefois remettre en cause l'expansion capitaliste de l'exploitation minière et pétrolière.<sup>394</sup> Avec l'expansion de la frontière extractiviste, la justice environnementale a été sacrifiée pour une meilleure justice sociale au nom du développement et de la lutte contre la pauvreté. Toutefois, « la nouvelle régulation étatique sur l'extraction minière et pétrolière, la négociation de nombreux contrats avec des entreprises étrangères porteuses de technologies avancées et l'investissement dans l'éducation n'auraient, de ce fait, pas signifié un dépassement réel du modèle économique rentier, inégalitaire et dépendant "historique". »<sup>395</sup> Nous reviendrons sur cela dans le chapitre 3 pour le cas de l'Equateur.

Les relations entre Etat et entreprises sont complexes aussi. Elles peuvent aller d'une alliance étroite entre les deux, comme dans le système néolibéral où le rôle de l'Etat est de faciliter l'investissement privé, à des relations beaucoup plus conflictuelles comme le démontrent les nombreuses plaintes des firmes transnationales contre les Etats latino-américains au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), thème sur lequel nous reviendrons au chapitre 3. Avant de revenir sur ces relations, nous pouvons déjà dire que l'absence d'Etat dans certaines zones d'exploitation de ressources naturelles, notamment en Amazonie, ou dans les périphéries internes aux différents Etats (par exemple les frontières) peut renforcer les relations directes des entreprises avec les populations locales. Alors, « la forme d'assignation des ressources et les conditions des négociations semble consolider un ensemble de relations clientélistes et patrimoniales entre entreprises et communautés locales bénéficiaires. »<sup>396</sup>

Dans les activités extractivistes caractérisées par leur exportation, seules les entreprises publiques nationales et les firmes transnationales étrangères interviennent. Les coopératives minières ou communautaires qui existent au Pérou, en Bolivie, en Equateur ou dans d'autres pays de la région travaillent pour le marché national ou en collaboration avec l'entreprise publique nationale. En ce qui concerne ces dernières, les gouvernements progressistes les ont réhabilitées, après les années néolibérales lors

---

<sup>394</sup> Pour le cas de l'exploitation minière en Equateur, voir Carrión, Andrea, 2016, « Extractivismo minero y estrategia de desarrollo: entre el nacionalismo de los recursos y los conflictos socioterritoriales », in Le Quang, Matthieu (Ed.), *La Revolución Ciudadana en escala de grises: avances, continuidades y dilemas*, Quito, Instituto de Altos Estudios Nacional, p. 181-204.

<sup>395</sup> Gaudichaud, Franck, 2016, « Ressources minières, "extractivisme" et développement en Amérique latine : perspectives critiques », *IdeAs*, n°8, Automne-Hiver, <http://ideas.revues.org/1684> (consultée le 06/01/2017).

<sup>396</sup> Fontaine, Guillaume, 2010, *Gaz et pétrole en Amazonie. Conflits en territoires autochtones*, Paris, L'Harmattan, p. 190.



desquelles elles avaient été fragilisées ou certaines de leurs activités (notamment commerciales) avaient été privatisées. Dans le chapitre 4, nous verrons l'exemple de Petroecuador, l'entreprise pétrolière publique de l'Equateur qui fonctionne comme un Etat dans l'Etat et dont l'histoire suit les péripéties politiques des différents gouvernements.

Les firmes transnationales étrangères qui interviennent en Amérique latine sont le plus souvent nord-américaines, européennes mais aussi brésiliennes (par exemple Petrobras ou Odebrecht). Elles ont un rapport étroit avec leur Etat d'origine qui leur négocie des marchés, les protège et défend contre les accusations de violation des droits humains, etc. Leurs relations avec l'Etat qui les reçoit sont plus complexes à analyser, complexité qui n'apparaît pas dans les textes des critiques du néo-extractivisme.<sup>397</sup> S'il consacre un rôle plus actif de l'Etat dans l'entreprise extractiviste ainsi qu'une plus importante et plus profonde distribution de la rente qu'il génère, le néo-extractivisme reproduirait des dynamiques propres de l'extractivisme, par exemple une insertion internationale subordonnée et fonctionnelle à la globalisation du capitalisme transnational<sup>398</sup>.

Les gouvernements progressistes, avec différentes réformes comme le changement de du type de contrat avec les entreprises pétrolières en Equateur, comme nous le verrons par la suite, ont réussi à capter des revenus plus importants des activités extractivistes et les ont redistribués en mettant en place des programmes sociaux. Dans certains textes, cette redistribution de la rente est réduite à une relation clientéliste, voire un « piège clientéliste »<sup>399</sup>, des dirigeants envers la population afin de s'assurer leur vote. Pour Eduardo Gudynas, le problème vient du fait que la plus grande captation de ces excédents et leur redistribution ont légitimé à la fois les gouvernements progressistes mais aussi l'extractivisme en l'associant à une meilleure justice sociale<sup>400</sup> ou à une

---

<sup>397</sup> Poupeau, Franck, 2021, « Ce que l'Amérique latine fait aux sciences sociales », *AOC*, 14 décembre, <https://aoc.media/analyse/2021/12/13/ce-que-lamerique-latine-fait-aux-sciences-sociales/>

<sup>398</sup> Acosta, Alberto, 2010, « Solo imaginando otros mundos, se cambiará este », in Farah, Ivonne, Vasapollo, Luciano (coords.), *Vivir bien: ¿paradigma no capitalista?*, La Paz, CIDES-UMSA, p. 189-208; Gudynas, Eduardo, 2011, « Debates sobre el desarrollo y sus alternativas en América Latina: una breve guía heterodoxa », in Lang, Miriam, Mokrani Dunia (Comps.), *Más allá del desarrollo (Grupo permanente de trabajo sobre alternativas al desarrollo)*, Quito, Fundación Rosa Luxemburgo/Abya Yala, p. 21-53.

<sup>399</sup> Gudynas, Eduardo, 2011, « Caminos para las transiciones post extractivistas », in Alayza, Alejandra, Gudynas, Eduardo (ed.), *Transiciones. Post extractivismo y alternativas al extractivismo en el Perú*, Lima, RedGE, CEPES, p. 196.

<sup>400</sup> Gudynas, Eduardo, 2009, « Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo. Contextos y demandas bajo el progresismo sudamericano actual », in Schuldt, Jürgen *et al.*, *Extractivismo, Política y Sociedad*, Quito, CAAP, CLAES, p. 208-209.

« illusion développementiste »<sup>401</sup>, tout en faisant accepter à la population les dommages environnementaux et sociaux des activités extractivistes. Ils ont ainsi renforcé le sens commun extractiviste fortement présent au sein de la population et sur lequel nous reviendrons dans le chapitre 4 avec l'étude de cas de l'Initiative Yasuní-ITT.<sup>402</sup>

S'ils reconnaissent le nouveau rôle de l'Etat dans la captation de la rente et sa redistribution, ils insistent que, pour le reste, il existe une continuité entre la période néolibérale et les progressismes, notamment dans les relations entre Etat et entreprises extractivistes. C'est le cas en ce qui concerne l'aménagement du territoire qui se fait selon les logiques et demandes du marché capitaliste mondial. Ainsi, Maristella Svampa et Emiliano Teran Mantovani considèrent que l'extractivisme est aussi un « mode de territorialisation » défini comme « la production sociale du territoire »<sup>403</sup>. Ils questionnent particulièrement la création de « territoires sacrificiables »<sup>404</sup> au niveau local pour permettre le développement du pays. L'éclatement de la crise économique en 2014, due à la chute des prix des matières premières au niveau mondial, a aggravé l'avancée territoriale de l'extractivisme car les gouvernements progressistes avaient besoin de ces revenus pour continuer à financer les programmes sociaux.

Dans sa critique des auteurs qui condamnent le néo-extractivisme, Franck Poupeau note « une certaine défense de l'écologie qui se révèle finalement très compatible avec l'idéologie libérale, dans ses rejets de l'Etat (patriarcal, oppressif), qu'il s'agit d'affaiblir, de la redistribution (assimilée à du clientélisme ou de l'assistanat), qu'il s'agit de remplacer par des cures d'austérité et de la planification (synonyme de bureaucratie sclérosante et corrompue), qu'il s'agit d'abandonner à des communautés locales qui, quoiqu'ouvertes aux quatre vents de l'espace global et de la circulation des capitaux, sauraient pourtant s'autogouverner sans difficulté. »<sup>405</sup> Pour comprendre le rejet du rôle de l'Etat que peuvent avoir les critiques du néo-extractivisme, reprenons les mots de Miriam Lang qui a coordonné plusieurs ouvrages sur le post-développement et le post-extractivisme : « Dans le contexte progressiste, le retour de l'Etat s'est traduit

---

<sup>401</sup> Svampa, Maristella, Teran Mantovani, Emiliano, 2019, « En las fronteras del cambio de época », in Gabbert, Karin, Lang, Miriam, *¿Cómo se sostiene la vida en América Latina? Feminismos y existencias en tiempos de oscuridad*, Quito, Fundación Rosa Luxemburg, Ediciones Abya-Yala, p. 176.

<sup>402</sup> Pour le cas de la Bolivie et d'un imaginaire développementiste de l'exploitation des ressources naturelles, voir Le Gouill, Claude, 2016, « Imaginaires miniers et conflits sociaux en Bolivie. Une approche multinationaux du conflit de Mallku Khota », *Cahiers des Amériques latines*, n° 82, p. 49-69.

<sup>403</sup> *Ibidem*, p. 175.

<sup>404</sup> Le Gouill, Claude, Boyer, Anne-Lise, 2019, « L'extractivisme minier "depuis le Nord". Exploitations, régulations et oppositions dans le Copper State d'Arizona », *Écologie & Politique*, n° 59, p. 54.

<sup>405</sup> Poupeau, Franck, 2021, « Ce que l'Amérique latine fait aux sciences sociales », *AOC*, 14 décembre, <https://aoc.media/analyse/2021/12/13/ce-que-lamerique-latine-fait-aux-sciences-sociales/>

par le fait de gouverner le plus possible, alors qu'en matière d'émancipation sociale, il faudrait probablement faire précisément le contraire : gouverner le moins possible et laisser les organisations sociales développer leurs responsabilités dans la gestion de leur territoire respectifs. [...] afin que la transformation puisse se faire du bas vers le haut, dans la diversité nécessaire ; pour que les municipalités et les organisations sociales puissent développer leurs moyens propres et leurs capacités de construire des territoires prospères, partiellement autosuffisants et solidaires entre eux. »<sup>406</sup> On peut clairement observer une idéalisation des capacités des organisations sociales et des communautés locales à s'autogérer et à pouvoir mettre en œuvre des alternatives politiques au système actuel et à l'extractivisme.

### *B) Acteurs en résistance et résolution des conflits*

Les autres acteurs fondamentaux des conflits écologico-redistributifs sont les communautés et les populations affectées. En novembre 2017, l'Observatoire des conflits miniers en Amérique latine qui, avec l'aide de nombreuses ONG dans les différents pays latino-américains, recense les conflits liés à l'exploitation minière, en comptabilise 219 dans 20 pays. Près de 75% des conflits sont situés au Pérou (39), Mexique (37), Chili (37), Argentine (27) et Brésil (20).<sup>407</sup> Le nombre de conflits socio-environnementaux est en constante augmentation depuis le début du nouveau millénaire, notamment à cause de l'avancée de la frontière extractiviste que ce soit en Amazonie, sur les territoires indigènes<sup>408</sup> ou sur les terres des paysans c'est-à-dire sur « des territoires jusqu'alors considérés comme “improductifs” »<sup>409</sup>. Comme nous allons le voir, les thèmes de la terre et du territoire sont fondamentaux pour comprendre ces conflits et les valeurs qui leur sont attachées.

---

<sup>406</sup> Lang, Miriam, 2021, « Le cycle progressiste et ses contradictions. Réflexion critique sur les défis de la transformation sociale en Amérique latine », in Gaudichaud, Franck, Posado, Thomas (dir.), *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018). La fin d'un âge d'or*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 259.

<sup>407</sup> [http://basedatos.conflictosmineros.net/ocmal\\_db/](http://basedatos.conflictosmineros.net/ocmal_db/) (consultée le 12/12/2017)

<sup>408</sup> Sariago, Juan Luis, 2011, « Réponses indigènes face à l'expansion des frontières minières en Amérique latine », in Dumoulin, David, Gros, Christian (dir.), *Le Multiculturalisme “au concret” : un modèle latino-américain ?*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, p. 391-403.

<sup>409</sup> Svampa, Maristella, 2011, « Néo-“développementisme” extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problème d'Amérique Latine*, n° 81, p. 106.

Ces résistances regroupent différents types d'acteurs et de revendications et, selon Bebbington<sup>410</sup>, il existe diverses manières de résoudre ces conflits. S'il s'agit d'une dispute sur les rentes, c'est-à-dire sur la compensation des acteurs pour les « externalités négatives » (pollutions ou expropriation des terres) et sur la distribution et redistribution des excédents de l'exploitation, il sera plus facile de négocier pour les entreprises ou l'Etat. Si le conflit porte sur « des contradictions entre des manières distinctes de comprendre le développement, la démocratie et la société désirée »<sup>411</sup>, la négociation sera beaucoup plus difficile, voire impossible.

En suivant la réflexion des Bebbington, au cours des conflits socio-environnementaux, on peut observer cinq types d'environnementalisme qui développent des relations société-nature différentes et, selon les valeurs qu'ils véhiculent, peuvent faciliter ou non les négociations avec l'Etat ou les firmes transnationales<sup>412</sup>.

Le premier est l'« environnementalisme conservateur » qui cherche à protéger les écosystèmes de tout usage humain afin de les conserver. Cet environnementalisme s'accommode des négociations avec les entreprises afin de protéger l'environnement et, pour atteindre cet objectif, offre ses conseils et ses services. Les tenants de cet environnementalisme n'hésiteront pas à soutenir l'exploitation d'une partie d'un territoire si cela leur permet de conserver un autre territoire. Les relations entre les peuples indigènes et les organisations conservatrices peuvent parfois être conflictuelles. En effet, les premiers ont comme principal objectif le contrôle d'un territoire et la capacité de décision sur l'usage des ressources naturelles qui s'y trouvent. Alors que les seconds prônent une conservation stricte qui pourrait aller à l'encontre des besoins des populations indigènes.<sup>413</sup>

Le deuxième est l'« environnementalisme national-populiste » qui pourrait caractériser les gouvernements progressistes équatorien, bolivien et vénézuélien. En effet, cet environnementalisme cherche un plus grand contrôle national sur les ressources naturelles afin de redistribuer la rente au peuple. Il ne s'oppose pas à l'extractivisme et les conflits peuvent être résolus avec des nationalisations ou des réformes fiscales et des systèmes de collecte des *royalties*. La justice sociale est prioritaire sur toute autre considération.

---

<sup>410</sup> Bebbington, Anthony, Humphreys Bebbington, Denise, 2009, « Actores y ambientalistas: conflictos socio-ambientales en Perú », *Iconos*, n°35, septembre, p. 117-128.

<sup>411</sup> *Ibidem*, p. 119.

<sup>412</sup> *Ibidem*, p. 120-122.

<sup>413</sup> Viola Recasens, Andreu, 2014, « Discursos “pachamamistas” versus políticas desarrollistas: el debate sobre el *sumak kawsay* en los Andes », *Iconos*, n° 48, p. 62.

Avec les trois autres environnements, les négociations sont quasiment impossibles car dans leur vision, société et nature sont indissociables l'une de l'autre. L'«écologisme des moyens de subsistance» peut se définir comme «un environnementalisme qui se préoccupe pour la qualité de, et l'accessibilité à, ces ressources naturelles qui soutiennent les moyens de vie de secteurs de la population distincts»<sup>414</sup>. Il met l'accent sur des formes de vie qui ont besoin d'un territoire pour s'exprimer et donc d'avoir accès aux ressources qui se trouvent sur ce territoire. En plus de l'accès aux ressources, la préservation des lieux de vie est un objectif de ce type d'environnementalisme.

En ce qui concerne le quatrième environnementalisme, la «justice socio-environnementale», il insiste sur les droits humains fondamentaux et la critique porte sur le modèle économique inégalitaire et discriminant pour certains groupes sociaux quant aux coûts, risques et bénéfices des activités extractivistes. Il défend les populations historiquement exclues et, contrairement au «national-populisme» qui pourrait être «plus disposé à sacrifier les droits de certains groupes pour le bien du “peuple”», il «valorise les droits humains comme sacrés et donc exige des pratiques comme le consentement préalable, libre et informé, la zonification écologique socio-économique, la pleine participation des populations dans des décisions qui les affectent»<sup>415</sup>. Ces mécanismes de participation sont des revendications historiques des mouvements indigènes, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre.

Le dernier environnementalisme, l'«écologisme profond», donne une plus grande valeur aux écosystèmes et à l'environnement et insiste sur les droits de la nature. Il s'oppose à toute expansion extractiviste car ces activités détruisent nécessairement la nature. Ici, la nature a une valeur intrinsèque et est vue comme une fin en soi.<sup>416</sup> Tout type de négociation est impossible avec cet environnementalisme.

Au sein d'un même mouvement ou conflit, il est possible de trouver plusieurs de ces environnements ce qui représente à la fois un avantage, la possibilité de réunir un grand nombre d'acteurs, mais aussi une faiblesse dans le sens où les négociations peuvent diviser ces acteurs selon leurs intérêts, visions et stratégies face à l'Etat ou aux entreprises. Il n'existe pas de trajectoires linéaires dans les conflits socio-

---

<sup>414</sup> Bebbington, Anthony, Humphreys Bebbington, Denise, 2009, « Actores y ambientalistas: conflictos socio-ambientales en Perú », *Íconos*, n°35, septembre, p. 121.

<sup>415</sup> *Ibidem*, p. 121-122.

<sup>416</sup> Flipo, Fabrice, 2014, *Nature et Politique. Contribution à une anthropologie de la modernité et de la globalisation*, Paris, Editions Amsterdam, p. 55.

environnementaux. Ils peuvent être traversés par des logiques d'acteurs différentes et des stratégies qui s'adaptent au moment donné ce qui peut « conduire à la superposition d'intérêts et de nécessités contradictoires ou complémentaires. [...] Selon l'enjeu, les adversaires d'un jour [peuvent] être les alliés du lendemain. »<sup>417</sup> Au cours des conflits socio-environnementaux, l'organisation collective des populations affectées est déterminante dans leur capacité à négocier et à rééquilibrer un rapport de force qui n'est pas en leur faveur face à l'Etat ou aux entreprises privées. La dispersion de ces acteurs ne fait que multiplier les intérêts concurrents et les affaiblit, les acteurs puissants en profitant pour diviser la population et faire avancer leurs propres intérêts.

L'avancée de la frontière extractiviste vers les zones rurales paysannes et indigènes font que la terre, le territoire et la question de l'eau deviennent des revendications centrales dans les mobilisations car, en plus d'être des facteurs de production en conflit entre l'activité extractiviste et les économies agro-pastorales, ce sont « des marqueurs identitaires forts liés à l'organisation sociale et à la redistribution des richesses »<sup>418</sup>. Pour ces populations, l'activité extractiviste peut être perçue comme une menace pour leur propre survie mais aussi pour la survie de leur culture. On voit bien là que les conflits socio-environnementaux s'inscrivent dans des contextes différents que ce soit au niveau géographique, territorial, traditionnel, culturel mais aussi dans le degré d'organisation politique des populations : « Les conflits environnementaux s'inscrivent dans un ensemble de croyances, de représentations, de valeurs et d'attitudes qui varient selon les situations. »<sup>419</sup> Les modalités varieront selon les situations.

Comme nous le montre Guillaume Fontaine dans un conflit autour de l'exploitation du pétrole dans l'Amazonie équatorienne, « la revendication territoriale ne saurait être pleinement comprise du point de vue exclusivement économique et politique, mais doit être mise en relation avec la construction identitaire et les processus d'ethnogenèse »<sup>420</sup> En prenant le cas d'étude des U'was<sup>421</sup>, Fontaine explique comment ce peuple indigène vivant dans l'Amazonie colombienne a réinventé un discours identitaire à partir de la recréation du mythe des origines où le pétrole devient sacré au même titre que l'eau, la nature, les montagnes ou les forêts. A partir de là, il existe une certaine détermination à

---

<sup>417</sup> Fontaine, Guillaume, 2010, *Gaz et pétrole en Amazonie. Conflits en territoires autochtones*, Paris, L'Harmattan, p. 80.

<sup>418</sup> Bos, Vincent, Velut, Sébastien, 2016, « Introduction », *Cahiers des Amériques latines*, n° 82, p. 21.

<sup>419</sup> Fontaine, Guillaume, 2010, *Gaz et pétrole en Amazonie. Conflits en territoires autochtones*, Paris, L'Harmattan, p. 191.

<sup>420</sup> *Ibidem*, p. 83.

<sup>421</sup> *Ibidem*, p. 88-128.

ne pas négocier avec l'entreprise pétrolière car on ne négocie ni le sacré, ni les valeurs. « Cet argument s'articula avec diverses problématiques, telles que la défense de l'identité collective et du territoire, de l'environnement et de la paix. »<sup>422</sup>

Ces dernières années, on peut observer une augmentation des demandes de démocratisation des décisions collectives de la part des communautés et populations affectées. De plus, selon Maristella Svampa, les mouvements sociaux latino-américains opèreraient un certain « tournant éco-territorial »<sup>423</sup> en défense des biens naturels, de la biodiversité et de la mise en valeur d'une territorialité. Même s'« il est possible de parler de cadres communs de l'action collective, qui fonctionnent [...] comme des producteurs d'une subjectivité collective »<sup>424</sup>, l'un des obstacles pour la convergence de ces différentes luttes et résistances est la fragmentation territoriale produite par les projets extractivistes. Il est tout de même possible d'observer une certaine internationalisation des conflits locaux<sup>425</sup>, notamment avec l'intervention des ONG et la mise en réseau des organisations et associations luttant contre l'extractivisme au niveau local.

### **3. Bien Vivre, extractivisme et tensions autour de la transition vers une société post-extractiviste**

Dans les deux parties antérieures, nous avons déjà analysé quelques thèmes de certains auteurs du Bien Vivre comme Eduardo Gudynas ou Alberto Acosta, principalement en ce qui concerne le néo-extractivisme, un terme qui a été créé par les auteurs du courant « écologiste et post-développementiste ». Il a notamment servi pour discréditer l'usage que les gouvernements équatorien et bolivien faisaient du Bien Vivre en montrant que leurs pratiques extractivistes ne se différenciaient que très peu de celles de la période néolibérale surtout au niveau des conséquences environnementales et sur les communautés indigènes. Avec le néo-extractivisme, on est face à une production scientifique militante assez commune en Amérique latine : « Si les sociologues de l'Amérique latine n'ont pas tous été militants, leur production s'est fait l'écho direct des

---

<sup>422</sup> *Ibidem*, p. 126.

<sup>423</sup> Svampa, Maristela, « “Consenso de los *Commodities*” y lenguajes de valoración en América Latina », *Nueva Sociedad*, n° 244, 2013, p. 41.

<sup>424</sup> *Ibidem*, p. 41.

<sup>425</sup> Fontaine, Guillaume, 2010, *Gaz et pétrole en Amazonie. Conflits en territoires autochtones*, Paris, L'Harmattan, p. 66.

luttons et des demandes formulées par les mouvements sociaux. »<sup>426</sup> On comprend que ce terme de néo-extractivisme pour délégitimer les gouvernements progressistes va marquer une tension entre les courants du Bien Vivre : « culturaliste et indigéniste » et « écologiste et post-développementiste » contre le courant « éco-marxiste et étatiste ».

Avant d'étudier ces tensions, les analyses de l'extractivisme de ces courants sont assez semblables. Par exemple, ils dénoncent l'exacerbation de la dépendance au marché international dont résulte la nouvelle étape de reprimarisation des économies latino-américaines commencée dans les années 1980. La division centre/périphérie existe tant à l'intérieur des pays latino-américains qu'au niveau international créant ainsi une division internationale du travail inégale entre les pays. Cette exacerbation de la dépendance est encore plus vraie avec le boom des *commodities* et les rentes plus élevées captées par l'Etat que ce boom entraîne.<sup>427</sup>

La question du territoire national et de la formation d'économies d'enclave autour des activités extractivistes est aussi une critique commune aux auteurs du Bien Vivre. Reprenons ici l'analyse de Vincent Bos et Sébastien Velut qui nous avertissent que « l'extraction minière se présente à la fois sous la forme d'une greffe et d'un rejet »<sup>428</sup> définissant la greffe comme « la capacité d'intégration de ces structures avec l'économie et les sociétés hôtes sous forme de bifurcation, d'hybridation et d'articulation » et le rejet comme « la fragmentation des territoires et des sociétés : logiques d'enclavement de l'espace et d'extraversion de la production, systèmes rentiers, précarisation des habitants, surconsommation des ressources hydriques, conflits, etc. »<sup>429</sup>. Toutefois, les auteurs du Bien Vivre, et surtout ceux du courant « écologiste et post-développementiste », ont tendance à présenter les activités extractivistes, et particulièrement l'exploitation pétrolière et minière, comme des rejets avec la formation des économies d'enclave, la fragmentation des territoires, la création de zones périphériques et donc des inégalités territoriales entre le Centre (les grandes zones urbaines) et les périphéries (les zones rurales, frontalières, amazoniennes, etc.) où

---

<sup>426</sup> Goirand, Camille, 2010, « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine : les approches des mobilisations depuis les années 1970 », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 3, p. 457.

<sup>427</sup> Voir Svampa, Maristella, Teran Mantovani, Emiliano, 2019, « En las fronteras del cambio de época », in Gabbert, Karin, Lang, Miriam, *¿Cómo se sostiene la vida en América Latina? Feminismos y resistencias en tiempos de oscuridad*, Quito, Fundación Rosa Luxemburg, Ediciones Abya-Yala, p. 169-217.

<sup>428</sup> Bos, Vincent, Velut, Sébastien, 2016, « Introduction », *Cahiers des Amériques latines*, n° 82, p. 26.

<sup>429</sup> *Ibidem*, p. 24. Les auteurs s'appuient sur l'analyse de Magrin, Géraud, 2013, *Voyage en Afrique rentière : une lecture géographique des trajectoires du développement*, Paris, Publications de la Sorbonne.



se trouvent les zones d'extraction. Pourtant, selon Claude Le Gouill, dans son étude d'un conflit minier en Bolivie, la greffe ou le rejet dépendent plus de l'évolution du conflit et des possibles coalitions que d'un discours idéologique comme peut l'être celui du Bien Vivre.<sup>430</sup>

Une autre critique de l'extractivisme commune à ces trois courants est celle relative à l'économie rentière caractérisée par la dépendance aux revenus des matières premières. Si ces économies réussissent à capter des rentes élevées de l'exportation, « en même temps, ceux-ci produisent une surévaluation constante de la monnaie qui, à son tour, conduit les Etats à des dépenses expansives et, in fine, à l'endettement. D'autre part, cela fait chuter la compétitivité de l'économie nationale à l'échelle internationale, ce qui crée une dépendance extrême au marché mondial dans l'ensemble de l'industrie. »<sup>431</sup> C'est ce qu'on appelle la maladie hollandaise qui, selon Jürgen Schuldt et Alberto Acosta, plonge ces pays dans le « piège de la pauvreté » : ils sont riches en ressources naturelles mais cette richesse ne leur permet pas d'établir les bases de leur développement, ni de sortir de la pauvreté ce qui fait dire à Schuldt et Acosta qu'« ils sont pauvres parce qu'ils sont riches en ressources naturelles »<sup>432</sup>. A cela, il faut ajouter la faible pression fiscale dans les Etats rentiers qui dépendent encore plus des prix des marchés internationaux pour leurs budgets.<sup>433</sup>

Toutefois, les auteurs du Bien Vivre vont s'affronter sur ce que les auteurs du courant « écologiste et post-développementiste » appellent le néo-extractivisme, puis sur le post-extractivisme. Cela est dû, comme nous l'avons analysé dans le chapitre 1, aux espaces à partir desquels ces intellectuels pensent la société – depuis le mouvement indigène, les ONG, l'académie ou l'Etat – mais aussi aux différentes écologies du Bien Vivre. Si on reprend les environmentalismes des Bebbington concernant la résolution des conflits socio-environnementaux, on peut affirmer que le courant « éco-marxiste et étatiste » pourrait s'intégrer dans l'environmentalisme national-populiste, le courant « culturaliste et indigéniste » dans la justice socio-environnementale ou ce qu'on

---

<sup>430</sup> Le Gouill, Claude, 2016, « Imaginaires miniers et conflits sociaux en Bolivie. Une approche multiniveaux du conflit de Mallku Khota », *Cahiers des Amériques latines*, n° 82, p. 50.

<sup>431</sup> Burchardt, Hans-Jürgen, 2014, « Logros y contradicciones del extractivismo: bases para una fundamentación empírica y analítica », *Nueva Sociedad*, février, E-book, p.11.

<sup>432</sup> Schuldt, Jürgen, Acosta, Alberto, 2009, « Petróleo, rentismo y subdesarrollo ¿Una maldición sin solución? », in Schuldt, Jürgen *et al.*, *Extractivismo, Política y Sociedad*, Quito, CAAP, CLAES, p. 11.

<sup>433</sup> Álvarez, Víctor, 2015, « Claves para salir de las trampas del rentismo. Venezuela: posextractivismo e inserción soberana en el mercado mundial », in Grupo Permanente de Trabajo sobre Alternativas al Desarrollo, *La osadía de lo nuevo. Alternativas de política económica*, Quito, Fundación Rosa Luxemburg, Abya-Yala, p. 66-67.

pourrait aussi appeler un environnementalisme indigéniste et le courant « écologiste et post-développementiste » dans celui de l'écologie profonde.

Pour les auteurs du courant « éco-marxiste et étatiste », les gouvernements progressistes ont mis en place un modèle de redistribution grâce à une meilleure captation de la rente des activités extractivistes : croissance des dépenses sociales, amélioration de la situation sociale, une mobilité ascendante des classes moyennes et populaires, une réduction décente des inégalités sociales.<sup>434</sup> Pour les auteurs du courant « écologiste et post-développementiste », comme nous l'avons vu auparavant, cette redistribution n'est rien d'autre qu'un néo-extractivisme, avec un rôle plus prépondérant de l'Etat, qui ne remet pas en question l'Etat rentier. D'ailleurs, ces auteurs critiquent l'utilisation du Bien Vivre par les gouvernements équatorien et bolivien et la qualifiant de « marketing » ou de « slogan »<sup>435</sup>. Dans ce même entretien, Alberto Acosta affirme qu'au-delà des discours du gouvernement de la Révolution Citoyenne, il n'y aucune transformation du régime d'accumulation, ni de volonté de remettre en question la concentration des richesses. Il n'y a pas de redistribution des richesses, juste une redistribution des excédents pétroliers et des recettes fiscales plus élevées.

Il est difficile de créer des alternatives à cette économie rentière depuis l'Etat car le pouvoir et la richesse dépendent de l'accès aux matières premières et à leur rente. Une des questions centrales est de savoir s'il est possible, et comment, de transformer cette formidable rente en une redistribution qualitative afin de changer la matrice productive. C'est là un des points les plus conflictuels entre les courants du Bien Vivre qui est la transition vers un post-extractivisme. Ce débat sur le changement du modèle d'accumulation est très présent au sein des gauches équatoriennes pour penser la transition vers la société du Bien Vivre. Comment lier l'écologique et le social sans nuire ni à l'un, ni à l'autre dans un pays qui a un haut niveau de pauvreté mais aussi une importante biodiversité ? Dans une première phase, la croissance économique permet le développement des droits sociaux mais elle ne devrait pas se réaliser aux prix de la nature.

---

<sup>434</sup> Voir García Linera, Álvaro, 2012, *Geopolítica de la Amazonía. Poder hacendal-patrimonial y acumulación capitalista*, La Paz, Vicepresidencia del Estado Plurinacional, Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional; Ramírez Gallegos, René, 2012, *La vida (buena) como riqueza de los pueblos. Hacia una socioecología política del tiempo*, Quito, IAEN, INEC; Ramírez Gallegos, René, 2012, « Izquierda y "buen capitalismo". Un aporte crítico desde América Latina », *Nueva Sociedad*, n° 237, janvier-février, p. 32-48.

<sup>435</sup> Alberto Acosta dans son entretien avec Fernández, Blanca; Pardo, Liliana, Salamanca, Katherine, 2014, « El buen vivir en Ecuador: ¿marketing político o proyecto en disputa? », *Iconos*, n° 48, p. 104.

Les courants « culturaliste et indigéniste » et « écologiste et post-développementiste » s’opposent à l’élargissement de tout type d’extractivisme, sans pour cela défendre la fermeture des zones déjà en exploitation. Leur proposition est de sortir du modèle d’accumulation actuel en mettant en œuvre l’économie social et solidaire ou une « économie plurielle » reconnue dans la Constitution bolivienne.

Les « culturalistes et indigénistes », liés aux mobilisations indigènes, vont revendiquer la mise en place d’un véritable Etat plurinational et son corollaire en cas d’activités extractivistes sur leurs territoires : la consultation préalable, libre et informée<sup>436</sup>. Cette revendication s’appuie sur des instruments juridiques internationaux comme la Déclaration des Nations Unies sur les peuples autochtones ou la Convention 169 de l’Organisation Internationale du Travail (OIT). Il s’agit d’un enjeu historique qui n’est pas seulement une question d’accès aux ressources de leurs territoires mais aussi la mise en valeur d’une autre relation société/nature liée à une vision politique et spirituelle différente du territoire.

Pour le moment, cette consultation préalable, libre et informée n’est pas respectée par les différents Etats latino-américains, même si certains la reconnaissent dans leur Constitution, comme c’est le cas pour l’Equateur. Cela ne veut pas dire qu’il n’existe pas des dispositifs de participation liés aux activités extractivistes. Doris Buu-Sao analyse l’augmentation du nombre de ces dispositifs participatifs au Pérou depuis les années 2000, qui vont de pair avec la croissance des conflits socio-environnementaux, cherchant à les pacifier et à répondre aussi aux injonctions de l’aide internationale au développement. L’hypothèse qu’elle émet est « celle de l’appropriation stratégique des dispositifs de participation, dans le cas de l’activité pétrolières en Amazonie, pour assurer la continuité de l’économie extractive face à une conflictualité accrue »<sup>437</sup>.

La même dynamique a eu lieu en Equateur : durant les années néolibérales, le désengagement de l’Etat s’est accompagné d’une promotion de la participation de la société civile. En ce qui concerne les activités extractivistes, un des objectifs des différents mécanismes de participation (audience publique, atelier participatif, consultation) est que les entreprises extractivistes (privées ou publiques) puissent avoir un contact direct avec la population des territoires affectées par leurs activités et mettre

---

<sup>436</sup> Bellier, Irène (dir.), 2015, *Terres, territoires, ressources. Politiques, pratiques et droits des peuples autochtones*, Paris, L’Harmattan ; Alayza, Alejandra, 2009, « Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo. Contextos y demandas bajo el progresismo sudamericano actual », in Schuldt, Jürgen *et al.*, *Extractivismo, Política y Sociedad*, Quito, CAAP, CLAES, p. 157-186.

<sup>437</sup> Buu-Sao, Doris, 2013, « “Perúpetro est ton ami” : un gouvernement des contestataires en Amazonie péruvienne », *Participations*, n° 6, p. 120.

en place des espaces de dialogue pacifiés entre les protagonistes. Selon Doris Buu-Sao, « la participation [est] ainsi conçue comme instrument de gestion des conflits environnementaux »<sup>438</sup>.

Malgré cela, ces dispositifs de participation ressemblent plus à de la socialisation des projets pour informer les populations afin de mieux négocier avec elles après. Alors que les populations locales demandent une participation directe aux décisions concernant les politiques de développement local sur leurs territoires ainsi que la protection de leurs moyens de production et de survie sociale et culturelle, comme le reflètent les écrits des auteurs du courant « culturaliste et indigéniste ». Ces derniers participent aussi à faire pression pour savoir qui peut participer et comment. La Convention 169 de l'OIT donne une indication sur ce point : les communautés et peuples indigènes sont les acteurs qui peuvent utiliser la consultation préalable, libre et informée. C'est une reconnaissance des droits collectifs des populations indigènes et de leur rôle comme acteurs légitimes et sujets actifs dans la prise de décision sur leur territoire.<sup>439</sup>

Les auteurs du courant « écologiste et post-développementiste » se concentrent sur la dénonciation de l'extractivisme. Ce sont eux qui ont popularisé le terme au niveau international, notamment avec les travaux d'Eduardo Gudynas<sup>440</sup> et d'Alberto Acosta. Selon eux, aussi bien l'insertion des pays du Sud dans le capitalisme mondial comme la recherche du « développement » se sont basés sur une exploitation démesurée de la nature. A travers cette dénonciation, ils cherchent à montrer que l'extractivisme est un modèle de développement qui a échoué et qui a généré une dépendance structurelle des pays latino-américain au marché mondial.

L'extraction de matières premières, héritage de la colonisation, s'est prolongée après les indépendances des pays latino-américains. L'arrivée au pouvoir des gouvernements progressistes n'a pas constitué une rupture avec cette dimension coloniale, ni avec l'extractivisme. Celui-ci, au nom du développement, permettrait la dégradation de la

---

<sup>438</sup> *Ibidem*, p. 124.

<sup>439</sup> Hincapié, Sandra, 2017, « Entre el extractivismo y la defensa de la democracia. Mecanismos de democracia directa en conflictos socioambientales de América Latina », *Recerca, Revista de pensament i anàlisi*, n° 21, p. 37-61; Spoerer, Matilde, 2016, « Innovations politiques et participation autochtone : les ambivalences de la mise en œuvre de la convention n° 169 de l'OIT sur les peuples indigènes au Chili », *L'Ordinaire des Amériques*, n° 221, <http://orda.revues.org/3069> ; Buu-Sao, Doris, 2013, « "Perúpetro est ton ami" : un gouvernement des contestataires en Amazonie péruvienne », *Participations*, n° 6, p. 119-139; Ballet, Jérôme, 2007, « La gestion en commun des ressources naturelles : une perspective critique », *Développement durable et territoires*, p. 7, <http://developpementdurable.revues.org/3961> (consulté le 24 février 2012).

<sup>440</sup> L'ensemble des publications d'Eduardo Gudynas peuvent être consultées sur son site : <https://gudynas.com/category/publicaciones/>

nature et l'exercice de pratiques politiques autoritaires qui porteraient atteintes principalement aux droits humains des peuples qui habitent les zones d'extraction. Selon Alberto Acosta, l'extractivisme ne peut pas être la base du Bien Vivre car c'est un modèle d'accumulation qui s'appuie sur la violence généralisée contre la nature et les communautés.<sup>441</sup>

Au contraire de ces deux courants, les « éco-marxistes et étatistes » ne voient pas l'abondance en ressources naturelles comme une malédiction mais plutôt comme un moyen pour penser une société post-extractiviste. Leur approche systémique anticapitaliste leur permette d'aller plus loin que la revendication d'un post-extractivisme qui est vu, non comme une fin en soi (comme cela peut être le cas des « écologistes et post-développementistes »), mais comme un moyen pour changer les structures socio-économiques de la société. En effet, sortir de la dépendance à l'exploitation des ressources naturelles et passer à une société post-extractiviste, ne signifie pas nécessairement entrer dans une société post-capitaliste. Donc, dans l'immédiat, il est impossible d'arrêter toute exploitation des ressources naturelles. Selon ces auteurs, la contradiction est que l'Équateur ou la Bolivie a besoin de l'extractivisme pour financer sa transition vers une société post-pétrolière qui ne dépendrait plus de l'extractivisme.

Cette position est très critiquée par les auteurs du courant « écologiste et post-développementiste » et particulièrement par Eduardo Gudynas qui accuse le courant « éco-marxiste et étatiste » de ne pas « comprendre les contradictions essentielles entre Bien Vivre et extractivisme. » Il continue en disant qu'« ils se sont appropriés d'un concept, en le dépouillant de ses contenus originaux, pour qu'il puisse servir d'étiquette à des propositions conventionnelles très connues. Il n'est pas acceptable qu'ils s'emparent d'un terme qu'ils n'ont pas créé, et qu'ils le fassent pour aller dans une direction contraire à son intentionnalité originelle. »<sup>442</sup>

Álvaro García Linera critique la position de ces auteurs car « les critiques de l'extractivisme confondent système technique avec mode de production, et à partir de cette confusion associent extractivisme avec capitalisme ; oubliant qu'il existe des

---

<sup>441</sup> Alberto Acosta dans son entretien avec Fernández, Blanca; Pardo, Liliana, Salamanca, Katherine, 2014, « El buen vivir en Ecuador: ¿marketing político o proyecto en disputa? », *Iconos*, n° 48, p. 109.

<sup>442</sup> Gudynas, Eduardo, 2014, « Buen Vivir: sobre secuestros, domesticaciones, rescates y alternativas », in Oviedo Freire, Atawallpa (comp.), *Bifurcación del Buen Vivir y el Sumak Kawsay*, Quito, Ediciones Yachay, p. 36.

sociétés non-extractivistes, les industrielles, totalement capitalistes ! »<sup>443</sup>. Selon lui, « le social est un composant du métabolisme naturel » donc les relations humains-nature font partie d'un « certain *mode de production social* »<sup>444</sup>. La division internationale du travail dans laquelle s'insère la Bolivie ou l'Equateur fait partie de la construction historique et coloniale du capitalisme et il n'est pas possible de changer ce système que dans un seul pays mais en créant un mouvement international. Donc ce qui prime est de créer les conditions pour « satisfaire les besoins de la population, générer de la richesse et la distribuer avec justice ; et à partir de cela créer une nouvelle base matérielle non extractiviste qui préserve et élargit les bénéfices des travailleurs. »<sup>445</sup> Et cela sans laisser de côté la diminution des impacts nocifs sur la nature.

Le Plan National pour le Bien Vivre 2009-2013, qui se basait sur une partie des écrits de René Ramírez de cette époque, reprend cette logique de satisfaire les besoins de base de la population dans un premier temps. Le *sumak kawsay* y est défini comme la vie pleine et heureuse qui ne peut pas être atteinte « sans agir sur les sources des inégalités économiques et politiques »<sup>446</sup>. La société doit donc être inclusive, démocratique et ouverte à la participation de ses différents membres et l'Etat doit créer les bases pour une accumulation financière qui puisse à la fois être plus soutenable écologiquement et redistributive économiquement.

### III. La remise en cause du consumérisme comme modèle d'accumulation

La société de consommation<sup>447</sup> est apparue après la Seconde Guerre mondiale avec ce qu'on a appelé les Trente Glorieuses, principalement dans les pays les plus riches. Cette période n'a pas été aussi glorieuse pour l'Amérique latine, notamment parce que l'expansion capitaliste et la propagation du consumérisme dans les pays du Nord se sont fondées à partir des prix bas et fixes des matières premières exportées par les pays latino-américains, principalement le pétrole. La société de consommation implique la consommation de biens et produits et donc l'utilisation d'un grand nombre de matériaux

---

<sup>443</sup> García Linera, Álvaro, 2012, *Geopolítica de la Amazonía. Poder hacendal-patrimonial y acumulación capitalista*, La Paz, Vicepresidencia del Estado Plurinacional, Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional, p. 107.

<sup>444</sup> *Ibidem*, p. 98.

<sup>445</sup> *Ibidem*, p. 108.

<sup>446</sup> Senplades, 2009, *Plan Nacional para el Buen Vivir 2009-2013*, Quito, Senplades, p. 18.

<sup>447</sup> Baudrillard, Jean, 2009 (1970), *La société de consommation*, Paris, Folio ; voir aussi Gorz, André, 1973, *Critique du capitalisme quotidien*, Paris, Galilée ; Paquot, Thierry, 2008, « De la "société de consommation" et de ses détracteurs », *Mouvements*, n° 54, p. 54-64.

car « la modernité liquide [...] a un besoin vital d'énergie et de matériaux solides »<sup>448</sup>. Elle est possible grâce à l'emploi de ressources naturelles à bas prix, produites à grande échelle et exportées des pays du Sud vers les pays du Nord. Ainsi, la base du consumérisme est l'extractivisme ce qui fait de l'Amérique latine une région fondamentale pour l'existence matérielle du consumérisme.

La société de consommation est un stade du capitalisme pour obtenir plus de croissance économique. Pour remplir cet objectif mais aussi rentabiliser ses investissements et maximiser ses bénéfices, la stratégie du capitalisme est de générer des besoins illusoire même si cela s'effectue au détriment de la nature. Face à ces contraintes et les conséquences observées, universaliser ce modèle économique et social est impossible et revenir à « la simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance »<sup>449</sup> est nécessaire. Dans cette partie, nous allons voir les caractéristiques et le fonctionnement du consumérisme qui passe par la création de besoins, de nouveaux désirs afin de pouvoir de nouveaux objets. Nous analyserons aussi comment la critique du consumérisme amène à poser la question de comment et quoi produire, c'est-à-dire la relation entre les besoins et les conditions qui rendent possible leur satisfaction.<sup>450</sup> En d'autres termes, la satisfaction des besoins humains doit correspondre aux ressources disponibles en tenant compte de la finitude des ressources naturelles et de la vulnérabilité de la planète. Et ces besoins sont aussi une question politique autour de ce qu'est la vie bonne ou le Bien Vivre.

## 1. Caractéristiques et fonctionnement du consumérisme

Il est impossible aujourd'hui d'analyser le capitalisme sans prendre en compte les conséquences sociales et écologiques du système de production et du mode de consommation. La crise écologique en cours oblige à mettre en œuvre une transition socio-écologique qui suppose de réduire drastiquement la consommation de matières premières et les dépenses énergétiques. Cela implique de questionner les choix de production et de consommation, de remettre en cause le productivisme et le

---

<sup>448</sup> Magrin, Géraud, Perrier-Bruslé, Laetitia, 2011, « Nouvelles géographies des activités extractives », *EchoGéo*, n° 17, <https://journals.openedition.org/echogeo/12586>

<sup>449</sup> Ariès, Paul, 2011, *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*, Paris, La Découverte/Poche.

<sup>450</sup> Gorz, André, 2008, *Écologica*, Paris, Editions Galilée.

consumérisme qui remplissent les magasins et supermarchés de marchandises toujours nouvelles, et donc de s'interroger sur les besoins et comment les satisfaire.

Selon Bolívar Echeverría, l'analyse de la marchandise est centrale car elle contient les attributs essentiels du mode de production capitaliste. Au sein du capitalisme, la marchandise n'est pas semblable au bien ou objet échangé. Selon Anselm Jappe, « la marchandise est d'abord un objet qui n'a pas seulement de valeur d'usage, mais aussi une valeur d'échange. »<sup>451</sup> C'est-à-dire un objet devient une marchandise quand il ne possède pas qu'une valeur d'usage satisfaisant un besoin humain, mais aussi lorsque celui-ci possède une valeur d'échange et est échangé en quantité déterminée avec d'autres objets. Une marchandise comporte quatre éléments qui doivent être étudiés ensemble : être un objet utile (valeur d'usage), être interchangeable avec d'autres objets (valeur d'échange), être le résultat de la cristallisation du temps de travail (valeur) et être le produit du travail humain (produit)<sup>452</sup>. La valeur n'est pas fixée préalablement, sinon a posteriori quand il existe une forme d'échange entre marchandises, c'est-à-dire de valeurs d'échange, car « les valeurs des marchandises (autrement dit, les produits du travail) se présentent comme des valeurs d'échange (autrement dit, comme relation entre quantité de marchandises) ». <sup>453</sup>

La valeur d'usage, en tant que contenu matériel de la richesse de chaque société, a pour source la nature et le travail. En cela, il s'appuie sur Marx qui insiste sur le fait que les valeurs d'usages constituent de fait la richesse et que « la *nature* est tout autant la source des valeurs d'usages [...] que le travail, qui n'est lui-même que l'expression d'une force naturelle, la force de travail humaine. »<sup>454</sup> Il poursuit en disant que « ce n'est que dans la mesure où l'être humain se comporte dès l'abord comme propriétaire de la nature, source première de tous les moyens et de tous les objets du travail, ce n'est que s'il se comporte comme si elle lui appartenait, que son travail devient la source des valeurs d'usage, et donc également de la richesse. »<sup>455</sup> Dans la société capitaliste, ceux qui se comportent comme si la nature leur appartenait sont les capitalistes qui, en contrôlant les moyens de travail et la richesse qui en découlent, subordonnent la valeur d'usage à la valeur d'échange. Cette dernière n'a pourtant rien à voir avec les propriétés naturelles

---

<sup>451</sup> Jappe, Anselm, 2017 (2003), *Les aventures de la marchandise. Pour une critique de la valeur*, Paris, La Découverte, p. 34.

<sup>452</sup> Echeverría, Bolívar, 1998, *La contradicción del valor y el valor de uso en El Capital, de Karl Marx*, México, Editorial Itaca, p. 11-12.

<sup>453</sup> Banfi, Rodolfo, 1973 (1971), *Significados del valor de uso en El Capital*, Barcelone, Ed. a. redondo, p. 8.

<sup>454</sup> Marx, Karl, 2008, *Critique du programme de Gotha*, Paris, Les éditions sociales, p. 49.

<sup>455</sup> *Ibidem*, p. 49-50.



de la marchandise mais avec ses fonctions sociales, principalement le travail : il faut introduire une certaine quantité de travail dans une marchandise qui n'a de valeur qu'en tant que « cristallisation d'un travail social ».<sup>456</sup>

La valeur d'échange peut s'exprimer, de façon particulière, à travers un prix qui n'est rien d'autre que la représentation en argent de la valeur qui, selon Anselm Jappe, « ne peut pas être autre chose que le travail qui les a créées : il est la seule chose qui soit identique dans des marchandises par ailleurs incommensurables. Le travail possède sa mesure dans sa durée, donc dans sa quantité : la valeur de chaque marchandise dépend de la quantité de travail qui a été nécessaire pour la produire. »<sup>457</sup> Ici, la valeur d'usage du bien ou produit n'importe pas, c'est la comparaison des temps de travail qui fait sa valeur. Jappe prend l'exemple de la production d'une robe et celle d'une bombe : l'heure pour coudre une robe a la même valeur que l'heure pour la fabrication d'une bombe, même si les valeurs d'usage de ces deux objets sont complètement différentes. Même si nous n'allons pas entrer dans le détail, car ce n'est pas important pour ce que nous voulons démontrer dans cette partie, il faut préciser que Jappe, s'appuyant sur les concepts de « travail abstrait » et de « travail concret »<sup>458</sup> précise que « la marchandise est alors l'unité de la valeur d'usage (créée par le travail concret) et de la valeur (qui est formée par le travail abstrait) »<sup>459</sup>.

Alors que, selon Marx, une marchandise devrait satisfaire un besoin social quel qu'il soit<sup>460</sup>, dans la société de consommation ce n'est pas le cas. La consommation d'un objet ou d'un produit doit alimenter un « besoin artificiel »<sup>461</sup>, elle est le principe et la finalité de la société, un but en soi. Jean Baudrillard nous explique que « dans la pratique quotidienne, les bienfaits de la consommation ne sont pas vécus comme résultant d'un travail ou d'un processus de production, ils sont vécus comme *miracle*. »<sup>462</sup> La consommation structure la vie sociale et repose sur le productivisme, ce dernier correspondant à l'augmentation de la productivité mais surtout de l'utilisation

---

<sup>456</sup> Marx, Karl, 2006, *Salaires, prix, profits*, Paris, Le Temps des Cerises.

<sup>457</sup> Jappe, Anselm, 2017, *Les aventures de la marchandise. Pour une critique de la valeur*, Paris, La Découverte, p. 35.

<sup>458</sup> Ces concepts sont détaillés dans Marx, Karl, 1993, *Le Capital. Critique de l'économie politique*, Paris, PUF.

<sup>459</sup> Jappe, Anselm, 2017, *Les aventures de la marchandise. Pour une critique de la valeur*, Paris, La Découverte, p. 36.

<sup>460</sup> Marx, Karl, 2006, *Salaires, prix, profits*, Paris, Le Temps des Cerises.

<sup>461</sup> Keucheyan, Razmig, 2019, *Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme*, Paris, La Découverte.

<sup>462</sup> Baudrillard, Jean, 2009 (1970), *La société de consommation*, Paris, Folio, p. 27-28.

des méthodes et des rationalisations de la productivité<sup>463</sup>. Le résultat du productivisme c'est la croissance qui additionne tout, autant la production de biens utiles comme celle de biens qui peuvent être considérés comme des nuisances. La croissance est centrale dans la société de consommation : pour pouvoir croître, il faut consommer et pour cela, il faut créer des désirs et des besoins, comme nous le verrons plus tard.

Pour une gauche attentive à la fois à la question sociale et à la question écologique, comme les écosocialistes que nous avons vu dans le premier chapitre, la critique du mode de production est inséparable de celle du mode de consommation et ne doit pas se limiter à la lutte contre les inégalités de répartition des richesses, contrairement à Marx qui se limitait à la critique de la répartition : « La répartition des moyens de consommation n'est jamais que la conséquence de la répartition des conditions de production elles-mêmes. Mais cette répartition est elle-même un caractère du mode de production. Le mode de production capitaliste, par exemple, consiste en ceci que les conditions objectives de production sont attribuées aux non-travailleurs sous la forme de la propriété du capital et du sol, tandis que la masse n'est propriétaire que de sa condition personnelle de production, la force de travail. »<sup>464</sup> Les écosocialistes vont, eux, aller plus loin et se concentrer sur les conditions, de la production et de la consommation, et leurs effets sur la société et sur la nature.

Pour cela, ils vont s'appuyer sur les travaux de James O'Connor qui adopte une approche à partir d'une catégorie : les « conditions de production »<sup>465</sup>. Selon Jérôme Lamy, celle-ci serait une « reconstitution théorique » : « O'Connor forge lui-même un concept à partir de notions éparses ; c'est lui qui engage le travail de théorisation en assemblant des fragments de raisonnement. Il s'agit bien d'aller chercher dans l'infratexte marxiste les éléments d'une conceptualisation qui ne se donne pas dans l'immédiateté des écrits de Marx. »<sup>466</sup>. Cette reconstitution aboutit à la conceptualisation d'une seconde contradiction du capitalisme, celle entre les forces de production et les conditions de production, qui s'ajouterait à la première contradiction développée par Marx entre forces productives et rapports de production. Les conditions de production sont définies comme « tout ce qui peut être considéré comme

---

<sup>463</sup> Lepasant, Michel (coord.), 2013, *L'Antiproduktivisme. Un défi pour la gauche ?*, Lyon, Parangon, p. 15.

<sup>464</sup> Marx, Karl, 2008, *Critique du programme de Gotha*, Paris, Les éditions sociales, p. 61.

<sup>465</sup> O'Connor, James, 2003, « La seconde contradiction du capitalisme : causes et conséquences », in Harribey, Jean-Marie, Löwy, Michael (sous la dir.), *Capital contre nature*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, p. 57-66.

<sup>466</sup> Lamy, Jérôme, 2016, « Les palimpsestes de Marx. L'émergence de la sociologie marxiste de l'environnement aux États-Unis », *Ecologie & politique*, n° 53, p. 158.

marchandise sans être produit comme tel conformément à la loi de la plus-value ou à la loi du marché. Cette définition élargie nous permet de discuter de la force de travail, de la terre, de la nature, de l'espace urbain en utilisant la même catégorie générale »<sup>467</sup>.

La première contradiction du capitaliste est interne alors que la seconde est externe au système. La première se concentre sur le pouvoir politique et social du capital sur le travail. Dans sa logique d'accumulation, le capitalisme se focalise sur le coût du travail, la variation de ce coût entraînant une variation des profits générés par le travail : plus le coût du travail est bas, plus les profits vont être importants. Quant à la seconde contradiction, elle concerne les « coûts des éléments naturels » entrant dans le capital : « La cause fondamentale de la seconde contradiction est l'appropriation et l'utilisation autodestructrices de la puissance de travail, de l'espace, de la nature et de l'environnement extérieurs. »<sup>468</sup> Selon O'Connor, on peut trouver des exemples de cette autodestruction dans les différentes crises actuelles (écologie, éducation, urbanisation, santé, famille). En général, « les contradictions ont la désagréable habitude de ne pas être résolues mais plutôt d'être déplacées » ce qui peut entraîner des crises qui sont « des moments de transformation au cours desquels le capital a l'habitude de se réinventer soi-même et de se transformer en quelque chose de différent »<sup>469</sup>. Lorsque ces contradictions menacent le capital, cela aboutit à des moments de danger.

Donc on est face à un conflit structurel entre les exigences de protection écologique et sociale nécessaires à la reproduction de la vie et le mode d'organisation socio-économique qui prévaut du fait que toute autre préoccupation que la course aux bénéfices économiques est subsumée à celle-ci. Selon Jorge Riechmann, la subordination de la nature aux besoins de valorisation du capital représente la raison fondamentale de la crise écologique actuelle.<sup>470</sup> La fin du capitalisme est nécessaire pour arrêter la destruction écologique en cours car ce système est nécessairement productiviste – « un capitalisme non productiviste est une contradiction dans les termes »<sup>471</sup> – et consumérisme.

---

<sup>467</sup> O'Connor, James, 2003, « La seconde contradiction du capitalisme : causes et conséquences », in Harribey, Jean-Marie, Löwy, Michael (sous la dir.), *Capital contre nature*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, p. 57-58.

<sup>468</sup> *Ibidem*, p.60

<sup>469</sup> Harvey, David, 2014, *17 contradicciones y el fin del capitalismo*, Quito, IAEN, p. 19.

<sup>470</sup> Riechmann, Jorge, 2006, « La Crítica ecosocialista al capitalismo », in Valencia, Ángel (Coord.), *Izquierda verde*, Barcelona, Icaria/ Fundación NousHoritzons, p. 71.

<sup>471</sup> Keucheyan, Razmig, 2019, *Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme*, Paris, La Découverte, p. 30.

Il existe une contradiction entre la dynamique du capitalisme actuel basée sur la création continue de nouveaux désirs de consommation et le socle matériel utilisé pour la production de ces désirs. L'insistance sur des valeurs comme l'accumulation, l'obligation de croissance, la maximisation des bénéfices, c'est-à-dire la primauté du capital et de sa multiplication sur tout autre type de valeur, se confrontent avec le fait que nous vivons dans un monde fini. En effet, la production d'objets et de matériels nécessite l'utilisation de matières premières, de minéraux, d'eau, etc. Et, comme nous l'avons vu auparavant, l'Amérique latine est une zone fondamentale pour cela d'où le fait que les conditions d'existence de la société de consommation reposent sur l'extractivisme en vigueur dans cette région.

En plus des limites physiques de la planète, la critique du productivisme et du consumérisme doit reposer sur une critique des besoins ou une théorie des besoins : quels sont les besoins qui sont nécessaires pour l'émancipation des individus et des sociétés ? quels sont les besoins que nous devons continuer de satisfaire et lesquels devrions-nous arrêter de satisfaire ? Dans son livre sur les besoins artificiels, Razmig Keucheyan développe l'argument que les besoins sont historiques et qu'ils évoluent avec le temps.<sup>472</sup> Par exemple, le fait de vivre dans un environnement non pollué n'est plus naturel mais est devenu un besoin. La société industrielle et urbaine, avec son lot de pollutions, fait apparaître de nouvelles raretés, et donc de nouveaux besoins comme l'espace, le temps, la verdure, le silence ou l'eau : « *il n'y a de droit à l'espace qu'à partir du moment où il n'y a plus d'espace pour tout le monde, et où l'espace et le silence sont le privilège de certains aux dépens des autres* »<sup>473</sup>. L'historicité des besoins vient aussi de l'évolution de la hiérarchie sociale, de son système de valeurs, des nouvelles définitions de ce qui est utile. C'est-à-dire, selon Baudrillard, dans le système capitaliste, ces besoins sont sources de profit économique et de privilège social.

Il existe différents mécanismes qui incitent à la consommation comme la facilitation du crédit ou la financiarisation du néolibéralisme depuis les années 1980 entraînant un endettement croissant des ménages. Toutefois, selon Anne Fréaux<sup>474</sup>, deux de ces mécanismes sont primordiaux dans cette incitation à consommer. Le premier est l'innovation, la production d'un nouveau produit en même temps que la création d'un

---

<sup>472</sup> Keucheyan, Razmig, 2019, *Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme*, Paris, La Découverte, p. 25.

<sup>473</sup> Baudrillard, Jean, 2009 (1970), *La société de consommation*, Paris, Folio, p. 74.

<sup>474</sup> Fréaux, Anne, 2011, *La nécessité d'une écologie radicale. La pensée à l'épreuve des problèmes environnementaux*, Paris, Editions Sang de la Terre, p. 63-64.

besoin qui lui correspond à travers la publicité ou le marketing. Il faut créer un manque, une absence, pour générer un besoin afin de consommer une nouveauté. Pour cela, la publicité joue un rôle fondamental, son but étant de créer la nécessité d'obtenir un objet, une marchandise et donc de consommer. Le but est de créer et de mettre sur le marché un maximum de marchandises qui seront ensuite consommées avec l'invention de nouveaux besoins, de nouveaux désirs. Cela oblique aussi les entreprises « à conférer aux marchandises une valeur symbolique, sociale, érotique ». <sup>475</sup>

Le second mécanisme est l'obsolescence programmée <sup>476</sup> dont l'objectif est de réduire chaque fois plus le temps de vie des objets et produits. Ce raccourcissement de la durée de vie des objets pousse à leur remplacement ou à la consommation d'autres objets. Jean Baudrillard précisait déjà que « la société de consommation a besoin de ses objets pour être et plus précisément elle a besoin de les *détruire*. » <sup>477</sup> La consommation prend tout son sens dans la destruction puisque cette destruction implique un renouvellement des objets et donc leur consommation. L'obsolescence programmée va de pair avec la réduction de la durabilité des produits mais aussi avec l'impossibilité de les réparer. La société de consommation est donc une société de gaspillage d'énergie et de ressources naturelles. C'est un type de développement propre à ce que Gorz appelle le capitalisme « opulent » qui crée le plus de besoins possibles afin de les satisfaire par la consommation du plus grand nombre possible de marchandises. <sup>478</sup> Et cela, sans se poser la question de si nous avons besoin de ces consommations et si elles nous permettent un certain épanouissement individuel et collectif.

Mais la société de consommation a comme objectif absolu la recherche du bonheur. Baudrillard nous dit que ce bonheur doit être mesurable. Et une manière de le mesurer peut se faire avec la consommation d'objets, mais aussi par des signes qui doivent se manifester aux yeux des autres à travers une certaine égalité ou distinction. Toutefois, s'il est vrai que l'opulence consumériste peut assurer une certaine croissance économique capitaliste, elle ne garantit pas forcément la croissance des satisfactions : « au contraire, il faut une quantité croissante de produits pour assurer un même degré de satisfaction des besoins » <sup>479</sup>. C'est ce qui caractérise la « société de la frustration » dans laquelle « pour pousser un individu à consommer un produit nouveau [...], il faut créer

---

<sup>475</sup> Gorz, André, 2008, *Écologica*, Paris, Editions Galilée, p. 34.

<sup>476</sup> Voir Latouche, Serge, 2015, *Bon pour la casse. Les déraisons de l'obsolescence programmée*, Paris, Les Liens qui libèrent.

<sup>477</sup> Baudrillard, Jean, 2009 (1970), *La société de consommation*, Paris, Folio, p. 56.

<sup>478</sup> Gorz, André, 2008, *Ecologica*, Paris, Editions Galilée, p. 92.

<sup>479</sup> Gorz, André, 1978, *Ecologie et politique*, Paris, Seuil, p. 31.

un état de déséquilibre psychique lié à l'idée du manque de cet objet, et promettre un rapide retour à l'équilibre par la consommation du produit »<sup>480</sup>. La publicité et le marketing jouent un rôle fondamental dans la création de ce besoin.

Selon Anne Frémaux, qui s'appuie sur Jean Baudrillard, la consommation joue un double rôle à la fois d'intégration sociale – c'est-à-dire que chaque personne veut avoir la même chose que les autres et être comme tout le monde – et de différenciation sociale qui est aussi qualifié d'« illusion de la distinction »<sup>481</sup> qui est entretenue par le marché. La consommation est un acte d'auto-représentation et d'auto-affirmation à travers lequel les individus cherchent à se différencier de certains groupes en même temps qu'ils cherchent à s'identifier à d'autres groupes. Ce besoin de différenciation est une nécessité sociale indéfinie qui s'exprime dans la comparaison avec les autres. Ce qui nourrirait notre consumérisme, ce serait notre volonté de distinction, notre préoccupation pour avoir toujours plus, et surtout plus que les autres. Baudrillard parle de « logique sociale de la consommation » qui est à la fois un « procès de signification et de communication » (la consommation en tant que langage) et surtout un « procès de classification et de différenciation sociale » (la consommation en tant qu'acquisition d'un statut social).<sup>482</sup>

Mais pour que la société de consommation fonctionne, la satisfaction des désirs individuels illimités doit être considérée comme un objectif collectif légitime. C'est-à-dire qu'il faut construire une éthique individuelle et collective qui fasse que cet objectif soit perçu comme légitime pour chaque être humain. Un instrument a été fondamental pour construire un sens commun consumériste : l'entrée de la télévision dans les foyers a aidé à diffuser la société de consommation avec les messages publicitaires, les films, les séries, le sport, etc. Ce sens commun s'érige à partir de la génération de valeurs, l'apparition de nouveaux comportements et de nouveaux modes de consommation. De plus, les médias traditionnels peuvent agir comme des freins à la transition socio-écologique nécessaire par la diffusion, avec une grande rapidité et audience, de comportements et valeurs qui induisent le consumérisme et la défense de moyens de production et de consommation qui ne sont pas soutenables.

L'écologie politique nous dit que nous devons nous interroger sur nos besoins. Réfléchir à ce dont nous avons besoin est ce qu'il y a de plus urgent pour arrêter le gaspillage des

---

<sup>480</sup> Frémaux, Anne, 2011, *La nécessité d'une écologie radicale. La pensée à l'épreuve des problèmes environnementaux*, Paris, Editions Sang de la Terre, p. 66.

<sup>481</sup> *Ibidem*, p. 67.

<sup>482</sup> Baudrillard, Jean, 2009 (1970), *La société de consommation*, Paris, Folio, p. 78-79.

ressources naturelles et repenser nos vies. Voyons maintenant ce que les auteurs du Bien Vivre proposent comme société alternative au consumérisme et productivisme.

## 2. Le Bien Vivre comme alternative de la société de consommation

Au sein de la société de consommation, les besoins sont intégrés au marché, sont mis à disposition du capital et sont satisfaits par la consommation d'objets et de matériaux fournis par le marché. Tous les besoins – par exemple les besoins collectifs comme l'air ou l'eau – sont transformés en « besoins individuels de consommation marchande »<sup>483</sup>. Cette société cherche « à diffuser une “culture de la consommation” qui mise sur l'individualisation, la singularisation, la rivalité, la jalousie, bref, sur ce que [Gorz a] appelé ailleurs la “socialisation antisociale”. »<sup>484</sup> Elle remet en cause l'autonomie des individus mais aussi leur capacité sociale, à penser et à élaborer ensemble leurs objectifs communs, leurs propres besoins et désirs.

Pablo Davalos confirme cette critique de la société de consommation et l'oppose au Bien Vivre : « Pour les coordonnées de la pensée courante, il n'existe que la figure du consommateur, la maximisation de ses préférences, la restriction de ses revenus, et son rapport à l'univers des choses à travers l'utilité qu'elles peuvent procurer, dans un contexte de marchés libres et concurrentiels. »<sup>485</sup> Les auteurs du Bien Vivre vont insister sur le côté destructeur de la nature du consumérisme, coupable du réchauffement climatique et l'oppose aux propositions des peuples indigènes.<sup>486</sup> Ils condamnent le gaspillage des ressources naturelles qu'entraîne la consommation d'objets et relie la société de consommation avec l'extractivisme et la destruction des territoires et structures communautaires dans les pays du Sud. Alvaro Garcia Linera indique que l'extension territoriale illimitée du capitalisme constitue un paradoxe historique car il n'existe pas assez de ressources naturelles et de nature pour soutenir le productivisme.<sup>487</sup>

---

<sup>483</sup> Gorz, André, 2002, « Ecologie et socialisme », *Ecologie & politique*, n° 24, p. 77.

<sup>484</sup> Gorz, André, 2008, *Écologica*, Paris, Editions Galilée, p. 34.

<sup>485</sup> Dávalos, Pablo, 2008, « Reflexiones sobre el Sumak Kawsay (el buen vivir) y las teorías del desarrollo », *América Latina en Movimiento (ALAI)*, 5 août, <https://www.alainet.org/es/active/25617> (consultée le 18 juillet 2017).

<sup>486</sup> Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas - CAOÍ, 2010, *Buen Vivir/Vivir Bien. Filosofía, políticas, estrategias y experiencias regionales andinas*, Lima, CAOÍ Prensa, p. 26.

<sup>487</sup> García Linera, Álvaro, 2015, *Socialismo comunitario. Un horizonte de época*, La Paz, Vicepresidencia del Estado Plurinacional, Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional, p. 11.

On voit bien que les caractéristiques de la société de consommation s’opposent à celles de la société du Bien Vivre, que nous avons analysées dans le premier chapitre, et notamment la vision sociale et communautaire de l’individu. La critique par les auteurs du Bien Vivre de la société de consommation implique une nouvelle sociabilité, en plus d’une nouvelle relation avec la nature. Les liens sociaux et collectifs, mis à mal par le consumérisme et l’individualisme qu’il en résulte, doivent être reconstruits. Et cela prend du temps car la logique du marché et de la consommation articule les relations sociales.

Selon René Ramírez, une société doit s’organiser en fonction de la vie bonne ou du Bien Vivre et pas en fonction de la consommation et de la production<sup>488</sup>, ce qui implique que l’économie n’est pas une fin mais un moyen pour atteindre cette vie bonne. L’idéal économique devrait être orienté vers la satisfaction des besoins de base et vers les valeurs de réciprocité et de complémentarité : « La force des relations de réciprocité repose sur le fait que plus je cultive des relations de réciprocité, c’est-à-dire plus je donne, plus j’ai de chances de résoudre mes problèmes économiques et d’acquérir un plus grand prestige social et politique. »<sup>489</sup>. L’objectif ici n’est pas d’accumuler mais de partager, de fournir ce qui est suffisant et de qualité tout en redistribuant les ressources.<sup>490</sup>

La conception de l’*homo economicus* du capitalisme est amplement critiquée par les auteurs du Bien Vivre et de manière spécifique par le courant « culturaliste et indigéniste ». Dans les sociétés indigènes, le sujet de l’économie n’est pas l’individu mais le collectif, la communauté. L’objectif de l’économie, en plus d’accumuler et de consommer, est le bien-être individuel qui est mesuré en fonction du revenu ou de la consommation par habitant. Dans cette perspective, l’unité de mesure est l’argent et le pouvoir d’achat. En revanche, « l’objectif de l’économie de la réciprocité est le bien-être de la collectivité des êtres vivants à partir de processus productifs également collectifs. »<sup>491</sup> Contrairement à la logique de marché, la seule présence par exemple

---

<sup>488</sup> Ramírez Gallegos, René, 2019, « Los “bienes relacionales” en la socioecología política de la vida buena », *Crisol*, serie numérique, n° 8, p. 7.

<sup>489</sup> Maldonado, Luis, 2014, « El *Sumak Kawsay* / Buen Vivir / Vivir Bien. La experiencia de la República del Ecuador », in Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, Guillén García, Alejandro, Deleg Guazha, Nancy (Ed.), *Sumak Kawsay Yuyay. Antología del Pensamiento Indigenista Ecuatoriano sobre Sumak Kawsay*, Huelva, Cuenca, CIM, PYDLOS, FIUCUHU, p. 206.

<sup>490</sup> Acosta, Alberto, 2011, « El Buen Vivir en el camino del post-desarrollo. Algunas reflexiones al andar », in Weber, Gabriela (Ed.), *Debate sobre cooperación y modelos de desarrollo. Perspectivas desde la sociedad civil en el Ecuador*, Quito, Centro de Investigación Ciudad, p.70.

<sup>491</sup> Maldonado, Luis, 2014, « El *Sumak Kawsay* / Buen Vivir / Vivir Bien. La experiencia de la República del Ecuador », in Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, Guillén García, Alejandro, Deleg Guazha, Nancy (Ed.),



dans des événements familiaux ou communautaires est valorisée comme un apport, un don.

Les auteurs du courant « néo-marxiste et étatiste » du Bien Vivre, quant à eux, vont mettre en avant la nécessité de satisfaire les « besoins authentiques »<sup>492</sup> avant tout autre chose c'est-à-dire les besoins biologiques comme manger, boire, avoir un habitat, se protéger du froid mais aussi vivre dans un environnement sain pour ne pas avoir de problème de santé. Toutefois, pour René Ramírez, il est clair que, si la satisfaction des besoins primaires ou vitaux (comme la nourriture, l'eau, la santé) est fondamentale, ce ne sont pas les seuls besoins qui doivent être satisfaits. Selon lui, les besoins humains s'expriment aussi dans les relations sociales, la sociabilité avec les autres êtres humains, la participation politique, la contemplation, les loisirs, etc. Cela va à l'encontre de la « conception essentiellement matérialiste du bonheur (conçu comme bien-être matériel) relayé en cela par la publicité et l'idéal consumériste »<sup>493</sup>, conception fortement ancrée dans les sociétés occidentales.

Relier le bonheur avec les relations sociales et politiques remet en question la logique mercantile du bonheur mais aussi suppose une consommation plus qualitative et non la consommation quantitative de produits et d'objets. Tout comme la décroissance, les auteurs du Bien Vivre proposent de faire mieux et plus avec moins en opérant une rupture avec la logique du toujours plus et surtout du « produire plus, consommer plus ». C'est ainsi que l'expriment tant Alberto Acosta – « dans le Bien Vivre, on ne s'intéresse pas principalement aux choses qu'une personne produit dans sa vie, mais à la manière dont les choses disponibles améliorent les conditions de vie de tous, car le Bien Vivre est pour tout le monde ou il n'existe pas. »<sup>494</sup> – que René Ramírez : « La richesse des sociétés [...] nécessite de discuter dans quelle mesure la société maximise et répartit d'une manière juste le temps pour la production et la consommation de qualité de biens relationnels entre les membres d'une communauté politique donnée, dans laquelle,

---

*Sumak Kawsay Yuyay. Antología del Pensamiento Indigenista Ecuatoriano sobre Sumak Kawsay*, Huelva, Cuenca, CIM, PYDLOS, FIUCUHU, p. 205.

<sup>492</sup> Keucheyan, Razmig, 2019, *Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme*, Paris, La Découverte, p. 32.

<sup>493</sup> Frémaux, Anne, 2011, *La nécessité d'une écologie radicale. La pensée à l'épreuve des problèmes environnementaux*, Paris, Editions Sang de la Terre, p. 58.

<sup>494</sup> Alberto Acosta dans son entretien avec Fernández, Blanca; Pardo, Liliana, Salamanca, Katherine, 2014, « El buen vivir en Ecuador: ¿marketing político o proyecto en disputa? », *Iconos*, n° 48, p. 111.

parallèlement, les besoins de sa population ont été satisfaits de manière digne et en harmonie avec la nature. »<sup>495</sup>

Pour que ces relations sociales et politiques puissent se réaliser ainsi que les conditions de vie puissent s'améliorer, il est nécessaire de changer d'économie. Pour les auteurs du Bien Vivre, l'économie populaire et solidaire (comme ce type d'économie est nommée dans la Constitution équatorienne) est fondamentale, notamment dans la stratégie de transition « vers une nouvelle civilisation (socio-biocentree) »<sup>496</sup>. Le centre de cette économie est la qualité de la vie, les besoins de la société, à l'encontre de l'économie capitaliste. Ce serait aussi une manière de réintégrer l'économie à la société, comme le préconise Karl Polanyi<sup>497</sup>.

Un autre changement dans le système économique est primordial : la démarchandisation des besoins vitaux. Selon Koldo Unceta, « la démarchandisation s'oriente vers la réduction du marché en promouvant une stratégie multiple qui contemple aussi d'autres formes de relation sociale et d'autres manières de faire face aux besoins humains ; qui rend possible une meilleure efficacité sociale et écologique, et aussi une plus grande satisfaction personnelle. »<sup>498</sup> Les auteurs du Bien Vivre proposent de sortir du marché les espaces nécessaires pour la reproduction de la vie et des biens communs et biens publics, s'appuyant pour cela sur les débats en cours sur ce type de biens<sup>499</sup>. Cette démarchandisation aiderait à améliorer les relations humaines et à développer un autre type de société en libérant du temps pour profiter d'autres activités comme la participation politique, les relations familiales, le loisir, etc.<sup>500</sup> C'est-à-dire à se centrer sur les relations communautaires et sociétales, au lieu des bénéfices économiques.

---

<sup>495</sup> Ramírez Gallegos, René, 2012, *La vida (buena) como riqueza de los pueblos. Hacia una socioecología política del tiempo*, Quito, IAEN, INEC, p. 28.

<sup>496</sup> Voir Acosta, Alberto, 2013, *El Buen Vivir. Sumak Kawsay, una oportunidad para imaginar otros mundos*, Barcelona, Icaria.

<sup>497</sup> Polanyi, Karl, 2009 (1944), *La Grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard.

<sup>498</sup> Unceta, Koldo, 2014, « Posrecimiento, desmercantilización y “buen vivir” », *Nueva Sociedad*, n° 252, juillet-août, p. 139.

<sup>499</sup> Voir Ostrom, Elinor, 2010, *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Bruxelles, De Boeck Editions ; Dardot, Pierre, Laval Christian, 2014, *Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle*, Paris, La Découverte ; Flahault, François, 2011, *Où est passé le bien commun?*, Paris, Mille et une nuits ; Lille, François, 2006, *A l'aurore du siècle, où est l'espoir? Biens communs et biens publics mondiaux*. Bruxelles, Editions Tribord ; Ballet, Jérôme, 2008, « Propriété, biens publics mondiaux, bien(s) commun(s) : Une lecture des concepts économiques », *Développement durable et territoires*, Dossier 10 : Biens communs et propriété <http://developpementdurable.revues.org/5553>; Compagnon, Daniel, 2001, « La conservation de la biodiversité, improbable bien public mondial », intervention au colloque AFSP, Pau, 25-26 octobre, [http://www.afsp.msh-paris.fr/archives/archivesei/biensmond\\_prog.html](http://www.afsp.msh-paris.fr/archives/archivesei/biensmond_prog.html).

<sup>500</sup> Ramírez Gallegos, René, 2012, *La vida (buena) como riqueza de los pueblos. Hacia una socioecología política del tiempo*, Quito, IAEN, INEC.

Une autre caractéristique de la société de consommation est qu'elle s'occupe aussi du temps libre : « à mesure que le temps hors du travail direct tend à l'emporter sur le temps de travail immédiat, le pouvoir économique et politique cherche à dominer les individus dans leur temps disponible et non plus seulement dans leur de production et dans leurs consommations matérielles »<sup>501</sup>. Les loisirs sont devenus des moments de consommation ce qui implique des changements dans les biens et services qui remplissent les heures libres. Cela englobe les activités éducatives, artistiques, créatives comme l'art, le cinéma, la musique, le sport, les médias audiovisuels et aussi le tourisme qui peut se transformer en tourisme de masse. Une des conséquences de la globalisation de ces activités et de leur inclusion dans la société de consommation est une uniformisation des goûts et une certaine homogénéisation des valeurs culturelles. Leur diffusion depuis le début du XXIème est facilitée par les nouvelles technologies, les médias digitaux et les réseaux sociaux, ce qui permet la consolidation d'un marché mondial pour les mêmes marques, produits et marchandises appartenant à des firmes transnationales. La reproduction du capital a besoin d'une dynamique basée sur la création continue de nouveaux désirs de consommation « qui incitent les travailleurs-consommateurs à préférer travailler plus d'heures pour consommer plus de biens et services »<sup>502</sup>.

René Ramírez propose que la mesure du temps pourrait être un indicateur de richesse alternatif au PIB et autres unités de mesure économiques capitalistes à travers lesquelles la richesse se mesure à partir de l'accumulation de biens matériels ou immatériels. Selon lui, « Peut-être que le thermomètre le plus approprié pour mesurer le Bien Vivre d'une société est celui qui nous permet de savoir combien de temps sa population vit sainement en faisant ce qu'elle a envie de faire ; ou combien de temps pendant la journée est consacré à produire de la socialisation (être avec des ami-e-s, des parents, une communauté politique), à contempler l'art, à le produire et à en profiter, à se connaître, à donner et à recevoir de l'amour ; ou combien d'années de vie un territoire gagne en évitant la perte de forêt indigène ou grâce au reboisement de son milieu naturel. »<sup>503</sup>

---

<sup>501</sup> Gorz, André, 2002, « Ecologie et socialisme », *Ecologie & politique*, n° 24, p. 79.

<sup>502</sup> Ventura-Dias, Vivianne, 2018, « Los desafíos del capitalismo global para la transformación social-ecológica de América Latina », in Cáliz, Alvaro, Denzin, Christian (Ed.), *Las aguas en que navega América Latina: Oportunidades y desafíos para la transformación social-ecológica*, México, Friedrich Ebert Stiftung, p. 39.

<sup>503</sup> Ramírez Gallegos, René, 2012, *La vida (buena) como riqueza de los pueblos. Hacia una socioecología política del tiempo*, Quito, IAEN, INEC, p.15.

Avec la mesure du temps libre, bien vécu ou pleinement vécu, on sort de la logique économique capitaliste dans laquelle la richesse se mesure à partir de l'accumulation de biens matériels ou immatériels, pour étudier plus spécifiquement la « génération/jouissance de biens relationnels »<sup>504</sup>. Avec cet indicateur de richesse, on pourrait prendre en compte l'espérance de vie en bonne santé, la durée quotidienne consacrée aux relations familiales, sociales et politiques, aux loisirs, aux activités artistiques (réalisation, production et/ou contemplation) ainsi que l'influence sur la durée de vie et sur la santé lorsqu'on évite de déboiser ou la contribution à diminuer la perte de biodiversité.<sup>505</sup> Reprendre le contrôle de son temps, c'est aussi reprendre le contrôle de sa vie et s'émanciper des rapports mercantiles, capitalistes pour participer à des activités non marchandes comme la participation politique, les relations sociales, la contemplation, les loisirs, etc.

Face à « la violence inhérente à l'égoïsme du consommateur »<sup>506</sup>, le Bien Vivre place le bien-être et le bonheur de l'individu au sein de la société et au milieu d'un environnement sain. Le vivre ensemble et les liens sociaux doivent être renforcés puisque l'être humain est avant tout un être social et pas seulement un individu consommateur qui a un rôle économique. Selon Vivianne Ventura-Dias, « La notion de l'être humain comme un être relationnel est associée à l'importance de la vulnérabilité et des soins dans la vie humaine. »<sup>507</sup> Le Bien Vivre devrait permettre de visibiliser l'économie des soins chère à l'économie féministe.

Avant d'aborder cette question qui est essentielle en terme d'intersectionnalité, il faut préciser que les thèmes féministes sont assez secondaires dans les théories du Bien Vivre car, comme nous l'avons vu auparavant, les intellectuels du Bien Vivre sont principalement des hommes qui, tout comme les sociétés indigènes, n'ont pas une culture féministe très développée. C'est peut-être aussi pour cela que les principales organisations féministes équatoriennes ne font pas référence au Bien Vivre dans leurs revendications.

---

<sup>504</sup> *Ibidem*, p. 16.

<sup>505</sup> *Ibidem*, p.15.

<sup>506</sup> Dávalos, Pablo, 2008, « Reflexiones sobre el Sumak Kawsay (el buen vivir) y las teorías del desarrollo », *América Latina en Movimiento (ALAI)*, 5 août, <https://www.alainet.org/es/active/25617> (consultée le 18 juillet 2017).

<sup>507</sup> Ventura-Dias, Vivianne, 2018, « Los desafíos del capitalismo global para la transformación social-ecológica de América Latina », in Cálix, Alvaro, Denzin, Christian (Ed.), *Las aguas en que navega América Latina: Oportunidades y desafíos para la transformación social-ecológica*, México, Friedrich Ebert Stiftung, p. 42.

Toutefois, certaines auteures essaient de mettre en relation le Bien Vivre avec l'économie féministe comme Irene León<sup>508</sup>, Magdalena León<sup>509</sup>, Blanca Chancosa<sup>510</sup> ou Silvia Vega<sup>511</sup> en Equateur. Leur argument principal est que la reproduction de la vie ou la durabilité de la vie est un objectif commun de l'économie féministe et du Bien Vivre. Toutefois, Silvia Vega affirme que tant le Bien Vivre que les théories féministes ont une compréhension différente de ce qu'est la reproduction de la vie, conceptions qui pourraient converger s'il y a un dialogue entre ces secteurs.<sup>512</sup> Pour le Bien Vivre, la reproduction de la vie dépend de la vie en harmonie de l'être humain avec la société et avec la nature : c'est de cela que dépend la continuité de la vie économique et communautaire. De leur côté, les féministes vont mettre en relation la reproduction de la vie avec le travail de soins pour répondre aux besoins humains. Selon elles, ce travail est à la charge des femmes et est subordonné à la production marchande et patriarcale. Le Bien Vivre et l'économie féminisme cherchent à réorganiser le fonctionnement de la société et de l'économie afin de subordonner la production à la reproduction. La tentative d'articulation la plus développée entre le Bien Vivre et l'économie féministe est sans aucun doute celle de Amaia Pérez Orozco. Dans son livre, *Subversión feminista de la economía*<sup>513</sup>, elle réalise une critique du système capitaliste en mettant en avant la durabilité de la vie, le fait de mettre la vie au centre de nos préoccupations et de l'économie et faire en sorte d'avoir des vies qui valent la peine d'être vécues. Elle articule la critique féministe du patriarcat et la critique écologiste et du Bien Vivre du capitalisme pour arriver au fait que la durabilité de la vie passe par assurer la reproduction sociale et celle de la nature. C'est la reproduction de la vie sociale et écologique qui doit être au centre de la réorganisation de la société et de l'économie en redistribuant les rôles sociaux genrés et en ré-encadrant l'économie dans le politique et

---

<sup>508</sup> León, Irene, 2010, « Ecuador: la tierra, el *Sumak Kawsay* y las mujeres », in León, Irene (coord.), *Sumak Kawsay/Buen Vivir y cambios civilizatorios*, Quito, FEDAEPS, 2ème édition, p. 143-153.

<sup>509</sup> León, Magdalena, 2008, « Después del “desarrollo”: “el buen vivir” y las perspectivas feministas para otro modelo en América Latina », *Revista Umbral*, n° 18, p. 36-44.

<sup>510</sup> Chancosa, Blanca, 2014, « El *Sumak Kawsay* desde la visión de mujer », in Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, Guillén García, Alejandro, Deleg Guazha, Nancy (Ed.), *Sumak Kawsay Yuyay. Antología del Pensamiento Indigenista Ecuatoriano sobre Sumak Kawsay*, Huelva, Cuenca, CIM, PYDLOS, FIUCUHU, p. 221-227.

<sup>511</sup> Vega, Ugalde, Silvia, 2014, « El orden de género en el *sumak kawsay* y el *suma qamaña*. Un vistazo a los debates actuales en Bolivia y Ecuador », *Iconos*, n° 48, p. 73-91.

<sup>512</sup> Vega, Ugalde, Silvia, 2016, « La sostenibilidad de la vida como eje para convergencias teóricas y prácticas », in Economistas sin Fronteras, *El Buen Vivir como paradigma societal alternativo*, Dossiers EsF, n° 23, automne, p. 34-37.

<sup>513</sup> Pérez Orozco, Amaia, 2014, *Subversión feminista de la economía. Aportes para un debate sobre el conflicto capital-vida*, Madrid, Traficantes de Sueño.

l'écologique. Sa proposition de « décroissance écoféministe »<sup>514</sup> pour atteindre le Bien Vivre, entendu comme une vie qui vaille la peine d'être vécue, est la synthèse des apports de l'économie critique féministe, des alternatives de la décroissance et du Bien Vivre.

## **Conclusions du chapitre**

Dans ce chapitre, nous avons analysé les tensions qui existent entre les courants du Bien Vivre dans la remise en question des régimes d'accumulation. Ceux-ci reposent sur la vision linéaire du développement en tant que croissance économique d'un pays qui est alimentée, en Amérique latine, par l'extractivisme lequel constitue la base matérielle du consumérisme au niveau international. Il existe des accords sur le fait que le développement, l'extractivisme et le consumérisme ne correspondent pas à un régime d'accumulation soutenable au niveau social, culturel et écologique, la destruction écologique, sociale et culturelle qu'ils engendrent entraînant des conflits socio-environnementaux au niveau local.

En cherchant à rompre avec l'organisation et l'imaginaire capitalistes, ces auteurs ont pour but de faire du Bien Vivre un vecteur pour révolutionner la société et être une alternative à la crise civilisationnelle que nous vivons. Toutefois, il subsiste un certain nombre de désaccords entre ces courants, par exemple, pour savoir si le Bien Vivre est une alternative qui pourrait redéfinir le développement ou s'il est une alternative au développement. De même pour l'extractivisme : celui-ci peut-il constituer une base d'accumulation afin de redistribuer une partie de la rente dans les politiques sociales pour lutter contre la pauvreté et une autre partie de cette rente dans le changement de la matrice productive ou dans la transition vers un post-extractivisme ?

Ces débats autour du Bien Vivre ou de l'extractivisme ont contribué à développer certains positionnements face aux gouvernements progressistes de la région à la fin des années 2000 et dans les années 2010. Aux discours et écrits sur la transformation sociale des sociétés latino-américaines et anti-impérialistes des acteurs favorables à ces gouvernements ont répondu d'autres discours et écrits qui questionnent la profondeur des réformes mises en œuvre, leurs conséquences sociales, culturelles et environnementales ainsi que leur manque d'ambition face au capitalisme ou le fait

---

<sup>514</sup> *Ibidem*, p. 223 et suivantes.

qu'elles le renforcent. Ce va et vient du Bien Vivre entre la théorie et le politique, en plus d'alimenter théoriquement ce concept, doit nous permettre de penser à des transitions qui contemperaient les complexités socio-politiques des différents pays, en dépassant le sens hégémonique du développement au niveau mondial : « La visibilité des modes de vie alternatifs fonctionne comme une contestation du caractère supposément inévitable ou unique du mode de vie hégémoniques »<sup>515</sup>.

Ces débats ne sont pas seulement théoriques mais ont alimenté aussi les confrontations au sein des gauches latino-américaines. Et cela est d'autant plus vrai en Equateur durant les dix années du gouvernement de Rafael Correa. Si les gauches équatoriennes ont appuyé l'arrivée au pouvoir de Rafael Correa en 2007, principalement lors du second tour des élections présidentielles, ainsi que ces premiers pas, notamment lors de l'Assemblée Constituante, une rupture a eu lieu, à partir de 2009, lors de l'application de la nouvelle Constitution. Les fractures post-Assemblée Constituante au sein de la gauche équatorienne pourraient s'expliquer en partie par les controverses interprétatives du Bien Vivre mais aussi, et surtout, sur le sens à donner au développement et à la transition pour aller vers un autre type d'économie.

Depuis les débuts de la Révolution Citoyenne, les représentations développementistes et les imaginaires du Bien Vivre coexistaient en son sein. Cette coexistence conflictuelle constitue l'une des contradictions les plus complexes du processus politique qui s'est traduit dans la Constitution et dans les plans de développement. Cela a abouti non seulement à la multiplication des luttes éco-territoriales contre des politiques d'expropriation extractiviste mais aussi à la confrontation entre fractions qui ont opéré à l'intérieur du mouvement politique du gouvernement. Ces fractions se sont confrontées sur la direction que devait prendre la transition post-néolibérale.

Avec l'exemple de la Révolution Citoyenne, nous pouvons observer comment les tensions interprétatives et théoriques autour du Bien Vivre ne restent pas seulement dans les écrits et les discours mais se déplacent aussi sur les scènes sociales et politiques au moment de leur traduction en politiques publiques, ce qui a généré une certaine conflictualité socio-territoriale. A partir de ces prémices, nous allons nous concentrer, dans les deux prochains chapitres, sur l'analyse du cas équatorien et des tensions qui se sont développées autour du Bien Vivre 2007-2017.

---

<sup>515</sup> Aguilar, Paula Lucia, Fiuza, Pilar, Glozman, Mara, Grondona, Ana, Pryluka, Pablo, 2015, « Hacia una genealogía del "Buen Vivir". Contribuciones desde el Análisis Materialista del Discurso », *Theomai. Estudios Críticos sobre Sociedad y Desarrollo*, n° 32, deuxième semestre, p. 118.

### Chapitre 3 : Populisme, post-néolibéralisme et extractivisme dans l'Équateur de la Révolution Citoyenne

A partir de ce chapitre, nous allons analyser les tensions, limites, obstacles de la transition vers une société du Bien Vivre, en prenant comme étude de cas la Révolution Citoyenne en Équateur, entre 2007 et 2017.

Les différentes études sur la Révolution Citoyenne comme gouvernement progressiste ont insisté sur trois caractéristiques : le populisme qui est souvent lié à l'autoritarisme dans ces études<sup>516</sup>, le post-néolibéralisme<sup>517</sup> et le néo-extractivisme<sup>518</sup>. Tout dépend de l'objet d'étude sur lequel se concentrent les recherches. Les textes sur le populisme vont surtout analyser le rapport à la démocratie, la manière de faire de la politique et la relation avec le peuple de la Révolution Citoyenne et de son leader Rafael Correa. Si le centre d'intérêt se focalise sur le « retour de l'État » dans un rôle de régulateur économique et de redistribution sociale et la tentative de démanteler le noyau dur du néolibéralisme avec la mise en route d'une vaste gamme de politiques publiques, les débats seront autour du post-néolibéralisme. Quant au néo-extractivisme, comme nous l'avons analysé dans le chapitre précédent, les débats se porteront sur le régime d'accumulation.

Le flou autour de la définition du post-néolibéralisme<sup>519</sup>, qui dénote aussi des continuités avec le modèle néolibéral dues aux contextes politiques et économiques dans lesquels s'inscrivent les processus progressistes, ouvrirait la discussion sur les sens à donner au développement. La centralité des principes du Bien Vivre dans la Constitution équatorienne de 2008 apparaît comme un des points les plus importants de l'innovation politique favorisée par les gauches, nouveauté qui s'est articulée de manière plus systématique à une spirale de conflictualité socio-politique qui a fini par se transformer en un des traits constitutifs du gouvernement de la Révolution Citoyenne.

---

<sup>516</sup> De la Torre, Carlos, 2017, *Populismos. Una inmersión rápida*, Barcelone, Tibidabo; Conaghan, Catherine, 2016, « Delegative democracy revisited: Ecuador under Correa », *Journal of Democracy*, vol. 27, n° 3, p. 109-118.

<sup>517</sup> Ramírez Gallegos, Franklin, 2013, « Perspectivas del proceso de democratización en Ecuador. Cambio Político e inclusión social », in Dargatz, Anja, Zuazo, Moira (dir.), *Democracias en Transformación. ¿Qué hay de nuevo en los nuevos Estados andinos?*, La Paz, FES-ILDIS, p. 103-155.

<sup>518</sup> Acosta, Alberto, 2011, « Extractivismo y neoextractivismo: dos caras de la misma maldición », in Lang, Miriam, Mokrani Dunia (Comps.), *Más allá del desarrollo (Grupo permanente de trabajo sobre alternativas al desarrollo)*, Quito, Fundación Rosa Luxemburgo/Abya Yala, p. 83-118

<sup>519</sup> Le Quang, Matthieu, Ramirez Gallegos, Franklin, 2016, « Introduction », *Cahiers des Amériques latines*, n° 83, p. 17-32 ; Stoessel, Soledad, 2014, « Giro a la izquierda en la América Latina del siglo XXI. Revisitando los debates académicos », *Polis*, vol. 13, n°39, p. 123-149.



Dans ce chapitre, nous allons ainsi revenir sur les trois caractéristiques de la Révolution Citoyenne à partir des tensions et contradictions générées par l'oscillation entre néo-développementisme et Bien Vivre, qui résultent en partie du fait que l'Equateur, depuis son indépendance, base son régime d'accumulation sur l'extractivisme. Nous commencerons par analyser les dynamiques de la conflictualité et les antagonismes à partir du concept de populisme ce qui nous permettra de voir la relation de la Révolution Citoyenne avec sa société. Ensuite nous détaillerons les principaux aspects du post-néolibéralisme et du néo-extractivisme en Equateur. Qu'a signifié ce que les dirigeants de la Révolution Citoyenne nomment le « retour de l'Etat » en Equateur ? Quels sont les enjeux de la transition écosociale nécessaire pour changer de régime d'accumulation ? Le post-néolibéralisme en Equateur s'appuie-t-il sur une reprimarisation de l'économie ? Quelles sont les conflits et difficultés rencontrées par la Révolution Citoyenne pour changer la matrice productive ? Telles sont les questions auxquelles nous allons essayer de répondre pour montrer les complexités et oppositions engendrées par la coexistence de pensées antagoniques comme le développementisme et le Bien Vivre au cœur des orientations du changement.

## **I. Populisme, hégémonie et antagonisme durant la Révolution Citoyenne**

Les études sur le populisme, en Europe, le considère comme une menace pour la démocratie et insistent sur la déraison du peuple qui se laisserait séduire par la rhétorique anti-système et anti-élites d'un leader charismatique, considéré comme un démagogue dont les discours aiguïssent les passions et les pulsions de personnes ne disposant pas des savoirs pour les affronter.<sup>520</sup> Le populisme s'opposerait à la démocratie et les analyses du peuple qualifié de désespéré, de frustré, d'inculte

---

<sup>520</sup> Gaudichaud, Franck, Posado, Thomas, 2019, « Populisme ? Apports et (més)usages d'un concept pour comprendre les gouvernements nationaux-populaires latino-américains », *IdeAs*, n° 14, <http://journals.openedition.org/ideas/5938>; Fassin Eric, 2017, *Populisme : le grand ressentiment*, Paris, Textuel ; Tarragoni, Federico, 2013, « Raison populiste, démocratie et émancipation populaire », in Buclin, Hadrien, Daher, Joseph, Georgiou, Christakis et al. (dir.), *Penser l'émancipation*, Paris, La Dispute, p. 215-234 ; Taguieff, Pierre-André, 2007, *L'illusion populiste. Essai sur les démagogues de l'âge démocratique*, Paris, Champs Flammarion ; Dézé, Alexandre, 2004, « Le populisme ou l'introuvable Cendrillon. Autour de quelques ouvrages récents », *Revue française de science politique*, vol. 54, p. 179-190.

démontrent, selon Federico Tarragoni, un « mépris savant du peuple »<sup>521</sup> ou pour Annie Collovald un mélange de mépris et de crainte<sup>522</sup>.

En Amérique latine, les travaux sur le populisme ont une longue tradition, particulièrement en Argentine avec le péronisme et les écrits de Gino Germani<sup>523</sup>. En s'appuyant sur les œuvres du sociologue italo-argentin, Pierre Gilhodes caractérise les premiers populistes latino-américains des années 1940 et 1950 (Perón, Vargas, Cárdenas) comme des « moments négatifs pour l'établissement de la démocratie dans les pays, [en considérant] l'aspect caudilliste du chef de l'Etat, son désir de communiquer avec les masses sans l'intermédiation au moins des partis préexistants, son désir de marginaliser la classe moyenne, les cadres qui émanaient d'elles pour s'appuyer sur un peuple au sien duquel un élément moteur était les nombreux déplacés des campagnes vers les grandes villes »<sup>524</sup>. De nouveau, le populisme met en danger la démocratie et se centre sur le leader qui cherche un contact direct avec le peuple. Le contexte de ces populismes était important puisqu'il s'agissait pour eux de prendre position au milieu de la Guerre froide : leur choix a été d'éviter la subordination et l'alignement aux deux grandes puissances qu'étaient les Etats-Unis et l'URSS afin d'éviter d'être sous leur contrôle.

Face à ces visions du populisme qui stigmatisent et condamnent, dans la suite de cette partie, nous allons nous reposer sur deux définitions du populisme qui ne l'opposent pas à la démocratie. La première est de Federico Tarragoni : « Le populisme peut être défini comme un ensemble structuré de politiques du peuple, découlant d'un appel fondateur et restructurant en profondeur les rapports des exclus au politique. Notre définition se compose donc de trois strates successives : 1) le populisme est une relation politique entre un porte-parole et un collectif d'exclus ambitionnant de "devenir peuple", 2) fondée sur un opérateur spécifique, le peuple (et sa sémantique propre : *demos*, nation, *plebs*, peuple-Un et peuple-conflit) et une modalité, l'appel, 3) convoquant des politiques spécifiques, de participation démocratique, d'intégration sociale et d'inclusion symbolique. »<sup>525</sup> Cette définition retire toute valeur négative au populisme

---

<sup>521</sup> Tarragoni, Federico, 2013, « La science du populisme au crible de la critique sociologique : archéologie d'un mépris savant du peuple », *Actuel Marx*, n° 54, p. 56-70.

<sup>522</sup> Collovald, Annie, 2005, « Le populisme : de la valorisation à la stigmatisation du populaire », *Hermès*, n° 42, p. 155.

<sup>523</sup> Par exemple Germani, Gino, 1962, *Política y sociedad en una época de transición*, Buenos Aires, Paidós.

<sup>524</sup> Gilhodes, Pierre, 2006, « El populismo en su contexto », *Visages d'Amérique Latine*, n° 3, juin, p. 28.

<sup>525</sup> Tarragoni, Federico, 2013, « La science du populisme au crible de la critique sociologique : archéologie d'un mépris savant du peuple », *Actuel Marx*, n° 54, p. 69.

et le resitue dans une dynamique politique de la relation entre un porte-parole (et non un leader charismatique) et des secteurs de la population exclus de la politique et qui veulent devenir peuple. Cette définition sera très utile pour analyser la Révolution Citoyenne et sa manière de faire de la politique.

La seconde définition s'appuie sur les travaux d'Ernesto Laclau et de Chantal Mouffe<sup>526</sup> à partir desquels nous entendons le populisme comme une stratégie de construction de la frontière politique. La construction de cette frontière entre « eux » et « nous » s'effectue à partir de la visibilisation de rapports de domination et des antagonismes du champ social. Selon Mouffe, le populisme est une théorie du et de la politique<sup>527</sup>, une dimension de la démocratie car il ne peut pas y avoir de démocratie sans la voix du peuple (demos). Le populisme, en remettant en cause l'ordre établi, pose la question de la possibilité de récupérer la politique comme pouvoir de ceux qui n'ont pas le pouvoir, ce qui a toujours été un des grands combats de la gauche.

Le populisme n'est ni une idéologie, ni un régime politique mais une stratégie de conquête de pouvoir qui consiste à construire un sujet politique en fédérant des intérêts différents. C'est ici qu'intervient la chaîne d'équivalence qui sert à créer une volonté collective, fait que le peuple construit politiquement n'est pas homogène et permet de fédérer toute une série de demandes démocratiques très différentes. Comment articuler politiquement des intérêts différents qui se trouvent au sein du peuple ? Le leader peut être un articulateur mais pas seulement. Le leader est un symbole du mouvement, notamment en cristallisant des affects communs du peuple. Le leader n'est pas forcément autoritaire même si ce point peut poser problème comme nous le verrons avec l'analyse de la Révolution Citoyenne.

## **1. Moment populiste et Révolution Citoyenne**

De nombreux débats ont lieu autour du populisme dont l'émergence sur la scène politique et intellectuelle, ces dernières années, ne laisse pas indifférente et pourrait s'expliquer par le succès politique des politistes du mouvement Podemos en Espagne

---

<sup>526</sup> Entre autres, Laclau, Ernesto, 2008, *La raison populiste*, Paris, Seuil ; Mouffe, Chantal, 2014, *Agonística. Pensar el mundo políticamente*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica; Mouffe, Chantal, 2011, *En torno a lo político*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica.

<sup>527</sup> Mouffe, Chantal, 2011, *En torno a lo político*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica.

qui n'hésitent pas à se présenter comme populistes.<sup>528</sup> Le populisme serait en quelque sorte une pratique dévoyée de la valorisation du peuple, mais aussi une manière de discréditer certains politiques. En Amérique latine, « de manière générale, le populisme est considéré comme une fausse solution, porteuse de nombreuses frustrations et qui ne ferait que ralentir la marche de l'Amérique latine vers le progrès et la démocratie. »<sup>529</sup>

Le populisme est donc employé péjorativement pour disqualifier une manière de faire de la politique, d'atteindre les gens, utilisation étendue à toute forme de manipulation ou déviation par rapport à une norme démocratique. La réappropriation politique d'un concept qui a longtemps été interprété de manière négative, interroge et déchaîne tout type de commentaires. Avec le concept de « populisme », on retrouve le problème de la démocratie : peuple, en grec, se dit *dêmos*, ce qui a donné démocratie ; et en latin se dit *populus*, d'où l'on a tiré populisme. Il y aurait donc un « bon » usage du peuple pour soutenir les démocraties, valeur réputée honorable, et un « mauvais », le populisme, valeur suspecte.

C'est ce que la philosophe argentine Luciana Cadahia appelle les « fantômes »<sup>530</sup> du populisme (reprenant la métaphore de Marx y Engels, dans le Manifeste Communiste, sur « la légende des fantômes du communisme ») : la dérive autoritaire du leader, les dangers que représentent les affects et les passions en politique, la manipulation des masses, etc. Ces formes anormales de gouvernement ont été dénoncées tant du côté des conservateurs, comme une antinomie de la démocratie et les risques contre les libertés individuelles, que du côté de la gauche qui les voit comme une trahison des forces émancipatrices populaires. Selon Cadahia, « les sciences sociales ont toujours conçu le populisme comme une expérience historique de déviation »<sup>531</sup>.

A partir de là, l'approche de Laclau a cherché à réélaborer ce concept de populisme conjointement avec celui d'hégémonie. Pour Ernesto Laclau, la condition minimale pour que se produise une rupture populiste est qu'il y ait une dichotomisation de l'espace social et que les acteurs se voient eux-mêmes comme participants de l'un ou l'autre des deux camps en opposition. Ceci est l'objectif de la création discursive qui trace une frontière radicale entre deux camps antagonistes : d'un côté, le « peuple » qui

---

<sup>528</sup> Errejón, Iñigo, Mouffe, Chantal, 2015, *Construir pueblo. Hegemonía y radicalización de la democracia*, Barcelone, Icaria.

<sup>529</sup> Gilhodes, Pierre, 2006, « El populismo en su contexto », *Visages d'Amérique Latine*, n° 3, juin, p. 30-31.

<sup>530</sup> Cadahia, Luciana, 2017, « Espectrologías del populismo en Ecuador: materiales para una lectura renovada de la Revolución Ciudadana », in Le Quang, Matthieu, *La Revolución ciudadana en escala de grises. Avances, continuidades y dilemas*, Quito, IAEN, p. 51-77.

<sup>531</sup> *Ibidem*, p. 55.

est le porteur de diverses revendications hétérogènes mais articulées et de l'autre, les élites, les puissants, les dominants. Le populisme crée donc une frontière interne à la société entre « ceux d'en bas » et « ceux d'en haut »<sup>532</sup>. Il s'agit ainsi de construire un sujet populaire, de construire un peuple comme acteur collectif ce qui signifie appeler « ceux d'en bas » à une opposition frontale avec le régime existant. Laclau se positionne ainsi comme postmarxiste, le sujet politique de l'émancipation, ici, n'est plus le prolétariat mais le peuple.

Dans cette partie, nous allons discuter la théorie du populisme de Laclau et Mouffe à partir du cas de la Révolution Citoyenne et autour de deux questions : a) l'émergence de la Révolution Citoyenne et d'un outsider, Rafael Correa, dans un moment de rupture populiste ; et b) comment la Révolution Citoyenne a construit son peuple.

#### *A) Rupture populiste et émergence d'un outsider*

Ernesto Laclau et Chantal Mouffe pensent le populisme dans le contexte particulier des années 1980, puis des années 1990, qui s'inscrit dans une conjoncture de crise politique et morale de la gauche et d'hégémonie progressive du néo-libéralisme. Selon eux, l'apparition des nouveaux mouvements sociaux et des revendications post-modernes et post-matérielles appellent à renouveler la stratégie de la gauche. Cette époque est aussi marquée par le déficit de crédibilité des canaux existants pour la circulation des demandes sociales qui ont perdu de leur efficacité et de leur légitimité. Les gauches de gouvernement se sont peu à peu laissé séduire par l'économie de marché. Le monde politique est en crise et globalement discrédité. Les élections sont marquées par la politique de « consensus au centre » qui décrédibilise la démocratie représentative avec comme conséquence une augmentation de l'abstention dans les pays où le vote n'est pas obligatoire et de la contestation d'un système qui prive la société d'un débat agoniste au cours duquel on pourrait choisir entre des alternatives politiques et sociétales.

En Equateur, la période des années 1990 et début des années 2000 est marquée par une multiplication de crises et d'incertitudes politiques qui ont abouti à de grandes mobilisations sociales symbolisées par l'émergence du mouvement indigène. Les conséquences de ces mobilisations et des différents soulèvements indigènes ont été la destitution de trois Présidents de la République en huit ans : Abdalá Bucaram en 1997, Jamil Mahuad en 2000 et Lucio Gutiérrez en 2005. Ces mobilisations ont eu d'autres conséquences d'ordre politique : l'arrivée d'*outsiders* politiques comme Lucio Gutiérrez

---

<sup>532</sup> Laclau, Ernesto, 2008, *La raison populiste*, Paris, Seuil.

ou Rafael Correa, l'incorporation, dans l'agenda politique, ou le positionnement, dans le débat public, de nouvelles revendications comme la reconnaissance des droits indigènes, la plurinationalité, la nationalisation des ressources naturelles, la défense de la souveraineté nationale (principalement contre le dollar et contre la base militaire américaine de Manta sur la Côte Pacifique), et aussi la rénovation du système de partis. Les vieux discours politiques qui avaient conféré une certaine identité ont été fragilisés et remis en question, ouvrant une brèche pour l'apparition de nouveaux objets discursifs qui ont amené une nouvelle identification politique. C'est ce que Laclau appelle la « dislocation » c'est-à-dire une expérience qui, en plus de visibiliser les imprévus des relations sociales et des identités, ouvre un nouveau champ des possibles.<sup>533</sup>

Le symbole de cette époque est le cri des manifestations : « ¡Que se vayan todos ! » (« Qu'ils s'en aillent tous ! »). Le dégoût de la politique et des politiciens qui la pratiquent était centrale dans les mobilisations sociales. La corruption et l'absence de canaux institutionnels de résolution des conflits ont eu pour conséquence une radicalisation de la société qui s'est exprimée dans le rejet de la *partidocracia*, c'est-à-dire le rejet du système de partis politiques. Le futur discours de Correa va créer la frontière entre deux camps antagonistes : d'un côté le peuple qui, comme nous le verrons, va articuler les demandes hétérogènes, et d'un autre les élites regroupées au sein de la *partidocracia*. C'est ainsi que cette période de crise a permis l'apparition d'un outsider, Rafael Correa, qui a réussi à capitaliser cette rupture populiste autour de son projet politique.

La notion d'*outsider*, qui caractérise Correa, peut désigner « un candidat avec une trajectoire politique minimale ou inexistante qui construit sa plate-forme électorale *par opposition* à l'ordre établi, mais sans nécessairement offrir une alternative idéologique concrète ou sans compter avec l'appui d'un parti politique établi »<sup>534</sup>. Cette définition s'applique parfaitement à Correa dont le parcours politique ne se résumait qu'à une courte expérience de trois mois comme ministre de l'Economie du Gouvernement Palacio, d'avril à juin 2005. Ses activités publiques se limitaient à sa présence dans les médias, en tant qu'invité pour réaliser des analyses et commenter la situation

---

<sup>533</sup> Laclau, Ernesto, 1993, *Nuevas reflexiones sobre la revolución de nuestro tiempo*, Buenos Aires, Nueva Visión, p. 58-59.

<sup>534</sup> Mejía Acosta, Andrés, Machado Puertas, Juan Carlos, 2008, « Las democracias asfixiadas en los Andes Altos : elecciones e inestabilidad en Bolivia, Ecuador y Perú », in Alcántara Sáez, Manuel, García Díez, Fátima (coord.), *Elecciones y política en América Latina*, México, Instituto Electoral del Estado de México, Sociedad Mexicana de Estudios Electorales, p. 190-191

économique du pays, et comme professeur dans une université de Quito. Il se présente comme un « humaniste de gauche chrétienne ».

En même temps que sa candidature aux élections présidentielles de 2006, il a choisi une option risquée puisqu'AP n'a pas présenté de candidats pour les élections législatives qui avaient lieu le même jour. Le politologue Simón Pachano pense que le fait de ne pas présenter de candidat aux élections législatives n'était pas une stratégie mais une décision pragmatique marquée par une difficulté : « Rafael Correa n'a pas présenté de candidats pour les législatives par la difficulté pour les structurer et non par simple calcul. Si c'est ainsi, cela renforcerait la condition d'outsider du gagnant et ce serait une preuve de plus du caractère flexible et lâche du système politique équatorien. »<sup>535</sup> Cette décision a préfiguré la position politique que va tenir Rafael Correa, c'est-à-dire une stratégie de changement politique radicale. Il allait ainsi à la rencontre d'un électorat profondément hostile aux partis politiques.

De plus, selon Franklin Ramirez, cela « définissait un trait structurel du projet politique correïste : *son caractère marqué anti-systémique* »<sup>536</sup>. Cette position politique est très importante pour comprendre les discours de Correa mais aussi la formidable popularité qu'il a pu avoir depuis son arrivée au pouvoir. Il ne suffit pas d'avoir un discours anti-parti puisque l'analyse du premier tour des élections présidentielles de 2006 montre que les quatre premiers étaient des personnages ne provenant pas des partis politiques traditionnels. La différence entre Rafael Correa et les trois autres candidats est qu'il développe ce discours anti-systémique avec de grands espoirs de changements. Son discours anti-parti s'articule avec un discours anti-néolibéral et nationaliste ainsi que la proposition d'un processus constituant.

S'il a commencé comme un outsider, Rafael Correa est rapidement devenu un leader pour lequel les secteurs populaires de la société équatorienne auront beaucoup d'affection. Il s'est présenté comme une personne ayant des origines populaires et qui a réussi à monter sur l'échelle sociale grâce à ses efforts et à la méritocratie qui va être un argument important lors de son gouvernement. C'est ainsi que Carlos de la Torre

---

<sup>535</sup> Pachano, Simón, 2008, « Renovación, agonía y muerte del sistema de partidos de Ecuador », in Alcántara Sáez, Manuel, García Díez, Fátima (coord.), *Elecciones y política en América Latina*, México, Instituto Electoral del Estado de México, Sociedad Mexicana de Estudios Electorales, p. 151.

<sup>536</sup> Ramirez Gallegos, Franklin, 2008, « Voto crucial en Ecuador. Las antinomias de la revolución ciudadana », *Le Monde diplomatique (édition chilienne)*, septembre.

l'analyse comme une manière de se présenter comme le plus à même à affronter l'oligarchie et comme l'incarnation de la patrie.<sup>537</sup>

La question du leader charismatique et la construction du sujet collectif d'émancipation sont problématiques au sein du populisme : comment passer de la figure centrale du leader à une construction plus collective et démocratique du mouvement populiste ? Certes le leader d'un moment populiste ne représente pas le peuple mais c'est une identification pour ce peuple, rôle que remplit un signifiant vide dans le sens où il se vide de sa particularité pour représenter l'ensemble des demandes. Même si Laclau nous dit que le leader devrait considérer les personnes qu'il représente comme des « *primus inter pares* »<sup>538</sup> ce qui, pour lui, signifie que ce type de leadership devrait être plus démocratique, il n'en reste pas moins que ce leader est un être humain et qu'il pourrait se passer aussi bien d'une organisation politique que d'autres institutions car son lien avec le peuple est direct et lui permet de pouvoir supprimer tout intermédiaire.

Pour Guy Hermet, les populistes sont « les dirigeants, plébiscités qui se présentent comme des fabricants de miracles et, en cas d'échec prévisible, [désignent] les boucs émissaires nationaux ou étrangers à qui on en impute la responsabilité [...] [ce qui] équivaut inévitablement à frustrer les masses misérables des jeunes démocraties. »<sup>539</sup> Il existe des craintes « sur le danger que représenteraient *pour le peuple* des prétentions à le défendre venues d'intellectuels ou d'hommes politiques ne faisant que projeter sur lui leurs propres aspirations et leurs propres intérêts »<sup>540</sup>. Il faut donc voir quels sont les contre-pouvoirs (pas seulement institutionnels) auxquels se confronte le leader au sein de la société. Mais aussi comment le leadership et les affects qui sont des caractéristiques du populisme influent sur les institutions et leur construction. Toutefois, cette question d'une possible dérive autoritaire du leader est importante et n'est pas simple à résoudre comme le démontrent les différentes expériences populistes en Amérique latine.

En ce qui concerne la Révolution Citoyenne, au fur et à mesure que le processus politique avançait, la figure de Correa prenait de plus en plus d'importance et a joué un rôle clé avec une omniprésence du leader : dans la conduction politique, dans la gestion étatique, dans les médias, au sein du mouvement politique *Alianza PAIS* ou au niveau

---

<sup>537</sup> De la Torre, Carlos, 2013, « El tecnopulismo de Rafael Correa: ¿es compatible el carisma con la tecnocracia? », *Latin American Research Review*, vol. 48, n° 1, p. 31.

<sup>538</sup> Laclau, Ernesto, 2008, *La raison populiste*, Paris, Seuil.

<sup>539</sup> Hermet, Guy, 1995, *Culture et démocratie*, Paris, Albin Michel, p. 37.

<sup>540</sup> Collovald, Annie, 2005, « Le populisme : de la valorisation à la stigmatisation du populaire », *Hermès*, n° 42, p. 157.



international. Son attitude de confrontation, même si elle a fini par laisser une partie de la population, a été importante, tout comme ses aptitudes académiques, pour se présenter comme une personne illustrée, travailleuse, sans compromis, sensible aux problèmes des plus démunis, qui connaît ses sujets et qui a parcouru le pays jusqu'aux lieux les plus isolés avec son programme du samedi, la *sabatina*, au cours duquel il informait de son travail de la semaine et il en profitait pour confronter des adversaires politiques, parfois de manière agressive, insultante et menaçante.

A partir de 2013 et sa large victoire aux élections présidentielles (57% au premier tour) et législatives (avec 100 des 137 députés), en l'absence de contre-pouvoirs politiques forts, ses traits les plus autoritaires l'ont converti en un leader refusant la moindre critique et faisant de la politique depuis une position moraliste le plaçant dans le camp du bien. Samuele Mazzolini émet l'hypothèse que « nous avons vu comment le populisme corréiste s'est éloigné de la tradition libéral-républicaine comme de celle des mouvements de base, pour s'associer à celle du caudillisme »<sup>541</sup>. Un exemple de cette dérive est le glissement petit à petit, à partir de 2015 et surtout de 2017, de l'appellation Révolution Citoyenne vers celle de corréisme pour dénommer les gouvernements successifs de Correa. En d'autres termes, on est passé d'un processus politique collectif et de démocratisation vers une expérience politique centrée autour de la figure du leader. Correa s'est peu à peu présenté comme un leader infaillible, comme un arbitre entre les différentes factions de son gouvernement et de la société et le moindre questionnement de ses décisions ou politiques pouvait être interprété comme une trahison ou un manque de loyauté.

### *B) La construction d'un peuple*

La construction d'un peuple ne peut pas se faire sans un retour du politique dans un contexte où celui-ci était délégitimé. Il s'agit ainsi de prôner un retour du politique qui ne nie pas le conflit mais qui, au contraire, reconnaisse les différents conflits qui existent au sein de la société afin de les résoudre de manière agoniste. Ceci implique une transformation radicale des institutions démocratiques actuelles et donc un

---

<sup>541</sup> Mazzolini, Samuele, 2017, « Revolución Ciudadana y populismo de Laclau: una problematización », in Le Quang, Matthieu, *La Revolución ciudadana en escala de grises. Avances, continuidades y dilemas*, Quito, IAEN, p. 43.

« engagement critique agoniste dans les institutions »<sup>542</sup>. En cela, Mouffe s’oppose au modèle promu par les post-modernes et débat avec Toni Negri et Michael Hardt qui soutiennent la désertion des institutions. Pour Mouffe, ce qui est en jeu n’est pas l’extinction de l’Etat ou des diverses institutions mais plutôt « provoquer une profonde transformation de ces institutions à travers une combinaison de luttes parlementaires et extra-parlementaires, dans le but de les convertir en un véhicule pour l’expression de la diversité des demandes démocratiques »<sup>543</sup>. L’Etat peut se convertir en une forme de médiation du peuple.<sup>544</sup>

Ici, le sens à donner au politique est fondamental. Dans ses écrits, Chantal Mouffe différencie la politique du politique : « Je conçois “le politique” comme la dimension d’antagonisme que je considère constitutive des sociétés humaines, alors que j’entends “la politique” comme l’ensemble des pratiques et institutions à travers lesquels se crée un ordre déterminé, organisant la coexistence humaine dans le contexte de la conflictualité dérivées du politique »<sup>545</sup>. Elle confronte sa définition du politique avec Carl Schmitt qui, de son côté, comprend le politique « seulement dans le contexte du groupe ami/ennemi, au-delà des aspects que cette possibilité implique pour la moralité, l’esthétique et l’économie »<sup>546</sup>. Si les deux partagent l’idée selon laquelle le politique est un champ conflictuel qui dessine une frontière entre eux et nous, ils ne considèrent pas l’opposant de la même manière : Schmitt le voit comme un ennemi qu’il faut éliminer alors que Mouffe le définit comme un adversaire, ce qui lui permet d’affirmer que la démocratie doit convertir l’antagonisme en agonisme.

Son agonisme établit « une relation nous/eux dans laquelle les parties en conflit, même si elles admettent qu’il n’existe pas de solution rationnelle à leur conflit, reconnaissent toutefois la légitimité de leurs opposants »<sup>547</sup>. Les adversaires en conflit reconnaissent ainsi la légitimité des demandes de son opposant. C’est seulement ainsi que peuvent s’ouvrir des canaux politiques, institutionnels ou non, qui soient reconnus comme légitimes par les parties en conflit. Mais avant d’ouvrir des canaux politiques légitimes, les parties en conflit doivent se reconnaître comme légitimes et ainsi pouvoir accepter une série de règles qui réguleront le conflit. Dans une société démocratique, il peut

---

<sup>542</sup> Mouffe, Chantal, 2014, *Agonística. Pensar el mundo políticamente*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, p. 85.

<sup>543</sup> *Ibidem*.

<sup>544</sup> Coronel, Valeria, Cadahia, Luciana, 2018, « Populismo republicano: más allá de “Estado versus pueblo” », *Nueva Sociedad*, n° 273, janvier-février, p. 75.

<sup>545</sup> Chantal Mouffe, 2011, *En torno a lo político*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, p. 16.

<sup>546</sup> Schmitt, Carl, 1976, *The Concept of the Political*, New Brunswick, Rutgers University Press, p. 35.

<sup>547</sup> Chantal Mouffe, 2011, *En torno a lo político*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, p. 27.

exister divers intérêts et demandes. Ceux-ci peuvent être en conflit et la recherche d'un consensus peut être impossible. Mais les parties doivent les considérer comme légitimes. Selon Mouffe, s'il n'existe pas de canaux institutionnels à travers lesquels les antagonismes puissent s'exprimer de manière agoniste, il est très probable que ces antagonismes finissent par s'exprimer de manière violente.

Lors de la première période de la Révolution Citoyenne, la frontière nous/eux a clairement été tracée entre les anti-néolibéraux et les néo-libéraux, entre le peuple et la *partidocracia*. Toutefois, cette division s'est brouillée quand une partie de la gauche est passée dans l'opposition à partir de 2009 (nous y reviendrons plus tard). Le champ politique équatorien est peu à peu tombé dans la moralisation de la politique, dans le sens où « le politique s'exprime dans un registre moral » dans lequel « le nous/eux, au lieu d'être défini à travers des catégories politiques, s'établit dorénavant en termes moraux. Au lieu d'une lutte entre "gauche et droite", nous sommes confrontés à une lutte entre "bien et mal" »<sup>548</sup>. Cette frontière s'est peu à peu construite entre corréistes et anti-corréistes qui reprend la division entre le bien et le mal. De plus, à partir de 2013, le président Correa a tracé une autre frontière entre « ceux qui ont ou disent la vérité » (son gouvernement) face à « ceux qui mentent » (les médias et l'opposition en général). Donc l'opposant n'est plus vu comme un adversaire mais comme un ennemi. Les conflits ne peuvent plus se régler de manière agoniste.

Nous avons vu que le populisme est une stratégie de prise du pouvoir. Il ne peut pas être pensé en-dehors du pouvoir. Pour cela, la construction d'une frontière entre deux camps antagonistes n'est pas suffisante. Il faut aussi construire un peuple.<sup>549</sup> Selon Jacques Rancière, « Le peuple, ce n'est pas la masse de la population ; le peuple est une construction. Il n'existe pas, il est bâti par des discours et des actes. [...] Mais qui dit construction dit qu'il peut y avoir plusieurs constructions du peuple. »<sup>550</sup> C'est là qu'intervient la politique. Contrairement à ce qu'affirme Guy Hermet dans son livre sur les populismes dans le monde<sup>551</sup>, le populisme n'est pas anti-politique mais bien une forme politique qui consiste à replacer le « peuple » au centre des préoccupations

---

<sup>548</sup> *Ibidem*, p. 12-13.

<sup>549</sup> Badiou, Alain *et al.*, 2013, *Qu'est-ce qu'un peuple ?*, Paris, La Fabrique ; Bras, Gérard, 2018, *Les voies du peuples. Eléments d'une histoire conceptuelle*, Paris, Editions Amsterdam ; Errejón, Iñigo, Mouffe, Chantal, 2015, *Construir pueblo. Hegemonía y radicalización de la democracia*, Barcelone, Icaria.

<sup>550</sup> « Jacques Rancière : "Le peuple est une construction" », Ballast, 4 mai 2017, <http://www.revue-ballast.fr/jacques-ranciere-peuple-construction/> (consultée le 5 juillet 2017)

<sup>551</sup> Hermet, Guy, 2001, *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique. XIXe-XXe siècle*, Paris, Fayard.

politiques. Et selon Rancière, « pour qu'il y ait politique, il faut qu'il y ait quelque chose qui s'appelle le peuple : il doit, en même temps, être l'objet sur quoi porte l'activité politique et le sujet de ladite activité. »<sup>552</sup> La construction d'un peuple se fait à travers l'écoute de ses revendications qui vont être hétérogènes. Il s'agit donc d'une construction commune à partir d'une certaine pédagogie. Le peuple du populisme ne se ferme jamais car il est anti-essentialiste, il peut être redéfini selon les périodes et les contextes.

Cette stratégie de prise de pouvoir est aussi un moyen pour la gauche de repenser sa relation avec le peuple. Le populisme nous aide donc à retisser les liens perdus entre le peuple et la gauche, que ce soit en Europe ou en Amérique latine. Il ne s'agit pas de dire que l'on représente le peuple et qu'on parle pour le peuple pour que ce soit vrai ou pour gagner des élections. Le problème de la gauche est qu'elle a perdu le lien avec le peuple, voire, dans certains cas, qu'elle le méprise. C'est ainsi qu'elle a abandonné l'usage électoral du peuple à l'extrême droite.<sup>553</sup>

Alors qu'il se demande pourquoi garder ce concept bien que son histoire conceptuelle l'invalide et qu'il est présenté comme un mépris du peuple, Federico Tarragoni nous répond que : « le populisme désigne un type de lien politique, voire une politique spécifique : l'histoire qui le parcourt est celle d'un progressisme, d'un volontarisme démocratique, d'une revendication plébéienne. »<sup>554</sup> Le populisme se situe dans la tradition d'un progressisme de gauche qui a pour objectif de « faire un peuple »<sup>555</sup> contre les abus des élites. Au lieu de construire, comme le populisme de droite, un peuple qui se définit en opposition à l'autre, qu'il soit étranger ou ayant une identité ethnique différente, l'appel au peuple des populismes de gauche se fait à partir de la participation et du conflit politiques : « la coprésence d'un appel au peuple, d'une forte dimension conflictuelle et d'une volonté de participation démocratique nous amène donc à conserver la catégorie de populisme »<sup>556</sup>.

La construction de ce peuple apporte d'autres questions stratégiques. Par exemple, comment faire de la politique dans des sociétés qui ont une vision négative de celle-ci (comme c'est le cas en Equateur) ? Selon certains analystes et défenseurs du populisme,

---

<sup>552</sup> « Jacques Rancière : “Le peuple est une construction” », Ballast, 4 mai 2017, <http://www.revue-ballast.fr/jacques-ranciere-peuple-construction/> (consultée le 5 juillet 2017)

<sup>553</sup> Collovald, Annie, 2005, « Le populisme : de la valorisation à la stigmatisation du populaire », *Hermès*, n° 42, p. 154-160.

<sup>554</sup> Tarragoni, Federico, 2013, « La science du populisme au crible de la critique sociologique : archéologie d'un mépris savant du peuple », *Actuel Marx*, n° 54, p. 68.

<sup>555</sup> *Ibidem*.

<sup>556</sup> *Ibidem*, p. 69.

l'échelle droite/gauche ne serait plus une distinction utile pour analyser les différences politiques dans notre société.<sup>557</sup> En France, durant la campagne électorale de 2017, Mélenchon a abandonné le référent « gauche » pour lui substituer celui de « peuple » (même s'il n'a pas tourné le dos à la gauche). En Espagne, Podemos a délaissé le clivage gauche/droite pour celui de peuple/caste, alors que ses dirigeants, à commencer par Pablo Iglesias, se situent clairement à gauche et leurs références intellectuelles, de Marx à Gramsci, sont des penseurs de gauche. On touche ici à l'une des limites du populisme : en cherchant à être le plus transversal possible et, ainsi, à attirer des secteurs de la population qui ne se reconnaissent pas dans la distinction droite/gauche, une des caractéristiques du populisme va être une certaine ambiguïté idéologique qui est certes performative mais qui va aussi déboucher sur des tensions et des interrogations. C'est aussi en partie pour cela que le populisme est accusé de manipuler les masses. C'est notamment le cas de Pierre Gilhodes qui, même s'il admet que les populismes facilitent l'intégration de larges secteurs de la population à ces processus politiques, principalement les plus marginalisés, affirme que les manipulés sont plus nombreux que les décideurs.<sup>558</sup>

Une des nouvelles frontières proposées aujourd'hui est celle entre « nationalistes » et « libéraux », notamment pour essayer de différencier un « populisme de droite » et un « populisme de gauche ». Mais Razmig Keucheyan<sup>559</sup> affirme que cette polarité ne remplacera pas celle entre droite et gauche. Au contraire, elle va s'intégrer dans cette dispute politique classique. Toutefois, il soutient qu'« il faut aller chercher les gens là où ils sont – même si ce “là où ils sont” peut être confus et ne correspond d'emblée pas à nos analyses. Travailler au sein de cet espace “populiste” et y ajouter progressivement un discours “lutte des classes” est nécessaire. »<sup>560</sup> La vision classiste de la société est un peu laissée de côté chez Laclau et Mouffe. Toutefois, celle-ci est encore fondamentale aujourd'hui lorsqu'on veut comprendre les inégalités. Mais la bataille politique doit aussi se livrer au sein des espaces de la vie quotidienne des gens et pas seulement dans les espaces traditionnels de politisation (parti, usine, association, mouvement social, etc.). La vie quotidienne est un champ de forces et le rapport de force idéologique se

---

<sup>557</sup> Errejón, Iñigo, Mouffe, Chantal, 2015, *Hegemonía y radicalización de la democracia*, Barcelone, Icaria.

<sup>558</sup> Gilhodes, Pierre, 2006, « El populismo en su contexto », *Visages d'Amérique Latine*, n° 3, juin, p. 30.

<sup>559</sup> Schuster, Mariano, 2017, « ¿Murió la vieja Francia? Entrevista con Razmig Keucheyan », *Nueva Sociedad*, avril, <http://nuso.org/articulo/murio-la-vieja-francia/>

<sup>560</sup> Keucheyan, Razmig, 2016, « C'est à partir du sens commun qu'on fait de la politique », *Ballast*, 17 février, <http://www.revue-ballast.fr/razmig-keucheyan/> (consultée le 5 juillet 2017).

gagne en décortiquant le sens commun de la vie quotidienne. Il n'y a pas de sens *ex nihilo*.

La construction du peuple de la Révolution Citoyenne s'est faite à partir de la reconnaissance et du regroupement de diverses demandes populaires hétérogènes qui se sont construites face à un pouvoir politique et économique désigné comme adversaire. Il y a eu un travail d'articulation de ces revendications hétérogènes telles que la fin de la base de Manta, la reconnaissance des droits des peuples indigènes, la destruction de l'environnement à cause de l'exploitation financière, la remise en cause du traité de libre-échange avec les Etats-Unis, le refus de l'externalisation et la précarisation du travail, les demandes d'annulation de la dette externe ou le rejet d'une classe politique corrompue.

L'articulation de ces demandes s'est faite à travers une chaîne d'équivalence<sup>561</sup> c'est-à-dire qu'elles ont gagné en homogénéité en s'unissant dans un discours avec lequel chaque demande implique nécessairement l'autre. L'objectif est de créer un ou des dénominateur(s) commun(s) entre ces demandes démocratiques qui, dans nos sociétés, ne sont pas seulement économiques et sociales mais aussi féministes, identitaires, écologistes, anti-racistes, etc. La chaîne d'équivalences est une union entre ces différents mouvements qui permet une articulation des différentes demandes. Cette articulation peut se faire à travers un ou des signifiant(s) vide(s). Ce concept est défini par Laclau, depuis la performance discursive, comme un signifiant sans signification. Selon lui, le meilleur exemple d'un signifiant vide est le péronisme en Argentine dont le contenu se remplit selon qui l'utilise, selon les demandes qu'il détecte dans la masse, d'où la multiplicité de péronismes présents dans la politique argentine de Ménem à Kirchner.

C'est ici que doit intervenir l'idéologie. Laclau et Mouffe insiste sur le fait que le populisme est autant une stratégie politique afin de prendre le pouvoir par les élections qu'une manière de gouvernement afin de radicaliser la démocratie. Cependant lorsqu'il faut donner un contenu politique à un signifiant vide, par exemple le « peuple », les idéologies politiques doivent intervenir. Ce n'est pas la même chose de tracer une frontière eux/nous selon des critères identitaires raciaux (extrême droite) ou selon des critères d'égalité et de justice sociale (gauche).

---

<sup>561</sup> Laclau, Ernesto, 2008, *La raison populiste*, Paris, Seuil.

L'enjeu est d'adosser la stratégie populiste à un imaginaire collectif et cet imaginaire collectif était le Bien Vivre, concept central du nouveau pacte social qu'est la Constitution de 2008. Le Bien Vivre « a été un signifiant vide capable de symboliser la chaîne d'équivalence sur un plan élevé puisqu'il n'a jamais réussi à remplir ce rôle représentatif pour un public large »<sup>562</sup>. En effet, celui-ci a dû se confronter à un autre signifiant vide qui n'a pas pris la forme d'une demande mais d'un leader politique, en la personne de Rafael Correa. De plus, le Bien Vivre, au fur et à mesure des débats qu'il a générés, est devenu un signifiant flottant en tant que concept avec des tensions politiques.

Selon Ernesto Laclau, « le caractère vide des signifiants qui donnent son unité ou sa cohérence à un camp populaire n'est pas le résultat d'un quelconque sous-développement idéologique ou politique ; il exprime simplement le fait que toute unification populiste prend place sur un terrain social radicalement hétérogène. [...] Les symboles populaires sont, sans aucun doute, l'expression des demandes démocratiques qu'ils rassemblent ; mais le moyen d'expression ne peut être réduit à ce qu'il exprime : ce n'est pas un médium transparent. »<sup>563</sup> Le Bien Vivre est devenu le signifiant vide qui symbolisait la chaîne d'équivalence<sup>564</sup> et qu'il a fallu construire théoriquement après son inclusion dans la Constitution.

Le Bien Vivre a réussi à résumer les différentes inquiétudes exprimées au sein de la société. Selon Samuele Mazzolini, « il y a eu une contamination et une synthèse entre les différents imaginaires et langages, avec le sauvetage d'un terme peut-être secondaire dans la tradition indigène, mais qui véhiculait très bien la somme des revendications populaires et l'horizon d'une nouvelle société à construire. »<sup>565</sup> Le Bien Vivre a ainsi pu associer des demandes sociales qui ne trouvaient pas de réponse dans le système politique existant et qui n'était pas nécessairement articulées à un horizon politique utopique, ni à des idéaux indigènes.

Analyser le Bien Vivre comme une chaîne d'équivalence c'est montrer que ce concept renferme des demandes populaires hétérogènes dont l'unité a pu se réaliser grâce à un travail politique d'articulation de répertoires propres au mouvement indigène et de

---

<sup>562</sup> Mazzolini, Samuele, 2017, « Revolución Ciudadana y populismo de Laclau: una problematización », in Le Quang, Matthieu, *La Revolución ciudadana en escala de grises. Avances, continuidades y dilemas*, Quito, IAEN, p. 32.

<sup>563</sup> Laclau, Ernesto, 2008, *La raison populiste*, Paris, Seuil, p. 120.

<sup>564</sup> Mazzolini, Samuele, 2012, « El Buen Vivir como simbolización de una cadena de equivalencias », *Debates y combates*, n° 4, p. 91-114.

<sup>565</sup> *Ibidem*, p. 108.

demandes sociales nationales-populaires. Ce concept renferme en son sein les tensions qui ont existé, comme nous allons l'étudier plus tard, à l'intérieur de la Révolution Citoyenne entre redistribution sociale et revendications écologistes dans un pays extractiviste qui a besoin de créer de la richesse pour la redistribution et octroyer de nouveaux droits sociaux. C'est cette tension qu'a développée le courant « éco-marxiste et étatiste » mais que n'ont pas accepté les deux autres courants, surtout l'« écologiste et post-développementiste ».

Pour illustrer cela, nous pouvons nous appuyer sur un texte d'Ana Patricia Cubillo-Guevara qui s'est rapprochée d'une vision « indigéniste et culturaliste » du Bien Vivre. Elle observe que la signification du Bien Vivre, telle qu'elle a été construite depuis le gouvernement de la Révolution Citoyenne, a été vidée de son « contenu essentialiste indigène » pour lui donner un « nouveau contenu post-néolibéral », d'où le fait qu'elle le qualifie d'« usurpation pragmatique du bien vivre comme un concept omnibus de développement post-néolibéral »<sup>566</sup>. L'usurpation, selon elle, est due à l'incertitude de la Révolution Citoyenne quant à sa vision du modèle de développement qu'elle voulait mettre en place, d'où l'emploi des mots de développement humain, de révolution citoyenne et de Bien Vivre, qui aboutira à l'adaptation de ce dernier concept pour qu'il soit compatible avec les deux autres concepts. Cela allait à l'encontre du Bien Vivre comme alternative au développement porté par les secteurs indigènes et écologistes, comme nous l'avons analysé dans le chapitre 2. Toutefois, les différents textes sur cette idée politique, notamment dans les discours du courant « indigéniste et culturaliste », utilisent des mots, très semblables à ceux utilisés par le développement, qui lui permettent d'avoir l'adhésion de beaucoup de monde : harmonie, vie saine, épanouissement, démocratie, auto-détermination des peuples, etc.

L'ambiguïté idéologique qui caractérise le populisme, si elle peut être performative pour pouvoir agglutiner le plus de secteurs possibles, est aussi source de tensions. Durant la période constitutionnelle (2007-2008), la Révolution Citoyenne a réussi à maintenir unifiés les différents collectifs de gauche et le bloc anti-néolibéral, ce qui a permis d'intégrer un grand nombre de revendications historiques dans la Constitution ainsi que son approbation par les deux tiers de la population en 2008. Toutefois, comme nous le verrons plus en détail plus tard, ces tensions ont abouti à des ruptures avec certaines organisations sociales comme le mouvement indigène car la Révolution Citoyenne n'a

---

<sup>566</sup> Cubillo-Guevara, Ana Patricia, 2016, « Genealogía inmediata de los discursos del buen vivir en Ecuador (1992-2016) », *América Latina Hoy*, n° 74, p. 130.



pas su résoudre le dilemme entre universalisme des politiques publiques et reconnaissance des particularismes (identitaires, corporatismes, etc.) et celui entre redistribution socio-économique et protection de l'environnement. En d'autres termes, si la Révolution Citoyenne a pu répondre aux demandes socio-économiques de la chaîne d'équivalence qui lui a permis de sortir des millions de personnes de la pauvreté et qu'un pourcentage important des secteurs populaires aient pu avoir accès à des biens de consommation, la pression sur l'environnement, conséquence du modèle d'accumulation extractiviste, s'est renforcé pour assurer cette redistribution économique. Les tensions autour des demandes environnementalistes et de reconnaissance identitaire à travers l'instauration d'un Etat plurinational ont été les sources de conflit avec des mouvements de gauche comme la CONAIE et Pachakutik ainsi que certaines organisations syndicales.

La Révolution Citoyenne, surtout à ses débuts, a construit un peuple qui visait à donner une voix politique à celles et ceux qui n'en avaient pas, aux classes populaires, aux indigènes, aux afro-équatoriens, aux pauvres, aux travailleurs précaires, aux classes moyennes, etc. C'est-à-dire, avec l'appel au peuple, elle a cherché « à donner position, autorité et dignité à des groupes sociaux exclus de toute représentation politique et, avec eux, à faire entendre les causes sociales et politiques qu'ils défendaient et desquelles se désintéressaient ceux qui monopolisaient les postes de pouvoir. »<sup>567</sup> Cet appel au peuple n'est pas resté seulement discursif mais s'est concrétisé aussi avec l'intégration de ces secteurs populaires au sein de l'Etat et comme cibles centrales des politiques publiques. Le peuple de la Révolution Citoyenne est un bloc multi-classes qui se reflétait aussi dans la votation<sup>568</sup>, avec une présence importante de classes moyennes et une forte participation des classes populaires. Le maintien de ce bloc inter-classes a été possible avec l'ampliation du marché interne, l'expansion économique et l'accès à la consommation de larges secteurs de la population. C'est ce que certains auteurs ont nommé le pacte de consommation<sup>569</sup> qui s'est fragilisé avec la crise économique qui a débuté fin 2014 et qui a entraîné des mobilisations de secteurs de la classe moyenne qui voyaient sa liberté de consommer se réduire. Nous reviendrons sur cela plus loin car la

---

<sup>567</sup> Collovald, Annie, 2005, « Le populisme : de la valorisation à la stigmatisation du populaire », *Hermès*, n° 42, p. 159.

<sup>568</sup> Voir Le Quang, Matthieu, 2013, « Elecciones presidenciales y tendencias políticas, 2009-2013 », *Revista Estado y Comunes*, n° 1, Premier Semestre, p. 17-35.

<sup>569</sup> Ortiz Crespo, Santiago, 2018, « Revolución Ciudadana en Ecuador. De lo nacional popular a lo nacional estatal », in Ouviaña, Hernán, Thwaites Rey, Mabel (Comp.), *Estados en disputa. Auge y fractura del Ciclo de Impugnación al Neoliberalismo en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, IEALC, Editorial El Colectivo, p. 234-261.

rupture de ce pacte de consommation a entraîné un changement dans la dynamique conflictuelle et aussi dans la réponse à ces conflits de la part de la Révolution Citoyenne.

Une autre question stratégique en ce qui concerne le populisme est celle posée par Valeria Coronel et Luciana Cadahia qui affirment qu'il est nécessaire de construire un cadre théorique « qui abandonne l'héritage par lequel le peuple est pensé comme l'autre de l'Etat et qui permet de penser une interpellation réciproque [...] avec la finalité de revisiter le rôle de l'Etat et les institutions en pensant l'émancipation et l'autodétermination populaire »<sup>570</sup>. Leur hypothèse est que le peuple doit construire une hégémonie en opposition à celle du bloc dominant pour transformer la forme de la nation ; donc si les élites veulent configurer la nation sous la forme de l'Etat-nation, le peuple devrait la construire à partir de la figure du national-populaire. Contrairement au socialisme qui voit l'Etat comme un instrument de la domination capitaliste, le populisme l'analyse comme un espace qui pourrait faciliter l'irruption plébéienne et un instrument de conquêtes populaires. Ainsi, « à partir de cette interprétation, l'irruption du populisme est pensée comme une recomposition de l'Etat (qui étatisé le populaire) »<sup>571</sup>.

La Révolution Citoyenne nous montre que la transformation de l'Etat peut évoluer d'une forme national-populaire à une autre national-étatique. C'est l'hypothèse défendue par Santiago Ortiz dans un de ses articles<sup>572</sup> : le caractère national-populaire de la période constitutionnelle a laissé place petit à petit à une logique national-étatique plus vertical avec un rôle de plus en plus important de l'Etat et de sa bureaucratie au sein du processus politique ainsi que du leadership de Rafael Correa, comme nous l'avons analysé avant. Les intellectuels de gauche qui étaient en première ligne au début de la Révolution Citoyenne (par exemple Alberto Acosta, Fander Falconi, René Ramírez) ont laissé la place à des technocrates tels que le Vice-président Jorge Glas.

De plus, le mouvement politique *Alianza PAIS* n'a pas aidé à démocratiser la participation politique et a été utilisé comme un instrument politique à mobiliser lors des processus électoraux et lors des convocations pour affronter les manifestations

---

<sup>570</sup> Coronel, Valeria, Cadahia, Luciana, 2018, « Populismo republicano: más allá de “Estado versus pueblo” », *Nueva Sociedad*, n° 273, janvier-février, p. 72.

<sup>571</sup> *Ibidem*, p. 74.

<sup>572</sup> Ortiz Crespo, Santiago, 2018, « Revolución Ciudadana en Ecuador. De lo nacional popular a lo nacional estatal », in Ouviaña, Hernán, Thwaites Rey, Mabel (Comp.), *Estados en disputa. Auge y fractura del Ciclo de Impugnación al Neoliberalismo en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, IEALC, Editorial El Colectivo, p. 234-261.

contre le gouvernement (appelées les « *contra-marchas* »), c'est-à-dire pour faire des démonstrations de force avec le slogan « *Somos más, muchísimo más* » (« Nous sommes plus, beaucoup plus »). Le problème du mouvement politique est qu'il a été construit depuis le pouvoir, avec une structuration semblable à celle du gouvernement et des dirigeants qui appartiennent au gouvernement ou à l'Assemblée nationale. Cette organisation ne mobilise que pour des questions de pouvoir ou électorales et n'a pas réussi à s'implanter durablement dans la société (à l'exception de certains groupes). La figure de Correa est centrale en son sein – il en a été le président pendant 10 ans, la vice-présidence étant occupée par les deux Vice-présidents de la période – et elle constitue son principal capital politique, même lors des élections locales.

Enfin, un des risques du populisme est la construction de la forme étatique à partir de l'irruption des masses populaires au sein de la politique. Et cette irruption peut se faire à travers la construction d'un « nous » basé sur un manque, une identité perdue qu'il faut récupérer : la frontière se trace alors entre ceux d'en bas et un autre extérieur ayant comme résultat un repli sur soi identitaire. Mais cette irruption peut prendre une autre forme, émancipatrice, avec comme objectif l'égalité entre ceux d'en bas, ce qui la connecte avec la démocratie.<sup>573</sup> Avec l'étude de cas du Dialogue national sur l'équité et la justice sociale, nous verrons que le populisme peut s'accorder avec des formes de démocraties en contact direct avec la population.

## 2. Politique et antagonisme durant la Révolution Citoyenne

Dès les débuts de la Révolution Citoyenne, ce processus politique a été conflictuel avec les institutions politiques mais aussi avec divers acteurs sociaux. S'il n'y a pas eu de grandes mobilisations, à l'exception de la Marche pour l'eau en 2012<sup>574</sup>, cela ne veut pas dire que, tout au long de la Révolution Citoyenne, la conflictualité socio-politique n'a pas été importante. Franklin Ramirez et Soledad Stoessel ont identifié « quatre lignes de conflit [qui] font référence à différents champs de dispute : *reconnaissance politique* ; *représentation* et *participation social* au sein de l'Etat ; *libertés*

---

<sup>573</sup> Cadahia, Luciana, 2017, « Populismo y democracia : una alternativa emancipadora », *Cuba Posible*, 23 mai, <https://cubaposible.com/populismo-y-democracia/>

<sup>574</sup> Voir Ortiz Crespo, Santiago, 2018, « Revolución Ciudadana en Ecuador. De lo nacional popular a lo nacional estatal », in Ouviaña, Hernán, Thwaites Rey, Mabel (Comp.), *Estados en disputa. Auge y fractura del Ciclo de Impugnación al Neoliberalismo en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, IEALC, Editorial El Colectivo, p. 234-261.

*individuelles* ; et orientation du *modèle de développement et bien vivre* »<sup>575</sup>. Ces conflits sont la conséquence du désaccord de divers acteurs socio-politiques avec les politiques du gouvernement : mouvement indigène ; syndicats d'enseignants, des travailleurs de la santé ou des fonctionnaires ; étudiants ; écologistes ; féministes ; mouvements LGBTI ; médias ; associations professionnelles de journalistes ; chambres de commerce et d'industrie ; groupes d'affaires ; forces armées ; etc.

Comme nous l'avons vu précédemment, la frontière eux/nous a évolué et la Révolution Citoyenne a construit un pacte de consommation interclasse qui s'est consolidé grâce à différentes politiques publiques, l'augmentation des prix des *commodities* et une meilleure perception des impôts – sans nécessairement augmenter ces impôts. Toutefois, la conjoncture 2014-2015 a mis à mal ce pacte de consommation à cause de la crise économique mondiale qui a eu des répercussions nationales comme nous le verrons par la suite. La décision d'élever les droits de douane sur certains produits de consommation et de créer deux types d'impôts, l'un sur les héritages et l'autre sur la plus-value, a rompu ce pacte de consommation et a entraîné un niveau de conflictualité sociale jamais vu depuis l'arrivée au pouvoir de Correa.

Ainsi, cette conjoncture est intéressante à analyser notamment le choix de la résolution de la crise par l'ouverture du Dialogue national sur l'équité et la justice sociale fin juin 2015. Nous avons qualifié cette période de « retour de la politique »<sup>576</sup> en Equateur. En effet, durant les huit années antérieures, la politique a été associée à une logique électorale ou s'est évaporée dans les espaces de gestion de la politique publique, sans fonctionner comme un espace de conflit et de débat. Ce qui ne veut pas dire qu'on se trouvait dans une période de post-politique et qu'il n'y a pas eu de conflits, mais ils ne se sont pas exprimés de la même façon qu'en 2015. Cette étude de cas peut donc nous aider à comprendre comment la Révolution Citoyenne a géré la conflictualité socio-politique durant toutes ces années à partir d'un moment de rupture et de fragmentation du pacte de consommation qu'elle avait construit. Elle représente aussi un cas d'étude intéressant pour montrer que populisme et démocratie ne sont pas nécessairement opposés, même dans une période où la Révolution Citoyenne et son leader montraient

---

<sup>575</sup> Ramírez Gallegos, Franklin, Stoessel, Soledad, 2015, « Postneoliberalismo, cambio y conflicto político en el Ecuador de la Revolución Ciudadana », in Argento, Melisa, Ciccone, Ana Laura (Comp.), *Pulsión de cambio. Movimiento latinoamericano en la construcción de proyectos contra-hegemónicos*, Rosario, Editorial Último Recurso, p. 151.

<sup>576</sup> Le Quang, Matthieu, 2016, « El retorno de la política en Ecuador en 2015: conflictividad socio-política y diálogo social », *e-l@tina. Revista electrónica de estudios latinoamericanos*, vol. 14, n° 56, juillet-septembre, p. 35-48.

des signes de repli sur soi et une moindre aptitude à la négociation et aux résolutions démocratiques des conflits.

Pour analyser cette étude de cas, comme nous l'avons vu dans l'introduction, nous nous appuyerons sur notre expérience personnelle de conseiller politique de la Senplades, institution chargée de coordonner ce dialogue national. Durant les trois mois qu'a réellement duré ce processus, nous avons tenu un journal de bord avec des notes de toutes les réunions auxquelles nous avons participé ainsi que les analyses que nous avons faites pour construire la méthodologie du Dialogue national et le sens politique à lui donner.

#### *A) Conflictualité socio-politique et contextualisation du Dialogue national*

- Caractérisation de la conflictualité socio-politique durant la Révolution Citoyenne

Dès son arrivée au pouvoir en 2007, la Révolution Citoyenne a marqué une rupture fondamentale dans la politique du pays à partir de la mise en œuvre d'un programme post-néolibéral et la mise en place d'un processus constituant qui aboutira à une nouvelle Constitution en 2008. Sa position forte face aux élites économiques et politiques a généré à la fois un soutien de la part d'amples secteurs de la population, mais aussi une opposition des groupes liés aux banques, les médias, les grands patrons, entre autres. Petit à petit, une partie de la gauche et certains mouvements sociaux sont passés dans l'opposition, ce qui a entraîné d'autres types de conflits en relation avec différentes interprétations de la Constitution, surtout autour du modèle de développement à suivre et à la place de ces organisations au sein de l'Etat.

Pourtant, ces tensions n'ont pas réussi à déboucher sur de grandes mobilisations et manifestations, surtout pour l'important soutien qu'avaient la Révolution Citoyenne et en particulier le président Correa. En effet, la croissance économique significative, l'augmentation de la perception des impôts, les prix élevés des matières premières, surtout le pétrole, ont permis à la Révolution Citoyenne l'élargissement des droits sociaux, l'amélioration des infrastructures productives (symbolisée par les routes), une importante baisse de la pauvreté, une certaine mobilité sociale qui a accru la classe moyenne, entre autres avancées qui ont transformé la société équatorienne.

On peut observer trois étapes distinctes avec différentes dynamiques socio-politiques et une évolution des acteurs en conflit. Lors de la première étape constitutionnelle et constituante, entre 2007 et 2009, la scène politique était divisée en deux camps. Il s'agit de l'époque où le slogan « tous contre la *partidocracia* et le néolibéralisme » a tracé une frontière politique antagonique entre le camp des anti-néolibéraux et anti-partis et l'ensemble de la classe politique (la *partidocracia*) qui a participé à la mise en œuvre du néolibéralisme durant les vingt années précédentes. Le principal objectif est alors l'approbation de la Constitution, ce qui s'est réalisé le 28 septembre 2008 par référendum.

A partir de 2009, on commence à observer l'apparition d'un troisième bloc : à la Révolution Citoyenne et à l'opposition de droite, s'ajoute une opposition de gauche, représentée par la CONAIE (et sa branche politique PK), le Mouvement Populaire Démocratique (MPD<sup>577</sup>), les organisations syndicales qui lui sont liées et des anciennes figures d'*Alianza PAIS* comme Alberto Acosta. Cette scission est principalement due à des désaccords liés à des conflits corporatistes, des conflits pour les ressources naturelles ou à la manière de faire de la politique de Correa que ces acteurs qualifient d'autoritaire.

Cette seconde étape est caractérisée par la transition post-constituante avec l'approbation des lois de la transition<sup>578</sup>, dont certaines ont généré de la conflictualité (eau, communication, loi sur le service public)<sup>579</sup>. Lors de cette période, les droits sociaux se sont étendus et une large gamme de politiques publiques a été mise en œuvre, répondant ainsi à des besoins sociaux urgents de la population. Mais, en même temps, les dynamiques collectives et les différentes formes de participation ont été ignorées. C'est ce qu'on pourrait caractériser comme un néo-développementisme sans politique ou ce que certains ont appelé une « révolution passive » c'est-à-dire un

---

<sup>577</sup> Le MPD était un parti avec une idéologie maoïste et qui exerçait une grande influence dans le mouvement étudiant, certains syndicats de travailleurs et au sein de L'Union nationale des éducateurs (UNE). Après de faibles résultats au cours des deux dernières élections nationales auxquelles ils ont participé (2013 et 2104), conformément au Code de la Démocratie, ce parti a disparu mais ses membres se sont regroupés au sein de l'Union populaire et ont réussi à obtenir le nombre de signatures nécessaire pour s'enregistrer de nouveau comme parti politique.

<sup>578</sup> Les lois de la transition correspondent aux 18 lois contenues dans la première disposition transitoire de la Constitution de 2008. Ces lois devaient être approuvées dans un délai maximum d'un an mais les dernières l'ont été en 2013 (communication et eau) et 2016 (culture).

<sup>579</sup> Pour une analyse plus approfondie des dynamiques parlementaires et de la conflictualité sociale autour des lois, voir Ramirez, Franklin, Le Quang, Matthieu, 2013, *Coaliciones parlamentarias y conflictividad social en el Ecuador (2009-2011)*, Quito, Asamblea Nacional ; Le Quang, Matthieu, 2016, « Dinámicas políticas en la Asamblea Nacional de Ecuador en el periodo 2013-2015 », *Revista Estado y Comunes*, n° 2, janvier, Quito, IAEN, p. 15-31.

processus de transformations imposé de manière verticale par l'Etat sans la participation de la société qui « met en évidence la tension entre processus de réformes modernisatrices et dynamiques de passivité ou subalternisation »<sup>580</sup>. A partir de ce moment, une série de conflits a commencé autour de l'interprétation de la Constitution et du modèle de développement à mettre en œuvre.

Cette seconde étape se termine avec les élections présidentielles et législatives de 2013, quand la Révolution Citoyenne expérimente une hégémonie électorale sans précédent depuis le retour à la démocratie : Rafael Correa est réélu au premier tour avec 57% des votes et *Alianza PAIS* obtient 70% des députés. Pendant la campagne électorale, il positionne comme priorité du nouveau mandat le changement de la matrice productive qui, en plus d'être un discours technocratique, ne se dirige pas vers les mêmes acteurs sociaux. On laisse de côté les forces progressistes et populaires et on interpelle plus la bourgeoisie nationale et les entrepreneurs. De même, le changement de figure à la vice-présidence (d'une figure plus sociale à une autre plus proche des secteurs stratégiques) est un signal d'un changement dans le rapport de force au sein même du gouvernement : les secteurs liés au productif et aux secteurs stratégiques (extractivisme, communication, électricité, etc.), dont les personnes clés appartiennent à la droite du gouvernement, commencent à gagner le rapport de force avec ceux liés au social, à l'éducation supérieure et au talent humain, secteurs dans les mains de la gauche du gouvernement. Cet éloignement des forces populaires a eu pour conséquence des résultats qui n'ont pas répondu aux attentes des dirigeants d'*Alianza PAIS* lors des élections locales de 2014, notamment avec la perte des principales grandes villes dont la capitale Quito. Ces résultats ont rompu la dynamique électorale de la Révolution Citoyenne et permis la réactivation des forces d'opposition au niveau local, ainsi que l'activisme de la rue, comme nous le verrons plus tard.

A cette conflictualité socio-politique, la réponse gouvernementale, dans la majorité des cas, a été la disqualification et la délégitimation de ces acteurs : « L'épuisement de la confrontation populiste découlait, dans une large mesure, de la centralité qu'a acquis dans le discours corréiste le mépris à ceux qui se trouvaient *de l'autre côté* de la frontière politique. »<sup>581</sup> Les demandes et mobilisations des acteurs socio-politiques

---

<sup>580</sup> Monodesi, Massimo, 2017, « Usos del concepto gramsciano de revolución pasiva en América Latina », *Revista Observatorio Latinoamericano y Caribeño*, n° 1, p. 53-54.

<sup>581</sup> Ramirez Gallegos, Franklin, 2018, "El 4 de febrero y la descorreización de Ecuador", *Nueva Sociedad*, janvier, <http://nuso.org/articulo/el-4-de-febrero-y-la-descorreizacion-de-ecuador-ramirez/> (consulté le 29 janvier 2018).

opposés à la Révolution Citoyenne sont considérés comme illégitimes, fermant les canaux de dialogue et de débat avec ces acteurs. Il a fallu attendre l'augmentation progressive de la conflictualité à partir de septembre 2014, mais aussi de la violence avec laquelle elle s'exprimait, pour que ces canaux se rouvrent avec la mise en place du dialogue national qui s'est inscrit dans un contexte politique tendu et particulier pour la Révolution Citoyenne.

- Le contexte politique de 2014-2015

La période post-électorale des élections locales de 2014 constitue un point d'inflexion pour la Révolution Citoyenne. Au niveau politique, pour la première fois en huit années, le gouvernement a dû céder l'initiative politique à l'opposition au milieu d'une conjoncture, marquée par le traitement des amendements constitutionnels<sup>582</sup>, qui va durer toute l'année 2015. L'action politique de la Révolution Citoyenne s'effectuait avec une attitude défensive et réactive, symbolisée, par exemple, par un certain retrait hégémonique sur ses propres espaces et secteurs. La méfiance envers les secteurs sociaux critiques du gouvernement a augmenté et a abouti à ce que le président Correa et le gouvernement ne se réunissent qu'avec les secteurs politiques et sociaux alliés.

A partir de fin 2014, la conjoncture économique est devenue défavorable pour le gouvernement à cause de l'appréciation du dollar et de la chute des prix du pétrole, faute d'une monnaie propre et d'un changement de matrice productrice. Il a ainsi pris certaines mesures pour affronter le problème du secteur extérieur de l'économie. En effet, un des effets de la dollarisation de l'économie est l'obligation d'avoir une balance des paiements équilibrée, c'est-à-dire un équilibre entre les sorties et les entrées de dollars. Une de ces mesures a été l'établissement de sauvegardes (droits de douanes) pour décourager certaines importations et donc la sortie du territoire des devises, et aussi pour protéger et encourager la production nationale. De plus, il a réduit le rythme de l'investissement public, par rapport aux huit années précédentes, et donc de la mise en œuvre de politiques publiques, ce qui représente un changement radical pour un

---

<sup>582</sup> Toute l'année 2015 a été marquée par les débats autour d'un paquet de 16 amendements constitutionnels à la charge de l'Assemblée nationale. Nous n'allons pas les analyser ici mais une des mesures importantes qui a réussi à articuler l'ensemble de l'opposition était celle relative à ce qui a été mal-nommé la « réélection indéfinie », c'est-à-dire la possibilité pour n'importe quelle autorité élue de pouvoir postuler de nouveau au même poste sans limite de mandat (ce qui aurait dû s'appeler « postulation indéfinie » mais la presse a repris le terme de l'opposition qui s'est imposé dans le débat public, accusant Correa de vouloir se convertir en dictateur).



gouvernement reconnu pour les nombreuses réussites de ses politiques publiques. La situation économique et les mesures prises par le gouvernement ont eu des conséquences sur l'humeur générale de la population et aussi au niveau politique.

Du côté de l'opposition de droite, les élections de 2014 ont marqué une réactivation et un repositionnement au milieu d'une querelle de *leadership* autour de deux pôles. Le premier était constitué depuis la sphère locale autour de l'axe formé par le maire de Quito, Mauricio Rodas, et celui de Guayaquil, Jaime Nebot. Ils ont utilisé leur poste d'élus locaux des deux principales villes pour exercer leur opposition au niveau institutionnel, dans un premier temps à partir du thème des transferts de compétences de décentralisation (prévues par la Constitution) et la volonté de ne pas assumer le coût politique d'une possible hausse des prix des tickets de bus. Cette opposition depuis le local était une des conséquences des résultats des élections locales de 2014 – lors desquelles la majorité des principales grandes villes ont été gagnées par l'opposition – et avait comme principal objectif la formation d'une unité politique en vue des élections présidentielles et législatives de 2017.

Le second pôle s'est créé depuis l'activisme autour du banquier et ex-candidat aux élections présidentielles de 2013, Guillermo Lasso, avec la formation d'un front large dénommé « Compromis Equateur », avec la présence d'une constellation de figures politiques provenant de différents horizons, de la droite politique jusqu'aux mouvements progressistes Pachakutik et *Ruptura de los 25*<sup>583</sup>. Toutes les personnalités politiques qui sont entrées dans ce front commun avaient la particularité de ne pas avoir de postes électifs, d'où le fait que, pour exister politiquement, Guillermo Lasso n'avait pas d'autre stratégie possible que de confronter le gouvernement avec la recollection de signatures pour appeler à une consultation populaire contre la « réélection indéfinie ». En effet, l'approbation des 16 amendements constitutionnels devait être effectuée par l'Assemblée nationale avec un vote d'une majorité des deux tiers des députés, *Alianza PAIS* dépassant largement le nombre de voix nécessaire. Lasso a réussi à s'approprier le discours de la consultation populaire pour approuver ces amendements, opposant la légitimité du vote de tous les Equatoriens face à une Assemblée nationale entièrement contrôlée par le parti au pouvoir. De plus, il s'est réapproprié un instrument de démocratie directe qui symbolisait les premières années de la Révolution Citoyenne quand celle-ci l'utilisait pour légitimer certaines de ses décisions importantes

---

<sup>583</sup> Ce mouvement politique, dont le candidat a réalisé un peu plus de 1% aux élections présidentielles de 2013, a participé aux premières années du gouvernement Correa mais est sorti d'*Alianza PAIS* en 2011.

(approbation de la mise en place d'une Assemblée constituante, approbation de la Constitution, changements dans la justice, etc.). D'ailleurs, l'image de la votation de ces amendements dans un Parlement entouré d'un cercle policier contraste avec la fête démocratique du vote de la Constitution en 2008 et incarne le rétrécissement des espaces de débat autour de cette question.

Quant à l'opposition de gauche, elle a remis en œuvre des répertoires d'action traditionnels avec l'occupation de la rue, une réapparition de la manifestation et de la mobilisation sociale. Les revendications portaient sur la suppression de la Loi organique pour la justice au travail et la reconnaissance du travail domestique, particulièrement certaines mesures que les syndicats qualifiaient de flexibilisation du travail. Ils protestaient aussi contre l'élimination de l'obligation de l'Etat de financer 40% des retraites à l'Institut équatorien de Sécurité Sociale, un institut public paritaire (Etat, travailleurs et patrons), ainsi que contre d'autres thèmes comme la Loi sur les terres, l'exploitation minière ou le Plan famille (une politique publique très conservatrice pour lutter contre les grossesses chez les adolescentes). Il est assez habituel en Equateur que la plateforme de revendications contienne de nombreux thèmes de revendication afin de regrouper un grand nombre d'organisations et de mouvements sociaux. Mais l'objet central de la série de manifestations qui a commencé en septembre 2014 était la réforme du travail, les syndicats de travailleurs réussissant à convoquer des milliers de personnes aux deux manifestations de septembre et novembre 2014. Cela n'était plus arrivé depuis la marche du mouvement indigène contre la Loi sur l'eau début 2012.

Toutefois, c'est durant l'année 2015 qu'augmente le cycle de conflictualité avec plusieurs journées de protestation. Lors des journées du 19 mars et du 1<sup>er</sup> mai convoquées au début par les syndicats de travailleurs et l'opposition de gauche pour continuer leur protestation contre les réformes du travail, nous avons pu observer que d'autres secteurs se sont ajoutés, principalement des groupes de personnes non organisées venant des classes bourgeoises de Quito qui protestaient contre les mesures économiques mises en place par le gouvernement (principalement les droits de douane sur des produits qu'elles consommaient). Le point culminant de ces manifestations arrivera au mois de juin quand l'Exécutif a envoyé à l'Assemblée nationale le projet de Loi organique pour la redistribution de la richesse (appelé impôt sur l'héritage), comme nous le verrons plus tard.

Lors de ces marches, aux opposants structurels de la Révolution Citoyenne (organisations syndicales liées au MPD, mouvement indigène autour de la CONAIE et

secteurs de droite) s'est donc joint un fort secteur de classe moyenne et individus sans aucune appartenance partisane et organisationnelle qui ont fortement augmenté les rangs des manifestants, surtout à Quito mais aussi dans les autres grandes villes (principalement à Guayaquil, Cuenca et Riobamba). Avec cette diversité des acteurs, les revendications ne peuvent être qu'hétérogènes : à celles évoquées auparavant se sont ajoutées certaines liées au thème de la liberté portées par ces classes moyennes (liberté d'expression, liberté de consommation avec l'opposition aux droits de douane, etc.). Pourtant, si ces acteurs confluaient lors des manifestations, cela ne signifiait pas qu'ils avaient les mêmes objectifs. Leur dénominateur commun était leur anti-corréisme qui s'est traduit par le cri « *Fuera Correa Fuera* » (« Dehors Correa Dehors ») qui fonctionnait comme l'horizon d'interpellation auquel les différents secteurs mobilisés appelaient.<sup>584</sup> Ce type d'actions et de mobilisations suppose aussi un nouveau défi pour le gouvernement qui se devait de changer ses formes de gestion de la conflictualité et de faire de nouveaux gestes politiques, au-delà des politiques publiques et des résultats électoraux.

La réponse du gouvernement de la Révolution Citoyenne à ces mobilisations s'est déroulée en deux temps qui démontrent deux formes de traitement politique des conflits. Le premier moment pourrait se caractériser comme une vision ami/ennemi de l'antagonisme politique avec une stratégie de mesurer le rapport de force quantitatif dans la rue à partir du slogan « Nous sommes plus, beaucoup plus » et l'organisation de *sit-in*, veillées et « contre-marches »<sup>585</sup>, simultanément aux mobilisations de l'opposition. Cette stratégie purement défensive amenait d'autres questions. Par exemple, un cycle de conflictualité doit-il se régler nécessairement et uniquement à partir d'un critère quantitatif en référence au nombre de personnes mobilisées de chaque côté ? D'autant plus si l'objectif de cette stratégie n'est pas si clair dès lors que le discours sur le risque de coup d'Etat<sup>586</sup> utilisé chaque fois que l'opposition occupe la

---

<sup>584</sup> Le second tour des élections de 2017 a démontré, malgré les doutes des observateurs, que ces secteurs dont la composition socio-économique et les trajectoires politiques historiques sont opposées, pouvaient confluer au sein d'un front électoral commun en appelant à voter pour Guillermo Lasso pour en finir avec la Révolution Citoyenne.

<sup>585</sup> Appellation des manifestations organisées par le gouvernement, son mouvement politique et ses alliés, au même moment que celles de l'opposition pour montrer que le rapport de force dans la rue était en faveur de la Révolution Citoyenne.

<sup>586</sup> Ce discours sur la possibilité d'un coup d'Etat à chaque mobilisation de l'opposition est une caractéristique des gouvernements de gauche en Amérique latine. De plus, en Equateur, les secteurs progressistes de la Révolution Citoyenne ont participé aux mobilisations collectives qui ont entraîné les chutes des trois présidents élus antérieurs à Correa. Mais ces discours ne prenaient pas en compte les profonds changements politiques que la stabilité du gouvernement de Correa avait entraînés.

rue ne fonctionnait plus. De plus, comme le militantisme et l'organicité à l'intérieur d'*Alianza PAIS* n'avaient pas terminé de se construire, la mobilisation en faveur du gouvernement était constituée majoritairement des fonctionnaires de chaque ministère (dont beaucoup étaient certes des militants convaincus de ce processus politique).

L'usure de cette réponse a entraîné la mise en place d'une seconde : la convocation du Dialogue national sur l'équité et la justice sociale, c'est-à-dire l'ouverture d'espaces de participation, d'écoute, de débat entre l'Etat et la société. Ce deuxième moment peut être caractérisé comme une tentative de transformer cet antagonisme en agonisme<sup>587</sup>. Cette réponse éminemment politique, juste avant l'arrivée du Pape en Equateur (élément très important pour comprendre le changement de stratégie) a permis de démobiliser une partie des secteurs qui participaient aux mobilisations sociales, mettant en avant les espaces d'interlocution citoyenne face à certaines expressions violentes de certains secteurs mobilisés.

- Les mobilisations de juin 2015 et leurs suites

Les mobilisations de juin 2015 sont le fait des classes moyennes et des individus sans affiliation politique, ni partisane, qui se sont regroupés autour des auto-nommés « *Banderas negras* » (« Drapeaux noirs »). Ce groupe a surgi lors de ces manifestations de juin avec à sa tête Andres Paez, ancien député et ancien responsable du parti *Izquierda democrática*, opposant à Correa. Il a utilisé le symbole des drapeaux noirs pour démontrer que le pays et la démocratie étaient en deuil. Le mode d'organisation de ce groupe était la page Facebook d'Andres Páez et les multiples groupes du réseau social WhatsApp, notamment pour appeler aux rassemblements. A cette époque, ces deux réseaux sociaux étaient les plus importants en Equateur et les groupes WhatsApp sont nombreux autour des groupes de familles, d'amis, des anciens du collège ou du travail avec une certaine homogénéité en termes de classes sociales.

Les revendications des *Banderas Negras*, au-delà du slogan « *Fuera Correa Fuera* », cherchaient à sauvegarder un certain niveau de consommation et leur liberté à pouvoir consommer ce qu'ils veulent. Ces classes moyennes, produit, en grande partie, des politiques publiques de la Révolution Citoyenne, démontrent que cette dernière n'a pas réussi à développer une contre-hégémonie culturelle au néolibéralisme.

---

<sup>587</sup> Mouffe, Chantal, 2014, *Agonística. Pensar el mundo políticamente*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica.

Ceci explique pourquoi les mobilisations de juin se sont condensées principalement autour de l'opposition au projet de Loi organique pour la redistribution de la richesse (appelée Loi sur l'Héritage) qui créait un impôt sur les héritages pour les personnes les plus riches, et aussi contre un autre projet de loi sur les profits extraordinaires (appelé Loi sur la plus-value). Ces secteurs ont utilisé des arguments divers qui allaient du caractère confiscatoire que représentait ce projet jusqu'à l'affectation pour les entreprises familiales qu'il supposait, tissant un lien entre entreprise nationale et structure familiale, en considérant l'héritage comme une sorte de droit familial. De plus, malgré le fait que le gouvernement a tenté de démontrer que seule 2% de la population la plus riche allait être concernée par cette réforme, nous avons pu observer que les personnes mobilisées ne défendaient pas leurs propres intérêts (ne pas payer cet impôt) sinon une certaine vision de la société et surtout une aspiration à faire partie des personnes les plus riches. A partir de ces arguments, ce secteur a réussi à mettre en place les mobilisations les plus importantes en termes de durée qu'a connue la Révolution Citoyenne. Pour la première fois en huit ans, la Révolution Citoyenne a été confrontée à des mobilisations quasiment quotidiennes pendant trois semaines en juin, qui ont continué ensuite en août avec la convocation d'une grève nationale de la part des syndicats, même si la quantité de mobilisés a décliné lors des convocations suivantes de septembre, novembre et décembre.

Au début du mois de juin, les marches et concentrations étaient constituées surtout des secteurs des classes moyennes et supérieures qui se mobilisaient de manière spontanée dans un espace qui leur était commode pour elles<sup>588</sup>. Après l'appel au Dialogue national sur l'équité et la justice sociale de la part du président Correa, ces concentrations sont devenues plus partisans, contrôlées par des élites socio-économiques (par exemple la Chambre de Commerce de Quito), ce qui démontre que les mobilisations de juin faisaient aussi partie d'un enjeu pour consolider un leadership national au sein des droites et pour avoir une certaine présence territoriale à Quito, ce qui fait défaut à ces secteurs de droite en pleine reconstitution au milieu de leurs fractures internes.<sup>589</sup>

Lors de ces mobilisations de juin, la relative absence de l'opposition de gauche a été remarquée, d'autant plus que celle-ci menait les manifestations antérieures. L'espace

---

<sup>588</sup> Les concentrations se sont réalisées devant la *Tribuna de los Shyris*, un quartier de classe moyenne supérieure du centre-nord de Quito, où se trouve aussi le siège du mouvement *Alianza PAIS*.

<sup>589</sup> Il faut noter ici qu'Andrés Páez a profité de ces mobilisations pour se positionner comme un possible vice-présidentiable, ce qui finalement se concrétisa puisque Guillermo Lasso l'a choisi comme binôme pour les élections de 2017.

géographique où se déroulaient les *sit-in* et le répertoire d'action peuvent être des explications à cette absence ainsi que leur composition sociale et le type de revendications. Toutefois elle a essayé de capitaliser ce mécontentement, les syndicats liés au MPD appelant à une grève générale nationale en août, première paralysie de ce type que devait affronter la Révolution Citoyenne. La CONAIE a décidé de répondre à cet appel avec l'utilisation d'un répertoire d'action traditionnel du mouvement indigène en Equateur : la convocation à un soulèvement qui s'est transformé en une marche qui a débuté le 2 août dans la province de Zamora Chinchipe, au sud de l'Amazonie, province contrôlée par un préfet de Pachakutik et où se trouvent des projets d'exploitation minière à grande échelle et à ciel ouvert. Cette marche s'est terminée le 13 août à Quito, le jour même de la grève générale. Plus tard, d'autres mobilisations ont été organisées en septembre, novembre et début décembre, le jour du vote des amendements constitutionnels à l'Assemblée nationale.

De manière générale, il est possible d'observer trois caractéristiques de ce cycle de mobilisation. Tout d'abord, en ce qui concerne les acteurs mobilisés, ce cycle a mis en évidence la fragilité des organisations sociales et syndicales dont les divisions entre elles, et parfois internes, quant à leur appui ou non au gouvernement ont augmenté leur faible pouvoir de convocation. La massivité des manifestations dépendait de l'adhésion des classes moyennes non partisans et du groupe des *Banderas negras*. Les trois dernières journées de mobilisation qui n'ont pas compté avec leur présence n'ont pas eu le même impact que celles de juin et août ni pour l'assistance, ni au niveau médiatique et politique.

D'un autre côté, la faible résonance du soulèvement indigène montre la fracture qui traverse le mouvement indigène. En Equateur, le soulèvement, comme répertoire d'action, renvoie plus à une mémoire historique pour ces grandes réussites surtout dans les années 1990, qu'à une stratégie de lutte dans la période actuelle. Ce genre de répertoire demande à la fois la présence d'un grand nombre de participants et aussi une solidarité qui permet de ne pas trop avoir recours au financement extérieur (surtout des ONG). Or, la CONAIE, en plus de ses divisions internes, expérimente une période de faiblesse<sup>590</sup> qui provient du manque de présence dans les zones urbaines, principalement

---

<sup>590</sup> Si la CONAIE avait un faible pouvoir de mobilisation en 2015, elle a démontré qu'elle était redevenue un acteur social fondamental en octobre 2019 lors des 11 jours de manifestation contre un décret émis par le gouvernement de Lenin Moreno qui cherchait à éliminer les subventions à l'essence. Cela a surpris nombre d'observateurs et a aussi joué un rôle important lors des élections de 2021 lors desquelles le mouvement Pachakutik a obtenu ses meilleurs résultats tant aux élections présidentielles (son candidat a

dans les zones périphériques des grandes villes, où s'est installée une grande partie de la population indigène qui a migré des campagnes vers les villes. Mais cet échec du soulèvement ne signifie pas non plus que les organisations indigènes sont toutes proches de la Révolution Citoyenne. Le travail du gouvernement de la Révolution Citoyenne, que nous avons pu observer, pour diviser et fragiliser la CONAIE est aussi une des explications de ce reflux du mouvement indigène. De plus, les organisations indigènes proches du gouvernement, comme la FENOCIN ou la Fédération des indigènes d'Equateur (FEI), ne cachent pas leur malaise quant à certaines revendications auxquelles le gouvernement n'a pas su répondre : elles ne sont pas seulement liées à des demandes matérielles, à une transformation des services publics et à un meilleur accès aux moyens de production pour améliorer la qualité de vie, mais aussi il existe des demandes de reconnaissance politique, en lien avec la fin du racisme et avec l'inclusion dans les prises de décision dans le champ politique.

La deuxième caractéristique de ce cycle de mobilisation est l'échec de la grève générale. Les activités économiques et productives se sont déroulées normalement dans tout le pays. En Equateur, la réussite d'un tel type d'action nécessite, en plus des travailleurs, l'appui de deux secteurs : celui des transports et celui de la production. Dans le cas des transports, le gouvernement avait anticipé et avait maintenu des réunions, depuis le début de l'année 2015, qui ont servi à renforcer les relations avec les fédérations de routiers et de chauffeurs et ainsi, désactiver de possibles conflits et mobilisations. Ce secteur a toujours réussi à négocier avec la Révolution Citoyenne.<sup>591</sup> Dans le second cas, le secteur productif, en plus du manque de reconnaissance de la part des élites économiques de ce répertoire d'action typique des travailleurs, la difficile situation économique ne permettait pas aux patrons de se donner le luxe d'arrêter les activités toute une journée. C'est ainsi que la grève générale s'est transformée en marches et mobilisations dans les principales villes du pays, accompagnées, dans certains cas, de la fermeture de routes.

Enfin, la troisième caractéristique est l'impossibilité de la part des secteurs mobilisés à pouvoir établir des accords programmatiques au-delà du mécontentement et de la stratégie d'usure poursuivie par ces secteurs. Leur seul point commun est leur anti-corréisme. Cela a abouti à une sorte de stagnation et une certaine inertie des deux camps

---

été crédité de 17% des voix et a été très proche de passer au second tour) qu'aux législatives avec 28 députés.

<sup>591</sup> Stossel, Soledad, 2016, « Etat et représentation politique dans l'Equateur contemporain : le cas des transporteurs syndiqués », *Cahiers des Amériques latines*, n° 83, p. 33-51.

– gouvernement et opposition – à partir de laquelle la logique du conflit s’est limitée à se mesurer seulement en termes quantitatif avec la convocation de marches et contre-marches. Dans ce sens, considérer la protestation sociale seulement depuis un critère de chiffres ne peut qu’occulter le potentiel d’articulation des divers acteurs sociaux quand il s’agit de s’opposer à un projet politique, comme nous avons pu le voir lors des élections de 2017.

L’émergence de nouveaux acteurs sociaux dans l’espace public est le signe d’une revitalisation de la démocratie qu’un gouvernement doit reconnaître et ne pas confondre avec la mesure du rapport de force dans la rue, car cela peut entraîner des conséquences sur la réaction de ces groupes. Selon Chantal Mouffe, « quand il n’existe pas de canaux institutionnels à travers lesquels les antagonismes peuvent s’exprimer de manière agoniste, il est très probable que ces antagonismes finissent par s’exprimer à travers la violence. »<sup>592</sup> Cela s’est bien vu lors de ce cycle de conflictualité, surtout durant les mobilisations de juin qui ont été marquées par la violence qui a fini par enlever une certaine légitimité aux revendications qui mobilisaient ces secteurs d’opposition. Devant l’augmentation de la violence de la part des *Banderas negras*, le président Correa a décidé d’ouvrir un canal institutionnel avec l’appel au dialogue national qui a eu pour effet de rompre cette dynamique de mobilisations.

### *B) Méthodologie, acteurs et structure du dialogue national*

L’appel à un Dialogue national sur l’équité et la justice sociale a été une réponse politique aux mobilisations de juin. Le dialogue national a débuté mi-juin 2015 et la première évaluation était prévue trois mois plus tard, en septembre, date à laquelle le gouvernement a décidé de le prolonger jusqu’à fin 2015. Toutefois, après les trois premiers mois, celui-ci s’est essoufflé. Ici, nous nous intéresserons seulement à ces trois premiers mois. Le thème de discussion choisi était très ample, l’équité et la justice sociale, pourtant le président avait demandé au Secrétariat National de Planification et du Développement (Senplades) d’insister surtout sur l’explication des projets de loi (héritage et plus-value) qui étaient les motifs des mobilisations de juin. L’objectif du président Correa n’était pas d’ouvrir un grand espace de participation sinon de « socialiser » les deux projets de loi afin d’obtenir le soutien de certains secteurs de la

---

<sup>592</sup> Mouffe, Chantal, 2015, « Democracia y representación: una perspectiva agonista », in Minnaert, Anja, Endara, Gustavo (coord.), *Democracia participativa e izquierdas. Logros, contradicciones y desafíos*, Quito, FES-ILDIS, p. 27.



population. Mais nous allons voir que la Senplades a été plus loin que ce que désirait le Président.

Donner la coordination de ce dialogue à la Senplades n'allait pas de soi. Normalement, au sein du gouvernement, l'institution en charge des relations avec les organisations sociales est le Secrétariat national de Gestion de la Politique (SNGP). La logique aurait voulu que ce soit ce secrétariat qui coordonne ce dialogue. Toutefois, on se trouve au sein d'un gouvernement en dispute : la Secrétaire nationale de la SNGP était une représentante de l'aile droite du gouvernement et de Guayaquil alors que le Secrétaire national de la Senplades venait de la gauche de Quito. La coordination de ce dialogue national était un enjeu clé car s'il était coordonné par la SNGP, les objectifs n'allaient pas être les mêmes et la SNGP allait « dialoguer » avec les organisations alliées au processus politique avec lesquelles elle a l'habitude de parler. Cette manière de faire de la politique s'est consolidée petit à petit dans une grande partie des secteurs de la Révolution Citoyenne qui refusent les critiques, craignent les débats et les conflits. Si la politique se définit comme un champ conflictuel, on serait face à un refus de la politique.

De son côté, le Secrétaire national de la Senplades, même s'il était conscient que ce dialogue national était une occasion pour la Révolution Citoyenne de reprendre contact avec des acteurs sociaux qui s'étaient éloigné de celle-ci, n'a pas voulu prendre une position politique face au président Correa. Il a argumenté que le dialogue devait avoir comme base le Plan national pour le Bien Vivre 2013-2017 et s'est appuyé sur son rôle d'interlocuteur plus neutre par rapport aux ministères sectoriels et à la SNGP. Cela s'est vérifié par la suite quand les acteurs sociaux qui ont participé au dialogue insistaient pour que la Senplades soit présente lors des négociations avec les ministères sectoriels du fait des conflits qui existaient entre eux. La Senplades jouait le rôle de modérateur et de garant d'un dialogue plus équilibré et dont les résultats auraient plus de chance d'être mis en œuvre. Il faut ajouter qu'elle avait l'image d'une entité plus technique que politique, symbole de la technocratie de la Révolution Citoyenne, et dans l'imaginaire de beaucoup d'organisations, la Senplades était l'institution la plus à gauche du gouvernement de la Révolution Citoyenne et donc un interlocuteur crédible sur lequel elles pouvaient s'appuyer pour faire avancer leurs revendications.

Après la désignation de la coordination, une première question politique est apparue : devait-on rester dans un cadre étroit de diffusion politique de ces deux projets de loi ou devait-on élargir le dialogue en profitant du cadre assez large du thème proposé ? La

décision a été prise, au sein de la Senplades, d'élargir le dialogue car les deux projets de loi posaient aussi le débat de l'équité et la justice sociale, deux valeurs à partir desquelles le gouvernement pouvait positionner le sens politique de ces deux projets de loi. De plus, selon les débats au sein de l'institution, cela permettait d'ouvrir le dialogue à un ensemble très hétérogène d'organisations sociales et de la société civile.

Ce dialogue national étant une nouveauté pour ce processus politique et n'existant pas de précédent dans l'histoire politique équatorienne, l'équipe de la Senplades a donc dû travailler la méthodologie de ce dialogue à partir de zéro et sous la pression des médias et des autres ministères qui voulaient commencer tout de suite. Pour cela, après quelques tâtonnements, il a été décidé de demander l'aide du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), à travers les bonnes relations interpersonnelles entre le Secrétaire national de Senplades et le représentant de l'organisme international en Equateur. Cette informalité au début était importante puisque la Senplades ne disposait pas de la ligne budgétaire pour payer le travail de *consulting* du PNUD et les démarches administratives étaient trop longues pour pouvoir attendre. Le PNUD a mis à disposition un spécialiste des dialogues pour des accords en temps de crise, qui avait pour principales expériences les accords de paix dans les pays d'Amérique Centrale entre l'Etat et les guérillas. Même si le cas équatorien n'était pas aussi dramatique, son expérience a été essentielle pour développer une méthodologie adaptée à la situation équatorienne. Celle-ci comportait trois moments du dialogue : le pré-dialogue, afin de construire des conditions de confiance avec les acteurs avec lesquels on allait dialoguer ; le dialogue en tant que tel, en fonction des conditions convenues lors de la première phase ; et l'agenda politico-stratégique comme résultat du dialogue.

Ensuite, il fallait délimiter les espaces de dialogue, au nombre de quatre. Le premier, qu'on pourrait appeler institutionnel et sectoriel, conduit par les différents ministères et secrétariats d'Etat, était une interface directe entre institutions gouvernementales et acteurs organisés (organisations sociales, syndicats, comités d'usagers, etc.) qui représentaient les demandes et conflits identifiés dans chaque secteur de la politique publique. Dans cet espace se sont aussi organisés des dialogues plus transversaux avec les jeunes, peuples et nationalités indigènes, afro-équatoriens, ONG, entre autres secteurs. Le deuxième espace était territorial, organisé de manière conjointe entre les pouvoirs exécutif et législatif, dans sept zones du pays, pour recueillir des propositions de politiques publiques et de réformes législatives, auxquels ont assisté des personnes organisées ou non. Le troisième a été une plateforme digitale habilitée depuis la page

internet de la Senplades afin de recueillir les apports des personnes non organisées mais aussi des représentants de collectifs qui n'auraient pas eu la possibilité de participer dans les autres espaces, toujours à partir de la thématique de l'équité et la justice sociale. Et le quatrième avait des caractéristiques plus partisans puisqu'il s'est réalisé depuis le mouvement *Alianza PAIS*. Cet espace, en plus de discuter sur l'équité et la justice sociale, a permis d'informer et de débattre sur les projets de loi avec les militants du parti. En plus de ces sphères plus institutionnalisées, on a pu observer des moments d'auto-organisation et de dialogue entre les organisations sociales, dans une sorte de débordement du processus institutionnel vers la société. On peut donc dire qu'avec cet appel au dialogue social, la politique a récupéré une petite place dans la société, ce qui a constitué peut-être le résultat politique le plus important.

### *C) Le dialogue comme résolution des conflits ou démocratisation de la démocratie*

La plupart des analyses politiques, que ce soit dans les médias, dans le monde universitaire ou politique, présente le populisme comme une pathologie de la politique, une subversion de la démocratie. C'est l'idée que proposent Yves Mény et Yves Surel : « Le populisme est-il *la* pathologie ou ne serait-il pas la manifestation d'une pathologie installée au cœur du système démocratique ? Ou, pour le dire autrement, en poursuivant le recours à la métaphore médicale : le populisme ne serait-il pas la manifestation – la "fièvre" – de la maladie qui affecte la démocratie, c'est-à-dire la carence de la présence populaire dans ce qui devrait ou est censé être son habitat naturel ? »<sup>593</sup> Le populisme serait par essence une maladie de la démocratie, une menace pour celle-ci et anti-politique. L'exemple du Dialogue national mis en place en 2015 comme une tentative de résolution d'un conflit politique démontre que l'opposition entre populisme et démocratie ne va pas de soi.

La mise en place d'espaces de dialogue entre le gouvernement et les acteurs sociaux ayant pour objectif la résolution de conflits sociaux est exceptionnelle lors des dix années de la Révolution Citoyenne. Cela n'avait eu lieu qu'une seule fois quand Rafael Correa avait ordonné à différents ministères l'installation de tables de travail avec la CONAIE fin 2009 et début 2010. Cela n'avait pas été un succès et le résultat a été la rupture totale de la CONAIE avec la Révolution Citoyenne. Cette dernière s'est surtout

---

<sup>593</sup> Mény, Yves, Surel, Yves, 2000, *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, p. 21.

caractérisée par sa faible capacité à ouvrir des espaces de participation et a basé sa légitimité sur ses victoires électorales ainsi que par l'utilisation des mécanismes de la démocratie directe comme les référendums et consultations populaires.

L'ouverture d'un dialogue national constitue donc une nouveauté dans l'agenda politique de la Révolution Citoyenne. Le néo-développementisme qu'elle a mis en œuvre s'est petit à petit accompagné d'une absence de politique dans la gestion de la politique publique, dans la communication ou dans l'interaction avec la société. Les espaces de participation se sont institutionnalisés (notamment à travers le Conseil de Participation et de Contrôle Social créé par la Constitution, puis par la Loi de Participation), d'autres espaces d'interaction entre l'Etat et la société se sont fermés et ceux d'auto-organisation de la société ont été ignorés. La confluence conjoncturelle entre la mise en place du dialogue national et la crise économique a permis de mettre en avant la politique devant l'exécution de la politique publique et, ainsi, d'augmenter les espaces de participation, au moins pour un temps donné. Mais, pour que cela soit effectif, les institutions publiques devaient répondre et donner des solutions aux principales demandes que les citoyens ont émises dans les différents espaces du dialogue national.

Avec la convocation à ce dialogue national, on était face à un outil de gestion politique de la conflictualité socio-politique en ouvrant des espaces nouveaux et variés d'écoute, de débat, d'argumentation et de résolution de certaines demandes, en donnant lieu à une nouvelle interface entre l'Etat et la société. On peut se placer ici dans les débats autour du populisme. Celui-ci prône un retour du politique qui ne nie pas le conflit mais qui, au contraire, reconnaît les différents conflits existant au sein de la société afin de les résoudre de manière agoniste. L'accès à la participation politique des citoyens impliquent des « espaces spécifiques consacrés à cet échange particulier (politique), de temps aussi, identifiés, protégés, destinés à cet exercice »<sup>594</sup>.

Le dialogue s'est converti en un outil de participation qui permet de reconnaître les multiples acteurs socio-politiques et leurs demandes légitimes. Sans cette reconnaissance antérieure des différentes parties, il est difficile de commencer un processus de dialogue. Cette légitimation des différentes formes collectives d'organisation de la société, mais aussi celle des citoyens non organisés à s'exprimer, est une manière de donner la parole aux acteurs sociaux qui reconnaissent l'Etat comme

---

<sup>594</sup> Méda, Dominique, 1999, *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Alto, Auber, p. 156.

une entité qui peut garantir leurs droits. Plus que d'opérer suivant une logique de déqualification de l'opposant, il s'agit de construire des arguments à positionner dans la dispute politique, unique forme de passer de l'antagonisme à l'agonisme.

Malgré cela, le dialogue national ne s'est pas approché de la démocratie agoniste de Chantal Mouffe mais plutôt de la « démocratie dialogique » d'Anthony Giddens<sup>595</sup>. En effet, dans les différents espaces de dialogue national, il n'y a pas eu de confrontation entre deux modèles de société et il n'y a pas eu de réelle confrontation, les opposants les plus durs à la Révolution Citoyenne n'ayant pas participé à ce dialogue afin de ne pas le légitimer. Les participants n'ont pas débattu une nouvelle hégémonie, ni une transformation des rapports de pouvoir. Ces espaces de dialogue ressemblaient plutôt aux conférences nationales développées au Brésil « caractérisées comme des instances d'ouverture au dialogue et à la négociation entre les parties qui la composent »<sup>596</sup>, sans qu'elles soient comparables en termes quantitatifs et au niveau de l'expérience puisqu'au Brésil, elles existent depuis les années 1980.

Le dialogue est aussi un outil qui rend possible la construction d'un citoyen critique capable de s'appropriier le processus politique en cours. Cette appropriation du projet politique par les classes populaires et moyennes permet aussi de considérer les espaces de dialogue comme des mécanismes correctifs de la politique publique, à partir des demandes par rapport aux améliorations, extension des services publics, entre autres. Cela est fondamental pour traiter politiquement les demandes de la société pour l'amélioration des politiques publiques mises en œuvre par le gouvernement de la Révolution Citoyenne<sup>597</sup>.

Un des objectifs non avoués du dialogue pour les conflits à l'intérieur du gouvernement sur la manière de faire de la politique, mais qui était clairement affirmé au sein de la Senplades, était de resituer la participation citoyenne comme un axe de fonctionnement des institutions et de la revitalisation démocratique. Il ne s'agissait pas uniquement de faciliter le débat entre Etat et société mais surtout d'encourager à ce que la participation sociale déborde le gouvernement et les institutions, et permette aux différents groupes, acteurs, mouvements, organisations de s'écouter et de se rencontrer. Le dialogue devait

---

<sup>595</sup> Giddens, Anthony, 1997, *Más allá de la izquierda y la derecha*, Madrid, Cátedra.

<sup>596</sup> Melo Romão, Wagner, 2015, « Políticas públicas y democracia participativa: avances y límites de las conferencias nacionales en Brasil », in Minnaert, Anja, Endara, Gustavo (coord.), *Democracia participativa e izquierdas. Logros, contradicciones y desafíos*, Quito, FES-ILDIS, p. 240.

<sup>597</sup> Voir Goldfrank, Benjamin, 2015, « Democracia participativa e izquierdas: logros, contradicciones y desafíos », in Minnaert, Anja, Endara, Gustavo (coord.), *Democracia participativa e izquierdas. Logros, contradicciones y desafíos*, Quito, FES-ILDIS, p. 94-119.

se situer dans un horizon plus grand d'une grande confluence de la société avec mais aussi au-delà de l'Etat, du gouvernement national et des gouvernements locaux. Il y a eu quelques exemples de cette confluence d'acteurs sociaux qui se sont retrouvés autour d'une même table alors qu'ils ne s'étaient pas parlé depuis des années. Nous avons pu l'observer avec le cas des organisations de jeunes : lors de l'étape du pré-dialogue et des réunions à la Senplades, elles se sont rendu compte de la diversité de thèmes traités de manière isolée par différentes organisations, ou des divisions socio-spatiales (par exemple entre le centre-nord de Quito qui concentre les universités privées et publiques et le sud de la ville plus populaire) qui empêchent de penser le champ de la jeunesse dans son ensemble. C'est ainsi que, lors de ces réunions de préparation et lors de la journée de dialogue officiel, se sont rencontrées les associations de jeunes LGBTI, les organisations étudiantes, des associations culturelles, d'autres d'insertion professionnelle, certaines liées à la promotion de la santé, etc. Ces organisations ont peu à peu laissé de côté les institutions étatiques présentes pour parler entre elles, apprendre à se connaître et à reconnaître les spécificités de chacune et s'accorder sur le fait de continuer ces échanges et mettre en commun certaines revendications au-delà du dialogue avec l'Etat.

Le Dialogue national a laissé quelques leçons politiques. Le retour de la politique et l'ouverture des espaces de dialogue ont permis de démobiliser une partie des secteurs de la classe moyenne qui étaient dans la rue en juin ainsi que des groupes de travailleurs. Le seul fait d'ouvrir le dialogue a été bien accueilli par la population et a marqué le succès politique de ce processus. Cette démobilisation a été rendue possible par le rapprochement du gouvernement vers des acteurs sociaux critiques ou qui s'étaient éloignés, notamment avec l'étape de pré-dialogue qui consistait en des réunions fermées pour créer ou reconstruire une certaine confiance pour l'étape du dialogue. Si elle a réussi à reprendre le contact avec des organisations critiques (par exemple des ONG ou organisations de travailleurs), il a été impossible pour la Révolution Citoyenne de dialoguer avec les secteurs de l'opposition qui ne voulaient pas légitimer ce processus d'ouverture démocratique.<sup>598</sup>

---

<sup>598</sup> Par exemple, lors du dialogue avec les secteurs de la communication, un journaliste d'un quotidien national, dans un échange avec le secrétaire national de la Senplades que nous avons pu écouter, a confirmé qu'il y avait eu un débat au sein du comité de rédaction du journal pour savoir s'ils devaient participer ou non à l'invitation au dialogue. La décision a été prise de ne pas assister à ce dialogue, leur présence pouvant le légitimer aux yeux de l'opinion publique.

De plus, si l'objectif premier de ce processus de dialogue, imposé par le président Correa, était d'informer sur les deux projets de loi refusés par les mobilisations de juin, les thèmes se sont élargis en fonction des problèmes qui affectaient les acteurs participants. Une des caractéristiques de ce mécanisme de participation est que, même si le thème peut être imposé, le dialogue ne va pas nécessairement tourner autour de ce thème mais plutôt sur les questions qui affectent les organisations et personnes présentes. Et les deux projets de lois n'étaient pas vraiment leur priorité.

En effet, la majorité des revendications était des demandes de reconnaissance : être écouté, participé aux décisions les affectant, reconnaître les différences et les identités face aux politiques universalistes de la Révolution Citoyenne, entre autres. Les différents participants ont souligné également leur pétition d'une plus grande efficacité de l'Etat à travers l'amélioration des processus administratifs et l'élimination de nombreuses démarches et papiers administratifs pour encourager le développement économique et social ; la démocratisation des moyens de production, principalement dans le secteur agricole (terre, eau et meilleur accès aux crédits), et la création d'incitations pour la production et le développement du secteur privé ; l'élargissement de la participation citoyenne, avec des propositions d'autonomisation (*empowerment*) de la société pour participer à la génération de solutions et leur exécution ; un meilleur accès à l'éducation et à la santé, malgré la reconnaissance des avancées dans ces domaines, une démocratisation qui doit s'accompagner d'un accroissement de la qualité et de l'accueil de ces deux services publics ; et la lutte contre l'évasion fiscale. Les requêtes n'étaient pas axées sur la demande de nouvelles politiques publiques. Il existait plutôt une exigence d'améliorer les politiques existantes et les insuffisances dans leur application et leur gestion au niveau territorial. Cela pourrait démontrer que la gamme des politiques publiques mises en œuvre était assez ample, ce qui a caractérisé et légitimé le post-néolibéralisme de la Révolution Citoyenne.

## **II. Post-néolibéralisme et enjeux de la transition écosociale**

Les expériences progressistes en Amérique latine ont marqué une volonté de prendre des mesures contre le néolibéralisme, et en particulier de dépasser le modèle de libéralisation extrême des marchés promu par le Consensus de Washington lors des deux dernières décennies du XXème siècle. Cette perspective a ouvert un complexe

champ conflictuel autour des voies et projections de l'horizon post-néolibéral, en particulier en Equateur où ce conflit s'est déroulé autour de la transformation de la matrice productive d'une économie largement dépendante des exportations de matières premières. Nous reviendrons dans cette partie sur les principales caractéristiques du post-néolibéralisme.

Analyser le post-néolibéralisme et le rôle de l'Etat est important pour comprendre la Révolution Citoyenne car la légitimité de ce processus politique ainsi que son important soutien, qui lui a permis de gagner onze élections entre 2007 et 2017 (présidentielles, législatives, locales et référendums), ont reposé sur son aptitude à mettre en œuvre toute une gamme de politiques publiques, avec un rôle actif de l'Etat, qui ont transformé l'Equateur. Ici, nous allons essayer d'articuler post-néolibéralisme et les enjeux de la transition écosociale à partir de deux grandes problématiques que l'on retrouve dans les débats entre courants du Bien Vivre : a) comment articuler développement économique, élargissement des droits sociaux, respect des droits culturels et protection de l'environnement dans un pays dépendant de l'exploitation et exportation de ses ressources naturelles ? ; et b) le « retour de l'Etat » et de ses fonctions de régulation et planification exige de transformer les relations entre Etat, société, marché et nature. Nous reviendrons aussi sur les résultats socio-économiques du post-néolibéralisme.

### **1. Post-néolibéralisme et tensions autour de l'orientation du modèle de développement**

Il est impossible de caractériser le post-néolibéralisme sans revenir tout d'abord sur ce qu'est le néolibéralisme. Les premières expérimentations politiques du néolibéralisme ont eu lieu au Chili de Pinochet. Mais ce sont les gouvernements de Margaret Thatcher au Royaume-Uni et de Ronald Reagan aux Etats-Unis qui ont fait du néolibéralisme un modèle à copier dans d'autres pays au début des années 1980. Ses bases théoriques se sont construites depuis les années 1930 avec l'intellectuel autrichien, Friedrich von Hayek, autour de deux thèmes clé : la défense du libéralisme politique – principalement la démocratie représentative et l'Etat de droit – et l'opposition à toute intervention de l'Etat dans les activités économiques. Toutefois, après la Seconde guerre mondiale, le keynésianisme s'est imposé dans les pays centraux du capitalisme mondial.



Cela a eu pour conséquence que les néolibéraux ont dû attendre la crise des années 1970 pour surgir comme une alternative à ce système. Pour cela, il a bénéficié des réseaux qu'il avait tissés auparavant et qui s'articulaient autour de quelques *think tanks*<sup>599</sup> devenus des instances privilégiées de l'activisme politique des intellectuels néolibéraux. Au sein de ces groupes, ils pouvaient influencer directement, par la lutte des idées, les champs économiques et politiques en rencontrant d'autres universitaires, certains politiciens de droite (principalement du Parti conservateur au Royaume-Uni), des éditorialistes de principaux médias et quelques hommes d'affaires importants. Mais une chose est d'établir les conditions intellectuelles pour créer des opinions, influencer l'élite politique, économique et médiatique ; une autre est de faire de cette idée une force politique susceptible d'être mise en œuvre dans le champ politique. Pour atteindre cet objectif, les *think tanks* néolibéraux ont profité d'une conjoncture favorable avec la crise du keynésianisme, la remise en cause d'un modèle fondé sur une intervention importante de l'Etat et la crise politique que traversaient le Royaume-Uni et le parti conservateur.

Une fois ce modèle arrivé au pouvoir avec Thatcher et Reagan, il est progressivement devenu hégémonique à l'échelle mondiale. En quarante ans de vie, il a évolué en s'adaptant aux crises qu'il engendre : « Le néolibéralisme se nourrit actuellement des réactions d'hostilité qu'il suscite »<sup>600</sup>. Dans un premier temps, il s'est réalisé dans les domaines économique et social avec le soutien d'une certaine institutionnalité et de normes juridiques, pour s'étendre ensuite dans les domaines politique, culturel et intellectuel, entre autres.

Le système néolibéral ne cesse de se nourrir des différentes crises. Par exemple, un changement d'orientation des politiques publiques dans le centre capitaliste était espéré après la crise de 2008, pour aller vers un post-néolibéralisme. Mais il n'en a pas été ainsi et on assiste plutôt à une radicalisation néolibérale réaffirmant ainsi que le néolibéralisme gouverne par les crises : « La crise est devenue un véritable *mode de gouvernement*, assumé comme tel »<sup>601</sup>. Bien qu'il doive prendre des mesures contraires à la majorité de la population, la priorité est de sauver le capital et de relancer

---

<sup>599</sup> Les quatre principaux *think tank* néolibéraux des années 1970 étaient la Société du Mont-Pèlerin, l'*Institute of Economics Affairs*, le *Center for Policy Studies* et l'*Adam Smith Institute*. En plus d'être les co-fondateurs de la première, Hayek et Friedman ont joué des rôles très importants dans toutes ces organisations. Voir Dixon Keith, 1998, *Les évangélistes du marché*, Paris, Raisons d'Agir Editions.

<sup>600</sup> Dardot, Pierre, Laval, Christian, 2018, « Neoliberalismo versión empeorada », *Anfibia*, 27 novembre, <https://www.revistaanfibia.com/neoliberalismo-version-empeorada/>

<sup>601</sup> Dardot, Pierre, Laval, Christian, 2016, *Ce cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, Paris, La Découverte, p. 32.

l'économie. C'est aussi pour cela que Laval et Dardot parlent de « l'essence *oligarchique* de la “gouvernance néolibérale” [...] un mode hybride d'exercice du pouvoir qui tient à la fois du gouvernement du petit nombre ou par l'élite, au sens d'une expertocratie, et par un gouvernement *pour* les riches, au sens de sa finalité sociale. »<sup>602</sup> Ce mode de gouvernement par la crise et pour l'oligarchie entraîne des conséquences sur l'Etat et les politiques publiques. L'économie est sous contrôle privé et tout ce qui a un rapport avec des institutions publiques, comme les vestiges de l'Etat-providence, est sous-financé afin de discréditer idéologiquement ce qui a voir avec le public. L'intervention de l'Etat doit être minimal et son rôle est d'assurer le bon fonctionnement du marché et, si besoin est, de créer ce marché.<sup>603</sup> Pour que ce système existe et soit cohérent, le néolibéralisme a besoin de l'action de l'Etat pour créer les conditions favorables à l'expansion de la libre concurrence – entre entreprises mais aussi entre pays pour attirer les investissements – et la libre circulation des capitaux, c'est-à-dire pour soumettre les pays et les individus à l'ordre économique. Un Etat est nécessaire pour légiférer et adopter des normes pour que le droit privé prime sur le public et les particuliers, pour réduire le prix du travail et la pression fiscale des entreprises. Les Etats décident également de se soumettre aux institutions internationales qui garantissent le fonctionnement de l'ordre néolibéral, telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale.

Il s'agit d'une nouvelle « raison-monde »<sup>604</sup> qui se fonde sur l'extension de la logique capitaliste à toutes les sphères de la société et de la vie. Elle fait partie de l'évolution du capitalisme en tant que nouvelle étape de l'accumulation du capital qui s'étend territorialement aux quatre coins du monde. Dans l'histoire du capitalisme, le néolibéralisme correspond à sa phase financière, succédant au capitalisme marchand et industriel. Cette financiarisation de l'économie s'accompagne de la mondialisation des échanges commerciaux et de la marchandisation de tous les espaces. Un exemple en est le récent succès du concept d'économie verte qui, profitant de la crise environnementale et du changement climatique, ouvre de nouvelles opportunités et de nouveaux marchés pour les capitaux, valorisant, entre autres, la nature afin de la transformer en marchandise.

---

<sup>602</sup> *Ibidem*, p. 24.

<sup>603</sup> Harvey, David, 2014 (2005), *Brève histoire du néo-libéralisme*, Paris, Les Prairies Ordinaires, p. 16.

<sup>604</sup> Dardot, Pierre, Laval, Christian, 2010, *La Nouvelle Raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte.

Le néolibéralisme est indissociable du productivisme et du consumérisme qui ont commencé à apparaître dans les années 1950 dans les sociétés occidentales, mais aussi de l'individualisme des années 1970. L'être humain n'est plus considéré comme un être social mais comme un consommateur, ce qui rend plus flous les liens sociaux ou le sentiment d'appartenance à une communauté commune. Les conséquences sur la vie collective sont importantes car cet individualisme conduit à se concentrer sur la sphère privée considérée comme le noyau de base de l'émancipation et le respect des libertés individuelles. La désaffection à l'égard de la politique est réelle et s'exprime, entre autres, par des pourcentages d'abstention électorale de plus en plus importants ou par un éloignement des partis politiques. La satisfaction des besoins et désirs individuels et la recherche de l'épanouissement personnel sont les principaux objectifs de cet individualisme pour atteindre le bonheur.

La définition du néolibéralisme va donc nous aider à caractériser en partie le post-néolibéralisme en Amérique latine et surtout en Equateur. Mabel Thwaites Rey et Hernán Ouviaña<sup>605</sup> proposent huit caractéristiques principales : 1) les gouvernements progressistes latino-américains sont le fruit de mobilisations sociales contre les mesures néolibérales qui se sont imposées dans la région dans les années 1980 et 1990 ; 2) le contexte économique dans lequel ils ont émergé est celui d'une hausse des prix des *commodities* qui a rendu possible une croissance économique soutenue et une redistribution sociale ; 3) un rôle actif de l'Etat dans l'économie avec une plus grande autonomie face au marché ; 4) la continuité et, dans certains cas, l'approfondissement du régime d'accumulation basé sur l'extractivisme ce qui a généré des tensions et conflits avec certains groupes sociaux qui aspiraient à des changements plus radicaux de ce régime ; 5) la centralité de l'Etat comme espace organisationnel et de transformation, ignorant d'autres espaces autonomes de la société ; 6) la priorisation d'un pacte de consommation comme base matérielle de l'hégémonie ; 7) la tentative de construction d'une intégration régionale indépendante des Etats-Unis ; 8) l'échec face à la recomposition des droites, de leurs forces politiques et leurs discours.

Ici, nous n'allons pas entrer dans le détail de ces huit points mais nous pouvons affirmer que la Révolution Citoyenne répond à ces huit caractéristiques. Nous avons déjà vu auparavant le contexte d'apparition de ce processus politique à partir des luttes

---

<sup>605</sup> Thwaites Rey, Mabel, Ouviaña, Hernán, 2018, « El ciclo de impugnación al neoliberalismo en América Latina: auge y fractura », in Ouviaña, Hernán, Thwaites Rey, Mabel (Comp.), *Estados en disputa. Auge y fractura del Ciclo de Impugnación al Neoliberalismo en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, IEALC, Editorial El Colectivo, p. 17-61.

populaires contre les mesures néolibérales, avec comme acteur central le mouvement indigène, puis les classes moyennes urbaines. Nous avons aussi analysé le contexte de hausse des prix des *commodities* dans le chapitre 2, des exemples d'intégration régionale dans l'introduction et les relations entre la Révolution Citoyenne et la société dans la partie sur le populisme de ce chapitre ainsi que le pacte de consommation. Nous allons désormais nous concentrer sur ce que signifie le « retour de l'Etat » et sur la continuité du régime d'accumulation basé sur l'extractivisme.

Ce dernier point a été un des points les plus débattus lors des dix années de Correa à la tête de l'Etat. En Equateur, il existe une tension entre développement économique, extension des droits sociaux et protection de la nature, au sein d'un Etat plurinational qui doit prendre en compte le respect des droits culturels des peuples et nationalités indigènes. Cette tension est présente dans la Constitution et s'exprime avec la présence d'un chapitre sur le développement avec une vision développementiste, basée sur l'exploitation des ressources naturelles, et d'un autre chapitre sur le régime du Bien Vivre qui s'articule avec le respect des droits de la nature ainsi que des droits collectifs des peuples indigènes.

La problématique qui se pose, dans un pays dont le régime d'accumulation est basé sur l'extractivisme, est de résoudre la difficulté de concilier les exigences environnementales avec la croissance économique nécessaire pour transformer le pays et approvisionner l'ensemble de la population en services publics de base, au sein d'un Etat plurinational. Dans d'autres termes, comment penser, de manière simultanée, l'équité sociale, la soutenabilité environnementale et les différences identitaires, tout en générant les ressources économiques nécessaires pour financer la transition vers une économie post-pétrolière ou la lutte contre la pauvreté, ressources qui manquent à l'Etat équatorien.

Le dilemme consiste à répondre à l'urgence, au court terme, tout en pensant au long terme à travers les objectifs du Plan national pour le Bien Vivre. Nous reviendrons plus tard sur la planification. Avant cela, mettons en évidence les termes du débat. En février 2012, la Senplades a sorti une étude<sup>606</sup> dont les résultats estimaient que l'Etat équatorien devait investir plus de 70 milliards de dollars pour satisfaire la population en services publics (eau potable, égouts, électricité, éducation, santé, transports, déchets, etc.) d'ici 2021. Pour combler l'écart de la couverture des 66 services publics analysés au niveau

---

<sup>606</sup> Senplades, 2012, *El Estado a tu lado, más servicios cerca de ti*, Quito, Senplades.

territorial, l'Etat devait dépenser 40 milliards de dollars, en plus des 4,7 milliards de dollars annuels pour le fonctionnement des services publics déjà installés. Couvrir tous ces coûts aurait nécessité l'investissement de 12% du PIB annuel avec une croissance moyenne de 5% par an jusqu'en 2021. Cette étude avait pour objectif de planifier les investissements de l'Etat et d'établir les priorités dans l'assignation des ressources selon les besoins des différents territoires.

Au fait de couvrir l'ensemble du pays des services publics de base et à l'urgence de lutter contre la pauvreté, le problème de l'Equateur est qu'il doit changer son modèle de développement basé sur l'exploitation et l'exportation de ses ressources naturelles et que, pour cela, il a besoin de ressources financières dont l'Etat ne dispose pas, encore plus dans une société dollarisée. C'est en raison de cette problématique que l'ancien Secrétaire national de Senplades, René Ramírez, devant l'impossibilité d'arrêter, dans l'immédiat, toute exploitation des ressources naturelles, avait énoncé la contradiction suivante (que nous avons vu dans le chapitre 2) : l'Equateur a besoin de l'extractivisme pour sortir de l'extractivisme, c'est-à-dire pour financer sa transition vers une société post-pétrolière qui ne dépende plus de l'extractivisme.

La question fondamentale n'est donc pas de savoir s'il faut ou non exploiter les ressources naturelles mais d'essayer de concilier les exigences environnementales avec la croissance économique nécessaire pour transformer le pays et fournir les services publics de base à la population. Il ne s'agit donc pas d'opposer le court terme et le long terme mais de les penser simultanément. La protection de l'environnement et de la biodiversité ne doit pas être considérée comme un frein mais plutôt comme des ressources pour changer de modèle socio-économique. Finalement, la question est de savoir combien de temps va durer cette transition et donc pendant combien de temps l'Equateur aura besoin d'exporter ses ressources naturelles.

Disposer de ressources financières importantes venant de l'exploitation des ressources naturelles ne va pas automatiquement servir à changer de modèle socio-économique et de matrice productive. Pour réussir ces transformations, il est nécessaire d'investir dans les secteurs productifs et de services qui permettraient ces changements structureaux. Et cela, sans laisser de côté les investissements dans les services publics pour répondre aux besoins basiques de la population. Donc l'Etat doit redistribuer une partie des royalties de l'extractivisme aux populations locales et, en même temps, les investir dans des grands projets qui transformeraient la matrice énergétique et productive. L'objectif de la planification de la Révolution Citoyenne était de changer de matrice productive et ainsi

de parier sur les bénéfices de sa biodiversité pour devenir une société de la bioconnaissance comme cela était prévu dans le Plan National. Toutefois, la contradiction de l'extractivisme oblige à se questionner sur les lieux où doit se faire cette exploitation pour ne pas détruire cette biodiversité.

En ce qui concerne l'extractivisme, le retour de l'Etat s'est caractérisé par l'interdiction constitutionnelle de privatiser les ressources stratégiques du pays. Cela a permis au gouvernement de mettre en place des mesures visant à capter une partie importante de l'excédent provenant des rentes de ces ressources, principalement la rente pétrolière. La gestion nationale de ces excédents a impliqué la fixation de conditions (notamment fiscales) d'exploitation des ressources naturelles par des entreprises étrangères. Le gouvernement a donc dû renégocier les contrats avec différentes multinationales pétrolières ce qui, dans un contexte de prix élevés des *commodities*, lui a permis d'augmenter les marges de participation étatique dans les revenus et *royalties*.

Cette stratégie a permis à l'Etat équatorien d'avoir un peu plus d'autonomie par rapport au pouvoir global et surtout de financer le développement national avec des capitaux propres. Il faut noter que, contrairement à d'autres pays latino-américains, les programmes sociaux ne sont pas financés par les revenus de la rente pétrolière car la Constitution de 2008 interdit l'utilisation de revenus non permanents (les revenus du pétrole dépendant de la fluctuation des prix au niveau international sont considérés comme des revenus non permanents) pour financer des coûts permanents. Par exemple il est possible de financer la construction d'infrastructures (écoles, hôpitaux, routes, etc.) avec la rente pétrolière mais pas les salaires des fonctionnaires (professeurs, médecins, etc.).

## **2. « Retour de l'Etat », régulation et planification**

En Amérique latine, la question de l'Etat est revenue sur le devant de la scène politique dans les années 2000 avec l'arrivée au pouvoir des gouvernements progressistes. L'Etat est vu comme un lieu de pouvoir et de conflits, un territoire de luttes qui est utile pour la construction d'une hégémonie et contre-hégémonie : « Parler de l'Etat, c'est se référer au pouvoir, pas seulement dans sa dimension restreinte "au politique", mais par rapport

à la signification économique et social large qu'il exprime. »<sup>607</sup> Il était assez courant, en Equateur, d'entendre, lors de conférences, le ministre de la Planification René Ramírez dire que la Révolution Citoyenne avait gagné les élections, était à la tête du gouvernement mais n'avait pas encore gagné le pouvoir. Il disait cela en référence aux différents pouvoirs de fait : les grands groupes économiques, certains partis politiques qui avaient placé des personnes stratégiques dans les différents ministères, la presse, les pouvoirs financiers, la bourgeoisie et son pouvoir social, etc.

Il existe donc à l'intérieur de l'Etat des rapports de forces entre classes, ces classes dominantes façonnant des structures de production et de reproduction sociale et économique. Les luttes au sein de l'Etat n'avaient pas disparu lors de la période néolibérale mais elles étaient restreintes aux classes dominantes. L'arrivée au pouvoir des gouvernements progressistes a marqué un changement dans la composition sociale de ce pouvoir, en commençant par le leader : un indigène en Bolivie, un ouvrier au Brésil, un enseignant en Equateur, un militaire venant des classes moyennes basses au Venezuela, un guérillero populaire en Uruguay, etc. Dans ces cas-là, la lutte pour l'Etat et le pouvoir est aussi une lutte pour la recomposition sociale des classes dominantes. C'est ce qui s'est passé en Equateur avec un renouvellement des élites étatiques et l'arrivée au sein de l'Etat d'une génération de jeunes technocrates de classes moyennes avec une éducation universitaire.

Cette nouvelle génération de la gauche latino-américaine a fait le pari, contrairement à ses aînés des années 1960 et 1970, de participer à la démocratie représentative et d'arriver au pouvoir en gagnant des élections. D'ailleurs, dans certains pays comme l'Equateur, ce sont les victoires lors des élections et des référendums qui ont légitimé les gouvernements progressistes. Toutefois, le « retour de l'Etat » a consisté principalement « à gagner des degrés de liberté pour s'appropriier et gérer avec une relative autonomie des parts de capital et de revenus générés dans l'espace territorial national »<sup>608</sup>.

---

<sup>607</sup> Thwaites Rey, Mabel, Ouviaña, Hernán, 2018, « El ciclo de impugnación al neoliberalismo en América Latina: auge y fractura », in Ouviaña, Hernán, Thwaites Rey, Mabel (Comp.), *Estados en disputa. Auge y fractura del Ciclo de Impugnación al Neoliberalismo en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, IEALC, Editorial El Colectivo, p. 29.

<sup>608</sup> Thwaites Rey, Mabel, Ouviaña, Hernán, 2018, « El ciclo de impugnación al neoliberalismo en América Latina: auge y fractura », in Ouviaña, Hernán, Thwaites Rey, Mabel (Comp.), *Estados en disputa. Auge y fractura del Ciclo de Impugnación al Neoliberalismo en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, IEALC, Editorial El Colectivo, p. 31.

En Equateur, la Constitution de 2008 élargit le rôle de l'Etat et de ses capacités pour réguler l'économie, les marchés et redistribuer la richesse sociale.<sup>609</sup> Pour cela, une des caractéristiques a été la récupération de ses capacités de planification, fondamentales pour la transition écologique et sociale vers une société post-extractiviste. La Révolution Citoyenne a mis en œuvre des plans de développement qui posent clairement les objectifs à long terme : dans les deux prochaines décennies, le pays doit passer à une société post-pétrolière et transiter vers une économie de services, centrée sur la connaissance et vers le développement de l'industrie nationale dans le cadre d'une politique de substitution sélective des importations.

Durant la période de la Révolution Citoyenne, il y a eu trois plans de développement. Le Plan national de développement 2007-2010, qui s'appelait « Plan pour la Révolution Citoyenne », reprenait les principaux points du plan de gouvernement avec lequel la Révolution Citoyenne est arrivée au pouvoir en 2006 et a gagné les élections pour élire les députés à l'Assemblée constituante en 2007. Il a été changé avant d'arriver à échéance à cause de la nouvelle Constitution qui va au-delà du programme de gouvernement de 2006. C'est ainsi que le Plan national pour le Bien Vivre (PNBV) 2009-2013<sup>610</sup> a pris le relais. Il s'agit du plan le plus important car il constitue la base de la planification de la Révolution Citoyenne avec des objectifs clairs à long – les 20 prochaines années – et explique les différentes phases de quatre ans pour arriver à ces objectifs. Le Plan national pour le Bien Vivre 2013-2017<sup>611</sup> renforçait la vision du PNBV 2009-2013 en ayant pour principaux objectifs le changement de la matrice productive et l'éradication de l'extrême pauvreté. Il fallait articuler l'accélération de la lutte contre la pauvreté et préparer les bases pour changer la matrice productive et sortir de la dépendance aux matières premières.

Le concept de Bien Vivre a été incorporé dans ces deux plans. Il ne s'agit pas seulement d'un changement sémantique – le passage du développement au Bien Vivre – mais il se voulait être une transformation de paradigme de société en plaçant le Bien Vivre. Il y

---

<sup>609</sup> Ramírez Gallegos, Franklin, 2016, « Political Change, State Autonomy, and Post-Neoliberalism in Ecuador, 2007–2012 », *Latin American Perspectives*, vol. 43, n°1, p. 143-158 ; Ramírez Gallegos, Franklin, 2012, « Reconfiguraciones estatales en Ecuador », in Thwaites Rey, Mabel (Ed.), *El Estado en América Latina: continuidades y rupturas*, Santiago de Chile, CLACSO/ASDI/Editorial ARCIS, p. 341-375.

<sup>610</sup> Voir *Plan Nacional del Buen Vivir 2009-2013* : [http://www.planificacion.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2012/07/Plan\\_Nacional\\_para\\_el\\_Buen\\_Vivir.pdf](http://www.planificacion.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2012/07/Plan_Nacional_para_el_Buen_Vivir.pdf)

<sup>611</sup> Voir *Plan Nacional del Buen Vivir 2013-2017* : <https://observatorioplanificacion.cepal.org/sites/default/files/plan/files/Ecuador%20Plan%20Nacional%20del%20Buen%20Vivir.pdf>



avait une volonté de dépasser la compréhension traditionnelle, monoculturelle et mécaniciste du développement avec comme objectif final la transformation économique, sociale, environnementale, politique, culturelle à laquelle devait aboutir la planification.

La construction d'un horizon de sens était nécessaire pour dissocier le développement de la simple recherche de croissance économique et l'associer avec la défense de la nature et des droits culturels et territoriaux des peuples indigènes. Le Bien Vivre articule les critiques écologistes du développement avec les demandes de reconnaissance des peuples et nationalités indigènes. Toutefois, ces plans reprennent l'affirmation de la nécessité des ressources financières de l'extractivisme pour sortir de l'extractivisme que nous avons analysé dans le chapitre 2. En cela, le courant éco-marxiste du Bien Vivre, mené par l'ancien ministre de la Planification René Ramirez, se rapproche en partie du pôle développementaliste, prédominant au sein du gouvernement, qui a privilégié l'exploitation des ressources naturelles pour financer l'expansion des droits sociaux et la réactivation des forces productives.

La planification trace les grandes lignes politiques et de changement de la Révolution Citoyenne, sous l'impulsion notamment de la SENPLADES. Le plan de 2009-2013, s'il s'inspire grandement du programme de gouvernement d'*Alianza PAIS*, était aussi le résultat de la réalisation de plus d'un millier d'ateliers, de conférences et de réunions avec différents secteurs sociaux (indigènes, afroéquatoriens, étudiants, féministes, syndicats, etc.). Ce nouveau plan était nécessaire afin de respecter la Constitution et d'avoir une plus forte légitimité avec la forte participation citoyenne.

Les piliers du PNBV sont les suivants : 1) un modèle économique inclusif qui incorpore les acteurs sociaux qui ont été historiquement exclus des logiques du marché comme les populations indigènes, les afroéquatoriens mais aussi les classes populaires et pauvres ; 2) la transition de l'anthropocentrisme au biocentrisme voire, comme il est dit dans le plan, au biopluralisme. Cela vise principalement à modifier la relation des êtres humains avec la nature ; 3) L'objectif est d'arriver à la société du Bien Vivre ce qui renvoie à l'égalité, la justice sociale et à l'interculturalité ce qui passe aussi par l'instauration d'un Etat plurinational. Si le plan va être renouvelé tous les quatre ans, cette feuille de route a une vision sur 20 ans afin de penser ce que René Ramirez appelle la « grande transition pour la grande transformation »<sup>612</sup>.

---

<sup>612</sup> Ramírez Gallegos, René, 2012, « Izquierda y “buen capitalismo”. Un aporte crítico desde América Latina », *Nueva Sociedad*, n°237, janvier-février, p. 33-48.

Le PNBV 2009-2013 était composé de 12 objectifs : 1. Aboutir à l'égalité, la cohésion et l'intégration sociale et territoriale dans la diversité ; 2. Améliorer les capacités et les potentialités de la citoyenneté ; 3. Améliorer la qualité de vie de la population ; 4. Garantir les droits de la nature et promouvoir un environnement sain et soutenable. 5. Garantir la souveraineté et la paix, et impulser l'insertion stratégique dans la monde et l'intégration latino-américaine ; 6. Garantir le travail stable, juste et digne dans sa diversité de formes ; 7. Construire et renforcer les espaces publics, interculturels et de rencontre commune ; 8. Affirmer et renforcer l'identité nationale, les identités diverses, la plurinationalité et l'interculturalité ; 9. Garantir la vigilance des droits et la justice ; 10. Garantir l'accès à la participation publique et politique ; 11. Établir un système socio-économique solidaire et soutenable ; 12. Construire un Etat démocratique pour le Bien Vivre.

L'objectif général du PNBV est de changer de modèle de développement à moyen/long terme pour aller vers une société de la bioconnaissance. Pour cela, des réformes structurelles profondes sont nécessaires pour changer le modèle libéral, exportateur de matières premières, basé sur l'extractivisme et laissant de côté le respect de la biodiversité. Cela passe par des changements radicaux dans les moyens de production de biens ou d'énergie ainsi que dans la société de consommation. Selon le gouvernement équatorien, le meilleur avantage comparatif du pays est sa biodiversité et le meilleur avantage compétitif qu'il pourrait avoir serait de savoir en profiter, à travers la conservation de cette biodiversité et la construction d'industries propres en relation, notamment, avec les biotechnologies.

Selon René Ramirez, un des principaux leaders intellectuels et politiques de la planification des premières années de la Révolution Citoyenne au cours desquelles ont été pensées les grandes étapes de la transition vers une société du Bien Vivre, « premièrement, il est nécessaire de construire une société post-néolibérale [...], ensuite un capitalisme populaire ou socialisme de marché et finalement un biosocialisme républicain »<sup>613</sup>. Cette dernière étape qu'il appelle aussi « socialisme du Sumak Kawsay » correspond à la société du Bien Vivre. Ce processus n'est pas forcément linéaire et ces étapes ne forment pas des ruptures entre elles ; il peut y avoir des périodes où elles s'entrelacent.

---

<sup>613</sup> Ramirez, René, 2010, *Socialismo del Sumak Kawsay o biosocialismo republicano*, Quito, Senplades, p. 24.

Pour aboutir au changement de modèle de développement, il est prévu quatre phases de quatre ans chacune. La première est celle du transfert de la technologie appliquée. Lors de cette période, il s'agit d'accumuler des ressources pour la transition et d'approfondir la redistribution de cette richesse. On reste dans un modèle exportateur de matières premières mais on procède à une substitution sélective des importations. L'objectif est de poser les bases de l'accumulation à partir de l'extractivisme pour sortir de l'extractivisme afin de financer la transition.

Quant à la deuxième phase, elle a pour objectif d'investir dans le développement technologique. L'Etat procède à la distribution de l'accumulation des ressources de la première phase et à la consolidation de la stratégie de substitution sélective des importations. C'est lors de cette phase que commenceront le changement de la matrice énergétique et la stabilisation de la nouvelle industrie nationale. Les ressources financières sont fondamentales pour arriver à cet objectif, ainsi que des alliances internationales pour financer les transferts de technologies à moindre coût ou trouver des crédits avec des taux d'intérêt faibles et sans conditions.

La troisième phase est celle de l'innovation technologique. Elle est le résultat de la phase précédente et de l'investissement dans les technologies. On redistribue toujours l'accumulation des richesses et lors de cette phase, après la substitution des importations, l'Etat consolide cette fois la substitution des exportations. Au fil des années, la substitution des importations aura permis et aura laissé peu à peu place à la substitution des exportations : recherche, innovation, sciences et technologies. Il s'agit du renforcement de la transition vers une économie post-extractiviste.

Enfin, la quatrième et dernière phase prévoit le changement total de modèle socio-économique qui sera basé sur la bioconnaissance et les biotechnologies. L'Equateur aura réussi sa reconversion d'un pays exportateur de matières premières à une société de services, de bioconnaissance et de services éco-touristiques.

Cette planification avait pour but d'aller vers la société du Bien Vivre basée sur la bioconnaissance. Si l'on suit André Gorz, « l'économie de la connaissance a donc vocation à être une économie de la mise en commun et de la gratuité, c'est-à-dire le contraire d'une économie. [...] La « valeur » d'une connaissance s'y mesure non en argent mais par l'intérêt qu'elle suscite, la diffusion qu'elle reçoit. »<sup>614</sup> La bioconnaissance, définie par les personnes qui ont conseillé la Senplades pour

---

<sup>614</sup> Gorz, André, 2008, *Ecologica*, Paris, Editions Galilée, p. 20

l'élaboration du PNBV, est la connaissance pour la vie<sup>615</sup>. Pour préciser cette définition, on pourrait rajouter que « la bioconnaissance est constituée des théories, savoirs et applications scientifiques et traditionnelles que la société a développés tout au long de l'histoire sur la biodiversité et ses systèmes complexes et auto-gestionnaires, le nouvel ordre naturel et modifié, où se réalise et se soutient la vie et qui contribuent au Bien Vivre et à la soutenabilité de la planète. »<sup>616</sup>

Il est évident que la planification n'est pas une suite de phases et de politiques publiques. Elle est traversée par des tensions, des conflits sociaux et politiques, par des luttes pour influencer sur le sens à donner à la transition écosociale, mais aussi par des avancées et des reculs. La construction d'une nouvelle société proposée par le PNBV met en tension la nécessaire croissance économique pour générer une certaine accumulation pour financer la transition mais aussi pour la redistribution sociale. Cette tension entre l'urgence sociale et le long terme de la transition se fait autour de deux questions fondamentales : 1) Comment passer à un post-extractivisme, notamment en conservant le pétrole sous terre (à partir de l'exemple de l'Initiative Yasuní-ITT que nous verrons dans le chapitre suivant), à une autre forme de génération de la richesse, de distribution et redistribution économique, dans un pays dépendant de l'extraction et exportation de ses matières premières ? 2) Comment passer de la conservation de la biodiversité à sa transformation en bioconnaissance pour créer un autre type de société ? Dans le PNBV, il existe une volonté de mettre en relation la génération de la richesse avec la soutenabilité environnementale. Il faut savoir donner une valeur ajoutée à la biodiversité. La connaissance de la biodiversité doit permettre de générer une valeur ajoutée à travers la science, les technologies, l'innovation et le développement de nouvelles connaissances qui se dirigeront vers la satisfaction des nécessités des personnes. La conservation de la biodiversité s'appuie sur les droits de la nature afin de surmonter la vision économiste des ressources naturelles et arriver à faire de la biodiversité un « patrimoine stratégique »<sup>617</sup>. Elle serait aussi objet de politiques publiques destinées à exécuter « des transformations dans la production et la

---

<sup>615</sup> Quirola Suárez, Dania, 2010, « La universidad ecuatoriana en la transición hacia la sociedad del Buen Vivir basada en el bioconocimiento » in Ramírez, René (coord.), *Transformar la Universidad para Transformar la Sociedad*, Quito, SENPLADES, p. 196.

<sup>616</sup> SENPLADES, Naturaleza y Cultura et Universidad Técnica Particular de Loja, 2010, *Sistematización del Primer Taller sobre Bioconocimiento en la Zona de Planificación 7*, Loja, Document de travail, inédit.

<sup>617</sup> Secretaria Nacional de Desarrollo y Planificación, 2009, *Plan nacional para el Buen Vivir 2009-2013: Construyendo un Estado Plurinacional e Intercultural*, Quito, Senplades, p. 217.

consommation, afin de prévenir, maîtriser et réduire la pollution de l'environnement, et ainsi permettre au pays d'affronter, stratégiquement, le réchauffement climatique »<sup>618</sup>.

Au-delà de la question de la conservation de la biodiversité, la planification vers une société post-extractiviste ne signifie pas qu'il faille abandonner les avantages comparatifs traditionnels, l'exploitation des ressources naturelles, mais qu'il faille investir les rentes générées par leur exportation dans toute une gamme de politiques publiques qui aboutissent à moyen terme à réduire l'importance de l'extractivisme dans l'exportation et dans le budget de l'Etat en augmentant la valeur ajoutée des exportations. C'est l'idée principale de la contradiction d'utiliser les ressources financières de l'extractivisme pour sortir de l'extractivisme.

En plus de la planification, le retour de l'Etat a signifié la récupération de ses capacités régulatrices. Le néolibéralisme ne laisse pas de côté la régulation mais celle-ci est orienté exclusivement vers la régulation du marché pour lui permettre d'assurer l'allocation efficace des ressources à la société. En définitive, « les interventions de l'Etat cherchent donc à corriger les échecs de marché en réintégrant les externalités (réglementation ou taxation sur la pollution, subventions en faveur de la recherche fondamentale, *etc.*) ou en luttant contre les asymétries d'information (obligation de transparence, *etc.*). »<sup>619</sup>. Cependant, dans la Constitution de 2008, la régulation va plus loin que la simple opposition « plus d'Etat, moins de marché » et prône un équilibre entre Etat, marché et société dans la responsabilité collective d'étendre les bénéfices du développement national à de larges secteurs de la population.

Pour le Bien Vivre, cet équilibre est important. Son anti-capitalisme prône la subordination du marché et de l'Etat aux bénéfices de la société. Toutefois, en reprenant les mots d'Anne Frémeaux, « le fait que l'économie ne soit plus capitaliste ne signifie pas la disparition du marché mais le fait que la recherche du profit privé maximum ne soit plus le but recherché. Il s'agit de ré-encadrer l'économie dans des finalités sociales et environnementales collectivement établies. »<sup>620</sup> Si le marché ne disparaît pas, il en est de même avec l'Etat : il ne faut pas viser sa disparition mais plutôt sa socialisation ou sa démocratisation. L'Etat ne doit pas mettre la société sous son contrôle mais laisser se développer ses différentes expressions démocratiques et autres expérimentations

---

<sup>618</sup> *Ibidem*, p. 218.

<sup>619</sup> De Catheu, Louis, Gambacurta-Scopello, Ruggero, 2022, « Un Etat pour la planification écologique », *Le Grand Continent*, 5 mai, [https://legrandcontinent.eu/fr/2022/05/05/un-etat-pour-la-planification-ecologique/?mc\\_cid=6f3964bf15&mc\\_eid=7a686d85ff](https://legrandcontinent.eu/fr/2022/05/05/un-etat-pour-la-planification-ecologique/?mc_cid=6f3964bf15&mc_eid=7a686d85ff)

<sup>620</sup> Frémeaux, Anne, 2011, *La nécessité d'une écologie radicale. La pensée à l'épreuve des problèmes environnementaux*, Paris, Editions Sang de la Terre, p. 77.

d'émancipation collective. Les politiques publiques doivent aider à ce développement. C'est à cela qu'encourageait le PNBV : « Notre concept de bien vivre nous oblige à reconstruire la sphère publique pour nous reconnaître, nous comprendre et nous valoriser les uns les autres – entre divers mais égaux – pour que prospère la possibilité de réciprocité et consentement mutuel, et avec cela rendre possible l'auto-réalisation et la construction d'un avenir social partagé. »<sup>621</sup>

Toutefois, lors de la Révolution Citoyenne, comme nous l'avons vu lors de notre analyse du populisme, la société a été moins présente que l'Etat. C'est une des critiques les plus importantes à la Révolution Citoyenne en particulier et aux gouvernements progressistes en général, ce que certains auteurs appellent la « passivation »<sup>622</sup> de la société par l'Etat. Sergio Jiménez Viader définit la révolution passive de Gramsci de la manière suivante : « La révolution passive est un processus par lequel la classe dirigeante absorbe certaines des revendications des masses populaires pour contrecarrer ou empêcher la révolution, faisant accepter au mouvement révolutionnaire son incapacité à transformer la société et finit par s'intégrer dans le système. C'est-à-dire qu'au soulèvement initié par les masses, le groupe dirigeant répond par un “réformisme tempéré”, par “petites doses”, évitant la participation des masses elles-mêmes à tout ce processus. »<sup>623</sup>

En Equateur, l'expansion du pouvoir de l'Etat et l'affaiblissement de celui de la société – qui n'a pas débuté avec la Révolution Citoyenne mais s'est amplifiée avec celle-ci – ont fait évoluer le processus politique d'un national-populisme à un national-étatisme.<sup>624</sup> Beaucoup d'acteurs sociaux et politiques ont dénoncé une politique de contrôle des organisations sociales par l'Etat avec l'utilisation, dans certains cas, du pouvoir judiciaire. Le manque d'ouverture de l'Etat équatorien face à certaines initiatives populaires démocratiques s'est exprimé, par exemple, avec les entraves de l'Etat face au processus de recollection des signatures pour appeler à une consultation populaire pour

---

<sup>621</sup> Secretaria Nacional de Desarrollo y Planificación, 2009, *Plan nacional para el Buen Vivir 2009-2013: Construyendo un Estado Plurinacional e Intercultural*, Quito, Senplades, p. 10.

<sup>622</sup> Par exemple, Modonesi, Massimo, 2017, *Revoluciones pasivas en América*, México, UNAM, Editorial Itaca.

<sup>623</sup> Jiménez Viader, Sergi, 2021, « Gramsci presente: una aproximación a los conceptos de crisis orgánica y revolución pasiva para entender la situación política del Reino de España », *Revista d'Humanitats*, n° 5, p. 16-17.

<sup>624</sup> Ortiz Crespo, Santiago, 2018, « Revolución Ciudadana en Ecuador. De lo nacional popular a lo nacional estatal », in Ouviaña, Hernán, Thwaites Rey, Mabel (Comp.), *Estados en disputa. Auge y fractura del Ciclo de Impugnación al Neoliberalismo en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, IEALC, Editorial El Colectivo, p. 234-261.

empêcher l'exploitation pétrolière des champs ITT, après la fin de l'Initiative Yasuní-ITT, comme nous l'analyserons dans le chapitre suivant.

Mais il existe un contre-exemple à cela qui est le Dialogue national de 2015 que nous avons étudié auparavant. Ce processus de dialogue a permis de récupérer la politique et de rapprocher l'Etat de la société en général, en écoutant les demandes de celle-ci qu'elle soit organisée ou non. Cela est fondamental pour construire un autre type de démocratie qui aille au-delà de la démocratie représentative et stimuler d'autres mécanismes et instances de participation. En effet, si les élections servent à élire et légitimer un programme ou un processus politique, la période entre les élections ne peut pas être exempte d'apports politiques de la part de la société que ce soit pour construire des politiques publiques, pour améliorer celles du gouvernement ou pour faire avancer des revendications.

Pour cela, la politique doit sortir des espaces institutionnels traditionnels (ministères, Assemblée Nationale, gouvernements locaux) et se positionner au centre de la société. En contrepartie, une coresponsabilité entre l'Etat et la société est nécessaire, dans un contexte où la culture politique des organisations sociales équatoriennes tend à ce qu'elles soient plus propices à diriger leurs demandes exclusivement vers l'Etat au détriment de la construction et renforcement de leurs bases sociales au sein de la société et avec les secteurs populaires. D'un côté, l'Etat a besoin d'ouvrir des espaces de participation que la société doit s'approprier. Et, d'un autre côté, la société doit aussi établir ses propres espaces d'auto-organisation avec comme objectif de dés-institutionnaliser la participation et ne pas dépendre seulement de l'Etat pour se construire comme sujet politique. Un processus politique national-populaire ne peut pas exister sans une participation effective de la société dans une période de transformation de la société. La continuité d'un tel projet politique dépend nécessairement de cela, au-delà de la victoire électorale dans les urnes (sur laquelle insistait le président Correa pour asseoir sa légitimité politique) car cela signifie aussi disputer les différents espaces de construction culturelle<sup>625</sup>, au sein desquels la logique néolibérale persiste encore.

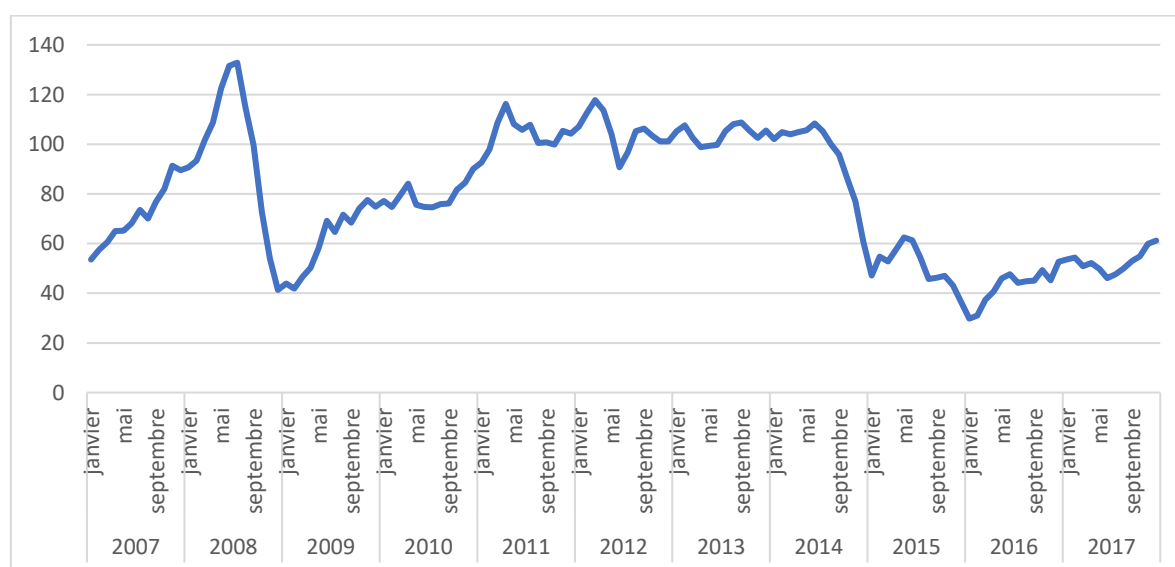
### **3. Résultats socio-économiques du post-néolibéralisme en Equateur**

---

<sup>625</sup> Monedero, Juan Carlos, Prieto, Carlos, 2017, « La renovación del pensamiento de Gramsci: entrevista con Bob Jessop », *Publico*, 26 avril, <http://www.publico.es/opinion/renovacion-pensamiento-gramsci-entrevista-bob.html> (consultée le 30 avril 2017).

Avant d’analyser une série d’indicateurs qui nous aideront à étudier les conséquences socio-économiques du post-néolibéralisme de la Révolution Citoyenne, il est nécessaire de revenir sur l’évolution de la rente pétrolière. Le graphique 1 nous montre la fluctuation des prix mensuels du pétrole au niveau mondial entre 2007 et 2017. Même si le prix du pétrole équatorien est plus faible à cause de sa mauvaise qualité, comme nous le verrons dans le chapitre 4, il n’en reste pas moins qu’entre 2010 et 2014, les prix étaient supérieurs à 80 dollars le baril, ce qui a permis à l’Etat équatorien de disposer d’une rente importante. On voit bien, avec cette courbe, que les fluctuations sont importantes et que la chute des cours est souvent assez brutale, comme en 2008 (passant de 133\$ en juillet à 41\$ en décembre) et en 2014 (de 105\$ en juillet à 47\$ en janvier 2015). C’est pour cela que la Constitution interdit de financer des dépenses permanentes en se basant sur le prix du pétrole.

**Graphique 1. Prix mensuel du pétrole 2007-2017**



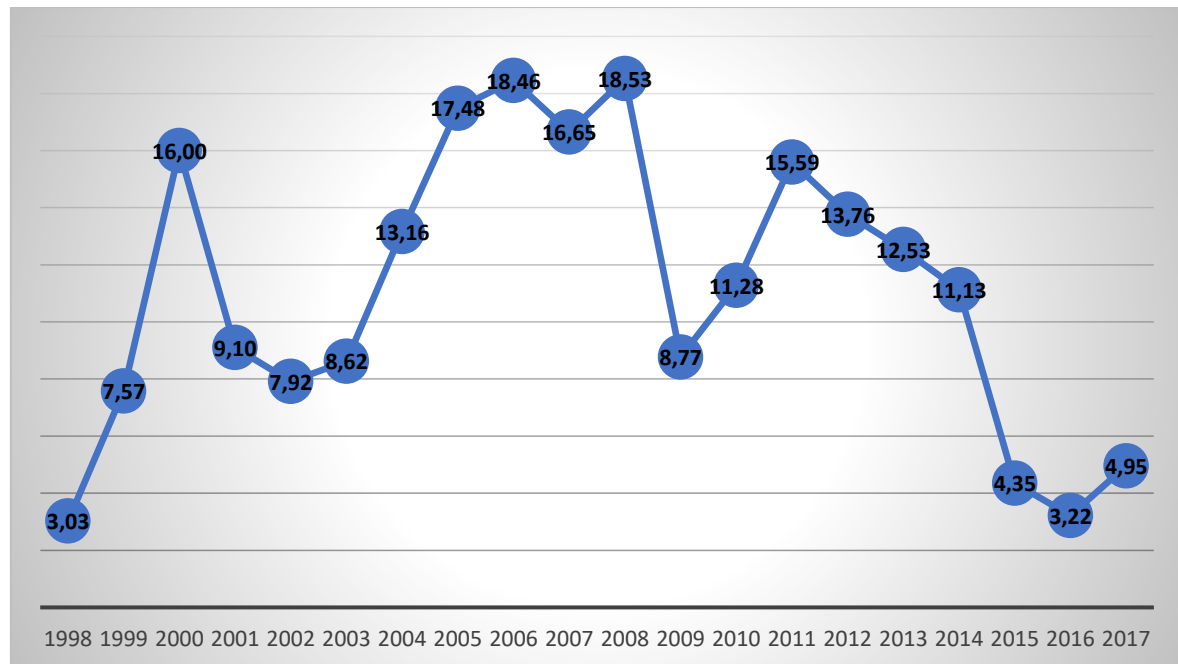
Source : CEPAL

Avec l’augmentation des prix du pétrole dans la première moitié des années 2010, la manne financière générée par le pétrole a fortement augmenté pour l’Etat équatorien et a été utilisée pour financer les investissements publics dont le pays avait besoin : ponts, routes, autoroutes, aéroports, mais aussi des centrales hydroélectriques (ce qui a permis à l’Equateur d’être souverain au niveau énergétique quand, avant 2010, il importait une partie de son électricité). Ces infrastructures ont été pensées depuis une vision développementiste afin d’améliorer l’accès au marché des petits producteurs mais aussi



pour accélérer les déplacements de marchandises. Toutefois, les besoins sont encore très importants en ce qui concerne l'eau potable et les égouts, surtout dans les zones rurales, qui relèvent des compétences des collectivités locales. Or ces dernières se caractérisent par leur faible niveau de perception des impôts et par une mauvaise utilisation de leur budget, en plus d'un certain degré de corruption.

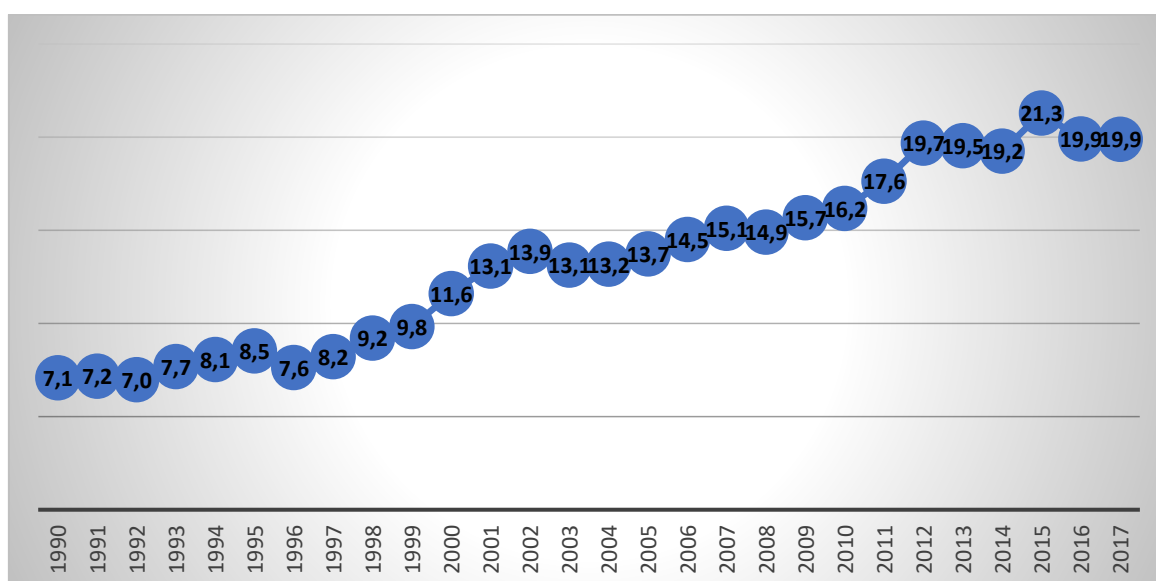
**Graphique 2. % de la rente pétrolière para rapport au PIB en Equateur 1998-2017**



Source : Banque mondiale

Même si les prix du pétrole ont été élevés et que la rente pétrolière a été importante, la part de cette rente dans le PIB (graphique 2) n'a pas suivi la même courbe. En effet, les pourcentages les plus importants se trouvent entre 2005 et 2008 et elle n'a cessé de baisser à partir de 2011, malgré la renégociation des contrats et une production de pétrole assez stable. Ceci peut s'expliquer par l'importance de la perception des impôts qui a expérimenté une forte hausse entre 2006 et 2017 comme nous pouvons le voir avec le graphique 3 : elle est passée de 6,8 milliards de dollars en 2006 (14,5% du PIB) à 20,7 milliards en 2017 (19,9%), avec un maximum de 21,1 milliards en 2015 (21,3%). Le triplement des recettes fiscales est principalement dû à la lutte contre l'évasion fiscale et à la bonne santé de l'économie et de la consommation qu'à de nouveaux impôts ou une hausse des impôts existant.

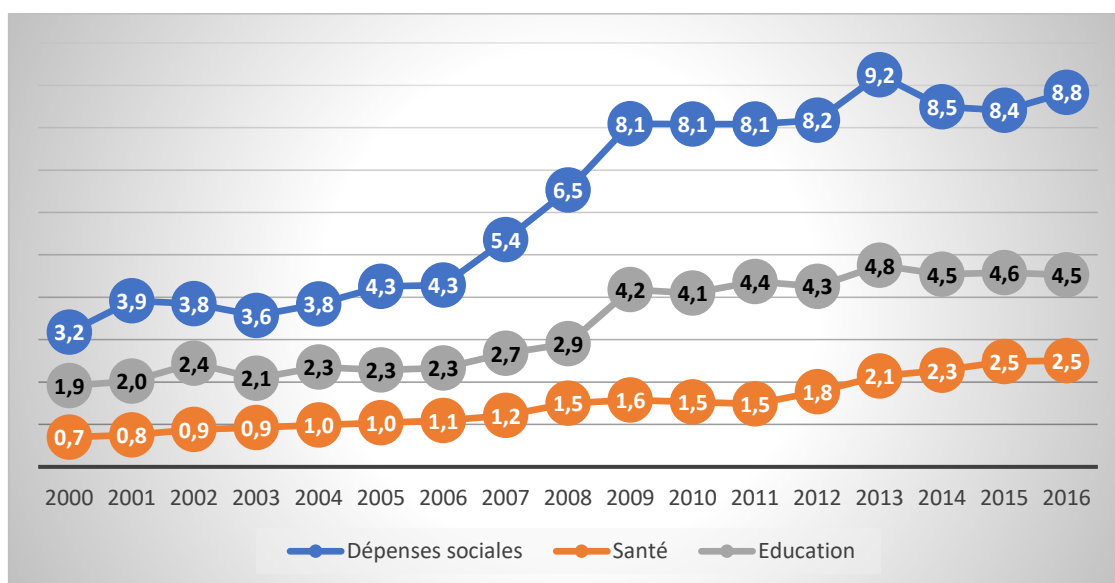
**Graphique 3. Part des recettes fiscales dans le du PIB (%)**



Source : CEPAL

Le post-néolibéralisme de la Révolution Citoyenne s'est fortement ressenti dans la hausse de la part des dépenses sociales dans le budget et dans le PIB. Avec le graphique 4, nous pouvons observer que la part des dépenses sociales dans le PIB a doublé entre 2006 et 2017 tout comme les dépenses en éducation et dans la santé. La CEPAL définit les dépenses sociales comme les ressources dirigées à la protection de l'environnement ; le logement et les services communautaires ; la santé ; les loisirs ; la culture et la religion ; l'éducation ; et la protection sociale. Les dépenses sociales ont pu augmenter parce qu'elles représentaient une priorité pour le gouvernement de Correa alors que les gouvernements antérieurs investissaient une grande partie de la rente pétrolière dans le paiement de la dette externe. Malgré la crise mondiale de 2008 qui a eu quelques effets sur l'économie équatorienne, notamment par la chute des prix des matières premières, et la crise économique qui a commencé en 2014 et s'est affirmé en 2015 et 2016, les dépenses sociales ainsi qu'en éducation et dans la santé n'ont pas diminué. Il est à noter que la protection sociale, c'est-à-dire les subsides aux plus pauvres, a diminué entre 2010 et 2015 passant de 1,6% du PIB à 0,9% du PIB, notamment grâce à la forte réduction de la pauvreté.

**Graphique 4. % du PIB en dépenses sociales, éducation et santé 2000-2016 du gouvernement central**



Source : CEPAL

Les indicateurs des graphiques 5 et 6 sont des exemples de comment les protections sociales et du travail se sont améliorées. La réduction de la part du secteur informel démontre un meilleur accès à la protection du travail et aux droits qui vont avec : avoir un contrat de travail, disposer du droit à la sécurité sociale, cotiser pour la retraite, obtenir semaines de vacances, jours de congé maladies, un salaire fixe mensuel, etc. Le graphique 6 montre la hausse progressive des affiliations à un régime de sécurité sociale<sup>626</sup>, hausse qui a été plus importante dans les zones rurales qu'urbaines ce qui peut s'expliquer par la présence de travailleurs du secteur de la construction et les employées domestiques.

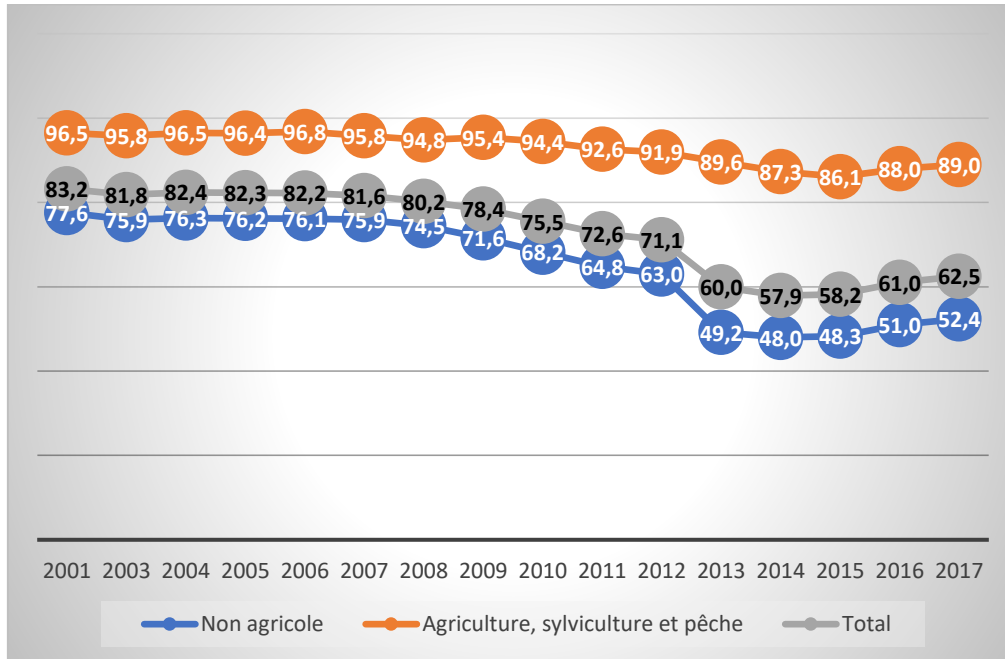
Dans le secteur urbain, la grande majorité du travail informel en Equateur<sup>627</sup> se trouve dans le secteur de la construction, dans celui du travail des employées domestiques (qui a été régulé à partir de 2008 avec l'obligation de les inscrire à la sécurité sociale et en 2015 avec l'élargissement de l'inscription à la sécurité sociale à leurs enfants de moins de 18 ans) et dans la rue. Toutefois, dans les zones rurales, il n'y a pas eu d'amélioration : les travailleurs agricoles ne disposent pas de contrats de travail et donc de la protection qui y est associée. Les travailleurs dépendent de la volonté des

<sup>626</sup> Il existe 3 régimes de sécurité sociale en Equateur : le régime commun (IESS), celui pour les paysans (*seguro campesino*) et le régime des militaires et policiers (ISSFA). Ces institutions disposent de leurs propres centres de santé, hôpitaux, régime de retraite, etc.

<sup>627</sup> Sur le travail informel en Equateur, voir Middleton, Alan, 2022, *El sector informal en el Ecuador. Artesanos, empresarios y empresas familiares precarias*, Quito, FLACSO.

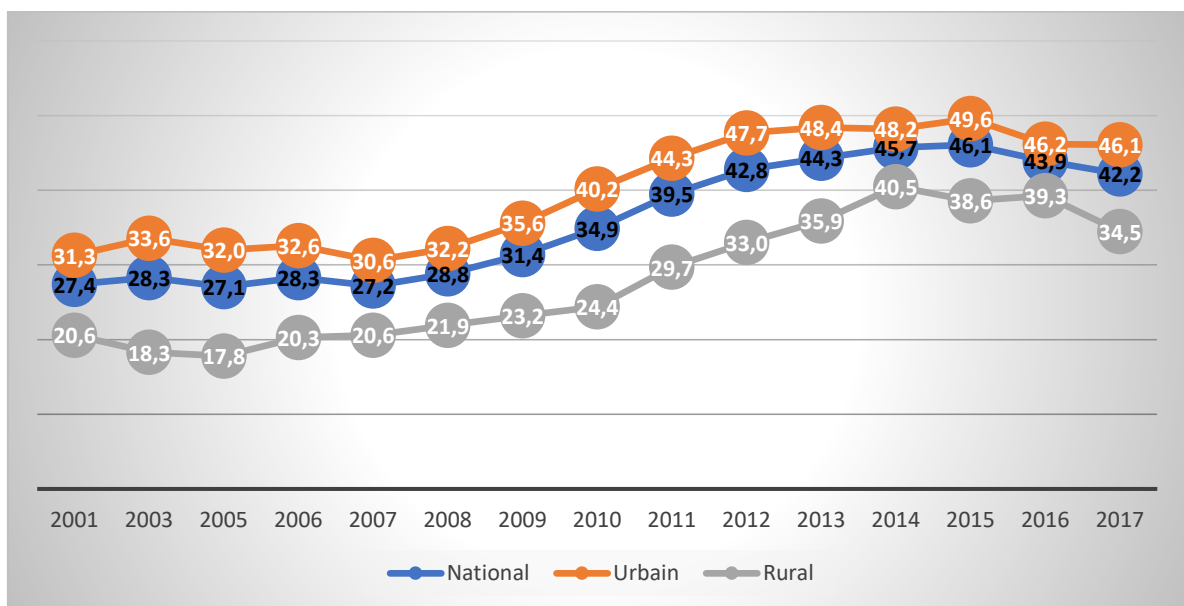
propriétaires des exploitations agricoles, n'ont pas de revenus fixes et n'ont aucune protection contre les accidents du travail et contre les maladies qui sont courantes pour l'utilisation des engrais chimiques par exemple.

**Graphique 5. Estimation de la part du secteur informel dans l'emploi total (%) 2001-2017**



Source : CEPAL

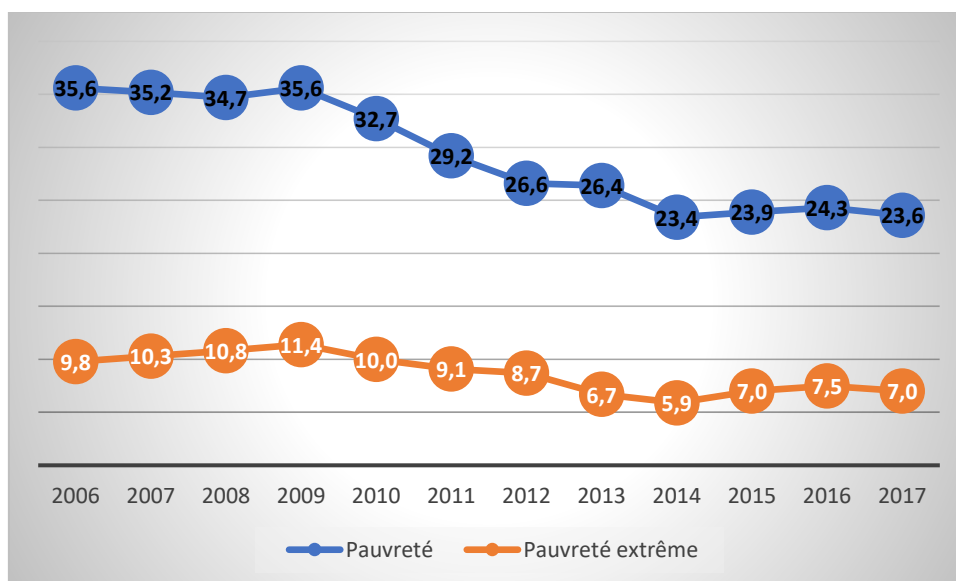
**Graphique 6. Taux de salariés affiliés à un régime de sécurité sociale (%) 2001-2017**



Source : CEPAL

Les résultats sociaux ont un effet sur les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté. Comme nous le montre le graphique 7, la baisse de la pauvreté et de l'extrême pauvreté a été substantielle et n'a pas d'équivalent dans l'histoire équatorienne<sup>628</sup>. De nouveau, les années 2010-2014 ont été celles où les taux ont le plus fortement baissé : 5,5 points pour l'extrême pauvreté et 12,2 points pour la pauvreté. Quant à la pauvreté pour les besoins fondamentaux non satisfaits<sup>629</sup> qui n'est mesurée qu'à partir de décembre 2008, elle est passée de 47 % à 32 % en décembre 2016. Cette baisse de tous les types de pauvreté s'est articulée avec une baisse des inégalités, ce qui n'est pas nécessairement lié. En effet, le coefficient de Gini (graphique 8), qui est utilisé pour mesurer le niveau des inégalités d'un pays, est passé de 0,534 en 2007 à 0,444 en 2017 c'est-à-dire une réduction de 9 points en 10 ans. Ce qui signifie qu'il y a eu à la fois une distribution des richesses en faveur des plus pauvres mais aussi une certaine redistribution vers les plus pauvres.

**Graphique 7. Taux de pauvreté et pauvreté extrême 2006-2017 (%)**

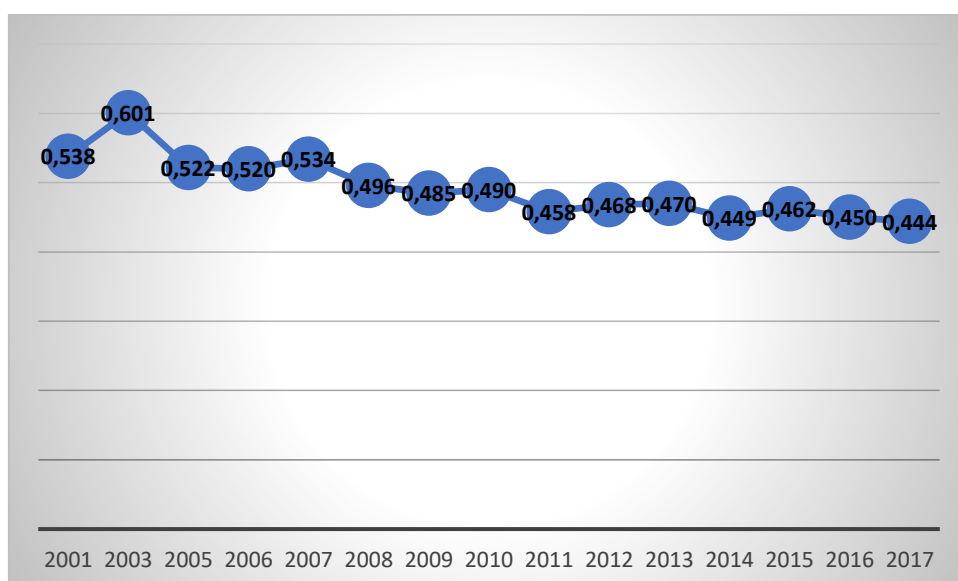


Source : CEPAL

<sup>628</sup> Larrea, Carlos, Greene, Natalia, 2015, « De la lucha contra la pobreza a la superación de la codicia. Ecuador: inequidad social y redistribución del ingreso », in Grupo Permanente de Trabajo sobre Alternativas al Desarrollo, *La osadía de lo nuevo. Alternativas de política económica*, Quito, Abya Yala, Fundación Rosa Luxemburg, p. 40.

<sup>629</sup> Cet instrument de mesure correspond à l'indice de pauvreté humaine du PNUD. Cet indice est calculé à partir des trois dimensions de l'indice de développement humain (IDH) : santé, instruction, niveau de vie décent.

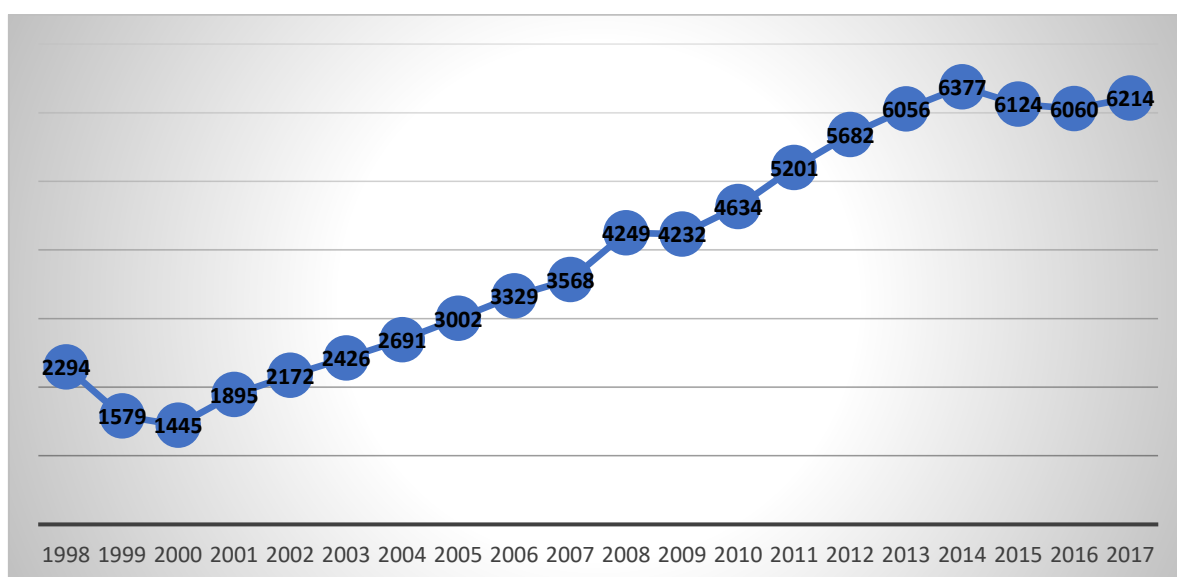
**Graphique 8. Coefficient de Gini 2001-2017**



Source : CEPAL

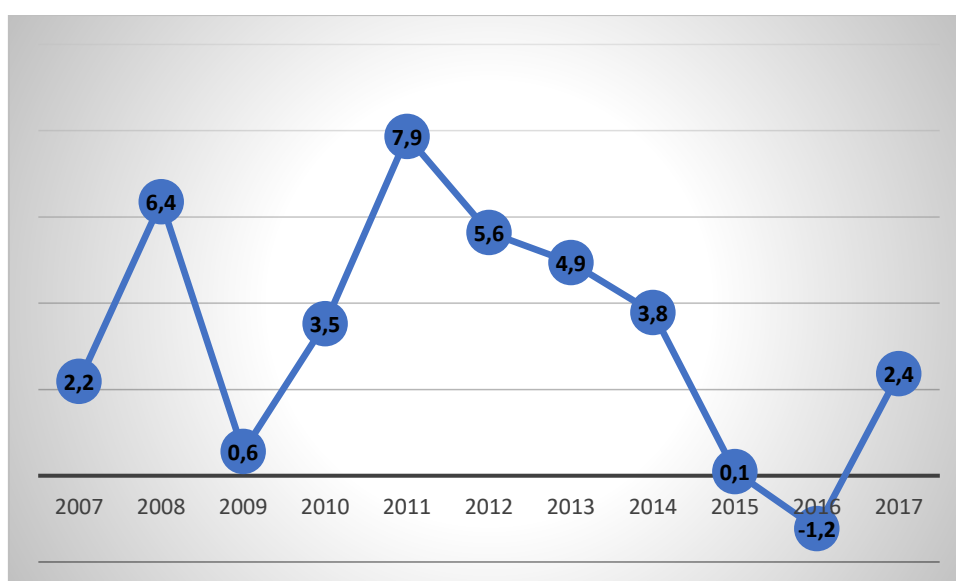
Ces résultats sociaux sont la conséquence des résultats économiques de l'Équateur. Après une baisse lors de la crise de 1999-2000, le PIB par habitant (graphique 9) n'a pas cessé d'augmenter. Il a quasiment doublé entre 2006 et 2017 passant de 3329\$ à 6214\$ par habitant grâce à des taux de croissance (graphique 10) supérieurs à 2,2% sauf en 2009 (0,6%), 2015 (0,1%) et 2016 (-1,2%), seule année où le PIB s'est rétracté, notamment à cause du tremblement de terre d'avril 2016. Ainsi, selon les critères de hiérarchisation des économies de la Banque mondiale, le pays est passé d'un pays à revenu intermédiaire tranche inférieure à un pays à revenu intermédiaire tranche supérieure.

Graphique 9. PIB par habitant en dollars 1998-2017



Source : CEPAL

Graphique 10. Taux de croissance annuelle du PIB (%) 2007-2017

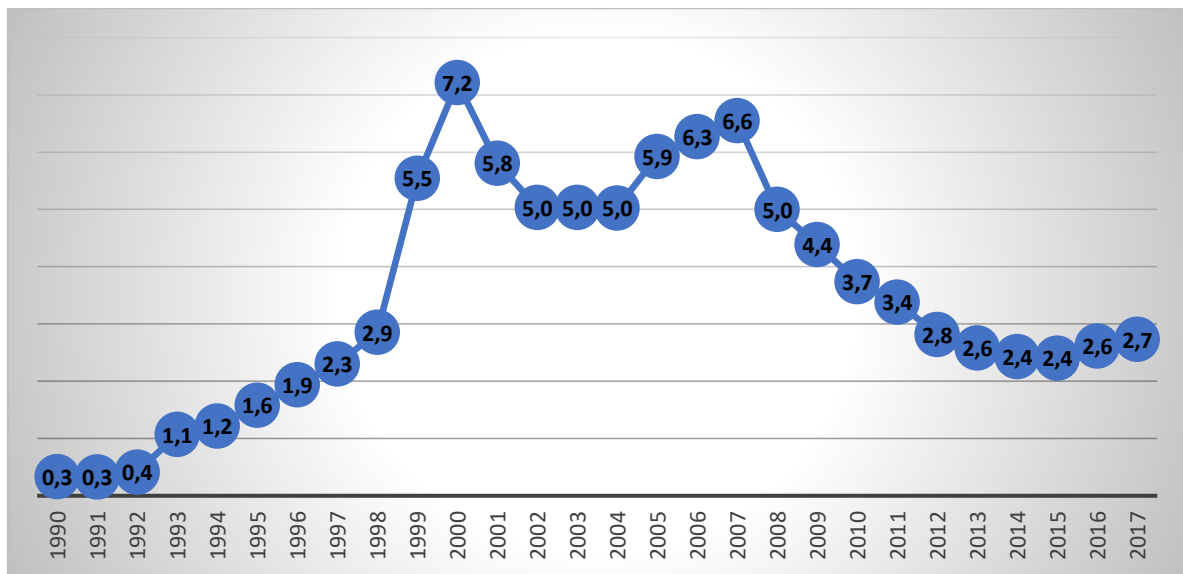


Source : CEPAL

Une des conséquences de ces résultats économiques positifs est la baisse progressive des remises migratoires (*remisas* en espagnol). Celles-ci sont des transferts d'argent que les émigrés envoient à leurs familles pour qu'elles puissent vivre dans leur pays. Dans le graphique 11, nous pouvons observer que ces transferts ont augmenté petit à petit lors des années 1990 pour devenir un secteur important de l'économie équatorienne après la crise de 1999 et la migration de millions d'Équatoriens vers les États-Unis et l'Europe

principalement : entre 1999 et 2007, ils représentaient entre 5% et 7,2% du PIB. Lors de la période de la Révolution Citoyenne, ces transferts d'argent sont passés de 6,6% du PIB en 2007 à 2,4% en 2015 et 2,7% en 2017. Il y a deux raisons pour cela : la crise économique et sociale de 2008 en Europe et aux Etats-Unis qui a fortement impacté les migrants mais aussi la bonne santé économique de l'Equateur avec la réduction de la pauvreté.

**Graphique 11. Pourcentage des remises migratoires par rapport au PIB 1990-2017**



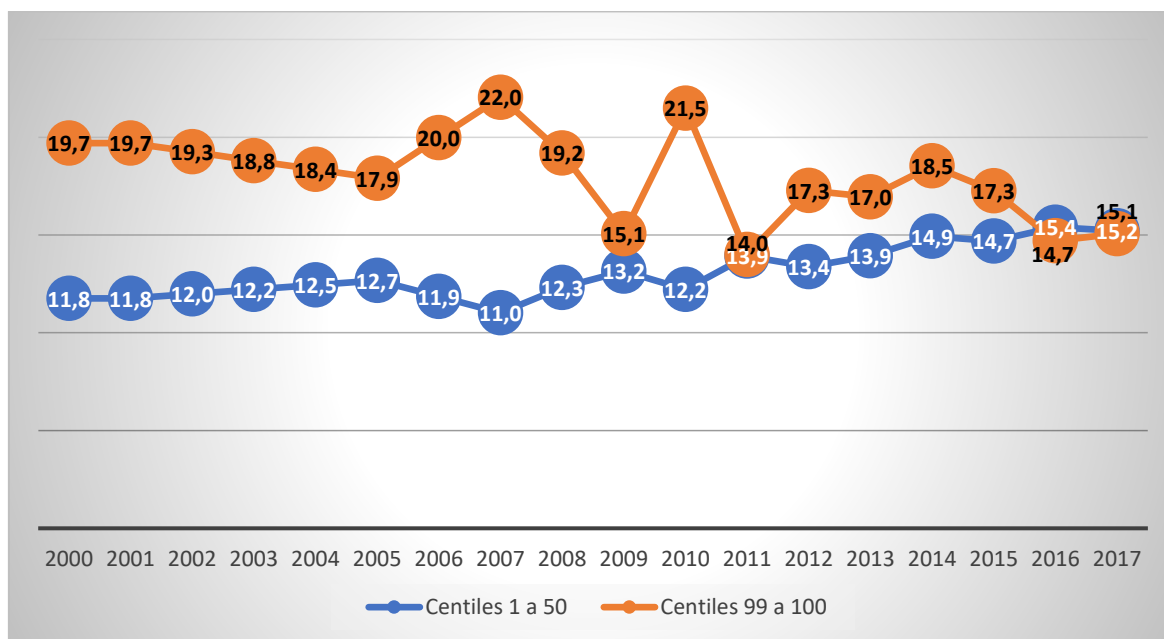
Source : Banque mondiale

Un des discours du président Correa portait sur le fait que les bons résultats de l'économie équatorienne avaient bénéficié à toutes les classes sociales, principalement aux plus pauvres mais aussi aux plus riches. C'est l'un des effets du pacte de consommation inter-classes qui s'est construit autour de la Révolution Citoyenne. Le graphique 12 montre la participation des 1% les plus riches (le centile supérieur) et des 50% les plus pauvres (les 50 centiles inférieurs c'est-à-dire la moitié de la population) dans la distribution du revenu national. En plus de démontrer les fortes inégalités entre les plus riches et les plus pauvres, on peut remarquer que ces inégalités ont baissé (confirmant la baisse du coefficient de Gini). Si, en 2007, les 1% les plus riches avaient le double de revenu des 50% les plus pauvres, la situation était très différente en 2017 : les secteurs participaient de manière égale dans la distribution du revenu national après que la courbe se soit inversée en 2016. Les inégalités ont donc baissé car d'un côté la part des 1% les plus riches a diminué (passant de 22% en 2007 à 15,1% en 2017) en



même temps que celle des plus pauvres a augmenté (passant de 11% en 2007 à 15,2% en 2017) ; d'un autre côté, on voit qu'une des bénéficiaires de cette redistribution est la classe moyenne comme nous allons le voir maintenant.

**Graphique 12. Participation des 1% les plus riches et des 50% des plus pauvres dans la distribution du revenu national**



Source : Banque mondiale

Selon les différents rapports nationaux et internationaux<sup>630</sup>, la croissance et la redistribution sont les deux facteurs qui expliquent en grande partie la baisse de la pauvreté et des inégalités. Une des conclusions que l'on peut sortir du rapport de la Banque mondiale et de l'INEC c'est que tous les secteurs de la population ont vu leurs revenus et leur consommation augmenter. Cependant, ce sont les secteurs les plus pauvres qui ont été les plus favorisés, c'est-à-dire que le niveau de consommation des plus pauvres s'est accru de manière plus importante que celui des plus riches. Cela peut également se refléter dans l'analyse de la mobilité sociale entre pauvreté, condition de vulnérabilité<sup>631</sup> et classe moyenne. S'il a existé une certaine mobilité descendante<sup>632</sup>,

<sup>630</sup> Voir au niveau national Secretaria Nacional de Planificación y Desarrollo, 2014, *Estrategia Nacional para la Igualdad y Erradicación de la Pobreza*, Quito qui peut se trouver à l'adresse suivante: <https://www.ec.undp.org/d45c9ac9-d0b8-4d48-a1e1-2de06dec902b>; INEC, Banco Mundial, 2015, *Reporte de pobreza por consumo Ecuador 2006-2014*, Quito, <https://www.ecuadorencifras.gob.ec/documentos/web-inec/Bibliotecas/Libros/reportepobreza.pdf>. Les données qui suivent viennent de ce dernier rapport.

<sup>631</sup> Une personne en condition de vulnérabilité se trouve au-dessus du taux de pauvreté et la probabilité qu'elle passe en dessous de ce seuil est de plus de 10%.

entre 2006 et 2014, la mobilité sociale en Equateur s'est caractérisée par une forte ascension : 41% des pauvres de 2006 sont sortis de leur condition de pauvreté pour passer vers la vulnérabilité (26%) ou la classe moyenne (15%) en 2014 ; 27% de la population en situation de vulnérabilité en 2006 est passée à la classe moyenne en 2014. Ce qui fait que 42% des personnes qui se trouvaient en situation de pauvreté ou de vulnérabilité en 2006 ont connu une mobilité ascendante et faisaient partie de la classe moyenne en 2014.

Donc, les résultats économiques qui ont été dus en grande partie au rôle actif de l'Etat dans l'économie, une des caractéristiques du post-néolibéralisme, ont permis des avancées sociales importantes avec comme axes principaux la hausse des investissements dans les secteurs de l'éducation, l'éducation supérieure, la santé, les sciences et technologies ainsi qu'une augmentation de la protection du travail et sociale et une croissance des salaires réels.<sup>632</sup> Toutefois, l'Equateur reste un pays vulnérable du contexte international à cause des résultats limités en ce qui concerne le changement de la matrice productive et donc sa dépendance aux exportations de ses matières premières.

### **III. Les difficultés de la Révolution Citoyenne pour changer la matrice productive**

Après la récupération des capacités régulatrices de l'Etat, le plus grand défi de la transition post-néolibérale en Equateur a été le changement de la matrice productive. Même si cet objectif faisait partie du plan national 2009-2013, la question des réformes structurelles à mettre en œuvre pour accélérer la transition vers une société post-extractiviste est devenue fondamentale à partir des élections présidentielles de 2013. Un des symboles de cette importance est le changement de vice-président : de 2007 jusqu'à 2013, Lenin Moreno, une figure associée à des politiques sociales envers les personnes handicapées, occupait ce poste ; de 2013 à 2017, il a été remplacé par Jorge Glas qui a été à la tête de ministères appartenant aux secteurs stratégiques (il a été ministre des

---

<sup>632</sup> Selon l'INEC et la Banque Mondiale, 7% des personnes qui se trouvaient en situation de vulnérabilité en 2006 sont passées en situation de pauvreté en 2014. De plus, 7% de la population située dans la classe moyenne en 2006 est passée en situation de pauvreté en 2014 et 12% en situation de vulnérabilité.

<sup>633</sup> Larrea, Carlos, Greene, Natalia, 2015, « De la lucha contra la pobreza a la superación de la codicia. Ecuador: inequidad social y redistribución del ingreso », in Grupo Permanente de Trabajo sobre Alternativas al Desarrollo, *La osadía de lo nuevo. Alternativas de política económica*, Quito, Abya Yala, Fundación Rosa Luxemburg, p. 44.

Télécommunications et de la Société de l'Information et ministre coordinateur des Secteurs Stratégiques).

Le cas de l'Equateur nous montre que la dichotomie entre écologie et redistribution ou entre « pachamamisme vs extractivisme »<sup>634</sup> est simpliste et que le changement de la matrice productive pour passer à une société basée sur le Bien Vivre est plus complexe. Les querelles politiques sont présentes à plusieurs échelles spatiales, du local à l'international. Si les conflits liés à l'extractivisme sont locaux et assez isolés les uns des autres ce qui implique des rapports de force compliqués avec l'Etat central, la conflictualité socio-politique liée au Bien Vivre est un problème national car celle-ci se porte sur les différentes visions autour du modèle de développement ou le caractère plurinational de l'Etat équatorien. De plus, il est difficile de changer de modèle d'accumulation dans un seul pays sans prendre en compte les enjeux géopolitiques et les rapports de force internationaux. L'hégémonie idéologique néolibérale s'exprime dans une certaine vision de la société et du progrès mais aussi marque des contraintes politiques et commerciales pour les Etats qu'il est difficile d'affronter pour un pays comme l'Equateur sans certaines alliances régionales et internationales.

Dans cette partie, nous nous intéresserons aux difficultés internes et externes au gouvernement rencontrées lors de la transition post-néolibérale, principalement à trois d'entre elles. La première provient de l'insertion de l'Equateur dans la division internationale du travail. Même si la réappropriation étatique des excédents pétroliers a pu élever la marge de souveraineté nationale, elle n'a pas permis de remettre en question la place de l'Equateur dans la division internationale du travail comme fournisseur de matières premières. Nous reviendrons sur une idée largement diffusée, à partir des travaux de Maristella Svampa<sup>635</sup>, sur la reprimarisation des économies des pays latino-américains : est-ce le cas pour l'Equateur ? La deuxième difficulté vient des tensions idéologiques internes au gouvernement qui ont tracé une frontière entre tenants du courant éco-marxiste du Bien Vivre et ceux du développementalisme post-néolibéral autour du financement du changement de la matrice productive.

La troisième difficulté est liée à la géopolitique du néolibéralisme. Le niveau de globalisation des échanges mondiaux et les règles néolibérales qui régissent cette

---

<sup>634</sup> Boron, Atilio, 2013, *Pachamamismo vs extractivismo*, Quito, Colección Luna de sol.

<sup>635</sup> Svampa, Maristella, 2013, « "Consensus de los *Commodities*" y lenguajes de valoración en América Latina », *Nueva Sociedad*, n° 244, p. 30-46. Voir aussi Salama, Pierre, 2020, « Amérique Latine : good bye industrie, hello stagnation », *Cátedra: Revista Especializada en Estudios Culturales y Humanísticos*, n° 17, <http://portal.amelica.org/ameli/jatsRepo/227/2271334014/index.html>

mondialisation influent sur les processus de transformation et ne peuvent pas être laissée de côté lorsque l'on pense une transition vers une société du Bien Vivre. La domination de ces pays passe, entre autres, par la dette et la signature de Traités bilatéraux d'investissement (TBI). Nous analyserons ici les travaux réalisés par deux commissions mises en place par le gouvernement équatorien : la Commission pour l'Audit Intégral du Crédit Public créée en mai 2007 et la Commission pour l'Audit Intégral Citoyen des Traités de Protection Réciproque des Investissements et du Système d'Arbitrage international en Matière d'Investissement (CAITISA) créée en mai 2013. Nous verrons les conséquences de l'annulation partielle de la dette externe et des TBI sur l'économie équatorienne et les difficultés pour en sortir.

### **1. Reprimarisation de l'économie équatorienne ?**

Une des critiques des auteurs du courant « écologiste et post-développementiste » du Bien Vivre quant aux expériences post-néolibérales en Amérique latine est qu'avec le « retour de l'Etat », on ne serait passé qu'à un néo-extractivisme qui s'appuierait sur la flambée des prix des matières premières au niveau mondial pour financer les politiques sociales de redistribution et de lutte contre la pauvreté. Le Consensus de Washington aurait laissé sa place à un « consensus des *commodities* »<sup>636</sup> qui serait la base de la reprimarisation des économies latino-américaines.

Même si l'Equateur, comme les autres pays d'Amérique latine, a montré les difficultés pour transformer les périodes de prospérité économique, due à l'exportation de ses matières premières, en un processus de développement économique à long terme, cette généralisation continentale cache les particularités nationales. L'analyse du cas équatorien témoigne qu'il s'agit plus d'une extension territoriale de l'extractivisme qui n'aboutit pas forcément à une reprimarisation de l'économie, ce qui ne signifie pas que le secteur primaire de l'économie ne soit pas le principal fournisseur de devises à l'exportation.

Dans cette partie, nous allons donc étudier deux questions : a) l'extension territoriale de l'extractivisme qui est le résultat à la fois du changement dans l'usage du sol, l'extension de la frontière extractiviste mais aussi de la diversification de

---

<sup>636</sup> Svampa, Maristella, 2013, « “Consenso de los *Commodities*” y lenguajes de valoración en América Latina », *Nueva Sociedad*, n° 244, p. 30-46.

l'extractivisme ; et b) la place de l'extractivisme dans l'économie équatorienne en nous concentrant surtout sur la rente pétrolière.

#### A) *Extension territoriale de l'extractivisme*

L'extractivisme, en plus de ce que nous avons étudié dans le chapitre 2, est aussi une politique d'occupation du territoire transformant certaines zones du territoire en zones extractivistes. Rappelons que nous entendons par extractivisme un modèle d'accumulation basé sur l'exploitation et l'exportation de matières premières que ce soient des ressources naturelles non renouvelables, comme les hydrocarbures et les ressources minières, ou des ressources agricoles produites en monoculture comme la palme africaine, les bananes ou les crevettes. Ces exploitations de matières premières et ces monocultures occupent de grandes parties du territoires équatoriens.

Ces politiques extractivistes nécessitent des investissements importants en technologies par exemple et de grandes extensions de terres pour les monocultures. Il est évident que ce n'est pas le petit paysan ou le mineur artisanal qui peuvent entrer dans ce schéma de développement. Dans son étude sur la politique minière de la Révolution Citoyenne, Andrea Carrión nous dit que « le nationalisme étatique sur les ressources naturelles se construit en opposition aux conflits socio-environnementaux et inclut l'usage des ressources publiques pour rendre possible les projets à grande échelle »<sup>637</sup>. Selon Carrión, il existe une contradiction entre des réformes à caractère nationaliste (nationalisation des ressources naturelles, plus grande participation de l'Etat dans les *royalties*, respect des normes environnementales et du droit du travail nationaux, etc.) et le fait qu'elles permettent l'expansion globale du capital transnational à travers la concession de territoires pour l'exploration et l'exploitation minières.

Il faut différencier l'extension territoriale des monocultures (carte 1) de l'extension territoriale de l'exploitation des ressources naturelles (carte 2). La carte 1 présente les changements de l'usage des sols en Equateur entre 2008 et 2014. Selon Carlos Larrea<sup>638</sup>, la frontière agricole était épuisée aux alentours de 1980. Le manque de terres a pour conséquence que l'extension de la frontière agricole s'est, depuis, réalisée de

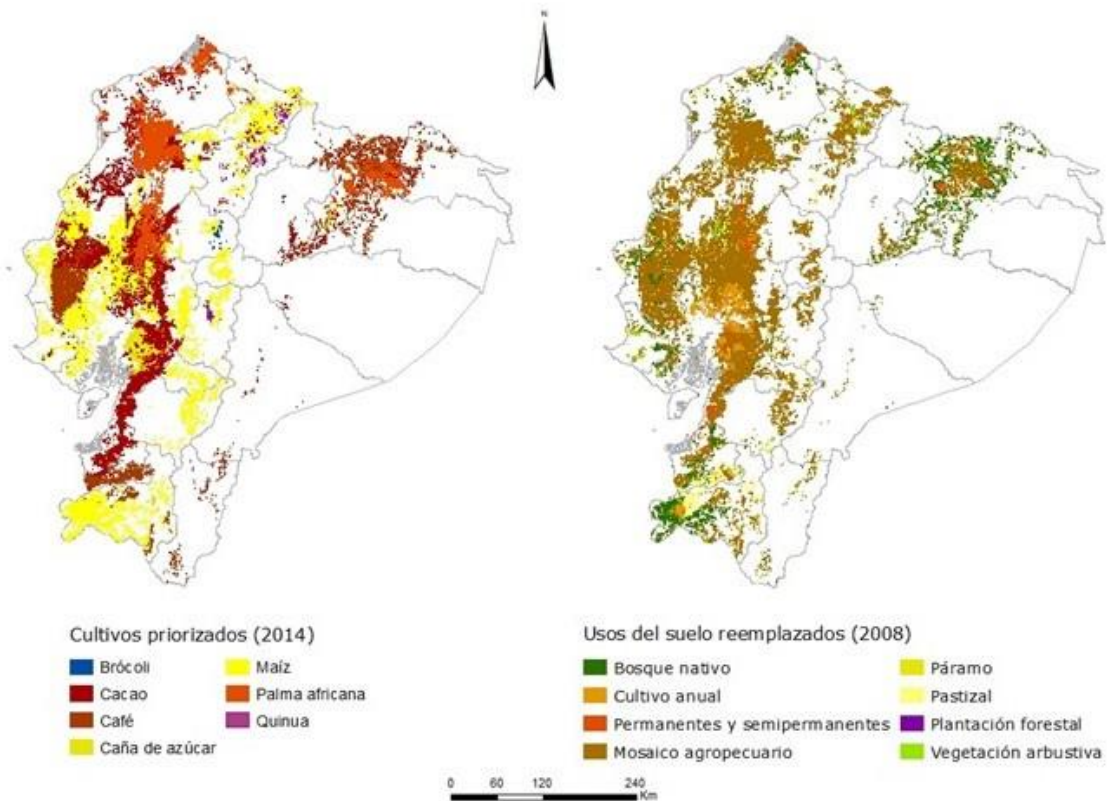
---

<sup>637</sup> Carrión, Andrea, 2016, « Extractivismo minero y estrategia de desarrollo : entre el nacionalismo de los recursos y los conflictos socioterritoriales », in Le Quang, Matthieu (Ed.), *La Revolución Ciudadana en escala de grises: avances, continuidades y dilemas*, Quito, Instituto de Altos Estudios Nacional, Collection Pensamiento Radical, p. 182.

<sup>638</sup> Larrea, Carlos, 2006, *Hacia una historia ecológica del Ecuador. Propuestas para el debate*, Quito, Corporación Editora Nacional, Universidad Andina, EcoCiencia.

manière insoutenable au niveau écologique à partir du remplacement d'écosystèmes naturels comme le *páramo* dans les Andes (écosystème très important pour la génération d'eau), l'utilisation de sols peu aptes pour l'agriculture sur la Côte ou les forêts primaires en Amazonie.

**Carte 1. Changements de l'usage du sol en Equateur 2008-2014**



Elaboration : Geovanna Lasso ; Source : Lasso, Geovanna, Clark, Patrick, 2016, « Soberanía alimentaria, modernización y neodesarrollismo: las contradicciones de la política agraria en el Ecuador de la Revolución Ciudadana », in Le Quang, Matthieu, *La Revolución ciudadana en escala de grises. Avances, continuidades y dilemas*, Quito, IAEN, p. 278.

Selon Geovanna Lasso et Patrick Clark, l'expansion des cultures orientées à l'agro-industrie et à l'agro-exportation « a provoqué des changements dans l'utilisation des sols qui mettraient en péril la souveraineté alimentaire »<sup>639</sup>. Selon l'analyse de ces deux spécialistes des thèmes agricoles, entre 2002 et 2014, les cultures permanentes (palme africaine, cacao, café) et semi-permanentes (bananes, canne à sucre, *palmito*) se sont

<sup>639</sup> Lasso, Geovanna, Clark, Patrick, 2016, « Soberanía alimentaria, modernización y neodesarrollismo: las contradicciones de la política agraria en el Ecuador de la Revolución Ciudadana », in Le Quang, Matthieu, *La Revolución ciudadana en escala de grises. Avances, continuidades y dilemas*, Quito, IAEN, p. 262.

étendues sur 220 000 ha alors que les cultures destinées à l'alimentation interne ont diminué de 174 000 ha sur la même période.<sup>640</sup>

Cependant, la mise en place depuis 2007 d'une politique agricole qui donne la priorité à certaines cultures comme la palme africaine, le maïs, le soja, la canne à sucre, la banane, le café et le cacao pour une stratégie de substitution des importations et de diversification des exportations, a eu d'autres conséquences sur l'utilisation des sols. Entre 2008 et 2014, comme nous pouvons l'observer sur les cartes 1, il y a eu un remplacement de certaines cultures – principalement celles destinées aux cultures semi-permanentes, annuelles et aux mosaïques agricoles (qui correspond aux champs appartenant majoritairement à l'agriculture familiale voués à l'alimentation) – et paysages comme les forêts primaires, *páramo*, végétation arbustive et herbacée. Environ un million d'ha ont été remplacés entre 2008 et 2014 et l'extension du maïs est responsable de 42% des changements de l'usage des sols, la palme africaine et le cacao de 15% chacun et le café de 11%. Les changements les plus notoires se trouvent surtout sur la Côte où s'étend principalement l'agro-industrie depuis les années 1970 avec la production de bananes, cannes à sucre et palme africaine et dans le nord de l'Amazonie avec la propagation de la palme africaine, du café et du cacao.

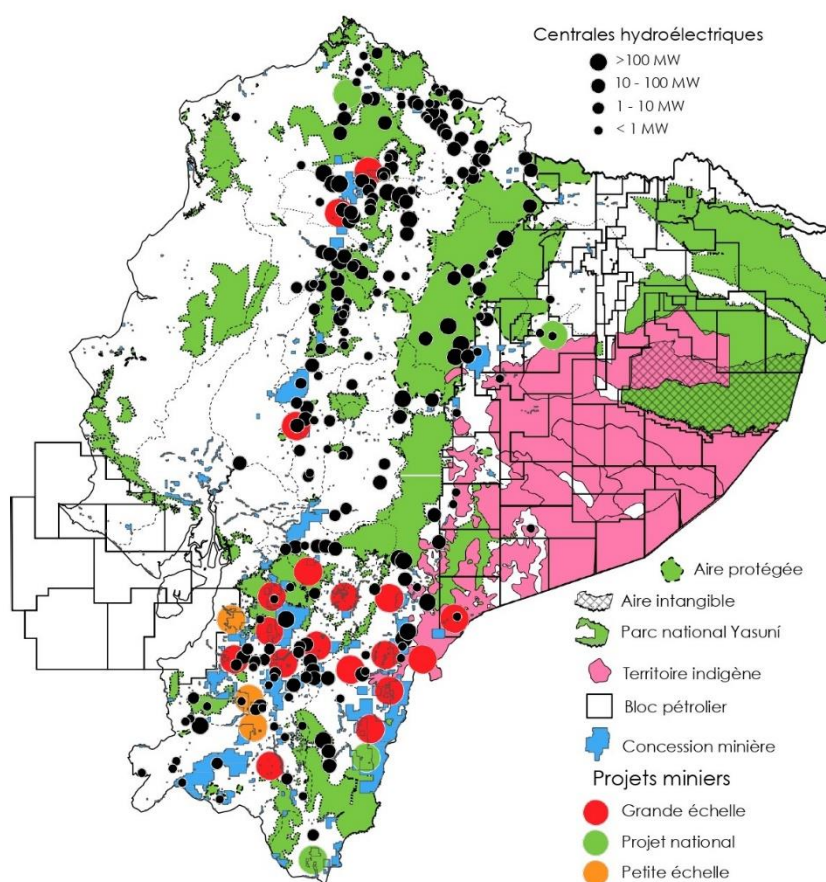
Donc l'extension de l'extractivisme agricole se réalise sur des écosystèmes naturels comme les forêts mais surtout sur des terres qui traditionnellement été dédiées à la culture pour fournir en alimentation la population en général. En effet, des sols agricoles remplacés, 76% correspondent aux mosaïques agricoles. Il existe donc des conséquences négatives sur la souveraineté et sécurité alimentaire de l'Equateur. De plus, cet extractivisme se fait à partir de la production en monoculture. La monoculture appauvrit les sols, ce qui entraîne l'utilisation de plus d'engrais et produits chimiques, appauvrissant encore plus les sols. De plus, en raison de la faible biodiversité sur ces terres, les risque de maladies pour ces cultures augmentent fortement. La dépendance au marché national et international est chaque fois plus importante pour l'agriculteur qui n'a pas de cultures de rechange s'il se trouve confronté par exemple à des intempéries, à des maladies, etc. En d'autres termes, la production en monoculture rend les agriculteurs plus vulnérables face aux variations des prix du marché et aux affectations climatiques et phytosanitaires.

---

<sup>640</sup> *Ibidem*, p. 275. Les chiffres qui suivent viennent de la même source.

La palme africaine est l'exemple type de la monoculture. Celle-ci a été priorisée dans le plan de changement de la matrice productive agricole et nécessite de grandes étendues de terres et de beaucoup d'eau : par exemple, en 2001, selon l'INEC, 77,1% des unités productives agricoles (UPA) ont plus de 20 hectares (ha) de terres ce qui représentent 96,8% de la superficie des cultures de palme africaine.<sup>641</sup> Il en est de même pour la banane dont la production en Equateur dépend de l'accaparement de grandes étendues de terres.

## Carte 2. Géographie des activités extractivistes sur le territoire équatorien



Source : Protect Ecuador, <https://www.protectecuador.org/maps?lang=es>

Avec la carte 2, nous pouvons observer l'emplacement et donc l'extension territoriale des activités extractivistes hors agriculture : exploitation pétrolière, centrales hydroélectriques et projets miniers. Concernant le pétrole, nous pouvons voir que

<sup>641</sup> Lasso, Giovanna, Clark, Patrick, 2016, « Soberanía alimentaria, modernización y neodesarrollismo: las contradicciones de la política agraria en el Ecuador de la Revolución Ciudadana », in Le Quang, Matthieu, *La Revolución ciudadana en escala de grises. Avances, continuidades y dilemas*, Quito, IAEN, p. 281.



l'Amazonie est découpée en blocs pétroliers au Nord et au centre. Les concessions pétrolières en Equateur sont appelées « bloc » qui correspond à un territoire de 200 000 hectares sur lequel les compagnies pétrolières ont le droit d'exploration et exploitation. En général, ces blocs sont administrés comme des propriétés privées sur lesquelles il faut l'autorisation de l'entreprise pour pouvoir y entrer et y circuler.<sup>642</sup> Parfois, comme c'est le cas sur le bloc 16, des communautés indigènes étaient déjà installées sur ce territoire et les entreprises doivent négocier avec elles. Bien entendu, les relations entre ces communautés et les travailleurs pétroliers ne sont pas exempts de conflit. Tous les blocs présents sur la carte 2 n'ont pas été concessionnés et donc ne sont pas exploités.

L'exploitation pétrolière est en activité dans le nord de l'Amazonie depuis la fin des années 1960. Lors de la période de la Révolution Citoyenne, les deux blocs les plus connus qui ont commencé à être exploités sont les blocs 31 et ITT, sur lesquels nous reviendrons dans le chapitre 4. Dans ces deux blocs, l'avancée de la frontière extractiviste s'effectue dans une zone de mégabiodiversité. De plus, en novembre 2012, l'Etat équatorien a mis aux enchères 13 blocs pétroliers situés au centre et une partie du sud de l'Amazonie, pour leur exploration et exploitation.<sup>643</sup> Les réserves dans cette zone étant incertaines, cette mise aux enchères n'a pas prospéré. C'étaient 2,6 millions d'ha de l'Amazonie équatorienne qui auraient pu être concessionnés. C'est dans cette région que se trouvent le peuple Sarayaku, célèbre au niveau international pour la défense de son territoire face à l'exploitation pétrolière.

La construction de centrales hydroélectriques fait partie, pour certains auteurs, de l'extractivisme car dans de nombreux pays comme le Brésil, ces centrales représentent de grands projets dans l'Amazonie par exemple nécessitant des expropriations de terres, l'inondation d'autres terres et le changement du lit des fleuves et rivières. Cela peut entraîner des conséquences sur la vie économique, sociale et culturelle des populations qui se situent autour de ces cours d'eau. Depuis 2009, la Révolution Citoyenne a fait de la construction des centrales hydroélectriques une de ces politiques les plus importantes et celles-ci s'intègrent petit à petit dans le réseau électrique depuis 2015. Nous reviendrons sur ce point dans le chapitre 4 en ce qui concerne le changement de la matrice énergétique.

---

<sup>642</sup> Par exemple, depuis que Repsol a racheté le bloc 16, les communautés disposent d'un carnet qui leur permet d'entrer et de sortir du bloc.

<sup>643</sup> Voir Ruiz, Miguel, Iturralde, Pablo, 2013, *La alquimia de la riqueza. Estado, petróleo y patrón de acumulación en Ecuador*, Quito, CDES.

Ici nous nous intéressons aux problèmes d'extension territoriale. En Equateur, les centrales hydroélectriques sont à petite échelle et la grande majorité n'entraîne pas de conflits. Seule la construction de la Centrale Coca Codo Sinclair, dans la province de Napo à l'entrée de l'Amazonie, a posé certains problèmes. Il s'agit du plus grand projet de centrale en Equateur avec la génération de 1500 mégawatts, soit 35% de l'électricité du pays. La construction de cette centrale a nécessité l'expropriation de certaines terres. Mais le principal problème vient de l'érosion du fleuve Coca accéléré par la centrale et qui a entraîné la disparition en 2019 de la Cascade San Rafael, une des principales attractions touristiques du pays, ainsi que des chutes de terrains et de routes dans une zone où se trouve l'oléoduc le plus important du pays. Ce dernier a subi des dégâts qui ont entraîné un déversement d'une quantité importante de pétrole dans le fleuve Coca<sup>644</sup> avec de nombreux problèmes pour les populations locales, notamment de santé pour la consommation d'eau.

Les projets miniers à grande échelle sont les plus problématiques en ce qui concerne l'expansion territoriale. En Equateur, il existe une tradition d'exploitation minière artisanale qui pose certains problèmes notamment de pollution des terres et des eaux. Mais les projets miniers à grande échelle sont une politique nouvelle de la Révolution Citoyenne dont l'objectif est de remplacer progressivement l'extractivisme pétrolier par l'extractivisme minier. Sur la carte 2, nous pouvons observer que la majorité des projets à grande échelle se trouvent dans la partie Sud des Andes (surtout dans la province de l'Azuay) et de l'Amazonie (dans les provinces de Zamora Chinchipe et Morona Santiago). Deux autres projets à grande échelle sont situés dans la province d'Imbabura au nord de Quito.

Ces projets à grande échelle et à ciel ouvert nécessitent de grandes superficies de terres. L'amplification de la superficie du territoire pour l'exploitation minière à grande échelle entraîne des conflits territorialisés et a pour conséquence la fragmentation spatiale, la création d'économies enclavées générant peu d'emplois, la désintégration et parfois le déplacement de communautés indigènes et rurales. C'est notamment le cas dans la province de l'Azuay où l'ancien préfet et ancien candidat aux élections présidentielles de 2021, Yaku Pérez, est un des grands opposants aux projets miniers. Dans cette province, deux consultations locales de la population a eu lieu en 2019 (dans le canton

---

<sup>644</sup> Voir <https://ddhhecuador.org/derrame-de-crudo-en-la-amazonia-ecuatoriana>.

Girón) et en 2021 (dans le canton de Cuenca) lors desquelles l'opposition aux projets miniers s'est exprimée à plus de 80% des voix.

Cette expansion territoriale de l'extractivisme entraîne une augmentation des conflits socio-environnementaux en Equateur, surtout en ce qui concerne l'exploitation pétrolière et minière. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, ces conflits peuvent avoir différentes revendications : la défense du territoire comme lieu de vie, culturel ou de subsistance économique ; la défense de l'environnement et de l'eau contre les pollutions des activités extractivistes ; la défense de modes de vie ; la redistribution de la rente générée par ces activités ; entre autres demandes.<sup>645</sup>

Ces conflits posent aussi la question de la participation politique et sociale des populations locales et de la société civile quant aux projets extractivistes et pour débattre des modèles de développement de leur territoire. Un des débats entre les organisations sociales et le gouvernement de Correa a porté sur les mécanismes de participation, surtout la consultation préalable et informée et son caractère contraignant, une des principales revendications du mouvement indigène et du courant « culturaliste » du Bien Vivre. Le président Correa a défendu l'inclusion de mécanismes de participation et de consultation sans que ceux-ci puissent être contraignants pour l'Etat car selon lui, des populations locales ne doivent pas décider du bien-être de toute la nation.

Ce débat sur le caractère contraignant de la consultation préalable est aussi une « controverse sur le sens du concept de développement [qui] confronte et sépare le bien commun de l'Etat-nation du bien des groupes de population dans des localités spécifiques »<sup>646</sup>. Elle pose aussi la question de la mise en œuvre de l'Etat plurinational reconnu dans la Constitution. La manière dont a été résolue la question de la plurinationalité par le gouvernement équatorien n'a pas satisfait les organisations indigènes et a abouti à divers conflits, en particulier lorsque les demandes autonomistes sont liées à des luttes pour les ressources naturelles sur leurs territoires. Ces organisations questionnent la centralité d'un type d'Etat qui se rapprocherait de la

---

<sup>645</sup> Pour une analyse et une classification plus approfondies de ces conflits socio-environnementaux, voir Bebbington, Anthony, Humphreys Bebbington, Denise, 2009, « Actores y ambientalistas: conflictos socio-ambientales en Perú », *Íconos*, n° 35, p. 117-128.

<sup>646</sup> Carrión, Andrea, 2016, « Extractivismo minero y estrategia de desarrollo : entre el nacionalismo de los recursos y los conflictos socioterritoriales », in Le Quang, Matthieu (Ed.), *La Revolución Ciudadana en escala de grises: avances, continuidades y dilemas*, Quito, Instituto de Altos Estudios Nacional, Collection Pensamiento Radical, p. 194.

matrice national-populaire<sup>647</sup> historiquement liée à l'expansion développementiste en Amérique latine.

On est face à un débat entre le caractère national-populaire de l'Etat et une vision locale du développement. L'exemple de Correa sur le fait que les populations locales ne doivent pas décider du bien-être de toute la nation illustre bien la tension entre la décision locale et nationale : est-ce éthique qu'un pays puisse se développer économiquement et socialement malgré le fait que des populations locales pourraient souffrir des conséquences sociales, écologiques, culturelles de l'exploitation de leurs territoires ? Peut-on délaissier certaines zones locales dans le but de développer le pays au niveau national ? On voit bien que l'articulation entre l'extension territoriale de l'extractivisme et l'extension de la démocratie au niveau local quant aux décisions des populations vivant sur ces territoires ne va pas de soi dans la pensée national-populaire du développement.

#### *B) Diversification de l'extractivisme sans reprimarisation de l'économie*

Si l'extractivisme s'étend territorialement, qu'en est-il de sa diversification et d'une possible reprimarisation de l'économie équatorienne ? Avant de nous concentrer sur le cas de l'Equateur, il faut toutefois discuter l'hypothèse très répandue de la reprimarisation des économies latino-américaines, particulièrement avec le boom des prix des *commodities* et le développementisme des gouvernements progressistes, comme nous l'avons étudié dans le chapitre 2. Les auteurs du courant écologiste et post-développementiste du Bien Vivre insiste sur ce point sans pour autant apporter des preuves empiriques de leur hypothèse.

Le premier point sur lequel il faut discuter est le mot même de « reprimarisation » : pour qu'il y ait reprimarisation, il faudrait qu'il y ait eu une phase de déprimarisation des économies latino-américaines. Or, si cela peut être vrai en Argentine, au Brésil<sup>648</sup> ou en Uruguay, notamment dans les années 1950 à 1970 avec l'application de la stratégie de substitutions des importations, pour d'autres pays comme l'Equateur, cette stratégie n'a

---

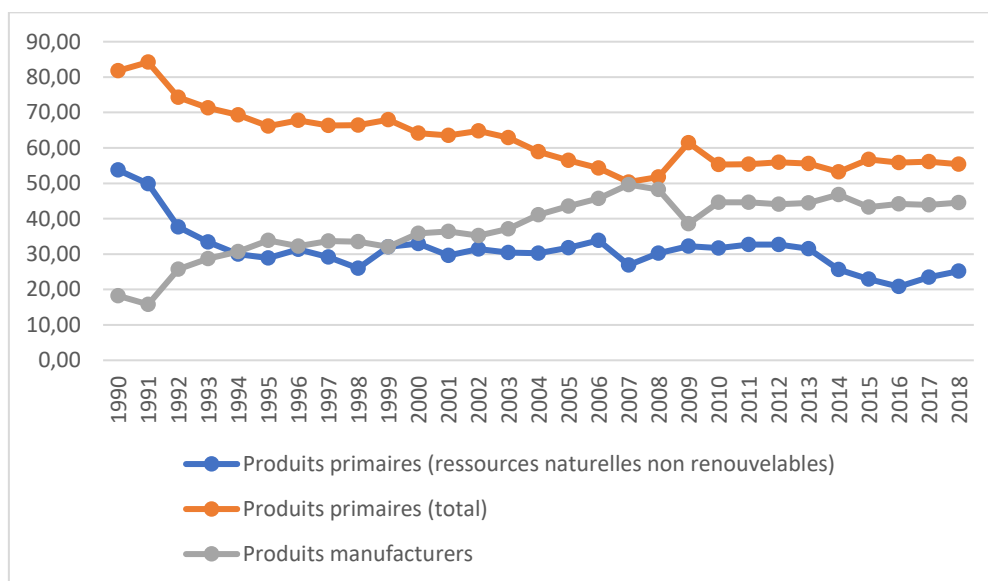
<sup>647</sup> Stefanoni, Pablo, 2012, « Comparación del futuro de la democracia entre Venezuela, Bolivia y Ecuador », in Dargatz, Anja, Zuazo, Moira (Ed.), *Democracias en transformación. ¿Qué hay de Nuevo en los nuevos Estados andinos?*, La Paz, FES- ILDIS, p. 205-250.

<sup>648</sup> Pour ces deux premiers pays, voir Salama, Pierre, 2021, « Populisme progressiste au Brésil et en Argentine des années 2000, l'heure des bilans », in Gaudichaud, Franck, Posado, Thomas (dir.), *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018). La fin d'un âge d'or*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 43-71.

jamais eu de succès. Le peu d'industrie nationale qu'il y avait a été détruite dans les années 1990 à cause de la grave crise économique et sociale due à l'application des politiques néolibérales. Que ce soit dans les pays où une industrie nationale a émergé et avait un certain poids dans l'économie du pays ou dans ceux où l'industrie n'a jamais eu une place importante dans l'économie nationale, ce n'est donc pas à cause du boom des prix des *commodities* que l'industrie émergente a rétrogradé mais à cause de l'application des politiques néolibérales qui a supprimé la substitution aux importations. Donc, s'il y a eu une reprimarisation des économies au Brésil, en Argentine ou en Uruguay à partir des années 1980, il n'en a pas été de même en Equateur car ce pays n'a jamais cessé d'être un pays dont le poids du secteur primaire est important pour les exportations.

Le second point que nous voulons discuter est la part des produits primaires dans les exportations réelles. Comme nous pouvons l'observer dans le graphique 13, le poids en valeur réelle des produits primaires et celui des ressources naturelles non renouvelables dans les exportations totales de l'Amérique latine et les Caraïbes est en baisse depuis 1990 : il est passé respectivement de 81,8% en 1990 à 55,4% en 2018 (avec un minimum de 50,4% en 2007) et de 53,7% en 1990 à 25,2% en 2018 (avec un minimum de 20,8% en 2007). De 2009 à 2014, période de forte hausse des prix des *commodities*, leurs pourcentages sont restés stables. Au contraire, le poids de la valeur réelle des produits manufacturés dans les exportations totales a augmenté passant de 18,2% en 1990 à 44,6% en 2018. Il semble donc qu'au niveau régional, il n'y ait pas eu de reprimarisation des exportations.

**Graphique 13. Pourcentages des exportations réelles des produits primaires et des produits manufacturés dans les exportations totales de l'Amérique latine et des Caraïbes 1990-2018.**



Source : CEPAL

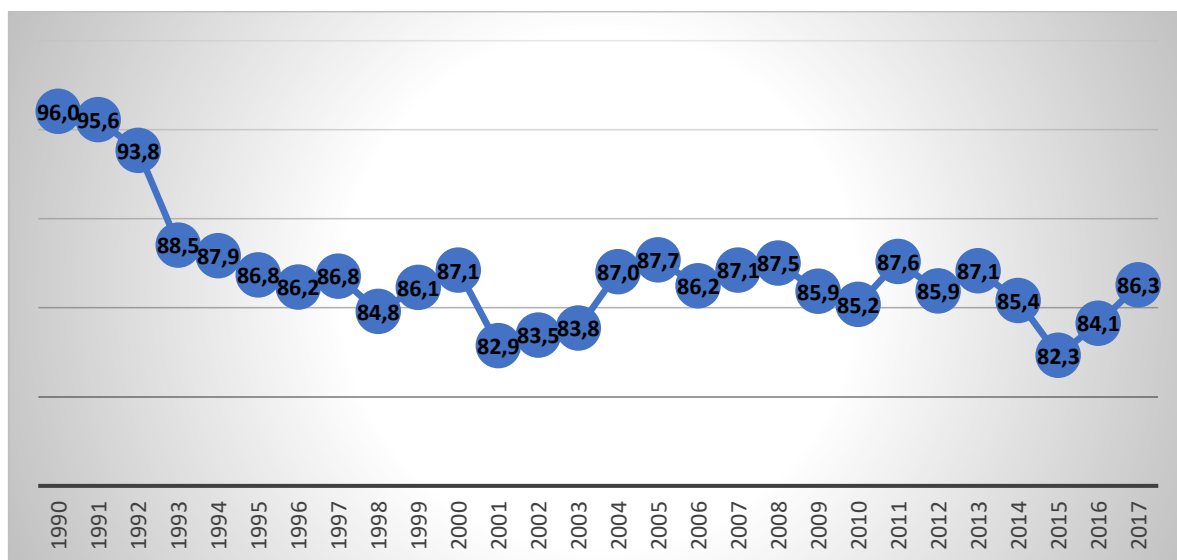
En ce qui concerne le cas de l'Équateur, celui-ci nous montre qu'une extension de l'extractivisme n'aboutit pas forcément à une reprimarisation de l'économie. Dans cette partie, nous allons surtout nous concentrer sur la rente pétrolière et sur l'extractivisme agricole car ce sont les plus importantes au sein du secteur primaire. En effet, l'apport des ressources minières est peu significatif car le peu qui est produit sert à alimenter le marché intérieur. Mais sa contribution commence à augmenter avec le développement de l'exploitation minière à grande échelle.<sup>649</sup>

L'économie équatorienne continue à être exportatrice de matières premières. Comme nous pouvons le voir dans le graphique 14, après une baisse en 1993, les pourcentages des exportations de combustible (principalement le pétrole) et d'aliments (principalement la banane, la crevette, le café et le cacao) sont restés assez stables jusqu'en 2017, oscillant entre 85% et 88% des exportations totales de marchandises, à l'exception des périodes 2001-2003 (entre 83% et 84%) et 2015-2016 (82% et 84%) durant lesquelles les prix des matières premières ont baissé au niveau international. En observant ces hauts pourcentages, il est évident qu'il est impossible de parler de

<sup>649</sup> Carrión, Andrea, 2016, « Extractivismo minero y estrategia de desarrollo : entre el nacionalismo de los recursos y los conflictos socioterritoriales », in Le Quang, Matthieu (Ed.), *La Revolución Ciudadana en escala de grises: avances, continuidades y dilemas*, Quito, Instituto de Altos Estudios Nacional, Collection Pensamiento Radical, p. 181-204. Voir aussi Varela, Marcelo, 2009, « Las actividades extractivas en Ecuador », *Ecuador Debate*, n° 79, avril, p. 128-149.

reprimarisation de la matrice exportatrice dans laquelle le secteur primaire a toujours eu un rôle primordial. Toutefois, il faut noter que les chiffres des décennies 1970 et 1980 étaient encore plus élevés avec plus de 95% des exportations totales de marchandises.

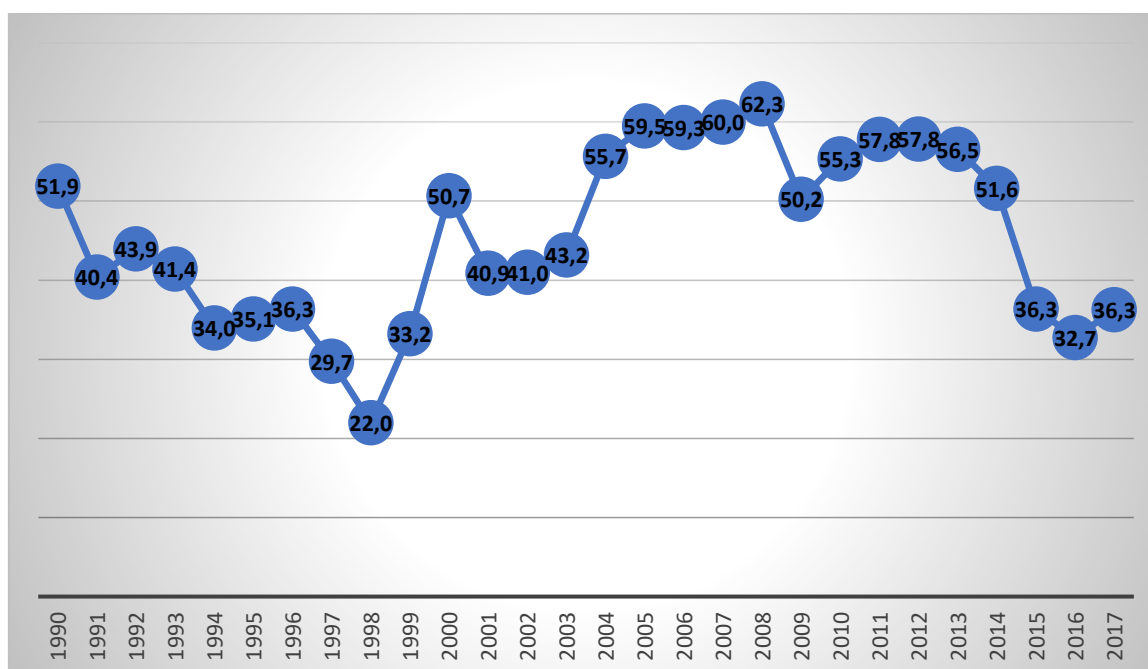
**Graphique 14. Pourcentage des exportations de combustible et d'aliments dans les exportations de marchandises 1990-2017**



Source : Banque mondiale

Le graphique 15 nous montre qu'entre 2004 et 2014, la majeure partie de ces exportations correspond aux exportations de pétrole : entre 50 et 62% des exportations totales des marchandises. Durant les années 1990, le pourcentage des exportations de pétrole a chuté de 52% en 1990 à 22% en 1998. Il faut aussi noter qu'entre 2015 et 2017, la baisse des prix internationaux du pétrole a abouti à la baisse des pourcentages des exportations de combustible entre 36,3% en 2015 et 2017 et 32,7% en 2016.

**Graphique 15. Pourcentage des exportations de combustible dans les exportations de marchandises 1990-2017**

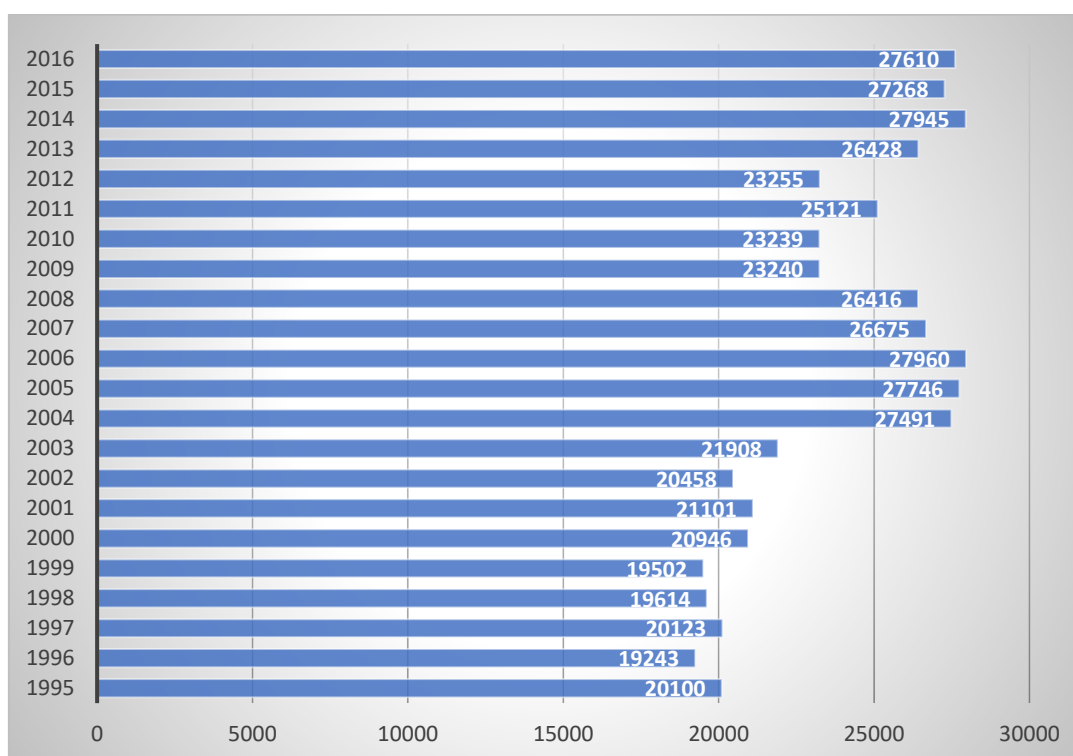


Source : Banque mondiale

La fluctuation des exportations de pétrole dépend de deux facteurs principaux : le cours des prix du pétrole sur les marchés internationaux et le niveau de la production annuelle de pétrole. Entre 1995 et 2003, la production a été assez stable entre 19 et 22 millions de barils annuels. En 2004, la production a augmenté à 27,5 millions de barils ce qui explique la hausse du niveau des exportations cette même année. Jusqu'en 2008, la production s'est maintenue à un niveau semblable pour baisser de nouveau en 2009, l'année où a commencé la renégociation des contrats pétroliers. Ce n'est qu'à partir de 2013 que la production a de nouveau augmenté pour arriver à des niveaux similaires à ceux de 2004. La cause de cette augmentation vient des investissements de Petroecuador pour maximiser la production des anciens champs pétroliers et l'introduction de nouveaux blocs comme le bloc 31 et ITT, alors que les entreprises privées ont diminué leur production ainsi que leurs investissements.



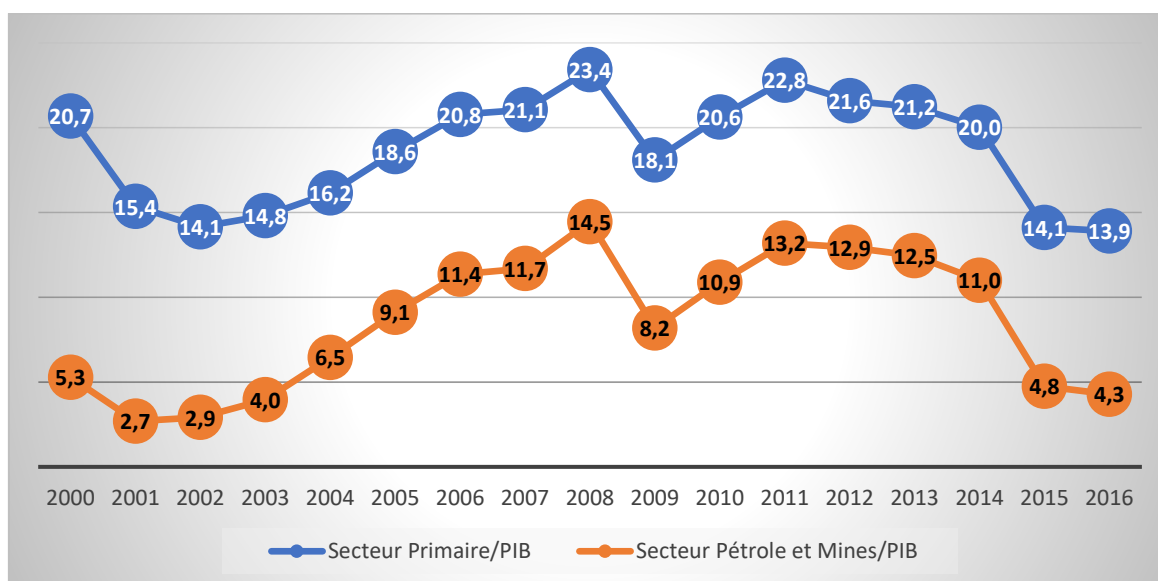
**Graphique 16. Production de pétrole en Equateur 1995-2016 (milliers de barils)**



Source : Banco Central del Ecuador

Pour mesurer l'importance du secteur primaire dans l'économie, il est nécessaire aussi d'analyser sa part dans le PIB national. La hausse des prix du pétrole et celle de la production a eu des effets sur la part du secteur pétrolier dans le PIB au XXIème siècle. De 2001 à 2008, le pourcentage du secteur pétrolier a augmenté régulièrement chaque année de 2,7% à 14,5% du PIB. La réduction de 2009 à 8,2% est due à la crise économique mondiale, puis les cours internationaux ont été en hausse jusqu'en 2014. Pourtant il est intéressant de voir que, de même que la part du secteur primaire, celle du pétrole est en baisse de 2011 à 2014. Cette réduction est minimale mais cela indique aussi qu'il y a eu une certaine diversification de l'économie, même si celle-ci est faible. A partir de 2014, la baisse de la part du pétrole et du secteur primaire est beaucoup plus drastique à cause de la baisse des prix des matières premières et des produits agricoles au niveau mondial.

**Graphique 17. Part du secteur primaire et du secteur pétrolier et minier dans le PIB 2000-2016 (%)**

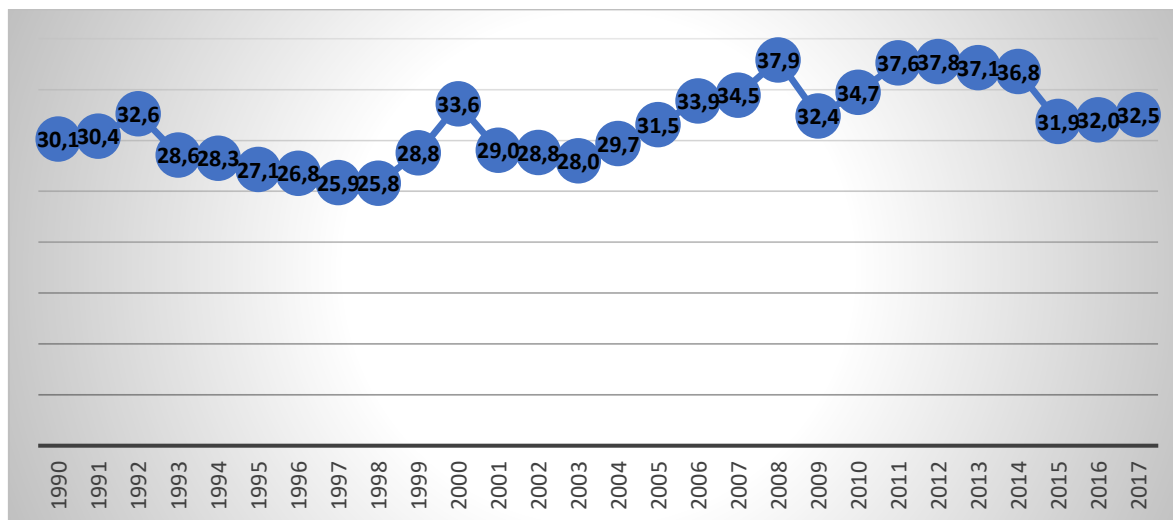


Source : Banco Central del Ecuador

Dans le graphique 17, la courbe du secteur primaire suit la même trajectoire que celle du secteur pétrolier et minier. Mais elle se réduit moins vite que celle du pétrole ce qui signifie que les produits agricoles mitigent la baisse des cours du pétrole. Du graphique 17, nous pourrions dire qu'il existe une certaine reprimarisation de l'économie dans le PIB entre 2002 et 2014. Toutefois, la part du secteur primaire dans le PIB de 2007 à 2014 est assez stable et baisse même de 21,1% en 2007 à 20% en 2014 alors que dans la même période, les cours des matières premières n'ont jamais été aussi élevés tout comme la production de pétrole. Il n'y a donc pas eu de reprimarisation de l'économie. Pourtant, il n'y a pas eu non plus de grands changements dans la part de l'industrie dans le PIB. La politique industrielle a été un point faible du gouvernement de Correa qui n'a pas réussi à mettre en place une planification industrielle qui puisse participer du changement de la matrice productive. Le graphique 18 nous montre la désindustrialisation des années 1990 passant de 32,6% en 1992 à 25,8% en 1998. La part de l'industrie dans le PIB a augmenté de 29% en 2001 à 37,9% en 2008, des chiffres similaires pour la période 2011-2014 qui vont baisser lors du début de la crise économique en 2015. Cette hausse est surtout due au secteur de la construction qui a été un des secteurs de l'économie qui a connu les plus forts taux de croissance durant la Révolution Citoyenne, notamment pour l'investissement public dans les infrastructures

mais aussi pour la construction d'habitats particuliers, les classes moyennes qui ont vu leur pouvoir d'achat augmenter ont investi dans leur propre lieu d'habitation.

**Graphique 18. Part de l'industrie dans le PIB 1990-2017 (%)**



Source : Banque mondiale

A partir de cette analyse quantitative de la part du pétrole et du secteur primaire dans l'économie équatorienne, que ce soit dans les exportations ou dans le PIB, nous pouvons affirmer qu'il n'y a pas eu de reprimarisation de l'économie équatorienne. Cela ne signifie pas non plus que la Révolution Citoyenne a eu des avancées importantes dans le changement de la matrice productive. L'extractivisme a connu une extension territoriale mais aussi une certaine diversification que ce soit dans les produits agricoles, à partir des cultures prioritaires par la planification agricole, ou dans l'extractivisme des ressources naturelles avec le lancement de projets miniers à grande échelle. L'Equateur est un bon exemple que l'extension territoriale et la diversification de l'extractivisme peuvent ne pas aboutir à la reprimarisation de l'économie équatorienne, ni dans les exportations, ni dans le PIB.

## **2. Contradictions idéologiques internes au gouvernement entre Bien Vivre et néo-développementisme**

Dans cette partie, nous allons analyser le gouvernement de la Révolution Citoyenne et les tensions, voire les contradictions idéologiques internes. Avec la Révolution Citoyenne, nous sommes face à ce qu'on a appelé un gouvernement en dispute. En effet,

depuis ses débuts, ce processus était traversé par des luttes entre partisans du paradigme du Bien Vivre – impliquant la reconnaissance des droits de la nature et la nécessité d'imposer des limites aux activités extractives – et les adeptes du néo-développementisme. Ces derniers cherchaient à étendre les droits économiques et sociaux en renforçant le régime d'accumulation dépendant largement de l'exploitation des ressources naturelles, afin de le redistribuer ensuite. Les antagonismes ont surgi autour de la question de la convergence entre justice environnementale et justice sociale lors de la transition post-néolibérale.

Les différents acteurs politiques qui ont composé la Révolution Citoyenne s'accorde sur trois points fondamentaux : le caractère endogène du développement, c'est-à-dire un modèle socio-économique basé sur le marché interne ; un rôle actif de l'Etat dans l'économie, notamment pour réguler le marché, et la redistribution sociale ; et un nationalisme pour recouvrer une certaine indépendance dans les relations internationales, principalement face aux Etats-Unis. Toutefois, ces points communs ne cachent pas des différences idéologiques importantes. Contrairement à ce que l'opposition équatorienne a voulu montrer, le gouvernement n'était pas monolithique et les conflits idéologiques ont été arbitrés pendant dix ans par le président Correa.

Pendant ces dix ans, les principaux secteurs idéologiques de la Révolution Citoyenne comme gouvernement sont au nombre de trois : un secteur social-démocrate, un secteur développementiste nationaliste et ce que nous avons dénommé le courant éco-marxiste du Bien Vivre. Nous avons déjà développé ce dernier secteur dans les deux premiers chapitres. Les acteurs composant ce secteur ont surtout occupé les ministères de la Planification, des Affaires Etrangères (avec Fander Falconi) et de l'Education supérieure, sciences et technologies (SENESCYT). Ce secteur était le plus intellectuel du gouvernement et avait la charge d'élaborer les plans nationaux mais aussi des programmes gouvernementaux lors des élections présidentielles. C'est le secteur le plus à gauche du gouvernement qui réfléchissait à une voie post-capitaliste du processus politique.

Le secteur social-démocrate du gouvernement s'est principalement occupé des ministères de l'Economie, celui des Finances ainsi que du secteur social. Les personnes qui l'intégraient venaient des ONG, étaient des fonctionnaires de carrières ou des jeunes économistes souvent anciens étudiants de Rafael Correa. C'étaient principalement des technocrates avec une conception plus technique que politique de l'économie et du social. Même si certaines politiques, notamment sociales, avaient une continuité avec le

néolibéralisme<sup>650</sup>, ils avaient une vision réformiste qui ne remettait pas en cause le capitalisme mais était anti-néolibérale.

Enfin, le secteur développementiste nationaliste était le secteur le plus à droite du gouvernement. C'était celui qui avait le plus de relations avec les acteurs du monde de l'entreprise. Il se sont occupés des ministères de la Production, de l'Industrie, des Secteurs stratégiques, des Hydrocarbures. Leur pragmatisme leur permettait de s'intégrer autant au sein de l'Etat qu'il reconnaissait comme un acteur actif de l'économie qu'au sein du secteur privé. La grande majorité était des ingénieurs ou des entrepreneurs. Ceux-ci ne se sont pas occupés du mouvement politique *Alianza PAIS*, contrairement aux deux autres secteurs. Ces ministres permettaient de faire le lien avec le monde des entreprises, les chambres de commerce et d'industrie. Toutefois, alors qu'ils ont été en charge d'une part importante du changement de la matrice productive, ils ont plus représenté un obstacle pour cet objectif qu'une aide précieuse.

La transition post-néolibérale, et surtout le changement de la matrice productive, ont mis en exergue les contradictions idéologiques au sein du gouvernement de la Révolution Citoyenne. Les conflits entre divers acteurs politiques et sociaux avaient pour axe central la construction d'un régime d'accumulation qui s'éloignerait à la fois de l'orthodoxie fiscale des années 1990, de la dépendance à l'extractivisme et des schémas classiques de compréhension du développement. Les tensions internes au gouvernement ont tracé une frontière entre tenants du courant éco-marxiste du Bien Vivre et ceux du développementisme post-néolibéral, le secteur social-démocrate se situant entre les deux.

Un des exemples de ces tensions était l'exploitation ou non des réserves de pétrole des champs ITT dans les débats concernant l'Initiative Yasuní-ITT. Comme nous le verrons dans le chapitre 4, le courant éco-marxiste s'est opposé à l'exploitation de l'ITT dans le parc national Yasuní. Même s'ils ne sont pas contre l'exploitation des ressources naturelles, ils ne sont pas pour l'exploitation dans n'importe quels lieux, notamment ceux où se trouve une mégabiodiversité. De leur côté, les tenants du développementisme post-néolibéral ne s'y sont pas opposés et ont même fait pression pour cette exploitation.

---

<sup>650</sup> Minteguiaga, Analia, Carmel, Valerie, « Deconstruyendo los paradigmas de la política social: reflexiones desde el Ecuador reciente », in Le Quang, Matthieu, *La Revolución ciudadana en escala de grises. Avances, continuidades y dilemas*, Quito, IAEN, p. 207-257.

Un des dilemmes les plus importants était le financement du changement de la matrice productive. Il a été résolu de manière inerte en confirmant l'importance des rentes provenant du secteur des hydrocarbures. Le problème principal est que, même si l'investissement dans l'éducation supérieure et dans le domaine de la science et technologie est parmi les plus élevés de la région, les bases de la transformation de la structure productive du pays ne sont pas clairement posées et le secteur industriel n'a pas été dynamisé.

Une des grandes difficultés du courant « éco-marxiste et étatiste » du Bien Vivre était de se confronter à l'idéologie développementiste extractiviste dominante au sein du gouvernement mais aussi dans la société équatorienne en général. En effet, dans chaque société latino-américaine, il existe différents imaginaires nationaux sur le développement : il s'agit de la « construction d'une histoire fédératrice, qui repose sur certaines marques identitaires, des mythes d'origine, qui façonnent les représentations collectives du présent et du futur. »<sup>651</sup> La présence d'un fort imaginaire développementiste n'aide pas à ouvrir un véritable débat sur des modèles de société ou des modèles de développement qui peuvent entrer en conflit. Ces imaginaires doivent en plus faire l'objet « d'un consensus entre les intérêts de l'Etat, des entreprises et de la société civile »<sup>652</sup>, sans quoi il y a un risque d'échec et surtout de susciter des conflits sociaux.

En Equateur, l'imaginaire collectif qui présente une production socio-discursive et culturelle au niveau de l'ensemble de la société<sup>653</sup> est ce qu'on nomme ici le développementiste extractiviste. Depuis les années 1970, l'exploitation du pétrole dans l'Amazonie a entraîné toute une mystique du développement en Equateur à tous les niveaux de la société en général : le pétrole est un don offert par la nature et il faut en profiter pour aller vers le progrès. Si cela ne s'est pas réalisé jusqu'à aujourd'hui c'est à cause d'une classe dirigeante corrompue ou des entreprises pétrolières étrangères qui n'agissent pas au nom du bien commun de toute la population : le problème vient de la redistribution de la rente et non des effets structurels négatifs engendrés par

---

<sup>651</sup> Svampa, Maristella, Sola Alvarez, Marian, 2010, « Modelo minero, resistencias sociales y estilos de desarrollo: los marcos de la discusión en la Argentina », *Ecuador Debate*, n° 79, abril, p. 122.

<sup>652</sup> De Catheu, Louis, *Gambacurta-Scopello, Ruggero*, 2022, « Un Etat pour la planification écologique », *Le Grand Continent*, 5 mai, [https://legrandcontinent.eu/fr/2022/05/05/un-etat-pour-la-planification-ecologique/?mc\\_cid=6f3964bf15&mc\\_eid=7a686d85ff](https://legrandcontinent.eu/fr/2022/05/05/un-etat-pour-la-planification-ecologique/?mc_cid=6f3964bf15&mc_eid=7a686d85ff)

<sup>653</sup> Antonelli, Mirta A., 2009, « Minería transnacional y dispositivos de intervención en la cultura. La gestión del paradigma hegemónico de la “minería responsable y sustentable” », in Svampa, Maristella, Antonelli, Mirta A. (Ed.), *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*, Buenos Aires, Editorial Biblos, p. 51-102.

l'extractivisme. La découverte du pétrole devait permettre l'entrée de l'Equateur dans la modernité. Au contraire du pétrole, il n'existe pas d'imaginaire lié à l'exploitation minière en Equateur et c'est aussi pour cela qu'il existe de nombreux doutes et conflits autour des projets d'exploitations à grande échelle.

Depuis les années 1970, le développementisme extractiviste est passé par différents types de gouvernements : la dictature militaire des années 1970, les gouvernements néolibéraux des années 1980 jusqu'au début des années 2000 puis celui de la Révolution Citoyenne. Avec cette dernière, il a évolué vers un néo-développementisme extractiviste dans lequel le rôle de l'Etat dans l'économie et dans le développement est revalorisé, comme nous l'avons analysé auparavant.

### **3. Les obstacles internationaux de la géopolitique du néolibéralisme**

En plus des difficultés internes à la Révolution Citoyenne et des limites structurelles dues au poids de l'extractivisme, il existe des obstacles externes à l'Equateur qui compliquent la transformation de la matrice productive. La position périphérique de l'Equateur au niveau international constitue un obstacle important au moment d'engager une transition vers un post-extractivisme. Dans le chapitre 2, nous avons déjà analysé comment les pays extractivistes dépendent des fluctuations des marchés des différentes matières premières. En plus de leur position subordonnée dans la division internationale du travail, l'intégration des pays latino-américains au marché global comme fournisseurs de matières premières amène une autre conséquence géopolitique : la domination de ces pays par des règles commerciales néolibérales.

L'Amérique latine ne peut pas être pensée en-dehors de toute relation internationale et géopolitique. Il est impossible d'évoquer sérieusement l'extractivisme dans cette région aujourd'hui en omettant son insertion historique dans les dynamiques inégalitaires du capitalisme au niveau international. Les processus matériels du capitalisme conditionnent l'histoire de cette région et son interdépendance avec le reste du monde. L'héritage de ces positions pèse au moment de réfléchir aux alternatives à celles-ci. Et cela est d'autant plus vrai dans un pays comme l'Equateur qui est limité par sa taille et sa position géopolitique, les processus de la dette extérieure, la colonisation ou les relations de pouvoir existantes au niveau international : pour que des modèles alternatifs

à ce système, à ses discours et relations de pouvoir puissent être viables, il est nécessaire de s'attaquer aux logiques qui les soutiennent.<sup>654</sup>

Une de ces logiques est ce qu'on appelle ici la géopolitique du néolibéralisme. Celle-ci se base sur des accords et des traités internationaux qui établissent les règles du commerce international. Une des organisations internationales qui organisent ces règles est l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui représente un cadre légal et institutionnel qui a la capacité juridique pour mettre en œuvre un ensemble de droits et obligations concernant le commerce international. Un des principes de base est la non-discrimination des marchandises mais aussi des droits des entreprises et des investisseurs. Les investissements sont protégés tout comme la propriété intellectuelle et le commerce des services.

Dans cette partie, nous allons nous concentrer sur deux exemples fondamentaux de la géopolitique du néolibéralisme : l'annulation de la dette externe et la dénonciation des traités bilatéraux d'investissement. Nous verrons que le gouvernement Correa a mis en place deux commissions bipartites composées de manière paritaire par des représentants de l'Etat et de la société civile nationale et internationale. Les résultats de ces commissions ont eu des conséquences internationales pour l'Etat équatorien.

#### *A) La Commission pour l'Audit Intégral du Crédit Public et l'annulation de la dette externe*

La restructuration des dettes financières est un des enjeux pour les pays du Sud et encore plus pour les pays dépendants de l'extraction et exportation de leurs matières premières. L'extractivisme entretient un lien étroit avec la dette financière externe des pays d'Amérique latine. Le poids de la dette externe oblige ces pays à un pillage croissant de leur richesse naturelle. Les rentes générées par l'exploitation et l'exportation des ressources naturelles ont été redirigées vers le service de la dette, la croissance de cette dette obligeant ces pays à augmenter les volumes d'exploitation afin d'obtenir les liquidités pour la payer.<sup>655</sup>

Deux des institutions qui interviennent dans la restructuration des dettes externes, en plus du Club de Paris, sont le FMI et la Banque Mondiale. Elles imposent des

---

<sup>654</sup> Martínez Esguerra, Estefania, 2021, « La izquierda ecológica frente al progresismo en América Latina : repensar la crítica del neextractivismo », 15 mars, <https://www.cetri.be/La-izquierda-ecologica-frente-al?lang=fr>

<sup>655</sup> Martínez Alier, Joan, 2010 (2003), *¿Quién debe a quién? Deuda ecológica y deuda externa*, Barcelone, Icaria.



conditions aux pays endettés à partir de politiques économiques et sociales, notamment la réduction du déficit fiscal. Le remboursement de la dette financière externe sera prioritaire par rapport à celui de la dette sociale envers la population de ces pays. Selon Alberto Acosta, « toutes les conditionnalités croisées doivent être désarmées, qui, comme une toile d'araignée construite et contrôlée par les organismes de crédit multilatéraux, emprisonnent les pays endettés. Un pays qui suspend le paiement de sa dette doit trouver les conditions pour se redresser. C'est le cœur de la proposition. »<sup>656</sup> Nous allons voir que cela n'a pas été le cas de l'Équateur qui, après avoir dénoncé et annulé une partie de sa dette externe, a rencontré des difficultés pour avoir accès à des crédits externes à cause de son exclusion des marchés financiers internationaux.

Pour remédier à ces conditions, Alberto Acosta<sup>657</sup> propose la création d'un Tribunal international de la dette qui devrait juger de la légalité et la légitimité des activités financières et notamment des dettes externes des pays du Sud. Il suit en cela les recommandations du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM). Les dettes qui ont été contractées de manière légale et légitime peuvent être payées, les autres doivent être dénoncées comme dettes odieuses et corrompues. Dans la définition d'une dette illégitime, illégale, odieuse ou insoutenable<sup>658</sup>, il y a deux conditions qui reviennent : le caractère démocratique ou la transparence de la contractation de la dette et le fait que cette dette affecte les investissements dans le secteur social et le respect des droits humains fondamentaux (éducation, santé, eau, habitat digne, etc.).

Dans le cas de l'Équateur, le problème de la dette externe n'est pas nouveau et date de l'indépendance.<sup>659</sup> Toutefois, entre 1970 quand la dette externe s'élevait à 195 millions de dollars et juillet 2007 quand elle s'élevait à 10,4 milliards de dollars, la dette publique externe a été multipliée par 53. Durant cette période le gouvernement équatorien a remboursé 33,5 milliards de dollars, soit 172 fois le montant de la dette publique externe en 1970.<sup>660</sup> Le graphique 19 nous indique que la dette externe de l'Équateur était importante durant les années 1990 (entre 50 et 70%) pour atteindre son

---

<sup>656</sup> Gaudichaud, Franck, 2010, « Entrevista con Alberto Acosta, ex-presidente de la Asamblea Constituyente de Ecuador. Pensando alternativas. Entre la crisis europea y el Yasuní », *Rebelión*, 6 août, <https://rebelion.org/pensando-alternativas-entre-la-crisis-europea-y-el-yasuni/>

<sup>657</sup> *Ibidem*.

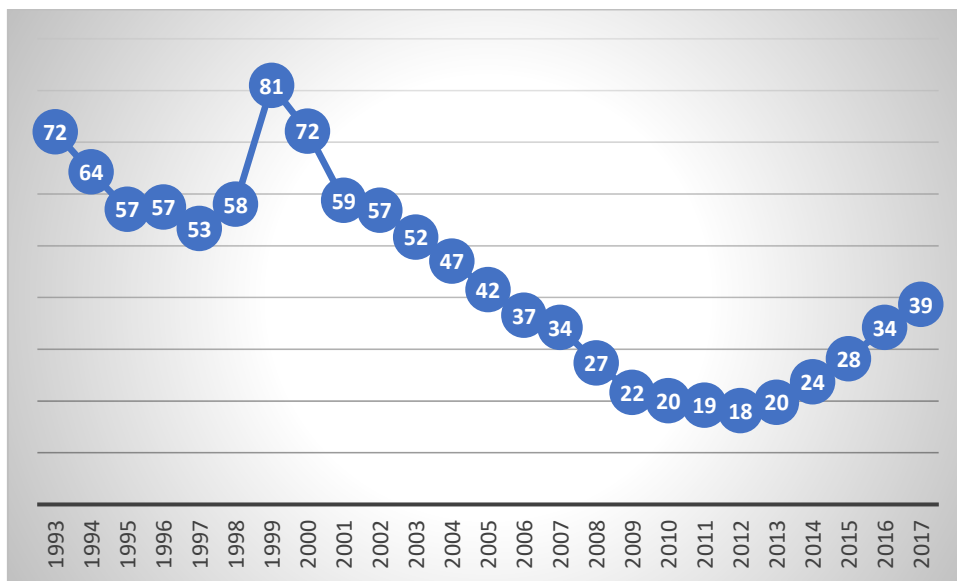
<sup>658</sup> Commission pour la vérité sur la dette grecque, 2015, « Définition des dettes illégitimes, illégales, odieuses et insoutenables », 30 mai, <http://www.cadtm.org/Definition-des-dettes-illegitimes>

<sup>659</sup> Acosta, Alberto, 2001, *Breve historia económica del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional.

<sup>660</sup> Toussaint, Eric, 2021, « Equateur : Les résistances aux politiques voulues par la Banque mondiale, le FMI et les autres créanciers entre 2007 et 2011 », 15 janvier, <http://www.cadtm.org/Equateur-Les-resistances-aux-politiques-voulues-par-la-Banque-mondiale-le-FMI#nh2-8>

niveau le plus élevé, 81%, en 1999 durant la crise économique et financière. Le niveau de la dette externe passe sous les 50% du PIB en 2004 et a baissé progressivement jusqu'à 18% en 2012. A partir de 2014, pour soutenir les investissements publics malgré la crise économique, le gouvernement de Correa s'est endetté de plus en plus, surtout avec la Chine mais aussi avec son retour sur les marchés financiers internationaux à partir de 2015. Fin 2016, le niveau d'endettement était de 34% comme dix ans auparavant.

**Graphique 19. Dette externe de l'Equateur para rapport au PIB 1993-2017 (%)**



Source : Banque mondiale

Pour affronter le problème de la dette, le président Correa émet un décret, en mai 2007, pour créer la Commission pour l'Audit Intégral du Crédit Public (CAIC). Cette commission avait pour mission de faire un audit complet de la dette publique interne et externe entre 1976 et 2006.<sup>661</sup> L'audit de la dette était une revendication présente au sein de certaines organisations sociales depuis la fin des années 1990. Ces organisations, comme Jubilé 2000 dont un des dirigeants, Ricardo Patiño, a occupé plusieurs postes au sein des gouvernements de la Révolution Citoyenne, ont soutenu la candidature de Rafael Correa lors des élections de 2006 ce qui a aidé à ce que cette revendication soit une des principales mesures du programme du candidat Correa. Un des grands problèmes était qu'à partir des années 1980, suivant les conseils des

<sup>661</sup> Le rapport complet de cette commission, composée de représentants de l'État et de la société civile, se trouve à l'adresse suivante : [http://www.cadtm.org/IMG/pdf/Informe\\_Deuda\\_Externa.pdf](http://www.cadtm.org/IMG/pdf/Informe_Deuda_Externa.pdf)

organismes internationaux, les rentes générées par l'exploitation et l'exportation pétrolière ont été mises au service du paiement de la dette externe, ce qui avait pour conséquence le non-investissement dans les services publics et le secteur social.<sup>662</sup>

La CAIC, tout comme la CAITISA pour les traités bilatéraux d'investissement que nous allons étudier ensuite, est un exemple d'un type de participation de représentants de la société civile au sein d'une commission créée par le gouvernement. Cette commission était conformée par des représentants du gouvernement, dont Ricardo Patiño, ministre de l'Economie et des Finances, qui la présidait, et des dirigeants de nombreuses organisations sociales dont le CADTM qui était représenté par le spécialiste de la dette Eric Toussaint<sup>663</sup> dont les témoignages sur l'exemple de l'Equateur et la CAIC aident à comprendre les tensions qui peuvent exister sur des sujets aussi sensibles au niveau international.<sup>664</sup>

Les résultats de cet audit ont été beaucoup plus ambitieux que leur application par le gouvernement équatorien qui n'a suivi qu'une des recommandations de la CAIC. Il n'en reste pas moins que cela a abouti à l'annulation de dettes considérées comme odieuses et illégitimes ainsi qu'à la renégociation d'une autre partie de la dette publique extérieure. La CAIC a divisé la dette de l'Etat en quatre catégories : la dette commerciale (dette contractée avec des banques étrangères), la dette multilatérale (dette envers des organisations internationales comme la Banque mondiale et le FMI), la dette bilatérale (entre pays) et la dette interne (dette de la Banque Centrale avec des institutions financières nationales). En novembre 2008, l'Equateur a décidé de suspendre le paiement d'une grande partie de sa dette commerciale : « Concrètement, le pays a mis fin au paiement des intérêts dus sur des titres équatoriens vendus à Wall Street pour un montant de 3,2 milliards de dollars. [...] En juin 2009, les détenteurs de 91 % des bons en question ont malgré tout accepté la proposition de rachat à 35 % de leur valeur nominale. »<sup>665</sup>

---

<sup>662</sup> Acosta, Alberto, 2001, *Breve historia económica del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional.

<sup>663</sup> Toussaint, Eric, 2017, *Le système dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation*, Paris, Les Liens qui Libèrent ; Toussaint, Eric, Millet, Damien (dir.), 2011, *La dette ou la vie*, Bruxelles, Aden Belgique ; Millet, Damien, Toussaint, Eric, 2012, *Triple AAA. Audit. Annulation. Autre politique*, Paris, Le Seuil.

<sup>664</sup> Toussaint, Eric, « Les leçons de l'Equateur pour l'annulation de la dette illégitime », 29 mai 2013 : <http://www.cadtm.org/Les-lecons-de-l-Equateur-pour-l>

<sup>665</sup> Toussaint, Eric, 2021, « Equateur : Les résistances aux politiques voulues par la Banque mondiale, le FMI et les autres créanciers entre 2007 et 2011 », 15 janvier, <http://www.cadtm.org/Equateur-Les-resistances-aux-politiques-voulues-par-la-Banque-mondiale-le-FMI#nh2-8>

La suspension du paiement de titres de la dette venant à échéance en 2012 et 2030, les bons Global 2012 et 2030<sup>666</sup> qui représentaient environ 85% de la dette extérieure publique à cette époque, a permis à l'Equateur de les racheter à une valeur comprise entre 20 et 35% de son montant, c'est-à-dire qu'il a déboursé 900 millions de dollars pour racheter 3,2 milliards de dollars de dette. Ainsi, au total, l'Etat a économisé environ 7 milliards de dollars (capital et intérêts). Il a donc « procédé de fait à une restructuration unilatérale d'une partie de sa dette extérieure et a remporté une victoire contre ses créanciers privés »<sup>667</sup>. Il faut cependant préciser que « le pragmatisme financier qui a prévalu dans ladite opération de rachat de créances, qui comporte quelques points discutables, a fini par archiver les demandes de légitimité et de légalité »<sup>668</sup>. Les plaintes contre les fonctionnaires qui avaient contracté ces dettes ont soit été classées sans suite, soit ont abouti à des peines mineures.

Cet audit a permis de réinjecter les ressources financières qui étaient prévues pour payer la dette, dans les politiques sociales et l'investissement dans certaines infrastructures. Toutefois, il n'a pas eu que des conséquences positives. Les marchés financiers internationaux et les institutions internationales (comme le FMI ou la Banque Mondiale) ont fermé leurs portes à l'Equateur qui a dû chercher ailleurs où emprunter. Et c'est vers la Chine que le gouvernement s'est tourné avec deux types de mécanismes : l'emprunt à des taux plus élevés et l'échange pétrole contre crédit. C'est ainsi qu'une grande partie du pétrole exploitée par l'Equateur était hypothéquée pour payer la dette qu'il avait avec la Chine<sup>669</sup>. En gagnant d'un côté une plus grande autonomie face à certaines institutions financières internationales, d'un autre côté, il a accentué la domination du capital chinois sur ses ressources naturelles et sur la construction de certaines infrastructures comme les centrales hydroélectriques.

---

<sup>666</sup> « Les autres composantes de la dette extérieure publique de l'Equateur sont constituées des prêts de la Banque mondiale et d'autres institutions multilatérales (FMI, Banque interaméricaine de développement) de prêts bilatéraux octroyés par des États (Espagne, Japon, Italie, Brésil, etc.). » Toussaint, Eric, 2021, « Equateur : Les résistances aux politiques voulues par la Banque mondiale, le FMI et les autres créanciers entre 2007 et 2011 », 15 janvier, <http://www.cadtm.org/Equateur-Les-resistances-aux-politiques-voulues-par-la-Banque-mondiale-le-FMI#nh2-8>

<sup>667</sup> *Ibidem*.

<sup>668</sup> Gaudichaud, Franck, 2010, « Entrevista con Alberto Acosta, ex-presidente de la Asamblea Constituyente de Ecuador. Pensando alternativas. Entre la crisis europea y el Yasuní », *Rebelión*, 6 août, <https://rebellion.org/pensando-alternativas-entre-la-crisis-europea-y-el-yasuni/>

<sup>669</sup> Pour une analyse des relations entre la Chine et l'Amérique latine, qui inclue celles avec l'Equateur, voir Thomas, Frédéric, 2021, « Relations Chine - Amérique latine : catalyseur du néo-extractivisme », in Gaudichaud, Franck, Posado, Thomas (dir.), *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018). La fin d'un âge d'or*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 29-40.

De plus, au niveau régional, l'Equateur a mis en œuvre une forte diplomatie pour que d'autres pays de la région suivent son exemple. Selon Eric Toussaint, « Rafael Correa ainsi que Ricardo Patiño [...] ont tenté de convaincre d'autres chefs d'Etat comme Evo Morales, Hugo Chavez et Fernando Lugo de mettre en place également dans leur pays une commission d'audit intégral de la dette. Mais cela n'a pas été suivi d'effet. L'Equateur est resté isolé sur la question de la dette, puisque les autres gouvernements de la région (y compris ceux du Venezuela et de la Bolivie) ont poursuivi les remboursements et n'ont pas mis en œuvre d'audit. »<sup>670</sup> Il y a même eu des tensions diplomatiques importantes avec le Brésil (qui a appelé son ambassadeur pour consultation) parce qu'une des recommandations de la CAIC était de suspendre la dette contractée avec Odebrecht. Le gouvernement équatorien, qui avait expulsé l'entreprise brésilienne pour des défauts de contrats, a dû reculer face à l'importante pression du Brésil de Lula, un des principaux investisseurs étrangers en Equateur.

#### *B) La CAITISA et la dénonciation des traités bilatéraux d'investissement*

Dans le cadre de l'OMC, il existe l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (TRIMS en anglais). Cet accord restreint l'action des Etats pour négocier avec les firmes transnationales « définissant spécifiquement qu'il ne peut y avoir d'exigence de performance, entre autres, pour exporter une partie de la production, joint-venture avec des partenaires locaux, transférer ou partager la technologie, achats nationaux, coefficient des intrants locaux, dépenses de recherche et développement et emploi local. »<sup>671</sup> Pour résumer, le pays qui accueille une firme transnationale sur son territoire ne peut exiger aucune contrepartie à celle-ci lors de son installation.

Les règles internationales en matière d'investissements étrangers sont extrêmement asymétriques en termes de droits et obligations : les entreprises peuvent défendre leurs droits face à des Etats qui n'ont que des obligations à remplir. C'est ainsi que les Etats ne peuvent pas demander des garanties pour le développement du pays accueillant.

---

<sup>670</sup> Toussaint, Eric, 2021, « Equateur : Les résistances aux politiques voulues par la Banque mondiale, le FMI et les autres créanciers entre 2007 et 2011 », 15 janvier, <http://www.cadtm.org/Equateur-Les-resistances-aux-politiques-voulues-par-la-Banque-mondiale-le-FMI#nh2-8>

<sup>671</sup> Ventura-Dias, Vivianne, 2018, « Los desafíos del capitalismo global para la transformación social-ecológica de América Latina », in Cáliz, Alvaro, Denzin, Christian (Ed.), *Las aguas en que navega América Latina: Oportunidades y desafíos para la transformación social-ecológica*, México, Friedrich Ebert Stiftung, p. 78.

Dans ce cadre, les Etats signent des accords de libre-échange avec d'autres Etats au sein desquels les investissements étrangers et les investisseurs bénéficient d'une protection extra avec les Traités bilatéraux d'investissement (TBI)<sup>672</sup> : « après quasiment vingt ans d'application de ces traités, la conclusion est qu'ils ne sont pas la réponse aux besoins de développement des pays récepteurs de l'investissement direct étranger (IDE) »<sup>673</sup>. Même si ces traités sont signés entre deux Etats, le mécanisme de résolution des conflits permet directement aux entreprises ou investisseurs étrangers de porter plainte contre l'Etat accueillant l'investissement, sans que son propre pays ait besoin d'être au courant de la plainte.

Pour résumer, les TBI sont des instruments juridiques internationaux signés entre deux Etats ayant pour objet de protéger réciproquement des investissements au niveau international. L'objet de la protection est l'investissement privé d'une personne ou une entreprise d'un pays dans un autre pays. Les TBI protègent les investissements des firmes étrangères face aux changements possibles des lois nationales, à travers des dispositions qui limitent l'action étatique face aux possibilités d'administrer et de contrôler l'investissement étranger en fonction de ses intérêts légitimes et souverains. Par exemple, si un Etat décide de renforcer les normes sociales ou environnementales, les transnationales peuvent dénoncer cet Etat au sein du système d'arbitrage international dont le principal tribunal, le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), appartient à la Banque Mondiale.

Au-delà des différences particulières entre les TBI souscrits entre divers pays, ceux-ci contiennent des clauses types ou contenus communs que l'on peut résumer de la manière suivante<sup>674</sup> : 1) une définition ample de l'objet de la protection du traité, c'est-à-dire de l'investissement ; 2) assurer aux investissements étrangers un traitement égal aux investissements nationaux ; 3) l'interdiction expresse d'imposer des conditions à l'entrée, à la gestion, à l'entretien, à l'utilisation ou à l'expansion de l'investissement, y compris l'interdiction d'établir des exigences de résultats ; 4) l'interdiction de

---

<sup>672</sup> Ghiotto, Luciana, Guamán, Adoración, 2018, « ¿Facilitación o protección para las inversiones extranjeras? Nuevos elementos del debate global », *Ciclos*, Vol. XXV, n° 51, p. 1-18; Bas Vilizzio, Magdalena, 2018, « Detrás de la autonomía: América Latina y la solución de controversias inversor-Estado », *Densidades*, n° 23, juin, p. 11-30.

<sup>673</sup> Ventura-Dias, Vivianne, 2018, « Los desafíos del capitalismo global para la transformación social-ecológica de América Latina », in Cáliz, Alvaro, Denzin, Christian (Ed.), *Las aguas en que navega América Latina: Oportunidades y desafíos para la transformación social-ecológica*, México, Friedrich Ebert Stiftung, p. 79.

<sup>674</sup> Les informations qui suivent viennent du rapport de la CAITISA publié en mai 2017 et intitulé : « Auditoria integral ciudadana de los tratados de protección recíproca de inversiones y del sistema de arbitraje en materia de inversiones en Ecuador ».

l'expropriation directe ou indirecte ou de la nationalisation des investissements, à moins qu'il n'y ait une compensation adéquate ; 5) la libre circulation ou transfert des investissements et de leurs avantages ; 6) la possibilité d'engager des processus de résolution de conflits exclusivement par l'investisseur contre l'Etat ; 7) une clause de survie qui prolonge ses effets au-delà de sa résiliation (5, 10 ou 15 ans après une possible dénonciation du TBI) ; et 8) un transfert de juridiction et de compétence aux instances d'arbitrage international pour la résolution des conflits sur les investissements sans qu'il soit nécessaire d'épuiser les instances internes du système juridique du pays bénéficiaire de l'investissement. Donc les contenus des TBI se traduisent par des dispositions qui limitent l'action des Etats quant aux possibilités d'administrer et de gérer les investissements étrangers qui entrent sur leur territoire en fonction de leurs intérêts légitimes et souverains. Les Etats sont susceptibles de fortes sanctions économiques en cas de violation de l'une des clauses de ces instruments, appliquées par des instances arbitrales internationales, qui ne sont pas responsables de leurs décisions. Les TBI sont la forme la plus pure de protection du capital des transnationales contre les Etats. 62% des sentences sont en faveur des transnationales et 38% contre les revendications des entreprises. De plus, seules les entreprises peuvent utiliser les mécanismes contenus dans les TBI et poursuivre un Etat. Alors que la situation inverse est irréalisable, c'est-à-dire que les Etats ne peuvent pas poursuivre les transnationales. La responsabilité des entreprises ne peut jamais être mise en cause car la dénonciation est toujours contre la responsabilité d'un Etat. Un Etat ne « gagne » une affaire que lorsqu'il ne la perd pas.

Ainsi il existe un problème d'asymétrie entre l'Etat et les entreprises transnationales, entre l'institution qui représente le bien commun de la société et les entreprises : le capital est privilégié et non le bien commun de la société. Une circonstance qui influe sur cette asymétrie est la nationalité des juges, puisque 70% viennent d'Europe occidentale ou d'Amérique du Nord d'où proviennent la majorité des firmes transnationales. De plus, il faut tenir compte du fait que la moitié des décisions rendues par le CIRDI ont été résolues par une équipe de quinze juges. C'est pourquoi on l'appelle le Club des 15. Généralement les arbitres internationaux ont fait carrière dans les grandes firmes transnationales, marquant ici un évident conflit d'intérêt.

Un des pays qui a commencé la dénonciation des TBI et la sortie du CIRDI est l'Equateur. Depuis les débats constitutionnels et surtout l'approbation de la Constitution, le gouvernement équatorien avait pour objectif de dénoncer ces TBI. Dès

janvier 2008, il avait notifié l'abandon, par voie diplomatique, de 9 des 26 TBI en vigueur, ceux sur la base desquels des investissements réciproques n'avaient pas été enregistrés. Il s'agit des traités avec Cuba, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Paraguay, la République Dominicaine, l'Uruguay et la Roumanie.<sup>675</sup> Le 2 juillet 2009, il avait aussi officialisé le retrait du CIRDI en dénonçant la Convention de Washington.

Ces décisions reposent sur un contexte particulier en Equateur. Tout d'abord, la Constitution, dans son article 422, établit que les controverses qui impliquent l'Etat au niveau international doivent se résoudre au sein des juridictions des organisations régionales latino-américaines. Il est évident que le CIRDI n'entre pas dans cette catégorie. En plus du contexte constitutionnel, un procès qui dure depuis 1993, et qui n'a toujours pas été résolu jusqu'à aujourd'hui, a été fondamental pour contester les TBI depuis certains secteurs de la gauche équatorienne : le conflit entre des communautés indigènes du nord de l'Amazonie équatorienne et l'entreprise Chevron-Texaco. Nous reviendrons dans le chapitre 4 sur ce conflit qui a été le début de l'idée de laisser le pétrole sous terre à partir des conséquences sociales, culturelles, sanitaires, environnementales de l'exploitation du pétrole par Texaco pendant 25 ans dans l'Amazonie équatorienne.

Ici, ce qui nous intéresse c'est que Chevron, malgré le fait qu'il s'agit d'un conflit privé dans lequel l'Etat équatorien n'est pas partie prenante, a dénoncé l'Etat équatorien en s'appuyant sur un TBI signé entre l'Equateur et les Etats-Unis, traité signé après la sortie de Texaco du territoire équatorien. En effet, Texaco a quitté le pays en 1992 alors que le TBI entre l'Equateur et les Etats-Unis a été signé en 1993 et est entré en vigueur en 1997. De plus, alors que la dénonciation pénale initiale des communautés était aux Etats-Unis, après demande de Chevron, une cour de justice américaine a accepté le transfert du procès en Equateur et Chevron s'est engagé à respecter les décisions de la justice équatorienne.

Malgré cela, Chevron a interposé deux demandes à la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye pour manquement au TBI souscrit en 1993 : la première, en 2006, pour retard injustifié du processus judiciaire équatorien qui a duré neuf ans et la deuxième, en 2009, pour non-respect de l'Acte de règlement de 1998 (qui a libéré Texaco de ses responsabilités vis-à-vis de l'Etat) et responsabilité de Petroecuador pour atteinte à

---

<sup>675</sup> Guerra, Gustavo, 2012, « Las disposiciones legales que desarrollan los preceptos constitucionales sobre la inversión privada extranjera en el Ecuador », *Foro: Revista de Derecho*, n° 17, premier semestre, p. 43.



l'environnement. L'Etat équatorien a perdu le premier procès et a été condamné à payer 77 millions de dollars plus des intérêts. Dans le second procès, le tribunal de La Haye a annulé la condamnation de Chevron par la justice équatorienne de l'amende de 9,5 milliards de dollars et a ordonné à l'Etat équatorien de prendre en charge le paiement de cette amende. Cette dernière décision est polémique puisqu'elle s'appuie sur un TBI signé après les investissements et qu'il s'agit de l'intromission d'un tribunal d'arbitrage international dans une décision judiciaire nationale entre acteurs privés.

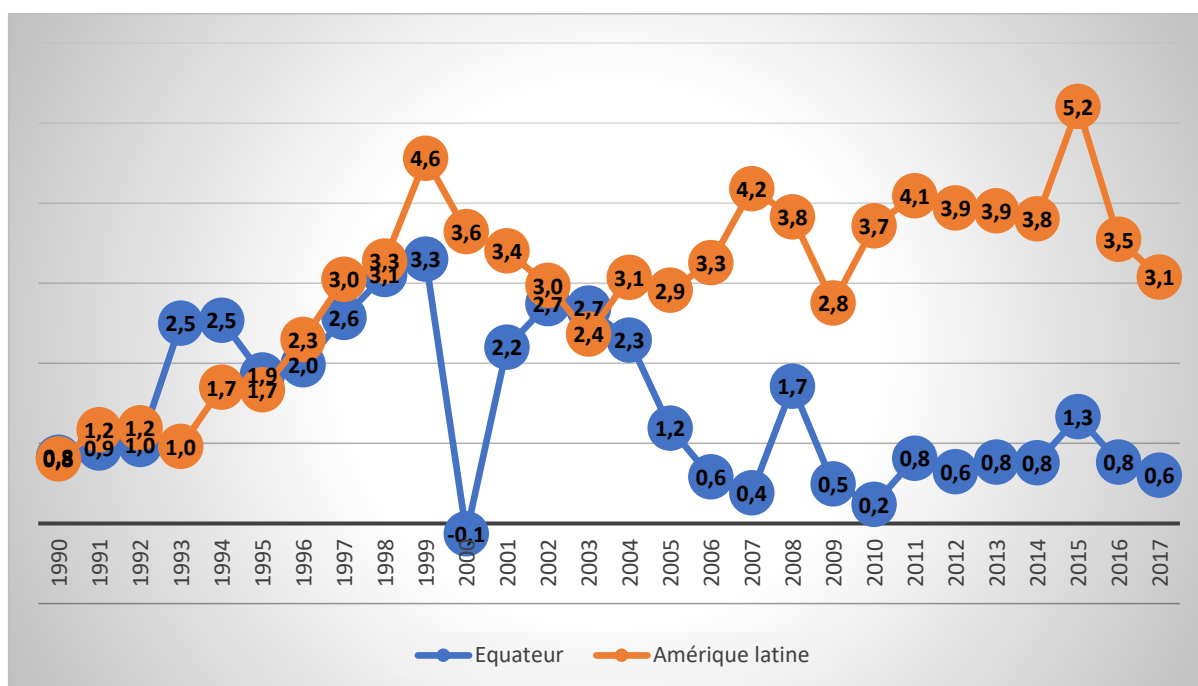
Ces deux décisions du Tribunal d'Arbitrage de La Haye sont des cas typiques de la protection des entreprises face aux Etats nationaux. C'est pour analyser ces effets sur l'Equateur que le gouvernement de Correa a mis en place, en mai 2013, une Commission pour l'Audit Intégral Citoyen des Traités de Protection Réciproque des Investissements et du Système d'Arbitrage international en Matière d'Investissement (CAITISA), en prenant exemple sur la commission citoyenne qui avait permis l'audit de la dette. Le rapport de cette commission a été rendu public en mai 2017.

En Equateur, la grande majorité des TBI a été signée entre 1992 et 2002, à l'apogée du néolibéralisme. Les investissements directs étrangers (IDE) devraient jouer, selon l'économie classique, un rôle dans le développement économique des pays du Sud et accélérer la croissance et leur intégration dans l'économie mondiale.<sup>676</sup> En raison de son économie extractiviste, les plus gros investissements étrangers en Equateur se font dans ce secteur ce qui renforce son intégration dans la division internationale du travail comme pays fournisseur de matières premières. De plus, comme le montre le graphique 20, les IDE sont assez faibles en Equateur, plus faibles que la moyenne latino-américaine : depuis 1990, ils n'ont jamais dépassé 3,3% du PIB et depuis 2006, ils ont toujours été inférieurs à 1% sauf en 2008 (1,7%) et 2015 (1,3%). Il faut ajouter à cette faiblesse structurelle des IDE que leurs conséquences sont limitées sur l'économie équatorienne et négatives pour d'autres aspects. Le rapport de la CAITISA montre que ces investissements étrangers, en plus de ne pas avoir apporté au développement économique et social national et local, ont affecté la vie communautaire, le régime foncier, la sécurité alimentaire et ont généré des déplacements et des conflits dans les zones où se sont effectués ces investissements.

---

<sup>676</sup> Bouoiyour, Jamal, Hanchane, Hicham, Mouhoud, El Mouhoub, 2009, « Investissements directs étrangers et productivité. Quelles interactions dans le cas des pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord ? », *Revue économique*, Vol. 60, n° 1, p. 109.

**Graphique 20. Pourcentage du PIB de l'entrée nette de capital des investissements étrangers directs**



Source : Banque mondiale

Sur les 28 demandes internationales dont a fait l'objet l'Etat équatorien, 57% viennent d'entreprises pétrolières, 18% du secteur de l'énergie électrique et 11% du secteur minier, c'est-à-dire que l'extractivisme est responsable de plus des deux tiers des demandes internationales. Au total, les demandes des investisseurs contre l'Etat équatorien ont été de 21,2 milliards de dollars desquels 1,5 milliards de dollars avaient déjà été déboursés en 2017 : 1,34 milliards d'amendes, notamment pour Oxy<sup>677</sup> et Chevron et 156 millions pour les arbitres et buffets d'avocats internationaux spécialisés dans ce genre de procès. Les demandes en cours s'élèvent à 13,4 milliards de dollars ce qui représente 52% du Budget de l'Etat de 2017. Une partie des demandes vient d'entreprises pétrolières qui n'ont pas accepté les renégociations de contrats en 2009-2010 et dont les contrats n'ont pas été reconduits. Elles estiment que l'Etat équatorien a

<sup>677</sup> Pour une présentation du cas OXY, voir Procuraduría General del Estado, *Caso OXY: Defensa jurídica de una decisión soberana y en derecho del Estado ecuatoriano*, Quito, Procuraduría General del Estado, 2014, [http://pge.gob.ec/images/docman/libro\\_caso\\_oxy\\_08\\_2014.pdf](http://pge.gob.ec/images/docman/libro_caso_oxy_08_2014.pdf). Le cas OXY (Occidental Petroleum Company), entreprise pétrolière dont le contrat a été révoqué en 2006 pour non-respect des lois nationales équatoriennes, est un autre cas typique de l'intromission des arbitrages internationaux et de la résolution des conflits en faveur des entreprises. L'Equateur a été condamné à une indemnisation de 943 millions de dollars en 2012. Après avoir négocié les échéances de paiement avec l'entreprise, l'Etat devait payer les derniers 100 millions de dollars en avril 2016. Après le tremblement de terre qui a coûté la vie de plus de 650 personnes, des milliers de blessés et des milliards de dollars de reconstruction, l'entreprise OXY, comme un apport à la solidarité envers l'Equateur, a donné un délai d'un mois de plus pour que l'Etat lui paie les 100 millions de dollars.

changé les règles juridiques et fiscales ce que les TBI interdisent.<sup>678</sup> Le système juridique des échanges commerciaux internationaux qui favorise le libre-échange et surtout les investissements des firmes transnationales représente donc un obstacle contre tout changement qui irait contre ces règles, par le risque de coût économique pour l'Etat.

## Conclusions du chapitre

Jusque fin 2014, la Révolution Citoyenne a pu répondre à un certain nombre de demandes de la population, comme l'élargissement des droits sociaux, l'amélioration des infrastructures productives (symbolisée par les routes et les aéroports), une importante baisse de la pauvreté, une certaine mobilité sociale qui a accru la classe moyenne, quelques avancées parmi d'autres qui ont transformé la société équatorienne. Cela a été possible grâce à une croissance économique significative, l'augmentation de la perception des impôts et les prix élevés des matières premières, surtout le pétrole. Le fait que la pauvreté ait baissé en même temps que les inégalités, une des particularités de l'expérience équatorienne, contredit la théorie de la malédiction de l'abondance, que nous avons vu dans le chapitre 2, qui affirme que les pays abondants en ressources naturelles rencontrent des difficultés à lutter contre la pauvreté et à réduire les inégalités.

A partir de là, se pose la question de l'articulation entre d'un côté, l'amélioration des conditions matérielles de larges secteurs de la population et, de l'autre, la transformation des imaginaires et des subjectivités ou, en d'autres termes, la transformation culturelle. Les débats des dernières années autour de la fin de cycle supposée des régimes post-néolibéraux en Amérique latine<sup>679</sup> ont largement discuté l'hypothèse de la carence de la

---

<sup>678</sup> Le Venezuela a vécu une expérience identique quand Exxon Mobil a décidé de porter plainte en 2007 après la nationalisation de champs de pétrole qui étaient sous contrôle de la firme transnationale. L'Etat vénézuélien fut condamné en 2014 par un tribunal d'arbitrage du CIRDI à payer une indemnisation de 1,6 milliards de dollars, décision qui a été annulée partiellement par un autre tribunal de la Banque Mondiale. Voir BBC, « Por qué un tribunal del Banco Mundial anuló la compensación de US\$1.400 millones que Venezuela debía pagar a la petrolera Exxon Mobil », 11 mars 2017, <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-39240812>

<sup>679</sup> Voir Modonesi, Massimo, 2015, « Fin de l'hégémonie progressiste et tournant régressif en Amérique Latine », *ContreTemps*, 27 novembre, <http://www.contretemps.eu/fin-de-lhegemonie-progressiste-et-tournant-regressif-en-amerique-latine/> ; Gaudichaud, Franck, 2015, « Fin de cycle en Amérique du Sud ? Mouvements populaires, gouvernements "progressistes" et alternatives écosocialistes », *ContreTemps*, 10 décembre, <http://www.contretemps.eu/fin-de-cycle-en-amerique-du-sud-mouvements-populaires-gouvernements-progressistes-et-alternatives-ecosocialistes/> ; Sader, Emir, 2015, « ¿El final de

transformation culturelle, ce qui aurait empêché la diffusion d'une certaine hégémonie politique des forces populaires.

En Equateur, le discours de la Révolution Citoyenne autour, entre autres, des thèmes de l'égalité, de la garantie universelle des droits, de la récupération des biens publics et de l'intégration des peuples a été persistant. Il n'en reste pas moins qu'il y a de grandes interrogations sur le fait de savoir si ce discours a réussi à altérer l'ordre culturel dominant. On peut résumer ce dernier par les valeurs de l'individualisme moderne : consommation, possession, compétition, propriété privée, etc. Il reste encore à analyser si les changements sociaux et les discours gouvernementaux ont eu, ou non, des effets sur la conscience politique et les représentations sociales de la population pour mettre en œuvre une contre-hégémonie culturelle face à la dynamique marchande qui se trouve dans les espaces de la vie.

Cela aurait dû être le rôle du concept de Bien Vivre qui aurait pu disputer l'hégémonie du sens commun néolibéral, notamment pour sa critique de certaines caractéristiques de la modernité comme l'individualisme. Les mobilisations de juin 2015 viennent apporter un élément de réponse à l'échec d'une transformation culturelle. Il est évident qu'il est difficile de changer le sens commun en si peu de temps. La création du secrétariat d'Etat au Bien Vivre, en juin 2013, avait pour objectif non pas tant de proposer de nouvelles politiques publiques que de construire de nouvelles subjectivités autour du Bien Vivre, à partir desquelles auraient pu se construire les bases d'une contre-hégémonie culturelle au néolibéralisme. De fait, cette institution n'a pas rempli ses objectifs.

Nous pouvons avancer que, s'il est vrai qu'il existait un certain discours hégémonique sur l'appropriation des droits sociaux, il n'y a pas eu de changements profonds dans le sens commun à partir duquel se construit des formes spécifiques de subjectivité. En effet, la Révolution Citoyenne a engendré de simples consommateurs qui, une fois que la situation économique met en danger sa capacité de consommation, se retournent contre le gouvernement qui leur a permis d'augmenter leur pouvoir d'achat et, pour certains, de sortir de la pauvreté. De plus, il n'a pas été possible non plus de lutter contre un discours anti-impôts très lié à un discours anti-Etat, héritage de la période néolibérale. Il est clair que le rôle des médias est fondamental dans cette lutte contre-hégémonique, ainsi que « l'importance cruciale des pratiques culturelles et artistiques

dans la formation et la diffusion du sens commun » et leur « rôle décisif [...] dans la reproduction ou désarticulation d'une hégémonie déterminée »<sup>680</sup>.

---

<sup>680</sup> Mouffe, Chantal, 2014, *Agonística. Pensar el mundo políticamente*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, p. 97.

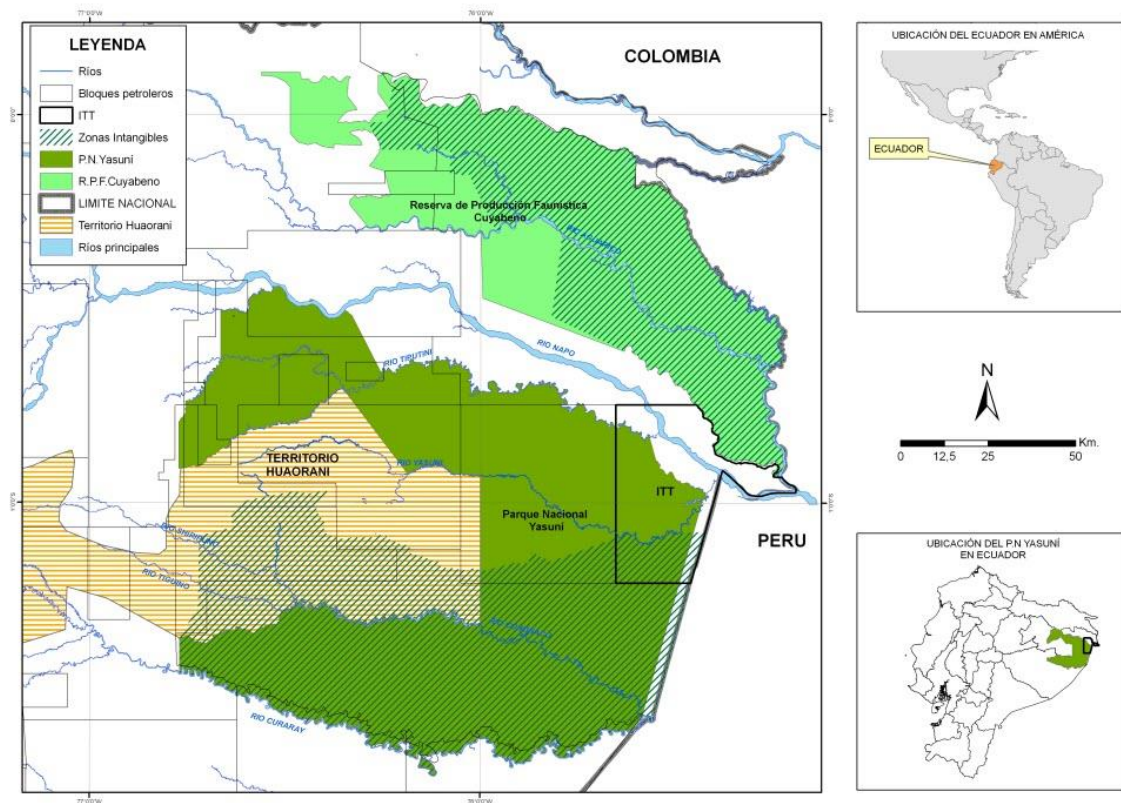
## Chapitre 4 : L'initiative Yasuní-ITT en Equateur, entre Bien Vivre et capitalisme vert

Un symbole des limites tant internes qu'externes pour changer de modèle de développement en Equateur est l'Initiative Yasuní-ITT (sigle venant d'Ishpingo-Tambococha-Tiputini, les trois forages d'exploration qui se trouvent dans la zone). Cette politique publique, présentée en juin 2007 par le président Correa, consistait à laisser sous terre 20% des réserves de pétrole du pays (838 millions de barils de pétrole), situées dans le parc national Yasuní, au nord-est de l'Amazonie (voir la carte ci-dessous). Pour compenser les pertes financières de la non-exploitation, l'Etat équatorien demandait une contribution financière internationale équivalente à la moitié de ce qu'il aurait pu gagner avec l'exploitation (3,6 milliards de dollars calculés à partir des prix du pétrole de 2007<sup>681</sup>). Cette politique était ambitieuse notamment dans ses objectifs de changer la matrice énergétique d'un pays qui, bien qu'exploitant et exportant son pétrole, n'en est pas moins un importateur de ses dérivés et en reste dépendant pour la génération d'électricité. Mais elle devait aussi participer à l'effort collectif pour changer le modèle d'accumulation basé sur le secteur primaire et les secteurs d'importation qui ne créent aucune richesse et valeur ajoutée mais au contraire servent d'intermédiaires et spéculent sur les produits importés.

---

<sup>681</sup> Pour une critique de la méthodologie pour calculer ces 3,6 milliards de dollars, voir Fontaine, Guillaume, 2010, *Gaz et pétrole en Amazonie. Conflits en territoires autochtones*, Paris, L'Harmattan, p. 183-184.

### Carte 3. Localisation du Parc national Yasuní



Source : page internet de l’Initiative Yasuní-ITT ([www.yasuni-itt.gob.ec](http://www.yasuni-itt.gob.ec)).

L’Initiative Yasuní-ITT a été présentée officiellement le 5 juin 2007 par le gouvernement et est devenue un des projets centraux de la Révolution Citoyenne. Depuis sa présentation, elle a fortement évolué, notamment en se consolidant au niveau théorique et politique avec l’aide d’académiques nationaux et internationaux, surtout proches de l’économie écologique, mais aussi au contact de la diplomatie internationale et onusienne. Une étape cruciale a été franchie le 3 août 2010 avec la signature du Fidéicommis Marchand pour la Transition Energétique entre le gouvernement équatorien et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).<sup>682</sup> La figure juridique du fidéicommis et la présence du PNUD donnaient une garantie de légalité et de légitimité internationales pour la gestion de ce fonds créé pour accueillir les contributions financières de la communauté internationale.

<sup>682</sup> Les documents réglementant le fidéicommis sont téléchargeables à l’adresse internet suivante (consultée le 17/04/18) : <http://mptf.undp.org/factsheet/fund/3EYCO>. Le terme fidéicommis vient de deux mots latins : la *fide* ou la confiance déposée dans l’administration des ressources à une instance, et *comissus* qui représente les intérêts d’une diversité d’acteurs qui voudraient, à partir de ce mécanisme, avoir une incidence sur la définition de l’affectation de ces ressources.

Avant de revenir sur les objectifs, il faut bien préciser qu'il existait deux étapes concernant la récollection des différentes contributions de la communauté internationale sans quoi le pétrole de l'ITT serait exploité : la première consistait à avoir 100 millions de dollars pour la fin décembre 2011 et la seconde visait l'objectif des 3,6 milliards de dollars dans un laps de temps de 13 ans (à partir de la signature de l'accord entre le PNUD et le gouvernement équatorien). Pour que le fonds commence à fonctionner, il fallait qu'il y ait 100 millions de dollars. Des Certificats de Garantie Yasuní (CGY) ont été délivrés pour les contributeurs de plus de 50 000 dollars. Ces CGY représentaient le carbone séquestré dans les réserves de pétrole du bloc ITT sur lesquelles était établi un compromis de ne pas les exploiter de manière indéfinie.

Le fonds fiduciaire devait fonctionner de la manière suivante. Toutes les contributions allaient au fonds de capital dans un seul but : financer le développement de sources renouvelables d'énergie hydraulique, géothermique, éolienne ou solaire avec comme objectif un changement de la matrice d'offre énergétique et productive réduisant l'utilisation des combustibles fossiles. Ce fonds de capital devait générer 7% d'intérêts qui étaient reversés dans un fonds de rendement afin de financer les domaines suivants : la lutte contre la déforestation et la conservation effective de 44 aires protégées correspondant à 4,8 millions d'hectares, soit 20% du territoire équatorien ; la reforestation et la régénération naturelle d'un million d'hectares de forêt dont les sols sont actuellement menacés par la dégradation ; l'amélioration de l'efficacité énergétique nationale et les économies d'énergie ; le développement social des zones d'influence de l'Initiative avec l'investissement dans l'éducation, la santé, l'habitat et dans la création d'emplois dans des activités soutenables comme l'écotourisme ; la recherche et le développement en science et technologies avec comme objectif, à moyen/long terme, un changement de modèle de développement.

Pour la réalisation de ces objectifs, une structure institutionnelle a également été créée. Le fidéicomis était administré par un directoire qui permettait une plus grande transparence dans sa gestion ainsi que le contrôle des investissements et projets exécutés. Ce directoire était intégré par trois représentants du gouvernement équatorien, deux représentants des principaux contributeurs, un représentant de la société civile équatorienne et deux du PNUD, membres *ex officio* avec droit de parole mais pas de droit de vote. En cas d'égalité dans les votes, ce sont les voix du gouvernement qui l'aurait emporté. Un secrétariat technique aidait le directoire pour le suivi des thèmes techniques, parmi lesquels les thèmes environnementaux. Ce directoire était chargé du



suivi du mandat d'investir dans les lignes définies avec une évaluation biannuelle. Au niveau national, l'Initiative Yasuní-ITT disposait aussi d'un comité politique chargé de sélectionner les différents projets dans lesquels allaient être investies les contributions financières. Ce comité était composé du Président de la République, du vice-Président, du ministère des Affaires Etrangères, du ministère coordinateur du Patrimoine, du ministère de l'Environnement, du ministère des Ressources non Renouvelables, du secrétariat national de la Planification et du Développement et l'institut pour le Développement de l'Amazonie (ECORAE). Il existait aussi une commission en charge des négociations internationales qui représentait l'Initiative Yasuní-ITT dans les négociations avec les contributeurs internationaux. Cette commission a successivement appartenu à la vice-présidence de la République, au ministère des Affaires Etrangères, au ministère coordinateur du Patrimoine et enfin à la présidence de la République.

Cette institutionnalisation de l'Initiative Yasuní-ITT avait pour but de rechercher une certaine légitimité internationale et de montrer la volonté du gouvernement équatorien à poursuivre avec cette politique publique. Toutefois, pour diverses raisons que nous analyserons tout au long de ce chapitre, le total des dépôts réels dans le fidéicomis dépassait à peine les dix millions de dollars en septembre 2013, loin des cent millions de dollars qui étaient prévus l'année suivant son entrée en vigueur (c'est-à-dire en août 2011). Devant les difficultés rencontrées pour passer des promesses aux contributions réelles de certains pays comme l'Allemagne<sup>683</sup>, spécialement dans un contexte international de crise économique et financière, la commission en charge des négociations internationales avait décidé d'élargir le champ des possibles contributeurs aux gouvernements décentralisés et à la société en général. Peu de pays ont contribué et, pour ceux qui l'ont fait, cette contribution était plus symbolique qu'autre chose ou ont choisi des voies qui ne correspondaient pas à un apport direct d'argent dans le fidéicomis de la part du pays en question, comme l'annulation de dettes de l'Italie.

---

<sup>683</sup> Les hésitations de l'Allemagne ont eu un impact significatif car, depuis le début, c'était le meilleur soutien de l'Initiative Yasuní-ITT. Le 28 octobre 2009, la nomination du ministre de la Coopération Economique et du Développement, Dirk Niebel, du parti libéral-démocrate (FDP), a radicalement changé la position de Berlin. Ce ministre était important dans l'organigramme de la coalition gouvernementale allemande, assurant la présence du FDP dans une alliance qui donnait la majorité au Bundestag pour le gouvernement d'Angela Merkel. Contre l'opinion de tous les partis politiques, parmi lesquels le sien, et d'une grande partie de la société civile, Niebel a refusé de contribuer au projet équatorien par peur de possibles répliques de ce type de projet dans d'autres pays et parce qu'il n'entraînait pas dans les mécanismes discutés au niveau international dans les négociations pour le changement climatique. Cette nouvelle position d'un pays qui avait promis 50 millions d'euros annuels durant 13 ans, a envoyé un signal négatif concernant l'Initiative. Toutefois, l'Allemagne a apporté une coopération technique non remboursable de 35 millions d'euros sur trois ans pour le Parc national Yasuní, mais cela ne constituait pas une contribution au fidéicomis dans le but de ne pas le reconnaître.

Comme nous pouvons le voir dans le tableau ci-dessous, seuls sept pays ont contribué au fonds, dont seulement trois ont déposé plus d'un million de dollars. Trois collectivités territoriales ont aussi contribué : en France, la région Rhône-Alpes et le département de Meurthe-et-Moselle et en Belgique, la région de Wallonie. Enfin, les autres contributions venaient d'ONG et d'entreprises privées nationales et internationales. Ces dernières représentaient 10% du total des fonds et leur motivation était plus proche du *marketing* ou du *greenwashing*, afin de « verdir » leur image, comme la multinationale brésilienne Odebrecht.

**Tableau 1. Dépôts effectués (dollars) dans le fidéicomis géré par le PNUD**

<b>Contributeur</b>	<b>Montant déposé</b>
Gouvernement d'Italie	3 932 147
Gouvernement d'Espagne	1 400 400
Gouvernement du Luxembourg	1 332 700
Gouvernement régional de Wallonie (Belgique)	1 220 465
Gouvernement d'Equateur	642 123
Secteur privé	366 571
Ryohin Keikaku Co. Ltd (Japon)	200 140
Herdoiza Crespo Constr. (ECU)	200 000
Région Rhône-Alpes (France)	195 314
Earth Day Network	160 184
Constructora N Odebrecht	129 975
World of Kindness (Russie)	100 019
Fondation AVINA	100 000
Gouvernement du Chili	100 000
Gouvernement de Colombie	100 000
Gouvernement de Géorgie	100 000
Gouvernement de Turquie	100 000
Département de Meurthe-et-Moselle (France)	53 763
Everfresh	50 000
Héctor Delgado	50 000
SK Engineering & Construction	50 000
<b>Total</b>	<b>10 583 801</b>

Source : PNUD <http://mptf.undp.org/factsheet/fund/3EYCO/es>

Face à la faiblesse des contributions financières et s'appuyant sur sa forte légitimité politique après son triomphe électoral de février<sup>684</sup>, le 15 août 2013, à travers un discours télévisé au peuple équatorien, Rafael Correa, qui avait lui-même lancé

<sup>684</sup> En février 2013, Rafael Correa a été réélu avec plus de 57% des voix au premier tour, dépassant son score de 2009 (52%). De plus, son mouvement politique Alianza PAIS a obtenu 100 des 137 sièges à l'Assemblée nationale, possédant ainsi la majorité absolue au parlement, contrairement à la période antérieure.

l'Initiative Yasuni-ITT et l'avait convertie petit à petit en une politique publique, a annoncé la fin de ce projet. Si nous reprenons les concepts de Max Weber<sup>685</sup>, selon Correa, sa décision se baserait sur l'éthique de responsabilité envers le peuple équatorien laquelle l'emporterait sur l'éthique de conviction : une grande partie de la population équatorienne a des besoins fondamentaux insatisfaits (éducation, santé, eau potable, égouts, habitat, etc.) et d'importantes ressources financières sont nécessaires pour couvrir l'ensemble du territoire de services publics de base. Ces ressources auraient pu être données par les pays riches du Nord mais ils n'ont pas voulu contribuer au projet.

Malgré son abandon après la décision prise par le Président Correa d'exploiter ce pétrole, l'analyse politique de ce projet est encore d'actualité. L'objectif de ce chapitre est d'étudier comment, au niveau théorique, cette politique publique entraine en résonance avec les postulats du Bien Vivre mais aussi qu'elle se confrontait tant à des contradictions internes au gouvernement et à la société équatorienne, qu'à l'idéologie et aux forces en présence au sein de la géopolitique du changement climatique.

Il s'agira donc d'expliquer les deux faces de cette tension. D'un côté, cette politique représentait une alternative pour remettre en question le modèle extractiviste et tendait vers une transition écosociale post-extractiviste en Equateur contenue dans les plans gouvernementaux. Toutefois, d'un autre côté, elle a rapidement fait face aux idéologies dominantes tant au sein de la société équatorienne (en plus du lobby pétrolier, les disputes entre néo-développementistes et les tenants du Bien Vivre) qu'au niveau international (face au néolibéralisme et au capitalisme vert dominant les négociations internationales contre le réchauffement climatique).

## **I. Des objectifs en relation avec le Bien Vivre**

Les objectifs de l'Initiative Yasuni-ITT, contenus dans le fidéicomis, sont en étroite relation avec le Bien Vivre. En effet, ces objectifs peuvent se regrouper autour des trois caractéristiques que nous avons vues dans le chapitre 1 : le culturel, le social et l'écologique. Les thèmes de l'identité, du social et de la nature sont centraux pour comprendre cette politique publique, développant de nouvelles formes de relations entre

---

<sup>685</sup> Weber, Max, 1963 (1919), *Le savant et le politique*, Paris, Union Générale d'Éditions.

société et nature assez proches de l'écosocialisme<sup>686</sup>. Vincent Gay et Michael Löwy affirment que « l'écosocialisme est un projet d'avenir, une utopie radicale, un horizon du possible, mais aussi, et inséparablement, une action *hic et nunc*, ici et maintenant, autour d'objectifs et de propositions concrètes et immédiates »<sup>687</sup>. Il ne fait aucun doute que l'Initiative Yasuní-ITT faisait partie de ces propositions concrètes et immédiates, combinant une vision globale de la société priorisant l'écologique, le social et le culturel au détriment de l'économique.

## **1. Diversité culturelle et protection des peuples indigènes en isolement volontaire**

### *A) Un territoire à forte diversité culturelle*

Un des principaux objectifs de l'Initiative Yasuní-ITT était la protection de la diversité culturelle et l'importance des communautés humaines ainsi que de leurs cultures. La richesse culturelle de l'Amazonie équatorienne en général, et du Parc national Yasuní en particulier, est le fruit de la présence historique de différents peuples et communautés indigènes et de la colonisation de groupes provenant de la Côte Pacifique et des Andes. Cette migration a eu lieu principalement pendant les réformes agraires des années 1960 quand l'Etat a facilité l'installation de ces migrants appelés *colonos* (c'est-à-dire colons) en facilitant l'accès à la terre à des paysans pauvres andins. Le choix a été fait de repousser la frontière agraire vers l'Amazonie au lieu de s'attaquer aux inégalités dans la propriété de la terre dans les Andes évitant ainsi d'exproprier les grands propriétaires terriens des Andes et de la Côte. De plus, le manque de main d'œuvre après la découverte des grands gisements de pétrole a accru cette migration.

L'installation de ces nouvelles populations et l'accaparement de grandes étendues de terres sur des territoires considérés comme ancestraux par les communautés indigènes ont été vécues comme une nouvelle colonisation (cette fois interne) par ces populations. D'où la multiplication des tensions entre indigènes et colonisateurs métis, entre groupes ethniques à cause de la migration de certains groupes à l'intérieur de l'Amazonie, mais aussi à l'intérieur des groupes et communautés indigènes, notamment à cause des

---

<sup>686</sup> Le Quang, Matthieu, 2016, « La trajectoire politique de l'initiative Yasuní-ITT en Equateur : entre capitalisme vert et écosocialisme », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n°130, p. 105-121.

<sup>687</sup> Gay, Vincent, Löwy, Michaël, 2011, « Alternatives écologistes au capital », *ContreTemps*, n°12, 4<sup>ème</sup> trimestre, p. 15.

stratégies de division mises en œuvre par les entreprises pétrolières au moment des négociations lors des conflits socio-environnementaux.<sup>688</sup> Ici, la dimension environnementale ne peut se dissocier de la dimension sociale.

Le Parc national Yasuní se trouve majoritairement dans la province d'Orellana et s'étend aussi sur une petite partie de la province de Pastaza. Dans la première province, les métis constituent le groupe ethnique majoritaire depuis la vague de migration des années 1960. La ville de San Francisco de Orellana (aussi appelée El Coca), qui constitue la porte d'entrée du Parc national Yasuní, est un bon exemple d'une ville qui s'est construite à partir de l'exploitation du pétrole et qui dépasse les 40 000 habitants, selon le recensement de 2010. On trouve aussi dans le Yasuní la présence de villages ou de petites villes qui sont le résultat de la reformation de communautés venant d'une même zone d'Équateur. C'est le cas, par exemple, de la petite ville de Nuevo Rocafuerte, à la frontière avec le Pérou, dont une grande partie de la population est originaire de la ville de Rocafuerte située dans la province de Manabí, sur la Côte, et qui constitue le dernier port sur le fleuve Napo en territoire équatorien et une base d'entrée pour les entreprises pétrolières exploitant dans le Yasuní.

En plus de ces populations métisses, trois nationalités indigènes vivent dans le Parc national Yasuní : les Waorani, les Kichwa et les Shuar. Les plus nombreux sont les Kichwa, aussi appelés Naporunas, présents dans une partie de l'Amazonie équatorienne. Leur expansion de plus en plus importante à l'intérieur du Yasuní est due principalement aux mariages avec d'autres communautés et à l'immigration en provenance d'autres régions amazoniennes. La base sociale, culturelle et économique des Naporunas est le fleuve Napo, d'où ils tirent leur appellation qui signifie, en kichwa, « peuple du fleuve Napo ». Ce fleuve est à la base de leurs croyances : le père (le fleuve Napo) fertilise la mère (la terre) pour assurer l'abondance en richesse naturelle.<sup>689</sup>

La nationalité shuar constitue le deuxième groupe indigène le plus important en nombre d'habitants malgré le fait qu'ils ne sont pas originaires du Parc national Yasuní. Les shuar viennent du sud de l'Amazonie, leur territoire historique étant à la fois en Équateur (surtout dans la province de Morona Santiago) et au Pérou. La légalisation de

---

<sup>688</sup> Fontaine, Guillaume, 2010, *Gaz et pétrole en Amazonie. Conflits en territoires autochtones*, Paris, L'Harmattan.

<sup>689</sup> Haro Pastor, Ginés, Donati, Georgina, 2008, *Yasuní Oro Verde. La lucha de la Amazonía para mantener el petróleo bajo tierra*, Oxford, New Internationalist Publications, p.56.

tout leur territoire<sup>690</sup> est leur principale revendication afin de pouvoir mettre en œuvre leur plan de vie et leur conseil de gouvernement. Ce peuple guerrier, dont les pratiques et le mode de vie ont été analysés par Philippe Descola<sup>691</sup>, doit sa réputation à la pratique ancestrale du *tzantza*, la réduction de têtes humaines appartenant à un ennemi. Même s'il constitue à la fois un trophée de guerre et un objet d'intimidation, le *tzantza* possède surtout une forte signification spirituelle puisqu'il s'agissait d'enfermer l'esprit de l'ennemi et éviter que son âme revienne venger sa mort.<sup>692</sup> La présence d'importantes communautés shuar dans le Yasuní est l'effet de la colonisation de leur territoire dans le sud de l'Amazonie par des paysans venus des Andes et de l'exploitation minière qui détériore leur terre, ce qui les a obligés à migrer depuis la fin des années 1980. Dans le Yasuní, les Shuar reproduisent leur organisation originelle autour de leurs communautés et associations, comme celle de Río Tiputini Shuar, dont l'objectif est la consolidation de l'identité du groupe en maintenant et en promouvant la culture et l'artisanat shuar.

Le dernier groupe indigène du Parc national Yasuní, la nationalité waorani, est le seul originaire de cette région, représentant ainsi un symbole identitaire pour le parc. Son territoire se trouve entre les fleuves Napo et Curaray. Waorani signifie « Etres Humains », dans la langue Wao-Tededo. Selon une légende des Waorani, ces derniers descendent d'un anaconda : « On raconte qu'un jour l'anaconda était en train de prendre le soleil sur une plage très grande et qu'est apparu un aigle qui l'a fait prisonnier entre ses griffes. L'anaconda a alors tenté de s'échapper sans réussite. L'aigle l'a détruite en le coupant en deux par la moitié. De la partie supérieure de la tête, sont sorties les femmes et de la queue les hommes. C'est ainsi que s'est formé le peuple Wao. »<sup>693</sup> Ils vénèrent plusieurs dieux : le soleil qu'ils appellent *Nenki*, le feu, *Gonga*, l'eau, *Epee*, l'aigle, *Kengiwe*, le jaguar, *Meñe*, et l'anaconda, *Obe*.

Les Waorani ont été le dernier groupe de l'Amazonie à être contacté, de manière pacifique, à partir de 1956. Le contact avec la société équatorienne s'est effectué à

---

<sup>690</sup> Selon la CONAIE, jusqu'en 2017, 718220 ha des 900688 ha que la fédération shuar revendique ont été légalisés. Voir <https://conaie.org/2014/07/19/shuar/> (consulté le 17/05/2018).

<sup>691</sup> Descola, Philippe, 2006 (1993), *Les Lances du crépuscule. Avec les Indiens Jivaros de haute Amazonie*, Paris, Presses Pocket.

<sup>692</sup> Harner, Michael, 1978, *Shuar Pueblo de las cascadas sagradas*, Quito, Ediciones Mundo Shuar. Depuis son interdiction dans les années 1960 en Equateur, elle n'est pratiquée qu'avec des têtes de singes pour les touristes en mal d'authenticité.

<sup>693</sup> Voir le très beau livre de photos et de contes : Nenquimo, Ima Fabian, 2010, *El Origen de los Waorani. Los cuatro dioses de los Waorani y el hijo del Sol*, Quito, Ministère de l'environnement équatorien – PRAS.

travers une organisation étatsunienne de missionnaires évangélistes, l'Institut Linguistique d'Eté<sup>694</sup> (ILE), dont l'objectif était de « pacifier » les peuples indigènes et de les convertir au christianisme. L'ILE a été un soutien important pour les entreprises pétrolières, en tant qu'intermédiaire pour entrer en contact avec ces populations indigènes et obtenir leur accord pour l'exploitation de leurs territoires. L'arrivée de l'ILE a chamboulé l'organisation de la vie des Waorani dont la répartition en différents clans familiaux nomades de trente ou quarante personnes qui vivaient dans des maisons composées de dix à trente individus d'une même famille nucléaire, a laissé la place, aujourd'hui, à une sédentarisation de ces anciens clans.

L'évangélisation n'est pas la seule cause des changements sociaux expérimentés par les Waorani. La présence des compagnies pétrolières a entraîné des transformations majeures dans leur organisation sociale et dans leur division sociale du travail. Traditionnellement, ce peuple avait une répartition des tâches égalitaire entre homme et femme. Son économie de subsistance était typique des peuples nomades chasseurs-cueilleurs avec, parfois, l'utilisation de l'horticulture. Aujourd'hui, les relations sociales sont fortement dépendantes des compagnies pétrolières, la sédentarisation de la majorité des communautés waorani s'étant effectuée près des routes et des campements pétroliers. Leur économie dépend de moins en moins de la chasse et la récollecion mais de leurs échanges avec les entreprises pétrolières et les travailleurs. Une autre conséquence de l'exploitation pétrolière sur les territoires waorani a été la migration d'une partie de la population principalement vers Puyo, dans la province de Pastaza, au centre de l'Amazonie.

Le territoire des Waorani a été reconnu légalement en avril 1990, par le gouvernement de Rodrigo Borja. La majorité de ce territoire se trouve à l'intérieur du Parc national Yasuní. Objet de négociation permanente, il s'est considérablement réduit depuis les années 1960, parallèlement à l'entrée des activités extractivistes et à la réduction de la population waorani. Cette diminution de la population waorani n'est pas seulement due à la migration mais est aussi une conséquence de la détérioration des conditions de vie et de l'environnement où vivent les waorani. Les compagnies pétrolières, dont la prospection et l'exploitation des ressources naturelles se font sans grande préoccupation de l'environnement, sont accompagnées par l'entrée des compagnies forestières et de

---

<sup>694</sup> Pour une histoire plus détaillée des Waorani, voir : Proaño, José, Almeida, Alexandra, 2008, *Tigre, Águila y Waorani, una sola selva, una sola lucha. Deuda ecológica de las transnacionales petroleras con el pueblo Waorani y el Parque Nacional Yasuní*, Quito, Acción Ecológica. Les informations qui suivent sont tirées de ce livre.

l'agro-business qui aggravent encore plus la déforestation. De plus, les pertes et les rejets d'hydrocarbures ont engendré la pollution des rivières et des terres et ont ainsi entraîné la réduction de l'espace de survie de ces populations dont les bases alimentaires sont gravement atteintes. Les résultats sont dramatiques : si, dans les années 1960, le territoire des waorani s'étendait sur plus de deux millions d'hectares, aujourd'hui, le territoire reconnu par l'Etat en 1990 ne fait pas plus de 612 560 hectares. Il faut aussi préciser que le sous-sol de ce territoire appartient et est administré par l'Etat ce qui entraîne bien évidemment des conflits lorsqu'il faut autoriser l'entrée d'une compagnie pétrolière. En plus de la réduction de leur territoire, la population waorani a fortement baissé : si on comptait environ 30 000 personnes dans les années 1960, selon le recensement de 2010, 2416 personnes s'auto-identifient comme waorani. Une des causes de cette diminution est la baisse du taux de natalité due aux différentes maladies, conséquences de la contamination des sols par l'exploitation pétrolière.

Les répercussions des changements sociaux sont visibles dans la création de différentes organisations représentatives des Waorani. La première qui est apparue en 1990, l'ONHAE (Organisation de la Nationalité Waorani de l'Amazonie Equatorienne), porte aujourd'hui le nom de NAWA (Nationalité Waorani d'Equateur). La deuxième, l'AMWAE (Association des Femmes Waorani de l'Amazonie Equatorienne), a été créée en 2005 dans l'objectif de rompre avec l'influence des compagnies pétrolières. Sa création et son premier projet ont été appuyés par l'Agence des Etats-Unis pour l'Aide au Développement (USAID). L'apparition d'une association de femmes démontre aussi l'évolution des relations de genre chez les Waorani, traditionnellement plus égalitaires, mais dont l'évolution vers des attitudes machistes est une des conséquences de la nouvelle division sexuelle du travail, les compagnies pétrolières privilégiant l'emploi masculin au détriment des femmes. La dernière association, la Nationalité Waorani de Napo, a été constituée en 2007, en réaction à l'arrivée de la compagnie pétrolière Perenco. Elle a été légalement créée par le Conseil National de Développement des Nationalités et Peuples de l'Equateur (CODENPE, contrôlé à cette époque par la CONAIE), notamment pour négocier l'usufruit sur l'utilisation des ressources du territoire waorani. Selon les conjonctures, les stratégies de toutes ces organisations diffèrent et « oscillent entre une tactique de collaboration avec les entreprises et



l'opposition à leur présence dans la région »<sup>695</sup>, notamment en défendant leur territoire et le style de vie qui y est associé.

L'histoire de ces populations indigènes, et particulièrement celle des Waorani, démontre l'influence de l'exploitation pétrolière sur les conditions de vie et les relations sociales des communautés indigènes. Aujourd'hui, la multiculturalité de cette région de l'Amazonie n'est pas synonyme d'interculturalité. Les nombreux conflits sociaux entre les différentes communautés et groupes ethniques présents sur le territoire sont intensifiés (voire promus) par les entreprises pétrolières. Il est de l'obligation de l'Etat équatorien de sauvegarder le droit à l'autonomie et les droits culturels des populations indigènes. C'est ainsi que l'Initiative Yasuní-ITT était soutenue par les organisations indigènes présentes dans cette zone, ainsi que par la CONAIE, en tant que respect des territoires des nationalités et peuples indigènes du Parc national Yasuní mais aussi pour le renforcement de leur langue et de leur culture. Un symbole de ce soutien par les organisations indigènes et de la volonté du gouvernement équatorien de mettre en avant le respect des droits indigènes était la présence de Manuela Ima, présidente de l'AMWAE, dans le directoire du fidéicomis, comme représentante de la société civile équatorienne. De plus, les Waorani ont multiplié les conférences dans de nombreux pays afin d'obtenir le soutien des gouvernements mais aussi de la société civile pour contribuer à l'Initiative Yasuní-ITT car ils voyaient en celle-ci une alternative à l'exploitation pétrolière afin de sortir de la pauvreté et d'aller vers un développement plus soutenable au niveau écologique.

### *B) La problématique particulière des peuples indigènes en isolement volontaire*

La problématique particulière des peuples indigènes en isolement volontaire (PIAV<sup>696</sup>) est fondamentale pour les organisations écologistes, notamment pour freiner l'élargissement de la frontière extractiviste dans le nord de l'Amazonie, que ce soit l'exploitation pétrolière ou les grandes plantations de monocultures comme la palme africaine. Il s'agit ici de privilégier les droits humains et la vie de ces populations face à l'exploitation pétrolière et à la manne financière qui en découlerait, dans la droite ligne des alternatives post-pétrolières au développement comme le Bien Vivre.

---

<sup>695</sup> Fontaine, Guillaume, 2010, *Gaz et pétrole en Amazonie. Conflits en territoires autochtones*, Paris, L'Harmattan, p. 157.

<sup>696</sup> Cela vient de l'abréviation en espagnol de *Pueblos Indígenas en Aislamiento Voluntario*. Il est commun d'utiliser cette abréviation, c'est pour cela que nous la reprenons ici.

En Equateur, il existe deux peuples indigènes en isolement volontaire qui se trouvent dans le Yasuní : les Tagaeri et les Taromenane. Ils représenteraient environ 300 personnes divisées en quatre clans. L'utilisation du concept de « peuple indigène en isolement volontaire » cherche à appuyer sur le fait que l'isolement de ces peuples n'est pas un hasard. C'est le résultat d'une décision propre, de processus sociaux, d'une dynamique culturelle propre aux chasseurs-cueilleurs et d'une histoire fortement liée depuis les années 1950 à l'avancée de la colonisation et de l'exploitation des ressources sur leurs territoires.<sup>697</sup> Par exemple, la Déclaration de Belem, qui a fait suite à la première Rencontre Internationale sur les Peuples Indigènes Isolés de l'Amazonie et du Gran Chaco à Belem do Para au Brésil, en 2005, qui a regroupé différentes organisations de la société civile, l'UNESCO et d'autres organisations de l'ONU, a mis en avant que la volonté d'isolement doit être considérée comme un « droit humain fondamental ». En plus de déclarer les PIAV comme « Patrimoine socio-culturel de l'Humanité », notamment parce qu'ils assurent la conservation de la biodiversité.

La question du territoire est importante pour ces groupes car les chasseurs-cueilleurs dépendent des ressources qu'ils trouvent dans l'espace physique où ils se déplacent. Il s'agit d'un espace de survie (chasse, pêche, nourriture, etc.) et sa violation peut être source de violence ou de guerre pour garantir l'irréductibilité ou la différence avec les autres. Le rapport avec le reste de la société est un rapport conflictuel car l'autre représente une menace pour la survie du groupe. L'expansion de la frontière extractiviste participe de cette conflictualité pour les conséquences négatives en chaîne sur la vie de ces PIAV, surtout la déforestation, le bruit des machines et l'ouverture de routes rendant possible la colonisation. Les effets sont immédiats sur l'espace physique des PIAV : perte de la biodiversité et fuite des animaux réduisent les terrains de chasse, de cueillette et de culture temporaire, ce qui affecte la reproduction sociale et culturelle de ces peuples puisque leur économie, leur survie, leur culture et leur spiritualité dépendent totalement des ressources de leur territoire. A cela s'ajoute le fait que ces peuples sont très fragiles par rapport aux maladies qui pourraient arriver avec les colons. Enfin, une autre répercussion est la multiplication des risques de violences dans la zone dont la raison centrale est la lutte pour le territoire : entre peuples isolés eux-mêmes à cause des déplacements forcés ; entre les Waoranis et les PIAV car la présence des

---

<sup>697</sup> Proaño García, José, Colleoni, Paola, 2008, *Taromenane Warani Nani. Pueblos Indígenas en Aislamiento Voluntario. Tagaeri – Taromenane, en la Amazonía Ecuatoriana*, Quito, Abya-Yala/Fundación Pachamama, p. 34.

PIAV interdit à certaines communautés waoranis l'exploitation des ressources naturelles ou de profiter de ce que leur offrent les entreprises pétrolières (souvent le résultat des négociations pour l'obtention de l'accord des différentes populations indigènes quant à l'exploitation sur leur territoire : construction dans les communautés d'une école, un centre de santé ou création d'emplois) ; et entre PIAV et colons.

C'est pour éviter tous ces problèmes qu'une Zone Intangible pour les peuples indigènes en isolement volontaire a été créée, en 1999, dans le parc Yasuní, territoire reconnu par l'Etat équatorien, appartenant exclusivement aux Tagaeri et Taromenane et où toute entrée et toute activité d'extraction des ressources naturelles sont interdites. Cette Zone Intangible s'étend sur 700 000 ha compris entre les fleuves Yasuní et Curaray et a été officialisée en 2007 en réponse aux mesures de précaution dictées par la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH), obligeant l'Etat équatorien à mettre en œuvre un plan de mesures effectives de protection pour ces peuples. Toutefois, la complexité de la zone et la diversité des acteurs présents fragilisent le plan de l'Etat équatorien qui s'est réalisé sous la pression des entreprises pétrolières et sans la participation des communautés waorani qui vivent dans la zone, ni celle de la NAWE ou de la CONAIE. C'est ainsi que les frontières de cette Zone Intangible tracées par le ministère de l'Environnement coïncident de manière étrange avec les délimitations des différents blocs pétroliers (notamment le bloc 16). Il est clair que les pressions des industries extractivistes ont conditionné la délimitation du territoire qui ne correspond pas à la territorialité exercée par les Tagaeri et les Taromenane<sup>698</sup>, comme le démontrent les traces de présence de ces peuples trouvées en dehors de la zone intangible, ce qui entraîne plusieurs risques : la non-(re)connaissance des limites de cette zone intangible par les peuples isolés multiplie les risques de nouvelles situations de violence en dehors de la zone. La Zone Intangible Tagaeri-Taromenane illustre bien que les zones de protection soient très souvent des figures artificielles résultats de conflits d'intérêts qui doivent être arbitrés par l'Etat qui, dans ce cas-là, s'est positionné en faveur des entreprises pétrolières qui possèdent des champs d'exploitation dans la région.<sup>699</sup>

La présence de ces PIAV a un impact direct sur l'Initiative Yasuní-ITT puisqu'une partie du bloc ITT appartient à la Zone Intangible. L'exploitation du pétrole de cette

---

<sup>698</sup> De Marchi, Massimo, Pappalardo, Salvatore Eugenio, Ferrarese, Francesco, 2013, *Zona Intangible Tagaeri Taromenane (ZITT): ¿Una, ninguna, cien mil? Delimitación cartográfica, análisis geográfico y pueblos indígenas aislados en el camaleónico sistema territorial del Yasuní*, Padova, CLEUP, CICAME.

<sup>699</sup> Proaño García, José, Colleoni, Paola, 2008, *Taromenane Warani Nani. Pueblos Indígenas en Aislamiento Voluntario. Tagaeri – Taromenane, en la Amazonía Ecuatoriana*, Quito, Abya-Yala/Fundación Pachamama.

région serait une infraction au droit international et ne ferait qu'aggraver les multiples agressions dont est victime le territoire de ces peuples. D'où le fait que le champ Ishpingo ait été retiré du plan d'exploitation mais aussi du questionnement à de multiples reprises de l'existence même de ces peuples par les dirigeants de l'entreprise nationale Petroecuador ou d'autres autorités du secteur pétrolier.

## **2. L'équité sociale : dette sociale et lutte contre les inégalités**

Le second objectif vise à atteindre l'équité sociale et la lutte contre les inégalités. Selon María Fernanda Espinosa, ancienne ministre coordinatrice du patrimoine et de l'Initiative Yasuní-ITT, l'Etat équatorien doit commencer à payer sa dette sociale, avec une attention particulière à la population amazonienne.<sup>700</sup> Pour cela, l'Initiative prévoyait d'investir une partie des contributions internationales dans les secteurs de l'éducation, la santé, l'habitat et autres services publics. Un autre objectif était de créer des emplois liés à des activités soutenables. Cette politique est fondamentale, surtout en Amazonie, afin de diversifier les sources de revenus et de limiter la dépendance au pétrole. Cette attention particulière à l'Amazonie vient du fait que, dans cette région, l'Etat équatorien était peu présent voire absent. Hormis l'entreprise publique pétrolière et l'armée, les autres institutions étatiques laissaient la place aux ONG ou aux entreprises pétrolières pour fournir les populations en services sociaux.

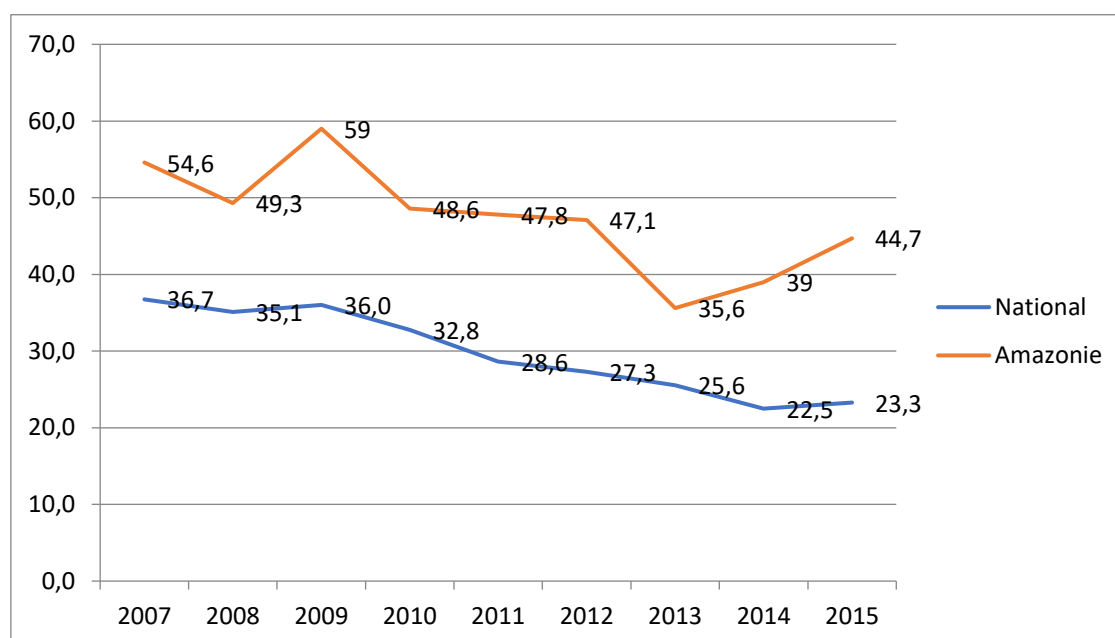
Les problèmes sociaux et structurels en termes d'emplois que rencontre l'Equateur ont été analysés par de nombreux économistes comme des conséquences directes de la dépendance d'un pays à une économie extractiviste, dans le cas de l'Equateur au pétrole. L'étude de cette problématique les a amenés à développer des théories telles que la « maladie hollandaise » ou la « malédiction de l'abondance » que nous avons définies dans le premier chapitre et qui constituent une des bases théoriques de l'Initiative Yasuní-ITT : les pays disposant de grandes richesses naturelles deviennent dépendants de leur exportation. Comment ces théories s'appliquent-elles à l'Equateur ? Les chiffres de l'INEC (Institut National des Statistiques et du Recensement) montrent que l'Amazonie, où se trouve l'exploitation pétrolière, est la région la plus pauvre du pays et les chiffres de la pauvreté sont nettement supérieurs à la moyenne nationale. Si de 2007 à 2015, la pauvreté a baissé de manière continue au niveau national, passant de

---

<sup>700</sup> Le Quang, Matthieu, 2011, "La puesta en marcha de la Iniciativa Yasuní-ITT: Entrevista con María Fernanda Espinosa", *DIAL*, janvier, <http://www.alterinfos.org/spip.php?article4888>.

36,7% à 23,3%, on peut voir que le taux de pauvreté en Amazonie n'est pas aussi linéaire qu'au niveau national. En effet, s'il y a une baisse générale de la pauvreté entre 2007 et 2015, on peut observer, sur le graphique ci-dessous, deux pics de hausse (un en 2009 et un autre en 2014 et 2015) qui correspondent aux deux périodes de baisse des cours du pétrole au niveau international. Cela vient aussi du fait que les collectivités locales où se trouve l'exploitation pétrolière reçoivent un pourcentage de la rente pétrolière : si les prix baissent, la rente baissera automatiquement ce qui affectera les budgets de ces collectivités territoriales qui dépendent encore plus du prix du pétrole que le budget national.

**Graphique 21. Taux de pauvreté par revenu (%) en Amazonie et au niveau national 2007-2015**



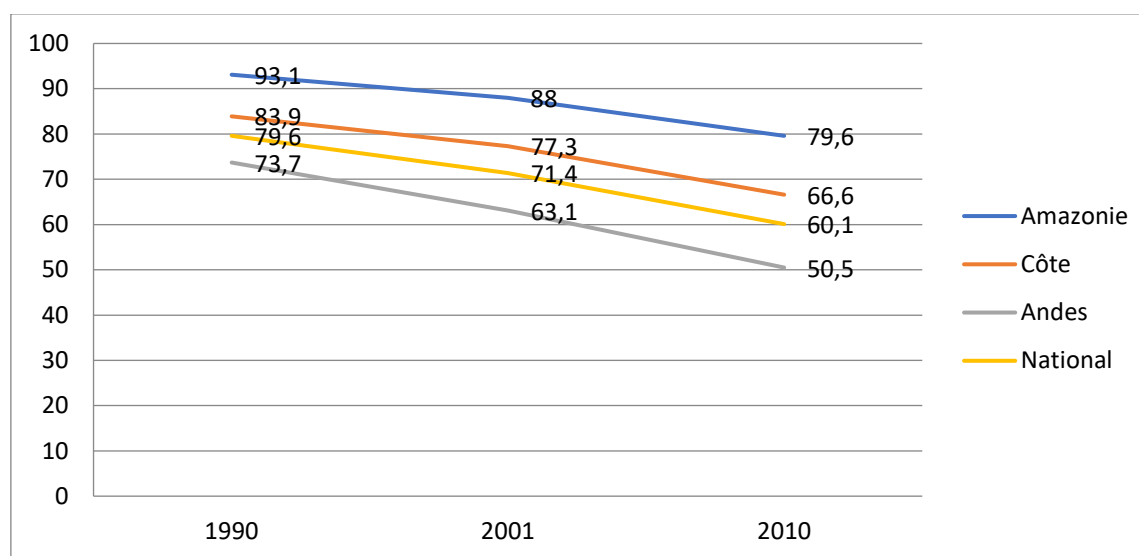
Source : Système d'indicateurs sociaux de l'Équateur (SIISE), Enquête sur les conditions de vie - INEC. Elaboration propre.

Un autre indicateur est encore plus alarmant et démontre aussi que les investissements des entreprises pétrolières n'ont pas un grand effet dans la lutte contre la pauvreté : le taux de pauvreté mesuré à partir des nécessités basiques insatisfaites (NBI)<sup>701</sup> qui est lié aux droits à l'eau, au logement, à l'éducation et à un environnement sain. Ce taux est en

<sup>701</sup> L'INEC définit ainsi ce taux de pauvreté : « Une personne est pauvre au niveau des nécessités basiques insatisfaites si elle appartient à un foyer qui présente des carences dans la satisfaction d'au moins un de ces besoins basiques représentés en cinq composants : i) qualité du logement, ii) entassement, iii) accès aux services basiques, iv) accès à l'éducation et v) capacité économique. » Cette définition vient de la fiche méthodologique du Système d'indicateurs sociaux de l'Équateur (SIISE) <http://www.siise.gob.ec/siiseweb/>.

baisse constante entre 1990 et 2010 dans les trois grandes régions d'Equateur mais cette diminution est plus rapide dans les Andes et dans la région côtière qu'en Amazonie où, en vingt ans, il est passé de 93,1% à 79,6% alors qu'au niveau national, il passait de 79,6% à 60,1%. En Equateur, le principal facteur déterminant de la pauvreté par NBI est la couverture du réseau public d'eau et d'assainissement.<sup>702</sup>

**Graphique 22. Taux de pauvreté par nécessités basiques insatisfaites (%) au niveau national et régional 1990-2010<sup>703</sup>**



Source : Système d'indicateurs sociaux de l'Equateur (SIISE), Recensements de la population. Elaboration propre.

Pour avoir une idée encore plus claire que l'exploitation du pétrole ne bénéficie pas aux territoires d'exploitation, nous pouvons analyser les chiffres des deux provinces du nord de l'Amazonie équatorienne, Sucumbíos et Orellana (où se trouve une partie du Parc national Yasuni), qui sont les deux plus touchées par l'exploitation pétrolière. Des 24 provinces que compte l'Equateur, Orellana et Sucumbíos se classent respectivement avant-dernière et dernière en ce qui concerne le taux de pauvreté par NBI, le pourcentage de population ayant effectué des études après le baccalauréat et la couverture du réseau public de l'eau (en dehors des villes de Lago Agrio et de Coca, capitales de Sucumbíos et d'Orellana, la majorité de la population a accès à l'eau des rivières). Orellana est aussi avant-dernière au pourcentage de foyer ayant un téléphone fixe (20<sup>ème</sup> pour Sucumbíos) et au niveau du pourcentage de foyer ayant accès à

<sup>702</sup> Secretaria Nacional de Planificación y Desarrollo, 2014, *Estrategia Nacional para la Igualdad y Erradicación de la Pobreza*, Quito, p. 28.

<sup>703</sup> Les seuls chiffres disponibles au niveau régional sont ceux des trois recensements qui ont eu lieu en Equateur : 1990, 2001 et 2010.

l'électricité, Orellana occupe la 22<sup>ème</sup> place et Sucumbíos la 21<sup>ème</sup>. Enfin, pour l'évacuation des eaux usées, Orellana se classe 22<sup>ème</sup> avec seulement 27% des foyers qui ont accès aux égouts et Sucumbíos est 15<sup>ème</sup> avec quasiment 40% alors que la moyenne nationale est de 53,6%.

**Tableau 2. Quelques indicateurs sociaux des provinces d'Orellana et de Sucumbíos en 2010**

	pauvreté NBI		études post-baccalauréat		électricité		égouts		réseau public d'eau		téléphone	
	% population	rang province	% population	rang province	% foyer	rang province	% foyer	rang province	% foyer	rang province	% foyer	rang province
Orellana	85,01	23	7,35	23	82,95	22	27,04	22	48,30	23	12,94	23
Sucumbios	87,05	24	7,20	24	86,41	21	39,82	15	40,59	24	18,65	20
Moyenne nationale	60,06		15,65		94,77		53,59		71,98		33,35	

Source : Système d'indicateurs sociaux de l'Equateur (SIISE), Recensements de la population 2010. Elaboration propre.

Tous ces chiffres démontrent que ces territoires souffrent de la « malédiction de l'abondance » qui se caractérisent à la fois par une grande richesse tant en biodiversité qu'en hydrocarbures et une population avec des taux de pauvreté par revenu et par NBI bien au-dessus de la moyenne nationale. De plus, selon Carlos Larrea, « Contrairement aux produits agricoles d'exportation, l'impact direct du pétrole sur l'économie nationale est faible, dû à une maigre création d'emplois, à ses faibles relations avec l'économie nationale, car la plus grande partie de la production s'exporte sans traitement, et à la demande réduite d'intrants nationaux dans la production. En d'autres termes, l'activité pétrolière est une enclave, du point de vue économique. »<sup>704</sup> Nous avons déjà vu que les économies extractivistes sont des économies d'enclave qui ne créent que peu d'emplois : selon l'INEC, en 2010, moins de 0,5% de la main d'œuvre travaillait pour les activités pétrolières. A ce niveau, l'Equateur a un problème structurel : si le chômage est l'un des plus bas de la région, oscillant entre 4 et 5%, les deux caractéristiques du marché du travail sont l'importance de l'informalité et le sous-emploi chronique.

En réponse à cela, l'Initiative prévoyait d'investir une partie des contributions internationales dans la création d'emplois liés à des activités soutenables en Amazonie, ce qui est fondamental pour la diversification des sources de revenus et la limitation de la dépendance au pétrole. Un des arguments des promoteurs de l'Initiative Yasuní-ITT

<sup>704</sup> Larrea, Carlos, 2006, *Hacia una historia ecológica del Ecuador. Propuestas para el debate*, Quito, Corporación Editora Nacional, Universidad Andina, EcoCiencia, p. 95.

était la création d'emplois en lien avec des projets communautaires de tourisme soutenable ou l'écotourisme. L'importante biodiversité naturelle et culturelle constitue une attraction que l'Etat équatorien et les communautés amazoniennes mettent en avant. Ceci n'est pas une nouveauté puisque l'Equateur est un des premiers pays latino-américains à promouvoir le tourisme communautaire qui dispose d'une croissance rapide depuis le début des années 2000. L'émergence de ce type de tourisme au niveau international s'est fait en lien avec la préoccupation croissante en ce qui concerne l'écologie mais aussi avec le thème du développement local.<sup>705</sup> Ces projets touristiques à petite échelle ont un effet multiplicateur au niveau de l'emploi : on estime, dans le cas équatorien, que, pour un emploi direct dans le tourisme, 3,5 postes additionnels peuvent être créés (restauration, artisanat, hôtellerie, culture).<sup>706</sup> Création d'emplois, développement local, protection de l'environnement sont des thèmes qui sont mis en avant pour soutenir l'essor de ce type de tourisme, surtout en Amazonie, une région à la fois fragile et riche en biodiversité. C'est ainsi que cet objectif entraine parfaitement dans les arguments mis en avant par l'Initiative Yasuní-ITT et dans la planification pour aller vers une société du Bien Vivre.

Pourtant, le tourisme communautaire n'est pas exempt de toute critique, notamment en ce qui concerne la sauvegarde de l'environnement et le respect des cultures indigènes. Selon Julie Carpentier, « les acteurs qui gravitent autour de ces projets sont nombreux. Qu'ils soient partenaires financiers ou soutiens divers, ces derniers apportent l'argent nécessaire à la construction des sites, aux formations, à l'entretien... en échange de quelques accords implicites censés répondre aux intérêts de chacun. »<sup>707</sup> De nombreuses communautés en Amazonie veulent renforcer cette activité mais ne disposent pas, pour le moment, des infrastructures ni de la formation adéquate pour accueillir les touristes. Ce besoin de financement, auquel on peut ajouter la communication nationale et internationale autour du projet pour le faire connaître, n'est pas anodin pour des communautés qui ne disposent pas de ces ressources financières. L'Etat doit avoir un rôle fondamental mais, dans l'Amazonie équatorienne, il n'est pas le seul acteur présent, les ONG mais aussi les entreprises pétrolières jouant ce rôle de financeur, ce qui a une influence sur les communautés elles-mêmes.

---

<sup>705</sup> Carpentier, Julie, 2011, « Tourisme communautaire, conflits internes et développement local », *Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines*, 40 (2), p. 349-373.

<sup>706</sup> Vallejo, María Cristina, Larrea, Carlos, Burbano, Rafael, Falconi, Fander, 2011, *La Iniciativa Yasuní-ITT desde una perspectiva multicriterial*, Quito, FODM, PNUD, FAO, p. 32.

<sup>707</sup> Carpentier, Julie, 2011, « Tourisme communautaire, conflits internes et développement local », *Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines*, 40 (2), p. 351.



Le tourisme communautaire constitue un nouvel espoir pour les communautés indigènes car, en plus de constituer une alternative soutenable, ce type d'activité crée des liens sociaux et des emplois qui peuvent retenir les jeunes dans leurs communautés au lieu de migrer vers les grandes villes. Les effets culturels peuvent être contradictoires recréant à la fois une certaine dynamique et une revalorisation de sa propre culture mais aussi peut entraîner des risques de folklorisation : « La nécessité de se réapproprier une culture, de réinventer un patrimoine et de valoriser des traditions perdues fait également partie de ce processus. [...] Il modifie également profondément la manière de concevoir sa propre culture, obligeant à inventer et à négocier sans cesse les formes culturelles que les habitants souhaitent valoriser et montrer. »<sup>708</sup>

De manière générale, au niveau social, un des atouts de l'Initiative Yasuní-ITT était dans la création d'emplois. C'est ainsi que l'ont démontré Maria Cristina Vallejo *et al.*<sup>709</sup> dans leur analyse avec une méthodologie multicritérielle et de comparaison des trois scénarios (mise en œuvre de l'Initiative, exploitation de seulement deux champs – TT – et exploitation des trois champs ITT). Leur conclusion est la suivante : s'il y a peu de différence dans la croissance des dépenses sociales dans ces trois scénarios, le scénario de conservation (Initiative Yasuní-ITT) aurait dynamisé l'emploi beaucoup plus que les scénarios d'exploitation, avec le tourisme comme moteur.<sup>710</sup> En effet, la redistribution de la rente pétrolière aux collectivités locales et les investissements de l'Etat central permettent le maintien d'un certain niveau de dépenses sociales qui serait à peu près identique sans exploitation. Toutefois, au niveau de l'emploi, l'Initiative Yasuní-ITT permettrait un investissement dans le tourisme similaire à celui du Costa Rica, le pays modèle en Amérique latine concernant l'écotourisme. Sur le long terme, la croissance plus lente du secteur touristique dans les scénarios d'exploitation ajouté à la décroissance et disparition de l'emploi pétrolier entraîne une croissance moindre du niveau d'emploi que dans le scénario de conservation.

### **3. La soutenabilité environnementale : protection du Parc national Yasuní et changement de la matrice énergétique**

---

<sup>708</sup> *Ibidem*, p. 369.

<sup>709</sup> Vallejo, María Cristina, Larrea, Carlos, Burbano, Rafael, Falconi, Fander, 2011, *La Iniciativa Yasuní-ITT desde una perspectiva multicriterial*, Quito, FODM, PNUD, FAO.

<sup>710</sup> *Ibidem*, p. 101 et p. 111.

Les autres objectifs de l'Initiative Yasuní-ITT sont écologiques et doivent garantir une soutenabilité environnementale : protéger le Parc National Yasuní, une des zones avec la plus importante biodiversité du monde ; lutter contre la déforestation dans un pays qui avait l'un des taux de déforestation les plus élevés de la région au début des années 2000 ; conserver des zones entières du territoire équatorien et tenter de remédier les dévastations environnementales passées ; et la nécessaire transition énergétique au niveau national.

#### A) *Lutte contre la perte de biodiversité et la déforestation*

Le Parc national Yasuní est considéré comme une zone de mégabiodiversité contenant de nombreuses espèces endogènes qui n'existent que dans cette région. Reconnu comme Réserve de la biosphère par l'UNESCO en 1989, la préservation de cette biodiversité est une problématique importante, l'importance écologique de cette zone étant indiscutable. Le Parc s'étend sur un territoire de 982 000 hectares, recouvert d'une forêt tropicale humide et constitué de plusieurs étendues d'eau (rivières, lagunes, marais humides), alimentée par des précipitations qui varient entre 2000 et 3000 millimètres par an, et dont la plus importante est le fleuve Napo, plus grand cours d'eau d'Equateur qui se jette dans l'Amazonie. La région du Yasuní est considérée comme l'un des 34 *hot spots*<sup>711</sup> de méga biodiversité à la surface du globe. Pour les naturalistes<sup>712</sup>, le Yasuní est un des endroits du monde disposant de la grande réserve de biodiversité : il n'héberge pas moins de 2274 espèces d'arbres et d'arbustes, 280 de lianes, 593 d'oiseaux, 165 de mammifères, 150 d'amphibiens, 121 de reptiles et 80 de chauve-souris. De plus, il concentre 20% des espèces mondiales d'oiseaux, 80% des orchidées et 40% des mammifères de l'Amazonie. Ces chiffres ne prennent pas en compte toutes les espèces animales et végétales non étudiées, et donc inconnues, notamment dans la zone intangible où il est interdit d'entrer. D'autres scientifiques<sup>713</sup> ont analysé que, sur un

---

<sup>711</sup> Selon l'organisation Conservation International en charge de les répertorier, ces *hot spots*, majoritairement situés le long de la ligne équatoriale, ont servi de refuges aux espèces animales pendant la période de glaciation du Pléistocène située entre 2,5 millions d'années et 11000 ans avant notre ère. La fin du Pléistocène correspond à la fin du Paléolithique utilisé en archéologie. Il couvre la plupart des glaciations récentes d'où leur immense richesse naturelle.

<sup>712</sup> Bass, Margot S., Finer, Matt, *et al.*, 2010 «Global Conservation Significance of Ecuador's Yasuní National Park», *Public Library of Science*, n° 5, [www.plosone.org/article/info:doi/10.1371/journal.pone.0008767](http://www.plosone.org/article/info:doi/10.1371/journal.pone.0008767).

<sup>713</sup> Scientists Concerned for Yasuní National Park, 2004, « Letter to the President of Ecuador », 25 novembre; Horn, Carina, 2006, « The Birth of the Mighty Amazon », *Scientific American Magazine*, New-York, mai, p. 40-45.

seul hectare du Yasuní, il y a 655 espèces d'arbres soit plus que les Etats-Unis et le Canada réunis. On trouve aussi plus de 4000 espèces de plantes vasculaires pour un million d'hectares. Le nombre d'insectes est estimé à 100 000 espèces par hectare, soit la plus grande densité au monde. Cette biodiversité exceptionnelle sur un aussi petit territoire est due notamment à la stabilité de son climat, des précipitations importantes et une température élevée et régulière durant les différentes saisons.

Dans les différentes conférences auxquelles nous avons participées, une question récurrente revenait, reprise par certains opposants à l'Initiative Yasuní-ITT : la Réserve de Biosphère Yasuní étant reconnue comme parc national, pourquoi l'Etat équatorien ne respecte-t-il pas tout simplement les lois nationales et internationales concernant les aires protégées ? Suivant cette logique, il est interdit d'exploiter les ressources naturelles d'une zone protégée et donc ce projet n'a aucune raison d'exister tout comme le fait que l'Equateur demande une compensation internationale pour la non-exploitation du pétrole afin de protéger la biodiversité d'un parc naturel. Cette question légitime pointe deux types de problèmes. Le premier est l'insuffisance des ressources financières de l'Equateur pour la protection de ces zones : le parc Yasuní est l'une des deux aires protégées ayant un des plus petits budgets en Equateur, en plus de ne disposer que d'une faible équipe de techniciens et de gardes forestiers.<sup>714</sup> Le second est plus global : la faible gestion de ces zones au niveau mondial. Selon une étude publiée par la revue *Marine Ecology Progress Series*, même s'il existe 100 000 aires protégées dans le monde qui couvrent 17 millions de km<sup>2</sup> sur terre et 2 millions de km<sup>2</sup> dans les océans, la perte de biodiversité continue à s'accélérer car les normes ne sont strictement respectées que dans 5,8% de ces aires protégées sur terre et 0,08% dans les océans<sup>715</sup>. Ce qui veut dire que, même dans les pays riches, les normes des aires protégées ne sont pas respectées. Dans ce sens, l'Initiative Yasuní-ITT avait comme objectif d'investir une partie des contributions internationales dans la conservation effective de toutes ces aires protégées. Il était prévu que le Système National des Aires Protégées qui couvrait 19,3% de la surface terrestre équatorienne<sup>716</sup> en 2008 augmente ce pourcentage à 24% en 2013, jusqu'à atteindre 32% du territoire en 2030. Toutefois, comme nous pouvons

---

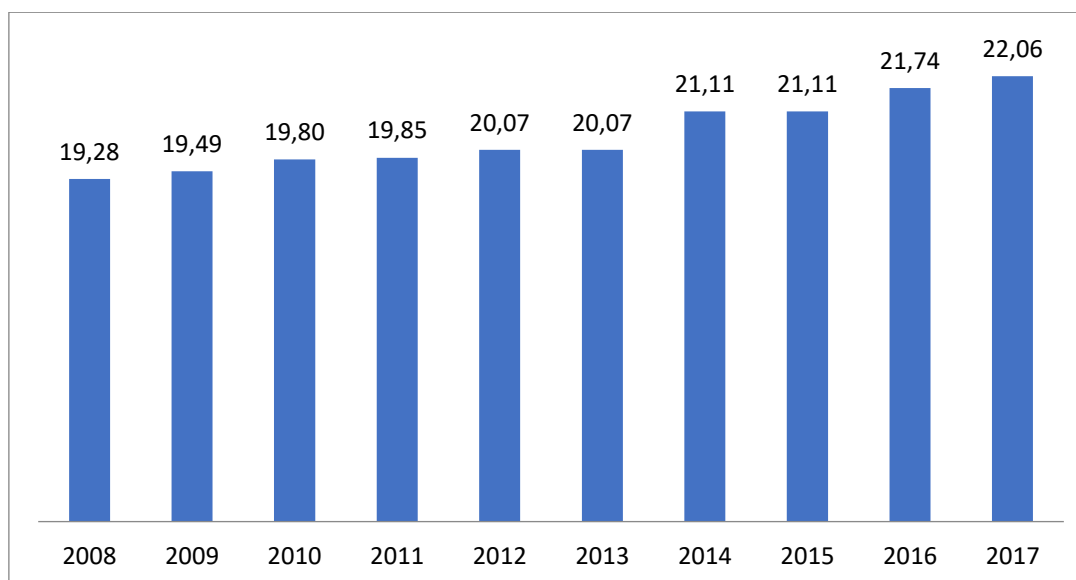
<sup>714</sup> Fontaine, Guillaume, 2010, *Gaz et pétrole en Amazonie. Conflits en territoires autochtones*, Paris, L'Harmattan, p. 149-150.

<sup>715</sup> Mora, Camilo, Sale, Peter F., 2011, « Ongoing global biodiversity loss and the need to move beyond protected areas: a review of the technical and practical shortcomings of protected areas on land and sea », *Marine Ecology Progress Series*, juillet, n° 434, p.255.

<sup>716</sup> A cela, il faut ajouter les quatre réserves marines dont celle des Galápagos, la deuxième réserve marine la plus grande du monde.

le voir sur le graphique ci-dessous, sans l'apport de l'Initiative Yasuní-ITT, en 2013, les aires protégées ne représentaient que 20,1% et 22,1% en 2017.

**Graphique 23. Proportion des aires protégées terrestres par rapport au territoire équatorien (%)**



Source : Système unique d'information environnementale du ministère de l'Environnement.

Toutefois, l'objectif de laisser une partie du pétrole sous terre signifiait aussi protéger le Parc national Yasuní. En effet, la contamination qu'engendrerait l'exploitation des champs ITT aurait des effets irréversibles sur la biodiversité. L'exploitation pétrolière nécessiterait trois types d'actions qui entraîneraient différents niveaux de pollution que nous allons détailler : la production de déchets, la consommation d'eau et la construction d'infrastructures. D'après l'industrie pétrolière, chaque puits creusé entraîne la production de 500 m<sup>3</sup> de déchets solides et entre 2500 et 3000 m<sup>3</sup> de déchets liquides.<sup>717</sup> Selon les informations officielles de l'entreprise publique Petroamazonas, l'exploitation de l'ITT va nécessiter la perforation de 651 puits<sup>718</sup> ce qui supposerait l'expulsion de 325 000 m<sup>3</sup> de déchets solides et entre 1 627 500 et 1 953 000 m<sup>3</sup> de déchets liquides, soit plus de deux millions de tonnes de déchets toxiques<sup>719</sup>. La gestion de ces déchets est un enjeu écologique important d'autant plus qu'en 2008, la

<sup>717</sup> Martínez, Esperanza, 2009, *Yasuní. El tortuoso camino de Kioto a Quito*, Quito, Abya Yala, p. 27.

<sup>718</sup> Voir <http://www.petroamazonas.gob.ec/?p=162> (consultée le 22 mai 2018). Initialement, il était prévu l'ouverture de 360 puits mais après la découverte que les champs ITT contiendraient le double de réserve prévue (1,674 milliards de barils), l'infrastructure a été revue à la hausse ce qui augmente le niveau de contamination.

<sup>719</sup> Une tonne de déchets occupent l'espace d'un mètre cube.

proposition de l'entreprise publique, en cas d'exploitation était « de laisser tous ces déchets sous la plateforme de perforation mais le grand problème est que nous parlons d'un écosystème pluvieux, qui ramènerait tous ces déchets dans l'environnement. »<sup>720</sup>

L'exploitation pétrolière consomme aussi beaucoup d'eau, d'autant plus lorsque, comme c'est le cas de l'ITT, le pétrole est lourd et de mauvaise qualité. Pour l'exploitation d'un baril de pétrole de l'ITT, on aurait besoin de 10 barils d'eau. A cela, il faut ajouter que l'extraction du pétrole de l'ITT supposerait l'incorporation dans la nature de plus de cent millions de m<sup>3</sup> d'eau de formation<sup>721</sup>. Comme il est impossible de réinjecter toute cette quantité d'eau, ces eaux salées et chargées de toxiques contamineront les sols et les rivières. Une autre grave conséquence vient du fait que les champs ITT se trouvent au-dessus des nappes phréatiques de la formation Tiyayacu, considérées comme l'une des réserves d'eau douce parmi les plus importantes au monde. Le système naturel de cette région étant fragile, les conséquences de cette pollution seront importantes même si les nouvelles technologies et la volonté de Petroamazonas réduiront les affectations. Enfin, l'exploitation pétrolière nécessite la construction d'infrastructures comme les routes, campements, héliports, oléoducs, entre autres. Dans une zone où il n'y a que de la forêt, il faut nécessairement déboiser. Les dernières prévisions de Petroamazonas indiquent l'utilisation de 236 hectares, ce qui réduit fortement la déforestation qui était envisagée auparavant.<sup>722</sup>

Cette déforestation ne ferait qu'aggraver le taux de déforestation de l'Equateur qui, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), est le plus élevé d'Amérique du Sud avec un taux de 1,4% par an. Ce chiffre est sujet à débat. Selon les mesures du ministère de l'environnement équatorien, le taux de déforestation entre 2000 et 2008 était de 0,65% par an, comme nous pouvons le voir dans le tableau ci-dessous. Ce taux a baissé jusqu'en 2014 pour atteindre 0,37% par an, pour remonter à partir de 2016. Si la déforestation continue à ce rythme-là, l'Equateur perdrait la moitié de ses forêts d'ici 75 ans.

---

<sup>720</sup> Esperanza Martínez, 2009, *Yasuní. El tortuoso camino de Kioto a Quito*, Quito, Abya Yala, p.28.

<sup>721</sup> « L'eau de production ou de formation est un type d'eau sédimentaire produit de 150 millions d'années de processus naturel et contient des niveaux très élevés de chlorures et de métaux lourds. Il arrive qu'elle ait des concentrations de chlorures de sodium et autre solides de 100 000 ppm (parties par million). C'est trois fois plus que l'eau de mer. » Esperanza Martínez, 2009, *Yasuní. El tortuoso camino de Kioto a Quito*, Quito, Abya Yala, p.28.

<sup>722</sup> El Expreso, 2017, « Consulta no afecta la producción en el ITT », 4 octobre, <http://www.expreso.ec/economia/economia-petroleo-explotacion-itt-yasuni-YX1743980> (consultée le 5 octobre 2017)

**Tableau 3. Moyenne annuelle de déforestation 2000-2016**

	<b>2000</b>	<b>2008</b>	<b>2014</b>	<b>2016</b>
Taux annuel de changement (%)	-0.65	-0.58	-0.37	-0.48
Moyenne annuelle de déforestation (ha)	92742	77748	47497	61112

Source : Système unique d'information environnementale du ministère de l'Environnement.

Il existe un débat sur les chiffres de chaque institution. Ceux de la FAO sont critiqués pour leur manque de rigueur et ceux du gouvernement pour leur méthodologie. En effet, le calcul à partir d'images satellites ne permet pas d'identifier la déforestation (importante) des zones nuageuses qui sont surtout situées dans les zones subtropicales des Andes. Ce qui a une répercussion puisque sur les images satellites, il est possible de voir que les régions les plus touchées par la déforestation sont l'Amazonie, surtout au nord à cause de l'exploitation pétrolière et l'expansion de la frontière agricole (principalement la culture de la palme africaine), et la Côte Pacifique, surtout au niveau de mangroves pour l'installation d'élevages de crevettes notamment, et de la province minière d'El Oro au sud.<sup>723</sup> Toutefois, ces discussions ne remettent pas en cause que l'Equateur doit faire face à un énorme défi en ce qui concerne ses ressources forestières. La déforestation est d'autant plus grave pour un pays qui a pour objectif, dans sa planification, d'aller vers une société de la bioconnaissance, comme nous le verrons plus loin, pour la perte d'informations qu'entraîne la disparition de biodiversité qui constitue en soi une formidable source d'informations. Malgré cette forte déforestation, la surface recouverte de forêts reste très importante (9,7 millions d'hectares en 2008 avec une perte de plus d'un million d'hectares depuis 1990) et, actuellement, 36% du territoire équatorien est recouvert par des écosystèmes restants.<sup>724</sup> Le Plan national pour le Bien Vivre 2009-2013 prévoyait aussi de réduire la déforestation de 30% et, pour cela, l'Initiative Yasuni-ITT et ses objectifs d'investissement des contributions internationales étaient fondamentaux car elle se proposait d'éliminer complètement la déforestation d'ici à 2040. Cette lutte contre la déforestation était pensée, de manière simultanée, avec le reboisement d'un million d'hectares de forêts. Bien entendu, le reboisement ne remplace pas la perte de la riche biodiversité mais il aide au maintien d'autres écosystèmes. Enfin, si on considère que la déforestation en Equateur est surtout

<sup>723</sup> Ministerio del Ambiente, « Estimación de la Tasa de Deforestación del Ecuador continental » : <http://simce.ambiente.gob.ec/sites/default/files/documentos/geovanna/Estimaci%C3%B3n%20de%20la%20Tasa%20de%20Deforestaci%C3%B3n%20del%20Ecuador%20Continental.pdf>

<sup>724</sup> Vallejo, María Cristina, Larrea, Carlos, Burbano, Rafael, Falconí, Fander, 2011, *La Iniciativa Yasuni-ITT desde una perspectiva multicriterial*, Quito, FODM, PNUD, FAO, p. 30.

liée à la migration de paysans pauvres de la Côte et des Andes, on ne peut pas dissocier les objectifs environnementaux des politiques sociales de lutte contre la pauvreté et les inégalités, comme le prévoyait l'Initiative Yasuní-ITT.

*B) La lutte contre le réchauffement climatique et le changement de la matrice énergétique*

Comme nous le verrons plus tard, le gouvernement équatorien avait intégré l'Initiative Yasuní-ITT dans sa stratégie de lutte contre le réchauffement climatique et un exemple de politique publique en rupture avec l'idéologie dominante dans les négociations internationales. Dans cette partie, nous allons juste revenir sur les conséquences du changement climatique en Equateur et sur les émissions de gaz carbonique évitées, notamment grâce au changement de la matrice énergétique.

En Equateur, les conséquences du changement climatique sont déjà visibles. En 2009, les glaciers andins avaient déjà perdu 35% de leur surface lors des dernières années<sup>725</sup> et cette diminution s'est aggravé au cours des années qui ont suivi. Cette baisse est due à la hausse des températures moyennes dans la région. De plus, les météorologistes ont observé que le phénomène d'El Niño<sup>726</sup> se répète de plus en plus fréquemment et les dommages causés sont de plus en plus importants, particulièrement en ce qui concerne l'agriculture. Les inondations et les sécheresses entraînent de fortes migrations internes, de même que la salinisation des sols agricoles, l'élévation du niveau des mers, la désertification dans certaines zones, entre autres. Si ces conséquences sont réelles, il est vrai aussi que l'Equateur n'est pas responsable du réchauffement climatique puisqu'il représente moins d'1% des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial.<sup>727</sup>

Avec la non extraction et la non consommation des 846 millions de barils de pétrole, réserves estimées par l'Initiative Yasuní-ITT, il était prévu la non émission de 407 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>, c'est-à-dire l'équivalent d'une valeur supérieure aux émissions annuelles de pays comme la France, le Brésil ou l'Espagne. De plus, les autres actions prévues par le fonds fiduciaire – déforestation évitée, reforestation et reconversion énergétique – cette contribution augmenterait avec la non émission d'entre

---

<sup>725</sup> Instituto Nacional de Meteorología e Hidrología, 2009, *El impacto del cambio climático en los glaciares del país*, Quito, Boletín n° 90.

<sup>726</sup> Ce phénomène climatique cyclique, qui a lieu normalement tous les sept ans, consiste en un changement du mouvement des courants marins dans la zone intertropicale. Il provoque de très fortes pluies sur la Côte et des sécheresses dans les Andes.

<sup>727</sup> Agence Internationale de l'Energie et OCDE, *CO<sub>2</sub> Emissions from Fuel Combustion. Highlights*, rapport disponible à l'adresse suivante : [www.iea.org/co-2highlights/CO2highlights.pdf](http://www.iea.org/co-2highlights/CO2highlights.pdf)

872 millions et 1,193 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> dans les 30 prochaines années, auxquelles il faudrait ajouter les réductions dues à l'amélioration de l'efficacité énergétique qui n'ont pas été calculées.<sup>728</sup> Au total, cela signifie que l'Initiative Yasuní-ITT aurait pu éviter ou atténuer l'émission de entre 1,3 et 1,6 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, une contribution assez importante dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Toutefois ces calculs ont été critiqués par de nombreux observateurs, dont Guillaume Fontaine qui qualifie « l'idée de réduire les émissions de gaz à effet de serre, grâce au retrait de toutes les réserves de l'ITT de l'offre globale d'énergie primaire, [de] contre-sens »<sup>729</sup>, notamment pour la particularité du marché mondial de l'énergie. Selon lui, ce marché est orienté par la demande qui croît plus vite que l'offre disponible. Si un pays ne peut pas fournir l'approvisionnement demandé, il sera remplacé par un pays voisin, dans le cas de l'Équateur, ce sera le Venezuela. Selon Fontaine, « Il est donc naïf de croire que le fait de ne pas exploiter les 920 millions de barils des champs ITT se traduirait automatiquement par une réduction des émissions de gaz à effet de serre. »<sup>730</sup> Toutefois, s'il est vrai qu'à court terme, la non-exploitation des champs ITT n'aurait aucune incidence sur la consommation mondiale de pétrole, à plus long terme, le fait de laisser sous terre des réserves d'hydrocarbures entraîne nécessairement la non-consommation de ces réserves et donc éviterait le rejet de CO<sub>2</sub> qu'elle implique. L'exploitation des réserves de l'ITT n'empêcherait pas que, plus tard, les réserves du Venezuela le soient aussi et s'ajouteraient donc au marché mondial.

Il est aussi naïf de penser que toutes les réserves de pétrole vont être exploitées. Même avec le développement des nouvelles technologies, il ne sera pas possible d'exploiter toutes ces réserves. De plus, ce n'est pas souhaitable et c'est cela qu'indique l'Initiative Yasuní-ITT. Il faut donc préparer les conditions pour une transition vers une économie post-pétrolière qui ne soit pas traumatisante et qui n'exclut pas les populations les plus défavorisées, notamment à travers la planification étatique. Un des objectifs principaux de l'Initiative Yasuní-ITT était le changement de la matrice énergétique. En effet, c'était l'investissement dans ce type de projets d'énergies renouvelables qui devait générer les

---

<sup>728</sup> Vallejo, María Cristina, Larrea, Carlos, Burbano, Rafael, Falconí, Fander, 2011, *La Iniciativa Yasuní-ITT desde una perspectiva multicriterial*, Quito, FODM, PNUD, FAO, p. 80.

<sup>729</sup> Fontaine, Guillaume, 2010, *Gaz et pétrole en Amazonie. Conflits en territoires autochtones*, Paris, L'Harmattan, p. 184.

<sup>730</sup> *Ibidem*, p. 185.



intérêts et une partie des ressources financières du fidéicommiss afin de mettre en œuvre les autres objectifs.

La transition énergétique est donc une nécessité pour faire face au réchauffement climatique, en plus d'une meilleure efficacité énergétique (un des objectifs de l'Initiative Yasuní-ITT) c'est-à-dire, à la fois, la diminution de la consommation d'énergie et une meilleure utilisation de celle-ci. Ce n'est donc pas seulement la fin des ressources fossiles qui nous oblige à penser la transition énergétique mais celle de la planète et les limites physiques de l'atmosphère qui ne peut pas absorber la quantité de gaz à effet de serre qu'elles rejettent sans remettre en cause la stabilité climatique. Changer de matrice énergétique signifie, entre autres, la décarbonisation du secteur énergétique en prenant en compte aussi bien la demande d'électricité ou d'énergie des foyers que les transports, secteur qui, en Equateur, représente la plus importante consommation d'énergie et est en pleine croissance. Pourtant, il n'existe aucune planification de l'Etat pour ce secteur, contrairement à l'énergie pour les foyers avec le Plan Directeur d'Électrification.<sup>731</sup> Dans ce document, le gouvernement équatorien propose de changer l'offre énergétique en impulsant le développement de grandes centrales hydroélectriques dans plusieurs régions du pays.

L'avantage de cette planification c'est qu'elle permet une certaine décentralisation de la production d'énergie, ces centrales ayant été construites dans tout le pays, mais elle ne diversifie pas les sources d'énergie renouvelable, passant d'une matrice énergétique basée sur le pétrole et le thermoélectrique à une autre basée sur le pétrole et l'hydroélectrique. En plus du fait que la construction de ces centrales hydroélectriques puisse ne pas être totalement compatible avec le respect de l'environnement<sup>732</sup>, même si la petite taille de ces projets en Equateur diminue ce risque, il en résulte deux autres problèmes. Le premier est la possible dépendance de l'Equateur envers les impacts des changements climatiques sur les ressources hydrauliques, principalement lors des

---

<sup>731</sup> Voir Castro, Miguel, 2011, *Hacia una matriz energética diversificada en Ecuador*, Quito, CEDA. Toutes les informations qui suivent sont tirées de cette étude.

<sup>732</sup> En Amérique latine, le cas du Brésil a été particulièrement étudié. Voir Broggio, Céline, Cataia, Marcio, Droulers, Martine, Velut, Sébastien, 2014, « Le défi de la transition énergétique en Amazonie brésilienne », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 14, n° 3, décembre, (consulté le 25 mai 2017), <http://journals.openedition.org/vertigo/15490>; Boanada, Vanessa, Leturcq, Guillaume, Grisotti, Márcia, 2016, « Acceptabilité sociale et place de la population lors de la construction du barrage de Belo Monte (Brésil) », *Éthique publique*, vol. 18, n° 1 (consulté le 04 mai 2018), <http://journals.openedition.org/ethiquepublique/2540>; Broggio, Céline, Droulers, Martine, 2017, « Les effets des équipements hydroélectriques en Amazonie », *EchoGéo*, n° 41 (consulté le 25 janvier 2018), <http://journals.openedition.org/echogeo/15080>. Au niveau mondial, l'Association internationale de l'hydroélectricité (IHA) publie, chaque année, un rapport sur l'état de l'hydroélectricité dans le monde et ses effets socio-environnementaux.

périodes de sécheresses, comme nous l'avons vu auparavant. Il est fondamental de diversifier ses sources d'énergies renouvelables, l'imprévisibilité et la variabilité naturelle de ces sources entraînant une certaine fluctuation dans la génération d'électricité, et de bien planifier leur complémentarité.

Le second problème est que ce plan d'électrification ne répond pas au défi de passer à une société post-pétrolière et ne garantit pas le respect de l'objectif 4.3.3. du Plan National pour le Bien Vivre (PNBV) qui est d'arriver à avoir 6% de sources d'énergies renouvelables autres que l'hydroélectricité d'ici 2020 (l'Equateur ne dépassant pas pour le moment 1%). L'étude de Miguel Castro apporte une première série de propositions, en préconisant d'investir à court terme dans la géothermie pour l'électricité et les biocombustibles et l'électrification pour les transports publics urbains, ces énergies de base devant être développées avec d'autres énergies complémentaires (énergies solaire, éolienne, bioénergies avec des résidus agricoles comme l'écorce de riz, etc.).

Un des exemples pris par les promoteurs de l'Initiative Yasuni-ITT était le grand potentiel de développement de la géothermie en Equateur pour deux raisons : le pays se trouve sur la Ceinture de Feux du Pacifique et la présence de plus de 180 sources thermales sur son territoire. 17 zones géothermiques ont été identifiées et le Plan National d'Électrification prévoit trois sites avec un potentiel instable de 534 MW. Toutefois, selon Miguel Castro, « un des désavantages de cette technologie sont les temps moyens et longs requis pour le développement des projets, en moyenne entre 5 et 7 ans depuis la découverte d'un site potentiel jusqu'au développement et construction de l'usine. Le risque est similaire à celui des projets miniers et pétroliers où le potentiel de ressource se confirme seulement lorsque se réalise la perforation du puits. »<sup>733</sup>

En ce qui concerne le changement de la matrice énergétique, la transition vers une société post-pétrolière n'est pas si simple. Tout d'abord, pour le coût économique du développement des énergies renouvelables et du transfert de technologies au niveau international, la facilitation de ce transfert étant un des objectifs de l'Equateur dans les négociations internationales sur les changements climatiques. Ensuite, comme nous l'avons vu auparavant, les prix de plus en plus élevés du baril de pétrole ont eu un effet d'inertie au niveau de la matrice énergétique. Les importantes rentrées fiscales n'ont pas été réinvesties dans le développement d'énergies renouvelables autres que l'hydroélectricité, contrairement au souhait de Miguel Castro : « Toutefois, cette

---

<sup>733</sup> Miguel Castro, 2011, *Hacia una matriz energética diversificada en Ecuador*, Quito, CEDA, p. 83.

menace peut se transformer en une opportunité si les institutions et la politique énergétique obéissaient à une vision selon laquelle on réinvestirait les excédents découlant des prix élevés du pétrole pour s'engager dans la transition énergétique. »<sup>734</sup> Avec l'Initiative Yasuní-ITT, l'Équateur, en laissant une partie de son pétrole sous terre, prenait le contre-pied de cette logique en décidant de ne pas profiter de la flambée des prix du pétrole des premières années 2010. Mais c'est aussi la pression du lobby pétrolier et la possibilité d'avoir d'importantes entrées fiscales quasi-immédiates qui ont fait échouer cette politique.

#### **4. Que signifie laisser le pétrole sous terre ?**

Avec l'Initiative Yasuní-ITT, le gouvernement équatorien a mis au défi le système capitaliste néolibéral à travers la volonté de laisser sous terre la base de cette société thermo-industrielle : le pétrole. Il a mis le doigt sur la dépendance du système envers cette ressource pétrolière puisqu'une des raisons pour ne pas contribuer était celui de la possible reproductibilité de cette politique dans d'autres pays, ce qui était perçu comme un danger pour la stabilité du capitalisme mondial puisque l'expansion de ce dernier est basée sur l'exploitation du pétrole, et en plus d'un pétrole à bas prix.

Dans cette partie, nous reviendrons sur la place du pétrole dans notre société basée sur le capitalisme thermo-industriel, ce qui nous permettra de démontrer que, si la décision de laisser le pétrole sous terre pour éviter l'émission de gaz à effet de serre est logique du point de vue scientifique, elle remet en cause un des fondements du capitalisme mondial.

##### *A) Le pétrole dans le monde*

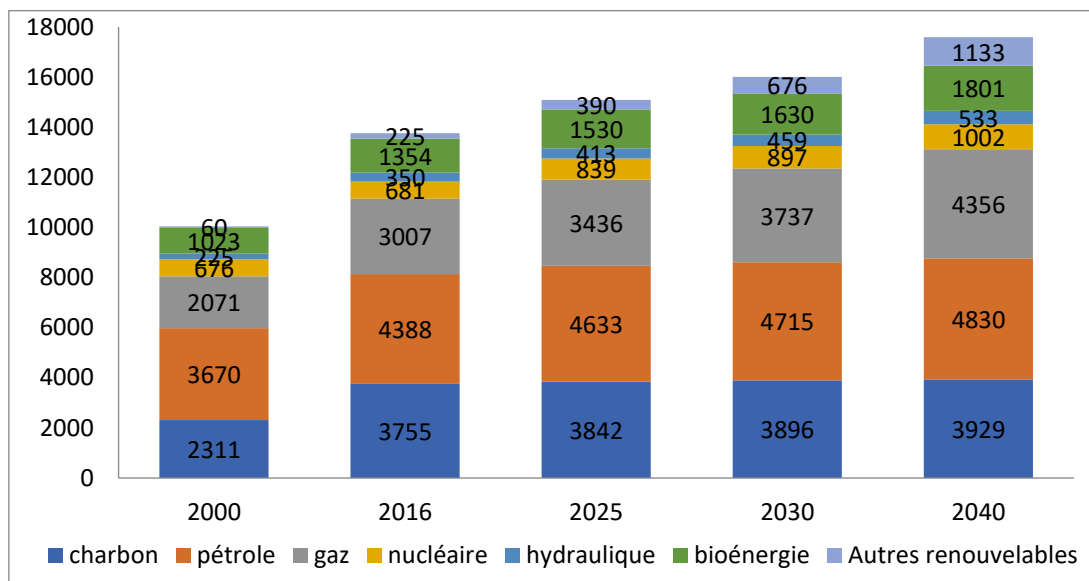
Notre système socio-économique est très dépendant du pétrole. Dans le bilan énergétique mondial que propose l'Agence Internationale de l'Énergie, le pétrole satisfait 32% des besoins mondiaux d'énergie primaire en 2016 (contre 45% en 1973), suivi du charbon (27%), du gaz naturel (22%), des énergies renouvelables (14%) et l'énergie nucléaire (5%). Même si son pourcentage est en baisse depuis les années 1970 et que cette tendance va se poursuivre jusqu'en 2040, selon les prévisions de l'AIE, le

---

<sup>734</sup> Miguel Castro, 2011, *Hacia una matriz energética diversificada en Ecuador*, Quito, CEDA, p. 111.

pétrole restera la première énergie dans le bilan mondial avec plus de 27% devant le gaz et le charbon. L'utilisation d'énergies fossiles passera de 80% en 2016 à 74,6% en 2040 ce qui démontre que, malgré l'augmentation des énergies renouvelables sur la même période (de 14% à 19,7%), elles seront loin de se substituer aux non renouvelables.

**Graphique 24. Demande mondiale d'énergie primaire 2000-2040 selon le type de ressource en million de tonnes équivalent pétrole (Mtoe)**



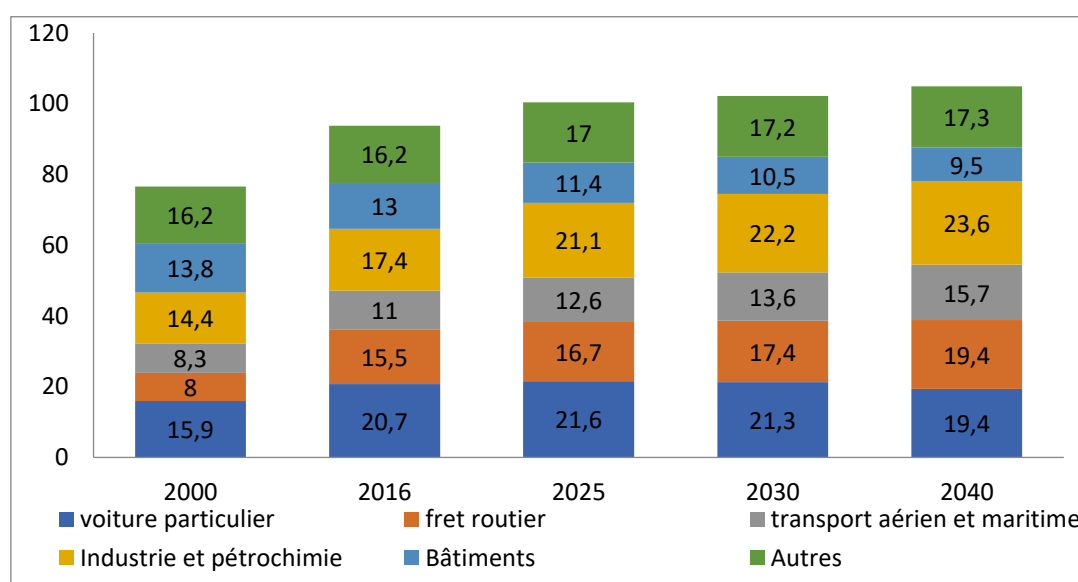
Source : Agence Internationale de l'Énergie, <http://www.iea.org/weo/>

Le principal secteur économique qui utilise le pétrole est le transport – aérien, terrestre, maritime et, dans une moindre mesure, ferroviaire – dont la demande est en forte augmentation entre 2000 et 2016 (de 42% à 50% de la demande totale) et va stagner jusqu'en 2040, selon les prévisions de l'AIE (52% en 2040). Dans ce secteur, le pétrole est en position de quasi-monopole, surtout depuis la fin des machines à vapeurs, à l'exception des trains qui fonctionnent à l'électricité.

A l'intérieur de ce secteur, si les voitures pour les particuliers restent les principales utilisatrices de pétrole, leur pourcentage va baisser contrairement au fret routier (de 10,4% en 2010 à 18,5% en 2040 au même niveau que les voitures pour particuliers) et au transport aérien et maritime (de 10,8% en 2010 à 15% en 2040). Le deuxième secteur, qui connaîtra aussi une forte croissance (plus des deux tiers sa consommation en pétrole), est celui de l'industrie et de la pétrochimie. Le poids du bâtiment commence déjà à décroître et devrait correspondre en 2040 à la moitié de son poids de 2000 (de 18% en 2000 à 9% en 2040). On peut également observer que le pétrole n'est quasiment

pas utilisé dans la génération d'électricité (moins de 5% en 2010 et en baisse continue jusqu'en 2040, contre 25% en 1973), le charbon, le gaz et l'hydroélectrique étant les principales ressources naturelles de ce secteur. Le poids de l'industrie et de la pétrochimie s'explique par le fait que le pétrole est utilisé dans les plastiques, les solvants (comme pour les peintures), les lubrifiants, les détergents, les fibres synthétiques, l'asphalte, la gomme synthétique (comme le latex), les engrais utilisés dans l'agriculture, entre autres. Cela démontre que notre vie quotidienne dépend, d'une manière ou d'une autre, du pétrole et de ses dérivés, devenant ainsi indispensable pour le fonctionnement de la société moderne.

**Graphique 25. Croissance de la demande de pétrole selon le secteur économique 2000-2040 en millions de barils par jour (Mb/j)**



Source : Agence Internationale de l'Énergie, <http://www.iea.org/weo/>

Au-delà de ces chiffres, le pétrole est de loin la source d'énergie la plus influente dans l'économie mondiale car c'est « celle qui affecte le plus profondément la demande pour les autres biens et la capacité d'utilisation de ces biens »<sup>735</sup>. Comme nous venons de le voir, son utilisation pour un grand nombre de biens entraîne que la fluctuation des cours du pétrole a un impact sur les prix de ces autres biens que ce soit sur les autres matières premières, l'agro-industrie, la pétrochimie et tous les autres biens et services qui utilisent des produits ou des dérivés issus du pétrole. Au niveau international, les prix

<sup>735</sup> Copinschi, Philippe, 2010, *Le Pétrole, quel avenir ? Analyse géopolitique et économique*, Bruxelles, Ed. De Boeck, p. 5.

du pétrole dépendent à la fois des règles du marché (offre/demande) et de la géopolitique internationale. Au sein de cette dernière, deux organisations internationales interviennent, la plus importante étant l'OPEP, rassemblant les principaux producteurs mondiaux, face à laquelle les principaux pays consommateurs, emmenés par les Etats-Unis, ont créé l'Agence internationale de l'Energie (AIE) après le premier choc pétrolier de 1973. Les acteurs composant la scène pétrolière sont multiples (Etat, compagnies multinationales, forces armées dans le cas de l'Equateur, société civile, etc.) et ont des intérêts différents<sup>736</sup>. Malgré cela, il existe une interdépendance entre pays producteurs et consommateurs beaucoup plus forte que celle qui existe pour d'autres sources d'énergie : les pays producteurs ont intérêt que les prix soient assez élevés pour pouvoir disposer d'une rente importante mais pas trop pour ne pas inciter les pays consommateurs à développer d'autres sources d'énergie dont le coût de production est plus élevé et qui deviendrait ainsi plus rentable de développer. Les pays consommateurs sont, pour leur part, dépendant de la conjoncture politique des pays producteurs qui se trouvent dans des régions instables (comme le Moyen Orient). Les différents chocs pétroliers ont entraîné des crises économiques graves dans les pays consommateurs.

Pour résumer, le pétrole est stratégiquement indispensable à tous les pays mais géographiquement très inégalement réparti, ce qui en fait un outil de puissance dont les pays producteurs peuvent se servir pour imposer leurs règles (notamment sur le prix du marché) et dont les pays consommateurs essaient de s'assurer leur indépendance. Son avantage vient de ce qu'elle constitue l'énergie la plus facile à transporter (à la différence du gaz) et à stocker (au contraire de l'électricité), celle qui a le coût de production le plus bas depuis les découvertes au Moyen-Orient (ce qui a permis la substitution du charbon). Toutefois, il s'agit d'une ressource naturelle non renouvelable, c'est-à-dire que ses réserves sont limitées. Cette finitude est fortement capable de produire une situation de pénurie et pose la question de l'avenir du pétrole dans nos sociétés, d'autant plus que le rythme de consommation et de production est de plus en plus important. Actuellement, le niveau de consommation dépasse les quantités découvertes d'où le débat entre géologues et économistes sur la date éminente du pic

---

<sup>736</sup> Voir Fontaine, Guillaume, 2010, *Petropolitica. Una teoría de la gobernanza energética*, Quito, FLACSO, Instituto de Estudios Peruanos, Abya-Yala.

pétrolier<sup>737</sup>, théorie qui, en grande partie, s'appuie sur les travaux de Marion King Hubbert<sup>738</sup>.

Selon cette théorie, l'exploitation d'une ressource naturelle finie suit une courbe en forme de cloche, proche de la courbe de Gauss. Celle-ci atteint son point maximal lorsque la moitié de cette ressource a été extraite ou exploitée. Hubbert nous dit que la production de pétrole atteindra son sommet et après déclinera aussi rapidement qu'elle a crû. A partir de là, une division s'opère entre les « pessimistes », le plus souvent des géologues qui se basent sur les méthodes de calcul de Hubbert, et les « optimistes », en majorité des économistes qui appuient leurs analyses sur les progrès technologiques, les investissements pour découvrir de nouvelles réserves et optimiser la production pétrolière, etc. Selon les « pessimistes », la production mondiale de pétrolière atteindrait son pic entre 2010 et 2020, l'année exacte ne pouvant pas être déterminée avant qu'il n'ait lieu. Selon l'AIE, qui se trouve parmi les « optimistes », le pic pétrolier devrait être atteint entre 2021, selon le scénario le moins favorable, et 2037, selon le scénario moyen. L'entreprise Total, quant à elle, a publié en 2004 ses propres estimations, ce qui est rare pour une entreprise pétrolière, avec un pic pétrolier aux alentours de 2025. Ces imprécisions sont assez normales dans un secteur aussi stratégique et concurrentiel. Elles viennent en partie de l'absence de données fiables en ce qui concerne les réserves de pétrole qui, par définition, constituent des estimations mais ont, aussi, une valeur commerciale pour les compagnies pétrolières, et même politique pour certains Etats producteurs.

Ces incertitudes sont aussi le résultat de la non prise en compte des progrès techniques et technologiques qui peuvent augmenter la production de pétrole. Il faut bien distinguer plusieurs manières de mesurer les réserves pétrolières.<sup>739</sup> Tout d'abord, la différenciation entre les réserves *in sitio* et les réserves récupérables, c'est-à-dire entre le volume de pétrole contenu dans un gisement et le pourcentage de ce volume qui peut être extrait sous certaines conditions dépendant principalement de la qualité du gisement mais aussi des techniques utilisées, ce qui démontre que toutes les réserves de pétrole

---

<sup>737</sup> Pour une analyse plus précise sur le pic pétrolier, voir Copinschi, Philippe, 2010, *Le Pétrole, quel avenir ? Analyse géopolitique et économique*, Bruxelles, Ed. De Boeck. Les données qui suivent proviennent de cet ouvrage.

<sup>738</sup> Ce géologue nord-américain a été directeur associé de la division de recherche en exploration et production de la compagnie pétrolière Shell et a publié, en 1956, une étude sur les réserves de pétrole aux Etats-Unis à partir du rythme de découverte de ces réserves sur un temps long (des années 1860 jusqu'aux années 1950).

<sup>739</sup> Gordillo, Ramiro, 2005 (2003), *¿El oro del diablo? Ecuador: historia del petróleo*, Quito, Corporación Editora Nacional, p. 223-224.

renfermées dans une roche ne sont pas récupérables. Au sein des réserves récupérables, on différencie les réserves prouvées (celles qui peuvent être extraites de manière certaine avec les conditions techniques du moment), les réserves probables (celles que les études géologiques estiment qu'elles pourraient être récupérables de manière quasi-certaine) et les réserves possibles (celles qui pourraient être récupérées mais avec un certain degré d'incertitude).

Donc, le pétrole est devenu indispensable pour le fonctionnement de notre société moderne. Pourtant, il semble nécessaire de se préparer dès maintenant à une société post-pétrolière, plus pour les changements climatiques extrêmes, dont le pétrole est en partie responsable, que pour l'inévitable épuisement de ses réserves. Avec l'Initiative Yasuní-ITT, l'Equateur proposait, dès maintenant, de penser dans quel type de société nous voulons vivre, un premier pas vers une société post-pétrolière devant s'effectuer en laissant une partie de ses réserves de pétrole sous terre, ce qui n'est pas rien pour un pays dépendant de son extraction.

### *B) Le pétrole en Equateur*

L'histoire du pétrole en Equateur est très liée à l'histoire politique du XXème siècle. Le pétrole fait suite à plusieurs autres périodes d'accumulation primitive qui s'est toujours réalisée sous forme de dépossession, c'est-à-dire en quittant aux personnes vivant dans un certain lieu, sur un certain territoire, ses moyens de production (travail, terres productives, etc.) ou ses moyens de subsistances (eau, terre, ressources naturelles, etc.) : les ressources minières durant la colonisation, et depuis l'indépendance, le boom du cacao et celui de la banane. Toutefois, avec le pétrole, l'Etat équatorien a pu avoir accès à des ressources financières sans précédent dans son histoire, même si, comme nous allons le voir, les concessions de terres et les négociations de contrats pour l'exploration et l'exploitation pétrolières se sont souvent réalisées au détriment des intérêts de l'Etat et du peuple équatorien.<sup>740</sup>

Si les découvertes des premiers gisements sur la Côte Pacifique datent de la fin du XIXème siècle ainsi que les premières concessions de territoire pour l'exploration, les premières perforations de puits de pétrole ont commencé en 1911 dans la Péninsule de

---

<sup>740</sup> Gordillo, Ramiro, 2005 (2003), *¿El oro del diablo? Ecuador: historia del petróleo*, Quito, Corporación Editora Nacional.



Santa Elena et les premières productions en 1918 avec le puits Ancón<sup>741</sup> dont l'exploitation dépendait de l'entreprise anglaise Anglo Ecuadorian Oilfields Limited. Au début de l'exploitation, Anglo produisait 30 barils par jour et jusqu'en 1927, la moyenne quotidienne était de 380 barils.<sup>742</sup> Malgré la production limitée, l'expectative au niveau des réserves de pétrole et de l'exploration a obligé l'Etat équatorien à expédier la première Loi sur les Gisements ou Dépôts d'Hydrocarbures en 1921, surtout pour réguler les concessions de territoires. Cette loi a fait l'objet de multiples réformes depuis et a été changée par la loi de 1937 et les décrets-lois sous les juntes militaires dans les années 1960 et 1970. Sans entrer dans les détails, depuis 1921, il est reconnu que l'Etat est propriétaire du sous-sol et des hydrocarbures. Les enjeux de chaque réforme étaient le rapport des entreprises privées avec l'Etat équatorien, les types de contrats et de concessions, les obligations des sociétés pétrolières envers l'Etat et les populations locales, le niveau d'imposition et le pourcentage des *royalties*, etc.

Depuis 1927, la moyenne quotidienne de production dans la Péninsule de Santa Elena n'a pas cessé d'augmenter passant de 3000 barils à environ 10 000 barils à son plus haut niveau en 1955.<sup>743</sup> Toutefois, ce n'est qu'à partir des années 1970 que cette activité est devenue importante pour l'économie équatorienne suite à un double événement. Le premier est la découverte, en 1967, de grandes réserves de pétrole dans le nord de l'Amazonie (même si son existence était connue depuis les années 1930<sup>744</sup> mais les conditions d'exploitation étaient difficiles), à Lago Agrio, par le Consortium Texaco-Gulf qui s'était vu attribuer, en 1964, environ un million et demi d'hectares en Amazonie pour l'exploration et l'exploitation pétrolière durant une période de 58 ans.<sup>745</sup> L'année suivante, en 1968, ce même consortium a réalisé la plus grande découverte de l'histoire équatorienne sur la structure Shushufindi, un des plus grands champs pétroliers d'Amérique du Sud par sa taille et la haute qualité de ce pétrole. S'en est suivi

---

<sup>741</sup> La paroisse d'Ancón, entièrement construit autour des champs pétroliers, a été déclarée patrimoine culturel national en 2011, lors des festivités pour le centenaire du premier puits de pétrole.

<sup>742</sup> Gordillo, Ramiro, 2005 (2003), *¿El oro del diablo? Ecuador: historia del petróleo*, Quito, Corporación Editora Nacional, p. 32.

<sup>743</sup> *Ibidem*, p. 35.

<sup>744</sup> Les premières explorations de pétrole en Amazonie se sont faites sur le territoire des Waorani dès 1937 par la compagnie anglo-hollandaise Royal Dutch Shell, qui a créé le village de Shell dans la province de Pastaza, village qui existe encore aujourd'hui et constitue l'entrée de l'Amazonie notamment à partir de son petit aéroport d'où partent les avions qui emmènent les travailleurs des compagnies pétrolières sur leurs campements en Amazonie. Plus tard, dans les années 1960, l'Institut Linguistique d'Été a aidé les compagnies pétrolières à recommencer les activités abandonnées par Shell, notamment le Consortium Texaco-Gulf dans le nord de l'Amazonie.

<sup>745</sup> Gordillo, Ramiro, 2005 (2003), *¿El oro del diablo? Ecuador: historia del petróleo*, Quito, Corporación Editora Nacional, p. 88.

la découverte des champs Sacha et Auca, de même propriété de Texaco-Gulf. Ces quatre champs pétroliers, considérés comme les « joyaux de la couronne » en Equateur, sont encore en exploitation aujourd'hui, cinquante ans après leur découverte.

Le début de la production pétrolière dans ces champs en 1972 s'est accompagné d'un second événement, international celui-là : le premier choc pétrolier de 1973. Cette crise géopolitique répondait à différents facteurs – la guerre du Kippour, le pic pétrolier aux Etats-Unis, la dévaluation du dollar, les rapports de force entre les Etats producteurs et les entreprises privées afin de rompre leur monopole – et a eu pour conséquence une forte volatilité des prix et, après la régulation par l'OPEP, le quadruplement des prix du baril entre octobre 1973 et mars 1974. Bien entendu, pour l'Etat équatorien, il s'agissait d'une forte augmentation de la rente pétrolière pour les recettes étatiques. A cela il faut ajouter la création de l'entreprise nationale CEPE (*Corporación Estatal Petrolera Ecuatoriana*) devenue Petroecuador en 1989. La manne financière générée par la production et l'exportation pétrolière était importante, du jamais-vu pour l'Etat équatorien en pleine crise économique, sociale et politique. Ramiro Gordillo estime que les deux gouvernements militaires de 1972 à 1979 ont bénéficié de plus de huit milliards de dollars de revenu pétrolier, une somme importante pour un pays peuplé de seulement 7,5 millions d'habitants à cette époque et qui serait du même ordre que les ressources financières investies dans le cadre du Plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe après la seconde guerre mondiale.<sup>746</sup> Sans toutefois avoir des effets considérables sur la pauvreté et les inégalités qui sont restées très importantes.

Même si, depuis le début de l'exploitation en Amazonie, l'Equateur est considéré comme un producteur moyen d'Amérique latine et, depuis son adhésion en tant que membre définitif en novembre 1973, comme le plus petit producteur de l'OPEP, le pétrole n'en est pas moins devenu l'axe fondamental de l'économie du pays autour duquel va s'articuler ensuite la politique équatorienne, représentant 47% de ses exportations entre 1972 et 2003, 45% en moyenne des revenus de l'Etat entre 1987 et 1996 et 33% entre 1997 et 2003.<sup>747</sup> De 1972 à 2001, plus de 2,85 milliards de barils de pétrole ont été produits dont les deux tiers ont été exportés, le reste étant utilisé pour le marché interne.<sup>748</sup> Les activités liées au pétrole en Equateur sont nombreuses et ne

---

<sup>746</sup> *Ibidem*, p. 222.

<sup>747</sup> Larrea, Carlos, 2006, *Hacia una historia ecológica del Ecuador. Propuestas para el debate*, Quito, Corporación Editora Nacional, Universidad Andina, EcoCiencia, p. 92.

<sup>748</sup> Gordillo, Ramiro, 2005 (2003), *¿El oro del diablo? Ecuador: historia del petróleo*, Quito, Corporación Editora Nacional, p. 241-242.

concernent pas seulement l'exploration et l'exploitation mais aussi le raffinage, l'importation et exportation du pétrole brut et de ses dérivés, la distribution et la commercialisation internes, etc. Avant l'apparition de l'entreprise nationale en 1972 et son renforcement à partir de 1975, ces activités étaient le monopole des entreprises privées étrangères, particulièrement d'Anglo et de Gulf-Texaco, qui n'hésitaient pas à menacer la stabilité politique si certaines décisions du gouvernement n'étaient pas en accord avec leur politique d'entreprise. Ces activités ont peu à peu été confiées à l'entreprise nationale, qui a constitué un monopole dans le raffinage et la commercialisation des dérivés pétroliers sur le territoire équatorien. Mais la création de Pétroecuador, en 1989, a aussi entraîné une forte augmentation du personnel de l'entreprise et l'apparition de filiales (dont Petroproducción, Petroindustrial, Petrocomercial ou Petroamazonas) qui ont rendu plus compliqué la coordination et l'évaluation entre toutes ces activités. Cela facilite l'apparition de phénomène de corruption, de politisation des décisions de l'entreprise<sup>749</sup>, une mauvaise gestion du secteur des hydrocarbures, entre autres conséquences négatives.

Une tendance s'est imposée depuis le début du XXème siècle jusqu'à l'arrivée de Rafael Correa au pouvoir et la réforme de la loi sur les hydrocarbures de 2009, à l'exception de la période du gouvernement du général Rodriguez Lara entre 1972 et 1976 : les conditions économiques et commerciales favorables des entreprises internationales au-dessus des intérêts de l'Etat et de la population. Malgré les grands espoirs placés dans les revenus du pétrole, vu comme une bénédiction de la nature, pour arriver au développement, ces activités ont surtout engendré de la corruption, une bureaucratisation de l'Etat et de l'entreprise pétrolière nationale, une spéculation sur les concessions des terres à explorer, celles-ci étant achetées par des particuliers pour ensuite être revendues beaucoup plus cher à des corporations internationales, etc. Les élites politiques nationales ont privilégié leurs intérêts économiques que ce soit au niveau des spéculations sur les terres jusqu'aux années 1960 ou sur les rentes pétrolières et les alliances avec les entreprises étrangères.<sup>750</sup> Tout au long de son livre, Ramiro Gordillo compare les niveaux d'imposition du pétrole avec l'impôt en vigueur lors de la

---

<sup>749</sup> Par exemple au niveau de la nomination des gérants de ces différentes filiales. Entre 1989 et 2001, Pétroecuador a connu 11 présidents exécutifs, plus de 65 membres du conseil d'administration ; Petroproducción, 17 gérants ; Petrocomercial 23 ; Petroindustrial 11 ; et 17 gérants de Comercio Internacional. Gordillo, Ramiro, 2005 (2003), *¿El oro del diablo? Ecuador: historia del petróleo*, Quito, Corporación Editora Nacional, p. 249.

<sup>750</sup> Voir Gordillo, Ramiro, 2005 (2003), *¿El oro del diablo? Ecuador: historia del petróleo*, Quito, Corporación Editora Nacional; Aráuz, Luis Alberto, 1999, *Visión histórica petrolera ecuatoriana*, Quito, Universidad Central del Ecuador.

Colonie, le *Quinto Real*<sup>751</sup>. Il précise que, jusqu'à l'arrivée de la junte militaire nationaliste et réformiste en 1971, le pourcentage de la rente pétrolière qui revenait à l'Etat était inférieur au *Quinto Real* que percevait l'empire espagnol. Il ajoute aussi que, malgré le fait d'être entré dans l'OPEP, l'Etat équatorien n'a pas toujours suivi les efforts de cette organisation pour augmenter la participation étatique à la rente pétrolière et équilibrer les forces face aux entreprises et au marché international. C'est-à-dire, même à partir de 1973, les intérêts des entreprises pétrolières ont toujours été plus favorables en Equateur que dans les autres pays de l'organisme international. A cela, il faut ajouter qu'à partir des années 1980, suivant les conseils des organismes internationaux, les rentes générées par l'exploitation et l'exportation pétrolière ont été mises au service du paiement de la dette externe. L'exploitation pétrolière en Amazonie « a plutôt financé l'intégration de la région aux marchés mondiaux, que l'amélioration des conditions de vie des populations locales, au prix de la pollution chronique et de l'accélération de la déforestation. »<sup>752</sup>

L'exploitation pétrolière a aussi eu des conséquences sociales très importantes, en plus de ne pas avoir participé au développement économique et social du pays. C'est surtout le cas en Amazonie où, depuis les années 1960, la colonisation a été encouragée par les différents gouvernements et, en 1978, la junte militaire au pouvoir promulgua une Loi spéciale de Colonisation de la Région Amazonienne Equatorienne, faisant de la migration vers l'Amazonie une politique prioritaire, ce qui a transformé radicalement ce territoire. La découverte des gisements pétroliers dans cette région et leur exploitation ne se sont pas faites sans rencontrer des résistances et sans conflits, notamment avec les nombreuses communautés indigènes qui vivent dans les zones d'exploitation. Ces conflits peuvent répondre à différents intérêts et à diverses logiques d'action de la part des multiples acteurs qui y interviennent : Etat, collectivités territoriales, entreprises nationales et internationales, population locale affectée, communautés indigènes, organisations non gouvernementales, organisations indigènes et écologistes, parmi les principaux.<sup>753</sup> Chaque étape de peut faire l'objet de conflits, de revendications et de stratégies différents : la concession du territoire pour l'exploration, l'autorisation de l'exploitation, l'exploitation et ses conséquences écologiques, la fin de l'exploitation et

---

<sup>751</sup> Le *Quinto Real* était un impôt payé dans les colonies espagnoles qui correspondait en principe à 20% de toutes les richesses métalliques ou pierres précieuses qui devaient être découvertes.

<sup>752</sup> Fontaine, Guillaume, 2010, *Gaz et pétrole en Amazonie. Conflits en territoires autochtones*, Paris, L'Harmattan, p. 35.

<sup>753</sup> *Ibidem*.

la remédiation environnementale. Par exemple, Guillaume Fontaine analyse cinq particularités des conflits environnementaux liés à l'exploitation de gaz ou de pétrole en Amazonie : « la convergence de l'ethnicité et de l'écologisme, les logiques d'action rationnelles qui opposent les acteurs sociaux aux entreprises et à l'Etat, les processus d'ethnogenèse et de transformation identitaire à l'œuvre dans les conflits environnementaux, la participation des communautés et organisations autochtones dans la gouvernance énergétique et les tensions entre la conservation de l'environnement, l'exploitation pétrolière et l'administration de territoires ethniques. »<sup>754</sup> Ces différents conflits opposent des acteurs puissants (Etat, entreprises pétrolières) à des populations qui se trouvent à la périphérie, non seulement géographique mais aussi sociale, souvent sacrifiée au nom du développement national. Toutefois, les positions, les pratiques, les revendications de tous les acteurs évoluent au fur et à mesure du conflit de la pression exercée par les uns et les autres.

Un des conflits les plus emblématiques est le procès intenté, depuis 1993, par des centaines de communautés indigènes, appuyées par des organisations sociales, des groupes écologistes et de nombreux avocats, regroupés dans le Front de défense de l'Amazonie<sup>755</sup>, contre l'entreprise Texaco (puis Chevron après que celle-ci ait racheté Texaco en 2001). Elles demandent des réparations pour ce que les experts reconnaissent comme le pire désastre pétrolier au monde, le « Tchernobyl de l'Amazonie ». L'histoire commence en 1964 lorsque le gouvernement équatorien concéda environ 1,43 millions d'hectares pour 40 ans au consortium Texaco-Gulf<sup>756</sup> dans la province de Sucumbíos principalement, non loin du Parc National Yasuní. Pendant les 28 années d'exploitation, elle aurait déversé plus de 17 milliards de gallons de pétrole dans la nature, c'est-à-dire environ 65 milliards de litres, et creusé 917 piscines toxiques. Elle a aussi rejeté délibérément 18 milliards de tonnes de déchets toxiques et on estime que plus de 1700 personnes sont mortes des conséquences directes de la pollution.<sup>757</sup> Texaco serait aussi coupable d'avoir provoqué la disparition de deux peuples indigènes entiers, les Tetetes

---

<sup>754</sup> *Ibidem*, p. 14-15.

<sup>755</sup> Le Front de défense de l'Amazonie (*Frente de defensa de la Amazonia*) s'est constitué autour d'ONG locales, rapidement soutenues par de grandes institutions telles qu'Oxfam America, Amnesty International, Human Rights Watch et l'ONG américaine Amazon Watch.

<sup>756</sup> Gordillo Montalvo, José, 2004, «Importancia del petróleo en Ecuador», in Fontaine, Guillaume, *Petróleo y desarrollo sostenible en Ecuador. 2. Las apuestas*, Quito, FLACSO, p. 68.

<sup>757</sup> Agencia EFE, Prensa Latina, 2010, « Ecuador atentado a la soberanía seguridad jurídica de América Latina por fallo de Chevron », *Ecuador inmediato*, 4 avril, [http://ecuadorinmediato.com/Noticias/news\\_user\\_view/ecuador\\_atentado\\_a\\_la\\_soberania\\_seguridad\\_juridica\\_de\\_america\\_latina\\_por\\_fallo\\_de\\_chevron--124196](http://ecuadorinmediato.com/Noticias/news_user_view/ecuador_atentado_a_la_soberania_seguridad_juridica_de_america_latina_por_fallo_de_chevron--124196) (consulté le 5 avril 2010).

et les Sansahauris. Les conséquences sociales, écologiques, sanitaires, culturelles ont fait l'objet de nombreux ouvrages.<sup>758</sup>

Pendant de longues années, Chevron a tout fait pour que ce procès n'ait pas lieu<sup>759</sup> à travers deux stratégies : d'un côté, le dépôt de multiples plaintes aux Etats-Unis et en Europe pour contester la légitimité des cours de justice équatoriennes en les accusant de corruption ; d'un autre, en demandant des précisions scientifiques sur les conséquences de l'exploitation pétrolière de Texaco ce qui a abouti à la production de 106 rapports d'expertise (dont 58 demandés par Chevron). Le 14 février 2011, Chevron a été condamnée à payer de fortes indemnités aux 30 000 personnes affectées, condamnation ratifiée deux fois en appel, dont la dernière par la Cour Nationale de Justice à Quito, ultime instance juridique au niveau national, le 13 novembre 2013 : 8,65 milliards de dollars auxquels s'ajoute 10% pour les avocats de la partie adverse, c'est-à-dire au total 9,5 milliards de dollars<sup>760</sup>. Selon Esperanza Martínez, cette sentence « a également ouvert un chemin très important car si l'on considère qu'il s'agit d'actions de réparation et que celles-ci incluent la restauration de la Nature, cela obligera à prendre des mesures pour récupérer les écosystèmes au-delà des dommages survenus aux populations et à leurs modes de vie. Il faudra nettoyer marécages, rivières, sols, indépendamment du fait qu'ils soient de propriété privée ou d'usage communautaire. »<sup>761</sup>

En Equateur, au vu des conséquences politiques, sociales, économiques, culturelles et environnementales de l'exploitation pétrolière, le débat sur un modèle socio-économique post-pétrolier est donc nécessaire, voire incontournable, pour deux raisons supplémentaires : les réserves limitées et le poids important dans le budget de l'Etat des subventions et des importations de dérivés pétroliers. En ce qui concerne les réserves pétrolières, en 2010, sans prendre en compte la possible exploitation des champs ITT, selon les estimations de nombreux analystes équatoriens, il restait seulement trente ans

---

<sup>758</sup> Aguinda, Maria (avec la collaboration de Patrick Bèle), 2012, *Un brin d'herbe contre le goudron*, Paris, Michel Lafon ; Serrano, Helga, 2013, *Caso Chevron-Texaco. Cuando los pueblos toman la palabra*, Quito, Universidad Andina Simon Bolivar.

<sup>759</sup> Fourtané, Nicole, 2014, « Las poblaciones indígenas y campesinas de la Amazonía frente a la petrolera Chevron-Texaco: un juicio histórico », *Revista AFESE*, vol. 59, n° 59, p. 11-30.

<sup>760</sup> En introduisant une clause qui spécifiait que si la direction de Chevron ne s'excusait pas publiquement dans les 15 jours suivant la condamnation, ils devraient payer le double de l'amende, la sentence du premier juge équatorien montre que tout ne peut pas être réparé par l'argent. Cette obligation de demander pardon comme mesure réparatrice représente une condamnation pour dommage moral.

<sup>761</sup> Martínez, Esperanza, 2011, « Prólogo » in Acosta, Alberto, Martínez, Esperanza, (comp.), *La Naturaleza con Derechos. De la filosofía a la política*, Quito, Abya Yala, p. 17.

d'exploitation et vingt-cinq ans d'exportation.<sup>762</sup> Malgré les nouvelles technologies qui augmentent les réserves récupérables d'un puits, ces réserves restent limitées par le fait que le pétrole est une ressource naturelle non renouvelable et que l'exploitation pétrolière en Equateur est déjà bien avancée. Pour ce qui est des subventions et des importations, une des caractéristiques de l'Equateur est qu'il est à la fois exportateur de brut et importateur de dérivés notamment à cause de capacités de raffinage qui ne répondent pas à la forte consommation de dérivés pétroliers, consommation encouragée par les subventions élevées au secteur, surtout pour l'essence, héritage des politiques menées depuis les années 1960 pour baisser le coût des dérivés pétroliers sur le marché intérieur.

Tous ces facteurs – réserves limitées et coût élevé pour le budget de l'Etat – invitent les décideurs équatoriens à réfléchir au fait qu'il faut préparer les conditions d'une transition non traumatisante vers une économie post-pétrolière. Cela implique deux conséquences pour un pays comme l'Equateur : premièrement, la diminution de la dépendance de l'Etat aux ressources générées par l'exploitation pétrolière, connu sous le nom de changement de la matrice productive ; deuxièmement, l'obligation de changer la matrice énergétique pour diminuer le poids relatif du pétrole et des énergies fossiles dans la consommation énergétique. C'est-à-dire deux des principaux objectifs de l'Initiative Yasuní-ITT et de la planification nationale durant les années de la Révolution Citoyenne. L'Initiative Yasuní-ITT signifiait aussi un changement pour la région amazonienne qui, pendant longtemps, a fait l'objet de très peu de politiques publiques de la part de l'Etat et a été laissée entre les mains des entreprises pétrolières. Cette politique publique était un signal d'un retour de l'Etat dans cette région ce qui n'était pas dans l'intérêt du puissant lobby pétrolier, ce qui s'ajoutait au fait de laisser le pétrole sous terre.

### C) *Le pétrole dans le Parc national Yasuní*

Malgré la recommandation de l'UNESCO sur la compatibilité entre les activités humaines qui se développent dans une réserve de la biosphère et la conservation de la

---

<sup>762</sup> Larrea, Carlos, 2010, « Por qué el Ecuador debe mantener el petróleo del ITT bajo tierra », in Martínez, Esperanza, Acosta, Alberto (comp.), *ITT-Yasuní. Entre el petróleo y la vida*, Quito, Abya-Yala, p. 78. Il est vrai qu'à cette date, la production nationale était déjà en déclin, par exemple celle des champs de Petroecuador était passée de 280 000 barils par jour en 1994 à 170 000 en 2007. Toutefois, la production a augmenté depuis avec de nouveaux investissements dans des zones en exploitation et l'ouverture de nouveaux puits comme les blocs 31 et 43 (ITT).

biodiversité, le Parc national Yasuní n'est pas exempt d'activités extractivistes que ce soit l'exploitation pétrolière avec la présence de multiples champs pétroliers ou l'exploitation illégale du bois entraînant la déforestation. Fontaine parle de « schizophrénie de l'Etat »<sup>763</sup> pour qualifier les actions de l'Etat dans le parc qui, en même temps qu'il souhaite conserver les espaces protégés, accroît l'exploitation pétrolière. Comme pour le reste de l'Amazonie, le Parc national Yasuní a évolué et son territoire a été bouleversé par l'ouverture des routes et l'installation des infrastructures nécessaires pour l'exploitation pétrolière.

L'attribution des principales concessions pétrolières dans le parc s'est effectuée dans la deuxième moitié des années 1980, avant que le parc ne soit reconnu comme Réserve de la Biosphère par l'UNESCO en 1989. La première a été le bloc 16, en 1986, attribué aux compagnies Conoco Ecuador Lt., Overseas Petroleum and Investment the Nomeco Latin America Inc. et Maxus Ecuador INC., toutes originaires des Etats-Unis. Aujourd'hui ce bloc est exploité par la multinationale espagnole REPSOL. Deux autres blocs ont été octroyés en 1986, les n° 14 et 17, à Elf Aquitaine. Le bloc 14, dont 65% de la surface se trouve dans le Yasuní<sup>764</sup>, a été exploré par Elf jusqu'en 1997, puis fut cédé à une petite compagnie nord-américaine Vintage qui, elle-même, l'a vendu, en 2005, à l'entreprise chinoise Petroriental. Il en fut de même pour le bloc 17. Les explorations de Elf et les activités de Vintage ont généré de nombreux déversements pétroliers, contaminant le parc Yasuní, sans qu'aucune dénonciation ne soit émise.

En plus de ces trois blocs en exploitation et de l'ITT, il existe deux autres blocs dans le Parc national Yasuní, le 55 (ou bloc Armadillo) et le 31, contre lesquels les ONG écologistes et de protection des populations indigènes se sont beaucoup mobilisées ces dernières années, principalement pour l'existence de preuves de circulation des Tagaeri et des Taromenane dans ces zones. Le bloc Armadillo se trouve entièrement sur le territoire waorani, sans que cela interdise l'exploitation puisque l'Etat est propriétaire du sous-sol, mais ce qui oblige les entreprises pétrolières à mettre en place une consultation des communautés indigènes qui se trouvent sur ce territoire avant toute exploration. L'exploitation pétrolière sur ce bloc ne dura qu'entre 1997 et 1999, avant de reprendre à partir de 2015 avec l'octroi au consortium Ecuaservoil S.A (formée majoritairement

---

<sup>763</sup> Fontaine, Guillaume, 2010, *Gaz et pétrole en Amazonie. Conflits en territoires autochtones*, Paris, L'Harmattan, p. 155.

<sup>764</sup> Proaño, José, Almeida, Alexandra, 2008, *Tigre, Águila y Waorani, una sola selva, una sola lucha. Deuda ecológica de las transnacionales petroleras con el pueblo Waorani y el Parque Nacional Yasuní*, Quito, Acción Ecológica, p. 65.



par l'entreprise étatique biélorusse Belorusneft). L'arrêt de l'exploitation était surtout dû à la présence des PIAV et au fait que ce bloc se trouvait en partie dans la Zone Intangible déclarée en 1999. Toutefois, la délimitation officielle de cette zone en janvier 2007 a exclu la partie sud de ce bloc et le puit en exploitation Tiwae.

En ce concerne le bloc 31, celui-ci se situe à 80% dans le Parc National Yasuní mais les trois puits existants sont dans les 20% qui sont en dehors du parc. Sa particularité est qu'il se trouve à la frontière avec le bloc ITT et son exploitation n'est pas rentable sans celle de l'ITT. C'est pour cela que les organisations écologistes ont essayé d'introduire le bloc 31 dans l'Initiative Yasuní-ITT, sans que cela aboutisse à cause des pressions du lobby pétrolier. En effet, ce bloc qui appartenait à l'entreprise brésilienne Petrobras jusqu'à sa sortie du pays en 2010 après son refus de renégocier les contrats pétroliers, est aujourd'hui la propriété de Petroamazonas. Depuis la décision de l'exploitation de l'ITT qui appartient aussi à Petroamazonas, la Déclaration d'intérêt nationale votée par l'Assemblée nationale en octobre 2013 a approuvé aussi l'exploitation du bloc 31. Aujourd'hui, tous les blocs qui font partie du Parc national Yasuní sont en cours d'exploitation ou en passe de l'être.

## **II. L'initiative Yasuní-ITT et la transition vers la société du Bien Vivre**

Si nous avons vu auparavant en quoi les objectifs de l'Initiative Yasuní-ITT répondent aux caractéristiques du concept de Bien Vivre et la radicalité que représente la non-extraction de ces réserves de pétrole, nous allons nous concentrer, dans cette partie, sur le sens politique et les apports de cette politique publique dans les discussions théoriques pour une possible transition vers une société du Bien Vivre. Tout d'abord, cette transition ne pourra pas s'effectuer sans une planification étatique dont les contours se trouvent dans le Plan national pour la Bien Vivre 2009-2013. Puis, nous verrons à travers la théorie de la valeur et les concepts de bien commun et bien public comment l'Initiative Yasuní-ITT remet en question les logiques capitalistes à l'œuvre dans les négociations internationales pour lutter contre le réchauffement climatique. Elle privilégie le social et l'écologique au détriment de l'économique, se positionnant comme une politique anticapitaliste.

### **1. Planification et Initiative Yasuní-ITT**

Comme nous l'avons vu auparavant, un des objectifs de l'Initiative Yasuní-ITT était de préparer la transition vers une société post-pétrolière et un post-extractivisme. Pour cela, la planification est fondamentale afin de penser simultanément l'urgence socio-économique, principalement la lutte contre la pauvreté, et le long terme de la nature et de ses cycles de reproduction et ainsi ne pas opposer le court terme et le long terme. Nous n'allons pas reprendre, ici, les débats sur le post-extractivisme abordés dans le chapitre 2, ni l'analyse du retour de la planification et des plans nationaux. Il s'agira plutôt de montrer qu'au niveau national, l'Initiative Yasuní-ITT n'était pas une politique publique isolée mais au contraire était liée aux objectifs du Plan national pour le Bien Vivre 2009-2013<sup>765</sup>.

L'Initiative Yasuní-ITT remet sur le devant de la scène politique des concepts tels que la justice intergénérationnelle mise à mal par les politiques néo-libérales aussi bien en Amérique latine qu'en Europe. L'exploitation du pétrole pourrait améliorer les conditions de vie des générations présentes mais mettre en péril les générations futures avec la destruction de l'environnement. La question du temps est essentielle pour comprendre cette politique qui ne se place pas dans une vision à court terme, la captation de manière quasiment immédiate, du capital économique de son sous-sol, l'exploitation du pétrole étant le moyen le plus rapide et le plus facile d'obtenir des ressources financières. Toutefois, pour cette partie de l'Amazonie, il vaut mieux ne pas exploiter ce pétrole mais plutôt privilégier une vision à moyen/long terme en pariant sur la protection de la mégabiodiversité de la zone et sur la mise en place de réformes structurelles fortes, comme le changement de la matrice énergétique et productive du pays. En d'autres termes, la priorité n'était pas l'obtention de ressources financières à court terme à partir de l'exploitation du pétrole mais de conserver ses richesses naturelles pour ne pas hypothéquer le futur tout en réclamant le paiement de la dette écologique.

On retrouve cette vision à moyen/long terme dans le Plan national pour le Bien Vivre 2009-2013, première étape d'une planification sur 20 ans qui devait aboutir à une société de la bioconnaissance. L'Initiative Yasuní-ITT étant une politique publique proposée par le gouvernement, ces objectifs devaient être en accord avec la planification nationale. Si nous reprenons les objectifs et les secteurs dans lesquels étaient prévus les investissements du fidéicomis, comme nous l'avons vu auparavant, cette politique

---

<sup>765</sup> Dans cette partie, nous n'analyserons que le plan 2009-2013, et non le suivant, du fait de l'échec de l'Initiative Yasuní-ITT en 2013.

respectait la moitié des douze objectifs du Plan national, comme résumer dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 4. Politiques prévues de l'Initiative Yasuní-ITT selon les objectifs du Plan national pour le Bien Vivre 2009-2013<sup>766</sup>**

<b>Objectifs du Plan national pour le Bien Vivre 2009-2013</b>	<b>Politiques et investissements prévus par l'Initiative Yasuní-ITT</b>
Objectif 2 : « Améliorer les capacités et potentialités des citoyens »	Investissement dans l'éducation des populations de l'Amazonie et la construction du Centre de la Biosphère dans la ville de Coca.
Objectif 3 : « Améliorer la qualité de vie de la population »	Paiement de la dette sociale avec une attention particulière pour la population amazonienne : investissement dans la santé, logement et dans la création d'emplois dans des activités soutenables comme l'écotourisme.
Objectif 4 : « Garantir les droits de la nature et promouvoir un environnement sain et soutenable »	Protection de la mégabiodiversité ; non pollution de la zone ; changement de la matrice énergétique vers des énergies renouvelables ; efficacité énergétique ; lutte contre la déforestation ; reboisement ; protection et ampliation des aires protégées.
Objectif 5 : « Garantir la souveraineté et la paix, et impulser l'insertion stratégique dans le monde et l'intégration latino-américaine »	Positionnement international de l'Equateur comme un pays innovant dans la lutte contre le changement climatique, notamment dans les sommets internationaux en la matière, en tant qu'unique pays à avoir une proposition concrète pour la non émission de CO2.
Objectif 8 : « Affirmer et renforcer l'identité nationale, les identités diverses, la plurinationalité et l'interculturalité »	Respect et affirmation des cultures indigènes du Parc national Yasuní ; protection des Tagaeri et Taromenane, les deux peuples en isolement volontaire ; intégration des communautés et organisations indigènes dans la construction des politiques associées à l'Initiative Yasuní-ITT.

<sup>766</sup> Dans ce tableau, nous avons repris les titres des objectifs tels qu'ils étaient écrits dans le PNBV 2009-2013. Cf *Plan Nacional del Buen Vivir 2009-2013* : <http://www.planificacion.gob.ec/plan-nacional-para-el-buen-vivir-2009-2013/> (consultée le 29/05/2018).

Objectif 11 : « Etablir un système socio-économique solidaire et soutenable »	Changement de la matrice productrice et la transition vers une société basée sur la bioconnaissance et l'impulsion de projets d'économie populaire et solidaire ; création d'emplois en Amazonie dans des activités soutenables comme l'écotourisme.
---	--

Elaboration propre.

La problématique de l'Initiative Yasuní-ITT, la transition vers une société post-pétrolière, s'intègre totalement dans l'objectif de la planification à moyen/long terme du gouvernement équatorien, que nous avons analysé dans le chapitre 3, la conservation de sa biodiversité pouvant lui permettre de la connaître, à travers des programmes de recherche, et de développer des industries propres dont la finalité ne soit pas l'accumulation de capital mais la satisfaction des besoins et l'amélioration des conditions de vie de la population. Il est clair que les contributions financières de l'Initiative Yasuní-ITT ne seront pas suffisantes pour sortir tous les pauvres de la pauvreté et pour redistribuer la richesse. Aller vers une société de la bioconnaissance passe par la mise en œuvre d'une planification sociale et écologique ayant pour but la réorganisation de la production en fonction des besoins sociaux et de la protection de l'environnement. Le Plan et l'Initiative nous proposent une autre vision de la société et du développement qui ne correspond plus à la recherche exclusive de la richesse et de la croissance, mais plutôt à l'amélioration des relations entre êtres humains et entre ceux-ci et la nature, c'est-à-dire la transition vers une société du Bien Vivre.

Dans un de ses articles<sup>767</sup>, René Ramirez, en référence à l'ouvrage de Karl Polanyi<sup>768</sup>, nous dit qu'il faut une « grande transition » sans perdre de vue cet horizon qu'est la « grande transformation ». Selon lui, l'Initiative Yasuní-ITT est « un exemple de comment combiner des propositions concrètes innovantes (transition) et des utopies qui surmontent le développement capitaliste (transformation) »<sup>769</sup>. Un des piliers de cette grande transition est la gestion de la soutenabilité environnementale du monde et la démarchandisation des espaces de production et reproduction de la vie. Les économies

<sup>767</sup> Ramírez Gallegos, René, 2012, « Izquierda y "buen capitalismo". Un aporte crítico desde América Latina », *Nueva Sociedad*, n° 237, janvier-février, p. 32-48.

<sup>768</sup> Polanyi, Karl, 2009 (1944), *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard.

<sup>769</sup> Ramírez Gallegos, René, 2012, « Izquierda y "buen capitalismo". Un aporte crítico desde América Latina », *Nueva Sociedad*, n° 237, janvier-février, p. 32.

doivent respecter les limites biophysiques de la planète et, donc, la grande transition se doit de poser des limites au capitalisme. C'est ainsi que l'Initiative Yasuní-ITT propose une autre limite au capitalisme : le fait de ne pas pouvoir exploiter les ressources naturelles dans n'importe quel lieu. Dans une région de mégabiodiversité, il est préférable de laisser le pétrole sous terre. Selon René Ramirez, « la rationalité de l'exploitation ou non des ressources naturelles est associée à une planification adéquate et à un aménagement du territoire selon ses paysages écologiques »<sup>770</sup>.

## 2. Théorie de la valeur et Initiative Yasuní-ITT

L'application de l'analyse de la théorie de la valeur à l'Initiative Yasuní-ITT constitue un des apports importants de cette politique publique, notamment en utilisant les concepts marxistes de « valeur d'usage » et « valeur d'échange », deux dimensions propres à toute production humaine comme nous l'avons vu dans le chapitre 2. Pour cela, nous allons partir de la philosophie critique marxiste de Bolívar Echeverría<sup>771</sup> pour qui la contradiction fondamentale de la reproduction sociale capitaliste est la contradiction entre valeur d'usage et valeur, présente dans la forme marchandise et qui donnera lieu à d'autres conflits autour d'elle. Dans sa critique de la modernité capitaliste, il explique : « À la base de la vie moderne agit de manière infatigablement répétée un mécanisme qui subordonne systématiquement la "logique de la valeur d'usage", le sens spontané de la vie concrète, du travail et du plaisir humains, de la production et de la consommation des "biens de la Terre", à la "logique" abstraite de la "valeur" comme substance aveugle et indifférente à toute réalité concrète, qui aurait seulement besoin d'être validée par une marge de profit en qualité de "valeur d'échange". »<sup>772</sup>

Tout produit se trouvant dans le marché possède au moins une valeur d'usage et une valeur d'échange. Pourtant, « les valeurs d'usage sont infiniment variées (y compris pour le même article), alors que la valeur d'échange (dans des conditions normales) est uniforme et qualitativement identique (un dollar est un dollar, et même quand c'est un

---

<sup>770</sup> *Ibidem*, p. 48.

<sup>771</sup> Echeverría, Bolívar, 2011, *Ensayos Políticos*, Quito, Ministerio de Coordinación de la Política y gobiernos Autónomos Descentralizados; Echeverría, Bolívar, 1998, *La contradicción del valor y el valor de uso en El Capital, de Karl Marx*, México, Editorial Itaca.

<sup>772</sup> Echeverría, Bolívar, 2011, *Ensayos Políticos*, Ministerio de Coordinación de la Política y gobiernos Autónomos Descentralizados, p. 160.

euro il a un type de change connu avec le dollar) »<sup>773</sup>. Tout produit ou bien possède une valeur d'usage mais ce n'est que dans la mesure où il est échangé en quantité déterminée avec d'autres objets qu'il acquiert une valeur d'échange. La valeur d'usage n'est pas une catégorie économique<sup>774</sup> mais, dans le système capitaliste, la (ou les) valeur(s) d'usage est (sont) dominée(s) par la valeur d'échange, cette dernière donnant sa valeur à la marchandise et sa valeur d'usage. La valeur (ou les valeurs) d'usage d'un objet sert (servent) seulement à augmenter sa valeur d'échange. De plus, la valeur d'échange ne prend pas en compte les différents types de travail derrière chaque objet ; les différents travaux se retrouvent réduits à une mesure à travers le temps, à laquelle on lui donne aussi une valeur d'échange. Dans une société capitaliste, cela se traduit par l'existence d'un marché du travail où le travailleur vend sa force de travail alors que, selon Marx, le travail devrait être le « premier besoin vital »<sup>775</sup> et l'émancipation de l'individu passerait par l'émancipation du travail qui « exige d'élever les moyens de travail au statut de bien commun de la société »<sup>776</sup>.

Selon Bolívar Echeverría, la valeur d'usage permet une vision qualitative de la société alors que la valeur d'échange a comme unique objectif l'accumulation de capital. Pour arriver à cette fin, elle va contrôler la valeur d'usage. Cette exigence capitaliste fait que la valeur d'échange est obligée de se multiplier et, ainsi, de se valoriser, ou pour reprendre les mots d'Echeverría, la « valeur se valorisant » sans cesse, sacrifiant ainsi la valeur d'usage. La société capitaliste moderne peut se caractériser comme une société d'abondance relative dans laquelle la soumission de la valeur d'usage à la valeur d'échange aboutit à reproduire artificiellement la rareté. Ce qui entre en contradiction avec le but même de la modernité qui est d'en finir avec la rareté qui caractérisait les sociétés prémodernes. Une valeur d'échange importante peut interdire l'accès à la valeur d'usage d'un objet, matériau ou bien commun, pour tout un secteur de la population et ainsi générer des inégalités sociales ou les reproduire. Les meilleurs exemples sont les entrées de la santé et de l'éducation dans la sphère mercantile, ce qui limite ou interdit leur accès aux populations les plus défavorisées n'ayant pas le pouvoir d'achat suffisant pour y accéder.

---

<sup>773</sup> Harvey, David, 2014, *Diecisiete contradicciones y el fin del capitalismo*, Quito, Editorial IAEN, p. 31.

<sup>774</sup> Jappe, Anselm, 2017 (2003), *Les aventures de la marchandise. Pour une critique de la valeur*, Paris, La Découverte, p. 34.

<sup>775</sup> Marx, Karl, 2008, *Critique du programme de Gotha*, Paris, Les éditions sociales, p. 34.

<sup>776</sup> *Ibidem*, p. 41.

Il est possible d'appliquer aussi cette logique à la conception de la nature, objectif du néolibéralisme qui cherche à faire entrer tous les espaces de reproduction de la vie dans le marché. Ainsi, celle-ci se transforme en simple objet à commercialiser, et donc devient une marchandise. Toutefois, on se rend compte qu'une grande partie des valeurs d'usage de la nature n'est pas la conséquence d'un travail humain. Par exemple, les effets sur la santé humaine d'une plante (valeur d'usage) sont dus à certaines propriétés chimiques de la plante qui n'ont rien à voir avec l'intervention d'un travail humain. Mais, une fois sur le marché, la valeur d'échange de cette plante est la valeur que lui donne le marché, valeur d'échange qui peut augmenter selon la prise en compte de certaines valeurs d'usage de cette plante.

L'Initiative Yasuní-ITT est un autre exemple de la contradiction entre la valeur d'échange de la nature ou de la biodiversité et leur valeur d'usage. Son insertion internationale dans les discussions pour lutter contre le réchauffement climatique remettait en question la logique politique des mécanismes proposés ou mis en œuvre (REDD, REDD+, marchés de carbone, etc.), sur lesquels nous reviendrons plus tard : la marchandisation de la nature et des services environnementaux ainsi que la logique capitaliste de croissance, d'accumulation des richesses, etc. En effet, il n'existait pas une vision de marché derrière cette politique publique, au contraire, elle proposait, une vision non économiciste de la nature dans le sens où, à aucun moment, le gouvernement équatorien n'a mis un prix (ou une valeur d'échange) à la biodiversité du Parc national Yasuní. La contribution financière demandée à la communauté internationale était calculée sur le prix du pétrole qu'il avait décidé de ne pas extraire. Avec la décision de laisser sous terre le pétrole afin de préserver la mégabiodiversité, le gouvernement équatorien avait choisi de privilégier la valeur d'usage de la biodiversité et il avait manifesté à plusieurs reprises que la biodiversité n'avait pas de prix et que sa valeur (d'usage) dépassait la valeur qu'elle pourrait avoir comme marchandise.

Donc, le choix a été fait de privilégier la valeur d'usage de la biodiversité et des cycles de vie de la nature au détriment de la valeur d'échange du pétrole. D'ailleurs, d'un point de vue économique, au vue de la valeur d'échange du pétrole, il semblait irrationnel de ne pas exploiter les champs ITT mais « depuis l'Initiative Yasuní-ITT, il s'avère rationnel de ne pas exploiter le pétrole justement parce que sont prises en compte dans l'analyse d'autres variables qui n'ont pas de prix : la prolongation indéfinie des cultures, le temps de vie de la biodiversité, la construction sociale du sens du public et du

commun à échelle mondiale, entre autres »<sup>777</sup>. De nouveau, le « rapport conflictuel »<sup>778</sup> entre la valeur et la valeur d'usage. Ainsi, l'Initiative Yasuní-ITT remettait en question la confrontation entre le court terme imposé par le processus de valorisation du capital et le temps plus long des conditions de la soutenabilité, c'est-à-dire le choc entre les temps du capital et ceux de la nature et du social, ce qui en faisait une politique anticapitaliste, que nous avons pu qualifier d'écosocialiste<sup>779</sup>.

René Ramirez va plus loin en affirmant qu'un des grands apports de l'Initiative Yasuní-ITT est de reconnaître la valeur de ne rien faire.<sup>780</sup> Alors que l'on sait qu'il est possible de produire, il s'agit d'éviter de le faire. Cela va bien entendu à l'encontre de la logique marchande et même de celle marxiste de la valeur d'usage : il n'y a aucune intervention de la force de travail, le travail social est absent. Le fait de ne rien faire a une valeur qui, selon René Ramirez, serait celle de la non-accumulation, une logique opposée à celle capitaliste d'accumulation du capital. Dans la première, la richesse vient du fait de laisser intacte la biodiversité, dans la seconde, elle est associée au capital et à son accumulation. C'est dans ce sens que Rafael Correa a proposé, lors de la Conférence Internationale sur le Changement Climatique de Cancun en 2010, le concept d'« émissions nettes évitées » (ENE)<sup>781</sup> qui consistait à compenser financièrement certains pays qui évitaient ou réduisaient l'émission de gaz à effet de serre dans l'atmosphère alors qu'ils auraient pu et avaient le droit de le faire. Cette proposition avait été acceptée dans les documents de travail : « Les émissions nettes évitées permettent l'existence d'un équilibre net positif d'émissions réduites au niveau national et international, qui doit être compensé. »<sup>782</sup> Ainsi, le gouvernement équatorien

---

<sup>777</sup> Ramírez Gallegos, René, 2012, « Izquierda y “buen capitalismo”. Un aporte crítico desde América Latina », *Nueva Sociedad*, n° 237, janvier-février, p. 45.

<sup>778</sup> Jappe, Anselm, 2017 (2003), *Les aventures de la marchandise. Pour une critique de la valeur*, Paris, La Découverte, p. 44.

<sup>779</sup> Par exemple : Le Quang, Matthieu, 2016, « La trajectoire politique de l'initiative Yasuní-ITT en Equateur : entre capitalisme vert et écosocialisme », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n°130, p. 105-121 ; Le Quang, Matthieu, 2014, « Buen Vivir y ecosocialismo: reflexiones a partir de la iniciativa Yasuní-ITT en Ecuador » in Riechmann, Jorge, Carpintero, Óscar, Matarán, Alberto, (coords.), *Los inciertos pasos desde aquí hasta allá: alternativas socioecológicas y transiciones poscapitalistas*, Grenade, Ediciones de la Universidad de Granada, p. 223-249.

<sup>780</sup> Ramírez Gallegos, René, 2012, « Izquierda y “buen capitalismo”. Un aporte crítico desde América Latina », *Nueva Sociedad*, n° 237, janvier-février, p. 45.

<sup>781</sup> Correa, Rafael, 2010, « Discurso ante el pleno. XVI Conferencia de las Partes de la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre Cambio Climático », Cancun, 8 décembre, [https://www.presidencia.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2012/10/081210\\_XVI-Conferencia-de-las-partes-de-la-Convencion-Marco-de-la-Naciones-Unidas-sobre-Cambio-Climatico.pdf](https://www.presidencia.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2012/10/081210_XVI-Conferencia-de-las-partes-de-la-Convencion-Marco-de-la-Naciones-Unidas-sobre-Cambio-Climatico.pdf) (consultée le 31 mai 2018).

<sup>782</sup> Ce document était disponible en ligne : [unfccc.int/files/meetings/ad\\_hoc\\_working\\_groups/lca/application/pdf/draft\\_decision\\_-\\_ecuador\\_cp17\\_\\_ibv\\_.pdf](http://unfccc.int/files/meetings/ad_hoc_working_groups/lca/application/pdf/draft_decision_-_ecuador_cp17__ibv_.pdf) (consulté le 22 février 2013).



reconnait que les mécanismes envisagés par le protocole de Kyoto « sont insuffisants, inefficients et injustes »<sup>783</sup>. Par exemple, au niveau de la déforestation, Kyoto donnait une compensation aux pays qui reboisaient et pas à ceux qui ne déboisaient pas et qui, ainsi, conservaient leur biodiversité. Selon Correa et Falconi, le concept ENE ne devait pas être restreint au secteur de la déforestation (comme peut l'être REDD, qui vient de l'acronyme anglais *Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation*) mais devait considérer « des activités économiques qui impliquent l'exploitation et l'utilisation des ressources renouvelables et non renouvelables, ainsi que des compensations par action ou abstention »<sup>784</sup>. Bien entendu, la non-exploitation du pétrole de l'Initiative Yasuní-ITT constituait l'exemple d'application de ce mécanisme d'émissions nettes évitées.

### **3. L'Initiative Yasuní-ITT face aux idéologies dominantes du capitalisme vert et du néo-développementisme**

Dans un article<sup>785</sup>, nous avons montré que la trajectoire politique de l'Initiative Yasuní-ITT oscillait entre une construction conceptuelle proche de l'écosocialisme, alternative post-capitaliste, et une stratégie d'insertion internationale à mi-chemin entre écosocialisme et capitalisme vert, idéologie dominante dans les négociations internationales autour du changement climatique. Cette contradiction idéologique était une stratégie pour s'adapter à la géopolitique des négociations sur le réchauffement climatique, un discours trop radical ayant pu faire fuir les possibles contributeurs. Dans cette partie, nous allons analyser les tensions et les résistances idéologiques qu'a affrontées l'Initiative Yasuní-ITT, tant au niveau international que national.

#### *A) Les conflits internes au gouvernement équatorien*

Si le cadre des négociations internationales a été un obstacle à la réussite de cette politique, comme nous le verrons après, il ne faut pas oublier qu'au niveau national, principalement au sein du gouvernement, il y a eu différents conflits tout au long de

---

<sup>783</sup> Correa Delgado, Rafael, Falconi Benítez, Fander, 2012, « Después de Rio + 20 : bienes ambientales y relaciones de poder », *Revista de Economía Crítica*, n° 14, second semestre, p. 268.

<sup>784</sup> *Ibidem*, p. 268.

<sup>785</sup> Le Quang, Matthieu, 2016, « La trajectoire politique de l'initiative Yasuní-ITT en Equateur : entre capitalisme vert et écosocialisme », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 130, p. 105-121.

l'existence de l'Initiative Yasuní-ITT autour du fait d'exploiter ou non ces champs de pétrole.

L'idée d'un moratoire sur l'expansion de la frontière pétrolière en Amazonie a été pensée par des acteurs de la société civile, principalement des associations écologistes en lien avec des organisations indigènes locales et des intellectuels militants comme Alberto Acosta. Ces différents acteurs ont étudié et/ou vécu les différents impacts de l'exploitation du pétrole dans l'Amazonie équatorienne et ont participé à des processus de résistance à l'exploitation pétrolière, alimentés aussi par la défense du territoire, la protection de la biodiversité et le maintien des cultures indigènes. Après l'organisation de divers forums et espaces de réflexion, un livre reprenant ces différents débats a été publié : *El Ecuador post petrolero*<sup>786</sup>. Cette thèse s'est peu à peu développée et a été portée notamment par des organisations telles que l'association *Acción Ecológica*, le réseau *Oilwatch* ou la fondation Pachamama.

L'arrivée de Rafael Correa au pouvoir et d'Alberto Acosta, un des hommes importants du nouveau mouvement *Alianza PAIS*, au gouvernement a ouvert une fenêtre d'opportunité à ces organisations pour introduire la thèse du moratoire dans le Plan de Gouvernement 2007-2011 de *Movimiento PAIS*. Dès le 13 décembre 2006, Esperanza Martínez, fondatrice d'*Acción Ecológica*, avait présenté un mémorandum à Alberto Acosta<sup>787</sup>, dans lequel elle synthétisait les principes et les bases de ce qui allait devenir le projet ITT, lequel se concentrait sur la non-exploitation des réserves de pétrole des champs ITT et reprenait les débats sur le passage à une économie post-pétrolière. Ce dernier, en tant que ministre de l'Énergie et des Mines, a porté ce projet au niveau politique. L'analyse est assez simple : depuis le début de l'exploitation du pétrole en Amazonie à la fin des années 1960, plus de 4 milliards de barils ont été extraits générant plus de 90 milliards de dollars.<sup>788</sup> Pourtant, selon Acosta, le pétrole n'a pas contribué à développer le pays et il est donc urgent de penser à un modèle alternatif.

En avril 2007, un premier conflit oppose le président exécutif de l'entreprise publique Petroecuador à cette date, Carlos Pareja Yanuzzeli, et Alberto Acosta qui, de par son poste ministériel, était aussi président du Directoire de Petroecuador : le premier, un des

---

<sup>786</sup> Alberto Acosta et al., 2000, *El Ecuador Post-petrolero*, Quito, Acción Ecológica.

<sup>787</sup> Alberto Acosta est resté ministre de l'Énergie et des Mines du 15 janvier au 15 juin 2007. Il est sorti du gouvernement pour se présenter comme candidat aux élections pour l'Assemblée nationale Constituyente.

<sup>788</sup> Le Quang, Matthieu, 2009, « El proyecto ITT en Ecuador: dejar el crudo en tierra o el camino hacia otro modelo de desarrollo. Entrevista a Alberto Acosta », *CIP-Ecosocial – Boletín ECOS*, n° 8, août-octobre.

plus importants représentants du lobby pétrolier en Equateur, faisait pression tant à l'intérieur du gouvernement qu'en dehors, pour exploiter ce pétrole alors que le second, malgré le fait d'être le ministre du secteur, proposait de ne pas l'exploiter. Selon Acosta, « Pendant que je cherchais à consolider la non-extraction du pétrole, le président de l'entreprise publique [Carlos Pareja Yanuzzeli] accélérât les démarches pour donner ces gisements d'hydrocarbures à plusieurs entreprises pétrolières. A tel point que, sans m'en informer, il négociait avec les entreprises publiques du Chili (Enap), de la Chine (Sinopec) et du Brésil (Petrobras). Il discutait aussi avec l'entreprise étatique vénézuélienne (PDVSA) pour extraire le pétrole. Son but était d'arriver à signer un accord pour extraire rapidement le pétrole. »<sup>789</sup> Et répondre ainsi aux demandes urgentes de financement pour lutter contre la pauvreté dont avait besoin le nouveau gouvernement. L'Initiative Yasuní-ITT va évidemment contre les intérêts des compagnies pétrolières, ce qui n'est pas le moindre des obstacles tant le lobby pétrolier occupe une place importante au sein de l'Etat, notamment avec l'entreprise Petroecuador, comme nous l'avons vu auparavant. Toutefois, l'arbitrage du président Correa a été en faveur de son ministre mais en ajoutant la condition de la contribution financière afin de baisser les tensions générées par le manque à gagner de la non-exploitation. Et dès le début, l'idée du plan B (l'exploitation du pétrole) a été présente en cas d'absence de compensation financière de la part de la communauté internationale. Cet arbitrage constitue un des premiers exemples de l'habileté de Correa à prendre des décisions au sein d'un gouvernement en dispute.

C'est ainsi que, le 5 juin 2007, le gouvernement a officiellement présenté l'Initiative Yasuní-ITT à la population équatorienne et, en septembre de la même année, à l'Assemblée Générale des Nations Unies. Petit à petit, ce projet s'est institutionnalisé au sein du gouvernement équatorien. Après la formation d'une petite équipe appartenant à la vice-présidence, à travers le décret exécutif n° 1227 signé en juillet 2008, une commission dépendante du ministère des Relations Extérieures a été créée avec pour objectif la diffusion internationale de l'initiative. Présidée jusqu'au 11 janvier 2010 par Roque Sevilla, ancien maire de Quito lié aux ONG environnementalistes, et appuyée politiquement par Fander Falconí, professeur d'économie écologique et ministre des Relations Extérieures de décembre 2008 à janvier 2010, cette commission a permis, d'une part, de renforcer les bases théoriques du projet, avec l'appui de nombreux

---

<sup>789</sup> *Ibidem.*

académiques étrangers<sup>790</sup> et, d'autre part, de multiplier les visites internationales pour présenter ce projet aux différents gouvernements des Etats-Unis et de divers pays européens ainsi qu'aux institutions internationales. Elle avait aussi pour mission de signer un accord avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) afin de créer un fonds fiduciaire pour le projet, ce qui a fait l'objet d'une des crises les plus importantes des premières années du gouvernement de la Révolution Citoyenne.

Cette crise a commencé le 9 janvier 2010 avec les déclarations du président Correa lors de son émission radiodiffusée hebdomadaire critiquant les négociations avec le PNUD autour du fonds fiduciaire, les qualifiant de « honteuses » et rappelant que, si la communauté internationale ne voulait pas apporter sa contribution, l'Equateur n'aurait pas d'autre choix que d'exploiter ce pétrole. Elle a atteint son sommet avec la démission de Fander Falconí, le 12 janvier, un pilier de la Révolution Citoyenne, démission qui faisait suite à celles de certains membres de la Commission en charge du projet, dont Roque Sevilla. Cette crise prit fin le 30 janvier avec la nomination à la tête de la commission de Maria Fernanda Espinosa, ministre coordinatrice du Patrimoine. En plus d'être une écologiste qui a été Directrice Régionale de l'Union Mondiale pour la Nature (UICN) en Amérique du Sud, elle connaît très bien le fonctionnement des institutions onusiennes. Elle a réussi à mener à bien les négociations avec le PNUD, le fidéicommis étant signé en août 2010.

Quels étaient les enjeux des discussions autour de ce fidéicommis qui ont été longues et qui ont entraîné cette crise ? Il fallait inventer un mécanisme qui garantissait à la fois la souveraineté nationale de l'Equateur et une transparence dans la gestion des fonds pour les autres pays, demandée particulièrement par l'Allemagne. On peut trouver trois raisons des disputes autour du fidéicommis. La première était le fait de confier l'administration du fidéicommis au PNUD, qui avait le droit de parole et surtout le droit de vote. Pour un gouvernement nationaliste critique de l'actuation des institutions internationales dans le pays, cela représentait une perte de souveraineté pour l'Equateur : l'Initiative Yasuní-ITT étant une politique publique du gouvernement équatorien, elle devait être gérée par l'Etat équatorien, sans conditionnement et intrusion extérieurs, et être en accord avec la politique gouvernementale et notamment avec le Plan national pour le Bien Vivre. La proximité de Roque Sevilla et de Yolanda Kakabadse, une autre membre de la commission, avec les organisations internationales

---

<sup>790</sup> Ce qui a abouti notamment au document officiel présenté en septembre 2009 et intitulé « Yasuní-ITT. Una Iniciativa para cambiar la historia ».

peut aussi être une explication. La deuxième dispute tournait autour de la caractérisation des certificats de garantie Yasuní (CGY) : la proposition était que si l'Etat venait à exploiter ce pétrole, ces certificats se convertiraient en titres de la dette extérieure de l'Equateur pouvant être échangés sur les marchés financiers internationaux. Un an après avoir déclaré une partie de la dette équatorienne illégitime et illégale, le président Correa critiqua ces négociations et refusa de signer l'accord.

Enfin, selon Guillaume Fontaine, une troisième raison politique s'ajouterait à ces deux premières : le caractère trop conservateur de l'accord. L'objectif de « conserver efficacement et de prévenir la déforestation de 40 espaces protégés », comme stipulé dans la première proposition de l'équipe négociatrice, ainsi que celui du reboisement impliquaient que l'ensemble de l'aire supervisée par le directoire du fidéicomis équivalait à quasiment la moitié du territoire équatorien : 48 000 km<sup>2</sup> d'espaces protégés, 50 000 km<sup>2</sup> de territoires indigènes et afro-équatoriens et 10 000 km<sup>2</sup> d'espaces privés de reboisement<sup>791</sup>. Selon Fontaine, « au lieu de financer le développement économique ou de substituer la rente pétrolière pour financer les dépenses publiques, ce que prétendaient financer les concepteurs de ce fonds c'était une politique de l'environnement fondée sur la conservation. »<sup>792</sup> Cette politique de conservation supposait, de manière implicite, la cessation de toute activité extractiviste dans le Parc national Yasuní, d'où provenait un tiers de la rente pétrolière nationale, ce qui était impossible pour un pays dépendant de cette rente. Suivant l'argumentaire de Fontaine, l'objectif des secteurs écologistes les plus radicaux au sein du gouvernement allait au-delà de la non-exploitation des champs ITT : il était d'engager une transition plus ou moins rapide vers une économie post-pétrolière en promouvant l'arrêt de toute exploitation sur la moitié du territoire équatorien. Cette raison renvoie aux tensions internes au gouvernement Correa, analysées dans le chapitre précédent, entre le post-capitalisme dont le symbole était l'Initiative Yasuní-ITT et les secteurs néo-développementistes. Pour reprendre les mots de Fontaine : « En fin de compte, tout porte à croire que la proposition de moratoire au projet ITT ne doit pas être analysée comme une proposition économique ou technique, mais comme une proposition idéologique, qui oppose de façon irréductible l'écologisme utopique à la politique

---

<sup>791</sup> Fontaine, Guillaume, 2010, *Gaz et pétrole en Amazonie. Conflits en territoires autochtones*, Paris, L'Harmattan, p. 181.

<sup>792</sup> *Ibidem*.

pétrolière. [...] Cette proposition ne fait que polariser le débat autour de la rationalisation des activités pétrolières en Equateur. »<sup>793</sup>

### *B) L'initiative Yasuní-ITT dans le cadre des négociations internationales*

Lorsque l'Initiative Yasuní-ITT est entrée dans le cadre des négociations internationales, elle n'était plus totalement sous le contrôle du gouvernement équatorien. En effet, la position géopolitique de l'Equateur ne lui permet pas de peser sur les décisions internationales, ni de remettre en cause le cadre des négociations sur le changement climatique. Avec l'Initiative Yasuní-ITT, il faut toutefois atténuer cette affirmation puisque celle-ci a permis à l'Equateur d'avoir une certaine présence dans les forums internationaux et autres espaces multilatéraux et a réussi à construire l'image d'un pays d'avant-garde dans la lutte contre le réchauffement climatique. Il a su profiter de l'effervescence médiatique autour des grands sommets internationaux pour diffuser cette politique publique et ainsi essayer d'être un acteur actif dans les négociations.

Pourtant, malgré le fait, comme nous l'avons déjà analysé, que l'Initiative Yasuní-ITT soit une politique qui remet en cause la logique capitaliste d'accumulation des richesses et d'utilisation des ressources naturelles, cela ne l'a pas empêché, au moment où ont commencé les négociations internationales, de tomber dans les ornières du capitalisme vert, d'autant plus facilement que certains acteurs gouvernementaux équatoriens étaient proches de cette idéologie. Une fois décidés le cadre légal et les objectifs de cette politique, le problème est que l'Equateur devient dépendant des autres pays, notamment les pays riches du Nord, par le fait d'avoir conditionné la non-exploitation du pétrole par l'obtention des contributions internationales, même si celles-ci étaient bien entendu nécessaires pour le budget de l'Etat équatorien. C'est alors que ce dernier va adapter sa stratégie à ce contexte international.

La première décision forte est d'avoir inscrit l'Initiative Yasuní-ITT dans la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (UNFCCC selon ses sigles en anglais) en tant que proposition clé pour lutter contre le changement climatique. Cela se fonde sur deux des principaux arguments du gouvernement équatorien quant à ce projet : le principe de responsabilité commune mais différenciée pour les dommages environnementaux globaux et la dette écologique. La question que

---

<sup>793</sup> *Ibidem*, p. 186.

se sont posés les différents observateurs est pourquoi avoir inclus l'Initiative Yasuní-ITT dans le cadre de la UNFCCC, sachant que, de ce fait, le gouvernement équatorien insistait sur le fait de laisser le pétrole sous terre, sa proposition la plus polémique. Cette question en implique une autre : pourquoi ne pas l'avoir inclus dans l'autre grand texte international qu'est la Convention sur la Diversité Biologique (ou sur la Biodiversité, CDB), traité international adopté en 1992 lors du Sommet de la Terre à Rio ?

Inclure l'Initiative Yasuní-ITT dans le cadre de l'UNFCCC c'est mettre l'accent sur les émissions de carbone quand on sait qu'au niveau global, les émissions évitées grâce à ce projet, 410 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>, ne représentent qu'un très faible pourcentage. Alors que positionner cette politique dans le cadre de CDB c'est insister sur la conservation de la mégabiodiversité du Parc national Yasuní qui, comme on l'a vu, représente une richesse unique dans le monde. S'il existe un certain scepticisme sur la contribution globale du projet en ce qui concerne la non-émission de gaz à effet de serre<sup>794</sup>, ce n'est pas le cas en ce qui concerne la protection de la biodiversité. Mais le gouvernement équatorien avait compris que, tant au niveau politique que communicationnel, la force de l'Initiative Yasuní-ITT était le fait de laisser le pétrole sous terre et, ainsi, de cibler une ressource qui est à l'origine de la majorité des émissions de CO<sub>2</sub>. L'Equateur avait pour objectif de proposer une nouvelle orientation pour les négociations internationales sur les changements climatiques.

Toutefois, devant le manque de volonté des pays du Nord à contribuer à ce projet, l'Equateur a décidé, parallèlement à l'UNFCCC, de présenter l'initiative au sein de la CDB. L'argument principal était que la conservation d'un des écosystèmes les plus sensibles et une des plus importantes biodiversités du monde a une valeur inestimable et incomparable à l'argent que pourrait obtenir l'Equateur en exploitant le pétrole. C'est aussi l'argument de Brice Lalonde, l'ancien ambassadeur français pour les négociations sur les changements climatiques, qui disait que l'Equateur devait insister sur ce qu'il y avait « au-dessus de la terre et non en-dessous »<sup>795</sup> c'est-à-dire valoriser la protection de la riche biodiversité et non le fait de laisser le pétrole sous terre. De plus, il ajoutait que, pour cela, il y a déjà beaucoup d'argent disponible immédiatement dans le fonds créé par la CDB, ce qui ne pouvait pas laisser le gouvernement équatorien insensible. Mais l'inclusion de cette politique dans la CDB pouvait la réduire à son

---

<sup>794</sup> Par exemple, Romain Pirard, un économiste de l'IDDRI (Institut du développement durable et des relations internationales), spécialiste des forêts et des mécanismes REDD.

<sup>795</sup> Réunion avec Brice Lalonde à Quito le 8 juillet 2010.

simple apport écologique, certes important, et ne pas prendre en compte la multi-dimensionnalité du projet, ni son grand apport politique.

Pourtant, petit à petit, c'est cette stratégie-là qui a pris le dessus. La radicalité de laisser le pétrole sous terre éloignait les possibles contributeurs donc la communication de la commission en charge des négociations internationales s'est orientée vers la valorisation de la biodiversité. De plus, la commission s'est adaptée à la logique politique des négociations sur le réchauffement climatique, dont le concept central, depuis la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable qui a eu lieu à Rio, en juin 2012, est l'économie verte<sup>796</sup>. Il s'agit d'une réponse capitaliste à une crise capitaliste en même temps qu'une tentative de rénover le concept de développement durable, qui avait perdu de sa légitimité après sa récupération par les entreprises pour leur communication.

Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) définit ce concept comme « un système d'activités économiques liées à la production, distribution et consommation de biens et services qui aboutissent à des améliorations du bien-être humain à long terme, sans, en même temps, exposer les générations futures à des risques environnementaux et des pénuries écologiques significatives. »<sup>797</sup> Cette définition ressemble beaucoup à celle du développement durable mais cherche à mettre en place un cadre de régulation économique de certains secteurs en lien avec les technologies des énergies renouvelables, l'efficacité énergétique ou les transports et l'agriculture soutenables. Cette vision économiciste cherche ouvertement à continuer avec l'objectif de croissance économique sans prendre en compte que le caractère fini du monde, dans lequel se développe cette économie, et ses limites physiques. De plus, elle reproduirait les inégalités dans la géopolitique et les échanges internationaux, les pays du Nord étant ceux qui édictent les règles et les normes de soutenabilité à respecter ce qui pourrait aboutir à reproduire les rapports de force internationaux et les cycles d'endettement des pays du Sud pour l'acquisition des technologies soutenables.<sup>798</sup>

Un premier objectif de l'économie verte est de « décarboniser » l'économie, c'est-à-dire de substituer les combustibles fossiles par des énergies renouvelables et des

---

<sup>796</sup> Voir le dossier sur l'économie verte des Cahiers français, n° 355, mars-avril 2010, La documentation française.

<sup>797</sup> Serrano Mancilla, Alfredo, Martin Carrillo, Sergio, 2011, « La economía verde desde una perspectiva de América Latina », *Policy Paper*, n°14, FES-ILDIS, septembre, p. 7.

<sup>798</sup> Correa Delgado, Rafael, Falconi Benítez, Fander, 2012, « Después de Rio + 20 : bienes ambientales y relaciones de poder », *Revista de Economía Crítica*, n° 14, second semestre, p. 258.



technologies à faibles émissions de CO<sub>2</sub>.<sup>799</sup> Les nouvelles technologies et l'innovation sont appelées à régler le problème du réchauffement climatique grâce au remplacement des énergies polluantes par des énergies renouvelables. Cela ne prend pas en compte le fait que les matériaux nécessaires à la fabrication de ces énergies vertes viennent de ressources non renouvelables.<sup>800</sup> Il s'agit d'une nouvelle adaptation du système capitaliste à la crise écologique générée par le réchauffement climatique qui, de plus, pourrait aider à régler la crise économique car les secteurs d'investissement de l'économie verte généreraient de la croissance économique. Cette accumulation continue de capital serait possible pour les entreprises qui disposent déjà du capital nécessaire à l'investissement dans la recherche et dans ces nouvelles technologies.

Mais ce n'est qu'une facette de l'économie verte. En effet, dans le système capitaliste, l'objectif est l'entrée dans la logique du marché de tous les espaces possibles. Cela concerne aussi la nature qui, par intégration successives de certaines de ses composantes, n'échappe pas à cette tendance. L'officialisation de l'économie verte comme concept central des négociations internationales de lutte contre le changement climatique amplifie ce phénomène. Prenons un exemple d'application de ce type d'économie : l'Amazonie y est considérée comme un puits pouvant capturer les gaz carboniques et non comme une région fondamentale pour sa grande biodiversité de la faune et la flore ou encore la reproduction des cycles de vie de la nature. A partir de cette logique, la valeur d'échange des services environnementaux sont au-dessus de la valeur d'usage de ces services et l'Amazonie est ainsi susceptible d'entrer dans le mécanisme REDD ou sur le marché de carbone, devenant une nouvelle source d'accumulation de capital. Ces dispositifs s'insèrent dans les Mécanismes de développement propre (MDP) établis par le Protocole de Kyoto avec comme objectifs de « faciliter la réalisation des engagements des pays de l'Annexe 1 (en limitant le risque lié à l'atteinte de l'objectif et le coût qui y est associé) et participer à un développement soutenable dans les PED [pays en développement] »<sup>801</sup>. Cela permet aux pays industrialisés, en s'appuyant sur le secteur privé, d'investir dans les pays du Sud à moindre coût et en limitant les risques, dans des projets de réduction d'émissions qui seront pris en compte dans leur comptabilité au titre de leur engagement. Toutefois, ils

---

<sup>799</sup> Bermann, Célio, 2012, « Economía verde: ¿una vía para otro mundo posible? Debates científicos e intereses políticos en torno de Río+20 », *Nueva Sociedad*, n° 239, mai-juin, p. 11-23.

<sup>800</sup> Pour une meilleure compréhension, voir la critique faite au capitalisme vert et le thème des technologies de Tanuro, Daniel, 2012, *L'impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte.

<sup>801</sup> Galharret, Sophie, 2010, « Le marché carbone comme soutien à la transition ? », Iddri, coll. Idées pour le débat, n°2, Mai, p. 4.

ont reproduit les inégalités du commerce international en constituant un instrument supplémentaire pour attirer les investisseurs dans des pays déjà attractifs.<sup>802</sup>

Si les Etats sont centraux dans les négociations internationales, d'autres acteurs interviennent, par exemple, les experts, les ONG et les entreprises. Ces dernières ont déployé un puissant lobby pour prévenir l'adoption de mesures trop fortes, que ce soit pour la limitation des émissions de gaz à effet de serre, la discussion autour de possibles impôts mais aussi en faveur de l'essor des MDP. La forte présence de ces autres acteurs a eu une influence sur l'évolution de la stratégie de l'Initiative Yasuní-ITT. Quand Ivonne Baki en était la responsable, elle avait choisi d'orienter cette stratégie vers le financement de cette politique publique par les entreprises ou les grandes ONG, allant jusqu'à représenter 10% du total des fonds, comme nous l'avons vu dans l'introduction de ce chapitre.

Pour le moment, les Etats préfèrent opter pour les mécanismes de marché plutôt que pour les impôts ou d'autres alternatives non capitalistes, redistribuant ainsi la contrainte au secteur privé. Si les MDP ont été pensés pour les PED, dans le Protocole de Kyoto, son pendant pour les pays industrialisés est le marché de carbone qui reprend une vision libérale de l'écologie avec le principe pollueur/payeur : les atteintes à l'environnement doivent être facturées aux pollueurs ce qui aidera à lutter contre celles-ci, mettant en place un véritable marché de droits à polluer avec des quotas échangeables. Cette technique est souvent appelée « *cap and trade* » où « l'objectif est fixé par les pouvoirs publics, il se traduit par l'attribution d'un volume de quotas (*cap*), puis le marché (*trade*) intervient. »<sup>803</sup>

Une des critiques faites à ce mécanisme, outre sa logique néolibérale<sup>804</sup>, pointe l'absence de sanction de la responsabilité des pollueurs. Les sanctions légales sont remplacées par un prix à payer et le respect de la loi par des marchés de services environnementaux. Ce marché est aussi sous le contrôle strict et sous la gestion des pays du Nord et donc des plus grands pollueurs. L'exemple du marché européen, créé en 2006, démontre les dysfonctionnements de ce type de marché. Pour calculer le prix de la tonne de CO<sub>2</sub>, plusieurs paramètres interviennent comme le prix du pétrole et du gaz ou

---

<sup>802</sup> A partir des données de la Banque Mondiale, Aurélien Bernier montre qu'en 2007, la Chine attire 73% des crédits générés par les projets MDP, le Brésil 6%, l'Inde 5% et le reste du monde 15%. Bernier, Aurélien, 2008, *Le climat otage de la finance. Ou comment le marché boursicote avec les "droits à polluer"*, Paris, Mille et une nuits, p. 68.

<sup>803</sup> Bernier, Aurélien, 2008, *Le climat otage de la finance. Ou comment le marché boursicote avec les "droits à polluer"*, Paris, Mille et une nuits, p. 25.

<sup>804</sup> Lohmann, Larry, 2012, *Mercados de carbono. La neoliberalización del clima*, Quito, Abya Yala.

encore les intempéries et variations climatiques de saisons. Mais le plus important est le volume de quotas mis sur le marché par chaque Etat dans ce cas-là. Si le volume est trop faible, cela peut avoir un effet décourageant pour les entreprises qui ne vont pas prendre le risque d'investir sur ce marché. Si le volume est trop important, les entreprises vont facilement remplir leurs objectifs ce qui fera chuter la demande et le prix de la tonne de CO2 s'effondrera. C'est ce qui s'est passé avec le marché européen, le prix passant de 30 euros la tonne en avril 2006 à 15 euros fin avril et moins de 10 euros en novembre 2006, pour arriver à moins d'un euro en février 2007 et deux centimes fin 2007.<sup>805</sup>

Les MDP et le marché de carbone créent le mythe de la « neutralité carbone »<sup>806</sup> : le volume économisé par le développement de projets propres viendrait compenser (ou annuler) les émissions réellement émises. L'échelle de temps de la pollution et de la dépollution n'est pas la même : par exemple, les effets de la coupure d'un arbre sont plus rapides (quelques heures) que ceux de la plantation d'un autre arbre (plusieurs années). C'est pour cela qu'il vaut mieux éviter de polluer. C'est avec cette idée-là qu'en 2008, l'ancienne commission en charge de l'Initiative Yasuní-ITT, avec à sa tête Roque Sevilla, proposait de l'introduire sur les marchés de carbone qui existait déjà en Europe et en instance de création aux Etats-Unis. L'objectif était d'adapter les Certificats de Garantie Yasuní (CGY) au marché de carbone avec la finalité de transformer les 407 millions de tonnes de CO2 en « bons carbone ». Toutefois, ce mécanisme a été refusé les Européens car l'introduction des CGY sur le marché était contraire à la logique de payer pour polluer : cela aurait signifié payer pour éviter les émissions. Deux types de réactions ont pu être observés dénotant deux manières de comprendre l'Initiative Yasuní-ITT. D'un côté, ce refus a été perçu comme une grande déception par Roque Sevilla, partisan du capitalisme vert, qui voyait le marché de carbone comme un système alternatif de financement au cas où les pays du Nord décideraient de ne pas contribuer au projet. De l'autre côté, les organisations altermondialistes et écologistes l'ont perçu avec soulagement car cela aurait signifié faire entrer l'Initiative Yasuní-ITT sur le marché alors que sa logique est contraire à celle de la marchandisation de la nature.

## Conclusions du chapitre

---

<sup>805</sup> Bernier, Aurélien, 2008, *Le climat otage de la finance. Ou comment le marché boursicote avec les "droits à polluer"*, Paris, Mille et une nuits, p. 50-52.

<sup>806</sup> *Ibidem*, p. 96.

Au fur et à mesure que le prix du baril de pétrole augmentait au niveau international, les tensions au sein du gouvernement, particulièrement entre les ministres et autorités des secteurs stratégiques proches du lobby pétrolier et les tenants du Bien Vivre proches des milieux écologistes, s'accroissaient. En effet, si en 2008-2009, lorsque le pétrole était au plus bas à cause de la crise internationale, l'exploitation du pétrole lourd des champs ITT était moins attractive, les bénéfices pour l'Etat devenaient de plus en plus importants à partir de 2010. Le manque de réactivité au niveau international et les conséquences des élections de 2013 qui ont redessiné les priorités et les rapports de force au sein de la Révolution Citoyenne, ont eu raison de cette utopie mobilisatrice qu'était l'Initiative Yasuní-ITT. La priorité donnée à la lutte contre l'extrême pauvreté et au changement de la matrice productive qui nécessitait des ressources financières urgente et le renforcement des positions des ministères liés au secteur stratégiques avec l'arrivée d'un de ses plus importants représentants, Jorge Glas, au poste de vice-président, ont renforcé le caractère néo-développementiste du gouvernement.

La fin de l'initiative en août 2013 est un bon indicateur des arguments développementalistes et des anti-extractivistes. Le président Correa a soutenu que la lutte contre la pauvreté et les besoins en services publics de la population équatorienne ne pouvaient pas attendre la bonne volonté des contributeurs internationaux. Ainsi, les ressources financières de l'exploitation des champs ITT devraient servir pour améliorer les conditions de vie de la population et aider au changement de la matrice productive.

Cette décision a généré une vague de protestations et de mobilisation de secteurs qui soutenaient la thèse reliant la non-exploitation avec le Bien Vivre. Cette conflictualité socio-politique venait principalement de l'apparition du collectif *Yasunidos* dont la base sociale était constituée de l'ONG *Acción ecológica* et de jeunes étudiants de classe moyenne urbaine, surtout de Quito. La principale revendication de ce collectif était que le peuple équatorien décide de l'exploitation ou non des champs ITT à travers une consultation populaire, et non par une décision de l'Assemblée nationale<sup>807</sup>. Ce mécanisme de participation est prévu dans la Constitution. Toutefois, ils n'ont pas rempli leur objectif qui était de collecter le nombre de signatures nécessaires pour

---

<sup>807</sup> L'Assemblée nationale a autorisé l'exploitation des champs ITT avec l'approbation, le 3 octobre 2013, de la Déclaration d'Intérêt National de l'Exploitation Pétrolière des Blocs 31 et 43 dans le Parc National Yasuní. Voir le document au lien suivant :

<http://yasunitransparente.ambiente.gob.ec/documents/348542/351018/DECLARATORIA+DE+INTER+C3%89S+NACIONAL.pdf/5413f1f5-186d-44c7-90b1-b80b85057bad;jsessionid=5KhvVZQIpnEga8BCqIaEyTmE>

appeler à ce référendum, principalement à cause de la mauvaise organisation et du sectarisme d'*Acción ecológica* qui refusait l'aide de personnes et organisations réputées proches du gouvernement (mais qui ne soutenaient pas la décision de l'exploitation de l'ITT), de l'importante campagne de communication du gouvernement pour défendre sa décision et du faible travail politique de diffusion de l'Initiative Yasuní-ITT au sein de la population équatorienne avant la décision du Président Correa.

L'échec de l'Initiative Yasuní-ITT laisse l'espace à un contexte politique encore plus compliqué pour les gauches et les mouvements sociaux qui ont pour objectif de mettre en œuvre les concepts que contenaient cette politique autour de l'écosocialisme et du Bien Vivre. Elle constituait un premier vers la construction d'un modèle de civilisation qui aurait pu articuler justice sociale et urgence climatique. Elle représentait aussi une alternative qui remettait en question le modèle extractiviste – d'autant plus dans un pays dépendant de l'exploitation et l'exportation de ses ressources naturelles – et une option pour construire une société basée sur le Bien Vivre.

L'analyse du cas particulier de l'Initiative Yasuní-ITT nous permet de montrer qu'une politique publique de transition vers une société du Bien Vivre avec une approche post-pétrolière et post-capitaliste, ne peut pas s'extraire de rapports de force politiques que ce soit à l'intérieur du gouvernement qui la propose comme au niveau géopolitique. Elle représente un premier exemple d'une politique ambitieuse qui va plus loin que le post-néolibéralisme en remettant en cause les fondements de la société capitaliste et constituait un premier pas vers la construction d'un modèle socio-économique qui aurait pu articuler justice sociale et urgence climatique.

Son échec n'enlève en rien l'intérêt de son étude. Au contraire, en plus de sa richesse théorique que nous avons essayé d'analyser, cette politique était traversée, depuis son apparition, par des tensions qui ont rythmé les six années de son existence : entre théorie et pratique, entre la volonté politique d'un secteur du gouvernement et la *realpolitik* pétrolière. Même si nous n'avons pas insisté sur ce point-là, l'Initiative Yasuní-ITT nous aide à illustrer la complexité des processus post-néolibéraux en Amérique latine, surtout pour leur dépendance avec l'extractivisme et les difficultés à en sortir. Sans politique et articulation régionale, il est extrêmement difficile pour un seul pays de remettre en cause ce modèle d'accumulation. Le système socio-économique global, avec ses normes, ses institutions, ses rapports de force est une camisole de force très puissante.

## **Conclusions : Le Bien Vivre : un nouveau projet d'émancipation pour les capitalismes périphériques ?**

Tout au long de ce travail, nous avons analysé le Bien Vivre depuis la théorie politique, en remettant cette idée politique dans son contexte d'apparition régional et national, en montrant les points communs et les différences entre les courants qui la composent, en étudiant la trajectoire des acteurs et intellectuels qui la produisent et en la confrontant aux grands défis politiques de l'Amérique latine en général et de l'Équateur en particulier, comme la sortie de l'extractivisme, les débats autour du développement et l'élaboration d'une alternative post-capitaliste et la transition écosociale qui doit l'accompagner. L'analyse du cas particulier de la Révolution Citoyenne en Équateur nous a permis de délimiter des difficultés et obstacles politiques, économiques et culturels pour une transition écosociale qui vise à remettre en cause le capitalisme. En cela, le Bien Vivre « peut être l'objet d'attention académique, en premier lieu comme ressource rhétorique qui rompt avec le langage et les cadres de la pensée dominante »<sup>808</sup>.

En plus du Bien Vivre, nous avons abordé certains débats qui ont eu lieu sur les gouvernements post-néolibéraux en Amérique latine, à partir du cas de la Révolution Citoyenne. Le premier a trait au populisme que certains de ces gouvernements – principalement Chavez au Venezuela, Morales en Bolivie ou Correa en Équateur – ont remis à l'ordre du jour, à tel point qu'ils ont servi d'exemple en Europe pour certains mouvements politiques comme Podemos en Espagne et la France Insoumise en France. Le populisme aide à renouveler la gauche, si ce n'est dans sa pensée, au moins dans sa manière de faire de la politique. Il ne s'agit pas d'imposer son point de vue, sa théorie, sa pensée politique. Il ne suffit pas de démontrer que le capitalisme est mauvais sinon de développer une nouvelle hégémonie émancipatrice.

Il y a eu aussi de nombreux débats à partir de 2015, au moment des défaites des forces au pouvoir, lors des élections présidentielles en Argentine, des élections législatives au Venezuela et de l'*impeachment* contre Dilma Rousseff au Brésil, pour comprendre les causes d'une possible fin de cycle des régimes post-néolibéraux en Amérique latine. Ces controverses ont surtout opposé des auteurs critiques des gouvernements progressistes au pouvoir à d'autres qui les soutenaient. Les critiques les plus

---

<sup>808</sup> Belotti, Francesca, 2014, « Entre *bien común* y *buen vivir*. Afinidades a distancia », *Iconos*, n° 48, p. 50.

importantes tournaient autour de deux axes : le manque de radicalité dans les réformes structurelles de l'économie c'est-à-dire la non-remise en cause de l'extractivisme, voire son approfondissement, et un exercice vertical du pouvoir de l'Etat vers la société, d'où le manque d'intégration des acteurs sociaux dans les transformations en cours.

Dans cette partie de conclusions, nous voulons montrer que le Bien Vivre, au-delà des tensions entre ses courants et de son application ou non par le gouvernement de Rafael Correa en Equateur, pourrait représenter un nouveau projet d'émancipation pour les capitalismes périphériques. Pour cela, nous resituerons ces débats dans le contexte international dans lequel surgit le Bien Vivre. Puis, nous élaborerons ce que pourraient être les grands traits d'une transition écosociale depuis le Bien Vivre, sans omettre les difficultés que nous avons pu étudier avec la Révolution Citoyenne. Enfin, dans cette transition, nous verrons quel serait le rôle de l'Etat.

## **I. Contexte international d'apparition du Bien Vivre**

Le Bien Vivre apparaît quand la question écologique commence à être centrale dans les revendications du mouvement altermondialiste et au milieu des questionnements de la notion de développement durable. Dans la seconde moitié du XXème siècle, l'idée de développement s'impose comme vecteur central de l'idéologie moderne du progrès, surtout depuis le discours du président Truman à l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 1947. Le processus linéal d'évolution, essentiellement économique, impulsé par la maxime du progrès, est basé sur l'appropriation des ressources naturelles, motivé par différentes versions de l'efficacité et de la rentabilité économique et orienté vers l'émulation du style de vie occidental<sup>809</sup>, ce qui a conduit à une dégradation de l'environnement.

Nous avons vu que les auteurs du Bien Vivre critiquent la croyance quasi religieuse en la croissance qui s'est développée parallèlement à l'expansion de la marchandisation du monde et de chaque sphère de la vie. La promesse de justice basée sur la croissance, et donc sur l'accumulation infinie de capital, ne peut plus résister aux désastres sociaux et environnementaux actuels. Les besoins fabriqués, ajoutés aux hauts niveaux de consommation, mais aussi à l'obsolescence programmée des objets et produits,

---

<sup>809</sup> Gudynas, Eduardo, Acosta, Alberto, 2011, « *La renovación de la crítica al desarrollo y el buen vivir como alternativa* », *Utopía y Praxis Latinoamericana, Revista Internacional de Filosofía Iberoamericana y Teoría Social*, n°53, p. 71-83 ; Latouche, Serge, 2009, *Decrecimiento y posdesarrollo. El pensamiento creativo contra la economía del absurdo*, Madrid, El Viejo Topo.

débouchent sur une production massive de déchets polluants, ce qui génère de graves conséquences sur la santé des populations et sur les écosystèmes. En parallèle à l'idée de croissance, la marchandisation du monde et de chaque sphère de la vie s'étend et s'attaque, dans les trente dernières années, aux biens communs et publics.

Nous avons vu que le Bien Vivre apparaît au début des années 2000. C'est aussi à cette période que Paul Crutzen invente le néologisme de l'anthropocène<sup>810</sup> qui caractérise l'apparition d'un nouveau phénomène : l'influence de plus en plus importante des sociétés humaines sur la nature et ses cycles de reproduction serait telle que nous serions entrés dans une nouvelle période géologique, remplaçant la période interglaciaire, l'Holocène, dans laquelle l'être humain serait devenu une force géologique capable de transformer le climat et les cycles géochimiques de la planète. D'autres auteurs préfèrent le concept de Capitalocène<sup>811</sup> à celui d'Anthropocène car il présente l'avantage de pouvoir « offrir une histoire rematérialisée et “écologisée” du capitalisme »<sup>812</sup>. Un des arguments des tenants du Capitalocène est que le concept d'Anthropocène peut amener une confusion en responsabilisant l'ensemble des êtres humains du réchauffement climatique.

Quoiqu'il en soit, il existe une réalité qui est indiscutable : les concentrations de ces gaz dans l'atmosphère augmentent progressivement depuis 1750 et de manière exponentielle depuis la seconde moitié du XXe siècle, tout comme une vingtaine d'autres paramètres du système Terre (par exemple, la population, la consommation d'eau, les grandes inondations, la perte de forêts et forêts tropicales, la consommation d'engrais, etc.<sup>813</sup>).

L'Anthropocène est communément associé à deux séries de graphiques publiés en 2015 par Will Steffen et son équipe<sup>814</sup> à partir de données allant de 1750 à 2010 : la première illustre la dynamique socio-économique de nos sociétés (par exemple avec l'évolution

---

<sup>810</sup> Crutzen, Paul J., 2007, « La géologie de l'humanité : l'Anthropocène », *Ecologie & politique*, n° 34, p. 141-148 (traduction de l'article original de Crutzen paru dans la revue *Nature* le 3 janvier 2002).

<sup>811</sup> Campagne, Armel, 2017, *Le capitalocène. Aux racines historiques du dérèglement climatique*, Paris, Editions Divergences ; Bonneuil, Christophe, Fressoz, Jean-Baptiste, 2013, *L'événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris, Seuil ; Malm, Andreas, 2017, « Capital fossile : vers une autre histoire du changement climatique », *Revue Période*, 2 février, <http://revueperiode.net/capital-fossile-vers-une-autre-histoire-du-changement-climatique/> (consultée le 14 avril 2017) ; Altvater, Elmar, 2014, « El Capital y el Capitaloceno », *Mundo Siglo XXI*, vol. IX, n° 33, p. 5-15.

<sup>812</sup> Campagne, Armel, 2017, *Le capitalocène. Aux racines historiques du dérèglement climatique*, Paris, Editions Divergences, p. 96.

<sup>813</sup> Voir Bonneuil, Christophe, Fressoz, Jean-Baptiste, 2013, *L'événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris, Seuil, p. 24-25.

<sup>814</sup> Steffen, Will, Broadgate, Wendy, Deutsch, Lisa, Gaffney, Owen, Ludwig, Cornelia, 2015, « The trajectory of the Anthropocene: The Great Acceleration », *The Anthropocene Review*, Vol. 2, n° 1, p. 81-98.



du PIB, de la population, l'usage de l'eau ou de l'énergie primaire) et la seconde présente les modifications de la structure et du fonctionnement de la planète Terre (à travers les tendances du CO<sub>2</sub>, des nitrates, la perte des forêts tropicales ou l'occupation de l'espace terrestre). Ces graphiques montrent ce que les auteurs appellent la « grande accélération » depuis les années post-seconde guerre mondiale, ce qui correspond à l'émergence de la société de consommation, celle-ci étant fortement critiquée par les auteurs du Bien Vivre, comme nous l'avons vu dans le chapitre 2.

L'usage des énergies fossiles a multiplié par 16 la consommation d'énergie au XX<sup>ème</sup> siècle.<sup>815</sup> Parmi ces énergies fossiles, l'usage disproportionné du pétrole durant cette période est une des causes de ce phénomène. Le pétrole est la ressource naturelle symbolique de l'anthropocène. C'est l'énergie emblématique du XX<sup>ème</sup> siècle, celle qui a permis le boom de l'industrialisation pendant la deuxième révolution industrielle et l'accélération de la circulation des marchandises au niveau mondial à travers des moyens de transport chaque fois plus rapides, amples et capables d'effectuer de longue distance. Cette ressource naturelle facile à exploiter et pas chère responsable de l'expansion spatiale du capitalisme à l'ensemble du globe. L'extension spatiale du capital pour trouver de nouveaux marchés où écouler les marchandises afin d'augmenter les bénéfices amène à développer plus d'infrastructures, à utiliser plus de transports, ce qui entraîne une utilisation chaque fois plus grande de cette ressource naturelle.

Le capitalisme ne peut pas se passer de cette ressource. C'est aussi en analysant cela que l'on se rend compte de l'utopie révolutionnaire qu'est l'Initiative Yasuní-ITT analysée dans le chapitre 4 : laisser le pétrole sous terre c'est en fin de compte remettre en cause la base de la société capitaliste thermo-industrielle. Or, dans l'Anthropocène, cela n'est pas possible d'où le fait que les pays riches aient refusé de financer cette politique publique qui aurait pu mettre en péril notre société.

Le Bien Vivre insiste sur la crise de civilisation que traverse le monde, caractérisée comme un ensemble de crises : économique, financière, sociale, culturelle, écologique, alimentaire, énergétique, hydrique, politique, morale.<sup>816</sup> La nature même de cette crise

---

<sup>815</sup> Bonneuil, Christophe, Fressoz, Jean-Baptiste, 2013, *L'événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris, Seuil, p. 26.

<sup>816</sup> Álvarez Cantalapedra, Santiago, 2011, « La civilización capitalista en la encrucijada », in Álvarez Cantalapedra, Santiago (Ed.), *Convivir para perdurar. Conflictos ecosociales y sabidurías ecológicas*, Barcelona, Icaria, p. 17-36 ; Riechmann, Jorge, Carpintero, Oscar, 2014, « ¿Cómo pensar las transiciones poscapitalistas? », in Riechmann, Jorge, Carpintero, Oscar, Matarán, Alberto, 2014, *Los inciertos pasos desde aquí hasta allá: alternativas socioecológicas y transiciones poscapitalistas*, Granada, Universidad de Granada, p. 29-124 ; Riechmann, Jorge, 2015, « La revolución (ecosocialista y ecofeminista)

exige la recherche de solutions innovantes et une profonde remise en question des fondements et des valeurs sur lesquels s'est construite la société capitaliste. Les crises sont essentielles au capitalisme pour se reproduire, se transformer et s'adapter aux nouvelles conditions de son environnement et « de fait, la manière de sortir d'une crise contient en elle-même les racines de la crise suivante »<sup>817</sup>.

Ces crises nous obligent à repenser et redéfinir la relation des sociétés humaines avec la nature<sup>818</sup> et proposer une politique émancipatrice<sup>819</sup>. Pour cela, il faut « rompre avec une partie des croyances qui sont devenues nôtres avec l'avènement de la modernité : le caractère intrinsèquement bon de la maximisation de la production, le progrès confondu avec l'augmentation des quantités, de l'efficacité et de la puissance ; la passion du luxe et de l'enrichissement personnel ; la satisfaction individuelle érigée en critère principal d'évaluation... »<sup>820</sup>.

Devant cette crise de civilisation, le Bien Vivre est une alternative possible et nécessaire pour les capitalismes périphériques, notamment parce qu'il invite à débattre sur les thèmes qui préoccupent une grande partie de ces pays, comme nous avons pu le voir tout au long de ce travail : la question du développement, la relation société-nature, la remise en cause de des régimes d'accumulation que sont le consumérisme et l'extractivisme, la nécessité de remettre en cause la géopolitique mondiale et ses mécanismes de dépendance des pays les plus pauvres, etc.

## **II. Bien Vivre et construction d'une contre-hégémonie post-capitaliste**

Le concept d'hégémonie de Gramsci nous aide à comprendre les formes de domination qui existent dans un contexte particulier. Il faut rappeler que « l'hégémonie n'est pas une domination unilatérale, imposée par la force brute ou un développement économique implacable. Elle suppose le consentement des populations, au moins jusqu'à un certain point. Pour cela, elle doit leur procurer un avantage matériel et/ou

---

tendríamos que haberla hecho ayer », *Theomai. Estudios Críticos sobre Sociedad y Desarrollo*, n°32, deuxième semestre, p. 13-35.

<sup>817</sup> Harvey, David, 2014, *17 contradicciones y el fin del capitalismo*, Quito, Instituto de Altos Estudios Nacional, p. 12.

<sup>818</sup> Larrère, Catherine, Larrère, Raphaël, 1997, *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, Paris, Aubier.

<sup>819</sup> Flipo, Fabrice, 2014, *Pour une philosophie politique écologiste*, Paris, Textuel.

<sup>820</sup> Méda, Dominique, 2013, *La mystique de la croissance. Comment s'en libérer?*, Paris, Flammarion, p. 18.

symbolique. »<sup>821</sup> Avant la construction d'une contre-hégémonie, il est nécessaire de mettre en évidence les formes de domination de la société à transformer.

Les nouvelles pensées critiques actuelles vont au-delà de la théorie marxiste et incluent à l'analyse classiste, c'est-à-dire la contradiction capital/travail, d'autres caractéristiques de l'être humain que l'on pourrait résumer sous le concept d'identité. Ce dernier prend une place chaque fois plus importante dans les théories critiques sans toutefois que l'analyse en termes d'exploitation du travail soit obsolète.<sup>822</sup>

Si la centralité du travail est remise en cause, nécessairement celle du sujet de l'émancipation (le prolétariat) l'est aussi. Nous avons déjà analysé qu'Alvaro Garcia Linera pense dépasser cette crise du sujet de l'émancipation faisant des populations indigènes ce sujet révolutionnaire à partir, comme nous l'avons vu, de la connexion entre marxisme et indianisme et plus précisément entre classe paysanne et identité indigène. L'exploitation, concept plus économique avec des conséquences sur l'ensemble des sphères de la vie, et l'aliénation, qui renvoie aux diverses identités, prennent de multiples formes dans les sociétés latino-américaines, que l'application à outrance des recettes néolibérales a approfondies. Et c'est pour lutter contre celles-ci qu'émerge le Bien Vivre comme alternative de transformation radicale de la société.

Ainsi, la question qui se pose ici est l'articulation entre l'amélioration des conditions matérielles de larges secteurs de la population avec la transformation des imaginaires et des subjectivités ou, en d'autres termes, la transformation culturelle. La transformation de la société actuelle ne pourra pas se faire sans une révolution des mentalités. Les débats des dernières années autour de la fin de cycle supposée des régimes post-néolibéraux en Amérique latine ont largement discuté l'hypothèse de la carence de ces processus en ce qui concerne la transformation culturelle, d'où un certain enlisement dans la diffusion de l'hégémonie populaire.

En Equateur, le discours de la Révolution Citoyenne autour, entre autres, des thèmes de l'égalité, la garantie universelle des droits, la récupération des biens publics, de l'intégration des peuples a été persistant. Il n'en reste pas moins qu'il y a de grandes interrogations sur le fait de savoir si ce discours a réussi à altérer l'ordre culturel dominant que l'on peut résumer par les valeurs de l'individualisme moderne : consommation, possession, compétition, propriété privée, etc. Il reste encore à analyser

---

<sup>821</sup> Keucheyan, Razmig, 2019, *Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme*, Paris, La Découverte, p. 14.

<sup>822</sup> Keucheyan, Razmig, 2017 (2010), *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, La découverte, p. 42.

si les changements sociaux et les discours gouvernementaux ont eu, ou non, des effets sur la conscience politique et les représentations sociales de la société pour mettre en œuvre une contre-hégémonie culturelle face à la dynamique marchande qui se trouve dans les espaces de la vie.

Le Bien Vivre représente une alternative politique crédible pour s'opposer à l'hégémonie néolibérale. Le philosophe marxiste cubain José Luis Acanda précise que « l'hégémonie concerne le processus social dans tous ces aspects. C'est-à-dire, toute la reproduction sociale globale. »<sup>823</sup> L'hégémonie idéologique néolibérale s'exprime dans une certaine vision de la société et du progrès. Il s'agit donc pour le Bien Vivre de se présenter comme un projet alternatif de société et de s'attaquer au sens commun à partir duquel se construisent des formes spécifiques de subjectivité. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, le Bien Vivre s'oppose au consumérisme et à l'organisation actuelle de la production. C'est aussi en cela qu'il se pose comme une contre-hégémonie culturelle. Ce changement culturel prendra du temps.

Dans le chapitre 3, nous avons mis en relation le Bien Vivre et les théories du populisme, notamment pour montrer le Bien Vivre était le résultat d'une chaîne d'équivalence des revendications démocratiques de la société équatorienne. Penser le Bien Vivre depuis le populisme c'est aussi faire en sorte que ce concept ne reste pas dans les sphères intellectuelles et académiques mais participe à renouveler les idées et les débats politiques. La stratégie populiste consiste à occuper la centralité de la scène politique. Cela ne signifie pas occuper le centre politique sur l'échiquier politique (ni droite, ni gauche) mais le fait que les autres doivent se positionner par rapport aux idées développées par le mouvement populiste ou, en d'autres mots, faire en sorte que ces idées soient hégémoniques. Si l'ambiguïté idéologique du populisme constitue encore une limite quant à la construction d'un futur possible, pour configurer des attentes d'avenir, le Bien Vivre pourrait constituer une alternative émancipatrice afin d'affronter le néolibéralisme.

Mais la construction d'une hégémonie post-néolibérale n'est pas suffisante pour transformer radicalement la société. Nous l'avons analysé dans le cas particulier de l'Équateur. Si la Révolution Citoyenne a réussi à implanter une certaine hégémonie post-néolibérale avec l'appropriation par les secteurs les plus pauvres de la population

---

<sup>823</sup> Acanda, José Luis, 2012, « Una reflexión sobre la hegemonía y contrahegemonía en tiempos de crisis », in Hidalgo Flor, Francisco, Márquez Fernández, Álvaro (Ed.), *Contra hegemonía y Buen Vivir*, Quito, Universidad Central del Ecuador/Universidad del Zulia – Venezuela, p. 142.

d'un discours sur les droits sociaux qui doivent être garantis par l'Etat, il n'y a pas eu de changement dans le sens commun, comme nous avons pu le voir dans le chapitre 3 lors de l'analyse des mobilisations de 2015. La Révolution Citoyenne n'a pas réussi à développer une contre-hégémonie culturelle au néolibéralisme, ce qui a d'ailleurs eu des conséquences quant à la poursuite de son processus politique, comme a pu le démontrer le retour du néolibéralisme à partir de 2018 avec Lenin Moreno au pouvoir.

Il est donc urgent de construire une contre-hégémonie post-capitaliste qui nous sorte de l'individualisation de la société et de la nécessité de toujours accumuler plus. Il ne suffit pas seulement de rendre évidentes l'exploitation et la domination du système capitaliste, mais de chercher aussi à construire et organiser la volonté de transformation. Si on prend en compte que la bataille politique est une bataille pour l'hégémonie, cela signifie qu'il faut assumer l'existence de différentes visions politiques sur la transformation de la société. Ces visions se doivent d'être articulées car l'hégémonie suppose cette articulation et non la simple suprématie d'une pensée. La gauche doit sortir de ses cercles, renouveler son langage afin de construire une alternative avec les secteurs populaires, et non pas seulement pour les secteurs populaires.

### **III. Bien Vivre et transition écosociale dans les capitalismes périphériques**

Même s'ils ne sont responsables que d'une petite partie des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution mondiale, les capitalismes périphériques doivent entreprendre une transition de leurs systèmes économiques et sociales majoritairement axés sur l'exploitation et l'exportation de leurs ressources naturelles et agricoles. En plus d'accroître leur dépendance aux marchés internationaux dont les prix sont contrôlés par les pays du Nord, leur régime d'accumulation basé sur l'extractivisme crée des problèmes structurels et détruit la base naturelle de leur économie, comme nous l'avons analysé dans le chapitre 2. Il faut quand même éviter l'erreur de penser qu'il n'existe qu'une forme de capitalisme dans ces pays mais plutôt une diversité de modes de développement et de capitalisme.<sup>824</sup>

---

<sup>824</sup> Voir Boyer, Robert, 2012, « Diversité et évolution des capitalismes en Amérique latine. De la régulation économique au politique », *Revue de la Régulation*, n° 11, printemps, <http://journals.openedition.org/regulation/9720>; Bizberg, Ilán, Théret, Bruno, 2012, « La diversité des capitalismes latino-américains : les cas de l'Argentine, du Brésil et du Mexique », *Revue de la Régulation*, n° 11, printemps, <http://journals.openedition.org/regulation/9658>

Pour ce qui est des pays latino-américains, à la différence des pays asiatiques, il existe une culture rentière dans la bourgeoisie de ces pays. Ces comportements rentiers sont favorisés par le manque de politique industrielle depuis quelques décennies et l'appréciation de la monnaie ce qui fragilise ces économies : « l'appréciation de la monnaie et la faiblesse des investissements en recherche expliquent la grande difficulté à exporter des produits à forte élasticité de la demande par rapport au revenu et leur cantonnement – au mieux (sauf quelques rares exceptions) – dans des produits de moyenne technologie. »<sup>825</sup> La transition vers une société du Bien Vivre doit remettre en cause la culture néolibérale mais aussi cette culture rentière qui interdit de transformer le modèle d'accumulation.

Pour éviter une crise climatique et écologique sans retour possible, il faut rompre avec le système et la logique économiques responsables de cette crise.<sup>826</sup> Et les capitalismes périphériques doivent participer à cette rupture et transformation avec des concepts propres comme le Bien Vivre en Amérique latine. La transition écosociale s'accompagne d'une transition vers un autre type de culture, d'autres croyances parce que « si ce système se maintient c'est qu'il s'est construit sur une croyance commune encore bien ancrée en chacun de nous : celle que le bonheur est lié au confort matériel. »<sup>827</sup>

La déconnexion du bonheur et du confort matériel, de l'acquisition de biens et de produits devrait faciliter une politique de la décroissance. Ce qui doit décroître est la production et la consommation de marchandises, d'où la nécessité de mettre en œuvre une « décroissance sélective »<sup>828</sup> c'est-à-dire la décroissance des biens de consommation et la croissance des biens civilisationnels comme l'éducation, la culture, la santé, le logement, etc. Il faut montrer dans la pratique que l'on peut vivre mieux avec moins, en travaillant et en consommant autrement. « Cette limitation volontaire et collective de la sphère de la nécessité permet dès à présent, et permet seule, une extension de la sphère de l'autonomie, c'est-à-dire de la liberté. »<sup>829</sup>

L'expérimentation sociale d'autres manières de vivre en société, de consommer et de produire est importante pour créer une nouvelle culture et un nouveau sens commun.

---

<sup>825</sup> Pierre Salama dans : Clévenot, Mickaël, Michel, Sandrine, 2010, « Itinéraires et trajectoires de développement en Amérique latine et au-delà. Entretien avec Pierre Salama », *Revue de la Régulation*, n° 7, printemps, p. 6, <http://journals.openedition.org/regulation/7913>.

<sup>826</sup> Gorz, André, 2008, *Écologica*, Paris, Editions Galilée, p. 29.

<sup>827</sup> Cabanes, Valérie, « Soigner les blessures de la Terre », *Écologie & Politique*, n° 59, p.107.

<sup>828</sup> Frémaux, Anne, 2011, *La nécessité d'une écologie radicale. La pensée à l'épreuve des problèmes environnementaux*, Paris, Editions Sang de la Terre, p. 39.

<sup>829</sup> Gorz, André, 2008, *Écologica*, Paris, Editions Galilée, p. 100.

Par exemple, selon André Gorz, « l'écologie politique fait ainsi des changements écologiquement *nécessaires* dans la manière de produire et de consommer le levier de changements normativement *souhaitables* dans le mode de vie et les relations sociales. La défense du *milieu de vie* au sens écologique et la reconstitution d'un *monde vécu* se conditionnent et se soutiennent l'une de l'autre. »<sup>830</sup>

Toutefois, elle n'est pas suffisante. D'après les auteurs que nous avons étudiés dans les deux premiers chapitres, le Bien Vivre suppose une autre civilisation face au capitalisme occidental-centré ; un autre style de vie, avec un poids moindre du travail, qui devrait se centrer sur les relations sociales, les loisirs, la culture, la participation politique, etc. ; une autre économie basée sur les besoins réels de la population et non sur le consumérisme et le productivisme ; une autre relation avec la nature en délaissant la vision utilitariste de la nature ; une ampliation de la démocratie et des modes de participation. Et ce programme ambitieux ne peut pas se faire sans l'action de l'Etat comme nous le verrons plus tard.

La transition écosociale doit considérer diverses interdépendances à plusieurs niveaux : 1) les interdépendances sociales, économiques et écologiques ; 2) les interdépendances entre l'individu et le collectif ; 3) les interdépendances entre le niveau local, national et global ; et 4) les interdépendances entre les générations présentes et futures. Comment d'autres formes de conceptualisation de ces interdépendances pourraient être intégrées dans un processus de transition vers une société du bien vivre ? C'est ainsi qu'« une gauche antiproductiviste doit manifester une réelle force de proposition pour affronter le "dilemme de la transition". »<sup>831</sup>

Le place du travail est fondamentale pour penser à de nouveaux styles de vie. Il faut réfléchir à comment libérer du temps pour d'autres activités qui puissent construire une émancipation individuelle et collective comme le propose le Bien Vivre. Gorz indique qu'il faut « rétablir politiquement la corrélation entre moins de travail et moins de consommation d'une part, plus d'autonomie et plus de sécurité existentielles, d'autre part, pour chacun et chacune. »<sup>832</sup> La réduction du temps de travail et la redistribution du travail socialement nécessaire doivent faire partie de la transition écosociale : « la politique écosociale consiste principalement à rendre la garantie d'un revenu suffisant indépendant de la durée du travail (laquelle ne peut que décroître) et éventuellement du

---

<sup>830</sup> Gorz, André, 2008, *Ecologica*, Paris, Editions Galilée, p. 68.

<sup>831</sup> Lepesant, Michel, 2013, « Introduction », in Lepesant, Michel (coord.), *L'Antiproductivisme. Un défi pour la gauche ?*, Lyon, Parangon, p. 6.

<sup>832</sup> Gorz, André, 2008, *Ecologica*, Paris, Editions Galilée, p. 66-67.

travail lui-même »<sup>833</sup>. La question du travail doit s'articuler plus largement avec la question sociale, le fait de tisser des liens de solidarité, des réseaux d'aide mutuelle, de coopératives, d'autres sociabilités.

Un autre thème important de la transition écosociale est la réduction du gaspillage énergétique et de ressources naturelles. Le problème est que « depuis le début des années 1960, l'ensemble des arbitrages sociaux et économiques a favorisé les procédés et les consommations à fort contenu énergétique ; la pierre et la brique ont été remplacés, dans le bâtiment, par le béton, l'acier, l'aluminium ; le cuir a été remplacé par les matières plastiques ; les emballages en verre consignés par les emballages jetables ; les fibres naturelles par les fibre synthétiques ; les transports collectifs par les transports individuels ; les villes moyennes par l'agglomération de banlieues immenses autour des grandes villes ; les engrais biologiques par les engrais de synthèse, etc. »<sup>834</sup>

Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, cette lourde dépense énergétique est en plus accompagnée par la réduction de la durée de vie des objets mais aussi des matières, et l'impossibilité de les réparer. Ce gaspillage, s'il a permis la multiplication du capital en augmentant les volumes de production et de consommation, a aussi entraîné des conséquences sociales et environnementales importantes. Face au gaspillage, des activités comme le recyclage, le réemploi ou la réparation des objets doivent être repensés, notamment dans une perspective de rupture avec le mode productiviste.<sup>835</sup> Il y a déjà trop d'objets sur la planète, notre rapport à ceux-ci doit changer.

En plus de cela, il y a une problématique qui génère de nombreux conflits en Amérique latine et dans les capitalismes périphériques : celle de la terre, que ce soit sur la propriété ou sur la qualité de celle-ci. La terre est autant un moyen de travail<sup>836</sup> qu'un lieu de vie des populations paysannes et indigènes sur lequel elles mettent en place un mode de vie. Les luttes pour la redistribution de la terre sont connues, notamment au Brésil avec le Mouvement des Sans-Terres (MST), car il existe de fortes inégalités quant à sa concentration dans les mains de grands et riches propriétaires terriens.

Le problème de la terre, et surtout de la déconnexion entre les zones rurales et les zones urbaines, n'est pas nouveau. Déjà dans l'œuvre de Marx, celle-ci est présente,

---

<sup>833</sup> Gorz, André, 2008, *Ecologica*, Paris, Editions Galilée, p. 67-68.

<sup>834</sup> *Ibidem*, p. 89.

<sup>835</sup> Voir « Déminer la France. Entretien avec Mathieu Brier et Naïké Desquennes », *Écologie & Politique*, n° 59, p. 91-106.

<sup>836</sup> Marx, Karl, 2008, *Critique du programme de Gotha*, Paris, Les éditions sociales, p. 53.



notamment avec le concept de « métabolisme »<sup>837</sup>. Depuis la première Révolution industrielle et la forte migration des campagnes vers les villes pour fournir de la main d'œuvre à l'industrie émergente, l'écart n'a fait que s'agrandir entre les zones rurales et urbaines. Cela s'est aggravé avec l'arrivée de la grande distribution et des grands centres commerciaux : il n'y a plus de contacts directs entre le producteur et le consommateur qui ne se demande plus ce que représente son produit. Une société du Bien Vivre devrait réduire les intermédiaires et laisser place à une relation directe entre producteurs et consommateurs. Cela permet également de favoriser la consommation locale, de réduire l'écart entre les villes et les campagnes, de générer un prix juste et une plus grande indépendance des producteurs vis-à-vis de la grande distribution.

La question foncière est également associée à celle de la sécurité et de la souveraineté alimentaire. Les êtres humains peuvent vivre sans la grande majorité des objets qui les entourent mais ne peuvent pas se passer de nourriture et d'eau. Cette problématique est donc centrale pour penser une société du Bien Vivre, d'autant plus dans le contexte de la crise écologique actuelle. Le concept de sécurité alimentaire avec les organismes génétiquement modifié (OGM) : dans une société du Bien Vivre, la culture, la production et la commercialisation d'OGM seront interdites pour l'agriculture.

Toutefois, le débat fondamental n'est pas de répondre à la question de si on est pour ou contre les OGM mais de savoir quel modèle de développement agricole voulons-nous dans une société du Bien Vivre. Les OGM sont aussi le résultat d'un modèle de production basé sur l'augmentation infinie de la productivité et d'un modèle extensif d'agriculture dont l'objet est de fournir l'agro-industrie. Ce type d'agriculture à grande échelle, sur des territoires de plus en plus grands, permet de rentabiliser les investissements à travers les machines mais il est catastrophique au niveau environnemental, social et alimentaire, notamment parce qu'il favorise la monoculture. L'agriculteur se transforme en chauffeur (de tracteur) ou en pilote (d'avion pour déverser ses fertilisants) et perd ses connaissances et ses savoirs traditionnels. Le développement des monocultures appauvrit les sols et les exploitants dépendent énormément des prix volatiles du marché. L'agro-industrie concerne aussi l'élevage industriel qui contribue de façon très significative aux changements climatiques et à la perte de la biodiversité. Une société du Bien Vivre devrait prendre en compte la

---

<sup>837</sup> Marx, Karl, 1993, *Le capital. Critique de l'économie politique*, Paris, Les éditions sociales. Voir aussi l'écosocialiste japonais Saito, Kohei, 2021, « La théorie du métabolisme chez Marx à l'ère de la crise écologique mondiale », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n° 40, p. 161-182.

décroissance au niveau de la consommation de viande afin d'éliminer progressivement l'élevage industriel.

Une alternative à ces types d'agriculture environnementalement et socialement destructrices viendrait de l'agroécologie. Les pays latino-américains sont riches en produits et en diversité agricoles. L'agroécologie est une agriculture basée sur des principes écologiques, sociaux, culturels et de production. Elle est aussi fondée sur la reconnaissance des savoirs et des capacités des paysans dans la production, dans la sélection des semences, dans la connaissance de ses produits, etc. Cette agriculture parie sur la diversification des produits agricoles semés qui permet l'enrichissement des sols, une réduction des engrais et des fertilisants et un meilleur équilibre du système sol-culture. La prise en compte de cet équilibre conduit aussi à une plus grande résistance des cultures aux conditions hostiles, d'autant plus à l'époque actuelle de multiplication des désastres naturels : sécheresses, pluies diluviennes, appauvrissement des sols, etc. L'agroécologie change la logique des rapports de production et des forces productives dans le secteur rural puisqu'elle remplace le travail mort dû à la mécanisation par des créations de nombreux emplois.<sup>838</sup> L'objectif ne serait pas la diversification des exportations mais bien la souveraineté alimentaire du pays ainsi que la sécurité alimentaire de sa population.

#### **IV. Rôle de l'Etat dans la transition écosociale**

Comme nous l'avons analysé dans le chapitre 3, le retour de l'Etat en Equateur a permis la récupération de ses fonctions de régulation et de planification. A contre-courant du néolibéralisme au sein duquel l'Etat est réduit à un rôle minimal aussi bien comme acteur économique mais aussi dans sa relation avec la société ainsi que dans son fonctionnement démocratique, la transition écosociale dans les capitalismes périphériques ne pourra se réaliser sans un rôle actif de l'Etat. En effet, la disparition complète de l'Etat n'aidera pas à la rupture avec le système actuel. L'Etat a un rôle à jouer mais il doit aussi accompagner ou laisser leur autonomie à toutes les expérimentations sociales qui prétendent remettre en cause le système actuel de production et de consommation. Selon Marx, il s'agit de « transformer l'Etat, organe

---

<sup>838</sup> Voir Desbrosses, Philippe, 2012, *Manifeste pour un retour à la terre. Comment assurer la sécurité alimentaire pour demain ?*, Escalquens, Dangles.

placé au-dessus de la société, en un organe entièrement subordonné à elle »<sup>839</sup>. Cet organisme se doit d'être au service de la société et non indépendant de celle-ci.

L'Etat dispose de différents mécanismes pour transformer le système consumériste : les investissements publics dans l'infrastructure sociale, les biens publics ou les énergies renouvelables<sup>840</sup> ; l'achat public<sup>841</sup> pour favoriser l'émergence d'activités économiques qui soient socialement et écologiquement soutenables, promouvoir l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté, mais aussi un achat public basé sur un commerce juste et équitable afin de remettre en cause les logiques de compétition ; l'imposition et la taxation pour réduire l'utilisation de certains objets ou inciter à la consommation d'autres biens ; les campagnes d'information, de sensibilisation et d'éducation sur des sujets tels que la consommation responsable ou la conservation écologique, qui vont à l'encontre de la publicité ou du marketing ; entre autres.

Mais un mécanisme fondamental est la planification écosociale qui devrait permettre de « reprendre le contrôle sur les besoins »<sup>842</sup> afin de pouvoir répondre à la question de quoi avons-nous besoin. Selon André Gorz, « la sphère de la nécessité [...] ne peut être réduite au minimum que par une coordination et une régulation aussi efficaces que possible des flux et des stocks : c'est-à-dire par une planification démultipliée (*articolata*) »<sup>843</sup> Cette planification articulée n'est possible que s'il existe un organe central de régulation et de coordination qu'est l'Etat. Toutefois, cet Etat ne doit pas mettre en œuvre une planification intégrale de toutes les activités. Selon Gorz, la sphère à socialiser est celle de la nécessité afin de la réduire au minimum et d'étendre au maximum la sphère de la liberté afin de rendre possible des espaces croissants d'autonomie, individuelle et collective. La réhabilitation de la planification dans le débat public est indispensable car celle-ci devrait s'occuper de la mise en œuvre des grands choix collectifs, en articulant le court, moyen et long terme, à travers des « politiques publiques (en matière de soutien à l'investissement, de désincitation à

---

<sup>839</sup> Marx, Karl, 2008, *Critique du programme de Gotha*, Paris, Les éditions sociales, p. 72.

<sup>840</sup> Sinaï, Agnès, 2013, « Le destin des sociétés industrielles », in Sinaï, Agnès (dir.), *Penser la décroissance. Politiques de l'Anthropocène*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, p. 40.

<sup>841</sup> Medina Arnáiz, Teresa, 2013, « Más allá del precio: las compras públicas con criterios de responsabilidad », *PAPELES de relaciones ecosociales y cambio global*, n° 121, printemps, p. 87-97.

<sup>842</sup> Keucheyan, Razmig, 2019, *Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme*, Paris, La Découverte, p. 26.

<sup>843</sup> Gorz, André, 2008, *Ecologica*, Paris, Editions Galilée, p. 104.

certaines consommations, de politiques sociales, etc.) ainsi que des services publics qui sont la base et le ressort de la citoyenneté et du vivre en commun. »<sup>844</sup>

La planification écosociale nécessaire à la transition écosociale vers un autre type de société que l'on pourrait qualifier de société du Bien Vivre ou d'écosocialiste doit être à la fois écologique, sociale et démocratique. Selon Michael Löwy, « le défi global de ce processus de transformation radicale des rapports humains entre eux et avec la nature est un changement de paradigme civilisationnel, qui concerne non seulement l'appareil productif et les habitudes de consommation, mais aussi l'habitat, la culture, les valeurs, le mode de vie. »<sup>845</sup> Cette transition doit se faire le plus rapidement possible à cause des effets de plus en plus dévastateurs du réchauffement climatique mais aussi pour que ces transformations soient le moins traumatisant possible pour les populations, et particulièrement les plus pauvres.

La planification écosociale devrait être tout d'abord écologique et devrait, avant tout, abandonner ce que les auteurs du Bien Vivre appellent la vision anthropocentrique et utilitariste de la nature qui se concrétise, dans la modernité, par la « maîtrise humaine de la nature »<sup>846</sup>. L'être humain ne doit plus se penser en-dehors de la nature ou comme étant le centre de la nature mais doit (ré)apprendre à coexister avec elle, ses aléas, ses dangers, sa biodiversité, etc. Et cela passe par une réorientation écologique de l'économie et de l'appareil productif en fonction des besoins sociaux et de la protection de l'environnement mais aussi par un changement radical de mentalité qui n'aurait plus comme objectif la consommation de toujours plus de marchandises.

La réduction de la consommation est d'autant plus fondamentale que la production de nouveaux objets et produits suppose aussi l'utilisation de ressources naturelles et de matériaux non renouvelables ainsi que la production de déchets liés à ces objets et produits. La crise climatique ne va pas se résoudre, comme le pensent les technoscientistes, avec l'invention de nouvelles technologies et les sciences. En effet, le pic pétrolier et le déclin des réserves mondiales de métaux (or, argent, uranium, cuivre, zinc, etc.), comme nous l'avons vu dans le chapitre 4, nous démontrent que ces technologies ne pourront pas tout remplacer, en plus d'avoir besoin elles-mêmes de ces ressources naturelles non renouvelables.

---

<sup>844</sup> Frémaux, Anne, 2011, *La nécessité d'une écologie radicale. La pensée à l'épreuve des problèmes environnementaux*, Paris, Editions Sang de la Terre, p. 78.

<sup>845</sup> Löwy, Michael, 2009, « Scénarios du pire et alternative écosocialiste », *Nouveaux Cahiers du Socialisme*, 31 août, <http://www.cahiersdusocialisme.org/2009/08/31/scenario-du-pire-et-alternative-ecosocialiste/>

<sup>846</sup> Tanuro, Daniel, 2012 (2010), *L'Impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte, p. 207.

Un des objectifs les plus urgents de la transition écosociale est la transition vers une société post-hydrocarbures, c'est-à-dire une société qui ne dépendrait plus des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon), ce qui ne signifie pas qu'elle n'en utilisera plus. En d'autres termes, comme le démontre l'Initiative Yasuní-ITT analysée dans le chapitre 4, ce n'est pas par manque de pétrole (ou de gaz ou de charbon) que les êtres humains devront arrêter de l'utiliser mais plutôt à cause des émissions de gaz à effet de serre que son exploitation et sa consommation engendrent. Même les scientifiques du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) s'accorde à dire que « pour pouvoir respecter l'objectif de l'accord de Paris (limiter à 2°C la hausse de la température moyenne du globe par rapport à l'ère préindustrielle), 80% des réserves fossiles déjà connues doivent en effet rester dans le sol. »<sup>847</sup> Donc, à partir de maintenant, il s'agit de laisser le plus de réserves de pétrole sous terre au lieu de les exploiter. Sans cela, l'adaptation sera de plus en plus coûteuse et entraînera de plus grands risques pour les êtres humains et l'environnement.

Qu'est-ce que signifie une transition vers une société post-hydrocarbures ? Pour des pays dépendant de l'extractivisme de ressources fossiles, comme l'Équateur, cela implique deux types de politiques : la diminution de la dépendance de l'État par rapport à la rente de l'exploitation du pétrole, de gaz ou de charbon, en d'autres mots, le changement de la matrice productive que nous avons analysé dans le chapitre 3 ; et la réduction du poids relatif des combustibles fossiles dans la consommation d'énergie, c'est-à-dire le changement de la matrice énergétique.

La transition à une matrice énergétique majoritairement composée d'énergies renouvelables doit s'accompagner d'une réduction drastique de la consommation d'énergie. Cette transition ne devrait pas tenir compte des différences de coût économique des énergies. Le capitalisme a basé son développement sur l'exploitation et la consommation d'énergies fossiles dont les coûts étaient bas, ce qui n'est pas le cas des énergies renouvelables. D'où l'importance de l'intervention de l'État pour faire face à ces lourds investissements.

La réorientation de la production énergétique vers le développement des énergies renouvelables devrait tenir compte de l'importance de la diversification des sources d'énergies renouvelables (éolienne, solaire, bioénergie, géothermie, biomasse, eau, etc.,

---

<sup>847</sup> Schaub, Coralie, 2017, « Sortie des énergies fossiles : un projet de loi surtout symbolique », Libération, 6 septembre, [http://www.liberation.fr/futurs/2017/09/06/sortie-des-energies-fossiles-un-projet-de-loi-surtout-symbolique\\_1594583](http://www.liberation.fr/futurs/2017/09/06/sortie-des-energies-fossiles-un-projet-de-loi-surtout-symbolique_1594583)

selon les pays et les territoires). En effet, si l'on utilise seulement l'une d'entre elles, il existe de nombreux aléas possibles, notamment au niveau des conditions météorologiques (par exemple, absence durant un certain temps, de vent ou de soleil). L'imprévisibilité et la variabilité naturelle de ces sources entraînent une génération fluctuante d'électricité. En plus de leur diversification, leur complémentarité est importante et leur décentralisation est impératif pour avoir des petites unités décentralisées sur tout le territoire et, ainsi, éviter de reproduire les grands projets qui sont souvent nocifs en termes environnementaux. Il faut aussi tenir compte des impacts de ces énergies sur l'environnement, l'agriculture, l'eau, la production, l'emploi et la planification urbaine. Il existe une interaction entre tous ces secteurs au moment de penser la planification énergétique.

Cette réorientation énergétique est essentielle pour permettre la décarbonisation de l'économie et des transports, véritable but pour la planification écologique, car ces deux secteurs dépendent fortement de l'utilisation des hydrocarbures et sont responsables d'une grande partie des émissions de gaz à effet de serre. Au niveau des transports, les objectifs sont, entre autres, de décourager l'utilisation de la voiture individuelle dans les déplacements quotidiens, de réorganiser les espaces urbains, de diminuer les distances entre le travail et le lieu de vie. En plus des conséquences positives sur l'environnement, on pourra observer une meilleure qualité de vie en ayant plus de temps libre, moins de stress, etc. L'Etat devra promouvoir la mise en place de transports publics bon marché ou gratuits. Nous reviendrons plus loin sur le thème de la gratuité pour certains biens publics qui devrait faire l'objet d'une décision démocratique de la population.

La planification écologique est fortement articulée à la planification sociale. Cette dernière traite principalement de deux sujets : la propriété collective des moyens de production et la transformation des rapports sociaux, avec comme objectifs l'égalité sociale et la fin des inégalités économiques. Les différentes crises actuelles nous obligent à penser de nouvelles émancipations collectives des dominés tout en les articulant avec les exigences de protection de l'environnement. Comme le constate Hervé Kempf, « le système social qui régit actuellement la société humaine, le capitalisme, s'arc-boute de manière aveugle contre les changements qu'il est indispensable d'opérer si l'on veut conserver à l'existence humaine sa dignité et sa

promesse »<sup>848</sup>. Ces changements seront possibles en remettant au centre du débat politique les classes sociales et la lutte contre les oligarchies.

En ce qui concerne la réappropriation des moyens de production, les formes de propriété peuvent être publiques, étatiques, collectives, coopératives voire privées. Ces différentes formes de propriété peuvent cohabiter sans problème si leur objectif final est l'émancipation individuelle et collective des dominés. Il est nécessaire de différencier la « propriété collective » de l'étatisation de certaines entreprises, à l'opposé de ce que les socialismes réels du XXème siècle ont pu comprendre. Certaines expériences progressistes latino-américaines du XXIème siècle, comme la Révolution Citoyenne, ont aussi confondu propriété publique avec propriété gouvernementale comme dans le cas des médias publics. L'Etat peut aussi être un puissant instrument de domination.

Selon Roger Rashi, les projets d'émancipation, comme l'écosocialisme ou le Bien Vivre, ont l'obligation de « chercher à révolutionner les rapports sociaux ainsi que les forces productives. En d'autres termes, il se doit de changer la façon de travailler et de vivre (ce qui constitue les rapports sociaux) ainsi que la façon de produire et d'agir sur la nature (autrement dit, les forces productives). »<sup>849</sup> Ce changement dans les rapports sociaux passe par le fait de bouleverser radicalement les forces productives. Le système actuel est basé principalement sur du « travail mort », symbolisé par la mécanisation de multiples secteurs comme l'agriculture. Il faudrait substituer ce « travail mort » par un « travail vivant » où l'humain pourrait de nouveau être au centre des rapports de travail, ce qui constituerait aussi une formidable source de création d'emplois. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, l'appareil productif n'est pas neutre. Dans le système capitaliste, en plus de l'expansion illimitée du marché, il essaie de contrôler la vie des personnes en organisant aussi bien leur temps de travail que leur temps libre. L'inversion de cette logique, loin de signifier la fin du travail, aiderait à revenir à transformer le travail en un travail solidaire, un travail libre dans une volonté de construire collectivement les nouvelles forces de production.

Avec la création de nouveaux emplois, le passage du travail mort en travail vivant se fera avec une réduction du temps de travail, comme possible réponse au chômage. Celle-ci aboutit à augmenter le temps libre dont la prise en charge devra sortir de la sphère du marché et de la consommation pour s'occuper d'activités comme la

---

<sup>848</sup> Kempf, Hervé, 2007, *Comment les riches détruisent la planète*, Paris, Seuil, p. 8.

<sup>849</sup> Rashi, Roger, 2008, « Capitalisme de désastre ou écosocialisme », *Nouveaux Cahiers du Socialisme*, 12 mars, <http://www.cahiersdusocialisme.org/2008/03/12/capitalisme-de-desastre-ou-ecosocialisme/>

contemplation, l'art, les loisirs, la culture, etc. C'est-à-dire un des objectifs du Bien Vivre comme nous l'indique René Ramírez<sup>850</sup> qui se rapproche de Michael Löwy quand celui-ci nous dit que « l'écosocialisme est fondé sur un pari, qui était déjà celui de Marx : la prédominance, dans une société sans classes, de "l'être" sur "l'avoir", c'est-à-dire la réalisation personnelle, par des activités culturelles, ludiques, érotiques, sportives, artistiques, politiques, plutôt que le désir d'accumulation à l'infini de biens et de produits. »<sup>851</sup> Comme nous l'avons étudié dans le chapitre 2, René Ramírez propose la mesure du temps pour mesurer la richesse d'un pays et remplacer ainsi le PIB et autres indicateurs économiques. Ce nouvel indicateur de richesse est une alternative à la logique économique capitaliste et sa mesure de la richesse à partir de l'accumulation de biens matériels ou immatériels

La planification écologique et sociale ne peut se faire sans le soutien de la grande majorité de la population. Le Bien Vivre ou l'écosocialisme doivent reposer sur une véritable éthique démocratique : « les grandes décisions concernant la production et la distribution ne sont pas prises par les "marchés" ni par un Politburo, mais par la société elle-même, après un débat démocratique et pluraliste, où s'opposent des propositions et des options différentes »<sup>852</sup>. Ces décisions doivent se prendre à partir des objectifs de la société, les buts et les besoins de la population avec comme principal objectif de sortir du productivisme et du consumérisme.

La question de la démocratie est fondamentale, notamment dans la participation aux prises de décision quant aux besoins et aux objectifs de la société. Si on part de la logique que la destruction de la nature, de la biodiversité, des biens communs dont nous dépendons, à cause de leur appropriation et consommation par une minorité de personnes, affecte tout le monde, on devrait se poser la question de ce qui est le plus démocratique : que chaque personne puisse consommer librement des ressources à partir de sa capacité de dépense ou que l'on puisse établir démocratiquement des seuils collectifs de consommation de ressources afin que leur répartition soit plus équitable socialement et que leur impact soit minimal sur l'environnement ?

---

<sup>850</sup> Ramírez Gallegos, René, 2012, *La vida (buena) como riqueza de los pueblos. Hacia una socioecología política del tiempo*, Quito, IAEN, INEC.

<sup>851</sup> Löwy, Michael, 2009, « Scénarios du pire et alternative écosocialiste », *Nouveaux Cahiers du Socialisme*, 31 août, <http://www.cahiersdusocialisme.org/2009/08/31/scenario-du-pire-et-alternative-ecosocialiste/>

<sup>852</sup> Löwy, Michael, 2011, *Ecosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris, Mille et une nuits, p. 124.



Etablir les seuils de ce qui est réellement nécessaire doit être l'objet d'un débat et d'une prise de décision démocratiques. Selon Anne Frémaux, « la question qu'un Etat social, écologique et démocratique aura en effet à se poser est la suivante : comment organiser la raréfaction des ressources afin d'en préserver l'accès au plus grand nombre sans hypothéquer la liberté des individus ? Un Etat autoritaire, quant à lui, n'aurait à se poser ni la question de la redistribution sociale ni celle de la liberté. »<sup>853</sup> A partir de là, d'autres questions peuvent s'ajouter à celles-ci et elles sont fondamentales si l'objectif est que les réponses apportées à ces questions soient l'objet d'un processus démocratique et non imposé : qui décide ? L'Etat, les citoyens organisés ou non, les villes, les organisations internationales ?

La réorganisation de la société et le ré-encastrement de l'économie en son sein impliqueront nécessairement des choix drastiques. L'un d'eux est la décroissance de la consommation ce qui supposera de renoncer à un certain nombre de biens et habitudes ancrés dans la vie quotidienne de la population dans la société de consommation. Si les besoins créés par le capitalisme ne sont pas questionnés et remplacés par d'autres, avec la création des désirs qui vont avec, il existera de nombreuses résistances. Paul Ariès appelle à cette prise de conscience avec son « socialisme gourmand »<sup>854</sup> : l'émancipation sociale et la transition vers le socialisme ne peut s'effectuer si elle est synonyme de manque. Selon lui, « il ne s'agit plus de combler un manque mais de développer les liaisons sociales » à partir d'un socialisme qui veut « chanter la vie au temps présent »<sup>855</sup>.

Dans la réflexion autour de la planification démocratique, un thème fondamental revient souvent : celui de la gratuité et plus particulièrement de la gratuité des services de base correspondant aux besoins sociaux : eau, énergie, santé, éducation, etc. D'autres ressources naturelles pourraient entrer aussi dans cette discussion comme la terre. La planification de ces besoins peut se faire de manière quantitative (par des quotas par exemple) et par les prix aussi. C'est là que le thème de la gratuité intervient et pourrait faire l'objet d'une décision démocratique : l'Etat pourrait assurer gratuitement une

---

<sup>853</sup> Frémaux, Anne, 2011, *La nécessité d'une écologie radicale. La pensée à l'épreuve des problèmes environnementaux*, Paris, Editions Sang de la Terre, p. 78.

<sup>854</sup> Ariès, Paul, 2013, *Le socialisme gourmand. Le Bien Vivre : un nouveau projet politique*, Paris, La Découverte.

<sup>855</sup> Ariès, Paul, Lecomte, Simon, 2012, « Entretien autour du socialisme gourmand », *Le Sarkophage*, 17 mars/19 mai, p. 10.

quantité de base permettant la satisfaction d'un besoin vital, tout en mettant un prix progressif une fois passée ce seuil.<sup>856</sup>

Selon Paul Ariès, penser la gratuité bouleverserait les consciences et amènerait à une transformation des comportements et des mentalités en opposition avec le productivisme et le consumérisme. Le principe de la gratuité ne s'appliquerait que pour le bon usage de ces services et de ces biens c'est-à-dire celui qui correspond aux besoins humains. Cette gratuité de l'usage se combinerait avec le renchérissement du mésusage ou la surconsommation, voire leur interdiction si le peuple en décide ainsi démocratiquement.<sup>857</sup> L'exemple de l'eau est assez typique pour mettre en pratique cette théorie. L'eau est un besoin humain pour boire, cuisiner et assurer l'hygiène quotidienne. Cet usage qui répond à une nécessité vitale devrait faire l'objet de gratuité. Cependant, d'autres usages de l'eau devraient faire l'objet, au contraire, d'un renchérissement ou d'une interdiction : par exemple le fait de remplir sa piscine correspond à un mésusage. Pour arriver à une telle décision et pour qu'elle soit perçue comme légitime par la société, elle doit faire l'objet d'un débat et d'une prise de décision démocratiques.

On voit bien ici que la démocratie représentative n'est pas suffisante pour affronter de tels défis et pour légitimer de telles décisions qui, si elles ne font pas l'objet d'un ample débat au sein de la société, pourraient générer d'importants conflits sociaux. La participation active de la population est nécessaire ainsi que l'instauration de différents mécanismes pour que les élus rendent des comptes à intervalles réguliers, pour que les citoyens puissent participer à la proposition et à l'élaboration de politiques publiques et de lois et pour que celles-ci soient soumises régulièrement au vote à travers le référendum ou des consultations populaires.

En définitive, une planification écosociale, dans son objectif de transformation d'une société consumériste et productiviste en une société du Bien Vivre, se doit d'élargir la démocratie et devrait répondre à la question suivante : « quels biens une société décente devrait-elle continuer à produire, au bénéfice de qui, dans quelles conditions concrètes, et avec quelles conséquences immédiates et à long terme sur l'environnement ou sur notre propre humanité ? »<sup>858</sup> Il s'agit bien ici de « décoloniser l'imaginaire »<sup>859</sup> et de

---

<sup>856</sup> Voir Coutrot, Thomas, 2010, *Jalons vers un monde possible*, Lormont, Editions Le Bord de l'eau.

<sup>857</sup> Ariès, Paul, 2007, *Le Mésusage, Essai sur l'hypercapitalisme*, Lyon, Parangon.

<sup>858</sup> Michéa, Jean-Claude, 2008, *La double pensée. Retour sur la question libérale*, Paris, Flammarion, p. 139.

transformer nos modes de production et de consommation en mettant au centre de la réflexion l'utilité sociale de la production et de la consommation, leurs conséquences environnementales et la manière démocratique dont sont prises les décisions les concernant.

## Conclusion

Tout au long de ce travail, nous avons essayé d'entreprendre un dialogue entre des cultures et des visions du monde différentes et parfois antagoniques c'est-à-dire entre le monde occidental dont le niveau de développement, la conception de la société – et dans ce cas-là, l'individualisation de cette société –, la vision utilitariste de la nature et sa domination culturelle s'opposent au Bien Vivre, apparu dans certaines sociétés latino-américaines. Cette alternative politique au capitalisme pourrait aider à la rénovation des idées de la gauche en général et des idées critiques qui se trouvent dans une crise idéologique depuis de nombreuses années.

Si, au niveau théorique, le Bien Vivre est encore en construction, notamment pour s'adapter à d'autres sociétés que l'Equateur ou la Bolivie, les tensions entre ses trois courants participent à cette construction et surtout aux débats politiques en Amérique latine. Robert Boyer affirme que « l'ampleur des crises [que les pays latino-américains] subissent et les conditions particulières de leurs trajectoires les conduisent à innover en proposant des institutions et formes d'organisation »<sup>860</sup>. C'est pour cela que la théorie de la régulation s'intéresse à cette région car elle porte une grande attention aux crises. Celles-ci ne permettent pas seulement l'innovation institutionnelle mais aussi d'innover au niveau des idées politiques. Face à des idéologies et des pratiques politiques, comme le néolibéralisme ou le développement, qui ont échoué à régler les problèmes socio-économiques structurels des pays latino-américains, les intellectuels de cette région font preuve de créativité pour développer de nouvelles idées politiques et ainsi trouver des solutions à ces problèmes.

De nouvelles idées politiques, même approuvées dans une Constitution, ne présentent pas leur application. L'analyse du cas particulier de l'Equateur et de la Révolution

---

<sup>859</sup> Morel-Darleux, Corinne, 2013, « Une planification, même écologique, peut-elle vraiment rompre avec le productivisme ? », in Lepesant, Michel (coord.), *L'Antiproduktivisme. Un défi pour la gauche ?*, Lyon, Parangon, p. 117.

<sup>860</sup> Boyer, Robert, 2012, « Diversité et évolution des capitalismes en Amérique latine. De la régulation économique au politique », *Revue de la Régulation*, n° 11, printemps, <http://journals.openedition.org/regulation/9720>, p. 2.

Citoyenne qui a repris dans son programme et sa planification des innovations comme le Bien Vivre, le droit de la nature ou l'Etat plurinational, propose un certain nombre d'enseignements sur les difficultés et les blocages d'une transition vers un autre type de société. Nous en avons étudié quelques-unes, notamment dans les chapitres 3 et 4. Ces difficultés et obstacles nous montrent que les projets de transformation ne se font pas depuis zéro mais au sein d'une société qui a une histoire politique et culturelle, qui dispose d'un système économique et social avec des problèmes structurels de pauvreté et d'inégalités multiples, d'institutions fragiles, d'un régime d'accumulation existant depuis plusieurs siècles, des tensions et conflits socio-politiques difficiles à régler.

De plus, ces projets de transformation ne peuvent se désintéresser du niveau international. Cette prise en compte est fondamentale dans la probabilité de mise en œuvre d'un nouveau projet d'émancipation et d'une transition socio-écologique. Il ne faut pas que l'analyse critique de la situation mondiale dérive vers le contraire de toute perspective d'émancipation sociale : « on voit en effet l'opposition à l'impérialisme américain se muer en nationalisme vulgaire, la critique de la spéculation financière prendre des couleurs antisémites, la lutte contre la restructuration néolibérale devenir simple corporatisme, la critique de l'eurocentrisme aboutir à l'acceptation des pires aspects des cultures "autres" »<sup>861</sup>.

Il existe de nombreuses inégalités dans la géopolitique internationale. Immanuel Wallerstein propose le concept de « système-monde » pour montrer à la fois que le capitalisme est une totalité inclusive et en pleine extension et que, dans cette totalité, il existe une relation asymétrique et inégalitaire entre le centre et la périphérie, étudiée par la théorie de la dépendance latino-américaine.<sup>862</sup>

Dans le chapitre 4, nous avons vu certains obstacles du cadre normatif international du néolibéralisme. Une transition écosociale dans les capitalismes périphériques se doit de remettre en cause ce cadre-là et celui des relations internationales. En effet, les règles érigées par les organisations internationales et entre pays souverains aboutissent à des relations asymétriques qui affectent la capacité de faire de la politique dans chaque pays. La marge de manœuvre des gouvernements qui questionnent le système tel qu'il existe est réduite, notamment pour exécuter des politiques actives qui aient une incidence sur les conditions de compétition entre pays et au sein des marchés nationaux

---

<sup>861</sup> Jappe, Anselm, 2017 (2003), *Les aventures de la marchandise. Pour une critique de la valeur*, Paris, La Découverte, p. 14.

<sup>862</sup> Voir Wallerstein, Immanuel, 2011 (1983), *Le capitalisme historique*, Paris, La Découverte.

et internationaux. La remise en cause de la structure de production et de consommation des pays latino-américains s'en trouve affectée.

En premier lieu, l'impératif de l'annulation de la dette financière des pays du Sud est central : « le cadre juridique de protection des droits des investisseurs et la dette publique d'une grande partie des Gouvernements dans les mains des finances privées réduisent de manière significative la marge de manœuvre des Gouvernements progressistes, c'est-à-dire qu'il faut partir du principe que le système capitaliste n'a pas l'intention de se réformer. »<sup>863</sup>. La mise en avant de la dette écologique des pays industrialisés envers le reste du monde est une alternative concrète au discours sur la dette financière et est un préalable de toute remise en cause de l'ordre international tel qu'il est aujourd'hui.

L'apprentissage de la coopération au niveau international pourrait passer, tout d'abord, par le respect du principe de la responsabilité commune mais différenciée en matière de problèmes environnementaux globaux, reconnu dans le Protocole de Kyoto, et la reconnaissance de la dette écologique des pays du Nord envers les pays du Sud. La dette écologique permet de « poser la question centrale de la responsabilité historique et de qui doit à qui et pour quoi »<sup>864</sup>. La revendication de la dette écologique remet en question les relations traditionnelles entre pays riches et pays pauvres, l'industrialisation et la richesse des premiers ayant été possibles à partir de l'exploitation et l'importation des ressources naturelles des seconds. De plus, dette économique et dette écologique sont liées pour deux raisons : le commerce écologiquement inégal et l'obligation pour les pays exportateurs de matières premières d'augmenter les volumes d'exploitation afin d'obtenir les liquidités pour payer la dette externe.<sup>865</sup> Les pays du Nord, pour se développer, se sont approprié gratuitement les services environnementaux des pays du Sud, tout en détruisant les richesses naturelles et la biodiversité.

La dette écologique est aussi liée à la justice sociale car elle implique une lutte contre la distribution injuste des impacts des désastres climatiques : l'exposition aux risques n'est pas également partagée entre tous les humains sur la planète, tout comme la répartition des bénéfices économiques générés par ce modèle environnementalement désastreux.

---

<sup>863</sup> Ventura-Dias, Vivianne, 2018, « Los desafíos del capitalismo global para la transformación social-ecológica de América Latina », in Cáliz, Alvaro, Denzin, Christian (Ed.), *Las aguas en que navega América Latina: Oportunidades y desafíos para la transformación social-ecológica*, México, Friedrich Ebert Stiftung, p. 82-83.

<sup>864</sup> Bullard, Nicola, 2000, « La deuda climática como una estrategia política subversiva », *América Latina en Movimiento*, n°454, avril, p. 17.

<sup>865</sup> Martínez Alier, Joan, 2010 (2003), *¿Quién debe a quién? Deuda ecológica y deuda externa*, Barcelone, Icaria.

Les populations pauvres des pays du Sud doivent affronter les coûts écologiques de l'exploitation des ressources naturelles qui sont utilisées dans les pays du Nord pour leurs activités économiques et industrielles. Il est bien entendu difficile de quantifier la dette écologique puisqu'il est impossible de quantifier toutes les pertes en biodiversité de certaines activités et il est difficile de mettre un prix sur tous les services environnementaux de la nature. Selon Geneviève Azam, « la dette écologique des pays industriels n'est pas une dette financière, qui supposerait de surcroît une évaluation économique des biens environnementaux, mais une dette politique qui donne la responsabilité première aux pays endettés de changer de trajectoire. Les transferts financiers sont nécessaires pour réduire les inégalités entre sociétés, mais ils ne peuvent en aucun cas éteindre la dette écologique et délier les pays industriels vis-à-vis d'eux-mêmes et des autres. »<sup>866</sup>

Nous avons vu, dans le chapitre 4, les problèmes posés par les négociations internationales contre le réchauffement climatique. De nombreuses propositions sont faites par certains Etats, à l'image de l'Initiative Yasuní-ITT, et par la société civile. Une de ces propositions est la création du crime d'écocide dans le système juridique international « à savoir “la destruction ou l'endommagement grave de communs naturels ou de systèmes écologiques” susceptibles de menacer les conditions d'existence des générations présentes ou futures. »<sup>867</sup> D'autres proposent d'intégrer les droits de la nature dans le droit international ou les droits de la Terre<sup>868</sup>. Ces propositions posent le principe de transformer notre relation avec la nature et avec la planète en général pour penser nos activités dans un monde fini, avec des limites écologiques et aussi de garantir le droit d'exister et de s'épanouir aux autres espèces : « Quand on souhaite reconnaître les droits de la nature, il s'agit de reconnaître aux espèces et systèmes vivants des droits intangibles et inaliénables comme le sont le droit à la vie, le droit à la dignité, le droit à la personnalité juridique. »<sup>869</sup>

Le chemin est encore long pour mettre en place de telles innovations politiques, pour déconstruire le sens commun capitaliste et pour entreprendre la transition vers une société post-capitaliste comme celle du Bien Vivre. Pourtant, il ne nous reste pas beaucoup de temps avant que des changements nous soient imposés de force au niveau

---

<sup>866</sup> Azam, Geneviève, 2010, *Le temps du monde fini. Vers l'après-capitalisme*, Paris, Les Liens qui libèrent, p. 185.

<sup>867</sup> Cabanes, Valérie, « Soigner les blessures de la Terre », *Écologie & Politique*, n° 59, p.108.

<sup>868</sup> Voir Azam, Geneviève, 2010, *Le temps du monde fini. Vers l'après-capitalisme*, Paris, Les liens qui libèrent.

<sup>869</sup> Cabanes, Valérie, « Soigner les blessures de la Terre », *Écologie & Politique*, n° 59, p.115.

climatique et de manière autoritaire au niveau politique. Il nous semble intéressant que le Bien Vivre, pour qu'il puisse construire une contre-hégémonie post-capitaliste dans des pays du capitalisme périphérique, soit le résultat d'une articulation politique entre différentes demandes populaires – qui cherchent à régler les problèmes immédiats de pauvreté et d'inégalité – et un horizon politique d'une société alternative afin d'entreprendre une transition écosociale à moyen/long terme qui puisse poser les bases d'une société du Bien Vivre.

## Bibliographie

- Ouvrages

Acosta, Alberto, 2013, *El Buen Vivir. Sumak Kawsay, una oportunidad para imaginar otros mundos*, Barcelona, Icaria.

Acosta, Alberto, Martínez, Esperanza (comp.), 2009, *Plurinacionalidad. Democracia en la diversidad*, Quito, Abya Yala.

Acosta, Alberto, 2009, *La Maldición de la Abundancia*, Quito, Abya Yala.

Acosta, Alberto, 2001, *Breve historia económica del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional.

Alberto Acosta et al., 2000, *El Ecuador Post-petrolero*, Quito, Acción Ecológica.

Aguinda, Maria (avec la collaboration de Patrick Bèle), 2012, *Un brin d'herbe contre le goudron*, Paris, Michel Lafon.

Alimonda, Héctor, Toro Pérez, Catalina, Martín, Facundo (coord.), 2017, *Ecología política latinoamericana. Pensamiento crítico, diferencia latinoamericana y rearticulación*, Buenos Aires, CLACSO, UNAM, Ciccus (Volumen I et II)

Alimonda, Héctor (coord.), 2006, *Los tormentos de la materia. Aportes para una ecología política latinoamericana*, Buenos Aires, CLACSO.

Almeida José (comp.), 1999, *El racismo en las Américas y el Caribe*, Quito, Abya-Yala.

Ariès, Paul, 2013, *Le socialisme gourmand. Le Bien Vivre : un nouveau projet politique*, Paris, La Découverte.



Ariès, Paul, 2011, *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*, Paris, La Découverte/Poche.

Ariès, Paul, 2007, *Le Mésusage, Essai sur l'hypercapitalisme*, Lyon, Parangon.

Azam, Geneviève, 2010, *Le temps du monde fini. Vers l'après-capitalisme*, Paris, Les Liens qui libèrent.

Badiou, Alain *et al.*, 2013, *Qu'est-ce qu'un peuple ?*, Paris, La Fabrique.

Banfi, Rodolfo, 1973 (1971), *Significados del valor de uso en El Capital*, Barcelone, Ed. a. redondo.

Baudrillard, Jean, 2009 (1970), *La société de consommation*, Paris, Folio.

Bellamy Foster, John, 2011, *Marx écologiste*, Paris, Editions Amsterdam.

Bellier, Irène (dir.), 2015, *Terres, territoires, ressources. Politiques, pratiques et droits des peuples autochtones*, Paris, L'Harmattan.

Benda, Julien, 2003 (1927), *La trahison des clercs*, Paris, Les Éditions Grasset.

Bernier, Aurélien, 2008, *Le climat otage de la finance. Ou comment le marché boursicote avec les "droits à polluer"*, Paris, Mille et une nuits.

Blackburn, Robin, Fraser, Nancy, Therborn, Goran, Ramírez G., René, 2012, *Nuevas fronteras de la izquierda*, Quito, IAEN, Senescyt.

Bonneuil, Christophe, Fressoz, Jean-Baptiste, 2013, *L'événement anthropocène. La terre, l'histoire et nous*. Paris, Seuil.

Boron, Atilio, 2013, *Pachamamismo vs extractivismo*, Quito, Colección Luna de sol.

Bras, Gérard, 2018, *Les voies du peuples. Eléments d'une histoire conceptuelle*, Paris, Editions Amsterdam.

Buber, Martin, 2014 (1950), *Caminos de Utopía*, México, Fondo de Cultura Económica.

Burchardt, Hans-Jürgen, 2014, « Logros y contradicciones del extractivismo: bases para una fundamentación empírica y analítica », *Nueva Sociedad*, février, E-book.

Campagne, Armel, 2017, *Le capitalocène. Aux racines historiques du dérèglement climatique*, Paris, Editions Divergences.

Carman, Maria, 2011, *Las trampas de la naturaleza. Medio ambiente y segregación en Buenos Aires*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica/CLACSO.

Castro, Miguel, 2011, *Hacia una matriz energética diversificada en Ecuador*, Quito, CEDA.

CONAIE, 2007, *Propuesta de la CONAIE frente a la Asamblea Constituyente. Principios y lineamientos para la nueva constitución del Ecuador. Por un Estado Plurinacional, Unitario, Soberano, Incluyente, Equitativo y Laico*, Quito, CONAIE.

Copinschi, Philippe, 2010, *Le Pétrole, quel avenir ? Analyse géopolitique et économique*, Bruxelles, Ed. De Boeck.

Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas - CAOÍ, 2010, *Buen Vivir/Vivir Bien. Filosofía, políticas, estrategias y experiencias regionales andinas*, Lima, CAOÍ Prensa.

Coutrot, Thomas, 2010, *Jalons vers un monde possible*, Lormont, Editions Le Bord de l'eau.

Dabène, Olivier (dir.), 2012, *La gauche en Amérique latine, 1998-2012*, Paris, Presses de Sciences Po.

Dardot, Pierre, Laval, Christian, 2016, *Ce cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, Paris, La Découverte.

Dardot Pierre, Laval, Christian, 2014, *Commun. Essai sur la révolution au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte.

Dardot Pierre, Laval, Christian, 2010, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte.

De la Cadena, Marisol, 2004, *Indígenas mestizos. Raza y cultura en el Cusco*, Lima, IEP.

De la Torre, Carlos, 2017, *Populismos. Una inmersión rápida*, Barcelone, Tibidabo.

De la Torre, Carlos, 2002, *Afroquiteños: ciudadanía y racismo*, Quito, Centro Andino de Acción Popular.

De Marchi, Massimo, Pappalardo, Salvatore Eugenio, Ferrarese, Francesco, 2013, *Zona Intangible Tagaeri Taromenane (ZITT): ¿Una, ninguna, cien mil? Delimitación cartográfica, análisis geográfico y pueblos indígenas aislados en el camaleónico sistema territorial del Yasuní*, Padova, CLEUP, CICAME.

De Sousa Santos, Boaventura, 2009, *Una epistemología del Sur. La reinención del conocimiento y la emancipación social*, México, CLACSO/Siglo XXI Editores.

De Sousa Santos, Boaventura, 2008, *Conocer desde el Sur. Para una cultura política emancipadora*, Buenos Aires, CLACSO, CIDES-UMSA, Plural Editores.

Del Pozo, Ethel, 1997, *Organisations paysannes et indigènes en Amérique latine : mutations et recompositions vers le troisième millénaire*, Paris, Ed. Charles Léopold Mayer.

Delgado Ramos, Gian Carlo (coord.), 2013, *Ecología política del extractivismo en América Latina. Casos de resistencia y justicia socio-ambiental*, Buenos Aires, Clacso.

Denord, François, 2007, *Néolibéralisme version française : histoire d'une idéologie politique*, Paris, Demopolis.

Desbrosses, Philippe, 2012, *Manifeste pour un retour à la terre. Comment assurer la sécurité alimentaire pour demain ?*, Escalquens, Dangles.

Descola, Philippe, 2006 (1993), *Les Lances du crépuscule. Avec les Indiens Jivaros de haute Amazonie*, Paris, Presses Pocket.

Diegues, Antonio Carlos, 2000, *El mito moderno de la naturaleza intocada*, Quito, Abya-Yala.

Dixon, Keith, 1998, *Les évangélistes du marché*, Paris, Raisons d'Agir Editions.

Dostaler, Gilles, 2001, *Le Libéralisme de Hayek*, Paris, La Découverte.

Duménil, Gérard, Lévy, Dominique, 2000, *Crise et sortie de crise : ordres et désordres néolibéraux*, Paris, PUF.

Dussel, Enrique, 2020, *El primer debate filosófico de la modernidad*, Buenos Aires, CLACSO, TNI.

Echeverría, Bolívar, 2011, *Ensayos Políticos*, Quito, Ministerio de Coordinación de la Política y gobiernos Autónomos Descentralizados.

Echeverría, Bolívar, 1998, *La contradicción del valor y el valor de uso en El Capital, de Karl Marx*, México, Editorial Itaca.

Errejón, Iñigo, Mouffe, Chantal, 2015, *Construir pueblo. Hegemonía y radicalización de la democracia*, Barcelone, Icaria.

Fassin Eric, 2017, *Populisme : le grand ressentiment*, Paris, Textuel.

Flahault, François, 2011, *Où est passé le bien commun?*, Paris, Mille et une nuits.

Flipo, Fabrice, 2014, *Pour une philosophie politique écologiste*, Paris, Textuel.

Flipo, Fabrice, 2014, *Nature et Politique. Contribution à une anthropologie de la modernité et de la globalisation*, Paris, Editions Amsterdam.

Fontaine, Guillaume, 2010, *Petropolitica. Una teoría de la gobernanza energética*, Quito, FLACSO, Instituto de Estudios Peruanos, Abya-Yala.

Fontaine, Guillaume, 2010, *Gaz et pétrole en Amazonie. Conflits en territoires autochtones*, Paris, L'Harmattan.

Frémaux, Anne, 2011, *La nécessité d'une écologie radicale. La pensée à l'épreuve des problèmes environnementaux*, Paris, Editions Sang de la Terre.

Galeano, Eduardo, 1971, *Las venas abiertas de América Latina*, México, Siglo XXI editores.

García Linera, Álvaro, 2015, *Socialismo comunitario. Un horizonte de época*, La Paz, Vicepresidencia del Estado Plurinacional, Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional.

García Linera, Álvaro, 2012, *Geopolítica de la Amazonía. Poder hacendal-patrimonial y acumulación capitalista*, La Paz, Vicepresidencia del Estado Plurinacional, Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional.

García Linera, Álvaro, 2011, *Las tensiones creativas de la Revolución. La quinta fase del proceso de cambio en Bolivia*, La Paz, Vicepresidencia del Estado Plurinacional, Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional.

Gaudichaud, Franck, Posado, Thomas (dir.), 2021, *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018). La fin d'un âge d'or*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

Gaudichaud, Franck, Webber, Jeffery R., Modonesi, Massimo, 2020, *Fin de partie ? Amérique Latine : les gouvernements progressistes dans l'impasse*, Paris, Syllepse.

Gaudichaud, Franck (dir.), 2008, *Le volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme au Sud du rio Bravo*, Paris, Textuel.

Germani, Gino, 1962, *Política y sociedad en una época de transición*, Buenos Aires, Paidós.

Giddens, Anthony, 1997, *Más allá de la izquierda y la derecha*, Madrid, Cátedra.

Gordillo, Ramiro, 2005 (2003), *¿El oro del diablo? Ecuador: historia del petróleo*, Quito, Corporación Editora Nacional.

Gorz, André, 2008, *Ecologica*, Paris, Editions Galilée.

Gorz, André, 1978, *Ecologie et politique*, Paris, Seuil.

Gorz, André, 1973, *Critique du capitalisme quotidien*, Paris, Galilée.

Gramsci, Antonio, 2008, *Introducción a la filosofía de la praxis*, Séville, Editorial Doble J.

Gros, Christian, Strigler, Marie-Claude (sous la dir. de), 2006, *Etre indien dans les Amériques : spoliations et résistance : mobilisations ethniques et politiques du multiculturalisme*, Paris, Ed. de l'IHEAL.

Grugel Jean, Riggirozzi, Pia (ed.), 2009, *Governance after Neoliberalism in Latin America*, New York, Palgrave Macmillan.

Gudynas, Eduardo, 2009, *El mandato ecológico. Derechos de la naturaleza y políticas ambientales en la nueva Constitución*, Quito, Abya Yala.

Harner, Michael, 1978, *Shuar Pueblo de las cascadas sagradas*, Quito, Ediciones Mundo Shuar.

Haro Pastor, Ginés, Donati, Georgina, 2008, *Yasuní Oro Verde. La lucha de la Amazonía para mantener el petróleo bajo tierra*, Oxford, New Internationalist Publications.

Harvey, David, 2014, *17 contradicciones y el fin del capitalismo*, Quito, Instituto de Altos Estudios Nacional.

Harvey, David, 2014 (2005), *Brève histoire du néo-libéralisme*, Paris, Les Prairies Ordinaires.

Hermet, Guy, 2001, *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique. XIXe-XXe siècle*, Paris, Fayard.

Hermet, Guy, 1996, *Le Passage à la démocratie*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Hermet, Guy, 1995, *Culture et démocratie*, Paris, Albin Michel.

Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, 2012, *El Buen Vivir. La (re)creación del pensamiento del PYDLOS*, Cuenca, PYDLOS Ediciones.

Hobsbawm, Eric, Ranger, Terence, 1983, *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press.

Houtart, François, 2011, *El Escándalo de los Agrocombustibles para el Sur*, Quito, Ediciones La Tierra, Ruth Casa editorial.

Jappe, Anselm, 2017 (2003), *Les aventures de la marchandise. Pour une critique de la valeur*, Paris, La Découverte.

Kempf, Hervé, 2007, *Comment les riches détruisent la planète*, Paris, Seuil.

Keucheyan, Razmig, 2019, *Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme*, Paris, La Découverte.

Keucheyan, Razmig, 2017 (2010), *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, La découverte.

Kothari, Ashish, Salleh, Ariel, Escobar, Arturo, Demarí, Federico, Acosta, Alberto, 2019, *Pluriverso. Un diccionario del posdesarrollo*, Barcelone, Editorial Icaria.

Laclau, Ernesto, 2008, *La raison populiste*, Paris, Seuil.

Laclau, Ernesto, 1993, *Nuevas reflexiones sobre la revolución de nuestro tiempo*, Buenos Aires, Nueva Visión.

Larrea, Carlos, 2006, *Hacia una historia ecológica del Ecuador. Propuestas para el debate*, Quito, Corporación Editora Nacional, Universidad Andina, EcoCiencia.

Larrère, Catherine, Larrère, Raphaël, 1997, *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, Paris, Aubier.

Lasch, Christopher, 1981, *La culture du narcissisme*, Paris, Robert Lafont.

Latouche, Serge, 2015, *Bon pour la casse. Les déraisons de l'obsolescence programmée*, Paris, Les Liens qui libèrent.

Latouche, Serge, 2009 (2003), *Decrecimiento y posdesarrollo. El pensamiento creativo contra la economía del absurdo*, Madrid, El Viejo Topo.

Le Bot, Yvon, 2009, *La Grande révolte indienne*, Paris, Robert Laffont.

Le Bot, Yvon, 1994, *Violence de la modernité en Amérique latine, Indianité, société et pouvoir*, Paris, Karthala.



Le Goff, Jean-Pierre, 2016, *Malaise dans la démocratie*, Paris, Stock.

Le Quang, Matthieu, Vercoutère, Tamia, 2013, *Ecosocialismo y Buen Vivir. Diálogo entre dos alternativas al capitalismo*, Quito, IAEN.

Leff, Enrique, 2004, *Racionalidad ambiental. La apropiación social de la naturaleza*, México, Siglo XXI Editores.

León, Irene (coord.), 2010, *Sumak Kawsay/Buen Vivir y cambios civilizatorios*, Quito, FEDAEPS, 2ème édition.

Lepesant, Michel (coord.), 2013, *L'Antiproduktivisme. Un défi pour la gauche ?*, Lyon, Parangon.

Lille, François, 2006, *A l'aurore du siècle, où est l'espoir? Biens communs et biens publics mondiaux*. Bruxelles, Editions Tribord.

Lipovetsky, Gilles, 1983, *L'ère du vide*, Paris, Gallimard.

Lohmann, Larry, 2012, *Mercados de carbono. La neoliberalización del clima*, Quito, Abya Yala.

Löwy, Michael, 2011, *Ecosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris, Mille et une nuits.

Martínez, Esperanza, 2009, *Yasuní. El tortuoso camino de Kioto a Quito*, Quito, Abya Yala.

Martínez Alier, Joan, Roca Jusmet, Jordi, 2013 (2000), *Economía ecológica y política ambiental*, México, Fondo de Cultura Económica, 3ème édition.

Martinez Alier, Joan, 2010 (2003), *¿Quién debe a quién? Deuda ecológica y deuda externa*, Barcelone, Icaria.

- Marx, Karl, 2008, *Critique du programme de Gotha*, Paris, Les éditions sociales.
- Marx, Karl, 2006, *Salaires, prix, profits*, Paris, Le Temps des Cerises.
- Marx, Karl, 1993, *Le Capital. Critique de l'économie politique*, Paris, PUF.
- Massal, Julie, 2005, *Les mouvements indiens en Equateur. Mobilisations protestataires et démocratie*, Paris, Karthala.
- Materne, Yves, 1976, *Le réveil indien en Amérique latine*, Paris, Les Éditions du cerf.
- Max-Neef, Manfred (avec la collaboration d'Antonio Elizalde et Martín Hopenhayn), 1994, *Desarrollo a escala humana. Conceptos, aplicaciones y algunas reflexiones*, Barcelone, Editorial Nordan-Comunidad/Editorial Icaria.
- Méda, Dominique, 2013, *La mystique de la croissance. Comment s'en libérer?*, Paris, Flammarion.
- Méda, Dominique, 1999, *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Alto, Auber.
- Medina, Jorge (ed.), 2001, *Suma Qamaña. La comprensión indigène de la Buena Vida*, La Paz, GTZ.
- Mény, Yves, Surel, Yves, 2000, *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard.
- Michéa, Jean-Claude, 2008, *La double pensée. Retour sur la question libérale*, Paris, Flammarion.
- Middleton, Alan, 2022, *El sector informal en el Ecuador. Artesanos, empresarios y empresas familiares precarias*, Quito, FLACSO.
- Millet, Damien, Toussaint, Eric, 2012, *Triple AAA. Audit. Annulation. Autre politique*, Paris, Le Seuil.

Modonesi, Massimo, 2017, *Revoluciones pasivas en América*, México, UNAM, Editorial Itaca.

Morin, Edgar, Kern, Anne-Brigitte, 1993, *Terre-Patrie*, Paris, Seuil.

Mouffe, Chantal, 2014, *Agonística. Pensar el mundo políticamente*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica.

Mouffe, Chantal, 2011, *En torno a lo político*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica.

Naess, Arne, 2017, *Une écologie pour la vie. Introduction à l'écologie profonde*, Paris, Le Seuil.

Naess, Arne, 2013 (1989), *Écologie, communauté et style de vie*, Paris, Dehors.

Nenquimo, Ima Fabian, 2010, *El Origen de los Waorani. Los cuatro dioses de los Waorani y el hijo del Sol*, Quito, Ministère de l'environnement équatorien – PRAS.

Ortiz, Santiago, 2004, *Cotacachi: una apuesta por la democracia Participativa*, Quito, FLACSO.

Ospina, Pablo (coord.), 2006, *En las fisuras del poder. Movimiento indígena, cambio social y gobiernos locales*, Quito, Instituto de Estudios Ecuatorianos.

Ostrom, Elinor, 2010, *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Bruxelles, De Boeck Editions.

Oviedo Freire, Atawallpa, 2011, *Qué es el Sumakawsay. Más allá del socialismo y el capitalismo*, Quito, Sumak Ediciones.

Panizza Francisco, 2009, *Contemporary Latin America: Development and Democracy beyond the Washington Consensus*, Londres, Zed Books.

Pérez Orozco, Amaia, 2014, *Subversión feminista de la economía. Aportes para un debate sobre el conflicto capital-vida*, Madrid, Traficantes de Sueño.

Polanyi, Karl, 2009 (1944), *La Grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard.

Proaño, José, Almeida, Alexandra, 2008, *Tigre, Águila y Waorani, una sola selva, una sola lucha. Deuda ecológica de las transnacionales petroleras con el pueblo Waorani y el Parque Nacional Yasuní*, Quito, Acción Ecológica.

Proaño García, José, Colleoni, Paola, 2008, *Taromenane Warani Nani. Pueblos Indígenas en Aislamiento Voluntario. Tagaeri – Taromenane, en la Amazonía Ecuatoriana*, Quito, Abya-Yala/Fundación Pachamama.

Ramírez, Franklin (coord.), Le Quang, Matthieu, Bastidas, Cristina, 2013, *La Nuda Política. Democracia, participación y conflictos. Ecuador 2009-2012*, Quito, FES-ILDIS, FLACSO-Ecuador, Perfiles de Opinión.

Ramírez Gallegos, René, 2012, *La vida (buena) como riqueza de los pueblos. Hacia una socioecología política del tiempo*, Quito, IAEN, INEC.

Ramirez, René, 2010, *Socialismo del Sumak Kawsay o biosocialismo republicano*, Quito, Senplades

Rudel, Christian, 2009, *Réveils amérindiens. Du Mexique à la Patagonie*, Paris, Karthala, Les Terrains du siècle.

Ruiz, Miguel, Iturralde, Pablo, 2013, *La alquimia de la riqueza. Estado, petróleo y patrón de acumulación en Ecuador*, Quito, CDES.

Sachs, Wolfgang (Ed.), 1996 (1992), *Diccionario del desarrollo. Una guía del conocimiento como poder*, Lima, PRATEC.

Said, Edward, 1983, *The World, the Text, and the Critic*, Cambridge, Harvard University Press.

Saint-Upéry, Marc, 2007, *Le rêve de Bolivar. Le défi des gauches sud-américaines*, Paris, La Découverte.

Sartre, Jean-Paul, 1972, *Plaidoyer pour les intellectuels*, Paris, Gallimard.

Schmitt, Carl, 1976, *The Concept of the Political*, New Brunswick, Rutgers University Press.

Schuldt, Jürgen *et al.*, 2009, *Extractivismo, Política y Sociedad*, Quito, CAAP, CLAES.

Senplades, 2010, *Los nuevos retos de América Latina. Socialismo y Sumak Kawsay*, Quito, Senplades, IAEN.

Serrano, Helga, 2013, *Caso Chevron-Texaco. Cuando los pueblos toman la palabra*, Quito, Universidad Andina Simon Bolivar.

Svampa, Maristella, Viale, Enrique, 2014, *Maldesarrollo. La Argentina del extractivismo y el despojo*, Buenos Aires, Editorial Katz.

Taguieff, Pierre-André, 2007, *L'illusion populiste. Essai sur les démagogies de l'âge démocratique*, Paris, Champs Flammarion.

Tanuro, Daniel, 2012, *L'impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte.

Tilly, Charles, Tarrow, Sidney, 2008, *Politique(s) du conflit*, Paris, Presses de Sciences Po.

Tilly, Charles, 1978, *From Mobilization to Revolution*, Reading, Addison-Wesley.

Tortosa, José Maria, 2011, *Maldesarrollo y Mal vivir. Pobreza y violencia a escala mundial*, Quito, Abya-Yala.

Toussaint, Eric, 2017, *Le système dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation*, Paris, Les Liens qui Libèrent.

Toussaint, Eric, Millet, Damien (dir.), 2011, *La dette ou la vie*, Bruxelles, Aden Belgique.

Ulloa, Astrid, 2004, *La construcción del nativo ecológico. Complejidades, paradojas y dilemas de la relación entre los movimientos indígenas y el ambientalismo en Colombia*, Bogota, Instituto Colombiano de Antropología e Historia.

Vallejo, María Cristina, Larrea, Carlos, Burbano, Rafael, Falconi, Fander, 2011, *La Iniciativa Yasuní-ITT desde una perspectiva multicriterial*, Quito, FODM, PNUD, FAO.

Vommaro, Gabriel (coord.), 2008, *La « Carte rouge » de l'Amérique latine*, Paris, Editions du Croquant.

Wade, Peter, 2000 (1999), *Raza y etnicidad en Latinoamérica*, Quito, Abya-Yala.

Wallerstein, Immanuel, 2011 (1983), *Le capitalisme historique*, Paris, La Découverte.

Weber, Max, 1963 (1919), *Le savant et le politique*, Paris, Union Générale d'Éditions.

- Articles dans un ouvrage collectif

Acanda, José Luis, 2012, « Una reflexión sobre la hegemonía y contrahegemonía en tiempos de crisis », in Hidalgo Flor, Francisco, Márquez Fernández, Álvaro (Ed.), *Contra hegemonía y Buen Vivir*, Quito, Universidad Central del Ecuador/Universidad del Zulia – Venezuela, p. 137-146.

Acosta, Alberto, 2011, « El Buen Vivir en el camino del post-desarrollo. Algunas reflexiones al andar », in Weber, Gabriela (Ed.), *Debate sobre cooperación y modelos de desarrollo. Perspectivas desde la sociedad civil en el Ecuador*, Quito, Centro de Investigación Ciudad, p. 61-82.

Acosta, Alberto, 2011, « Extractivismo y neoextractivismo: dos caras de la misma maldición », in Lang, Miriam, Mokrani Dunia (Comps.), *Más allá del desarrollo (Grupo permanente de trabajo sobre alternativas al desarrollo)*, Quito, Fundación Rosa Luxemburgo/Abya Yala, p. 83-118.

Acosta, Alberto, 2010, « Solo imaginando otros mundos, se cambiará éste », in Farah, Ivonne, Vasapollo, Luciano (coords.), *Vivir bien: ¿paradigma no capitalista?*, La Paz, CIDES-UMSA, p. 189-208.

Alayza, Alejandra, 2009, « Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo. Contextos y demandas bajo el progresismo sudamericano actual », in Schuldt, Jürgen *et al.*, *Extractivismo, Política y Sociedad*, Quito, CAAP, CLAES, p. 157-186.

Álvarez, Víctor, 2015, « Claves para salir de las trampas del rentismo. Venezuela: posextractivismo e inserción soberana en el mercado mundial », in Grupo Permanente de Trabajo sobre Alternativas al Desarrollo, *La osadía de lo nuevo. Alternativas de política económica*, Quito, Fundación Rosa Luxemburg, Abya-Yala, p. 61-93.

Álvarez Cantalapiedra, Santiago, 2011, « La civilización capitalista en la encrucijada », in Álvarez Cantalapiedra, Santiago (Ed.), *Convivir para perdurar. Conflictos ecosociales y sabidurías ecológicas*, Barcelona, Icaria, p. 17-36.

Antonelli, Mirta A., 2009, « Minería transnacional y dispositivos de intervención en la cultura. La gestión del paradigma hegemónico de la “minería responsable y sustentable” », in Svampa, Maristella, Antonelli, Mirta A. (Ed.), *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*, Buenos Aires, Editorial Biblos, p. 51-102.

Bodemer, Klaus, 2018, « Más allá del neoextractivismo. Desafíos y oportunidades para una inserción internacional activa de América Latina », in Cáliz, Alvaro, Denzin, Christian (Ed.), *Las aguas en que navega América Latina: Oportunidades y desafíos para la transformación social-ecológica*, México, Friedrich Ebert Stiftung, p. 101-167.

Bonnafeux, Simone, Krieg-Planque, Alice, 2013, « L'analyse du discours », in Olivesi, Stéphane (dir.), *Sciences de l'information et de la communication. Objets, savoirs, discipline*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, p. 223-238.

Cadahia, Luciana, 2017, « Espectrologías del populismo en Ecuador: materiales para una lectura renovada de la Revolución Ciudadana », in Le Quang, Matthieu, *La Revolución ciudadana en escala de grises. Avances, continuidades y dilemas*, Quito, IAEN, p. 51-77.

Carrión, Andrea, 2016, « Extractivismo minero y estrategia de desarrollo: entre el nacionalismo de los recursos y los conflictos socioterritoriales », in Le Quang, Matthieu (Ed.), *La Revolución Ciudadana en escala de grises: avances, continuidades y dilemas*, Quito, Instituto de Altos Estudios Nacional, p. 181-204.

Chancosa, Blanca, 2014, « El *Sumak Kawsay* desde la visión de mujer », in Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, Guillén García, Alejandro, Deleg Guazha, Nancy (Ed.), *Sumak Kawsay Yuyay. Antología del Pensamiento Indigenista Ecuatoriano sobre Sumak Kawsay*, Huelva, Cuenca, CIM, PYDLOS, FIUCUHU, p. 221-227.

Christoph, Gilles, 2010, « Le néolibéralisme: un essai de définition », in Espiet-Kilty, Raphaële (dir.), *Libéralisme(s) ?*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise Pascal, p. 79-120.

Chuji, Mónica, 2014, « *Sumak Kawsay* versus desarrollo », in Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, Guillén García, Alejandro, Deleg Guazha, Nancy (Ed.), *Sumak Kawsay Yuyay. Antología del Pensamiento Indigenista Ecuatoriano sobre Sumak Kawsay*, Huelva, Cuenca, CIM, PYDLOS, FIUCUHU, p. 229-236.



Cortez, David, 2014, « “Buen Vivir”: ¿biopolítica o alternativa? », in Vallejo, María Cristina, Aguado Caso, Mateo (Comp.), *Reflexiones sobre los límites del desarrollo. Memorias del Sexto Congreso Iberoamericano sobre Desarrollo y Ambiente*, Quito, FLACSO/Senplades, p. 131-142.

Dávalos, Pablo, 2014, « El *Sumak Kawsay* (“Buen Vivir”) y las cesuras del desarrollo », in Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, Guillén García, Alejandro, Deleg Guazha, Nancy (Ed.), *Sumak Kawsay Yuyay. Antología del Pensamiento Indigenista Ecuatoriano sobre Sumak Kawsay*, Huelva, Cuenca, CIM, PYDLOS, FIUCUHU, p. 133-142.

De Sousa Santos, Boaventura, 2009, « Las paradojas de nuestro tiempo y la Plurinacionalidad », in Acosta, Alberto, Martínez, Esperanza (comp.), *Plurinacionalidad. Democracia en la diversidad*, Quito, Abya Yala, p. 21-62.

Do Alto, Hervé, Gaudichaud, Franck, 2014, « L’émancipation des indigènes de Bolivie vue de France : retour critique sur l’importation de l’œuvre d’Álvaro García Linera », in Cagliaio y Conde, Jorge, Gómez Muller, Alfredo (ed.), *Le multiculturalisme et la reconfiguration de l’unité et de la diversité dans les démocraties contemporaines*, Bruxelles, Peter Lang, p. 172-199.

Escobar, Arturo, 2005, « El “postdesarrollo” como concepto y práctica social », in Mato, Daniel (coord.), *Políticas de economía, ambiente y sociedad en tiempos de globalización*, Caracas, Facultad de Ciencias Económicas y Sociales, Universidad Central de Venezuela, p. 17-31.

García Linera, Álvaro, 2008, « Indianismo y marxismo. El desencuentro de dos razones revolucionarias », in García Linera, Álvaro, *La potencia plebeya. Acción colectiva e identidades indígenas, obreras y populares*, Buenos Aires, Prometeo Libros Editorial/CLACSO, p. 373-391.

Giroux, Dalie, Karmis, Dimitrios, 2013, « L’étude des idées politiques : défis et approches », in Giroux, Dalie, Karmis, Dimitrios (dir.), *Ceci n’est pas une idée politique. Réflexions sur les approches à l’étude des idées politiques*, Laval, Presses de l’Université de Laval, p. 1-27.

Goldfrank, Benjamin, 2015, « Democracia participativa e izquierdas: logros, contradicciones y desafíos », in Minnaert, Anja, Endara, Gustavo (coord.), *Democracia participativa e izquierdas. Logros, contradicciones y desafíos*, Quito, FES-ILDIS, p. 94-119.

Gordillo Montalvo, José, 2004, « Importancia del petróleo en Ecuador », in Fontaine, Guillaume, *Petróleo y desarrollo sostenible en Ecuador. 2. Las apuestas*, Quito, FLACSO, p. 67-74.

Gros, Christian, 2007, « Ethniciser la politique, politiser l'ethnicité ? : le dilemme latino-américain », in Georges Couffignal (coord.), *Amérique latine, les surprises de la démocratie*, Paris, La Documentation française, p. 91-104.

Gudynas, Eduardo, 2014, « Buen Vivir: sobre secuestros, domesticaciones, rescates y alternativas », in Oviedo Freire, Atawallpa (comp.), *Bifurcación del Buen Vivir y el Sumak Kawsay*, Quito, Ediciones Yachay, p. 23-45.

Gudynas, Eduardo, 2012, « Buen Vivir y críticas al desarrollo: saliendo de la modernidad por la izquierda », in Hidalgo Flor, Francisco, Márquez Fernández, Álvaro (Eds.), *Contra hegemonía y Buen Vivir*, Quito, Universidad Central del Ecuador, Universidad del Zulia – Venezuela, p. 67-87.

Gudynas, Eduardo, 2011, « Caminos para las transiciones post extractivistas », in Alayza, Alejandra, Gudynas, Eduardo (ed.), *Transiciones. Post extractivismo y alternativas al extractivismo en el Perú*, Lima, RedGE, CEPES, p. 187-216.

Gudynas, Eduardo, 2011, « Debates sobre el desarrollo y sus alternativas en América latina: Una breve guía heterodoxa », in Lang, Miriam, Mokrani, Dunia (Comp.), *Más allá del desarrollo*, Quito, Fundación Rosa Luxemburgo/Abya Yala, p. 21-53.

Gudynas, Eduardo, 2009, « Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo. Contextos y demandas bajo el progresismo sudamericano actual », in Schuldt, Jürgen *et al.*, *Extractivismo, Política y Sociedad*, Quito, CAAP, CLAES, p. 187-225.

Gudynas, Eduardo, 2002, « **El concepto de Regionalismo Autónomo y el desarrollo sustentable en el Cono Sur** », in Gudynas, Eduardo (comp.), *Sustentabilidad y regionalismo en el Cono Sur*, Montevideo, Editorial Coscoroba, p. 177-211.

Guerrero, Andrés, 1994, « Una imagen ventrílocua: el discurso liberal de la “desgracia raza indígena” a fines del siglo XIX », in Muratorio, Blanca (Ed.), *Imágenes e imagineros. Representaciones de los indígenas ecuatorianos, siglos XIX y XX*, Quito, FLACSO, p. 197-252.

Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, Arias, Alexander, Ávila, Javier, 2014, « El pensamiento indigenista ecuatoriano sobre Sumak Kawsay », in Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, Guillén, Alejandro, Deleg, Nancy (eds.), *Sumak Kawsay Yuyay*, Huelva, CIM, p. 29-73.

Hidalgo Flor, Francisco, 2012, « Contrahegemonía y Buen Vivir en la fase postneoliberal », in Hidalgo Flor, Francisco, Márquez Fernández, Álvaro (Eds.), *Contra hegemonía y Buen Vivir*, Quito, Universidad Central del Ecuador, Universidad del Zulia – Venezuela, p. 89-114.

Houtart, François, 2012, « El concepto de Sumak Kawsay (Buen Vivir) y su afinidad con el bien común de la humanidad », in Houtart, François, Daiber, Birgit (comp.), *Un paradigma poscapitalista: el bien común de la humanidad*, Panamá, Ruth Casa Editorial, p. 245-274.

Houtart, François, 2008, « De la résistance aux alternatives en Amérique latine : un défi pour l’analyse sociale » in Bajoit, Guy, Houtart, François, Duterme, Bernard, 2008, *Amérique latine. A gauche toute ?*, Bruxelles, Couleur Livres, CETRI, p. 69-106.

Juillard, Michel, 2002, « Régimes d’accumulation », in Boyer, Robert, Saillard, Yves (dir.), *Théorie de la régulation. L’Etat des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 225-235.

Kallis, Giorgos, Demaria, Federico, D’Alisa, Giacomo, « Introduction : décroissance », in D’Alisa, Giacomo, Demaria, Federico, Kallis, Giorgos (dir.), *Décroissance*.

*Vocabulaire pour une nouvelle ère*, Neuvy-en-Champagne, Éditions le passager clandestin, p. 25-54.

Lang, Miriam, 2021, « Le cycle progressiste et ses contradictions. Réflexion critique sur les défis de la transformation sociale en Amérique latine », in Gaudichaud, Franck, Posado, Thomas (dir.), *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018). La fin d'un âge d'or*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 249-260.

Larrea, Ana María, 2010, « La disputa de sentidos por el Buen Vivir como proceso contrahegemónico », in Senplades, *Los nuevos retos de América Latina. Socialismo y Sumak Kawsay*, Quito, Senplades, IAEN, p. 15-28.

Larrea, Carlos, Greene, Natalia, 2015, « De la lucha contra la pobreza a la superación de la codicia. Ecuador: inequidad social y redistribución del ingreso », in Grupo Permanente de Trabajo sobre Alternativas al Desarrollo, *La osadía de lo nuevo. Alternativas de política económica*, Quito, Abya Yala, Fundación Rosa Luxemburg, p. 11-59.

Larrea, Carlos, 2010, « Por qué el Ecuador debe mantener el petróleo del ITT bajo tierra », in Martínez, Esperanza, Acosta, Alberto (comp.), *ITT-Yasuní. Entre el petróleo y la vida*, Quito, Abya-Yala.

Laurent, Virginie, 2007, « Indianité et politique en Amérique latine. Variations andines autour d'un phénomène continental », in Transcontinentales, Sociétés, idéologies, système mondial, *Amérique latine*, n°4, 1<sup>er</sup> semestre, p. 59-76.

Lasso, Geovanna, Clark, Patrick, 2016, « Soberanía alimentaria, modernización y neodesarrollismo: las contradicciones de la política agraria en el Ecuador de la Revolución Ciudadana », in Le Quang, Matthieu, *La Revolución ciudadana en escala de grises. Avances, continuidades y dilemas*, Quito, IAEN, p. 260-297.

Le Quang, Matthieu, 2014, « Buen Vivir y ecosocialismo: reflexiones a partir de la iniciativa Yasuní-ITT en Ecuador », in Riechmann, Jorge, Carpintero, Óscar, Matarán, Alberto (coords.), *Los inciertos pasos desde aquí hasta allá: alternativas*

*socioecológicas y transiciones poscapitalistas*, Granada, Ediciones de la Universidad de Granada, p. 223-249.

Le Quang, Matthieu, 2012, « La reestructuración de la izquierda en Ecuador: del movimiento indígena hasta Rafael Correa » in Gaudichaud, Franck (coord.), *El volcán latino-americano. Izquierdas, movimientos sociales y neoliberalismo al sur del Río Bravo. Balance de una década de luchas: 1999-2009*, Barcelone, Otramérica, p. 111-120.

Leff, Enrique, 2006, « La ecología política en América Latina. Un campo en construcción », in Alimonda, Héctor (coord.), *Los tormentos de la materia. Aportes para una ecología política latinoamericana*, Buenos Aires, CLACSO, p. 21-39.

León, Irene, 2010, « Ecuador: la tierra, el *Sumak Kawsay* y las mujeres », in León, Irene (coord.), *Sumak Kawsay/Buen Vivir y cambios civilizatorios*, Quito, FEDAEPS, 2ème édition, p. 143-153.

León, Irene, 2010, « Resignificaciones, cambios sociales y alternativas civilizatorias », in León, Irene (coord.), *Sumak Kawsay/Buen Vivir y cambios civilizatorios*, Quito, FEDAEPS, 2ème édition, p. 7-12.

Macas, Luis, 2009, « Construyendo desde la historia. Resistencia del movimiento indígena en el Ecuador », in Acosta, Alberto, Martínez, Esperanza (comp.), *Plurinacionalidad. Democracia en la diversidad*, Quito, Abya Yala, p. 81-98.

Macas, Luis, 2007, « Presentación », in CONAIE, *Propuesta de la CONAIE frente a la Asamblea Constituyente. Principios y lineamientos para la nueva constitución del Ecuador. Por un Estado Plurinacional, Unitario, Soberano, Incluyente, Equitativo y Laico*, Quito, CONAIE, p. 19-21.

Maldonado, Luis, 2014, « Interculturalidad y políticas públicas en el marco del Buen Vivir », in Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, Guillén García, Alejandro, Deleg Guazha, Nancy (Ed.), *Sumak Kawsay Yuyay. Antología del Pensamiento Indigenista*

*Ecuadoriano sobre Sumak Kawsay*, Huelva, Cuenca, CIM, PYDLOS, FIUCUHU, p. 211-220.

Martín, Facundo, Larsimont, Robin, 2014, « L'écologie politique depuis l'Amérique Latine », in *Actes du Premier Colloque « Penser l'écologie politique: Sciences sociales et interdisciplinarité »*, Paris, p. 155-159.

Martínez, Esperanza, 2011, « Prólogo » in Acosta, Alberto, Martínez, Esperanza, (comp.), *La Naturaleza con Derechos. De la filosofía a la política*, Quito, Abya Yala, p. 7-23.

Martínez Alier, Joan, Sejenovich, Héctor, Baud, Michiel, **2015**, « El ambientalismo y ecologismo latinoamericano », in de Castro, Fabio, Hogenboom, Barbara, Baud, Michiel (coord.), *Gobernanza ambiental en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, p. 39-72.

Massal, Julie, 2007, « Le discours de la surprise électorale en contexte de démocratisation. L'exemple des élections équatorienne et bolivienne en 2002 », in Dabène, Olivier, Hastings, Michel, Massal, Julie (dir.), *La surprise électorale. Paradoxes du suffrage universel*, Aix-en-Provence, Karthala-CSPC-IEP, p. 107-126.

Mazzolini, Samuele, 2017, « Revolución Ciudadana y populismo de Laclau: una problematización », in Le Quang, Matthieu, *La Revolución ciudadana en escala de grises. Avances, continuidades y dilemas*, Quito, IAEN, p. 25-50.

Mejía Acosta, Andrés, Machado Puertas, Juan Carlos, 2008, « Las democracias asfixiadas en los Andes Altos : elecciones e inestabilidad en Bolivia, Ecuador y Perú », in Alcántara Sáez, Manuel, García Díez, Fátima (coord.), *Elecciones y política en América Latina*, México, Instituto Electoral del Estado de México, Sociedad Mexicana de Estudios Electorales, p. 175-200.

Melo Romão, Wagner, 2015, « Políticas públicas y democracia participativa: avances y límites de las conferencias nacionales en Brasil », in Minnaert, Anja, Endara, Gustavo

(coord.), *Democracia participativa e izquierdas. Logros, contradicciones y desafíos*, Quito, FES-ILDIS, p. 239-293.

Minteguiaga, Analia, Carmel, Valerie, « Deconstruyendo los paradigmas de la política social: reflexiones desde el Ecuador reciente », in Le Quang, Matthieu, *La Revolución ciudadana en escala de grises. Avances, continuidades y dilemas*, Quito, IAEN, p. 207-257.

Morel-Darleux, Corinne, 2013, « Une planification, même écologique, peut-elle vraiment rompre avec le productivisme ? », in Lepasant, Michel (coord.), *L'Antiproductivisme. Un défi pour la gauche ?*, Lyon, Parangon, p. 115-120.

Mouffe, Chantal, 2015, « Democracia y representación: una perspectiva agonista », in Minnaert, Anja, Endara, Gustavo (coord.), *Democracia participativa e izquierdas. Logros, contradicciones y desafíos*, Quito, FES-ILDIS, p. 15-33.

Muyolema, Armando, 2012, « Pueblos indígenas de América. Las poéticas del Sumak Kawsay en un horizonte global », in Houtart, François, Daiber, Birgit (comp.), *Un paradigma poscapitalista: el Bien Común de la Humanidad*, Panamá, Ruth Casa Editorial, p. 343-358.

O'Connor, James, 2003, « La seconde contradiction du capitalisme : causes et conséquences », in Harribey, Jean-Marie, Löwy, Michael (sous la dir.), *Capital contre nature*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, p. 57-66.

Oliveres, Arcadi, 2010 (2003), « Deuda externa ¿deuda eterna? », in Martínez Alier, Joan, *¿Quién debe a quién? Deuda ecológica y deuda externa*, Barcelone, Icaria, p. 11-40.

Ortiz Crespo, Santiago, 2018, « Revolución Ciudadana en Ecuador. De lo nacional popular a lo nacional estatal », in Ouviaña, Hernán, Thwaites Rey, Mabel (Comp.), *Estados en disputa. Auge y fractura del Ciclo de Impugnación al Neoliberalismo en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, IEALC, Editorial El Colectivo, p. 234-261.

Pacari, Nina, 2009, « Naturaleza y territorio desde la mirada de los pueblos indígenas », in Acosta, Alberto, Martínez, Esperanza (comp.), *Derechos de la Naturaleza. El futuro es ahora*, Quito, Ediciones Abya-Yala, p. 31-38.

Pachano, Simón, 2008, « Renovación, agonía y muerte del sistema de partidos de Ecuador », in Alcántara Sáez, Manuel, García Díez, Fátima (coord.), *Elecciones y política en América Latina*, México, Instituto Electoral del Estado de México, Sociedad Mexicana de Estudios Electorales, p. 145-174.

Prada Alcoreza, Raúl, 2011, « El vivir bien como modelo de Estado y modelo económico », in Lang, Miriam, Mokrani, Dunia (Comp.), *Más allá del desarrollo (Grupo permanente de trabajo sobre alternativas al desarrollo)*, Quito, Fundación Rosa Luxemburgo/Abya Yala, p. 221-256.

Quirola Suárez, Dania, 2010, « La universidad ecuatoriana en la transición hacia la sociedad del Buen Vivir basada en el bioconocimiento » in Ramírez, René (coord.), *Transformar la Universidad para Transformar la Sociedad*, Quito, SENPLADES, p. 195-216.

Ramírez Gallegos, Franklin, Stoessel, Soledad, 2015, « Postneoliberalismo, cambio y conflicto político en el Ecuador de la Revolución Ciudadana », in Argento, Melisa, Ciccone, Ana Laura (Comp.), *Pulsión de cambio. Movimiento latinoamericano en la construcción de proyectos contra-hegemónicos*, Rosario, Editorial Último Recurso, p. 133-190.

Ramírez Gallegos, Franklin, 2013, « Perspectivas del proceso de democratización en Ecuador. Cambio Político e inclusión social », in Dargatz, Anja, Zuazo, Moira (dir.), *Democracias en Transformación. ¿Qué hay de nuevo en los nuevos Estados andinos?*, La Paz, FES-ILDIS, p. 103-155.

Ramírez Gallegos, Franklin, 2012, « Reconfiguraciones estatales en Ecuador », in Thwaites Rey, Mabel (Ed.), *El Estado en América Latina: continuidades y rupturas*, Santiago de Chile, CLACSO/ASDI/Editorial ARCIS, p. 341-375.



Ramirez Gallegos, Franklin, 2008, « Le mouvement indigène et la reconstruction de la gauche en Equateur. Le cas du Mouvement d'Unité Plurinationale Pachakutik – Nouveau Pays » in Vommaro, Gabriel (coord.), *La « Carte rouge » de l'Amérique latine*, Paris, Editions du Croquant.

Ramírez, René, 2010, « La transición ecuatoriana hacia el Buen Vivir », in León, Irene (coord.), *Sumak Kawsay/Buen Vivir y cambios civilizatorios*, Quito, FEDAEPS, 2ème édition, p. 125-142.

Ramírez Gallegos, René, 2010, « Socialismo del sumak kawsay o biosocialismo republicano », in Senplades, *Los nuevos retos de América Latina. Socialismo y Sumak Kawsay*, Quito, Senplades, IAEN, p. 55-76.

Ramón Valarezo, Galo, 2009, « ¿Plurinacionalidad o interculturalidad en la Constitución? », in Acosta, Alberto, Martínez, Esperanza (comp.), *Plurinacionalidad. Democracia en la diversidad*, Quito, Abya Yala, p. 125-160.

Riechmann, Jorge, Carpintero, Oscar, 2014, « ¿Cómo pensar las transiciones poscapitalistas? », in Riechmann, Jorge, Carpintero, Oscar, Matarán, Alberto, 2014, *Los inciertos pasos desde aquí hasta allá: alternativas socioecológicas y transiciones poscapitalistas*, Granada, Universidad de Granada, p. 29-124.

Riechmann, Jorge, 2006, « La Crítica ecosocialista al capitalismo », in Valencia, Ángel (Coord.), *Izquierda verde*, Barcelona, Icaria/ Fundación NousHoritzons, p. 67-112.

Salama, Pierre, 2021, « Populisme progressiste au Brésil et en Argentine des années 2000, l'heure des bilans », in Gaudichaud, Franck, Posado, Thomas (dir.), *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018). La fin d'un âge d'or*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 43-71.

Sariego, Juan Luis, 2011, « Réponses indigènes face à l'expansion des frontières minières en Amérique latine », in Dumoulin, David, Gros, Christian (dir.), *Le Multiculturalisme "au concret" : un modèle latino-américain ?*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, p. 391-403.

Schuldt, Jürgen, Acosta, Alberto, 2009, «Petróleo, rentismo y subdesarrollo ¿Una maldición sin solución?», in Schuldt, Jürgen *et al.*, *Extractivismo, Política y Sociedad*, Quito, CAAP, CLAES, p. 9-39.

Simbaña, Floresmilo, 2011, «El sumak kawsay como proyecto político», in Lang, Miriam, Mokrani, Dunia (Comp.), *Más allá del desarrollo (Grupo permanente de trabajo sobre alternativas al desarrollo)*, Quito, Fundación Rosa Luxemburgo/Abya Yala, p. 219-256.

Sinaï, Agnès, 2013, «Le destin des sociétés industrielles», in Sinaï, Agnès (dir.), *Penser la décroissance. Politiques de l'Anthropocène*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, p. 23-48.

Stefanoni, Pablo, 2012, «Comparación del futuro de la democracia entre Venezuela, Bolivia y Ecuador», in Dargatz, Anja, Zuazo, Moira (Ed.), *Democracias en transformación. ¿Qué hay de Nuevo en los nuevos Estados andinos?*, La Paz, FES-ILDIS, p. 205-250.

Vallejo, María Cristina, 2014, «Reflexiones sobre los límites del desarrollo en el marco del Sexto Congreso Iberoamericano sobre Desarrollo y Ambiente, FLACSO-Sede Ecuador», in Vallejo, María Cristina, Aguado Caso, Mateo, *Reflexiones sobre los límites del desarrollo. Memorias del Sexto Congreso Iberoamericano sobre Desarrollo y Ambiente*, Quito, FLACSO/Senplades, p. 13-24.

Vanhulst, Julien, Elizalde Hevia, Antonio, 2016, «Los senderos bifurcados del desarrollo sostenible: un análisis del discurso académico en América Latina», in Floriani, Dimas, Elizalde Hevia, Antonio (Orgs.), *América Latina: Sociedade e Meio Ambiente. Teorias, Retóricas e Conflitos em Desenvolvimento*, Curitiba, Ed. UFPR, p. 173-217.

Vega, Ugalde, Silvia, 2016, « La sostenibilidad de la vida como eje para convergencias teóricas y prácticas », in Economistas sin Fronteras, *El Buen Vivir como paradigma societal alternativo*, Dossieres EsF, n° 23, automne, p. 34-37.

Ventura-Dias, Vivianne, 2018, « Los desafíos del capitalismo global para la transformación social-ecológica de América Latina », in Cáliz, Alvaro, Denzin, Christian (Ed.), *Las aguas en que navega América Latina: Oportunidades y desafíos para la transformación social-ecológica*, México, Friedrich Ebert Stiftung, p. 19-99.

- Articles de revue académique

Acosta Alberto, 2009, « El Buen Vivir, una utopía por (re)construir », *CASA de las Américas*, n° 257, octobre-décembre, p. 33-46.

Aguilar, Paula Lucía, Fiuza, Pilar, Glozman, Mara, Grondona, Ana, Pryluka, Pablo, 2015, « Hacia una genealogía del “Buen Vivir”. Contribuciones desde el Análisis Materialista del Discurso », *Theomai. Estudios Críticos sobre Sociedad y Desarrollo*, n°32, deuxième semestre, p. 96-127.

Alimonda, Héctor, 2016, « Notas sobre la ecología política latinoamericana: arraigo, herencias, diálogos », *Ecología Política*, n° 51, p. 36-42.

Altmann, Philipp, 2013, « El Sumak Kawsay en el discurso del movimiento indígena ecuatoriano », *INDIANA*, n°30, p. 283-299.

Altvater, Elmar, 2014, « El Capital y el Capitaloceno », *Mundo Siglo XXI*, vol. IX, n° 33, p. 5-15.

Ballet, Jérôme, 2008, « Propriété, biens publics mondiaux, bien(s) commun(s) : Une lecture des concepts économiques », *Développement durable et territoires*, Dossier 10 : Biens communs et propriété <http://developpementdurable.revues.org/5553>

Ballet, Jérôme, 2007, « La gestion en commun des ressources naturelles : une perspective critique », *Développement durable et territoires*, <http://developpementdurable.revues.org/3961>

Bas Vilizzio, Magdalena, 2018, « Detrás de la autonomía: América Latina y la solución de controversias inversor-Estado », *Densidades*, n° 23, juin, p. 11-30.

Bass, Margot S., Finer, Matt, *et al.*, 2010 «Global Conservation Significance of Ecuador's Yasuní National Park», *Public Library of Science*, n° 5, [www.plosone.org/article/info:doi/10.1371/journal.pone.0008767](http://www.plosone.org/article/info:doi/10.1371/journal.pone.0008767).

Bebbington, Anthony, Humphreys Bebbington, Denise, 2009, « Actores y ambientalistas: conflictos socio-ambientales en Perú », *Íconos*, n°35, septembre, p. 117-128.

Bednik, Anna, 2019, « Le grande frontière », *Écologie & Politique*, n° 59, p. 29-40.

Belotti, Francesca, 2014, « Entre *bien común* y *buen vivir*. Afinidades a distancia », *Iconos*, n° 48, p. 41-54.

Bermann, Célio, 2012, « Economía verde: ¿una vía para otro mundo posible? Debates científicos e intereses políticos en torno de Río+20 », *Nueva Sociedad*, n° 239, mai-juin, p. 11-23.

Berry, Albert, 2008, « Growth, Employment, and Distribution Impacts of Minerals Dependency: Four Case Studies », *South African Journal of Economics*, vol. 76, n° 2, p. 148-174.

Bizberg, Ilán, Théret, Bruno, 2012, « La diversité des capitalismes latino-américains : les cas de l'Argentine, du Brésil et du Mexique », *Revue de la Régulation*, n° 11, printemps, <http://journals.openedition.org/regulation/9658>

Boanada, Vanessa, Leturcq, Guillaume, Grisotti, Márcia, 2016, « Acceptabilité sociale et place de la population lors de la construction du barrage de Belo Monte (Brésil) », *Éthique publique*, vol. 18, n° 1, <http://journals.openedition.org/ethiquepublique/2540>.

Bos, Vincent, Velut, Sébastien, 2016, « Introduction », *Cahiers des Amériques latines*, n° 82, p. 17-29.

Bos, Vincent, Lavard-Meyer, Cécile, 2015, « “Néo-extractivisme” minier et question sociale au Pérou », *Cahiers des Amériques latines*, n° 78, p. 29-55.

Bouoiyour, Jamal, Hanchane, Hicham, Mouhoud, El Mouhoub, 2009, « Investissements directs étrangers et productivité. Quelles interactions dans le cas des pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord ? », *Revue économique*, Vol. 60, n° 1, p. 109-131.

Boyer, Robert, 2012, « Diversité et évolution des capitalismes en Amérique latine. De la régulation économique au politique », *Revue de la Régulation*, n° 11, printemps, <http://journals.openedition.org/regulation/9720>.

Bretón, Víctor, Cortez, David, García, Fernando, 2014, « En busca del sumak kawsay », *Iconos*, n° 48, p. 9-24.

Broggio, Céline, Droulers, Martine, 2017, « Les effets des équipements hydroélectriques en Amazonie », *EchoGéo*, n° 41, <http://journals.openedition.org/echogeo/15080>.

Broggio, Céline, Cataia, Marcio, Droulers, Martine, Velut, Sébastien, 2014, « Le défi de la transition énergétique en Amazonie brésilienne », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 14, n° 3, décembre, <http://journals.openedition.org/vertigo/15490>.

Buu-Sao, Doris, 2013, « “Perúpetro est ton ami” : un gouvernement des contestataires en Amazonie péruvienne », *Participations*, n° 6, p. 119-139.

Carman, María, 2015, « El caballito de Boedo y el cartonero sin nombre: un abordaje crítico de los derechos animales », *Theomai. Estudios Críticos sobre Sociedad y Desarrollo*, n° 32, deuxième semestre, p. 36-56.

Carpentier, Julie, 2011, « Tourisme communautaire, conflits internes et développement local », *Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines*, 40 (2), p. 349-373.

Castañeda, Jorge, 2006, « Latin America's Left Turn », *Foreign Affairs*, n°85, p. 28-43.

Cabanes, Valérie, « Soigner les blessures de la Terre », *Écologie & Politique*, n° 59, p. 107-122.

Chartier, Denis, Löwy, Michael, 2013, « L'Amérique Latine, terre de luttes socioécologiques », *Écologie & politique*, n° 46, p. 13-20.

Clévenot, Mickaël, Michel, Sandrine, 2010, « Itinéraires et trajectoires de développement en Amérique latine et au-delà. Entretien avec Pierre Salama », *Revue de la Régulation*, n° 7, printemps, p. 6, <http://journals.openedition.org/regulation/7913>.

Cohen, James A., 1995, « Quelle démocratie? Perspectives critiques sur les transitions démocratiques en Amérique latine », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 2, n°2, septembre, p. 353-368

Collovald, Annie, 2005, « Le populisme : de la valorisation à la stigmatisation du populaire », *Hermès*, n° 42, p. 154-160.

Conaghan, Catherine, 2016, « Delegative democracy revisited: Ecuador under Correa », *Journal of Democracy*, vol. 27, n° 3, p. 109-118.

Coronel, Valeria, Cadahia, Luciana, 2018, « Populismo republicano: más allá de "Estado versus pueblo" », *Nueva Sociedad*, n° 273, janvier-février, p. 72-82.

Correa Delgado, Rafael, Falconi Benítez, Fander, 2012, « Después de Rio + 20 : bienes ambientales y relaciones de poder », *Revista de Economía Crítica*, n° 14, second semestre, p. 257-276.

Crutzen, Paul J., 2007, « La géologie de l'humanité : l'Anthropocène », *Ecologie & politique*, n° 34, p. 141-148.

Cubillo-Guevara, Ana Patricia, 2016, « Genealogía inmediata de los discursos del Buen Vivir en Ecuador (1992-2006) », *América Latina Hoy*, n° 74, p. 125-144.

Cubillo-Guevara, Ana Patricia, Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, 2015, « El *sumak kawsay* genuino como fenómeno social amazónico ecuatoriano », *OBETS. Revista de Ciencias Sociales*, vol. 10, n° 2, p. 301-333.

Cubillo-Guevara, Ana Patricia, Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, 2015, « El trans-desarrollo como manifestación de la trans-modernidad. Más allá de la subsistencia, el desarrollo y el post-desarrollo », *Revista de Economía Mundial*, n° 41, p. 127-157.

Cunin, Elizabeth, 2006, « Introduction : L'ethnicité revisitée par la globalisation », *Autrepart*, n° 38, p. 3-13.

De la Torre, Carlos, 2013, « El tecnopulismo de Rafael Correa: ¿es compatible el carisma con la tecnocracia? », *Latin American Research Review*, vol. 48, n° 1, p. 24-43.

Delgado Ramos, Gian Carlo, 2013, « ¿Por qué es importante la ecología política », *Nueva Sociedad*, n° 244, mars-avril, p. 47-60.

Deshaies, Michel, 2016, « Mines et environnement dans les Amériques : les paradoxes de l'exploitation minière », *IdeAs*, n°8, Automne-Hiver, <http://ideas.revues.org/1639>

Dézé, Alexandre, 2004, « Le populisme ou l'introuvable Cendrillon. Autour de quelques ouvrages récents », *Revue française de science politique*, vol. 54, p. 179-190.

Doré, Emilie, Matta, Raúl, 2011, « L'andinité à Lima. Regards sur le racisme ordinaire en haut et en bas de l'échelle sociale », *Civilisations. Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines*, vol. 60, n° 1, p. 43-57.

Ducatenzeiler, Graciela, 2001, « Nouvelles approches à l'étude de la consolidation démocratique », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 8, n°2, p.191-198.

Escobar, Arturo, 2016, « Décroissance, après-développement et transition », *Alternatives Sud*, vol. 23, n° 3, p. 49-71.

Fernández, Blanca; Pardo, Liliana, Salamanca, Katherine, 2014, « El *buen vivir* en Ecuador: ¿marketing político o proyecto en disputa? », *Iconos*, n° 48, p. 101-117.

Figueroa, José Antonio, 2004, « Edward Said, la periferia y el humanismo o tácticas para trascender el postmodernismos », *Iconos*, n°18, p. 100-108.

Flipo, **Fabrice**, 2016, « Penser l'écologie politique », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Vol. 16, n° 1, mai, <http://journals.openedition.org/vertigo/16993>.

Follari, Roberto, 2012, « Los intelectuales en su laberinto (la ilusión de lo político) », *Ecuador Debate*, n°85, avril, p. 49-58.

Fourtané, Nicole, 2014, « Las poblaciones indígenas y campesinas de la Amazonía frente a la petrolera Chevron-Texaco: un juicio histórico », *Revista AFESE*, vol. 59, n° 59, p. 11-30.

Furtado, Celso, 1971, « Dépendance externe et théorie économique », *L'Homme et la société*, n° 22, p. 53-65.

Gago, Verónica, Mezzadra, Sandro, 2015, « Para una crítica de las operaciones extractivas del capital. Patrón de acumulación y luchas sociales en el tiempo de la financiarización », *Nueva Sociedad*, n° 255, janvier-février, p. 38-52.



García, Fernando, 2007, « Equateur : mouvement indigène et participation (1990-2007) », *Outre-Terre*, n° 18, p. 295-308.

Gaudichaud, Franck, Posado, Thomas, 2019, « Populisme ? Apports et (més)usages d'un concept pour comprendre les gouvernements nationaux-populaires latino-américains », *IdeAs*, n° 14, <http://journals.openedition.org/ideas/5938>.

Gaudichaud, Franck, 2016, « Ressources minières, “extractivisme” et développement en Amérique latine : perspectives critiques », *IdeAs*, n°8, Automne-Hiver, <http://ideas.revues.org/1684>

Gay, Vincent, Löwy, Michaël, 2011, « Alternatives écologistes au capital », *ContreTemps*, n°12, 4<sup>ème</sup> trimestre, p. 9-16.

Ghiotto, Luciana, Guamán, Adoración, 2018, « ¿Facilitación o protección para las inversiones extranjeras? Nuevos elementos del debate global », *Ciclos*, Vol. XXV, n° 51, p. 1-18.

Goirand, Camille, 2010, « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine : les approches des mobilisations depuis les années 1970 », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 3, p. 455-466.

Gorz, André, 2002, « Ecologie et socialisme », *Ecologie & politique*, n° 24, p. 71-95.

Gudynas, Eduardo, Acosta, Alberto, 2011, « *La renovación de la crítica al desarrollo y el buen vivir como alternativa* », *Utopía y Praxis Latinoamericana, Revista Internacional de Filosofía Iberoamericana y Teoría Social*, n°53, p. 71-83.

Gudynas, Eduardo, 2010, « Si eres tan progresista, ¿por qué destruyes la naturaleza? Neoextractivismo, izquierda y alternativas », *Ecuador Debate*, n° 79, p. 61-82.

Gudynas, Eduardo, 2009, « La ecología política del giro biocéntrico en la nueva Constitución de Ecuador », *Revista de Estudios Sociales*, n° 32, avril, p. 34-47.

Guerra, Gustavo, 2012, « Las disposiciones legales que desarrollan los preceptos constitucionales sobre la inversión privada extranjera en el Ecuador », *Foro: Revista de Derecho*, n° 17, premier semestre, p. 31-61.

Gunder Franck, André, 1971, « Desarrollo del subdesarrollo : punto de vista de un economista comprometido », *Investigación económica*, vol. 31, n° 122, p. 389-401.

Gunder Frank, André, 1967, « El desarrollo del subdesarrollo », *Pensamiento Crítico*, La Habane, n° 7, p. 159-172.

Haidar Victoria, Berros Valeria, 2015, « Entre el sumak kawsay y la “vida en armonía con la naturaleza”: disputas en la circulación y traducción de perspectivas respecto de la regulación de la cuestión ecológica en el espacio global », *Theomai. Estudios Críticos sobre Sociedad y Desarrollo*, n°32, deuxième semestre, p. 128-150.

Harvey, David, 2004, « Le “nouvel impérialisme” : accumulation par expropriation », *Actuel Marx*, n° 35, p. 71-90.

Hidalgo-Capitán, Antonio Luis, Cubillo-Guevara, Ana Patricia, 2014, « Seis debates abiertos sobre el sumak kawsay », *Iconos*, n°48, p. 25-40.

Hincapié, Sandra, 2017, « Entre el extractivismo y la defensa de la democracia. Mecanismos de democracia directa en conflictos socioambientales de América Latina », *Recerca, Revista de pensament i anàlisi*, n° 21, p. 37-61.

Honty, Gérard, Gudynas, Eduardo, 2016, « Alternatives au développement et processus de transition », *Alternatives Sud*, vol. 23, n° 3, p. 73-95.

Horn, Carina, 2006, « The Birth of the Mighty Amazon », *Scientific American Magazine*, New-York, mai, p. 40-45.

Ibarra, Hernan, 2012, « Gramsci y los intelectuales », *Ecuador Debate*, n° 85, avril, p. 59-72.

Jiménez Viader, Sergi, 2021, «Gramsci presente: una aproximación a los conceptos de crisis orgánica y revolución pasiva para entender la situación política del Reino de España», *Revista d'Humanitats*, n° 5, p. 8-27.

Lamy, Jérôme, 2016, « Les palimpsestes de Marx. L'émergence de la sociologie marxiste de l'environnement aux Etats-Unis », *Ecologie & politique*, n° 53, p. 149-164.

Larrea Maldonado, Ana María, 2004, « El Movimiento Indígena Ecuatoriano: participación y resistencia », *OSAL*, n°13, janvier-avril, p. 67-76.

Lavaud, Jean-Pierre, 1992, « De l'indigénisme à l'indianisme : le cas de la Bolivie », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 7, p. 63-78.

Lavinas, Lena, 2014, « La asistencia social en el siglo XXI », *New Left Review*, Vol. 84, p. 7-48.

Le Gouill, Claude, Boyer, Anne-Lise, 2019, « L'extractivisme minier "depuis le Nord". Exploitations, régulations et oppositions dans le Copper State d'Arizona », *Écologie & Politique*, n° 59, p. 41-56.

Le Gouill, Claude, **2016**, « Imaginaires miniers et conflits sociaux en Bolivie. Une approche multiniveaux du conflit de Mallku Khota », *Cahiers des Amériques latines*, n° 82, p. 49-69.

Le Quang, Matthieu, Ramirez Gallegos, Franklin, 2016, « Introduction », *Cahiers des Amériques latines*, n° 83, p. 17-32.

Le Quang, Matthieu, 2016, « La trajectoire politique de l'initiative Yasuní-ITT en Equateur : entre capitalisme vert et écosocialisme », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n°130, p. 105-121.

Le Quang, Matthieu, 2016, « El retorno de la política en Ecuador en 2015: conflictividad socio-política y diálogo social », *e-l@tina. Revista electrónica de estudios latinoamericanos*, vol. 14, n° 56, juillet-septembre, p. 35-48.

Le Quang, Matthieu, 2016, « Dinámicas políticas en la Asamblea Nacional de Ecuador en el periodo 2013-2015 », *Revista Estado y Comunes*, n° 2, janvier, Quito, IAEN, p. 15-31.

Le Quang, Matthieu, 2015, « Introducción al dossier Buen Vivir y Ecosocialismo. Enfoques teóricos y políticas públicas », *Theomai. Estudios Críticos sobre Sociedad y Desarrollo*, n° 32, deuxième semestre, p. 4-12.

Le Quang, Matthieu, 2013, « Elecciones presidenciales y tendencias políticas, 2009-2013 », *Revista Estado y Comunes*, n° 1, Premier Semestre, p. 17-35.

Magrin, Géraud, Perrier-Bruslé, Laetitia, 2011, « Nouvelles géographies des activités extractives », *EchoGéo*, n° 17, <https://journals.openedition.org/echogeo/12586>

Martínez Alier, Joan, 2015, « Ecología política del extractivismo y justicia socio-ambiental », *Interdisciplina*, vol. 3, n° 7, p. 57-73.

Martínez Alier, Joan, 2014, « Entre la economía ecológica y la ecología política », *Crítica y Emancipación*, n° 12, décembre, p. 263-275.

Martinez-Alier, Joan, 2006, « Los conflictos ecológico-distributivos y los indicadores de sustentabilidad », *Polis*, n°13, <http://polis.revues.org/5359>

Matonti, Frédérique, 2012, « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°59-4bis, p. 85-104.

Matonti, Frédérique, 2005, « La politisation du structuralisme. Une crise dans la théorie », *Raisons politiques*, n°18, p. 49-71.

Monange, Benoit, Flipo, Fabrice, 2019, « Extractivisme : lutter contre le déni », *Écologie & Politique*, n° 59, p. 17-28.

Monodesi, Massimo, 2017, « Usos del concepto gramsciano de revolución pasiva en América Latina », *Revista Observatorio Latinoamericano y Caribeño*, n° 1, p. 52-79.

Mora, Camilo, Sale, Peter F., 2011, « Ongoing global biodiversity loss and the need to move beyond protected areas: a review of the technical and practical shortcomings of protected areas on land and sea », *Marine Ecology Progress Series*, juillet, n° 434, p. 251-266.

Naess, Arne, 2007 (1973), « Los movimientos de la ecología superficial y la ecología profunda: un resumen », *Revista Ambiente y Desarrollo*, n° 23, p. 98-101.

Poupeau, Franck, 2011/2, « L'eau de la Pachamama. Commentaires sur l'idée d'indigénisation de la modernité », *L'Homme*, n° 198-199, p. 247-276.

Quijano, Anibal, 2000, « El fantasma del desarrollo en América Latina », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, vol. 6, n° 2, p. 73-90.

Quijano, Aníbal, 1998, « Colonialidad del poder, cultura y conocimiento en América latina », *Ecuador Debate*, n° 44, p. 227-238.

Ramírez Gallegos, Franklin, 2016, « Political Change, State Autonomy, and Post-Neoliberalism in Ecuador, 2007–2012 », *Latin American Perspectives*, vol. 43, n°1, p. 143-158.

Ramírez Gallegos, Franklin, 2006, « Mucho más que dos izquierdas », *Nueva Sociedad*, n°205, p. 30-44.

Ramírez Gallegos, René, 2019, « Los “bienes relacionales” en la socioecología política de la vida buena », *Crisol*, serie numérique, n° 8.

Ramírez Gallegos, René, 2012, « Izquierda y “buen capitalismo”. Un aporte crítico desde América Latina », *Nueva Sociedad*, n°237, janvier-février, p. 33-48.

Riechmann, Jorge, 2015, « La revolución (ecosocialista y ecofeminista) tendríamos que haberla hecho ayer », *Theomai. Estudios Críticos sobre Sociedad y Desarrollo*, n°32, deuxième semestre, p. 13-35.

Rioufreyt, Thibaut, 2017, « La réanalyse au service de l'histoire sociale des idées politiques. Retour d'enquête sur deux revues de parti : *La revue socialiste* et *La nouvelle critique* », *Recherches Qualitatives*, hors-série, n° 21, p. 122-142.

Rioufreyt, Thibaut, 2013, « Les passeurs de la « Troisième Voie ». Intermédiaires et médiateurs dans la circulation transnationale des idées », *Critique internationale*, n° 59, p. 33-46.

Sachs, Jeffrey, Warner, Andrew, 1999, « The Big Rush, Natural Resource Booms And Growth », *Journal of Development Economics*, vol. 59 (1), p. 43-76.

Saito, Kohei, 2021, « La théorie du métabolisme chez Marx à l'ère de la crise écologique mondiale », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n° 40, p. 161-182.

Salama, Pierre, 2020, « Amérique Latine : good bye industrie, hello stagnation », *Cátedra: Revista Especializada en Estudios Culturales y Humanísticos*, n° 17, <http://portal.amelica.org/ameli/jatsRepo/227/2271334014/index.html>

Sánchez Parga, José, 2011, « Discursos re(tro)volucionarios: Sumak Kawsay, derechos de la naturaleza y otros pachamamismos », *Ecuador Debate*, n° 84, p. 31-50.

Sánchez López, Francisco, Freidenberg, Flavia, 1998, « El proceso de incorporación política de los sectores indígenas en el Ecuador. Pachakutik, un caso de estudio », *América Latina Hoy*, n° 19, p. 65-79.

Seoane, José, 2012, « Neoliberalismo y ofensiva extractivista. Actualidad de la acumulación por despejo, desafíos de Nuestra América », *Theomai*, n° 26, second semestre, p. 123-149.

Spoerer, Matilde, 2016, « Innovations politiques et participation autochtone : les ambivalences de la mise en œuvre de la convention n° 169 de l'OIT sur les peuples indigènes au Chili », *L'Ordinaire des Amériques*, n° 221, <http://orda.revues.org/3069>

Steffen, Will, Broadgate, Wendy, Deutsch, Lisa, Gaffney, Owen, Ludwig, Cornelia, 2015, « The trajectory of the Anthropocene: The Great Acceleration », *The Anthropocene Review*, Vol. 2, n° 1, p. 81-98.

Stossel, Soledad, 2016, « Etat et représentation politique dans l'Equateur contemporain : le cas des transporteurs syndiqués », *Cahiers des Amériques latines*, n° 83, p. 33-51.

Stoessel, Soledad, 2014, « Giro a la izquierda en la América Latina del siglo XXI. Revisitando los debates académicos », *Polis*, vol. 13, n° 39, p. 123-149.

Svampa, Maristella, 2017, « Cuatro claves para leer América Latina », *Nueva Sociedad*, n° 268, p. 50-64.

Svampa, Maristella, 2013, « 'Consensus de los Commodities' y lenguajes de valoración en América Latina », *Nueva Sociedad*, n° 244, p. 30-46.

Svampa, Maristella, 2011, « Néo-“développementisme” extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problème d'Amérique Latine*, n° 81, p. 101-127.

Svampa, Maristella, Sola Alvarez, Marian, 2010, « Modelo minero, resistencias sociales y estilos de desarrollo: los marcos de la discusión en la Argentina », *Ecuador Debate*, n° 79, abril, p. 105-126.

Tarragoni, Federico, 2013, « La science du populisme au crible de la critique sociologique : archéologie d'un mépris savant du peuple », *Actuel Marx*, n° 54, p. 56-70.

Thwaites, Mabel, 2010, « Después de la globalización neoliberal: ¿qué estado en América Latina ? », *OSAL*, n° 27, p. 19–44.

Tortosa, José Maria, 2011, « Vivir Bien y Buen Vivir: caminar con los dos pies », *Obets Revista de Ciencias Sociales*, vol. 6, n° 1, p. 13-17.

Unceta, Koldo, 2014, « Poscrecimiento, desmercantilización y “buen vivir” », *Nueva Sociedad*, n° 252, juillet-août, p. 136-152.

Unceta, Koldo, 2013, « Decrecimiento y Buen Vivir .Paradigmas convergentes? Debates sobre el postdesarrollo en Europa y América Latina », *Revista de Economía mundial*, n° 35, p. 21-45.

Uzeda Vasquez, Andrés, 2009, « *Suma qamaña*, visiones indígenas y desarrollo », *Traspatios*, n° 1, p. 33-51.

Vanhulst, Julien, 2015, « El laberinto de los discursos del Buen vivir: entre Sumak Kawsay y Socialismo del siglo XXI », *Polis*, n° 40, <http://polis.revues.org/10727>.

Vanhulst, Julien, Beling, Adrian, 2013, « Buen vivir et Développement durable : rupture ou continuité ? », *Revue Ecologie & Politique*, n° 46, p. 41-54.

Varela, Marcelo, 2009, « Las actividades extractivas en Ecuador », *Ecuador Debate*, n° 79, avril, p. 128-149.

Vega, Ugalde, Silvia, 2014, « El orden de género en el *sumak kawsay* y el *suma qamaña*. Un vistazo a los debates actuales en Bolivia y Ecuador », *Iconos*, n° 48, p. 73-91.

Viola Recasens, Andreu, 2014, « Discursos “pachamamistas” versus políticas desarrollistas: el debate sobre el *sumak kawsay* en los Andes », *Iconos*, n° 48, p. 55-72.

Viteri Gualinga, Carlos, 2002, « Visión indígena del desarrollo en la Amazonía », *Polis*, n°3, <http://polis.revues.org/7678>



Wallerstein, Immanuel, 1996, « La re-estructuración capitalista y el sistema-mundo », *Anuario Mariateguiano*, n° 8, p. 195-207.

Walsh, Catherine, 2010, « Development as *Buen Vivir*: Institutional arrangements and (de)colonial entanglements », *Development*, vol. 53, n° 1, p. 15-21.

Zin, Jean, 2010, « Qu'est-ce que l'écologie-politique ? », *Ecologie & politique*, n° 40, p. 41-49.

- Dossiers de revues académiques

Bataillon, Gilles, Devineau, Julie (coord.), 2009, Dossier « Ethnicité », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 72.

Le Quang, Matthieu, Andrés, Lydia (coord.), 2011, Dossier « Mobilisations et dynamiques identitaires en Amérique andine », *Civilisations*, n° 60-1.

Posado, Thomas (coord.), 2016, « Tournant à gauche en Amérique Latine: fin de cycle ? », *Recherches internationales*, n° 107.

Posado, Thomas (coord.), 2012, « Les gauches latino-américaines », *Recherches internationales*, n° 93.

Verdo, Geneviève, Vidal, Dominique (coord.), 2012, Dossier « L'ethnicité ordinaire dans les démocraties d'Amérique latine », *Critique internationale*, n° 57.

- Articles de revue

Bullard, Nicola, 2000, « La deuda climática como una estrategia política subversiva », *América Latina en Movimiento*, n° 454, avril, p. 17-18.

Choquehuanca Céspedes, David, 2010, « Hacia la reconstrucción del Vivir Bien », *América Latina en Movimiento (ALAI)*, n° 452, février, p. 8-13.

Dardot, Pierre, Laval, Christian, 2007, « La nature du néolibéralisme : un enjeu théorique et politique pour la gauche », *Mouvements*, n° 50, juin-août, p. 108-117.

Dávalos, Pablo, 2008, « Reflexiones sobre el Sumak Kawsay (el buen vivir) y las teorías del desarrollo », *América Latina en Movimiento (ALAI)*, 5 août, <https://www.alainet.org/es/active/25617>

Davalos, Pablo, 2002, « Movimiento indígena ecuatoriano: construcción política y epistémica », *Yachaykuna*, n° 3, juin, p. 88-105.

Galharret, Sophie, 2010, « Le marché carbone comme soutien à la transition ? », Iddri, coll. Idées pour le débat, n°2, Mai.

Gilhodes, Pierre, 2006, « El populismo en su contexto », *Visages d'Amérique Latine*, n° 3, juin, p.

Grosfoguel, Ramón, 2016, « Del “extractivismo económico” al “extractivismo epistémico” y “extractivismo ontológico”: una forma destructiva de conocer, ser y estar en el mundo », *Tabula Rosa*, n° 24, p. 123-143.

Gudynas, Eduardo, 2012, « El largo recorrido de los derechos de la naturaleza », *América Latina en Movimiento (ALAI)*, n° 479, octubre, p. 7-9.

Le Quang, Matthieu, 2009, « Le projet ITT en Equateur : entre transformation du modèle économique et construction d'une autre société. Entretien avec Alberto Acosta. », *DIAL*, n°3075, octobre.

León, Magdalena, 2008, « Después del “desarrollo”: “el buen vivir” y las perspectivas feministas para otro modelo en América Latina », *Revista Umbrales*, n° 18, p. 36-44.

Macas, Luis, 2010, « Sumak Kawsay. La vida en plenitud », *América Latina en Movimiento (ALAI)*, n° 452, février, p. 14-16.

Mazzolini, Samuele, 2012, « El Buen Vivir como simbolización de una cadena de equivalencias », *Debates y combates*, nº 4, p. 91-114.

Medina Arnáiz, Teresa, 2013, « Más allá del precio : las compras públicas con criterios de responsabilidad », *PAPELES de relaciones ecosociales y cambio global*, nº 121, printemps, p. 87-97.

Modonesi, Massimo, 2015, « Fin de l'hégémonie progressiste et tournant régressif en Amérique Latine », *ContreTemps*, 27 novembre, <http://www.contretemps.eu/fin-de-lhegemonie-progressiste-et-tournant-regressif-en-amerique-latine/>

Murcia Riaño, Diana, 2012, “La Naturaleza, sus derechos y los derechos humanos”, *América Latina en Movimiento (ALAI)*, nº 479, octubre, p. 13-15.

Paquot, Thierry, 2008, « De la “société de consommation” et de ses détracteurs », *Mouvements*, nº 54, p. 54-64.

Quijano, Aníbal, 2007, « “Race” et colonialité du pouvoir », *Mouvements*, nº 51, p. 111-118.

Ramirez Gallegos, Franklin, 2008, « Voto crucial en Ecuador. Las antinomias de la revolución ciudadana », *Le Monde diplomatique (édition chilienne)*, septembre.

Scientists Concerned for Yasuní National Park, 2004, « Letter to the President of Ecuador », 25 novembre.

Serrano Mancilla, Alfredo, Martin Carrillo, Sergio, 2011, « La economía verde desde una perspectiva de América Latina », *Policy Paper*, nº14, FES-ILDIS, septiembre.

Spedding, Alison, 2010, « “Suma qamaña”, ¿kamsañ muni? (¿Qué quiere decir “vivir bien”?) », *Fe y Pueblo*, nº 17, p. 4-39.

Torrez, Mario, 2001, « Estructura y proceso de desarrollo del *Qamaña*. Espacio de bienestar », *Pacha*, nº6, p. 45-67.

Unceta, Koldo, 2014, « Desarrollo alternativo, alternativas al desarrollo y buen vivir: elementos para el debate », *PAPELES de relaciones ecosociales y cambio global*, n° 128, p. 29-38.

Unceta, Koldo, 2009, « Desarrollo, subdesarrollo, maldesarrollo y postdesarrollo. Una mirada transdisciplinar sobre el debate y sus implicaciones », *Carta Latinoamericana - Contribuciones en Desarrollo y Sociedad en América Latina*, n° 7, avril, p. 1-34.

- Articles internet

Agencia EFE, Prensa Latina, 2010, « Ecuador atentado a la soberanía seguridad jurídica de América Latina por fallo de Chevron », *Ecuador inmediato*, 4 avril, [http://ecuadorinmediato.com/Noticias/news\\_user\\_view/ecuador\\_atentado\\_a\\_la\\_soberania\\_seguridad\\_juridica\\_de\\_america\\_latina\\_por\\_fallo\\_de\\_chevron--124196](http://ecuadorinmediato.com/Noticias/news_user_view/ecuador_atentado_a_la_soberania_seguridad_juridica_de_america_latina_por_fallo_de_chevron--124196)

Ariès, Paul, Lecomte, Simon, 2012, « Entretien autour du socialisme gourmand », *Le Sarkophage*, 17 mars/19 mai, <http://paularies.canalblog.com/pages/autour-du-socialisme-gourmand---/25068244.html>

BBC, « Por qué un tribunal del Banco Mundial anuló la compensación de US\$1.400 millones que Venezuela debía pagar a la petrolera Exxon Mobil », 11 mars 2017, <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-39240812>

Bélangier, Mélanie, 2010, « Carta a Pablo Stefanoni sobre el Pachamamismo », *Rebelión*, 5 juin, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=107282>

Blanco, Hugo, 2010, « Reivindicando el espíritu y las luchas indígenas », *Rebelión*, 12 mai, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=105723>.

Blanco, Hugo, 2010, « El movimiento indígena lucha por un cambio de sistema », *Rebelión*, 9 juin, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=107493>.

Cadahia, Luciana, 2017, « Populismo y democracia : una alternativa emancipadora », *Cuba Posible*, 23 mai, <https://cubaposible.com/populismo-y-democracia/>.

Commission pour la vérité sur la dette grecque, 2015, « Définition des dettes illégitimes, illégales, odieuses et insoutenables », 30 mai, <http://www.cadtm.org/Definition-des-dettes-illegitimes>

Cortéz, David, 2010, « La construcción social del ‘Buen Vivir’ (Sumak Kawsay) en Ecuador. Genealogía del diseño y gestión política de la vida » <http://www.uasb.edu.ec/UserFiles/369/File/PDF/CentrodeReferencia/Temasdeanalis2/buenvivirysumakkawsay/articulos/Cortez.pdf>.

Dardot, Pierre, Laval, Christian, 2018, « Neoliberalismo versión empeorada », *Anfibia*, 27 novembre, <https://www.revistaanfibia.com/neoliberalismo-version-empeorada/>

De Catheu, Louis, Gambacurta-Scopello, Ruggero, 2022, « Un Etat pour la planification écologique », *Le Grand Continent*, 5 mai, [https://legrandcontinent.eu/fr/2022/05/05/un-etat-pour-la-planification-ecologique/?mc\\_cid=6f3964bf15&mc\\_eid=7a686d85ff](https://legrandcontinent.eu/fr/2022/05/05/un-etat-pour-la-planification-ecologique/?mc_cid=6f3964bf15&mc_eid=7a686d85ff)

El Expreso, 2017, « Consulta no afecta la producción en el ITT », 4 octubre, <http://www.expreso.ec/economia/economia-petroleo-explotacion-itt-yasuni-YX1743980>

Encinas, Félix, 2011, « Origen del pachamamismo », 24 septembre, <http://patriainsurgente.nuevaradio.org/index.php?p=432>.

Escobar, Arturo, 2010, « ¿“Pachamámicos” versus “Modérnicos”? », *Rebelión*, 28 mai, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=106701&titular=%BF%94pacham%Elmicos%94-contra-%93mod%E9rnicos%94?->

Fiuza, Pilar, Coviello, Ramiro, 2014, « Entre el Buen Vivir y los debates sobre Estilos de Desarrollo », *La revista del CCC*, juillet-décembre, n° 21: <http://www.centrocultural.coop/revista/articulo/493/>

Flipo, **Fabrice**, 2017, « Qu'est-ce que l'écologisme ? », *Socio-logos*, n° 12, mis en ligne le 17 juin, <http://socio-logos.revues.org/3143>;

Flipo, Fabrice, 2015, « Les cinq sources de la décroissance », <http://www.implications-philosophiques.org/actualite/une/les-cinq-sources-de-la-decroissance/>.

García Linera, Álvaro, 2006, « El capitalismo andino amazonico », *Le Monde Diplomatique*, janvier, <https://www.lemondediplomatique.cl/El-capitalismo-andino-amazonico.html>

Gaudichaud, Franck, 2010, « Entrevista con Alberto Acosta, ex-presidente de la Asamblea Constituyente de Ecuador. Pensando alternativas. Entre la crisis europea y el Yasuní », *Rebelión*, 6 août, <https://rebellion.org/pensando-alternativas-entre-la-crisis-europea-y-el-yasuni/>

Gramsci, Antonio, 2001, *Textes*, [https://cras31.info/IMG/pdf/gramsci\\_textes.pdf](https://cras31.info/IMG/pdf/gramsci_textes.pdf).  
Edition électronique réalisée par Jean-Marie Tremblay, à partir de l'édition d'André Tosel, Paris, Éditions sociales, 1983.

Keucheyan, Razmig, 2016, « C'est à partir du sens commun qu'on fait de la politique », *Ballast*, 17 février, <http://www.revue-ballast.fr/razmig-keucheyan/>

Kowii, Ariruma, Pérez Guartambel, Carlos, Tibán, Lourdes y Fiallos, Celso, 2014, « Sumak Kawsay, la palabra usurpada », *Plan V*, 28 avril, <http://www.planv.com.ec/historias/sociedad/sumak-kawsay-la-palabra-usurpada>

Le Quang, Matthieu, 2016, « Le Bien Vivre, une alternative au développement en Equateur ? », *Revue du MAUSS permanente*, <http://www.journaldumauss.net/?Le-Bien-Vivre-une-alternative-au>

Le Quang, Matthieu, 2011, « La puesta en marcha de la Iniciativa Yasuní-ITT: Entrevista con María Fernanda Espinosa », *DIAL*, janvier, <http://www.alterinfos.org/spip.php?article4888>.

Le Quang, Matthieu, « La gestion politique dans le canton de Saquisilí en Equateur : entre démocratie participative et “néo-corporatisme indigène” », *Actes des Premières Journées doctorales sur la participation*, 28 novembre 2009, Lyon, <http://ped.ish-lyon.cnrs.fr/sites/default/files/37Matthieu%20Le%20Quang.pdf>

Löwy, Michael, 2009, « Scénarios du pire et alternative écosocialiste », *Nouveaux Cahiers du Socialisme*, 31 août, <http://www.cahiersdusocialisme.org/2009/08/31/scenario-du-pire-et-alternative-ecosocialiste/>

Macas, Luis, 2011, « El Sumak Kawsay », Intervention aux journées « Ideando alternativas. Encuentros decrecimiento y buen vivir », 8 février, <https://decrecimientoybuenvivir.files.wordpress.com/2011/01/sumak-kawsay-luis-macas.pdf>

Malm, Andreas, 2017, « Capital fossile : vers une autre histoire du changement climatique », *Revue Période*, 2 février, <http://revueperiode.net/capital-fossile-vers-une-autre-histoire-du-changement-climatique/>

Malm, Andreas, 2016, « Le mythe de l’anthropocène », *Revue Période*, <http://revueperiode.net/le-mythe-de-lanthropocene/>.

Martínez Esguerra, Estefania, 2021, « La izquierda ecológica frente al progresismo en América Latina : repenser la crítica del neoextractivismo », 15 mars, <https://www.cetri.be/La-izquierda-ecologica-frente-al?lang=fr>

Monedero, Juan Carlos, Prieto, Carlos, 2017, « La renovación del pensamiento de Gramsci: entrevista con Bob Jessop », *Publico*, 26 avril, <http://www.publico.es/opinion/renovacion-pensamiento-gramsci-entrevista-bob.html>

Poupeau, Franck, 2021, « Ce que l’Amérique latine fait aux sciences sociales », *AOC*, 14 décembre, <https://aoc.media/analyse/2021/12/13/ce-que-lamerique-latine-fait-aux-sciences-sociales/>

Rashi, Roger, 2008, « Capitalisme de désastre ou écosocialisme », *Nouveaux Cahiers du Socialisme*, 12 mars, <http://www.cahiersdusocialisme.org/2008/03/12/capitalisme-de-desastre-ou-ecosocialisme/>

Ramirez Gallegos, Franklin, 2018, “El 4 de febrero y la descorreización de Ecuador”, *Nueva Sociedad*, janvier, <http://nuso.org/articulo/el-4-de-febrero-y-la-descorreizacion-de-ecuador-ramirez/>

Rist, Gilbert, 2006, « La supercherie du développement durable ? », *4D-L'Encyclopédie du Développement Durable*, n°21, [http://encyclopedie-dd.org/IMG/pdf\\_N-21\\_Rist.pdf](http://encyclopedie-dd.org/IMG/pdf_N-21_Rist.pdf).

Sader, Emir, 2015, « ¿El final de un ciclo (que no existió) ? », *Página 12*, 17 septembre, <https://www.pagina12.com.ar/diario/contratapa/13-281814-2015-09-17.html>

Schaub, Coralie, 2017, « Sortie des énergies fossiles : un projet de loi surtout symbolique », *Libération*, 6 septembre, [http://www.liberation.fr/futurs/2017/09/06/sortie-des-energies-fossiles-un-projet-de-loi-surtout-symbolique\\_1594583](http://www.liberation.fr/futurs/2017/09/06/sortie-des-energies-fossiles-un-projet-de-loi-surtout-symbolique_1594583)

Schuster, Mariano, 2017, « ¿Murió la vieja Francia? Entrevista con Razmig Keucheyan », *Nueva Sociedad*, avril, <http://nuso.org/articulo/murio-la-vieja-francia/>.

Simbaña, Floresmilo, 2011, « El sumak kawsay como proyecto político », *Línea de Fuego*, 12 avril, <https://lalineadefuego.info/2011/04/12/el-sumak-kawsay-como-proyecto-politico/>.

Stefanoni, Pablo, 2010, « ¿A dónde nos lleva el pachamamismo? », *Rebelión*, 28 avril, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=104803>.

Stefanoni, Pablo, 2010, « Indianismo y pachamamismo », *Rebelión*, 4 mai, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=105233>.



Stefanoni, Pablo, 2010, « Pachamamismo ventrílocuo », *Rebelión*, 29 mai, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=106771&titular=pachamamismo-ventr%EDlocuo->

Toussaint, Eric, 2021, « Equateur : Les résistances aux politiques voulues par la Banque mondiale, le FMI et les autres créanciers entre 2007 et 2011 », 15 janvier, <http://www.cadtm.org/Equateur-Les-resistances-aux-politiques-voulues-par-la-Banque-mondiale-le-FMI#nh2-8>

Toussaint, Eric, « Les leçons de l'Équateur pour l'annulation de la dette illégitime », 29 mai 2013 : <http://www.cadtm.org/Les-lecons-de-l-Equateur-pour-l>

« Jacques Rancière : “Le peuple est une construction” », *Ballast*, 4 mai 2017, <http://www.revue-ballast.fr/jacques-ranciere-peuple-construction/>.

- Documents institutionnels

Alianza PAIS, 2006, *Plan de Gobierno de Alianza PAIS*, Quito.

Agence Internationale de l'Énergie et OCDE, *CO2 Emissions from Fuel Combustion. Highlights*, rapport disponible à l'adresse suivante : [www.iea.org/co-2highlights/CO2highlights.pdf](http://www.iea.org/co-2highlights/CO2highlights.pdf)

INEC, Banco Mundial, 2015, *Reporte de pobreza por consumo Ecuador 2006-2014*, Quito, <https://www.ecuadorencifras.gob.ec/documentos/web-inec/Bibliotecas/Libros/reportepobreza.pdf>.

Instituto Nacional de Meteorología e Hidrología, 2009, *El impacto del cambio climático en los glaciares del país*, Quito, Boletín n° 90.

Ministerio del Ambiente, « Estimación de la Tasa de Deforestación del Ecuador continental » : <http://simce.ambiente.gob.ec/sites/default/files/documentos/geovanna/Estimaci%C3%B>

[3n%20de%20la%20Tasa%20de%20Deforestaci%C3%B3n%20del%20Ecuador%20Continental.pdf](#)

Procuraduría General del Estado, *Caso OXY: Defensa jurídica de una decisión soberana y en derecho del Estado ecuatoriano*, Quito, Procuraduría General del Estado, 2014, [http://pge.gob.ec/images/docman/libro\\_caso\\_oxy\\_08\\_2014.pdf](http://pge.gob.ec/images/docman/libro_caso_oxy_08_2014.pdf).

Ramírez, René, 2008, « La felicidad como medida del Buen Vivir en Ecuador. Entre la materialidad y la subjetividad », Quito, Senplades, document de travail n°1.

Secretaria Nacional de Planificación y Desarrollo, 2014, *Estrategia Nacional para la Igualdad y Erradicación de la Pobreza*, Quito: <https://www.ec.undp.org/d45c9ac9-d0b8-4d48-a1e1-2de06dec902b>.

Senplades, 2013, *Plan Nacional del Buen Vivir 2013-2017*: <https://observatorioplanificacion.cepal.org/sites/default/files/plan/files/Ecuador%20Plan%20Nacional%20del%20Buen%20Vivir.pdf>

Senplades, 2012, *El Estado a tu lado, más servicios cerca de ti*, Quito, Senplades.

SENPLADES, Naturaleza y Cultura et Universidad Técnica Particular de Loja, 2010, *Sistematización del Primer Taller sobre Bioconocimiento en la Zona de Planificación 7*, Loja, Document de travail, inédit.

Senplades, 2009, *Plan Nacional para el Buen Vivir 2009-2013*, Quito, Senplades: [http://www.planificacion.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2012/07/Plan\\_Nacional\\_para\\_el\\_Buen\\_Vivir.pdf](http://www.planificacion.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2012/07/Plan_Nacional_para_el_Buen_Vivir.pdf)

Universidad Intercultural “Amawtay Wasy”, UNESCO, 2004, *Aprender en la Sabiduría y el Buen Vivir / Sumak Yachaypi Alli Kawsaypipash Yachaikuna / Learning Wisdom and the Good Way to Live*, Quito, Amawtay Wasi Pakta kawsaypak Sumak Yachay Wasi.

- Conférences et colloques

Compagnon, Daniel, 2001, « La conservation de la biodiversité, improbable bien public mondial », intervention au colloque AFSP, Pau, 25-26 octobre, [http://www.afsp.msh-paris.fr/archives/archivessei/biensmond\\_prog.html](http://www.afsp.msh-paris.fr/archives/archivessei/biensmond_prog.html).

Correa, Rafael, 2010, « Discurso ante el pleno. XVI Conferencia de las Partes de la Convencion Marco de las Naciones Unidas sobre Cambio Climatico », Cancun, 8 décembre, [https://www.presidencia.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2012/10/081210\\_XVI-Conferencia-de-las-partes-de-la-Convencion-Marco-de-la-Naciones-Unidas-sobre-Cambio-Climatico.pdf](https://www.presidencia.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2012/10/081210_XVI-Conferencia-de-las-partes-de-la-Convencion-Marco-de-la-Naciones-Unidas-sobre-Cambio-Climatico.pdf)

Le Quang, Matthieu, « Del desarrollo al buen vivir. Cambio de paradigma sociopolítico a partir del caso Yasuní-ITT », Jornadas Interuniversitarias “Los caminos del Sumak Kawsay”, Quito, FLACSO, 19 mai 2012.

Martínez, Esperanza, 2011, « Sumak kawsay (buen vivir) », conférence lors du congrès d’ATTAC, Berlin, 21 mai, <https://www.youtube.com/watch?v=Pj5my0p4xVQ>.

## Table des matières

Sommaire.....	6
Table des illustrations.....	7
Introduction .....	9
I. Contexte régional : crise politique du néolibéralisme et arrivée de gouvernements post-néolibéraux en Amérique Latine.....	10
II. L'Equateur : de l'instabilité politique à la Révolution Citoyenne .....	15
1. Petite histoire politique de l'Equateur depuis le retour à la démocratie .....	15
2. Le mouvement indigène équatorien : du mouvement social à la participation politique.....	16
3. L'arrivée de l' <i>outsider</i> Rafael Correa : restructuration de l'espace politique de la gauche équatorienne .....	21
III. Problématique et hypothèses de recherche.....	23
IV. Méthodologie de la recherche et choix des études de cas .....	26
V. Annonce du plan de la thèse.....	33
Chapitre 1 : Généalogie et écologie politique des courants du Bien Vivre.....	36
I. Une base commune : racines indigènes et critique de la modernité .....	37
1. Les racines indigènes du Bien Vivre .....	38
2. Les caractéristiques communes aux trois courants du Bien Vivre à partir de la critique de la modernité.....	47
II. Catégorisation des intellectuels du Bien Vivre.....	62
1. Caractérisation des intellectuels du Bien Vivre .....	62
2. Différentiation des intellectuels suivant les courants du Bien Vivre.....	67
III. Particularités des trois courants du Bien Vivre.....	79
1. Le courant « culturaliste et indigéniste » .....	79
2. Le courant « écologiste et post-développementaliste » .....	88
3. Le courant « éco-marxiste et étatiste » .....	95
Chapitre 2 : Bien Vivre et régimes d'accumulation .....	104
I. Le Bien Vivre : autre développement ou alternative au développement ? .....	104
1. Le Bien Vivre comme alternative au développement.....	106
2. Le Bien Vivre comme rénovation des discours du développement.....	118
II. Les débats autour de l'extractivisme et du post-extractivisme.....	124
1. Histoire et géopolitique de l'extractivisme comme régime d'accumulation en Amérique latine .....	126
2. Ecologie politique de l'extractivisme actuel en Amérique latine .....	132

3.	Bien Vivre, extractivisme et tensions autour de la transition vers une société post-extractiviste .....	142
III.	La remise en cause du consumérisme comme modèle d'accumulation .....	149
1.	Caractéristiques et fonctionnement du consumérisme.....	150
2.	Le Bien Vivre comme alternative de la société de consommation.....	158
Chapitre 3 : Populisme, post-néolibéralisme et extractivisme dans l'Equateur de la Révolution Citoyenne.....		167
I.	Populisme, hégémonie et antagonisme durant la Révolution Citoyenne .....	168
1.	Moment populiste et Révolution Citoyenne .....	170
2.	Politique et antagonisme durant la Révolution Citoyenne.....	186
II.	Post-néolibéralisme et enjeux de la transition écosociale .....	206
1.	Post-néolibéralisme et tensions autour de l'orientation du modèle de développement .....	207
2.	« Retour de l'Etat », régulation et planification.....	213
3.	Résultats socio-économiques du post-néolibéralisme en Equateur .....	222
III.	Les difficultés de la Révolution Citoyenne pour changer la matrice productive.....	233
1.	Reprimarisation de l'économie équatorienne ? .....	235
2.	Contradictions idéologiques internes au gouvernement entre Bien Vivre et néo-développementisme.....	250
3.	Les obstacles internationaux de la géopolitique du néolibéralisme.....	254
Chapitre 4 : L'initiative Yasuní-ITT en Equateur, entre Bien Vivre et capitalisme vert .....		269
I.	Des objectifs en relation avec le Bien Vivre.....	274
1.	Diversité culturelle et protection des peuples indigènes en isolement volontaire	275
2.	L'équité sociale : dette sociale et lutte contre les inégalités .....	283
3.	La soutenabilité environnementale : protection du Parc national Yasuní et changement de la matrice énergétique .....	288
4.	Que signifie laisser le pétrole sous terre ? .....	298
A)	<i>Le pétrole dans le monde</i> .....	298
B)	<i>Le pétrole en Equateur</i> .....	303
C)	<i>Le pétrole dans le Parc national Yasuní</i> .....	310
II.	L'initiative Yasuní-ITT et la transition vers la société du Bien Vivre .....	312
1.	Planification et Initiative Yasuní-ITT.....	312
2.	Théorie de la valeur et Initiative Yasuní-ITT .....	316
3.	L'Initiative Yasuní-ITT face aux idéologies dominantes du capitalisme vert et du néo-développementisme .....	320

A) <i>Les conflits internes au gouvernement équatorien</i> .....	320
B) <i>L'initiative Yasuní-ITT dans le cadre des négociations internationales</i> .....	325
Conclusions : Le Bien Vivre : un nouveau projet d'émancipation pour les capitalismes périphériques ?.....	333
I. Contexte international d'apparition du Bien Vivre .....	334
II. Bien Vivre et construction d'une contre-hégémonie post-capitaliste .....	337
III. Bien Vivre et transition écosociale dans les capitalismes périphériques .....	340
IV. Rôle de l'Etat dans la transition écosociale.....	345
Bibliographie .....	359